



HAL
open science

Les réformes whigs en Inde britannique : 1830-1857

Asma Ben Hassine

► **To cite this version:**

Asma Ben Hassine. Les réformes whigs en Inde britannique : 1830-1857. Littératures. Université Paris-Est, 2017. Français. NNT : 2017PESC0049 . tel-01935512

HAL Id: tel-01935512

<https://theses.hal.science/tel-01935512v1>

Submitted on 26 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS EST CRÉTEIL



ÉCOLE DOCTORALE — PARIS-EST
Cultures et Sociétés

imageR

THÈSE

Civilisation Britannique

Les réformes *whigs* en Inde britannique : 1830-1857

Présentée et soutenue par

Asma Ben Hassine

le 08 décembre 2017

JURY

Monsieur le Professeur MILES TAYLOR : Rapporteur
University of York

Monsieur le Professeur JOHN MULLEN : Rapporteur
Université de Rouen

Madame la Professeure EMMANUELLE AVRIL : Membre du jury
Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3

Monsieur le Professeur DIDIER LASSALLE : Directeur de thèse
Université Paris Est Créteil

Remerciement

Je remercie l'Université Paris Est Créteil, mes professeurs, en particulier mon directeur de thèse pour sa bienveillance tout au long de cette thèse.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1- LA CONCEPTION WHIG DE L'EMPIRE.....	17
Introduction.....	18
1. Les Whigs et l'Empire.....	19
1.1. Les Whigs écossais et l'<i>Edinburgh Review</i>.....	19
1.2. Les Whigs utilitaristes.....	22
1.3. Définition de l'Empire.....	27
1.3.1. L'empire économique.....	29
1.3.2. L'empire informel.....	31
1.3.3. L'empire formel : l'exemple de l'Inde.....	34
PARTIE 2- L'INDE BRITANNIQUE.....	42
Introduction.....	43
2. Une colonie précieuse.....	47
2.1. L'<i>East India Company</i>.....	47
2.1.1. Souveraineté et monopole.....	51
2.1.2. Commerce et Investissement.....	60
2.2. Le gouvernement de l'Inde.....	76
2.2.1. Levée de taxes.....	79
2.2.2. L'armée de la Compagnie.....	85
PARTIE 3- LES RÉFORMES WHIGS EN INDE.....	88
Introduction.....	89
3. Des réformes radicales.....	91
3.1. Les réformes politiques.....	91
3.1.1. Robert Clive, Warren Hastings, Charles Cornwallis et R. Wellesley.....	94
3.1.2. La vision orientaliste des gouverneurs de la <i>Munro School</i>	96
3.1.2.1. Thomas Munro.....	97
3.1.2.2. John Malcolm.....	97
3.1.2.3. Charles Metcalfe.....	99
3.1.2.4. Mountstuart Elphinstone.....	100
3.1.3. La vision réformiste anglicisante et occidentaliste.....	100
3.1.3.1. L'administration de William Bentinck.....	101
3.2. Les réformes juridiques.....	103
3.2.1. La réforme du code pénal de Macaulay.....	104
3.2.2. La création d'un Conseil législatif indépendant.....	107
3.2.3. La réforme des tribunaux et des procédures judiciaires.....	109
3.2.4. Charles Wood et la codification des procédures juridiques.....	112
3.3. Les réformes fiscales.....	114
3.3.1. L'impôt foncier et agricole.....	116
3.3.2. L'abolition des droits de transit.....	124
3.3.3. Le libre-échange et la communauté marchande.....	126
3.3.4. L'abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou.....	128
3.4. Les réformes sociales et religieuses.....	142
3.4.1. L'abolition du <i>Sati</i>	144
3.4.1.1. L'influence des évangélistes.....	146
3.4.2. L'abolition du Thuggisme.....	148
3.4.3. L'abolition de l'esclavage.....	154
3.4.3.1. Les lois sur l'esclavage.....	165

3.4.3.2. Les travailleurs contractuels.....	168
3.5. Les réformes de l'éducation et de l'enseignement.....	173
3.5.1. La position des anglicistes.....	175
3.5.1.1. T. B. Macaulay et l'anglicisation de l'enseignement.....	178
3.5.1.2. John Stuart Mill et l'éducation indienne.....	180
3.5.1.3. Charles E. Trevelyan et la langue anglaise.....	183
3.5.2. La GCPI et les réformes éducatives.....	185
3.5.2.1. L'enseignement professionnel.....	201
3.5.3. L'opposition des orientalistes.....	204
3.5.3.1. La politique réformiste orientaliste-angliciste de Lord Auckland.....	209
3.5.3.2. H. T. Prinsep et la valorisation des langues vernaculaires.....	213
3.5.3.3. Le débat entre réformistes anglicistes et orientalistes.....	218
3.5.4. Le rôle des missionnaires.....	221
3.5.5. La réaction des autochtones.....	229
3.6. L'abrogation de la liberté de la presse.....	239
PARTIE 4- BILAN.....	248
4. Commerce, anglicisation et colonisation.....	251
4.1. Anglicisation de l'Inde.....	251
4.1.1. Réformes : entre anglicisme et orientalisme.....	253
4.1.2. Evangélisation.....	261
4.1.3. Anglicisation ou colonisation.....	267
4.2. La grande révolte de 1857.....	271
4.2.1. Progression de la révolte.....	274
4.2.1.1. Les provinces du centre et du nord-ouest.....	274
4.2.1.2. Le siège de Delhi.....	280
4.2.1.3. Les basses provinces.....	285
4.2.2. Les causes de la révolte.....	287
4.2.3. Le dénouement.....	298
4.2.4. Une grande révolte populaire.....	302
4.3. Les limites de l'occidentalisation.....	306
4.3.1. Echec des réformes <i>whigs</i>	312
4.3.1.1. Une société désespérée.....	320
4.3.1.2. Abolition de l'EIC.....	328
4.3.1.3. L'impératrice Victoria et le <i>Direct Rule</i>	339
4.3.2. La résistance des traditions indiennes.....	349
4.3.2.1. Persistance de la culture des cultes.....	350
4.3.2.2. Défiance de la subordination.....	359
4.3.2.3. La force de la résistance.....	367
CONCLUSION.....	381

INTRODUCTION

Le Libéralisme n'a autant influencé les esprits et les âmes qu'à la fin du XVIII^{ème} siècle et n'a autant produit de réformes sociales, économiques et politiques qu'au XIX^{ème} siècle. Avec l'influence des philosophes des Lumières notamment John Locke, le principe de la liberté et du constitutionnalisme libéral se popularise chez les penseurs du Libéralisme et devient universel. David Hume, Adam Smith, Jeremy Bentham, Edmund Burke, James Mill, John Stuart Mill et Thomas Babington Macaulay sont des théoriciens libéraux et des hommes politiques *whigs* qui, au nom de la liberté et de l'universalisme permirent et soutinrent la mise en œuvre de leurs théories dans les colonies de l'empire britannique. Ce mouvement libéral impérialiste sans précédent s'est aussi efforcé de justifier l'impérialisme et de rendre légitime la domination britannique des populations étrangères.

Les plus grands empires européens modernes, à savoir les empires néerlandais, britannique et français, malgré des différences flagrantes, partagent des caractéristiques communes. Au XVII^{ème} siècle les Néerlandais possédaient des colonies partout dans le monde. Ils conquièrent des territoires aux Antilles : *Aruba, Curaçao* ; en Amérique du Sud : *la Nouvelle Hollande* étendue sur la Côte Nord-est du Brésil, *la Guyane* ; en Afrique et en Afrique du Sud : *Le Congo, Le Cap* ensuite repris par les Anglais en 1795 ; en Asie : la région de l'Inde du Sud, *Ceylan, l'Indonésie, Batavia, Java, Nouvelle Guinée*. Ils jouissaient d'une force maritime tellement redoutable que même les Anglais ne réussirent pas véritablement à les supplanter en dépit de trois guerres successives (1652-4), (1665-67) et (1672-74). Ce ne fut qu'après la signature du traité de Westminster (1674) et avec l'arrivée au pouvoir de William et Mary que les Anglais réussirent enfin à s'imposer comme grande puissance commerciale. L'empire britannique devint ensuite le plus puissant de tous les empires européens des temps modernes. Sa force reposait sur la continuité du financement des nombreuses guerres (les guerres révolutionnaires et napoléoniennes furent particulièrement coûteuses) qu'un si grand empire devait conduire pour assurer sa pérennité d'une part, et sur la plus grande flotte au monde d'autre part. La flexibilité financière et la disponibilité de l'argent public dépendaient principalement d'un système fiscal royal en vigueur au sein de la Compagnie des Indes Orientales (la Compagnie) ou l'*East India Company (EIC)* qui, vers 1621, fournissait annuellement 20,000 livre¹. En contrepartie les monarques lui garantissaient le maintien du monopole du commerce des épices, et en particulier celui du poivre. Les

¹ Philip Lawson, *The East India Company, A History*, London, Longman, 1993, p. 33.

affaires commerciales étant florissantes, ce système de financement ne pouvait que durer, et fut utilisé pour couvrir la dette nationale par temps de guerres, pour soutenir les dépenses militaires courantes et encourager de nouvelles conquêtes. D'ailleurs, cet État fiscal et militaire (*The fiscal-military state*²) sur lequel la Grande-Bretagne s'appuya pour bâtir son empire dans le sous-continent constitua un facteur décisif qui permit aux Britanniques de dépasser largement leurs homologues européens en termes de puissance militaire et de stabilité financière. La seule puissance européenne qui dérangeait les Britanniques et avec laquelle elle était en perpétuelle rivalité était la France qui se dotait également d'un grand empire outre-mer. Les deux puissances entretenaient deux grands empires constitués de parcelles océaniques et de territoires continentaux en Afrique et en Asie. Cependant, l'administration coloniale de ces deux empires était différente. Comme l'ont observé Kathleen Wilson et David Armitage, alors que l'empire français était fondé sur les conquêtes militaires, l'empire britannique s'appuyait largement sur le commerce et permit également « l'exportation outre-mer d'institutions et de pratiques politiques britanniques fondées sur la liberté »³. De même Karen O'Brien a défini ce « fantasme cosmopolite de l'empire », si particulier à la Grande-Bretagne au début du XVIII^{ème} siècle comme « le héraut d'une paix et d'un commerce britanniques universels »⁴. Tandis que l'administration française des colonies se faisait depuis la métropole, la britannique employait des agents et des organisations intermédiaires afin de gérer les affaires coloniales.

Le maintien d'un empire aussi vaste et puissant n'aurait jamais été possible sans excellence navale, une grande flotte, une redoutable efficacité fiscale, des politiques pro-impériales et une royauté ambitieuse. Les souverains britanniques ont toujours encouragé le système mercantile et les monopoles en les soutenant avec des lois telles que les *Navigation Acts*⁵, alors que la majorité des systèmes mercantilistes européens étaient dominés par des monarchies absolues. Pour les Britanniques, le mercantilisme était synonyme d'immenses richesses pour leur pays. Grâce à la commercialisation de marchandises achetées ou produites à bas prix ainsi que l'importation des métaux précieux, les Britanniques virent doubler

² L'expression "fiscal-military state" fut employée pour la première fois par John Brewer dans son ouvrage, *The*

³ Jennifer Pitts, *Naissance de la bonne conscience coloniale, les Libéraux français et britanniques et la question impériale, 1770-1870*, traduit par Michel Cordillot, Paris, Les Éditions de L'Atelier, 2008.

⁴ David Armitage, *The Ideological Origins of the British Empire* ; Kathleen Wilson, *the Sense of the People : Politics, Culture and Imperialism in England, 1715-1785*; "Citizenship, Empire, and Modernity", pp. 174-177 ; Karen O'Brien, "Protestantism and Poetry", p. 147, in Jennifer Pitts, *op. cit.*, pp. 23, 293.

⁵ Les *Navigation Acts* ont été promulguées en 1651 afin d'établir un monopole de commerce britannique; les importations et les exportations entre les colonies et la métropole se faisaient uniquement par des navires britanniques. L'objectif de cette législation était d'empêcher les Hollandais d'accroître leur profit aux dépens des Britanniques. Jane Samson, ed., *The British Empire*, New York, Oxford University Press, 2001, pp. 15-16.

plusieurs fois leurs bénéfiques commerciaux et donc leur produit national brut⁶. Par conséquent, leur commerce étant à la fois prospère et protégé, la persistance de leur grandeur internationale était garantie. D'ailleurs, le recours à la force n'était jamais exclu de la politique étrangère britannique et ce pour conquérir de nouveaux territoires et donc acquérir ou créer de nouveaux marchés, d'où l'importance de « l'État fiscal et militaire »⁷ dans leur politique expansionniste.

L'Empire⁸ et le Libéralisme avaient été fortement liés l'un à l'autre ; cette dépendance s'est nourri de la dualité des finalités communes des empires tel que le besoin d'expansion commerciale libérale d'une part, et la justification de l'impérialisme par cette même nécessité nationale, d'autre part. La Grande-Bretagne se distinguait par un empire immense, singulier et surpuissant qui non seulement s'imposait dans des territoires lointains, mais fascinait aussi l'imagination des Britanniques qui se vantaient de leurs lois, leurs libertés individuelles, leurs droits et leur gouvernement élu, tout en constituant un modèle démocratique adaptable aux colonies⁹. L'Empire britannique, avec ses colonies étendues sur quasiment tous les continents, toutes les mers et tous les océans du globe eut un grand impact sur l'évolution des théories libérales. D'ailleurs, la scène coloniale la plus liée aux réformes libérales pensées et mises en oeuvre par des Whigs fut l'Inde britannique entre 1830 et 1857.

Tout chercheur s'intéressant à l'étude de l'Empire britannique ne peut se passer d'évoquer l'Inde qui y avait une place spéciale, notamment après la perte des colonies nord-américaines. Les Britanniques y renforçèrent leur présence militaire et y protégèrent davantage leurs intérêts. Comme l'affirma plus tard Disraeli, le sous-continent devint rapidement « le joyau de la couronne » : (*the Jewel in the Crown*). D'autre part, c'était la plus vaste colonie de "couleur", contrairement aux autres colonies dites "blanches", plus délicates à contrôler, comme l'Australie ou le Canada. Le sous-continent, d'une richesse commerciale sans équivalent, revêtit une importance considérable pour la métropole.

⁶ La valeur totale des importations britanniques depuis l'Asie vers l'Europe stagnait à 23 millions livres sur la période 1738-1740, mais entre 1777 et 1779, elle s'envola pour atteindre 69 millions livres. Om Prakash, *The New Cambridge History of India, II, 5, European Commercial Enterprise in Pre-colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 268.

⁷ Christopher Alan Bayly, « The British Military-Fiscal State and Indigenous Resistance: India, 1750-1820 », in Lawrence Stone, ed., *An Imperial State at War: Britain from 1689 to 1815*, London, Routledge, 1994, p. 322.

⁸ Michael Doyle defines empire as "a relationship, formal or informal, in which one state controls the effective political sovereignty of another political society. It can be achieved by force, by political collaboration, by economic, social, or cultural dependence. Imperialism is simply the process or policy of establishing or maintaining an empire." Michael Doyle, *Empires*, Ithaca, Cornell University Press, 1986, p. 45.

⁹ Lawrence James, *The Rise and Fall of the British Empire*, London, Little, Brown and Company, 1994, p. 2.

D'un point de vue administratif, les postes coloniaux en Inde étaient parmi les plus prestigieux de l'époque. Militairement, les Britanniques équipaient leur flotte d'armes modernes et des meilleurs soldats ; on disait alors qu'un Britannique sur trois était soldat. En outre, d'un point de vue social et ethnique, l'Inde se distinguait du reste de l'empire britannique par une population autochtone qui représentait plusieurs fois la population britannique. D'ailleurs, les habitants de l'Inde n'étaient pas uniquement des autochtones, il y avait des étrangers également, tels que des Européens expatriés ainsi que des Eurasiens, issus d'unions mixtes. Le nombre des Européens présents en Inde, estimés à 150 000 vers la fin du XIX^{ème} siècle était équivalent à celui des Eurasiens¹⁰. Cette spécificité sociale, commerciale, politique et militaire du sous-continent indien influença les théories et les politiques des Whigs au XIX^{ème} siècle. Le sous-continent était même considéré comme un laboratoire propice à la mise en œuvre des théories libérales ainsi qu'à l'adoption et l'ajustement des principes du Libéralisme selon les situations et le contexte politique et social.

Le Libéralisme n'est pas une idéologie homogène et harmonieuse, mais constitue une doctrine hétérogène qui intègre diverses idées libérales provenant de plusieurs disciplines. Tout au long du XVIII^{ème} et au début du XIX^{ème} siècle, les théories libérales n'avaient cessé d'évoluer, particulièrement avec la contribution intellectuelle des Lumières écossaises, des théoriciens de l'économie politique classique et de la philosophie utilitariste qui observaient les changements politiques, économiques et sociaux de leur époque. Le libéralisme constitua alors une doctrine ou une 'idéologie' aux multiples facettes dont les 'partisans' furent dénommés : Libéraux, Whigs, Utilitaristes, Radicaux, etc.

L'essor de la théorie libérale en Grande-Bretagne et son internationalisation se concrétisa au début du XIX^{ème}, plus précisément après la défaite de Napoléon à Waterloo, selon Maurizio Isabella et son '*Liberal International*'¹¹. Dans un contexte de libéralisme global entre les exilés italiens et l'indépendance de la Grèce de la domination ottomane et les libéraux ibériques, le *Calcutta Town Hall*, à Calcutta fut un lieu de rencontre dinatoire entre les Européens, les Indo-britanniques, les élites indiennes et les Portugais. Le '*Liberal international*' semble acquérir une valeur universelle en considérant les révolutions européennes et américaine. D'ailleurs, après les guerres napoléoniennes, les colonies

¹⁰ Martin J. Wiener, *An Empire on Trial: Race, Murder, and Justice under British Rule, 1870-1935*, New York, Cambridge University Press, 2009, p. 131.

¹¹ Maurizio Isabella, *Risorgimento in Exile, Italian Emigrés and the Liberal International in the Post-Napoleonic Era*, Oxford, Oxford University Press, 2009, pp. 4-5.

espagnoles, portugaises, hollandaises et britanniques reflétaient ce changement transitionnel politique et constitutionnel.

La popularisation des théories des Whigs écossais et les philosophes radicaux prônant le libéralisme en Europe ainsi qu'en Amérique, en Asie et en Afrique par le biais de leurs écrits était manifeste dans les publications massives d'articles dans la presse britannique. La presse indienne avait également contribué à ce mouvement¹², en particulier après les voyages du premier libéral indien Ram Mohan Roy (1772-1833) en Europe, surtout à Paris et Londres qui l'ont beaucoup influencé ainsi que les débats du radical Daniel O'Connell (1775-1847) qui furent publiés dans la presse indienne¹³. En effet, le radicalisme britannique fut directement influencé par la montée d'organisations radicales dont la Franc-maçonnerie. Le *Freemasons' Hall* était une grande loge et un lieu de rencontre et de célébration des révolutions françaises par exemple, où se tenait également des réunions et des débats radicaux¹⁴. C'était en quelque sorte une force radicale libérale contre le monopole et le despotisme de la Compagnie et ses pratiques commerciales injustes dans l'Océan indien telles que le commerce des esclaves (*slave trade*).

Les Whigs s'octroyaient le titre de 'réformateurs' parce qu'ils s'intéressaient au progrès social qui était au cœur de la question des réformes pendant la période dite *l'Age de la Réforme*, à partir des années 1830. En effet, les réformes économiques et sociales s'imposèrent alors et devinrent un enjeu capital pour les hommes politiques de l'époque. Ces réformes étaient initialement financières et économiques, puis elles couvrirent également des questions sociales et politiques. Ainsi, les théories du Libéralisme influencèrent la politique *whig* et l'opinion publique en général. Elles se concrétisèrent par de réelles réformes au sein de la société métropolitaine, mettant enfin en œuvre les principes longuement défendus par leurs théoriciens libéraux ; le libre-échange d'Adam Smith révolutionna le commerce britannique et ce depuis la publication en 1776 de son ouvrage de référence, *La richesse des nations* (*The Wealth of Nations*).

¹² *Calcutta Journal*, 27 août 1822 et *Bombay Gazette*, 14 janvier 1831.

¹³ Christopher Alan Bayly, *Recovering Liberties*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 32.

¹⁴ *The United Grand Lodge of England*, réunissait les Francs-maçons de l'Angleterre et du Pays de Galle dans des loges. Le Franc-maçon était une secte à caractère non religieux et non politique ; elle est une organisation fraternelle et caritative qui instruit ses membres avec une série de rituels aboutissant à des approches morales et éthiques de la vie. Elle est fondée sur les valeurs de l'intégrité, la gentillesse, l'honnêteté et la justice. Les intérêts de la famille étaient primordiaux ; les membres avaient également un devoir d'aider les pauvres et les infortunés, 29 décembre 2012, <http://www.ugle.org.uk/what-is-masonry/>

Les philosophes *whigs* écossais (*Philosophic Whigs*) ou penseurs des ‘Lumières écossaises’¹⁵ (*Scottish Enlightenment*) furent le fruit de la philosophie morale qui a été enseignée dans les universités écossaises notamment à l’Université d’Edimbourg et à l’Université de Glasgow. Leur enseignement se centrait sur l’histoire des sociétés humaines, fondée sur le concept du progrès social qui se définissait par des critères de comparaison entre les sociétés et leur stade de développement. Les professeurs des ‘Lumières Écossaises’ : Francis Hutcheson (1694-1746), Adam Ferguson (1723-1816) et puis Dugald Stewart (1753-1828) forgeaient le caractère avant-gardiste de leurs disciples avec leurs séminaires de philosophie morale et d’économie politique à Edimbourg. Adam Smith, David Hume, Jeremy Bentham et Edmund Burke furent les fondateurs du libéralisme. Dans le cadre de leur mouvement réformiste progressif, ils s’acharnèrent à transformer la société de leur époque. Ils furent à l’origine de l’économie politique, de l’Utilitarisme et du libéralisme économique. Ainsi, ces idéologues du courant des ‘Lumières écossaises’ franchirent les frontières anglo-écossaises et devinrent des figures libérales clés et des icônes de la doctrine libérale. Cette philosophie a été incarnée par deux Libéraux écossais que l’on considère comme les deux théoriciens pionniers du libéralisme.

David Hume mit en relief la notion de l’individu et l’individualisme fut au cœur de sa théorie libérale. Pour lui, le commerce ou le système économique en général avait un effet sur la capacité morale et politique de l’individu. Hume explique dans son essai, *Idea of a Perfect Commonwealth* (1752) que l’homme a besoin d’un gouvernement stable et protecteur pour pouvoir s’enrichir dans la poursuite de ses propres intérêts. Le développement économique est donc strictement lié à l’idée d’un *Commonwealth* parfait ou ‘*Perfect Commonwealth*’ qui nécessite une autorité suffisante pour faire respecter les libertés individuelles dans une sorte de république ou de fédération. Cependant, la liberté politique ne peut être mise en œuvre que d’une manière progressive. Cet esprit traditionnel ‘républicain’, constitutionnaliste et démocratique fut un héritage intellectuel chez Hume et Smith, allant de Platon et sa *Cité idéale* à James Harrington et son *Oceana* ainsi qu’Andrew Fletcher et la tradition civique. Les

¹⁵ Les ‘Lumières écossaises’ désignent le mouvement intellectuel écossais qui réunit des philosophes libéraux du XVIIIème siècle, tels que David Hume et Adam Smith. Ils furent des pionniers en matière de philosophie libérale économique, sociale et politique prônant une vision futuriste qui a effectivement révolutionné leur société du XVIIème siècle en une société moderne. “*The Scottish Enlightenment was an intellectual movement that ranged across the fields of philosophy, Chemistry, geology, architecture, poetry, engineering, technology, economics, sociology, medicine and history.*”, 28 décembre 2012
<http://www.educationscotland.gov.uk/scottishenlightenment/index.asp>

concepts de la tradition civique se concentraient sur les conditions institutionnelles, éthiques et matérielles d'une citoyenneté libre dans une communauté politique, résultant d'une conception laïque et historique plutôt que théologique et naturelle. Ces concepts définissaient une communauté politique tout d'abord par la possession d'une constitution qui garantissait les institutions du gouvernement civil ainsi que d'une milice qui protégeait la liberté de tous les citoyens de participer à la vie politique et à la défense de la communauté. Les citoyens s'engageaient à leur tour à veiller à ce que le bien public soit respecté et protégé et particulièrement à éviter la corruption¹⁶.

Des historiens des idées tels que Duncan Forbes, Donald Winch, Knud Haakonssen et John Robertson ne cessent de chercher de nouveaux liens et de nouvelles interprétations des textes des principaux théoriciens du libéralisme. Robertson, en particulier, a essayé d'élucider l'importance politique et non pas simplement économique que représente la théorie libérale de Smith¹⁷. Adam Smith exposa sa théorie libérale dans son ouvrage classique, *The Wealth of Nations* (1776). Comme Hume, Smith souligna l'intérêt individuel de rechercher des richesses afin de satisfaire son désir naturel d'améliorer sa situation, ce qui représente le moteur du progrès social. Smith accorda également beaucoup d'importance au rôle du gouvernement dans la protection de la propriété individuelle à travers la défense, la justice et le système juridique. Toutefois, la théorie libérale de Smith fut beaucoup plus directe et complexe d'un point de vue économique et politique. Ainsi, Smith s'engagea en politique avec un esprit *whig* caractérisé par un scepticisme manifeste. L'enjeu était de savoir comment privilégier l'intérêt public sur les intérêts personnels dans une société commerciale¹⁸. La relation entre les classes sociales, en particulier la spécificité de la classe mercantile (*The employers of stock*) qui influençait les décisions politiques afin de protéger ses intérêts engendrait un désordre dans la structure de la société capitaliste façonnée par Smith. La classe mercantile dont le profit pouvait augmenter sans que le reste de la population n'en bénéficiât constituait une menace car cette classe de nouveaux riches était capable de réprimer la population. Par conséquent, comme la population pouvait bien se révolter contre cette oppression, l'ordre social et

¹⁶ Andrew Fletcher, *A Discourse of Government with Relation to Militia's, A Speech Upon the State of the Nation*, Edinburgh and London, Bettenham & Bettesworth, 1737, pp. 6-7, p. 241. "Primary though, the institutional framework was, it none the less depended on further moral and material conditions." John Robertson, « The Legacy of Adam Smith: government and economic development in the *Wealth of Nations* », in Richard Bellamy, ed., *Victorian Liberalism: Nineteenth-century Thought and Practice*, London, Routledge, 1990, p. 16.

¹⁷ « *Comprehensive and self-sufficient, the Wealth of Nations...was the foundation of Victorian Liberalism* », John Robertson, *op. cit.*, pp. 20-21.

¹⁸ Donald Winch, *Adam Smith's Politics, an Essay in Historiographic Revision*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 3

économique subirait de grands bouleversements. En outre, Smith dénonça l'absolutisme de la monarchie et le despotisme ; pour lui le parlement était la voie législative unique pour aboutir à des réformes telles que le remplacement du système mercantile par le libre-échange qui garantissait une liberté de commerce sans précédent. Par conséquent, le libéralisme se définit également par le libre-échange qui établit le système capitaliste du commerce moderne reposant sur des marchés libres. Cette liberté commerciale était très liée à l'idée et la réalité de progrès social et économique. Les conditions indispensables au fonctionnement de ce système nouveau de commerce international furent l'égalité juridique ainsi que la liberté de la presse, une liberté d'affiliation et d'association etc. Si le libéralisme était perçu ainsi, d'un point de vue économique et politique, alors on peut considérer la Grande-Bretagne du milieu du XIX^{ème} siècle comme une société libérale qui connaissait alors une forte industrialisation¹⁹.

La révolution industrielle engendra l'ascendance d'un grand espoir national réformateur qui s'était radicalisé en prenant une dimension internationale dans un contexte impérial. Dans l'Écosse du XVIII^{ème} siècle, le contexte de l'époque où régnait crise économique et sociale fut à l'origine de questionnements qui débouchèrent sur de nouvelles théories politiques et économiques. D'ailleurs les nouvelles doctrines des théoriciens libéraux utilitaristes et économistes politiques considéraient la question de l'empire dans une perspective humaniste. Les théories libérales et utilitaristes d'Adam Smith et de Jeremy Bentham étaient en train de révolutionner tout un monde capitaliste en transition industrielle. En outre, les réflexions et les débats de Fletcher montrent qu'il s'opposa à l'*Act of Union* de 1707 et qu'il préconisa des réformes institutionnelles en parallèle aux transformations économiques que connaissait l'Écosse. Ainsi, les premières études théoriques sur l'évolution économique et politique des sociétés telles que celles de Smith résultèrent de ce questionnement très ancré dans l'expérience écossaise. Smith fut parmi ces philosophes influencés par la tradition civique '*Civic tradition*'²⁰. Cette relecture politique de l'œuvre d'Adam Smith nous suggère que les idées développées dans *The Wealth of Nations* viennent compléter les théories économiques qui foisonnent dans ce manuel de référence, révélateur de toute une époque en transition vers la modernité. La complémentarité qui façonna la société moderne et sa continuité dans le temps n'était qu'une preuve de la possibilité de mettre en œuvre ces idées dans le contexte de l'empire britannique. D'ailleurs le libéralisme influence toujours les décisions politiques ; l'expansion de la société capitaliste moderne à travers le

¹⁹ Harold Perkin, *The Origins of Modern English Society*, 2002, in Koditschek, Theodore, *Liberalism, Imperialism, and the Historical Imagination*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 1.

²⁰ John Robertson, in Richard Bellamy, ed., *op. cit.*, pp. 16-17.

monde est due principalement au rôle du colonialisme au XIX^{ème} siècle, même si la réalisation concrète de cette modernisation variait d'une colonie à l'autre.

Les Libéraux britanniques ou Whigs, dits réformistes, ne constituaient pas un groupe de pensée homogène en particulier, mais il s'agissait d'un groupe d'intellectuels qui se critiquaient et se repositionnaient continuellement, notamment dans le contexte de l'empire et des colonies. La divergence des conceptions de la théorie libérale par rapport à la question de l'empire était manifeste dans les travaux des théoriciens libéraux, notamment vers la fin du XVIII^{ème} et au début du XIX^{ème} siècle, au moment où l'empire britannique était en pleine expansion. Il y avait une position anticolonialiste chez Adam Smith, Jeremy Bentham et Edmund Burke, d'une part, et une position pro-impérialiste qui prétendait que le libéralisme avait une dimension impérialiste, d'autre part. Cette branche du libéralisme s'est consolidée au XIX^{ème} siècle avec des penseurs libéraux tels que John Stuart Mill ou encore Alexis de Tocqueville en France. Le premier groupe de penseurs libéraux adopta une vision universaliste et humaniste, mais le deuxième se mêla davantage de la vie politique et contribua politiquement à des situations concrètes sur la question de l'empire en mettant leurs idées libérales de progrès et de respect de la loi au service des projets impériaux et de la « mission civilisatrice » dans des territoires peuplés par des nations non-européennes²¹.

Jeremy Bentham fut le libéral utilitariste qui confirma son opposition au colonialisme, ce qui contredisait les arguments des Mills qui étaient également des Whigs utilitaristes. Bentham critiqua le gouvernement colonial et dénonça le système politique britannique qui incitait à l'impérialisme et la colonisation. Pour Bentham, les empires étaient en contradiction totale avec l'idée qu'il développa dans sa formulation classique du 'plus grand bonheur pour le plus grand nombre', valable, selon lui en métropole ainsi que dans les colonies²². Son approche pragmatique de l'empire se distingua par une volonté de changer et de réformer les lois déjà existantes dans le sous-continent, tout en y testant ses propres réformes législatives²³. Bentham se confronta à ce paradoxe puisqu'il désirait que l'Inde demeure temporairement sous domination britannique, dans le but d'y mener et d'y expérimenter son projet de

²¹ "... Le libéralisme avait toujours eu une dimension impérialiste en ce sens que l'accent mis par les libéraux sur le progrès et l'établissement d'une législation les avait conduits à de multiples reprises à soutenir les projets impériaux. De ce point de vue, la « mission civilisatrice » des Français et des Britanniques au XIX^{ème} siècle peut être considérée comme un exemple extrême mettant en évidence la logique pro-impérialiste de la pensée politique libérale." Jennifer Pitts, *op. cit.*, p. 14.

²² "He believed that empires undermined the greatest happiness of the greatest number in both metropole and colony." Jennifer Pitts, "Legislator of the World? A Rereading of Bentham on Colonies", *Political Theory*, vol. 31, n° 2, 2003, p. 206.

²³ "I shall be the dead legislative of British India (Sic.)", *Ibid.*, p. 212.

réformes législatives, un projet qui se voulait viable et universel. Toutefois, il maintint que l'empire n'était pas juste vis-à-vis des autochtones et que gouverner à distance n'était pas efficace parce que les administrateurs coloniaux étaient principalement motivés par le profit et qu'ils opprimaient les peuples colonisés afin d'assouvir leur cupidité et leurs intérêts matérialistes démesurés²⁴. D'ailleurs, les écrits de Bentham sont majoritairement anticoloniaux et s'adressèrent non seulement aux impérialistes britanniques mais aussi aux colonialistes espagnols et français. Son objectif était de les dissuader de cet expansionnisme sans limite. Il espérait que le Parlement britannique réagirait positivement et ce, en promulguant des lois permettant de reconsidérer les liens entre la métropole et ses colonies.

Contrairement à l'un de ses disciples James Mill, Bentham ne fait pas de différence entre les colonies 'blanches' et les colonies de 'couleur'. Selon Bentham, il s'agissait de 'l'empire' dans son ensemble et ses arguments contre l'empire étaient donc les mêmes pour les deux types de colonies²⁵. Ainsi, le Benthamisme eut un énorme impact chez les réformateurs *whigs* de l'époque, mais ils ne l'adoptèrent que partiellement. Leur hétérogénéité résulta de leurs diverses affiliations intellectuelles et de leurs différents degrés de ferveur libérale d'une part, et de la malléabilité de quelques hommes politiques *whigs*, d'autre part. Ils préconisaient principalement le libre-échange afin de maintenir à la fois le profit et le progrès. Ils s'engageaient à apporter des réformes juridiques, à mettre en valeur l'éducation et à soutenir le renouveau économique et moral par le biais de l'Évangélisme, religion de la plupart des Whigs réformistes qui se distinguait par un fort sentiment philanthropique.

Ainsi, l'*Age de la Réforme* se caractérisa par la singularité et l'influence d'une doctrine *whig* progressiste et réformiste sur la structure coloniale britannique. La conception de l'empire connut une transformation considérable. La conquête de territoires étrangers et lointains n'était plus justifiée par les besoins économiques de la métropole, mais par le besoin de l'autochtone de la présence protectrice et avantageuse des Britanniques dans son pays. L'anarchie, la corruption et le despotisme répandus dans les colonies furent mis en avant afin de justifier l'utilité de l'administration britannique dans des territoires étrangers considérés comme favorables à la mise en œuvre des réformes *whigs*²⁶. En effet, depuis la fin du

²⁴ "Bentham was much less confident than John Stuart or even James Mill that Company civil servants could indeed preserve impartiality and resist corruption or the pursuit of their own private interests", *Ibid.*, p. 216.

²⁵ "My Lord- to confess the truth, I never could bring myself to see any real advantage derived by the mother country, from anything that ever bore the name of a colony", Jennifer Pitts, *op. cit.*, p. 209.

²⁶ "It informs the entire spectrum of liberal and progressive reforms in which the empire is no longer justified on the basis of the rights and the needs of the metropole, but rather on the grounds of the political inadequacies of

XVIII^{ème} siècle, les Whigs n'ont cessé de dominer, même occasionnellement, la scène politique britannique. Au Parlement et même dans la société britannique, les Whigs représentaient la tradition libérale, issue à la fois de l'histoire et de la coutume ainsi que des théories libérales réformistes. D'ailleurs, de nombreux philosophes libéraux étaient eux mêmes des parlementaires *whigs*, nommés plus tard Libéraux, tels que Henry Brougham qui, avec la collaboration de quelques amis *whigs* comme Francis Jeffrey et Sydney Smith, fonda la revue historique de référence, à savoir, *The Edinburgh Review*. L'*Edinburgh Review* a joué un rôle primordial dans la publication et la popularisation des idées progressistes et réformistes de cette classe sociale que représentaient les théoriciens et penseurs *whigs*. Cette revue au style critique unique et sans précédent dans le domaine du journalisme politique de l'époque contribua à souligner le rapport entre les événements contemporains et les politiques réformatrices *whigs* ainsi que leur impact sur la société et leur influence sur les changements politiques en résultant. La revue écossaise soutenait les réformes sociales et politiques grâce aux efforts des Whigs. Thomas Babington Macaulay a lui-même largement contribué à l'essor de cette revue avec la publication de ses propres essais sur le progrès, la civilisation et l'histoire. Il a également produit des analyses critiques de quelques essais contemporains telles que la critique de l'essai de Robert Southey « *Colloquies on Society* » (1830). Francis Jeffrey avait publié sa critique des écrits de John Malcolm (1769-1833) sur l'Inde dans l'*Edinburgh Review* en 1824²⁷. Ainsi, ces penseurs *whigs* participaient activement à la vie politique en tant que hauts fonctionnaires et agents de la Compagnie ainsi que députés au Parlement. Le Parlement fut alors le théâtre de la mise en scène des idées des Whigs réformistes qui se distinguaient nettement de la vision conformiste et conservatrice des Tories.

Après quatre décennies d'absence du pouvoir, les Whigs, redevenus majoritaires au Parlement, allaient constituer le gouvernement en 1830. Cette fois, ils allaient y exceller grâce à leurs compétences, qui surpassaient largement celles d'un gouvernement *Tory* sortant très

the colonies.” Uday Singh Mehta, *Liberalism and Empire, A Study in Nineteenth-Century British Liberal Thought*, Chicago, The University of Chicago Press, 1999, p. 122.

²⁷ “Introducing contemporary India to his audience, Jeffrey observed that this « mighty region, which has suffered so deeply from the dissensions and wars of rival chiefs, on the dissolution of the Mughal empire, is now subjected to one undivided sovereignty, under whose firm and impartial sway all its various powers seem to be settling into a species of federal community...the more difficult task remains of cementing, by policy, what we have subdued by arms.” Francis Jeffrey, “A Memoir of Central India, Including Malwa and Adjoining Provinces, with the History and Copious Illustrations of the Past and Present Condition of that country. By Major-General Sir John Malcolm, G. C. B., K. L. S., 2 vols. 8vo, Kingsbury, Parbury & Allen, London, 1823”, *The Edinburgh Review*, n° XL, March 1824, p. 280, in Jack Harrington, *Sir John Malcolm and the Creation of British India*, Palgrave Studies in Cultural and Intellectual History, New York, Palgrave Macmillan, 2010, pp. 131-132.

affaibli politiquement, et au contexte politique et social favorable aux réformes²⁸. En effet, l'opinion publique était devenue un acteur central pendant l'*Age de la Réforme* ; son rôle fut primordial dans les campagnes réformistes. Par exemple, cet aspect nouveau de la vie politique britannique se manifesta par l'intérêt avec lequel le roi William IV traita de la question des réformes en s'adressant à Lord Grey dans l'une de ses lettres où il discutait de la situation générale dans laquelle l'Empire se retrouvait, ainsi que de son inquiétude vis-à-vis de l'opinion publique alors en faveur de grandes réformes sociales et politiques²⁹. Ainsi, c'est avec hésitation et incertitude que le programme de réformes de Lord Grey fut finalement approuvé par le roi. En fait, le cabinet de Lord Grey fit de la Réforme électorale et de tout autre projet de réformes possibles sa raison d'être car faute de stratégie politique définie, les Whigs avaient fait l'expérience de l'échec face aux Tories pendant leurs longues années dans l'Opposition. Le premier ministre Lord Grey réussit à convaincre le roi de l'utilité et de l'urgence des réformes historiques, proposées par ses ministres notamment la grande réforme électorale de 1832³⁰. Dans l'une des lettres échangées entre le roi William IV et son premier ministre, le roi exprimait son inquiétude concernant l'introduction de la *Reform Bill* à la Chambre des Lords : il y évoquait en particulier l'opposition catégorique des Lords au projet de loi³¹.

Le premier gouvernement *whig* de l'*Age de la Réforme* réunissait toutes les factions *whigs*; il s'agissait donc d'une coalition intra-Whigs. En effet, les Whigs au Parlement représentaient plusieurs tendances politiques. On distinguait ainsi les *Foxite Whigs* (et même des *Foxites* radicaux tels que Lord Grey) - dont l'intérêt était plutôt centré sur les questions sociales urgentes concernant les couches populaires, telles que les réformes des lois sur les pauvres (*The Poor Laws*, 1834) et des lois sur le travail en usine (*Factory Acts*, 1833, 1844, 1847), ainsi que les Modérés, les Libéraux, les Tories libéraux et même des Whigs

²⁸ "The very traits that had handicapped the Whig aristocracy politically before 1830 became signal strengths in the age of Reform. The gentility, the ease of manner, the rhetorical skills, the theatricality and impetuosity, even the famous names." Peter Mandler, *Aristocratic Government in the Age of Reform, Whigs and Liberals, 1830-1852*, Oxford, 1990, p. 72.

²⁹ "Great stress is laid upon the general opinion of the people, as being in favour of an extensive Reform; but His Majesty very much doubts whether there be sufficient ground for this conclusion", *A Letter from the King to Earl Grey on public opinion and reform*, Brighton, Feb. 4, 1831. Earl Henry Grey, ed., *The Reform Act, 1832: The Correspondence of the Late Earl Grey with His Majesty King William IV and with Sir Herbert Taylor, from November 1830 to June 1832*, 2 vols., London, John Murray, 1867, vol. 1, p. 98.

³⁰ "Lord Grey's plan on Parliamentary Reform", *The Times*, Thursday, Dec 30, 1830, p. 2, issue 14423, col B.

³¹ *A Letter from the King to Earl Grey*, St. James's Palace, 28 May 1831, Earl Henry Grey, ed., *The Reform Act, 1832: The Correspondence of the Late Earl Grey with His Majesty King William IV and with Sir Herbert Taylor, from November 1830 to June 1832*, 2 vols., London, John Murray, 1867.

indépendants³². En raison de leurs divisions, ils étaient restés plusieurs années dans l'Opposition, mais avaient largement contribué au bon fonctionnement du système parlementaire en Grande-Bretagne. Leur rôle dans la promulgation d'une série de lois relatives aux réformes fut aussi primordial dans une société en pleine modernisation.

Selon la plupart des documents de l'époque sur l'Empire, les réformes et le sous-continent, les Britanniques ne s'intéressaient que rarement aux affaires internes des sociétés dans lesquelles ils avaient exercé leur autorité coloniale. Le journal *The Times*, par exemple, fournit de longs articles riches en information sur l'Inde et la Compagnie. En effet, les Britanniques qui s'inquiétaient le plus de la question coloniale étaient les ouvriers des usines dont la pérennité de l'emploi et l'amélioration des conditions de vie dépendaient largement du commerce avec les colonies alors sous le monopole de la Compagnie.

Depuis le début du XIX^{ème} siècle et jusqu'aux années 1830, les Whigs avaient réalisé que les colonies nécessitaient plus d'attention car les événements d'outre-mer et particulièrement, la question de l'esclavage pesaient sur leurs politiques intérieures. Dans l'introduction de leur ouvrage, Innes et Burns expliquent qu'il y avait un appel général à l'abolition telle que : "*The abolition of slavery, abolition of all commercial monopolies (but especially that of the East India Company), dissolution of the union between church and state, and restructuring of the system of rating for the poor*"³³. Jonathan P. Parry, dans son ouvrage, *The Rise and Fall of Liberal Government in Victorian Britain*, traite d'une frustration publique totale et d'un malaise moral entre les classes sociales qui marquèrent la période transitoire de 1829 à 1830³⁴.

L'*Age de la réforme* fut donc marqué par une série de transformations à effet domino qui représentèrent un tournant sans précédent dans l'histoire de l'Empire britannique : de la réforme électorale et parlementaire de 1832 à l'abolition de l'esclavage et au renouvellement de la Charte de la Compagnie en 1833, en passant par la réduction des dépenses militaires des forces armées dans les colonies. Le gouvernement de Lord Grey réussit à combattre les Tories alors toujours hostiles aux réformes et qui arguaient que la Constitution était éternelle et inchangeable et qu'il fallait la défendre et empêcher les évolutions nuisant à l'ordre social existant. L'émancipation des esclaves dans les colonies des Antilles fut un exemple

³² Peter Mandler, *op. cit.*, p. 123.

³³ Arthur Burns and Joanna Innes, eds., *Rethinking the Age of Reform, Britain: 1780-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 45.

³⁴ Jonathan Philip Parry, *The Rise and Fall of Liberal Government in Victorian Britain*, London, Yale University Press, 1993, pp. 58-71.

authentique de la volonté de changer et de réformer un *status Quo* désormais inacceptable pour la société métropolitaine moderne. Ainsi, dans un esprit paternaliste, les politiciens *whigs*, guidés par les théories libérales et utilitaristes ainsi que les administrateurs coloniaux *whigs* avaient entamé et soutenu des réformes qui furent finalement étendues à tout l'empire.

Le Paternalisme et le Progressisme sont deux caractéristiques particulières du Libéralisme, ce qui représente le cadre théorique fondamental de l'Empire britannique. En effet, le discours politique des parlementaires britanniques notamment chez des Whigs tels que Thomas Babington Macaulay est un exemple parfait de cette position paternaliste dans son engagement à éduquer et à civiliser le 'peuple' de l'Inde. Pendant les années 1830, la question de l'anglicisation et de l'occidentalisation de l'Inde a suscité une bataille intellectuelle sans précédent entre les Anglicistes-Occidentalistes et les Orientalistes. En ce qui concerne l'Inde, la campagne pour l'anglicisation de l'Inde introduite essentiellement dans l'enseignement par T. B. Macaulay s'opposa à la vision orientaliste. Des Orientalistes tels que William Jones et H. T. Prinsep et leurs partisans étaient favorables au maintien des langues, des religions et des cultures indiennes. Pour Macaulay, introduire la réforme sur l'adoption de la langue anglaise dans l'enseignement en Inde ainsi que son utilisation dans les tribunaux et aux conseils de la magistrature de chaque présidence était une priorité : l'anglais devait être la langue officielle dans toutes les institutions du pays. Selon lui, cette réforme était indispensable pour que le peuple indien puisse progresser et acquérir le savoir et la civilisation. La vision paternaliste chez Macaulay se traduit par un patriotisme d'une grande intensité dans le contexte des luttes d'influence entre anglicistes-occidentalistes et évangélistes faisant rage dans le sous-continent. L'Anglais était donc perçu par Macaulay comme la seule langue qui permettrait aux Indiens d'exceller dans le domaine scientifique, contrairement aux langues vernaculaires et au Persan incompatibles, selon lui, avec les exigences du monde scientifique et technique moderne. Ainsi, les Whigs se voulaient réformistes dans une époque de grande expansion impériale, d'où cette complémentarité entre libéralisme et impérialisme.

Dans le contexte britannique, le Libéralisme ne peut être dissocié de l'Empire. Le Libéralisme du XIX^{ème} siècle était pro-impérialiste au moment où la Grande-Bretagne était dominatrice et totalement confiante en sa culture et ses institutions. L'historiographie révèle un nouvel intérêt chez les spécialistes de l'empire qui considèrent désormais conjointement le colonialisme et l'impérialisme dans une approche globale. Aujourd'hui, les études historiques sont devenues interdisciplinaires puisqu'elles ne se confinent plus à l'histoire nationale. De

même les historiens de l'empire ne se limitent plus aux frontières coloniales ; ils s'ouvrent davantage à l'histoire nationale afin d'enrichir leur histoire impériale. Beaucoup d'études sont ainsi dédiées à cet aspect non négligeable de la vie politique et diplomatique de la Grande-Bretagne qui permet de découvrir ou d'établir une relation entre la métropole et sa périphérie. En effet, cette nouvelle perspective, qui est parfois définie comme étude postcoloniale, met en avant la problématique de l'incongruité et de l'extravagance de deux cultures différentes en perpétuelle confrontation.

Depuis la moitié du XX^{ème} siècle et particulièrement après la publication pionnière de *l'Orientalisme* d'Edward Wadie Saïd en 1978 qui ouvrit la voie à de nouvelles réflexions déconstruisant et déstabilisant une histoire reçue de chez les ex-colonisateurs et, en particulier, valorisant les histoires naissantes chez les ex-colonisés (Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, 1961), l'écriture de l'histoire des nations colonisatrices ne se focalise plus uniquement sur les questions internes, locales et domestiques du colon, mais sur l'interaction de la 'race blanche' avec les 'races non blanches'. Comment ces dernières ont-elles vécu l'expérience de leur assujettissement par leurs colonisateurs³⁵. Dans ce même contexte d'études postcoloniales, la recherche que nous nous proposons d'entreprendre s'intéresse particulièrement à l'influence du Libéralisme britannique sur le colonialisme et comment le Libéralisme devait se réconcilier avec la domination impériale britannique des nations colonisées. En d'autres termes, nous étudierons les réformes menées par les Whigs en Inde et leur impact sur la vision et le développement de l'Empire britannique entre 1830, date à laquelle Lord Grey et ses ministres whigs entament une série de réformes concernant, entre autres, les colonies, et 1857, une année marquée par la Révolte des Cipayes en Inde. Ainsi, le Libéralisme sera jugé à l'aune de ses propres principes. Nous interpréterons également la relation entre le Libéralisme et le colonialisme, ainsi que la réception de l'autorité coloniale par les autochtones indiens et leur réaction en tant que peuple colonisé. Nous juxtaposerons l'égalitarisme issu du Libéralisme et l'autoritarisme et le despotisme d'un colonisateur souvent injuste³⁶.

³⁵ Martin J. Wiener, *An Empire on Trial: Race, Murder, and Justice under British Rule, 1870-1935*, New York, Cambridge University Press, 2009, p. ix.

³⁶ "Liberalism is a notoriously elusive notion, largely because it is extremely difficult to circumscribe and define accurately its terms of reference. It has been variously employed to denote an organized political tendency, a cultural allegiance to certain values intrinsic to Western civilization, and the ideology of capitalism... Politics was subordinated to the naturally harmonious causal properties of social relations, so that liberalism came to form the philosophical counterpart to laissez-faire economics... A more accurate version of the liberal ideal would consist of a meritocratic society of self-reliant and responsible citizens, co-operating together in pursuit of individual, social, material, and moral improvement... Intellectual sources as diverse as natural rights

La vision *whig* de l'empire et des affaires coloniales a façonné toute une époque de l'empire britannique allant des années 1830 jusqu'aux années 1850. Ceci représente l'axe principal de notre travail qui vient compléter d'autres questionnements sur l'empire britannique et sa domination du sous-continent indien. Dans ce sens, Thomas Metcalf a remis en question l'idée que le Libéralisme fut simplement une vision sur la manière d'organiser l'empire mais que c'était plutôt une stratégie libérale de renouveler ou de transformer la Grande-Bretagne et son empire d'une manière globale³⁷. Avec le succès des politiques réformistes des Whigs pendant les années 1830 en métropole, la diplomatie, l'office colonial et ses représentants adoptèrent la même politique, à savoir les réformes pour une société libre et moderne. Ainsi, dans un contexte colonial, les politiques *whigs* avaient encouragé, et parfois même concrétisé, la notion de liberté, pilier fondamental du Libéralisme. Au nom de la liberté, les Whigs vont 'libérer' les peuples des colonies de toutes sortes de despotismes, d'inégalités et d'injustices, mais les conséquences de cette approche réformiste *whig* et la mise en œuvre de politiques libérales en Inde nous invitent à repenser cette contradiction intrinsèque entre libéralisme et colonialisme qui conduira plus tard au délitement progressif et à la perte de l'empire.

doctrines, Whiggism, classical political economy, utilitarianism, evangelical Christianity, idealism, and evolutionary biology all played a part in liberal ideology... Its hegemonic sway arose from its having broader cultural roots. Notions such as the belief in progress and reason and the emphasis on individual character shaped as well as reflected the economic and social interests of the middle classes, informing their attitude towards the role of the state and the management of the economy." Richard Bellamy, ed., *op.cit.*, London, Routledge, 1990, pp. 1-2.

³⁷ "... Liberalism was in no way simply a vision of how empire ought to be organized" Thomas R. Metcalf, *Ideologies of the Raj*, 1994, p. 28.

PARTIE 1- LA CONCEPTION *WHIG* DE L'EMPIRE

Introduction

Les Whigs, opposants politiques aux Tories, ne formaient pas un groupe homogène de penseurs, théoriciens et politiciens, ils regroupaient des personnalités qui professaient une variété de positions politiques : des économistes politiques classiques en passant par les radicaux et les utilitaristes benthamites³⁸. Ils partageaient un intérêt commun pour les réformes économiques, sociales et politiques. Leur conception de la nature humaine était égalitaire, notamment vis à vis des peuples sous domination britannique, partout dans le monde. Toutefois, cette position de principe était malléable et pouvait s'adapter aux circonstances locales des colonies. Par ailleurs, ils étaient favorables aux libertés individuelles, à l'autonomie et à l'indépendance, des valeurs qui étaient pertinentes aux choix libres et rationnels des individus. Originellement, ces idées défendues par les Whigs résultèrent d'une volonté de changer la société métropolitaine ; ce n'était plus la hiérarchie sociale due à la naissance qui définissait le citoyen, désormais c'était son mérite, sa personnalité, son rôle dans la société et sa liberté totale qui donnaient un sens à son existence, en un mot : la méritocratie. Ces critères ne se confinaient pas à un pays, une ville ou un espace géographique déterminé, au contraire, leur caractère universel révélait leur potentiel de changer radicalement une société entière en quête de progrès.

Pendant les années 1830, les Whigs triomphèrent avec leurs réformes mises en place en Grande-Bretagne. Ils furent soutenus par la monarchie, les parlementaires et même les sociétés réformistes évangélistes et abolitionnistes telles que la *Clapham Sect* et la *British and Foreign Anti-Slavery Society* (1839). Le pouvoir colonial adopta également cet esprit réformiste dans ses politiques en recrutant des hommes politiques et des conseillers *whigs*. Donc, si cette force de changement qu'était le whiggisme, avait l'air de bien fonctionner en Grande-Bretagne, elle ne manquerait pas de réussir ailleurs et d'y triompher pour longtemps, d'où l'élasticité de la pensée et des politiques *whigs* qui se sont modelées et ajustées aux différents contextes de l'Empire.

³⁸ Thomas R. Metcalf, *Ideologies of the Raj*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 28.

1. Les Whigs et l'Empire

1.1. Les Whigs écossais et *l'Edinburgh Review*

L'Écosse produisit toute une série de philosophes, théoriciens et penseurs appartenant au courant des Lumières écossaises qui étaient devenus des figures clés dans leurs domaines respectifs. Ils furent les descendants d'une génération d'intellectuels qui progressaient par le biais de la tradition civique nécessitant des conditions spécifiques dont la conscience morale, indispensable pour remplir le rôle de citoyen. La citoyenneté se manifeste sur ses trois niveaux : le social, le moral et l'institutionnel dans une communauté politique. Selon Fletcher qui prônait la tradition civique dans les sociétés en voie de modernisation dès le début du XVIII^{ème} siècle, l'enjeu était de maintenir l'Ecosse indépendante de l'hégémonie britannique. Nous constatons que, la crainte de la domination britannique fut manifeste chez des patriotes comme Fletcher. Ces changements s'adaptèrent aux développements économiques des sociétés tels que les conséquences de la révolution industrielle et les changements institutionnels en résultant. La transition économique et démocratique fut marquée par de nombreuses réformes menées à cette époque, notamment avec l'adoption de la première grande loi électorale de 1832.

Les Whigs les plus connus furent les Whigs écossais issus des Lumières écossaises et leurs disciples. En effet, l'Écosse se distingua très tôt du reste des Iles britanniques par ses universités et sa revue académique des Lumières : *The Edinburgh Review* qui devint très vite le livre sacré des Whigs puisque celle-ci fut à la fois pionnière et exemplaire en matière de culture politique et de critique journalistique. La vision des Whigs écossais se caractérisait par un soutien fort aux valeurs de la société mercantile, économiquement développée et moderne. Cette modernité reposait essentiellement sur le maintien d'une stabilité politique qui venait s'opposer frontalement au vieux système féodal que connut l'Europe pendant des siècles. Pour que cette nouvelle société moderne puisse fonctionner il était essentiel de fournir une interprétation scientifique des lois du marché et des principes de la science politique ainsi que des outils démocratiques indispensables pour éliminer la corruption politique existante tout au long du XVIII^{ème} et au début du XIX^{ème} siècle. Dans « *Historical Essays* » de T. B. Macaulay, publiés dans *l'Edinburgh Review*, l'auteur invite la population à croire en une société mercantile dévouée au progrès ; c'est la raison pour laquelle il a fallu réformer l'ancien régime institutionnel et le vieux système politique par le biais de propositions de nouvelles

lois en harmonie avec le développement économique du début du XIX^{ème} siècle. Ces interprétations théoriques libérales conçues avant tout pour gérer les affaires intérieures en Grande-Bretagne ont finalement acquis une valeur universelle et par conséquent, devinrent applicables dans d'autres régions du monde. Il ne s'agissait pas simplement de théories libérales, mais aussi d'incitations au changement donc aux réformes ciblant le public et l'encourageant à réagir contre l'injustice sociale et politique via le droit et la citoyenneté. L'opinion publique, élément essentiel de l'ouverture démocratique, se façonne alors dans ce contexte intellectuel et académique soutenu par des publications dans plusieurs journaux réformistes de l'époque³⁹.

La tradition libérale fut également distinguée par son caractère civique et humaniste qui cherchait des repères éthiques et moraux pour cette nouvelle société moderne s'opposant à la société patriarcale. Les croyances classiques de la religion chrétienne furent fondamentalement repensées par le biais d'une interprétation plus rationnelle des textes sacrés. De plus, la nouvelle croyance propre à ces réformateurs était celle du progrès. Elle s'adossait à des associations philanthropiques (la *Metropolitan Association for Improving the Dwellings of the Industrious Classes* (1841), la *Relief Association* (1843), une organisation caritative dirigée par le Bishop Blomfield) qui fournirent un soutien moral aux ambitions universalistes. Autrement dit, l'économie politique qui promettait un futur radieux, réitéré dans les écrits des penseurs *whigs* souvent optimistes et soutenus par leurs éditeurs (*Edinburgh Review*) influençait la politique en Grande-Bretagne ainsi que dans son empire. Le libéralisme fut donc une doctrine éclectique, discontinue et variable. Avec une opinion publique très sensible aux réformes, émerveillée par la révolution française et la monarchie de juillet des années 1830, les idées réformistes émergèrent et se développèrent.

Inversement, John Stuart Mill, un autre Whig écossais utilitariste, critiqua la prise de position libérale de l'*Edinburgh Review* qui se voulait la voix des Whigs tout en gardant ses distances avec le Parti. La revue critique de cette dernière fut *the Quarterly Review*, une revue *tory* qui incarna la position politique opposante des adversaires des Whigs. J. S. Mill publia plusieurs essais dans la *London and Westminster Review*, parmi lesquels son essai « *Civilization* » qui parut en 1836. Il aurait pu tout aussi bien paraître dans l'*Edinburgh Review* puisque, dans le même esprit intellectuel que celui de Macaulay, J. S. Mill parle de

³⁹ Parmi les journaux et les revues de l'époque, nous distinguons *The Times*, *Blackwood's Magazine*, *Morning Chronicle*, *Fraser's Magazine* etc.

progrès et de civilisation⁴⁰. Bien avant Mill, Thomas Carlyle avait écrit son essai « *The Signs of the Times* » qu'il avait publié en 1829 dans la revue écossaise. En effet, le style critique de Carlyle ressemblait à celui de Macaulay dans ses idées progressistes. Cependant, Carlyle était beaucoup plus sceptique quant au rôle de l'opinion publique, instruite par les journaux, dans la mise en place des réformes sociales et politiques au sein d'une société en pleine modernisation. Carlyle déplorait ce qu'il appelait la 'tyrannie' de la presse et la décadence spirituelle générale qui l'accompagnait⁴¹. D'après les satires de Thomas Love Peacock, l'opinion publique « *émanait de l'épicier, du jardinier et non plus des spécialistes et des philosophes* »⁴². Ainsi, la presse contribuait, selon eux, à détériorer la confiance des gouvernés en leur gouvernement ainsi qu'à détruire les valeurs sur lesquelles la classe moyenne était fondée. Les privilèges de la bourgeoisie furent soumis à une pression populaire plus large. La classe ouvrière, produit de la révolution industrielle, avait désormais un rôle significatif à jouer dans l'orientation des décisions politiques.

The Society for the Diffusion of Useful Knowledge, *The Board of Trade* et *the Anti-Corn Law League*, par exemple, étaient des associations qui comme l'*Edinburgh Review* véhiculèrent les réformes et encouragèrent le rassemblement et la mobilisation, pour aboutir aux réformes⁴³. Walter Bagehot, essayiste et journaliste, établit la critique politique et le journalisme politique comme genre. En effet, c'est à son époque que naquit le style critique journalistique, auquel il a lui-même largement contribué. Bagehot définit l'idéologie *whig* en l'associant naturellement à la revue écossaise, *The Edinburgh Review*⁴⁴. En 1827, Henry Brougham, dans *l'Edinburgh Review*, définit le « *Whig* » ou le « Libéral » par le contraire de son opposant « *Tory* », donc un Whig est simplement l'opposé d'un Tory⁴⁵. Dans une lettre envoyée le 23 mars 1820 par Robert Peel à John Wilson Crocker, Peel a démontré que la

⁴⁰ "The building of a spiritually and morally 'civilized' society could only be achieved through the promotion of truly popular education and wider political participation, and by using, rather than rejecting, the resources of material progress", Bianca Fontana, "Whigs and Liberals: The Edinburgh Review and the 'liberal movement' in nineteenth-century Britain", in Richard Bellamy, ed. *op. cit.*, p. 51.

⁴¹ "In different historical contexts, public opinion had been regarded, in the absence of constitutional guarantees, as the moderating force which kept the despotism of ancien régime governments within acceptable boundaries. In particular, the notion of public opinion played a central role in the Scottish theories of the growth of commercial society and the middling ranks", Bianca Fontana, in Richard Bellamy, ed. *op. cit.*, p. 53.

⁴² "...the leading viewpoint was no longer that of the philosopher or the scholar, but that of the épicier, the ordinary middle-class reader", *Ibid.*, p. 53.

⁴³ *Ibid.*, p. 52.

⁴⁴ "Whiggism was not a political credo, but a 'character', an intellectual attitude - fairness of mind, a 'defined neatness of the second order' - and successfully embodied in the Review." *Ibid.*, p. 54.

⁴⁵ "... the old categories of Loyalists and Jacobins, Court and Country, Tory and Whig, had been replaced by those of 'Liberal' and 'Illiberal'". *Ibid.*, p. 55

gouvernance libérale a été à l'origine de l'autorité attribuée à l'opinion publique⁴⁶. Un peu plus d'un siècle plus tard, Michel Foucault identifie le libéralisme non pas comme des convictions idéologiques ou simplement des stratégies politiques, mais comme une critique virulente des pratiques gouvernementales⁴⁷. Ainsi, les Whigs furent définis différemment tout au long du XIX^{ème} siècle, mais en dépit de leurs différentes orientations idéologiques, ils partageaient des outils communs de communication qui avaient considérablement contribué à la diffusion du savoir libéral allant des Lumières écossaises aux Utilitaristes.

1.2. Les Whigs utilitaristes

Les figures *whigs* qui étaient associées aux théories utilitaristes, par leurs pensées et par leurs écrits, étaient Jeremy Bentham, James Mill et John Stuart Mill. Dans son ouvrage, *History of British India*, publié en 1840, James Mill réaffirmait l'idée de la supériorité de l'Europe, notamment de la Grande-Bretagne vis à vis du reste du monde, en particulier du sous-continent puisqu'il traita de très près la question de l'Inde britannique lorsqu'il occupait le poste de contrôleur (*examinator*) au sein de l'*East India House* à Londres. Pour lui la Grande-Bretagne surpassait toutes les autres nations en raison de ses lois et de ses institutions. Même si le contexte était très différent dans le sous-continent et que les lois et institutions britanniques y étaient mal adaptées, les Britanniques les utilisaient quand même. Pour lui, le gouvernement de l'Inde, avec tous ses défauts, était une bénédiction pour le peuple indien. Opposant continuellement orient et occident, il estimait que même dans ses abus les plus flagrants, le pouvoir européen demeurerait meilleur que le despotisme oriental dans ses formes les plus modérées :

But this English government in India, with all its vices, is a blessing of unspeakable magnitude to the population of Hindustan. Even the utmost abuse of European

⁴⁶ "Do not you think that the tone of England – of that great compound of folly, weakness, prejudice, wrong feeling, right feeling, obstinacy, and newspaper paragraphs, which is called public opinion – is more liberal- to use an odious but intelligible phrase, than the policy of government? Do not you think that there is a feeling, becoming daily more general and more confirmed – that is, independent of the pressure of taxation, or any immediate cause – in favour of some undefined change in the mode of governing the country" Lewis J. Jennings ed., *The Correspondence and Diaries of the Late Right Honourable John Wilson Crocker*, 2 vols, New York, 1884, pp. 155-6, cited in John Clive, *Thomas Babington Macaulay*, p. 101, cité dans Richard Bellamy, ed. *op. cit.*, p. 52.

⁴⁷ "Liberalism should be seen not as a set of given policies and ideological beliefs, but as a form of systematic and focused criticism of the practice of government, deserves to be taken seriously." Bianca Fontana cite Michel Foucault, podcast du Collège de France in Richard Bellamy, *op. cit.*, p. 54.

*power, is better, we are persuaded, than the most temperate exercise of Oriental despotism*⁴⁸.

James Mill considérait l'Inde comme une jeune nation en devenir qui n'était qu'au début du chemin de son progrès vers la civilisation, donc incapable de se gouverner elle-même notamment parce que les Indiens étaient des barbares. Par conséquent, le despotisme britannique ou l'autoritarisme, comme le nomment les spécialistes du colonialisme dans leurs études récentes, était légitime et son application en Inde parfaitement justifiable⁴⁹. En effet, J. Mill, en homme de son époque, professait une intolérance virulente aux 'races', cultures et religions autres que celles de l'Europe. Sa méfiance à l'égard de l'Inde et de sa population était catégorique car elle était, selon lui, la pire des nations. Mill établit ainsi un paradoxe intrinsèque dans sa vision libérale utilitariste en y introduisant des considérations impérialistes et colonialistes.

Entre le principe utilitariste d'une part et l'idée du développement social progressif, d'autre part, J. Mill réunit ainsi la philosophie utilitariste de Bentham avec les principes des Lumières écossaises. De ce fait, le produit intellectuel chez James Mill fut si complexe et contradictoire que finalement il abandonna la théorie de Bentham qui mettait en garde contre la domination coloniale. Il altéra les principes 'élastiques' sur lesquels l'échelle du développement social était fondée et la transforma en une simple échelle d'excellence, qui permettait une comparaison verticale infériorisant systématiquement les nations non européennes⁵⁰. Ce radicalisme philosophique qui caractérisait le discours de James Mill sur l'Inde fut réitéré par d'autres figures *whigs*, en particulier son fils, John Stuart Mill, qui élaborait cependant une vision plus tolérante vis-à-vis de l'Inde mais toujours très en retrait par rapport aux principes démocratiques *whigs* utilitaires.

Contrairement à son père, qui stigmatisait les nations non-européennes en les qualifiant d'arriérées sur la base de préjugés non fondés ne respectant ni les sensibilités de ces civilisations ni leurs histoires, John Stuart Mill est considéré comme le libéral par excellence. En effet, son discours utilitariste, contrairement à celui de James Mill, ne cherche ni à

⁴⁸ James Mill, par le P. Paulin de S. Barthélemy, "Review of Voyage aux Indes Orientales", *Edinburgh Review*, 1810, p. 371.

⁴⁹ "...in the course of the nineteenth century British society became ever more based on "liberal" ideas. Yet the Empire this society constructed and extended was deeply authoritarian. Could a liberal society run an authoritarian empire, without one or the other being corrupted?... the British colonial state in South Asia was "an historical paradox, an autocracy set up and sustained by the foremost democracy in the Western world.", Martin J. Wiener, *op. cit.*, New York, Cambridge University Press, 2009, p. 2.

⁵⁰ D'après Jennifer Pitts, il s'agit d'une fusion problématique: "an index of progress in which utility is the sole standard against which any nation can be measured", "Legislator of the World? A Rereading of Bentham on Colonies", *Political Theory*, vol. 31, n° 2, 2003, p. 220.

diaboliser l'image de l'autre ni à l'inférioriser par rapport aux Européens qui sont à l'époque perçus comme des hommes supérieurs et civilisés. John Stuart Mill théorise sa vision libérale et impérialiste en se fondant sur d'autres critères beaucoup plus rationnels et plus flexibles que les critères purement théoriques de son père. John Stuart Mill inclut dans sa vision intellectuelle, politique et libérale une sympathie manifeste à l'égard des 'autres' nations, ce qui va à l'encontre du discours paternel sur l'Inde développé dans l'ouvrage *History of British India*. Le discours de J. S. Mill notamment dans ses ouvrages *On Liberty* et *Representative Government* se distingue aussi par la notion de caractère individuel ou national ainsi que par l'idée de progrès qu'il introduit dans les concepts utilitaristes comme formant alors les conditions préalables et essentielles à la liberté. Contrairement à son père, John Stuart Mill considère que la liberté ne doit pas être ignorée au profit du principe du bonheur qui se traduit par la protection des individus et de leurs propriétés privées selon James Mill. J. S. Mill défend l'idée de liberté qui est selon lui indispensable puisqu'elle sous tend des valeurs essentielles qui agissent au delà d'un simple principe de bonheur. Toutefois ils se rejoignent sur l'idée du gouvernement élitiste parce que le métier politique n'est pas à la portée de tout le monde. Dans le contexte indien, les élites bengalies, pouvaient dans ce cas y avoir accès. John S. Mill avait encouragé les élites brillantes de la société indienne à venir travailler au sein du gouvernement de l'Inde, lui qui a travaillé pendant plus de 30 ans dans l'administration de la Compagnie alors que James Mill n'a jamais visité l'Inde, d'où le grand écart entre la théorie utopique qu'il impose et son applicabilité dans le contexte Indien.

John Stuart Mill sort progressivement de l'abstrait vers le concret et du conceptuel au matériel. Son travail au sein de la Compagnie influença largement sa vision *whig* de l'Empire. Son engagement était fondé sur la théorie de l'Utilitarisme, une condition *sine qua non* indispensable pour accomplir le progrès qui demeure une conviction à part entière chez Mill. Selon les penseurs et économistes politiques britanniques de la fin du XVIII^{ème} et du début du XIX^{ème} siècles, une action peut être considérée comme bonne si elle aboutit au bonheur, mais mauvaise si elle génère le malheur et ce, en considérant non seulement la personne responsable de l'action mais tous ceux qui sont affectés par cette action⁵¹. Le principe de l'Utilité répond au mieux aux intérêts de la société et il est également le moteur du progrès.

⁵¹“Utilitarianism, in normative ethics, a tradition stemming from the late 18th- and 19th-century English philosophers and economists Jeremy Bentham and John Stuart Mill according to which an action is right if it tends to promote happiness and wrong if it tends to produce the reverse of happiness –not just the happiness of the performer of the action but also that of everyone affected by it.”, Henry R. West, Utilitarianism, *Encyclopaedia Britannica* : <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/620682/utilitarianism>, 20 juin 2012.

Le bonheur est donc le produit des actions du plus grand nombre d'individus ; le principe de la liberté est ici fortement lié à celui de l'utilité. Ce qui distingue le libéralisme de John Stuart Mill est donc la pertinence de sa théorie et l'applicabilité de ses principes libéraux aux différents contextes sociaux, culturels, politiques et économiques. Cependant, la limite de ses théories demeure l'obligation d'avoir des conditions préalables favorables à l'évolution de la civilisation en question, un point commun avec James Mill et avec d'autres théoriciens et politiciens *whigs* (James Mackintosh, Thomas Babington Macaulay). Les Whigs mettent en relief la civilisation comme l'état indispensable et la condition requise pour achever le développement individuel et collectif. Cette vision libérale qui se distingue par une supériorité dans son approche à l'égard des « autres » civilisations considérées comme « inférieures » à la civilisation européenne au sens large est souvent réitérée dans différents discours *whigs* y compris par les Whigs réformistes.

Les principes whigs avaient également fasciné d'importantes figures publiques et coloniales. Sir John Malcolm (1769-1833) était soldat, officier puis adjudant du 29^{ème} bataillon au sein de l'armée de la Compagnie. Il gravit progressivement les échelons des hauts postes d'administrateurs coloniaux, devient diplomate, propagandiste, administrateur et gouverneur de Bombay de 1827 à 1830. Pendant sa carrière en Inde, Malcolm suivit de très près le développement des événements liés à la réforme électorale de 1832 (*The Great Reform Act*). Il reçut une lettre de Charles Cockburn⁵², l'un des employés de la Compagnie qui informait les ministres, les députés et les directeurs à Londres sur l'urgence des réformes lorsque la situation commerciale en Inde était instable ou encore lorsque les autochtones, notamment quelques régiments des Cipayes se révoltèrent et se radicalisèrent, tout comme les radicaux en métropole, contre le despotisme et l'oppression exercés par le gouvernement de l'Inde. Cockburn s'inquiétait des conséquences de la situation nouvelle découlant de la promulgation de la loi électorale de 1832. Cette inquiétude était particulièrement manifeste chez les Tories au Parlement qui étaient très attentifs aux intérêts de leurs amis planteurs aux Antilles et des actionnaires au sein de la Compagnie.

John Malcolm a longuement écrit à son ami en Inde sur la question de la loi sur la réforme électorale qui a tant agité le théâtre politique et social en Grande-Bretagne. Dans sa lettre de 1831, il soulignait sa grande détresse vis-à-vis des menaces qu'encourait la constitution britannique qui, selon lui ne devait jamais subir de changements et que les réformes engendrent toujours une déstabilisation dramatique de l'ordre social et politique.

⁵² John Malcolm, *A Letter on the State of Public Affairs, Malcolm to Charles Cockburn*, London, 6 August 1831.

D'après Malcolm, la constitution s'autocontrôlait et les classes supérieures ou les propriétaires terriens ne pouvaient jamais être les ennemis de la classe ouvrière. La continuité du système politique britannique résultait du consentement libre du gouverné d'être gouverné par les plus puissants et les plus riches jusqu'à ce que les choses changent avec l'avènement de révolution industrielle et son nouveau rythme économique fluctuant. Le sort des ouvriers pouvait basculer d'un jour à l'autre avec le chômage, qui constituait un nouvel aspect de la vie en Grande-Bretagne industrialisée, alors que l'aristocratie ne connaissait pas ce genre de problème. L'industrialisation de la Grande-Bretagne avait donc produit une classe dépossédée, pauvre et sans emploi et une classe de propriétaires, opulente et héréditairement recrutée. C'est ainsi que la nouvelle société britannique des années 1830 était décrite par les témoignages contemporains. Dans sa lettre, John Malcolm montre sa crainte de voir imposer des réformes trop occidentalistes à la population indienne : "*Connected, however, as I have been with India from my earliest years, I cannot cease to regard its numerous inhabitants with anxious feelings*"⁵³. Les conséquences d'une telle décision pourraient déclencher des révoltes et déstabiliser la colonie, ce qui serait une grande menace pour la sécurité des intérêts britanniques.

En défendant l'intégrité de la constitution britannique, Malcolm citait Edmund Burke qui, selon lui, avait fourni des règles pragmatiques plutôt que des théories utopiques non fondées, en référence évidente aux interprétations dogmatiques de James Mill. Malcolm rejoignait également Burke dans la compassion que ce dernier éprouvait pour la suzeraineté moghole déchue en Inde. En effet, Burke doutait que les réformes révolutionnaires puissent améliorer le sort des autochtones. Instruit par de longues études en histoire, et surtout par l'analyse des révolutions de sa propre patrie, Burke prévit les désastreux résultats de l'application des principes révolutionnaires de 1789 en France ; il les dépeignit en traits de feu, et avec toute l'ardeur et la loyauté d'un homme qui ne fut jamais ni l'instrument du pouvoir, ni le flatteur des grands, d'un homme dont presque toute la carrière fut un combat pour la liberté des autres⁵⁴.

D'après Malcolm et Burke, les théoriciens *whigs* utilitaristes avaient une vision faussée et dangereuse de l'économie politique. C'est la continuité qui devait prévaloir sur la réforme des lois et de la *Common Law* de leurs ancêtres, et non pas l'inverse. Pour Burke, alors député conservateur, le projet de réforme constitutionnelle proposé aux Communes était

⁵³ Sir John Malcolm, *A Letter on the State of Public Affairs from Sir John Malcolm to a Friend In India*, London, 10 May 1831, p. 3.

⁵⁴ Edmund Burke, *Réflexions sur la révolution de France*, Paris, Adrien Egron, 1790, pp. x-xi

susceptible de générer des rivalités sociales mais ne permettrait pas de réformer l'ordre social et politique existant qui déplaisait aux ouvriers, aux paysans et aux nouveaux riches tels que les hommes d'affaires et les propriétaires de manufactures. Ce libéralisme conservateur s'opposa aux réformes *whigs*. Cependant, à la veille du début du gouvernement Bentinck, les Utilitaristes essayèrent pourtant de se rallier à ce courant de réformes⁵⁵.

Les Britanniques eux-mêmes ne partageaient pas la même vision de leur empire. Pendant et après les années de la révolution industrielle, l'intérêt avec lequel les Britanniques le considéraient variait d'une classe sociale à l'autre. Les classes bourgeoises et la classe moyenne représentaient alors à la fois le pouvoir politique et économique. L'aristocratie, qui se divisait elle-même entre deux courants politiques (Whigs et Tories), avait naturellement participé à l'évolution économique et diplomatique de l'empire. Même si les députés *whigs* ne soutenaient pas les expansions territoriales au sein des colonies, ils encourageaient, néanmoins, le libre-échange et le commerce avec ces dernières, s'inspirant des théories libérales libre-échangistes, notamment après la publication de l'œuvre emblématique du libéralisme, à savoir *The Wealth of Nations* (1776) d'Adam Smith. Par ailleurs, l'Utilitarisme s'était popularisé tout comme l'Évangélisme pendant les années 1830. La classe moyenne émergeait et les théories libérales libre-échangistes renforçaient le rôle de l'empire dans le maintien d'une économie métropolitaine stable et la continuité de la puissance britannique à l'échelle mondiale. L'empire britannique dans le sous-continent constitua alors le laboratoire qui permettait à de telles théories libérales et utilitaristes d'être mises en œuvre. Ce cadre théorique libéral de l'empire promut la colonisation. Ainsi, le libéralisme était étroitement lié à l'empire et les enjeux libéraux trouvaient souvent en l'empire leur raison d'être.

1.3. Définition de l'Empire

Pour Doyles, les empires constituent des rapports de contrôle politique imposés par certaines entités politiques sur la souveraineté effective d'autres entités. Les empires sont souvent définis comme l'annexion officielle de territoires conquis mais peuvent aussi avoir le sens plus large de toute forme d'inégalité économique internationale, de puissance internationale, d'exploitation internationale, d'ordre international et même être considérés comme l'extension d'une civilisation, en général celle du conquérant⁵⁶.

⁵⁵ Eric Stokes, *The English Utilitarians and India*, Delhi, Oxford University Press, 1982, p. 51.

⁵⁶ "Empires are relationships of political control imposed by some political societies over the effective sovereignty of other political societies. They include more than just formally annexed territories, but they encompass less than the sum of all forms of international inequality. Imperialism is the process of establishing and maintaining an empire"... "Empires have conventionally been defined in narrow terms as the formal

Le mot « empire » provient originellement du Latin ; il s'associait aux notions de commandement et de pouvoir. L'usage du terme a évolué en lien avec les circonstances et les événements historiques, d'où la difficulté sémantique à définir le concept d'empire. Pour Bernard Porter, 'l'empire' peut signifier deux choses : il peut s'expliquer simplement par le pays dominé ou par l'autorité exercée par un dirigeant se nommant empereur ; il peut désigner les possessions territoriales d'un État dont le souverain peut être un empereur ou pas, en dehors des ses frontières nationales⁵⁷.

Pour sa part, Catherine Hall définit l'empire comme un processus de découvertes et d'expansion qui remonte au XVI^{ème} siècle et en tant que produit de nouveaux systèmes mondiaux érigés après les découvertes de nouveaux territoires, donc très ancré dans l'histoire de l'émergence du colonialisme. Le colonialisme est la création de colonies et l'exploitation de ces colonies d'une manière systématique, telles les colonies romaines où il n'y avait pas de colonies de peuplement mais plutôt d'exploitation dans des territoires nouvellement conquis⁵⁸.

L'histoire coloniale britannique révèle que le mot « empire » a été employé pour la première fois au XVI^{ème} siècle par John Dee, un visionnaire de l'empire britannique ; '*British Empire*' et '*Brittannia*' furent des nouveaux mots qu'il avait inventés. Auparavant, on parlait de « colonies » et de « plantations », originellement en Irlande, désignant ainsi la présence impériale et la domination anglaise dans de nouveaux territoires à travers le monde. Dans le contexte colonial britannique, nous pouvons même parler d'un empire indien ou de l'Inde britannique au sein de l'ensemble de l'Empire britannique. En effet, le sous-continent avec sa diversité culturelle et son importance démographique occupait une place à part dans l'imaginaire colonial. La reine Victoria l'avait d'ailleurs bien compris en se faisant attribuer le titre d'*Impératrice de l'Inde* en 1877 malgré les réticences de Benjamin Disraeli⁵⁹. Le rôle des colonies dans le fonctionnement et la continuité de l'empire britannique fut vital pour l'économie britannique tout au long du XIX^{ème} siècle, d'où l'importance historique de cet empire imposant et puissant.

annexations of conquered territory... They have also been defined broadly as any form of international economic inequality, as international power, as international exploitation, and as international order--even as the extension of civilization (presumably that of the conquerors)", Michael W. Doyle, *Empires*, New York, Cornell University Press, 1986, pp.19-20.

⁵⁷ "... Usually it could mean one of two things. It could mean simply the country presided over or the authority exercised by a ruler who happened to be called an emperor. Or more helpfully, it could mean the territorial possessions of a state (whose head might or might not be styled 'emperor') outside its strict national boundaries.", Bernard Porter, *The Lion's Share, A Short History of British Imperialism, 1850-1970*, London, Longman, 1975, p. 1.

⁵⁸ Catherine Hall, ed. *Cultures of Empire, a Reader*, Manchester, Manchester University Press, 2000, p. 5.

⁵⁹ L. A. Knight, "The Royal Titles Act and India", *The Historical Journal*, Cambridge University Press, vol. 11, n° 3, 1968, pp. 488-489.

1.3.1. L'empire économique

L'empire peut être défini d'un point de vue économique comme l'ensemble des forces et des acteurs provenant du centre de la métropole colonisatrice (*Metrocentric view of imperialism*). En effet, l'empire britannique avait un aspect économique et financier substantiel, puisqu'il s'est très tôt construit un réseau de commerce intercontinental. Avec l'industrialisation de la Grande-Bretagne, Londres devint le centre financier non seulement d'un État qui se modernisait radicalement, mais aussi d'un empire qui s'étendait continuellement. La recherche de profits et l'envie d'accroître les bénéfices commerciaux et financiers poussèrent de plus en plus les Britanniques à l'investissement qui ne se limitait plus à la capitale, mais s'étendait jusqu'en Inde où la Compagnie fut un centre financier lucratif pour les premiers investisseurs britanniques, une place financière que l'on peut comparer aujourd'hui à Wall Street. D'ailleurs, John A. Hobson dans son ouvrage anti-impérialiste, *Imperialism, a Study*, publié en 1902 montre que la recherche du profit propres aux sociétés capitalistes avait créé des inégalités considérables en métropole et accentué la corruption liée à l'impérialisme dans les sociétés colonisées. Sa critique des sociétés impérialistes révélait ainsi que les politiques coloniales des empires européens, de plus en plus expansionnistes, se caractérisaient par une forte manipulation des situations sociales et économiques des nations colonisées. De plus, le capitalisme était incarné par les investisseurs, les banquiers et les financiers qui avaient non seulement une grande influence sur la presse et l'opinion publique, mais aussi des relais nombreux au Parlement. Les choix et les stratégies politiques furent dominés par une poignée de financiers et marchands s'enrichissant grâce à leur commerce. Ces politiques étaient purement impérialistes et trouvèrent dans les colonies un contexte favorable. La mise en place de ces politiques ambitieuses contribua au développement des intérêts économiques de l'empire⁶⁰.

L'impérialisme social et économique fut théorisé dans les travaux de John Percival Taylor, John A. Hobson, Nicolai Lenin et Joseph Schumpeter⁶¹. Ils soulignèrent le rôle primordial de l'évolution de la vie économique en métropole qui intervient dans l'orientation de la diplomatie et des politiques coloniales. Le colonialisme nouveau de la fin du XIX^{ème} siècle se distinguait par des pratiques politiques alors influencées par un nombre grandissant

⁶⁰ Michael W. Doyle, *op. cit.*, p. 23.

⁶¹ Daniel H. Kruger, "Hobson, Lenin and Schumpeter on Imperialism", *Journal of the History of Ideas*, vol. 16, n° 2, April 1955, pp. 252-259.

de mercantilistes ambitieux et désireux d'accroître leurs profits⁶². La centralité de la métropole au niveau de l'empire et de ses politiques coloniales libre-échangistes ont donné naissance à une autre définition économique de l'empire permettant aux historiens d'écrire l'histoire coloniale non pas au sens large, mais dans une perspective économique, d'où la naissance de l'histoire économique de l'empire.

Les historiens des années 1950 tels que John Gallagher et Ronald. E. Robinson, qui ont massivement contribué à l'histoire coloniale et postcoloniale avec leur article historique fondateur, *"the imperialism of free trade"*⁶³, montrent que l'impérialisme était un processus continu d'annexion de terres et de pouvoir, et ce malgré les mouvements anti-impérialistes qui se constituèrent en Grande-Bretagne au milieu de l'époque victorienne, c'est à dire dans les années 1840 et 1850. Ces derniers ont été complètement marginalisés avec l'accélération de l'acquisition de territoires dans ce que l'on appelle 'la course' à l'impérialisme après 1870 (cf. *The Scramble for Africa*). Pour sa part, de 1841 à 1851, la Grande-Bretagne annexa le Côte-de-l'Or (Ghana), le Natal, le Punjab, le Sind et Hong Kong. Pendant les années suivantes, la domination britannique s'étendit au Berar, à l'Oudh, en Birmanie, à Kowloon, à Lagos et en Sierra Leone. D'autres colonies furent également créées au Queensland et en Colombie-Britannique⁶⁴.

L'acquisition de ces colonies renforça davantage l'influence britannique en Afrique et en Asie, principalement en Inde où la Compagnie était le centre du pouvoir impérial britannique dans toute l'Asie et ce jusqu'aux années 1840. Cependant, l'empire britannique n'était pas toujours visible et explicite sous forme de protectorat comme le cas de l'Égypte ou de colonisations territoriales comme en Inde. Outre la présence territoriale et militaire de l'occupation britannique dans ses colonies établies dans différentes régions du monde, l'empire britannique était bien présent dans d'autres régions éparpillées sur l'ensemble des continents de la planète, sous forme de ce qu'on appelle l'empire informel.

⁶² « *Lenin and Scumpeter, too, offered dispositional, metrocentric explanations of imperialism, although both differed from Hobson* »...metrocentric impulses evolved from industrialism to imperialism, together with capitalism and the need for more profits, «...the first major explanation, metrocentric (and frequently economic) theories of imperialism », *Ibid.*, p. 145.

⁶³ John Gallagher et R. E. Robinson, "The Imperialism of Free Trade", *Economic History Review*, 2nd series, vol. 6, n°1, 1953, pp. 2-3.

⁶⁴ Michael W. Doyle, *op. cit.*, p. 143.

1.3.2. L'empire informel

Certes l'empire britannique était un empire puissant et étendu géographiquement, mais regroupait également des régions diverses qui n'étaient pas officiellement des colonies. Le colonialisme britannique ne se limitait pas aux colonies situées aux Amériques, aux Caraïbes, en Afrique, en Asie ou en Australie; il se déployait aussi plus insidieusement sous forme de relations commerciales avec les pays du reste du monde qui, finalement, n'étaient ni colonisés politiquement ni indépendants économiquement. Ces États formaient ce qu'on appelle l'empire informel (États sud-américains, tels que le Brésil et l'Argentine ou encore plusieurs régions de l'Asie comme le Moyen-Orient, les pays du Golf et la Chine). Au sein de cet empire 'informel', la souveraineté britannique se manifestait par le biais de traités, de protectorats, de condominiums ou de mandats établis avec les états ou les principautés de ces régions⁶⁵. D'ailleurs, James Onley (2005) souligne l'importance de l'Arabie et des pays du Golfe ainsi que du Sud de la Perse, dans lesquels les Britanniques avaient mis en place deux postes stratégiques : l'un était celui d'agent politique (*Political Agent*) dans la région du Golfe et l'autre celui de résident, à savoir le *Bushire Resident* en Perse, afin de contrôler et de sécuriser les intérêts de l'empire dans le sous-continent. Cette zone était devenue « un cordon sanitaire » protégeant l'Inde britannique contre les autres grandes puissances coloniales, telles la française, la russe ou encore l'ottomane. Lorsque les annexions territoriales n'étaient pas possibles ou pas souhaitables, les Britanniques procédaient stratégiquement en concluant des accords économiques, politiques et militaires internationaux entre la métropole et les capitales étrangères considérées comme essentielles pour leurs desseins. Par exemple, les princes et chefs de tribus des pays du Golfe furent amenés à conclure des traités anti-français déléguant leurs politique étrangère aux Britanniques. Cette tendance s'accrut notamment après la conquête de l'Égypte par Napoléon (1798-1801) qui représentait une menace réelle pour les intérêts britanniques en Inde. Dans le cas des ex-colonies nord-américaines, l'empire informel se manifesta par le développement des échanges commerciaux transatlantiques, notamment avec l'essor du libre-échange qui avait progressivement supplanté le

⁶⁵ « Britain's informal empire, on the other hand, consisted of foreign territories over which Britain had acquired some degree of suzerainty or partial sovereignty granted through treaties, in other words protectorates, condominiums, mandates, and protected states. » Edward Jenks, *The Government of the British Empire*, Boston, Little, Brown & Co, 1919, pp. 87-92, in James Onley, "Britain's Informal Empire in the Gulf, 1820-1971", *Journal of Social Affairs*, vol. 22, n°87, 2005, p. 34.

mercantilisme vieillissant⁶⁶.

Le libéralisme permit un large épanouissement de l'empire britannique grâce, en particulier, aux avantages commerciaux dont jouissait l'économie britannique qui se fournissait en matières premières non pas uniquement en provenance de ses colonies, mais aussi de plusieurs régions du monde non colonisées officiellement. En effet, ce choix commercial libre-échangiste était bien planifié afin de maintenir des relations stratégiques et diplomatiques contre le développement possible d'une hégémonie des autres puissances mondiales de l'époque notamment la Russie et la France. Les liens établis par les Britanniques avec l'Amérique Latine, par exemple l'Argentine, ou d'autres pays en Afrique étaient particulièrement discrets, d'où le concept déjà mentionné d'« empire informel ». Dans les années 1940, ce concept fut développé par les historiens de l'empire à Cambridge, notamment avec C. R. Fay puis Robinson et Gallagher⁶⁷.

L'empire britannique informel était également avantageux, profitable et très répandu. Cet empire est dit informel parce qu'il s'agissait d'un contrôle indirect par lequel les Britanniques s'assuraient de la sécurité de leurs affaires économiques et maintenaient leur contrôle stratégique et militaire. Ce n'étaient donc plus des affaires coloniales dans ce cas mais plutôt des préoccupations sécuritaires qui poussaient les Britanniques à déployer leurs forces militaires quasiment dans le monde entier. Le colonisateur britannique dominait, en effet, indirectement une grande partie de l'Asie et de l'Afrique sous forme commerciale principalement. De surcroît, le colonisateur bénéficiait également de ces routes commerciales sur le plan militaire car elles lui permettaient de transporter ses troupes et ses armes rapidement afin d'affirmer sa souveraineté ou défendre ses intérêts. Tel était le cas de l'Égypte qui, après 1869 avec son Canal de Suez, constituait le passage le plus simple et le plus rapide vers l'Inde. Ce pays servit financièrement, stratégiquement et militairement les intérêts britanniques, puis devint un protectorat, une autre justification de la présence

⁶⁶ « *The British almost completely dominated trade with Latin America, for example ; so there was no obvious reason why they should seek to convert economic power there, or indeed anywhere else into the annexation of territory. And for much of the century there was no specific or explicit ideology of what came to be called 'imperialism' asserting the superiority of European civilization over others, or in particular justifying acquisition of colonies as a matter of policy.* ». Richard Evans, « Formal and Informal Empire in the 19th century » Lecture, 18 Octobre 2012 at Gresham College, London, 2 octobre 2012.

<http://www.gresham.ac.uk/lectures-and-events/formal-and-informal-empire-in-the-nineteenth-century>

⁶⁷ « *The conventional interpretation of the nineteenth-century empire continues to rest upon study of the formal empire alone, which is rather like judging the size and character of icebergs solely from the parts above the water-line.* » John Callaghan and Ronald Robinson, « The Imperialism of Free Trade », *The Economic History Review*, New Series, Vol. 6, N° 1, 1953, p. 1. « *The colonies, in fact, were merely the surface outcrops of a much broader geological reef, of a wider system of authority and influence whose frontiers were not at all coterminous with the boundaries of the area painted red on the map* ». Bernard Porter, *op. cit.*, p. 2.

coloniale puisque le roi égyptien devait accepter cette ‘protection’ britannique. En dépit de l’absence d’un projet de colonisation concret et officiel dans les Pays du Golfe, ces derniers constituaient aussi une zone d’influence vitale pour l’économie et l’hégémonie britannique. Singapore était un autre exemple d’empire informel mais qui devint un point de contrôle stratégique confirmé lorsqu’en 1824, Raffles acquit cette région afin de protéger la route commerciale de la Compagnie vers la Chine.

L’empire informel n’a cessé de s’étendre à plusieurs zones stratégiques pour le commerce ainsi que pour le maintien de la sécurité des intérêts britanniques. En effet, l’empire informel au XIX^{ème} siècle s’est caractérisé par la persistance et l’expansion continue jusqu’à la fin des années 1870 puis par l’accélération de la course à l’expansion en Afrique, entretenue principalement avec la France. L’impérialisme de la fin du XIX^{ème} siècle (*The Scramble for Africa*) s’est déployé notamment en Afrique du Sud et du Sud-Ouest pour ce qui concerne les britanniques. Les empires européens en Afrique ont justifié cet expansionnisme par des raisons multiples telles que le commerce, les stratégies, la finance et l’économie, la religion et la culture.

Il y eut une compétition internationale entre les empires européens dans leur course à la domination et à l’hégémonie sur le Sud. Pour la Grande-Bretagne, par exemple, l’enjeu était de sécuriser la route vers l’Inde en s’assurant de sa domination continue de l’Egypte, du Canal de Suez et même de la source du Nil, en conquérant alors l’Afrique de l’Est⁶⁸. De ce fait, l’Europe, qui avait été pendant des siècles le théâtre de guerres opposant les Européens les uns aux autres allait enfin vivre une période de paix. L’enjeu était de maintenir un certain ordre mondial favorable à l’essor d’un empire aux dépens d’un autre sans avoir recours aux conflits militaires. En effet, depuis la perte des colonies nord-américaines la Grande-Bretagne n’avait cessé de chercher de nouveaux territoires à conquérir et notamment de s’infiltrer d’une manière informelle dans des zones stratégiques. Cette stratégie impérialiste fut adoptée afin d’éviter les conflits militaires entre les Européens qui n’avaient pas cessé d’éclater en Atlantique ou en Europe au cours des siècles précédents. Les puissances européennes étaient entrées dans une nouvelle phase de leur histoire vers la fin du XIX^{ème} siècle et privilégiaient les politiques de libre-échange qui procuraient plus de profits ainsi qu’un consensus politique fondé sur les relations internationales censées protéger leurs intérêts politiques. Désormais, c’était autour de l’Afrique que les projets de division et de répartition des colonies s’étaient

⁶⁸ “Colonialism...became a « move » in the European game of the balance of power”, Michael W. Doyle, *op. cit.*, p. 146.

cristallisés pour mettre en œuvre ce modèle économique libre-échangiste. Par conséquent, l'influence des Européens s'est disséminée par le biais de l'entreprise du commerce ou encore par la présence permanente de forces navales et militaires. Les Britanniques furent des champions et des pionniers en matière de défense de leurs intérêts dans le monde entier.

En ce qui concerne les militaires britanniques, il était évident que les troupes exerçant au sein de l'empire reflétaient la hiérarchie sociale victorienne. Il existait une hostilité de classe manifeste au sein de l'armée. Les lieutenants aristocrates de l'armée royale menèrent les guerres avec un certain mépris pour les soldats issus des classes sociales inférieures dont ils considéraient la fréquentation comme un mal nécessaire. Ces derniers étaient caricaturés, dénigrés, perçus comme de vulgaires délinquants et souvent maltraités par leurs propres compatriotes haut-placés. Ces tensions de classe au sein même de l'armée britannique peuvent en partie expliquer la férocité et l'agressivité des conquêtes coloniales en Inde ou ailleurs⁶⁹.

Comment l'Inde est-elle devenue une terre propice aux profits commerciaux ainsi qu'à la domination britannique, une nation désormais impérialiste? Le processus d'expansion dans lequel le colonisateur britannique s'était engagé après la perte des colonies nord-américaines fut habilement dissimulé sous les habits neufs du commerce international mené par la Compagnie, qui n'avait jamais cessé d'accroître son influence territoriale et militaire. Le militarisme agressif adopté par les britanniques dans la défense des frontières de l'Inde du nord traduisait aussi la crainte de revivre la traumatisante expérience nord-américaine. Ainsi, l'empire britannique entama une nouvelle phase dite du « deuxième empire » (*The Second Empire*) qui se caractérisa par le renforcement de l'empire notamment dans l'immense territoire du sous-continent.

1.3.3. L'empire formel : l'exemple de l'Inde

Après la perte des colonies nord-américaines, l'empire britannique fut terriblement ébranlé. Pour s'en remettre, les Britanniques durent à la fois centraliser l'administration coloniale, modifier leur politique et veiller à faire perdurer leur souveraineté. Le souverain britannique et ses ministres devinrent très prudents quant aux liens entre la métropole et ses différentes colonies. La Compagnie, profondément ancrée dans le sous-continent depuis 174 ans, constituait l'instrument administratif par excellence, car ses administrateurs avaient acquis durant leurs carrières l'expérience indispensable à la gestion des affaires coloniales en

⁶⁹ Lawrence James, *The Rise and Fall of the British Empire*, London, Little, Brown and Company, 1994, p. 131.

Inde. Par ailleurs, l'empire s'était doté d'une force navale et militaire redoutable qui fut souvent déployée afin de s'assurer la sécurité du pouvoir colonial et la continuité de la souveraineté britannique dans les colonies.

Maintenir ses possessions coloniales dans le sous-continent devint une priorité absolue pour l'empire britannique mais il fallait trouver les lourds financements nécessaires à cette entreprise sans taxer la population métropolitaine. La Compagnie, s'inspirant de l'existant, mit alors en place un système de taxation des autochtones qui lui permettant de répondre de manière autonome aux besoins financiers de son administration et de son armée : « *En Inde, la contribution financière principale est prélevée sur ceux qui cultivent la terre : ils doivent verser un tiers de leur production au souverain.* »⁷⁰. La richesse de l'Inde pour les Britanniques reposait essentiellement sur la pérennité d'un système de taxation de paysans, agriculteurs et fermiers qui, paradoxalement, arrivaient à peine à produire pour leur consommation familiale. Comme l'affirma plus tard Disraeli, le sous-continent devint rapidement le joyau de la couronne: («... *the Jewel in the Crown*»). D'autre part, c'était la plus vaste colonie de « couleur », contrairement aux autres colonies dites « Blanches », plus délicates à contrôler, comme l'Australie ou le Canada.

L'empire britannique s'était toujours distingué par des politiques agressives, annexionnistes et expansionnistes, d'une part, et par des stratégies anti-françaises, d'autre part. Après de longues guerres en Europe opposant Français et Britanniques, la rivalité des deux voisins s'accrut également en Inde. D'ailleurs, le sous-continent était déjà réparti entre les Européens ; les Français s'étaient installés à Pondichéry, les Britanniques à Calcutta et les Portugais à Goa. Pour les Britanniques, la guerre était la solution contre l'ennemi que représentait la France et attaquer les intérêts commerciaux français constituait une stratégie majeure. La prééminence de la puissance britannique en Inde fut confirmée par l'essor de son commerce mondial et sa prospérité grandissante.

De multiples enjeux étaient en question et l'intérêt national d'accumuler des richesses était une priorité. En multipliant les annexions territoriales, les Britanniques prirent possession de nouveaux territoires, ce qui renforça leur domination coloniale qui se distinguait par leur expertise en matière d'échanges commerciaux et de création de nouveaux marchés renforçant la prospérité nationale. D'ailleurs, le commerce fut établi essentiellement autour de produits britanniques tels que les métaux, les armes et même les chantiers navals à Birmingham par

⁷⁰ Sylvie Aprile *et al.*, *Le monde britannique, 1815-1931*, Neuilly, Atlande, 2010, p. 101.

exemple. Les armes et les troupes étaient indispensables pour maintenir la sécurité des intérêts britanniques dans une colonie aussi éloignée de la métropole. Dans les années 1830, la Compagnie avait constitué un gouvernement colonial efficace avec ses propres gouverneurs, administrateurs et législateurs. Des politiques de défense énergiques étaient nécessaires pour permettre le déploiement des forces navales et maritimes notamment autour des côtes indiennes ainsi que l'édification de bases et d'enclaves dans les ports près des manufactures et des comptoirs commerciaux britanniques. Le succès d'une telle stratégie reposait sur la nouveauté du concept de défense moderne et stratégique ; la flotte omniprésente était l'instrument qui permettait d'étendre l'influence et de renforcer le pouvoir colonial de la Grande-Bretagne.

La politique coloniale en Inde britannique était marquée par des slogans tels '*Forward*', '*No Retreat*' et les stratégies politiques inspirées des tactiques militaires : ne jamais céder devant l'ennemi mais le confronter et le vaincre. D'ailleurs, la *Forward School* était l'école à laquelle appartenaient plusieurs officiers renommés de l'armée indienne tels que John Malcolm qui devint plus tard gouverneur de Bombay. Ce dernier travailla comme secrétaire privé, représentant et négociateur politique sous le Marquis Wellesley. Malcolm fut une figure coloniale distinguée qui servit son pays dans des postes prestigieux comme celui de Résident de Mysore. Il accumula les meilleures positions au service militaire et diplomatique de la Compagnie et devint médiateur et conciliateur entre les états princiers et la Compagnie. Il maintint de bonnes relations entre les soldats autochtones (Cipayes⁷¹) et leurs commandants. Par exemple, lors de la révolte des Cipayes de la garnison de Masulipatam en 1780⁷² contre le gouvernement il s'illustra par sa capacité de négociateur et permit plus tard d'éviter de nombreux conflits.

Après la désagrégation de l'empire moghol et la prise de contrôle britannique, le sous-continent regroupait déjà des états princiers sous forme de fédération peuplée par des Hindous, des Musulmans et une petite communauté catholique du fait de la présence européenne. La Compagnie avait conforté ses possessions territoriales qui ne cessaient de s'accroître depuis sa transformation d'une compagnie mercantile et commerciale en une institution gouvernementale et administrative. Pour les Britanniques, l'accroissement des territoires indiens sous administration coloniale était indispensable pour affaiblir les

⁷¹ Le mot 'Cipaye' vient du Persan '*Sipâhi*', signifiant soldat de la cavalerie ; les Cipayes sont des soldats indiens entraînés à l'européenne, notamment à la discipline de feu des armées européennes et recrutés au sein de l'armée de la Compagnie.

⁷² Affaires de l'Inde, Courrier d'Angleterre, Vendredi 26 janvier 1810.

adversaires français ainsi que les états princiers hostiles. L'Inde fut donc le théâtre de guerres incessantes dont le conflit franco-britannique n'était qu'un exemple.

Les états princiers indiens contestant la présence britannique constituaient une nuisance pour le colonisateur. Tout était prétexte pour les conquérir, détrôner les indésirables et placer à leur tête des princes plus malléables. Même si le discours colonial des Britanniques soulignait que leur principale mission était d'atténuer les clivages et de rétablir la paix dans le sous-continent, ils furent à l'origine de divisions profondes au sein de la société indienne. Par exemple, le recrutement de soldats Indiens, les *Cipayes*, au service de l'armée de la Compagnie (*Indian Army*) et utilisés pour asseoir et accroître le pouvoir colonial en constitue une bonne illustration.

Confiants en leur vaste flotte, la meilleure de l'époque moderne, les Britanniques ne craignaient aucun ennemi. Cette force navale et logistique servit les Britanniques à la fois dans l'extension de leurs territoires coloniaux et dans leurs choix de stratégies défensives efficaces. Par ailleurs, leur engagement à vaincre tous leurs ennemis, à l'intérieur comme à l'extérieur du sous-continent les poussa à agir dans les océans indien et Atlantique afin de déstabiliser en particulier, les forces navales françaises. L'éternelle rivalité franco-britannique n'était pas pourtant si intense dans le contexte indien. Les Français, incapables de vaincre les Britanniques, avaient progressivement rétrocédé l'ensemble de leurs possessions territoriales et, après le Traité de Paris de 1763, n'avaient conservé que quelques comptoirs (Chandernagore, Pondichéry) qu'ils n'administraient même plus.

Le succès britannique en matière de conquêtes coloniales ne pouvait être possible sans un fort soutien national. Avec des monarques qui encouragèrent l'expansion et la recherche de nouvelles colonies, notamment après la perte des colonies nord-américaines, les conquêtes de territoires nouveaux se multiplièrent. En dépit de l'opposition farouche des directeurs de la Compagnie à Londres, les conquêtes menées par l'armée indienne s'accrochèrent à la fin du XVIII^{ème} siècle. Pendant les années 1830, le roi William IV lui-même salua les exploits expansionnistes de la Compagnie et en particulier le renforcement du contrôle britannique du riche sous-continent. En ce sens, la stratégie du « diviser pour conquérir » mise en place par les gouverneurs et responsables militaires britanniques contre des états princiers autochtones fut un succès.

Le vrai danger d'instabilité pour les Britanniques venait plutôt de l'extérieur. Si leurs efforts de négociations auprès de leurs ennemis ou voisins puissants échouaient, l'option militaire n'était jamais écartée. Les officiers et lieutenants de l'armée de la Compagnie étaient

de grands négociateurs qui contribuèrent largement au façonnement des relations entre la Grande-Bretagne et ses ennemis dans la région : la Russie et l’Afghanistan. Le capitaine James Abbott (1807-1896) qui arriva en Inde en 1823 se rendit chez les rois Afghans et Persans afin de les convaincre de s’allier aux Britanniques plutôt qu’aux Russes. En tout cas, après des décennies de conflit avec la France, la Grande-Bretagne s’était découvert un nouvel empire émergent qui menaçait ses intérêts : la Russie. Tout comme la menace continentale que représentait la France pour la Grande-Bretagne tout au long du XVIII^{ème} siècle, la crainte que la surpuissance russe parvienne à mettre en danger les intérêts Britanniques et leur présence en Inde sous-tendit toute leur stratégie. Ce fut alors un combat combat continu et souterrain contre cet ennemi susceptible de déstabiliser la sécurité des frontières de l’Empire britannique en Inde, notamment avec l’Afghanistan et la Perse.

Dès 1800, les premières incursions en Asie centrale entreprises par de jeunes officiers qui maîtrisaient bien les langues autochtones de l’Himalaya, de la Perse et de l’Asie centrale furent indispensables à l’élaboration des toutes premières cartes de ces confins encore inconnus. Abbott faisait partie de ces espions/diplomates qui travaillaient pour les services secrets de la Compagnie qui cherchait à élaborer une stratégie géopolitique de défense contre l’avancée des russes dans ces régions. Cet activisme sécuritaire que l’on nomma « *The Great Game* » consistait à rassembler des informations géostratégiques et à prendre contact avec les gouvernants des états voisins afin d’assurer la sécurité des frontières de la colonie dans cette rivalité stratégique entre l’empire britannique et l’empire russe en Asie centrale⁷³.

L’expression « *The Great Game* » fut utilisée pour la première fois par le capitaine Arthur Conolly (1807-1842) qui fut assassiné par le Khan de Boukhara en 1842. Des ‘Great Gamers’ tels qu’Alexander Burnes (1805-1841), James Abbott et Conolly furent indispensables dans les négociations diplomatiques avec la Perse, le Punjab, le Sind et les états afghans : Herat, Kandahar et Kaboul. Les négociations stratégiques menées par ces officiers britanniques ne relevaient pas uniquement de la diplomatie mais également des intérêts économiques et commerciaux de la Compagnie dans ces zones avec d’importantes populations. Ainsi, ces contacts avaient pour double avantage de renforcer les bases sécuritaires de l’Inde britannique et d’ouvrir la voie au commerce de la Compagnie en Asie centrale. Pour l’Inde britannique, les pays voisins devaient être contrôlés afin de prévenir une invasion russe possible. En outre, l’autorité britannique agit en médiateur dans quelques

⁷³ David Fromkin, “The Great Game in Asia”, *Foreign Affairs*, vol. 58, n°4, 1980, p. 936.

conflits entre états d'Asie centrale. Alexander Burnes, par exemple, raconta ses aventures auprès des tribus Caucasiennes au gouverneur général Lord Bentinck.

La crainte britannique s'accroît notamment parce que la Russie avait déjà entrepris des guerres contre deux empires en envahissant successivement la Perse (1827-1828) et la Turquie (1828- 1829). L'Empire Ottoman et l'Empire Persan représentèrent un premier objectif de l'expansion russe en Asie. Par conséquent, les Britanniques avaient très vite compris que leur empire indien constituait pour les Russes l'étape ultime. Une confrontation militaire n'était pas envisagée par les Britanniques parce que les troupes russes étaient beaucoup plus nombreuses et même plus capables de surmonter les difficultés climatiques ainsi que la complexité de l'organisation logistique en Asie centrale. A leur tour, les Russes entamèrent des missions diplomatiques auprès des Afghans dont le souverain, Dost Mohammed devient vite un allié des Russes. Les Russes étaient très ambitieux cherchant même à annexer Herat à leur empire. La zone sensible en Asie centrale se situait autour de la rivière Oxus. Des rapports de référence furent rédigés à ce sujet par De Lacy Evans (1787-1870), un officier de l'armée britannique qui a longuement détaillé cette Russophobie dans le monde politique britannique. Ces rapports furent très précieux quant aux précautions prises et aux stratégies adoptées par l'armée de la Compagnie. En mai 1838 le gouverneur général Lord Auckland (1784-1849) décida d'attaquer l'Afghanistan pour en finir avec la menace grandissante de la présence russe en Asie centrale de peur que les Russes ne puissent nouer des relations diplomatiques pouvant aboutir à des alliances néfastes aux intérêts britanniques en Asie. D'autre part, les députés encouragèrent cette initiative depuis Westminster affirmant que l'engagement militaire de la Compagnie à défendre les intérêts et les possessions britanniques en Inde, y compris la guerre incertaine contre la Russie, garantissait l'extension du pouvoir britannique en Asie⁷⁴. Enfin, les Britanniques craignaient que les Cipayes ne se retournent contre eux dans le cas d'une invasion russe. Cette crainte se traduisit par un manque de confiance réciproque dans la relation entre les britanniques et les soldats autochtones. En outre, une majorité d'autochtones avait un fort mépris à l'égard des

⁷⁴ « *We cannot refrain from considering the circumstances which placed us in our present relations to Afghanistan and Persia, without appearing to shun questions of great importance, upon which we are aware that general opinion –and that, too, supported by the judgement of some of the highest authorities –is opposed to the line of policy chosen by the Governor-General ; notwithstanding the signal success, in a military point of view, with which that policy has been carried into execution. We shall endeavour to form our conclusions upon calm examination of the points which appear to be at issue ; without suffering ourselves to be dazzled, on the one hand, by the brilliant exploits of our troops ; or to assume, on the other, Lord Auckland did not take the wisest course which circumstances left upon to him, merely because the course taken may have entailed some undeniable evils upon our Indian administration.* » Count Björnstjerna, "The British Empire in the East", *The Edinburgh Review*, 1840, pp. 331-332.

colonisateurs Britanniques présents sur le sol indien et souhaitaient le retour de la gouvernance moghole. La prise en compte de ces éléments explique la décision britannique d'intervenir militairement en Afghanistan.

La première étape de la guerre contre l'Afghanistan fut un fiasco pour les Britanniques. Deux figures emblématiques de l'époque : Alexander Burnes et William Hay Macnaghten (1793-1841), secrétaire au service secret du gouvernement de l'Inde, furent assassinés respectivement le 2 novembre et le 23 décembre 1838 par des Afghans. En effet, les Afghans formaient un ensemble de tribus rebelles qui participèrent activement à la débâcle des Britanniques. Tout d'abord, ils détestaient les Britanniques, connus comme impérialistes et n'étaient pas convaincus que les Britanniques venaient simplement pour les protéger. Ils étaient beaucoup plus lucides et intelligents et surtout très attachés à leur religion, leur histoire et leurs traditions. Les Afghans savaient que les Britanniques ne recherchaient que leurs propres intérêts aux dépens des autochtones dans ces territoires étrangers si éloignés de la Grande-Bretagne. De ce fait, les Britanniques ne purent guère recruter de mercenaires (contrairement à ce qu'ils avaient fait en Inde) qui auraient pu être très utiles dans cette zone difficile de Kaboul et Kandahar. L'objectif de cette guerre était de se créer des alliés malléables et obéissants en détrônant le roi Dost Mohammed, hostile aux Britanniques, et de mettre à sa place Shah Shuja, alors réfugié en Inde. Ce dernier n'avait aucune popularité chez les Afghans. Donc le gouvernement fantoche mis en place par les Britanniques ne dura pas longtemps en raison des frais considérables entraînés pour le soutenir et parce que Shah Shuja, qui n'était pas un véritable homme politique, fut assassiné en 1842. Dost Mohammed reprit alors en main son pouvoir et son peuple qui lui était resté fidèle.

A la fin de cette première guerre contre l'Afghanistan - un désastre militaire suivi d'un semi-échec politique pour les Britanniques - ces derniers, inquiets pour la sécurité des frontières de l'Inde du nord, s'intéressèrent à cette région frontalière de l'Afghanistan. Le Sind et le Punjab furent donc la cible des objectifs militaires de l'armée de la Compagnie pour bien délimiter les frontières de l'Inde. Ainsi le gouverneur général Lord Ellenborough (1790-1871) se réjouissait d'être engagé dans la guerre en Inde du nord, seul moyen selon lui d'éliminer l'ennemi. L'image de la suprématie britannique dans la région fut restaurée après l'annexion du Sind en 1843 et du Punjab en 1849. La menace russe s'éloigna encore plus lorsque l'armée russe quitta Khiva après avoir planifié son annexion. Tout ceci montre à quel point les Britanniques étaient prêts à défendre leurs intérêts dans cette région de l'Asie centrale. Après les tentatives successives de contrôler le Caucase, entre 1841 et 1842, les

relations Anglo-russes se calmèrent pendant la décennie suivante avec un rapprochement temporaire entre les deux empires. Ainsi, les intérêts de l'Inde britannique furent l'objet des guerres menés en Asie centrale, avec la puissance militaire redoutable de la Compagnie, la souveraineté de l'Inde britannique était formellement établie.

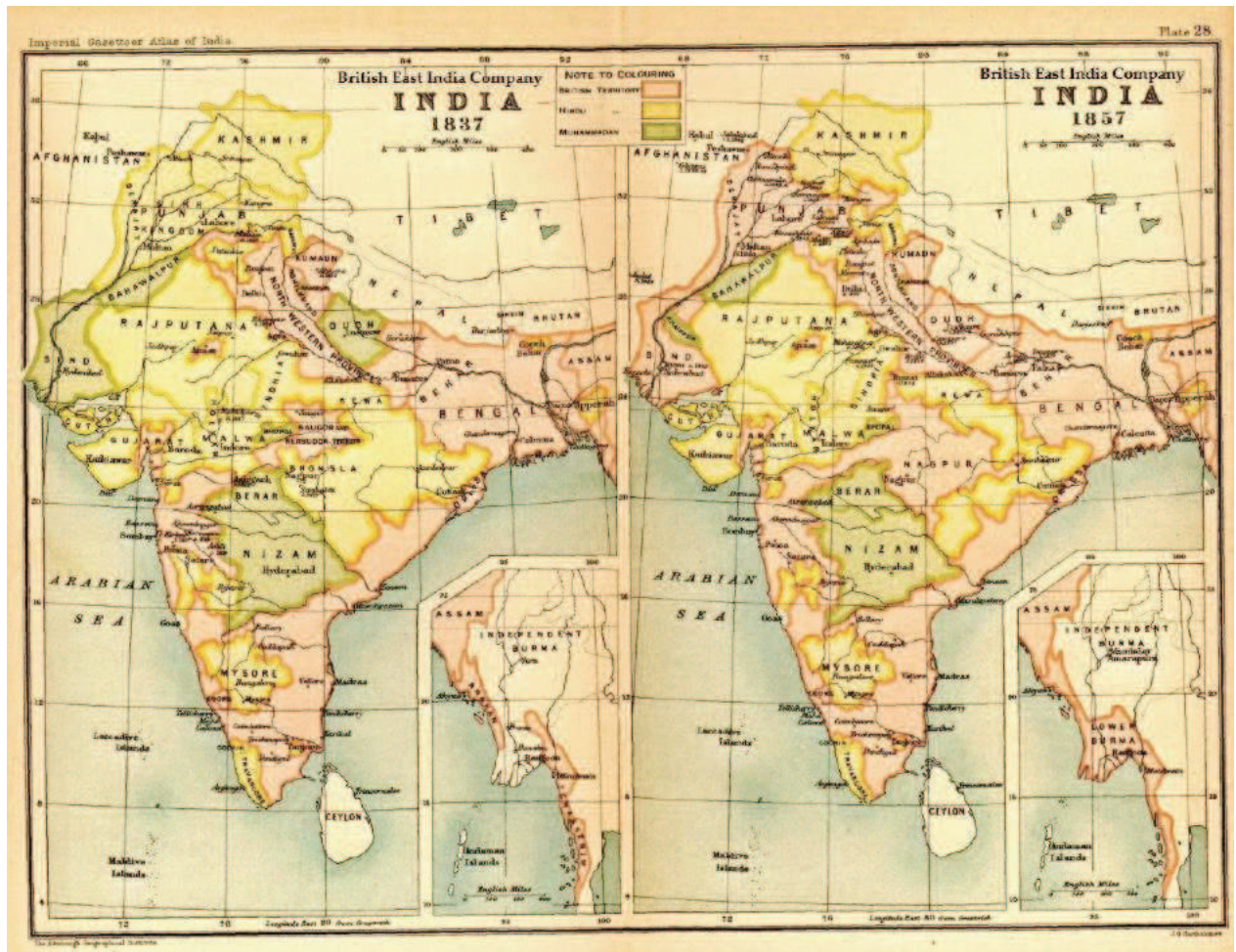
PARTIE 2- L'INDE BRITANNIQUE

Introduction

La présence britannique en Inde date du XVI^{ème} siècle, une présence qui devient effective dès le tout début du XVII^{ème} siècle avec l'implantation de l'*East India Company* qui sera ensuite copiée par d'autres états européens créant leurs propres compagnies des Indes orientales comme *the Dutch East India Company* ou encore la *Compagnie Française des Indes Orientales*. Les Néerlandais avaient très tôt confronté les Portugais en s'installant à Batavia (Jakarta), les chassant également de Ceylan et de Malacca ; ils acquirent Sumatra puis s'installèrent au Cap.

Les voyages européens en Inde dès la fin du XV^{ème} siècle débutèrent avec celui du Portugais Vasco da Gama et furent très fructueux. Le commerce des épices connut son apogée à cette époque d'autant plus que les épices demeuraient indispensables pour toute l'Europe. Comme il n'y avait pas encore de système de réfrigération, les épices en provenance du sous-continent permettaient de conserver la viande et lui donnaient un goût agréable. Avec une population européenne en continuelle expansion, cette commodité était devenue indispensable. L'Inde fut alors la principale destination des navires européens à la recherche d'épices, notamment le girofle, la cannelle, le poivre et la cardamome. En outre, l'Inde était à l'époque le plus grand producteur mondial en matière de textile et de coton. En Europe, les épices étaient très demandées que ce soit en cuisine ou en parfumerie, ce qui rendit ces produits précieux et très chers. C'est l'augmentation des prix des épices en Europe qui fut à l'origine des toutes premières expéditions commerciales britanniques en Inde. La Reine Elizabeth I envoya ses émissaires, capitaines et marchands sur la route des épices qui passait par le Cap de Bonne Espérance menant au sous-continent sur des navires chargés de cadeaux pour l'empereur moghol.

Carte 1 : Expansion des territoires britanniques en Inde de 1837 à 1857



Source: *Imperial Gazetteer of India*, v. 26, Atlas 1909 edition, Historical Map (1837) and Historical Map (1857), p. 28.

Le premier Britannique qui mit le pied en Inde fut le Père Thomas Stephens, un jésuite émigré au Portugal qui voyagea de Lisbonne, en tant que missionnaire catholique, à Goa, la colonie portugaise située sur la côte ouest de l'Inde ; il y arriva en 1579. Le premier voyage officiel de la flotte de l'*East India Company* fut celui du Capitaine James Lancaster en 1601. Le second voyage de la Compagnie fut celui de Henry Middleton qui quitta Gravesend le 23 mars 1604⁷⁵. Cinq ans plus tard, le Capitaine William Hawkins, vétéran de la lutte contre

⁷⁵ Clements R. Markham, ed., *The voyages of Sir James Lancaster, Kt., to the East Indies, with Abstracts of Journals of Voyages to the East Indies, during the Seventeenth Century, Preserved in the India Office*, London, the Hakluyt Society, 1877, p. v.

l'Armada espagnole, débarqua à Surat après un long voyage⁷⁶. En tant qu'émissaire de la Compagnie, Hawkins noua de bonnes relations diplomatiques avec l'empereur moghol Jahangir qui admirait la prouesse navale britannique. Il se trouve que Jahangir avait des plans contre les Portugais qui tentaient d'imposer leur religion catholique dans le sous-continent. Les Portugais interdirent les temples hindous à Goa et imposèrent un péage aux musulmans se rendant à la Mecque pour le pèlerinage. En effet, ils dominaient à l'époque les routes maritimes menant à l'Inde. Une petite communauté issue de mariages mixtes entre les Portugais et la population locale se développa en Inde : les « *Goans* ».

L'empereur moghol, ne disposant pas de force navale, sollicita l'aide des forces britanniques, dotées de la plus grande flotte européenne. Suite à la succession des victoires des colonels Thomas Best et Nicolas Downton contre les Portugais, les Britanniques détruisirent la flotte portugaise à deux reprises en 1612 et en 1614. Les Britanniques devinrent alors les plus puissants des Européens, évincèrent les Portugais et jouèrent le rôle de la police européenne veillant à protéger les côtes ouest de l'empire moghol. D'autre part, les Britanniques bénéficièrent de l'autorisation de l'empereur leur permettant d'accéder librement aux côtes ouest de l'Inde (reliant un axe commercial très important entre la Perse et les Iles des épices au Sud de l'Inde). Ils s'installent initialement à Surat qui demeura la principale base des Britanniques jusqu'à la fin des années 1630, s'étendant ensuite avec leurs comptoirs commerciaux à Madras en 1639, à Bombay en 1668 et à Calcutta en 1690, les trois présidences de l'Inde britannique⁷⁷.

Dans la présidence de Bombay, la dynastie des Stuarts avait des liens avec l'Inde portugaise puisque le roi Charles II épousa en 1661 la princesse portugaise, Catherine de Bragançe. Bombay, une possession portugaise, avait été donnée comme dot par le roi du Portugal à Charles II, *The Island Settlement of Bombay*. La couronne britannique ne sachant pas comment gérer les affaires de 'l'Ile' de Bombay, la céda en 1688 à la Compagnie pour un loyer symbolique de 10 livres par an. La fortification militaire, commerciale et sociale de cette présidence fut possible grâce à la bonne gestion du gouverneur de Bombay, Gerald Aungier (1635-1677) qui avait une lourde responsabilité, notamment avec la présence des résidents portugais qui ne supportaient pas la domination britannique. Bombay devint la ville la plus importante de la côte ouest de l'Inde. Elle remplaça rapidement Surat comme centre

⁷⁶ William Hawkins participait aux fameuses grandes traversées de Sir Francis Drake à la découverte des mers du Sud.

⁷⁷ Ian St. John, *The Making of the Raj: India under the East India Company*, Santa Barbara, Praeger, 2012, pp. 3-4.

principal de commerce qui avait attiré des négociants étrangers, en particulier avec son hôtel des monnaies créé par Aungmyer en 1670, une première dans l'histoire de l'Inde britannique. Les Britanniques avaient une gestion distincte des affaires commerciales et géopolitiques dans chaque présidence, adaptée à leur environnement immédiat.

Toutefois, les avantages commerciaux obtenus par les Britanniques en Inde ne signifiaient pas acquisitions territoriales. En effet, l'empereur moghol était relativement réservé, voire méfiant quant à ses relations avec les Européens. Le 27 septembre 1615, Sir Thomas Roe (1580-1644), l'ambassadeur de James I^{er} arriva à Surat puis se dirigea vers Ajmer où le 10 janvier 1616, il fut admis à la cour de l'empereur Jahangir comme ambassadeur anglais résident. Il y resta jusqu'au mois de février 1619, lorsqu'il quitta la cour moghole sans avoir obtenu le traité officiel autorisant la Compagnie à exercer des activités commerciales dans la région ouest de l'Inde⁷⁸. Contrairement aux traités européens de l'époque qui entraînaient des obligations relatives à ces engagements, pour l'empereur moghol, il s'agissait plutôt de faveurs accordées à un partenaire de second rang dans « sa ligue d'amitiés »⁷⁹. Ainsi, les Britanniques établirent de bonnes relations avec le pouvoir moghol, essentiellement par le biais de la négociation, mais aussi par la ruse et la force.

Les Britanniques se voulaient des agents du changement et des réformes qui promettaient d'apporter de l'ordre dans une société indienne issue de l'empire moghole, jusque là vue comme chaotique, anarchique et désarmée, d'où l'urgence de la présence coloniale britannique. Pour le colonisateur britannique, il s'agissait de secourir un pays en déclin, de rétablir ses institutions administratives et d'instruire son peuple submergé par la superstition et la pratique de rituels obsolètes. Pour ce faire, la Compagnie se devait d'assurer l'administration coloniale.

⁷⁸ John F. Riddick, *The History of British India: a Chronology*, London, Praeger, 2006, p. 2.

⁷⁹ "These grants by the Emperor represented favours to foreign minions or, as Jahangir put it more politely in his letter to James I, favours to a junior partner in 'this league of friendship'" Birdwood and Foster, *East India Company Letterbook, 1600-1619*, p. 479, (sic.) in Philip Lawson, *op. cit.*, p. 28.

2. Une colonie précieuse

2.1. L'*East India Company*

La Compagnie a joué un rôle déterminant dans l'expansion de l'empire britannique et son histoire continue à fasciner les chercheurs donnant naissance à maints projets d'études en histoire nationale ou mondiale⁸⁰. La Compagnie fut créée en 1600 par l'octroi d'une charte royale de quinze ans (*the Governor and Company of Merchants of London, Trading into the East Indies*) aux marchands britanniques les autorisant à participer activement au commerce des épices alors dominé par les Néerlandais et les Portugais. Cette charte royale qui permettait aux marchands d'exporter jusqu'à 30.000 livres en encaisses d'or (*bullion*) et de rembourser cette somme de retour au pays leur avait donné la confiance nécessaire pour entamer l'aventure orientale. Des privilèges fiscaux les avaient encouragés à faire du commerce en important librement tous les produits exotiques de l'Orient, en particulier les épices, le textile, l'indigo, les cotonnades, les minéraux, le salpêtre, le thé, la poterie, la soie brute et d'autres produits agricoles. Ces produits remplissaient les entrepôts londoniens de la Compagnie pour être vendus aux enchères. L'*East India Company*, qui jouissait d'un capital de 70.000 livres en 1600, s'installa initialement au Fort Saint George à Madras en 1639.

Le commerce était l'activité principale de la Compagnie et n'était pas limité à l'Inde, mais s'étendait à tous les territoires de l'Orient (*The East*). Cette extension du commerce des épices n'était pas sans obstacles pour la Compagnie parce qu'elle subissait la pression à la fois des souverains autochtones et des puissances européennes, particulièrement des marchands portugais et néerlandais. Ces derniers craignaient la concurrence des Britanniques sur leur théâtre d'opération et surtout qu'ils cherchent à en prendre le contrôle⁸¹. Ayant été chassée d'Insulinde (l'Indonésie actuelle connue pour ses épices, dite *Spice Islands*) par les Néerlandais entre 1640 et 1660, l'*East India Company* s'était reconvertie dans le commerce

⁸⁰ Parmi les projets qui étudient l'*East India Company*, d'un point de vue national, on cite « *The East India Company at Home, 1757-1857* ». C'est un projet basé à l'Université College de Londres qui dure 3 ans et s'achève en août 2014. Ce projet étudie les aspects de richesse importés chez la classe bourgeoise, en particulier les produits de luxe en provenance de l'Asie retrouvés dans les maisons de campagne des riches Britanniques au XVIII et XIXème siècles. Si ces produits sont arrivés en Grande-Bretagne, c'est grâce au commerce de l'*East India Company* qui apportait de la fine porcelaine indispensable au thé, un produit longuement importé de Chine par l'*East India Company* et qui devient indissociable de la culture sociale britannique. Le projet mise également sur une collaboration entre les familles et les historiens locaux ainsi que les spécialistes indépendants et les chercheurs universitaires.

⁸¹ Philip Lawson, *op. cit.*, p. 24.

des tissus d'Inde⁸². En effet, les Britanniques s'étaient aperçus que les tissus indiens étaient le meilleur moyen d'échange pour obtenir les épices d'Insulinde en évitant, dans une optique mercantiliste, d'utiliser l'or et l'argent de la Grande-Bretagne pour payer ces produits. Puis, ils commencèrent à se rendre compte que ces tissus étaient fortement demandés et établirent un marché en Europe. Par exemple, ils introduisirent des robes indiennes qui constituèrent la première apparition de la mode du prêt à porter dans l'histoire du vêtement en Europe. A la fin du XVII^{ème} siècle, un directeur de la Compagnie, Josiah Child (1630-1699) fit fabriquer en Inde 100.000 pièces de tissus pour la vente en Europe⁸³. Depuis la charte de 1657⁸⁴, des améliorations avaient eu lieu dans la gestion de la Compagnie et ce, avec la réduction des dépenses, par exemple, en remplaçant la construction de navires propres à la Compagnie qui coûtaient très cher par la location des navires indo-orientaux⁸⁵. Un marché d'assurances naquit alors, ce qui renforça la puissance maritime de la Compagnie ainsi que le poids financier de Londres (*The City*) où siégeait la direction de la Compagnie. Entre 1660 et 1688, la Compagnie s'enrichit considérablement de son commerce aux Indes orientales : elle devint la principale institution financière prêteuse au gouvernement. On parlait même d'une révolution financière, particulièrement sur la période 1688-1756, où les marchands britanniques bénéficièrent de contrats particulièrement lucratifs. Par conséquent, le commerce fructueux de la Compagnie dans les marchés européens et asiatiques lui procura une renommée mondiale.

Néanmoins, l'*East India Company* n'était pas simplement une compagnie commerciale. Elle avait des prétentions à la souveraineté en constituant une grande armée ainsi qu'une structure politique très sophistiquée⁸⁶. Tout comme les premiers gouvernements

⁸² Les quatre guerres anglo-néerlandaises ont eu lieu respectivement aux années 1652-1654, 1665-1667, 1672 et 1770-1773, 27 avril 2013

http://www.heritage-history.com/www/heritage.php?Dir=wars&FileName=wars_anglodutch.php.

⁸³ Claude Markovits, « La Company Raj en Inde : une chronologie impériale décalée ? », Colloque international : 'Les périodisations de l'histoire des mondes britanniques', à l'université Paris Diderot, « Mondes Britanniques », 23-24 Novembre 2012.

⁸⁴ *In 1657 the Company obtained a charter from the Lord Protector by which the Courten Association and other temporary ventures were united with the Company, and the Company's different stocks were drawn into one joint stock. No copies of the charter are known to survive*, Charters of the East India Company with related documents: the 'parchment records', India Office Records (British Library), 1^{er} septembre 2017
<http://discovery.nationalarchives.gov.uk/details/r/16e42ef9-0b6c-4f6e-acb6-27cac99de0b4>

⁸⁵ *East Indiamen* : ce sont des navires sous chartes travaillant pour l'une des compagnies européennes.

⁸⁶ "It is strange, very strange, that a joint stock society of traders, a society, the shares of which are daily passed from hand to hand, a society, the component parts of which are perpetually changing, a society, which, judging a priori from its constitution, we should have said was as little fitted for imperial functions as the Merchant Tailors' Company or the New River Company, should be intrusted with the sovereignty of a larger population, the disposal of a larger clear revenue, the command of a larger army, than are under the direct management of

modernes, la Compagnie promulguait des lois, prélevait les impôts, fournissait sa protection, infligeait des sanctions, régulaient la vie économique, religieuse et civique, manifestait sa majesté, révélait sa suzeraineté, exerçait sa diplomatie, menait des guerres, prétendait au contrôle des terres et des mers, cultivait son autorité et réclamait l'obéissance de ses sujets⁸⁷. Progressivement, la Compagnie arriva à contrôler le commerce oriental non seulement en Inde mais dans toute l'Asie en agissant à la fois comme une entreprise mercantile et en tant que structure politique. Elle était en charge de l'administration fiscale et judiciaire du sous-continent, une administration comparable à celle d'un vrai gouvernement. La Compagnie révéla donc une grande ambition coloniale qui ne se limitait pas aux réalités locales de l'Inde et des Iles aux épices (*Spice Islands*) ; cette impulsion impériale cachait une détermination à dominer les marchés du monde. Sa montée en puissance dans le sous-continent montre qu'il s'agissait bien d'une entreprise impériale privatisée. D'ailleurs, son histoire révèle une évolution significative au plan de ses fonctions qui étaient purement économiques au moment de sa création en tant que société commerciale mercantiliste. Elle se transforma graduellement en une puissance territoriale et prépara le terrain pour la fondation d'un empire immense contrôlant complètement l'administration indienne.

Les Britanniques vont progressivement gouverner l'Inde et même la coloniser par l'intermédiaire de la Compagnie en s'appuyant sur son armée qui n'hésitait pas à affronter, sur mer et terre, les armées autochtones et ce jusqu'au milieu du XVIII^{ème} siècle. La conquête britannique de l'Inde commence par la bataille de Plassey de 1757 ; la Compagnie avait été amenée à intervenir dans un conflit interne au Bengale, État qui reconnaissait encore la suzeraineté de l'empire moghol. Le colonel Robert Clive (1725-1774) (nommé *Clive of Plassey*) et ses troupes, majoritairement des Cipayes venant de Madras, furent amenés à défendre les rebelles qui s'étaient soulevés contre Siraj Eddawla. Ce dernier, étant un nouveau souverain qui, le 20 juin 1756, s'empara de Calcutta qui n'était pas alors suffisamment défendue. Il n'y eut pas de véritable combat à Plassey puisque les généraux de Siraj Eddawla furent achetés par les Britanniques. En revanche, ces derniers réussirent finalement à destituer Siraj en récupérant Calcutta par la force en janvier 1757 en représailles à l'atroce épisode du

the Executive Government of the United Kingdom.” Thomas Babington Macaulay, *Speeches*, « Government of India » July 10, 1833, pp. 148-195, Leipzig, Bernhard Tauchnitz, 1853p. 165.

⁸⁷ “... *The Company did what early modern governments did : erect and administer law ; collect taxes ; provide protection, inflict punishment ; perform stateliness ; regulate economic, religious and civic life ; conduct diplomacy and wage war ; make claims to jurisdiction over land and sea ; cultivate authority over and obedience from those people subject to its command.*” Philip J. Stern, *The Company-State, Corporate Sovereignty and the Early Modern Foundations of the British Empire in India*, New York, Oxford university Press, 2011, pp. 5-6.

*Black Hole of Calcutta*⁸⁸ où 123 des 146 prisonniers britanniques (y compris des femmes et des enfants) confinés dans une étroite cellule sans lumière, furent massacrés dans des circonstances dramatiques⁸⁹. Cette victoire décisive de Clive constitua un tournant dans l'histoire de la domination britannique de l'Inde. L'*East India Company*, jusque-là une entreprise commerciale, se transformait en une puissance territoriale sans précédent. Après sa victoire à Plassey, la Compagnie ne contrôlait pas encore l'Est de l'Inde, et il fallut attendre encore huit années pour que la domination britannique du Bengale soit officiellement établie dans la région et qu'elle devienne la principale présidence de l'Inde britannique.

Le 23 octobre 1764, le Major écossais Hector Munro (1726-1805) remporta la Bataille de Basra (*Buxar*) contre une grande coalition anti-anglaise à l'origine de cette confrontation. Shuja-ud-daula fut vaincu à l'Oudh et, en février 1765, les forces armées de la Compagnie s'emparèrent d'Allahabad poussant Shuja-ud-daula à se réfugier à Lucknow, et puis dans la province de Rohilla. S'apercevant que les Britanniques avaient pris le contrôle de la région, Shah Alam, qui était théoriquement l'empereur moghol (l'Empire moghol n'existait plus comme structure politique centralisée depuis 1739), changea de camp, sollicitant la protection britannique. L'octroi du statut *Diwani* par l'empereur moghol à l'*East India Company* en 1765 fut un tournant dans l'histoire de la présence britannique en Inde. Contrairement à la bataille de Plassey de 1757, celle de Basra de 1764 avait été beaucoup plus décisive quant à l'affirmation de la souveraineté de l'*East India Company* dans le sous-continent, voire dans toute l'Asie.

La domination britannique se confirma en 1761 avec la défaite décisive des Français en Inde du Sud dans la plus grande bataille européenne en Inde menée par le Colonel Eyre Coote (1726-1783), nommé par ses Cipayes Coote *Bahadur* (Coote le héros). Dans le cadre de la guerre de sept ans⁹⁰, Thomas Arthur Lally, baron de Tollendal (1751-1830), général jacobite, né de père irlandais et de mère française, succédant au gouverneur général des Indes françaises à Pondichéry, Joseph François Dupleix (1697-1763), conduisant un corps expéditionnaire de 5500 hommes fut défait par les Britanniques qui disposaient alors de l'armée de la Compagnie d'une part, et de l'armée royale (*the King's Army*), d'autre part. Par

⁸⁸ "The Black Hole of Calcutta" désigne une petite cellule dans une prison à Fort William, dans la cité indienne de Calcutta. 15 mars 2013

Kallie Szczepanski, <http://asianhistory.about.com/od/asianhistoryfaqs/f/BlackHoleFAQ.htm>

⁸⁹ Philip Lawson, *op. cit.*, p. 89.

⁹⁰ Guerre de Sept Ans : « *Conflit européen qui opposa, de 1756 à 1763, l'Angleterre et la Prusse à la France, l'Autriche, la Russie, la Suède, l'Espagne et des princes allemands* », le 12 mars 2013

http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Sept_Ans/143938

conséquent, les comptoirs commerciaux français tombèrent aux mains des Britanniques. Cette défaite signala la fin de la concurrence franco-britannique en Inde ainsi que de la disparition des Français en tant que force politique et militaire. La Compagnie contrôlait désormais l'Inde du Sud depuis sa présidence installée à Madras.

En 1765, l'*East India Company* obtint le statut de *diwani*, c'est à dire le droit de prélever l'impôt foncier et d'exercer la justice civile qui consistait à s'occuper des litiges en rapport avec cet impôt. En obtenant ce statut, la Compagnie devint responsable de l'administration civile au Bengale, mais les pouvoirs régaliens, dits *Nizamets* restaient aux mains du *Nawab* du Bengale. Même si ce vaste état demeurait sous le contrôle formel de son *Nawab*, l'*East India Company* s'en était assuré la maîtrise totale. Cette entreprise privatisée se retrouvait ainsi à la tête d'un empire immense, une 'compagnie-état' en quelque sorte⁹¹. La Compagnie avait bénéficié de la générosité des empereurs moghols depuis 1717 lorsque Frauksiyar lui avait accordé le droit de faire du commerce au Bengale, l'exonérant de frais de douane contre le paiement d'une somme annuelle dérisoire de 3000 roupies indiennes⁹². La stabilité politique ainsi que la bonne gestion avaient favorisé la prospérité économique de la région, d'où la prééminence de la présidence du Bengale par rapport à celle de Bombay et de Madras, beaucoup moins stables.

Soutenue par des souverains qui encourageaient les découvertes et les conquêtes, la Compagnie, avec son succès dans le commerce oriental, devint au fil du temps une grande puissance dotée d'un monopole immense qui lui permit de contrôler le commerce avec l'Asie, et de dominer la politique du sous-continent.

2.1.1. Souveraineté et monopole

Depuis sa création, l'*East India Company* avait bénéficié d'une multitude d'avantages ainsi que d'une grande liberté dans l'exercice de ses pratiques commerciales en Asie. Tout d'abord, la charte octroyée en 1600 par la Reine Elizabeth I^{re} (1558-1603) était d'une durée de quinze ans. Ensuite, à peine sept ans après, en 1607, le souverain lui offrit une concession perpétuelle, ce que Stern qualifie d'une « *immortalité corporative* ». Autrement dit, à partir de cette date, la Compagnie jouissait d'un pouvoir qui n'avait jamais cessé de croître, en

⁹¹ “... its assumption... of the Mughal office of diwan...in eastern India had transformed a commercial body into something novel, unnatural, and in Adam Smith's words, a « strange absurdity » : that is, a Company-State and a merchant-empire.” Philip J. Stern, *op. cit.*, p.3. Adam Smith, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, London, 1776, 2, 4 p. 479.

⁹² Philip Lawson, *op. cit.*, p. 69

particulier pendant le XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles. Toutefois, à la fin du XVIII^{ème} siècle, cette liberté disproportionnée fut remise en question par les penseurs libéraux d'une part, et par les députés *whigs*, d'autre part. Des réformes concernant la structure administrative et organisationnelle de la Compagnie furent adoptées afin d'améliorer l'efficacité de ses directeurs et employés. Ces demandes de réformes n'étaient pas exclusivement limitées au redressement financier et administratif du siège londonien de la Compagnie, elles concernèrent également les différentes branches du gouvernement de l'Inde⁹³. L'année 1813 vit la fin du monopole, excepté celui du commerce du thé avec la Chine et Hong Kong.

Les Whigs étaient dans l'opposition, notamment les *Rockinghams*⁹⁴, et manquaient d'influence au Parlement. Ils cherchèrent alors à exercer leur influence par l'intermédiaire de l'assemblée générale de la Compagnie et donc à s'opposer à la politique des Tories concernant les affaires indiennes. Lawrence Sullivan et Edmund Burke furent parmi les grandes figures qui, au sein de cette assemblée générale, animèrent d'intenses débats. Progressivement, l'assemblée générale devint un deuxième parlement où se discutaient les grandes questions de l'époque ainsi qu'un théâtre de compétition pour les groupes d'intérêts qui se multiplièrent. Les petits investisseurs de la Compagnie, ne pouvant lutter contre l'influence des grands actionnaires généralement soutenus par les députés ni la division des factions parlementaires à l'assemblée se retrouvèrent marginalisés et donc négligés par les politiciens décideurs. L'évolution que connut l'assemblée des directeurs dans les années 1760-1770 coïncida avec le renforcement de la souveraineté de l'*East India Company* sur le sous-continent indien⁹⁵.

Les penseurs et politiciens *whigs* ne cessèrent jamais de s'attaquer aux politiques monopolistiques de la Compagnie. Les whigs réformistes et l'exceptionnel Tory Edmund Burke furent à l'origine des réformes apportées à l'organisation de l'assemblée générale de la Compagnie. La politisation de l'assemblée n'a-t-elle pas nui à l'image et au rôle attendu de la Compagnie? Ce fut une question essentielle controversée dans l'histoire de l'empire

⁹³ Entre 1770 et 1780, le Capitaine Joseph Price avait proposé de réformer l'activité commerciale au Bengale. D'autres réformes furent également requises vis à vis des différents services ou départements de l'*East India Company* "to regulate the company's domestic financial and commercial affairs", Huw V. Bowen, *The Business of Empire: The East India Company and Imperial Britain, 1756-1833*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 71.

⁹⁴ Pendant le XVIII^{ème} siècle, les *Rockinghams* représentaient une faction des Whigs agissant dans l'opposition aux ministres de George III. Parmi les grandes figures des *Rockinghams*, Charles Watson-Wentworth qui fut le président, Edmund Burke et Charles James Fox.

⁹⁵ "One observer summed up this situation and the general relationship between the directors and stockholders most succinctly in 1769: 'The choice of directors was, and still is, in the body of proprietors; the appointments abroad, and plan of conduct in the court of directors. This I take to be the basis of our institution.'" Anonymous author of *A letter to a late popular director*, in Huw V. Bowen, *op. cit.* p. 862.

britannique. Dans une vision libérale, l'historiographie foisonne de critiques sur le monopole de l'*East India Company*, tels Colley (1982), Parry (1981), Lawson (1993), Mehta (1999), Bowen (2006), Koditschek (2011), Stern (2011) et Bayly (2012). Parmi ces critiques, on distingue celle de Philip Stern qui considère l'*East India Company* comme « la Compagnie-État » (*Company-State*), une expression très révélatrice de la souveraineté à laquelle la Compagnie prétendait, bâtissant un empire-marchand. Stern remonte aux toutes premières relations entre les gouvernements, les monarques britanniques et la Compagnie. La nature de ces relations démontre que ces partenaires furent tantôt alliés, tantôt ennemis. Selon Stern, L'*East India Company* fut dès le départ un « organisme politique » entamant un processus d'acquisition de pouvoir centralisé. Cette « Compagnie-État » n'a cessé d'accumuler les formes de gouvernance, de constitution et de pouvoir centralisé fondés sur une relation souvent conflictuelle avec le gouvernement de métropole. En prétendant à la souveraineté en tant que pouvoir centralisé, État moderne, compagnie monopolistique et empire, la Compagnie se constitua un statut ambigu, minant la légitimité des institutions nationales⁹⁶. De ce fait, la question du monopole et de sa légitimité anima les débats parlementaires entre la fin du XVIII^{ème} et le début du XIX^{ème} siècles.

Vers la fin du XVIII^{ème} siècle, plusieurs idéologies constitutionnelles s'affrontèrent au Parlement sur la question du monopole ainsi que les privilèges dont jouissaient les responsables de la Compagnie. Sous le règne de William et Mary, les Whigs, en qui le souverain avait confiance, eurent enfin la possibilité d'influer sur les politiques britanniques intérieure et coloniales. Le lobby anti-monopole représenté par quelques Whigs libre-échangistes réorienta les débats parlementaires vers les affaires indiennes. Dans ces débats, les députés *whigs* se déchaînaient contre le renforcement du monopole de la Compagnie aux dépens de la sécurité des intérêts britanniques dans le sous-continent. Dans leur tentative de contrôler ce monopole, les Whigs furent amenés à combattre à la fois le réseau financier de la *City* et le Parlement en soutenant des politiques anti-monopoles. C'est dans ce contexte que naquit la Banque d'Angleterre (*The Bank of England*) en 1694, introduisant pour la première fois le papier monnaie dans le marché financier que constitua Londres⁹⁷. En outre, la

⁹⁶ "An early modern « empire » that was constituted by a variety of competing and overlapping political and constitutional forms in both alliance and tension with the national state and its claims to coherent and central power, and a modern state and empire that was in many ways formed by the process of incorporating, co-opting, and undermining the legitimacy of those institutions." Philip Stern, *op. cit.*, p. 6

⁹⁷ « And to the intent that their Majesties subjects may not be oppressed by the said Corporation by their monopolizing or engrossing any sort of Goods, Wares, or Merchandizes, the said Corporation to be made and created by this Act shall not at any time, during the Continuance thereof, deal or trade, or permit or suffer any

promulgation de l'*Act of Settlement* de 1701 écarta la possibilité de succession au trône des souverains catholiques et instaura une monarchie constitutionnelle, où désormais, le Parlement eut son mot à dire quant à la succession monarchique. Ces deux lois (*Bank of England Act* de 1694 et l'*Act of Settlement* de 1701) furent le fruit d'un grand combat parlementaire, dans lequel les Whigs principalement, s'étaient engagés à mettre fin à l'arrivée au pouvoir de monarques catholiques qui encourageaient le monopole de l'*East India Company*. Ces changements remirent en question la structure de la Compagnie qui, en 1709, devint *the United Company of Merchants Trading to the East Indies (UCMTEI)*. En outre, le renouvellement des chartes de l'*East India Company* se fit désormais par voie législative qui devait être approuvée par la Couronne, donc dépendait de l'accord du Parlement. Dans une société britannique des temps modernes qui entamait sa démocratisation ainsi que sa libéralisation, les Whigs furent la force du changement au Parlement à l'origine de l'abolition du monopole de la Compagnie.

Des penseurs et hommes politiques libéraux tels qu'Adam Smith, Edmund Burke et Thomas Babington Macaulay faisaient partie des Whigs qui s'opposaient à la monopolisation du commerce en Inde. Ils furent à l'origine, indirectement, d'un changement historique dans la perception même de l'empire et donc de la Compagnie dans la société britannique. Leurs débats parlementaires ainsi que leurs écrits attestent de cette lutte idéologique favorisant le libre-échange au détriment du monopole commercial. De surcroît, ils livrèrent bataille contre les responsables de la Compagnie qui prirent beaucoup trop de liberté dans l'exercice de leurs fonctions, tels que Warren Hastings, si bien que la Compagnie avait acquis une souveraineté manifeste dans ses missions diplomatiques auprès des états princiers ou encore dans ses expéditions militaires. La Compagnie n'a cessé d'exercer son influence, par exemple, sur les dirigeants locaux qui essayaient de perturber le fonctionnement du commerce britannique dans les marchés établis en Asie. Par conséquent, les relations entre les Britanniques et l'empire moghol s'aggravaient sans cesse. La question de la légitimité du pouvoir exécutif qu'exerçait la Compagnie en toute liberté avait animé les débats parlementaires pendant des années, en particulier durant les administrations de Robert Clive et de Warren Hastings. Ce dernier employa les troupes de la Compagnie dans la guerre de Ruhela en 1774. Il fut accusé de corruption pour avoir servi les intérêts du Nawab d'Awadh en échange d'une forte compensation financière grâce à laquelle il équilibra le budget du gouvernement de l'Inde.

person...who shall see for the same by Action [in the High Court]» *Bank of England Act*, Section 26 : « Corporation not to trade- Punishment », p. 6, 14 mars 2013
<http://www.bankofengland.co.uk/about/Documents/legislation/1694act.pdf>

Comme c'était souvent le cas pour le colonisateur occidental, Hastings trouva dans la religion chrétienne une bonne excuse pour exploiter les richesses indiennes que les autochtones étaient, selon lui, incapables de mettre en valeur : ces derniers devaient donc être éclairés par cette religion qui seule pouvait conduire au progrès. Il s'agit d'un discours colonial classique qui justifia l'impérialisme et l'expansion des nations européennes partout dans le monde⁹⁸.

D'ailleurs Edmund Burke a beaucoup écrit sur l'affaire Hastings, si bien que ce dernier fut mis en examen pour enrichissement personnel. De même, Adam Smith dénonça le monopole de la Compagnie. Il considérait que le monopole n'était bénéfique qu'au début pour faciliter l'implantation d'une corporation en terres étrangères, mais qu'il fallait l'abandonner rapidement afin de pratiquer le libre-échange fondé sur l'idée du Laissez-faire, beaucoup plus rentable. Même si Smith, le fondateur du libre-échange, se contredit en défendant un monopole de courte durée, il demeure un grand libéral anti-monopole. Il montra comment les pratiques commerciales monopolistiques de la Compagnie nuisaient aux valeurs libérales et ouvraient la voie à la corruption, à l'oppression et à la domination.

Le combat anti-monopole continua sous plusieurs gouvernements qui menèrent différemment cette bataille en métropole. Le gouvernement de Lord North entra en coalition avec les Whigs présidés par Charles James Fox ; cette coalition établit des comités ainsi que de nombreuses enquêtes sur la Compagnie. En conséquence, des réformes furent introduites à la fois dans l'administration de la Compagnie à Londres, et dans son gouvernement de l'Inde. En effet, William Pitt introduisit *The India Bill* le 6 juillet 1784 qui visait à restructurer l'administration de la Compagnie. Ce projet de loi fut ratifié le 31 août de la même année.

Cette réorganisation, fondée essentiellement sur une nouvelle hiérarchie interne, tenta de contrôler le pouvoir grandissant des directeurs en introduisant l'obligation de rendre compte au Parlement de toutes les prises de décisions relatives à la gestion des affaires indiennes. Ceci fut la fonction principale de la commission de contrôle (*Board of Control*), qui utilisa aussi ses prérogatives pour prévenir la corruption. La pugnacité avec laquelle le gouvernement Tory de William Pitt le jeune (*William Pitt the Younger*) prit en main la réforme de la Compagnie fut le résultat des pressions exercées par les députés *whigs*, les premiers politiciens à attirer l'attention publique et politique sur la question du monopole de la Compagnie et à l'avoir critiquée.

⁹⁸ "The will of God who had ordained that the fruits and treasures of the earth belonged naturally to those who used them to the best advantage"... "Post-Reformation theology had provided a mandate for European expansion in America and Africa where, it was alleged that native populations had ignored or neglected what God had provided." Lawrence James, *op. cit.*, p. 55.

En dépit des critiques du monopole du commerce exercé par la Compagnie, la réaction des directeurs fut simplement de souligner l'importance de leur Compagnie et son rôle majeur dans l'enrichissement culturel des Britanniques. Ils mirent en lumière la valeur intellectuelle apportée par leur compagnie mercantiliste. Dans la diversification culturelle importée d'Orient, ils trouvèrent l'argument principal pour défendre leur position. Ils insistèrent également sur l'intérêt de la culture orientale dans son ensemble y compris la littérature, les arts et les sciences⁹⁹. Pour ces derniers, il s'agissait avant tout de bien connaître le pays, ses coutumes et ses langues pour mieux le contrôler. Le dépôt d'archives orientales (*the Oriental Repository*) fut ainsi créée, regroupant, entre autres, les écrits orientaux et les travaux des grands Orientalistes sur l'Inde, sa culture et son histoire. L'objectif principal de la Compagnie était d'élargir son profit, et ce, non pas simplement en accumulant les taxes payées par les autochtones, mais en gouvernant formellement l'Inde. Ainsi, le concept du '*Fiscal-Military State*' ou encore celui de '*Company-State*' résume parfaitement cette transition du rôle et des fonctions de la Compagnie : d'une organisation purement mercantile vers une administration coloniale.

Entre le milieu du XVIII^{ème} et le début du XIX^{ème} siècle, la réputation de la Compagnie en métropole était celle d'une société monopolistique. La direction de la Compagnie se montra désormais exemplaire avec une administration plus efficace des affaires indiennes. Les directeurs furent continuellement informés par le gouvernement de l'Inde¹⁰⁰. D'après les témoignages de l'époque, la direction des affaires indiennes s'était considérablement améliorée, ce qui fit basculer l'opinion publique en sa faveur (malgré les critiques anti-monopole)¹⁰¹. Les évènements qui s'étaient produits en Inde britannique, notamment avec l'expansion territoriale de la Compagnie à la fin du XVIII^{ème} siècle, que ce soit lors des batailles contre des états princiers ou contre d'autres puissances européennes, attiraient de plus en plus l'attention de la population britannique¹⁰². Dans ce contexte,

⁹⁹ « *A spirit of inquiry and exploration was held to be present in all branches of the Company's overseas affairs, embracing the 'literature and science of the ancient and modern inhabitants of the East but likewise their arts, manufactures and commerce'... and friends of the Company were able to proclaim to the world that the directors' noble encouragement of literature and science have raised the mercantile character to the highest degree of exultation and dignity* » Huw V. Bowen, *op. cit.*, pp. 176-177.

¹⁰⁰ "*A paragon of imperial administrative virtue*", Huw V. Bowen, *op. cit.*, p. 182.

¹⁰¹ "*There has been a revolution of the public sentiment towards the Company's Indian administration based upon a belief that those in East India House were now able to exert greater control over their overseas servants than had hitherto been the case.*" Observations on the territorial rights and commercial privileges of the East India Company, with a view to the renewal of the Company's Charter: in a letter to a member of Parliament (1813), in H. V. Bowen, *op. cit.*, p. 183.

¹⁰² "*Many in the metropolis were to remain implacably opposed to wars of conquest and annexation on the subcontinent, but whereas India had once been the peripheral domain of a private trading company, it had now*

l'opinion publique jouait un rôle primordial aussi bien en politique intérieure qu'en affaires coloniales. Les critiques furent alimentées et popularisées par une presse de plus en plus accessible à toutes les classes sociales. Par ailleurs, la gestion des affaires indiennes depuis Londres permettait les directeurs de prendre des décisions et de les faire exécuter en Inde, à des milliers de kilomètres. Ainsi, pour les Britanniques en métropole, le pouvoir exécutif au sein de la Compagnie était concentré aux mains des directeurs. Toutefois, le gouverneur général pouvait agir selon les circonstances locales et prendre les décisions qui lui paraissaient appropriées avec son gouvernement. Les directives des directeurs n'étaient donc pas toujours respectées.

Les directeurs de l'*East India Company* jouaient un rôle majeur dans l'administration interne de l'empire britannique du sous-continent. Le Conseil des directeurs (*Board of Directors*) faisait partie de l'administration métropolitaine de la Compagnie. Le travail des directeurs consistait à se réunir pour la lecture collective des dépêches et du courrier arrivant d'Inde. Après l'adoption de la loi de 1784 (*Pitt's East India Act*) le travail des directeurs ne se limitait plus à ce qu'ils faisaient au sein de l'assemblée car ils étaient désormais intégrés à la commission de contrôle (*Board of Control*) et collaboraient avec son président et les différents comités au cours de réunions hebdomadaires. La commission de contrôle représentait le pouvoir exécutif central de l'administration de la Compagnie¹⁰³.

Les directeurs s'occupaient de la nomination de rédacteurs et d'agents travaillant dans l'administration des territoires indiens sous contrôle britannique. Ils étaient en charge du recrutement de jeunes employés, tels que les cadets et les assistants des chirurgiens dans l'armée indienne¹⁰⁴. Les directeurs avaient recours au parrainage même dans le choix des jeunes candidats de *Haileybury College*¹⁰⁵ dit aussi le *Civil College*¹⁰⁶. Les directeurs

become an arena in which power and influence could be exercised in support of important national interests." H. V. Bowen, *op. cit.*, p. 44.

¹⁰³ "And be it further enacted, that the said Board shall be fully authorised and impowered, from time to time, to superintend, direct, and controul (sic.), all acts, operations, and concerns, which in any wise relate to the civil or military government or revenues of the British territorial possessions in the East Indies, in the manner hereinafter directed." *Pitt's India Act, 1784*, P. J. Marshall, *Problems of Empire: Britain and India, 1757-1813*, London, George Allen & Unwin, 1968, p. 131.

¹⁰⁴ "Between 1793 and 1812 the yearly average number of writers appointed was about 40; of cadets, about 240; of assistant surgeons, about 30." *Court Minutes*, 116A, f. 1344, in C. H. Philips, *The East India Company, 1784-1834*, Manchester, Manchester University Press, 1961, p. 14.

¹⁰⁵ "Training for service in the Company's bureaucracy eventually became focused on a special college, Haileybury, established for this purpose in 1809. The curriculum was strictly controlled and included obligatory courses in Asian languages, laws and customs along with a smattering of political economy and accounting." Philip Lawson, *op. cit.*, pp. 129-130. "...for the proper education of persons to be employed in the administration of the Company's affairs abroad...". In European studies, "... It comprised Mathematics and Natural philosophy, Classics and General Literature, History and Political Economy, General Policy and Laws

nommaient également des jeunes élèves officiers au service militaire d'*Addiscombe*, le *Military Seminary*¹⁰⁷. D'après un comité restreint à la Chambre des Communes en 1809, la valeur estimée du parrainage réalisé dans le recrutement des rédacteurs (*writership*) était de 3500 livres.

Le contrôleur ou « *The Examiner of Indian Correspondence* » n'était pas simplement responsable d'un service de rédaction de dépêches entre la métropole et l'Inde. Des dépêches officielles, parfois même secrètes, étaient aussi traitées par ce service car l'enjeu majeur pour la Compagnie était de pérenniser son empire par tous les moyens. Le volume important des dépêches, arrivant des trois présidences nécessitait beaucoup d'organisation et des compétences précises dans les différents secteurs de la correspondance indienne. Le premier responsable du contrôle de la correspondance indienne fut Samuel Wilks. Il inspectait, rédigeait et améliorait tous les documents issus du Conseil des directeurs ou échangés avec la commission de contrôle. Le contrôleur, ses secrétaires, et ses assistants avaient une lourde charge de rédaction des dépêches. Charles Lamb, un ami de William Wordsworth, se plaignait de ses longues heures de travail au service comptabilité de *l'East India House*¹⁰⁸. Parmi les contrôleurs réputés de l'époque, Samuel Johnson était un bon exemple de contrôleur qui servit la compagnie de 1764 jusqu'à sa mort en 1817¹⁰⁹. Après l'adoption de *l'East India Act* de 1784, pour chaque dépêche présentée par le Conseil des directeurs à la commission de contrôle, un délai de 14 jours était imposé pour que la réponse soit finalisée.

of England. It included in addition the study of Humanity and Philosophy, and provided for the teaching of French, Drawing and Dancing..." As for Oriental studies, "*The second branch of the curriculum provided for the study of Oriental languages, literature and history. It included Hindu literature and the history of Asia, Arabic, Persian and Hindustani; Hindi, Sanskrit, Bengali, Telegu and Marathi.*" B. B. Misra, *The Central Administration of the East India Company, 1773-1834*, Manchester, Manchester University Press, 1959, p. 398.

¹⁰⁶ *Commons' Report*, 2-8, 1809.

¹⁰⁷ "*the name was changed from 'Military Seminary' to 'Military College' in 1856*", *Minutes of the Political and Military Committee*, 28 March 1856 in John Michael Bourne, *The Civil and Military Patronage of the East India Company, 1784-1858*, the University of Leicester, 1977, p. 254.

¹⁰⁸ "*The writings of Charles Lamb provide the best insight into the world of work that existed at East India House and they demonstrate the existence of a disciplined and hard-working regime...During his early years in the Accountant's Office, Lamb often worked hard and late...He found the strain unbearable, and he suffered from what today would be regarded as work-related stress.*" Writing to his close friend, William Wordsworth, he said : "*On Friday I was at office from 10 in the morning (two hours dinner except) to 11 at night-last night till 9 ; my business, and office business in general, has increased so. I don't mean that I am there every night ; but I must expect a great deal of it. I never leave till 4, and I do not keep a holiday now once in ten times, where I used to keep all red-letter days, and some fine days beside.*" In another letter to Mathilda Betham he wrote : "*the head-ache I have is part late hours at work the 2 preceding nights...God should curse the India House & fire it to the ground.*" Lamb to Wordsworth, 7 April 1815, Woodcock (ed.), *Letters of Lamb*, pp. 132-3. Lamb to Mathilda Betham, undated, 1815, Woodcock (ed.), *Letters of Lamb*, p. 122, in H. V. Bowen, *op. cit.*, pp. 147-148.

¹⁰⁹ H. V. Bowen, *op. cit.*, p. 142.

En parallèle au bureau du contrôleur, le secrétariat jouait lui aussi un rôle majeur dans le fonctionnement de l'administration londonienne de l'*EIC*. Dès 1769, les directeurs avaient réalisé que le volume grandissant des correspondances indiennes nécessitait une réorganisation des départements qui s'en chargeaient. En 1776, le secrétariat fut officiellement séparé du contrôleur afin de permettre une nouvelle réorganisation du service. En 1784, ce département se composait de 18 fonctionnaires ; en 1833, le nombre total de ses employés s'élevait à 56. Le personnel du secrétariat, y compris le secrétaire et son assistant, s'occupait quasiment de tout le travail effectué au Conseil des directeurs, au comité de correspondance et des échanges avec la commission de contrôle. Au sein du secrétariat, il y eut une importante réorganisation avec la création d'un nouveau bureau consacré exclusivement au secrétariat militaire. Les correspondances militaires y étaient spécialement examinées par un contrôleur de gestion (*Auditor*) et non pas par le contrôleur.

En dépit de son dysfonctionnement initial, le système mis en place par l'*East India Act* à partir de 1784, en vue de réformer et de réorganiser la structure londonienne de la Compagnie porta ses fruits. L'historien, Peter Auber, qui avait lui-même servi à la direction de la Compagnie, confirma la force de ce système qui reposait sur la notion de contrôle, mais aussi sur l'honneur de servir un empire immense. Les intérêts de la nation et de son empire étaient plus importants que les petites divisions internes entre directeurs, présidents de comités, membres de la commission de contrôle et ministres¹¹⁰.

¹¹⁰ “ As the Company’s Secretary, Peter Auber, put in 1828, ‘The present is a system of checks –it has effectually led to more of probity and honour in conducting the affairs than formerly existed. It may stand in need of alteration, but it will demand great caution in introducing any change which shall put to hazard the immense empire which has been brought under British rule.’ Peter Auber to William Bentinck, 11 April 1829, *Bentinck Correspondence*, vol. I, p. 187.

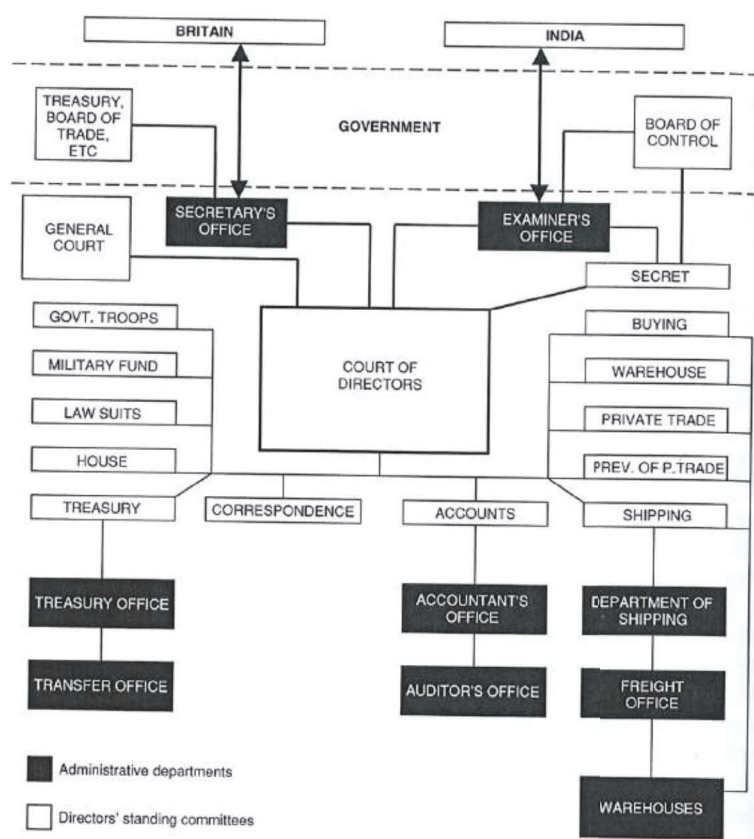


Figure 1. L'organisation de l'East India Company à Leadenhall Street, Londres.

Source: Thomas Morton to Charles William Boughton Rouse, 28 April 1785, *Home Miscellaneous Series* /362, pp. 5-77, in H. V. Bowen, *op. cit.*, p. 186.

2.1.2. Commerce et Investissement

Tout au long des guerres napoléoniennes¹¹¹, les revenus de la Compagnie représentèrent un soutien financier extraordinaire pour le gouvernement britannique qui endurait les lourdes conséquences économiques liées à la récession. En effet, l'importance économique de l'empire britannique en Inde s'était explicitement révélée avec son rôle majeur dans l'amélioration de la situation financière de la Grande-Bretagne. Dans une société industrialisée, où des centaines de manufactures avaient longuement subi la crise économique, le soutien financier de la Compagnie fut précieux. Les richesses des Indes orientales,

¹¹¹ "a series of wars between 1792 and 1815 that ranged France against shifting alliances of other European powers and that produced a brief French hegemony over most of Europe. The revolutionary wars, which may for convenience be held to have been concluded by 1801, were originally undertaken to defend and then to spread the effects of the French Revolution. With Napoleon's rise to absolute power, France's aims in war reverted to simple aggrandizement of influence and territory." Napoleonic Wars, *Encyclopaedia Britannica*, 24 juin 2013 <http://global.britannica.com/EBchecked/topic/403224/Napoleonic-Wars>

provenant essentiellement du commerce du thé, alors en plein essor, et du système de taxation mis en place par le gouvernement contribuèrent à alléger cette crise. En revanche, si l'on regarde de plus près la nature des liens entre la Compagnie et le Parlement, on comprend que les quelques députés qui représentaient les actionnaires de la Compagnie étaient naturellement impliqués dans un système de parrainage très complexe. La Compagnie étant une société anonyme dirigée par ses actionnaires, les actions avaient de la valeur, une valeur comparable aux biens fonciers qui permettaient à leurs propriétaires, leurs amis et leurs familles d'obtenir des sièges au Parlement. En d'autres termes, la corruption des employés de la Compagnie gagna le Parlement, et influença considérablement la politique en Grande-Bretagne.

L'influence des marchands de la *City* n'avait cessé de s'accroître aux dépens des actionnaires de la Compagnie. Entre 1784 et 1834, le nombre des marchands privés de la *City* représentait 53% du nombre total des directeurs. Par conséquent, il existait une forte opposition entre les représentants de l'*East India Company (India Interests)* et les marchands de la *City (Leadenhall Street Interests)*. Ces derniers, majoritaires dans l'assemblée de la Compagnie, ne s'intéressaient qu'à leurs profits commerciaux. Les marchands de la *City* influencèrent le Conseil des directeurs, ce qui créa de nombreux clivages. Les critiques contre la Compagnie s'intensifièrent, cette dernière étant devenue un instrument de gouvernement en Inde britannique. Ces ambiguïtés inhérentes, entre les intérêts privés et les objectifs réformistes de la Compagnie traduisent bien la divergence résultant de cette rencontre conflictuelle. Cependant, la présence dominante des marchands de la *City* au sein du Conseil des directeurs, en particulier après 1813, date à laquelle le monopole de la Compagnie sur le commerce avec l'Inde prit fin, permit de bien développer le commerce britannique.

La domination britannique du commerce international s'était renforcée au XVIII^{ème} siècle. La révolution industrielle en métropole ainsi que les échanges commerciaux de la Compagnie en Inde et en Asie avaient contribué à cet essor économique mondial. Les actionnaires de la Compagnie y plaçaient leurs économies parce que cet investissement était considéré comme sûr. Des femmes célibataires, des hommes riches ou des gens modestes pouvaient tous devenir des actionnaires¹¹². Des partenariats d'investissements furent créés et la Compagnie offrait aux actionnaires l'opportunité de faire fortune. L'*East India Company* était une société privée reposant sur le libre-échange ainsi que sur l'initiative individuelle.

¹¹² « ...among the 3,000 or so individuals who owned a whole or part share of the 2,826 East India stock accounts that existed in March 1773 were a great variety of individuals, ranging from Ann Wright, spinster, who was recorded as having owned 8s. 10d. since February 1713 and Elijah Pereira Davidsz, who had held 46,000 for less than a month. » H. V. Bowen, *op. cit.*, 2006, p. 85.

Contrairement à la *Compagnie des Indes Orientales Française*, l'*East India Company* ne dépendait pas du gouvernement. En effet, le gouvernement britannique et le roi n'intervenaient guère dans les affaires commerciales de la Compagnie. Les directeurs eux-mêmes étaient des parlementaires qui défendirent les intérêts de leur entreprise.

Pendant les XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, le commerce britannique se localisait sur les côtes ouest de l'Inde, où les premières activités commerciales européennes, en particulier celles des Portugais, étaient établies. Plus tard, au XVIII^{ème} siècle, le milieu des affaires commerciales britanniques en Inde se concentra au Bengale ; c'est là que la Compagnie s'installa, bâtissant ses premiers grands comptoirs commerciaux. Les plus grandes transactions commerciales se faisaient entre le Bengale et les Iles britanniques. Le Bengale s'était alors distingué des autres présidences côtières, non seulement parce que les Britanniques et les Européens y travaillaient, mais parce que le Bengale offrait un environnement commercial stable comparé aux zones commerciales de l'Inde de l'ouest et du sud. Sur le plan géographique, le Bengale était doté de terres fertiles et contrairement à d'autres régions indiennes, il y pleuvait beaucoup. Des millions d'hectares furent cultivés par les paysans autochtones, puis par les investisseurs britanniques approvisionnant le marché mondial de Calcutta en produits agricoles, alors transformés, manufacturés et commercialisés. Ce commerce fructueux fut à l'origine du développement de l'économie agraire indienne.

Le succès du commerce britannique en Inde dépendait largement de la stabilité politique notamment au Bengale. Comme le souligne Peter J. Marshall, grâce à la prouesse des *Nababs* (*Nawabs*) sous l'empire moghol et à l'influence des grands propriétaires (*Zamindars*) cette stabilité était maintenue¹¹³. A Fort William, les Britanniques avaient développé leur commerce en tissant des liens avec les *Zamindars*, propriétaires des grands domaines agricoles, qui dépendaient désormais de la Compagnie pour vendre leurs produits. En outre, les négociants indiens participèrent également à cette relation commerciale indo-britannique puisqu'ils bénéficiaient des importations de la Compagnie en métaux précieux en provenance de la Grande-Bretagne. Le commerce du Bengale reposait sur la fabrication et la vente des produits tels que « le sel de Dacca et Lakshmipur, le salpêtre et l'opium du Bihar, les mousselines de Dacca, les soieries du bas Bengale, voire du tabac, du bétel et du riz. En

¹¹³ “Whether Bengal was or was not disrupted by war or civil war no doubt depended on the prowess of the Nawabs or later of the East India Company. But for much of the eighteenth century stable conditions in the province owed much more to the Bengal zamindars than to the central government, be it Mughal or British.”, Peter James Marshall, *East Indian Fortunes, The British in Bengal in the Eighteenth Century*, Oxford, The Clarendon Press, 1976, p. 30.

1763, les marchands britanniques investirent quelque 500.000 livres dans ces diverses opérations commerciales. Trois associés, John Johnstone, William Hay et William Bolts, y participèrent à eux seuls pour 67.000 livres. Vansittart lui-même réalisa une belle fortune grâce à ses placements dans le commerce intérieur »¹¹⁴.

Les employés de la Compagnie participaient aussi au commerce indien pour leur propre compte. Les producteurs autochtones étaient soumis à l'autorité de ces employés qui étaient protégés par des Cipayes. Ils achetaient des produits locaux aux prix qu'ils fixaient et puis les revendaient deux fois plus cher que le marché. Leur corruption les amena même à bénéficier de privilèges douaniers les exonérant de taxes douanières auprès du *Nawab* du Bengale. Ces débordements suscitèrent la colère de Mir Kassim qui était, d'ailleurs, contre la domination britannique du commerce intérieur du Bengale. De retour en Inde en 1765, le gouverneur du Bengale, Clive, mit en place une société commerciale (*The Society of Trade*), interdisant aux Britanniques de s'engager dans le commerce des matériaux tels que la chaux et le bois de construction. En outre, les Britanniques ne pouvaient plus effectuer des transactions commerciales dans les provinces de l'Oudh et de Bénarès. Dans ces provinces, les Musulmans des montagnes du Nord-Ouest dominaient les anciennes routes commerciales¹¹⁵.

¹¹⁴ Vansittart était le gouverneur général qui remplaça Clive lorsque ce dernier repartit en Angleterre. Claude Markovits, *L'histoire de l'Inde moderne, 1480-1950*, Paris, Fayard, p. 278.

¹¹⁵ C. A. Bayly, *Rulers, Townsmen and Bazaars: North Indian Society in the Age of British Expansion, 1770-1870*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p.156.

Carte 2 : L'Inde britannique



Source: *The Imperial Gazetteer of India*, 1909, Oxford University Press¹¹⁶

La mission de la *Society of Trade*, composée des plus anciens employés de la Compagnie était de contrôler la production et le commerce du tabac, du sel et du bétel : ces produits étaient revendus à des grossistes indiens à des prix fixés par le gouvernement du Bengale. Cette société versait aussi à la Compagnie une somme proportionnelle à ses bénéfices. Au début, elle avait régulé le commerce intérieur de l'Inde, mais très vite elle perdit de son influence et ne réalisa qu'une partie de son objectif qui était d'« assurer un revenu aux fonctionnaires de la Compagnie, remplir les caisses de cette dernière et pourvoir la population en denrées de première nécessité à des prix convenables »¹¹⁷. En 1768, cette société commerciale cessa son activité du fait de la prévarication de certains de ses employés. Suite à cette affaire, le *Regulating Act* de 1773 interdit aux fonctionnaires de la Compagnie,

¹¹⁶ https://commons.wikimedia.org/wiki/File:British_Indian_Empire_1909_Imperial_Gazetteer_of_India.jpg

¹¹⁷ Claude Markovits, *op. cit.*, p. 288.

en particulier aux percepteurs d'impôts, aux responsables de l'administration civile ainsi qu'aux membres du Conseil, de faire du commerce. Les activités commerciales furent alors limitées aux négociants indiens et à la Compagnie qui conserva le monopole du commerce en Inde. La Compagnie vendait des produits tels que le pavot et l'opium aux enchères à Calcutta. L'opium était ensuite exporté par des particuliers à Canton en Chine, où les fonds étaient utilisés par la Compagnie pour l'achat de thé qui était exporté vers les Iles britanniques et l'Europe. Ainsi, entre les négociants indiens et l'*East India Company* qui multipliaient leurs bénéfices, le consommateur indien payait très cher ses denrées de base.

Au XVIII^{ème} siècle, des monopoles successifs furent accordés par Warren Hastings à la Compagnie sur des produits tels que le sel, le sucre, l'opium et le salpêtre. Depuis l'acquisition du statut de *Diwani*, la Compagnie avait de plus en plus de ressources et de pouvoirs locaux, ne serait-ce que par sa collaboration avec les classes supérieures dans les zones rurales indiennes¹¹⁸. Hastings, en tant que gouverneur général, prit des mesures afin de réguler le commerce intérieur du Bengale. Par exemple, il abolit les *Dastak* : des laissez-passer longtemps pratiqués en Inde. Les droits de douane s'appliquèrent à tout le monde et les privilèges fiscaux ne furent plus accordés aux employés de la Compagnie. En outre, les *Zamindars* ne pouvaient plus prélever eux-mêmes des taxes, sous-prétexte qu'ils étaient propriétaires terriens dans les zones rurales et qu'ils appartenaient à la classe supérieure de la société indienne. Ces nouvelles lois commerciales perturbèrent le fonctionnement du système social indien, dit de castes, un système qui déterminait les classes sociales indiennes telles que les Brahmanes qui représentaient les élites de la classe supérieure hindoue. L'argent était devenu la base des relations entre les paysans et les *Zamindars*. Par ailleurs, il y eut « adoption d'un droit uniforme de 2,5% frappant, en un nombre déterminé de bureaux de douane, tous les marchands, indiens et européens, y compris les fonctionnaires autorisés à faire du commerce. »¹¹⁹. Avec ces réglementations du commerce interne au Bengale et dans les autres présidences, la Compagnie avait beaucoup facilité les échanges commerciaux, réalisant des profits record. Entre 1765 et 1780, le revenu annuel de l'*East India Company* passa de 400.000 livres à plus d'un million de livres¹²⁰.

¹¹⁸ "Then there were a variety of monopoly farmers, military contractors and general factotums, such as Shankar Pandit and Beni Ram Pandit, who worked the Benares opium and sugar monopolies respectively for both raja and English Company. men like these were found in all the smaller states.", C. A. Bayly, op. cit., 1983, p. 165.

¹¹⁹ *Ibid.* p.289.

¹²⁰ Claude Markovits, op. cit., p. 289.

Tableau 1. Valeur des importations et des exportations du commerce des principaux ports de l'Inde britannique de 1828 à 1829

Ports	Importations en livres	Exportations en livres
Calcutta	5 062 506	5 644 771
Madras	381 255	445 226
Bombay	853 394	839 762
Total	6 297 155	6 929 759

Source : Adapté de *Sketch of the Commercial Resources and Monetary and Mercantile System of British India, with Suggestions for their Improvement, by means of Banking Establishments*, London, 1837, p. 31

Au Bengale, le commerce ne cessa de se développer vers la fin du XVIII^{ème} siècle et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, les moyens de communication étaient de plus en plus disponibles. Deuxièmement, la main d'œuvre était docile, abondante et bon marché dans cette grande zone de production agricole. Troisièmement, les industries bengalaises d'artisanat étaient très développées. Enfin, il y avait un système monétaire et bancaire très sophistiqué qui soutenait les marchands et les manufacturiers. Les produits exotiques, alors en forte demande chez les consommateurs européens au goût raffiné, inondaient les marchés d'Europe, notamment en Grande-Bretagne et dans les Provinces-Unies néerlandaises. Les marchands indépendants et l'*East India Company* avaient de quoi faire fortune. La demande de produits textiles, d'épices et de matériaux était en constante croissance.

La participation européenne dans le développement du commerce au Bengale était spectaculaire. Les productions s'étaient diversifiées, améliorées et développées grâce à l'introduction de machines européennes doublant la production, telles que les techniques italiennes de dévidage de la soie. Des filatures modernes furent construites par la Compagnie ainsi que par des particuliers. Des jardins botaniques furent mis en place par les Britanniques, Warren Hastings en aménagea en Alipore¹²¹. Toutes ces innovations dans les processus de production n'avaient que peu d'effets sur les méthodes artisanales ancestrales.

¹²¹ P. J. Marshall, *op. cit.*, 1976, p. 157.

En dépit du contrôle du commerce indien dû au monopole de la Compagnie, d'une part et des Moghols restants d'autre part, des particuliers se spécialisèrent dans certains commerces. Le commerce de textiles connut des évolutions, en particulier dans le processus de fabrication des cotonnades. Progressivement, d'autres filatures furent introduites et cultivées en Inde telles que la soie en raison du manque d'approvisionnement en coton. En effet, la sériciculture continua à progresser avec la demande grandissante des femmes britanniques pour cette matière luxueuse qu'est la soie grège. En outre, après la perte des colonies nord-américaines, les approvisionnements britanniques en indigo provenaient désormais d'Inde. L'indigo était devenu l'activité commerciale principale des marchands britanniques, des particuliers qui s'aventuraient dans des fabriques de teinture sur les côtes nord du Gange. Ces aventures commerciales individuelles furent possibles parce qu'il existait des sociétés bancaires qui facilitaient l'entreprise de ces marchands capitalistes. Les *Agency Houses*, par exemple, fournissaient des fonds provenant de l'épargne européenne. Ce genre d'affaires encouragea le commerce des produits locaux avec les régions voisines telles que la Mer d'Oman, le Golfe persique et la Mer Rouge.

En 1757, l'*East India Company* cessa d'importer au Bengale de l'argent en barre depuis la métropole, ce qui engendra une crise de crédit phénoménale. L'argent fut disponible grâce aux *cash revenues*, c'est à dire de l'argent obtenu sur place dont la source principale était les impôts sur les revenus locaux. En outre, les fonctionnaires de la compagnie et les marchands privés contribuèrent au commerce local du Bengale. Les fonctionnaires investirent la majorité de leurs économies dans le commerce intérieur (*Inland trading*). En dépit des contraintes du système financier dans les états princiers, les fonctionnaires britanniques réussirent à faire fortune avec leur commerce grâce à leurs liens avec la communauté marchande indienne. Sous la direction du gouverneur et du Conseil, les marchands privés et les fonctionnaires fournissaient des produits indispensables aux autochtones des provinces lointaines.

Carte 3 : L'Inde et les pays voisins



Source: The Indian Empire and Surrounding Countries, *Imperial Gazetteer of India*, v. 26, Atlas 1909 Edition, India and Surrounding Countries, p. 2¹²²

En embarquant leurs propres marchandises sur les *freight ships*, ces marchands approvisionnaient également les pays à proximité de l'Inde en marchandises diverses. Les navires transportaient la soie grège à Surat et s'approvisionnaient en coton du Gujarat. A Tatta au Sind, dans les ports du Golfe, tels que Bassora, Bandar Abbas et Mascate, ainsi qu'à Suez, Djedda et Moka au Yémen, les cargaisons des *Calcutta Ships* en sucre, riz et soie se déchargeaient, mais revenaient souvent sans fret de retour¹²³. La seule exception fut celle des cargaisons de retour chargées avec du poivre de Malabar se situant sur les côtes sud-ouest de l'Inde. Entre 1760 et 1770, les cargaisons de poivre atteignirent 700 tonnes par an. D'autres produits tels que la cardamome, la cannelle et le bois de santal figuraient également parmi les cargaisons du retour.

¹²² http://dsal.uchicago.edu/reference/gaz_atlas_1909/pager.html?object=08, le 15 novembre 2013.

¹²³ Les exportations en sucre entre 1828 et 1829 avaient atteint 14 000 tonnes, d'une valeur de 256 000 livres. *Sketch of the Commercial Resources and Monetary and Mercantile System of British India*, London, 1837, p. 39.

Tableau 2

*Le commerce d'Inde en Inde de Calcutta
(exportations en 1777¹)*

DESTINATIONS	VALEUR DES EXPORTATIONS (en roupies)	POURCENTAGE
Suez	21 000	0,8
Bassora et Mascate	107 100	4,1
Côte occidentale	828 149	32,3
Coromandel	980 254	38,2
Penang et côte de l'Est	289 900	11,3
Pegu	23 180	0,9 %
Chine	283 500	11,1
TOTAL	2 533 083	100

Source : Claude Markovits, *Histoire de l'Inde moderne*, p. 291.

Etabli d'après P. J. Marshall, *East Indian Fortunes: The British in Bengal in the Eighteenth Century*, pp. 97-98

Ce commerce était fragile vu l'absence de diversité et de disponibilité des produits d'échanges à charger au retour sur les navires de la Compagnie. Outre la raréfaction de ses produits commerciaux, la région ouest de l'océan indien connaissait une forte instabilité qui nuisait au commerce britannique dont l'essor reposait sur la stabilité politique. L'instabilité de la Perse, les conflits entre la Perse et la Turquie, les guerres civiles au Yémen et les raids Marathes au Gujarat contribuèrent à la stagnation, voire au déclin de ce commerce. Le commerce britannique en Asie se tourna progressivement vers l'est de l'Inde, c'est à dire, vers la Birmanie, Malacca et la Chine. Cette ouverture du commerce inter-asiatique sur l'Extrême-Orient fut naturellement bénéfique pour la Compagnie puisque 25% de ses exportations depuis Calcutta allaient vers la Chine en 1777¹²⁴. C'est ainsi que la route commerciale entre Canton et l'Inde s'ouvrit au commerce d'un nouveau produit qui séduisait les Britanniques : le thé de Chine.

Le commerce extérieur s'est également développé notamment grâce aux nombreux ports indiens depuis lesquels les marchandises étaient exportées. Jusque là l'Inde moghole et musulmane n'avait que des routes commerciales terriennes traversant les déserts de l'Inde, de

¹²⁴ Claude Markovits, *op.cit.*, p. 291.

Perse et des pays arabes voisins. La principale activité économique de ces pays était le commerce, notamment celui de la soie, des textiles et des pierres précieuses. En outre, le commerce de la Compagnie s'étendait aux colonies lointaines telles que le Cap, à partir duquel de grands nombres de chevaux étaient exportés pour répondre aux besoins grandissants des agricultures du coton et de l'indigo. Au Bengale, où les Britanniques avaient développé leur activité commerciale, il existait déjà une communauté commerciale diverse. Ces marchands aux origines différentes, venant en Inde à la recherche de produits raffinés, était très importante pour la Compagnie, alors devenue la machine économique du Bengale. La prééminence de *L'East India Company* sur les compagnies commerciales européennes était établie grâce à son avancée en matière de commerce, notamment au Bengale, et à son expansion territoriale qui lui procurait une souveraineté inégalée.

La commercialisation des produits indiens sur la côte de Malabar au sud-ouest de l'Inde était beaucoup plus florissante, si bien que les prix des terrains dans cette région étaient exorbitants, d'où la création d'un marché local prospère en prêts hypothécaires. La province de Mysore était l'épicentre de la riche côte de Malabar. En effet, les grands agriculteurs et marchands faisaient fortune avec leur commerce du teck, leur production de noix de coco et de poivre. Grâce aux routes commerciales de la région qui facilitaient l'accès des navires aux ports que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Inde via le Gange, les marchands britanniques étaient attirés dans l'espoir de réaliser des profits immédiats. La Compagnie y avait fondé ses comptoirs commerciaux à Anjengo et à Tellicherry, et cherchait à imposer son monopole du commerce du poivre en entrant en guerre contre les états princiers de la région sud-ouest de l'Inde et même contre les Français. Mais, les Britanniques durent faire face à l'hégémonie d'un État princier qui représentait un défi redoutable aux entreprises de conquêtes britanniques et faisait obstacle à leurs intérêts. Mysore était une principauté musulmane puissante dont le gouverneur, Haidar Ali puis ensuite son fils Tipu Sultan, manifestaient un refus total de la domination britannique grandissante en Inde¹²⁵. C'était la résistance d'un adversaire redoutable, comparable à celle des Marathes qui conduisit les Britanniques à trois guerres successives (1775-1782, 1803 et 1817-1818)¹²⁶. En effet, Mysore connut le même sort ; l'armée indienne avait détrôné l'ennemi Haidar Ali, lui substituant un

¹²⁵ C. A. Bayly, *Indian Society and the Making of the British Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 62.

¹²⁶ Roland Breton, « Marathe Ou Mahrātte Confédération », *Encyclopædia Universalis* 14 novembre 2013, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/marathe-mahratte>

homme lige. Le commerce du poivre, du riz et de la cardamome se développa considérablement après les trois guerres de Mysore qui se terminèrent en 1791. La victoire des Britanniques contre Tipu Sultan ouvrit la voie aux investisseurs et marchands britanniques qui se lancèrent dans ce commerce lucratif. Avec cette stabilité politique conquise de haute lutte, la Compagnie profita largement de son commerce fructueux sur la Côte de Malabar.

Plus vers le nord, à Surat, près de Bombay, la domination britannique du commerce avec l'Asie de l'ouest n'était pas facile. Depuis le début du XVIII^{ème} siècle, le commerce dans cette région de l'ouest de l'Inde était fragilisé par la fluctuation des échanges commerciaux et par la présence des Marathes dans le port de Surat ainsi que sur les routes commerciales internes. Cependant, avec l'appui de deux communautés marchandes puissantes, à savoir les '*Hindis*' et les '*Parsis*', les marchands britanniques et leurs navires étaient bien protégés. Ils pouvaient alors traverser l'océan indien, le Golfe arabe et faire des échanges de cargaisons dans les différents ports de l'Asie de l'ouest en toute sécurité. En outre, ils fournissaient des fonds aux marchands privés ou encore aux fonctionnaires de la Compagnie pendant les périodes commerciales difficiles. De ce fait, les grands marchands hindous et musulmans de Surat permirent aux autorités britanniques ainsi qu'aux marchands privés d'avoir progressivement la mainmise sur le commerce dans la région de Surat et de Bombay. Avec le succès du commerce du coton brut entre le Gujarat et Canton, la Compagnie employa son armée pour protéger à son tour les marchands indiens et les *Agency Houses*. La reconnaissance britannique envers ces marchands du groupe capitaliste des '*Hindis*' était alors double ; ces derniers n'étaient pas uniquement les financiers des Britanniques, ils étaient devenus également leurs clients qui achetaient le coton brut dans les terres, participant ainsi à l'essor du commerce intérieur de la Compagnie.

Pour payer ses marchandises achetées en Inde, la Compagnie importait de l'argent en barre depuis la Grande-Bretagne, mais pendant la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle, l'argent était devenu rare. Il fallait alors trouver un moyen de commercialiser ses produits et acheter avec cet argent d'autres marchandises. Les cotonnades étaient exportées à destination de la métropole, sous monopole de la Compagnie. On estimait les exportations entre 1777 et 1786 à 550.790 pièces par an vendues à Londres. Entre 1792 et 1801, les ventes de cotonnades en métropole atteignirent un record de 777.237 pièces. Cependant, en 1802, la politique protectionniste du gouvernement britannique qui visait à protéger l'industrie cotonnière du Lancashire, avait interrompu ces exportations. Des droits de douanes pesants

avaient été imposés sur les textiles importés du Bengale¹²⁷. En dépit de l'interdiction du monopole commercial sur le textile, la compagnie ne l'avait pas complètement abandonné. Elle continuait à exercer son commerce monopolistique sur d'autres marchandises. Elle détenait alors le monopole du commerce avec la métropole dans les conditions difficiles des années 1770. Nonobstant, les années 1770 furent marquées notamment par la famine au Bengale : le monopole du commerce du riz fut à l'origine de cette catastrophe qui tua 10 millions de personnes, environ un tiers de la population de l'époque¹²⁸. D'ailleurs, la hausse des prix des denrées de première nécessité était considérée comme la raison principale de cette catastrophe. Ainsi, le monopole de la Compagnie fut remis en cause au Parlement qui l'abolit définitivement dans la charte de 1813, à l'exception du commerce du thé avec la Chine.

Pendant la deuxième décennie du XIX^{ème} siècle, le commerce britannique en Inde entra dans une ère nouvelle, celle du libre-échange. Le mercantilisme avait longtemps engendré des politiques commerciales monopolistiques au sein de la Compagnie. La fin de la mainmise de la Compagnie sur les produits indiens profitait aux marchands indépendants qui avaient longtemps subi son monopole. Toutefois, la Compagnie continuait à acheminer les produits agricoles, tels que l'indigo, le coton et l'opium vers la métropole et la Chine. La deuxième source de revenu du gouvernement de l'Inde après les impôts sur les terres et l'agriculture était l'opium et le sel. L'opium était produit dans les provinces de Patna et de Bénarès, et dans l'Etat indépendant de Malwa à qui le gouvernement du Bengale prélevait des droits de douanes élevés de l'ordre de 12 livres pour son passage dans les territoires britanniques avant son exportation vers Canton. Avec son monopole la Compagnie réalisait des profits de 200 pour cent. A l'intérieur de l'Inde, la Compagnie prélevait également une taxe de consommation dite '*excise*'. Le sel manufacturé en Inde procurait de larges sommes de revenu au gouvernement ; même le sel venant de pays et d'Etats voisins fut taxé avec des droits de douanes très élevés. Le revenu de la Compagnie sur la production du sel était de 800.000 livres en 1793 et s'élevait à 1.300.000 livres en 1844.

L'industrie du textile britannique profitait énormément de ses exportations de fil et de tissus de coton vers l'Inde. Par contre, l'essor commercial britannique fut un désastre total pour les artisans indiens en raison de la politique commerciale injuste de la Compagnie, selon

¹²⁷ Claude Markovits, *op. cit.*, pp. 290-291.

¹²⁸ Richard Melson, Bengal Famine 1770, Cambridge Forecast, 20 septembre 2014 <http://www.cambridgeforecast.org/MIDDLEEAST/BENGAL.html>

William Bolts : « *Les habitants du Bengale, dont une famine désastreuse vient encore d'aggraver les malheurs, ont poussé des cris vers l'Angleterre pour obtenir le soulagement de leurs maux* »¹²⁹. Le monopole de la compagnie eut des conséquences directes sur l'activité commerciale et artisanale indienne, ainsi, les artisans indiens cessèrent de fabriquer du tissu pour le marché britannique dans leurs factoreries.

Certes le libre-échange fut profitable au commerce britannique en Inde, mais le déséquilibre manifeste entre les exportations et les importations entre l'Inde et la Grande-Bretagne fut à l'origine de multiples symptômes de crise économique. Le commerce de l'indigo, par exemple, avait subi une grande crise dans les années 1830 en raison d'une spéculation excessive engendrant la chute d'un grand nombre de maisons de commerce (*trade houses*) britanniques à Calcutta. Ce n'est qu'à partir des années 1850 que l'essor économique britannique dans la colonie fut manifeste. L'introduction du chemin de fer qui reliait les ports à l'intérieur du pays fut bénéfique à la fois pour les investisseurs dans l'industrie des chemins de fer britanniques, pour les marchands indépendants britanniques et pour les producteurs exportateurs de coton, d'indigo et d'opium. Les exportations de cotonnades avaient atteint des records grâce à la facilité de transport des cargaisons par voie ferroviaire. Ainsi, l'Inde, avec les longues distances entre ses villes intérieures, devenait un marché lucratif pour les compagnies de chemin de fer. Le capital britannique y trouvait une mine de profits grandissants, d'où la valeur significative de l'Inde dans l'empire britannique.

En termes de taxes de douanes, les produits importés des Iles britanniques furent moins taxés que ceux constituant les échanges entre l'Inde et les régions avoisinantes en Asie. Le système de taxation indien, qui avait été mis en place par les Moghols, n'était pas un règlement uniforme s'appliquant dans toutes les villes indiennes. Il s'agissait plutôt de payer un prix (*tolls*) aux maisons de douanes (*custom-houses* ou *toll-houses*), dites *chokeys* chez les autochtones, qui étaient éparpillées en grand nombre sur tout le territoire¹³⁰. Dans le rapport de Charles Edward Trevelyan, on comprend que le passage des produits manufacturés ainsi que celui de leurs matières premières étaient soumis à ce système de taxation des *chokeys*

¹²⁹ William Bolts, *État civil, politique et commerçant du Bengale, ou, Histoire des conquêtes & de l'administration de la compagnie anglaise dans ce pays*. Ouvrage traduit de l'anglais par Mr. Demeunier, La Haye, Gosse Fils, 1903, p. xxxij.

¹³⁰ Charles E. Trevelyan, *A Report upon the Inland Customs and Town Duties of the Bengal Presidency*, Calcutta, The Baptist Mission Press, 1835, p. 4.

qu'il qualifia de « barbare »¹³¹. D'ailleurs, James Mill, dans son ouvrage, *History of British India* s'attaqua à ce mode de taxation des sociétés 'non civilisées' qui pouvaient bloquer la marchandise jusqu'à ce qu'elle soit payée. En 1773, la taxe de douane fut fixée à 2,5 % sur tous les articles sauf le sel, le tabac et le bétel. Ces taxes étaient prélevées dans des *Custom Houses*, tels que *The Bengal Custom Houses* de Calcutta, Murshidabad, Hooghly, Dacca, Chittagong et Patna. En 1788, Lord Cornwallis abolit toutes les restrictions sur le transit intérieur des marchandises. Ainsi, tout au long du XVIII^{ème} siècle, la Compagnie avait rendu possible la réduction avantageuse pour les Britanniques des taxes commerciales imposées par les Moghols.

Au début du XIX^{ème} siècle, les métaux et la laine britanniques entraient en Inde exonérés de taxes, alors que d'autres articles étaient taxés à 2,5%. A l'exportation, l'indigo, les cotonnades et le tabac étaient exonérés de taxes, mais les métaux échangés avec les pays voisins étaient taxés au taux de 10%. En effet, les témoignages montrent qu'en Inde, la taxation des produits variait considérablement d'une ville à une autre. A Mathura et dans les provinces du nord, l'indigo, qui était théoriquement un produit exempté de taxes de douanes, était taxé à 5% au tout début des années 1830. Contrairement à l'indigo, le sel était lourdement taxé à des taux variant entre 150 et 200 %. Le coton brut était taxé à 5%, mais après sa transformation en fil, il était taxé à 12,5 % ; de plus, la fabrication de cotonnades se taxait avec un supplément de 2,5 % ; la taxe sur les marchandises des produits manufacturés du coton s'élevait alors à 20%. L'importation du tissu des châles subissait une taxe de 10% ; dès que le tissu était coupé en écharpes et brodé à Delhi, une taxe supplémentaire de 10% se rajoutait à la précédente, résultant en une taxe totale de 20%. Le commerce du cuir, un long processus de transformation des matières brutes en produits manufacturés, avait subi le même type de taxation. Ainsi, les peaux brutes furent taxées à 5 % ; une fois tannées et transformées en cuir, une autre taxe de 5 % fut rajoutée ; au stade final, la fabrication de chaussures, chaussons et bottes rajoutait encore 5 %, soit au total 15 % sur les chaussures en cuir. Le sucre subissait également le même parcours fiscal à travers les étapes de sa fabrication. Le salpêtre, l'huile et pleins d'autres produits indiens furent taxés de la même manière¹³². Par

¹³¹ "Where business is carried on on a large scale, the materials must often be drawn from a considerable distance ; and so utterly barbarous is our present system, that the great undertaker has a duty to pay, first on his raw materials, and afterwards, on the manufactured article." *Ibid.*, p. 5.

¹³² "Judging from my own personal experience on the spot, and from a comparison of a variety of opinions delivered both in public and private, I am disposed to think, that so far as it regards the frontier from Muttra upwards... We have seen it established by the clearest documentary evidence that less than one third of the

conséquent, les petits producteurs et manufacturiers subissaient cette forte taxation, mais il y avait quelques exceptions.

La Compagnie avait réussi à établir des traités avec les princes moghols, dans le but de réduire ou même d'annuler toute taxe sur son commerce. Depuis le règne de l'empereur Farrukhsiyar (1713-1719), la Compagnie n'était pas redevable aux autorités mogholes. Contrairement à l'ancien système de taxation qui avait été mis en place sous les gouverneurs moghols¹³³, cette situation nouvelle profitait aux privilégiés tels que M. Blake, un fabricant de sucre qui était exempté de toutes taxes envers le gouvernement de l'Inde¹³⁴. La Compagnie avait placé Mir Qasim sur le trône de Murshidabad en 1760 remplaçant ainsi Mir Jaafar. Ce nouveau *Nawab* du Bengale (Mir Qasim), qui avait versé d'énormes sommes d'argent à la Compagnie afin de régner sur le Bengale tout en restant au service de la Compagnie, signa un traité qui stipulait que seuls les marchands britanniques et la Compagnie avaient le droit de faire du commerce sans aucune charge fiscale. Par ailleurs, les employés de la Compagnie bénéficiaient d'avantages fiscaux privilégiant leur commerce particulier. Comme ils étaient proches du *Nawab* du Bengale, ces fonctionnaires avaient depuis 1763 accumulé d'importants profits de leur commerce en Inde tout en étant exemptés de taxation. En effet, les impôts prélevés sur les contribuables agricoles locaux constituaient les recettes principales du gouvernement de l'Inde.

indigo which crossed the Jumna in progress to the Punjab, in 1831-32 paid duty." Charles Edward Trevelyan, *op. cit.*, 1835, p. 6, p. 101.

¹³³ "Indian rulers derived between 5 and 15% of their income from taxes on internal trade." C. A. Bayly, *Indian Society and the Making of the British Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 46.

¹³⁴ "I have heard that Mr. Blake, the sugar-manufacturer at Culna, has obtained from Government the privilege of having the canes in progress to his manufactory passed at the chokeys free of duty." *Ibid.*, p. 4.

2.2. Le gouvernement de l'Inde

La Compagnie se contentait de maintenir l'ordre dans ses comptoirs commerciaux, mais avec son expansion territoriale, ses opérations et ses fonctions politiques et militaires s'élargirent. Bankey Bihari Misra démontra, dans son ouvrage *The Central Administration of the East India Company*, que le processus d'acquisition de territoires de la Compagnie fut entamé depuis la fin du XVII^{ème} siècle¹³⁵. Le gouvernement de l'Inde nécessitait de nouvelles lois comme l'administration fiscale et celle de la justice civile du pays lui furent également confiées. La loi, *Regulating Act* fut adoptée en 1773 pour réglementer l'administration civile et militaire au sein du gouvernement de l'Inde.

Le gouvernement de l'Inde fut établi à Fort William au Bengale selon le *Regulating Act* de 1773. Jusque là chacune des trois présidences de Fort William à Calcutta, de Fort St. George à Madras et de Bombay était gouvernée par un gouverneur et un conseil. Ces conseils au nombre de 10 à 16 étaient des employés de la Compagnie. Même les gouverneurs des provinces en faisaient partie et se réunissaient régulièrement avec le reste du conseil dans les trois présidences principales. Le *Regulating Act* de 1773 fit évoluer l'administration indienne de la Compagnie en un gouvernement central ou suprême constitué d'un gouverneur général, d'un conseil de quatre membres, tous nommés par la Compagnie, et d'une Cour suprême (*The Supreme Court*). Le gouverneur général obtint progressivement des privilèges législatifs, exécutifs et juridiques.

D'autres changements institutionnels eurent lieu au début des années 1850. D'après la loi de 1853, les quatre membres du Conseil du gouvernement de l'Inde, y compris le gouverneur général, partageaient les mêmes pouvoirs et les mêmes privilèges. Cette loi permit l'élargissement du pouvoir du Conseil du gouvernement de l'Inde. Au delà de ses responsabilités exécutives, de nouveaux membres y étaient rattachés avec des responsabilités législatives. Un juge en chef du Bengale, un juge de la Cour suprême et d'autres membres, des employés, ayant servi la Compagnie pendant une période minimale de 10 ans, furent choisis par les gouverneurs. Le Conseil fut désormais constitué d'une douzaine de membres, à savoir le gouverneur général, le commandant en chef, les quatre membres ordinaires du

¹³⁵ “The Zamindari of Calcutta was, for instance, purchased in 1698. The victory of its arms at Plassey brought in 1757 the district of Twenty-four Parganas. The Districts of Burdwan, Chittagong and Midnapur were ceded in 1760 by Mir Kasim, the Nawab of Bengal, as part of conditions for his accession to the throne of Murshidabad, its capital. Finally, the Mughal grant of Diwani in 1765 invested the Company with the virtual sovereignty of the three provinces of Bengal, Bihar and Orissa.” Bankey Bihari Misra, *op. cit.*, 1959, p. 17.

Conseil, le juge en chef du Bengale, le juge puîné (*puisne judge*) et quatre membres représentant le Bengale, Madras, Bombay et les provinces du nord-ouest. Les séances du Conseil législatif furent rendues publiques en les publiant régulièrement.

L'expansion territoriale de la Compagnie en Inde nécessitait un gouvernement central. Avec les chartes royales et l'approbation parlementaire, les membres du gouvernement de l'Inde avaient été investis de prérogatives décisionnelles. Le *Regulating Act* de 1773 avait, d'ailleurs, règlementé les procédures de travail et avait également défini les responsabilités des hauts fonctionnaires. Ce gouvernement était le cœur de l'administration coloniale britannique indirecte de l'Inde sous le contrôle de la Compagnie. La souveraineté de la Compagnie et de son gouvernement de l'Inde sur les états princiers, demeurant théoriquement autonomes, était pourtant réelle.

Le gouverneur général formait avec le Conseil une seule autorité exécutive. Leur accord était indispensable pour administrer la domination britannique du sous-continent. Conjointement, ils travaillaient sur des questions locales ; leurs décisions étaient prises par le biais du vote majoritaire ; dans le cas d'une égalité de voix, le directeur général avait recours au « *Casting vote* », c'est à dire qu'il avait une voix prépondérante. Ce système fut initialement adopté pour assurer l'administration fiscale des territoires britanniques au Bengale, Bihar et Orissa. Warren Hastings fut nommé premier gouverneur général par décret suite à la loi de 1773 (*the Regulating Act*), un poste qu'il occupa jusqu'en 1785.

La définition de la nature et des limites de l'autorité du gouverneur général et de son Conseil était ambiguë. Les juridictions de la Cour suprême et la relation entre le gouvernement suprême du Bengale et la Cour n'étaient pas bien définies. Les relations entre le gouverneur général, les membres du Conseil et le Conseil des directeurs furent progressivement règlementées essentiellement par les chartes de 1813 et de 1833. Le gouverneur général, quant à lui, devait informer le Conseil des directeurs et mettre en œuvre les mesures prises en son sein. Les gouverneurs devaient respecter les directives du gouverneur général et des membres du Conseil. Les gouverneurs avaient la responsabilité de transmettre au gouverneur général et aux membres du Conseil toutes les informations jugées utiles et susceptibles de les aider dans leur administration fiscales.

Les prérogatives exécutives du gouverneur général en Conseil (*Governor-General in Council*) ne cessèrent de s'élargir. La loi de 1854 contribua à renforcer le pouvoir du gouverneur général pour mieux administrer les territoires britanniques, en s'appuyant sur l'accord de la commission de contrôle et le soutien du Conseil des directeurs. Le gouverneur

général choisissait des commissaires en chef (*chief commissioners*) ayant des responsabilités administratives spécifiques. On trouva alors un commissaire en chef à la tête des territoires britanniques en Inde, tels que dans l'état d'Assam, les provinces centrales et en Birmanie¹³⁶. C'est ainsi que le gouverneur général fut reconnu comme l'exécutif de l'Inde et non plus seulement des territoires britanniques puisque la domination britannique s'étendait quasiment à tout le pays. Le gouvernement de l'Inde fut également autorisé par la commission de contrôle et les directeurs à déterminer les frontières des territoires britanniques.

La Compagnie joua un rôle majeur dans le développement du commerce britannique en Asie, d'une part et dans la protection des intérêts de l'empire britannique dans le sous-continent, d'autre part. Après la guerre de Sept Ans, les Britanniques avaient chassé les Français de l'Inde du Sud renforçant ainsi la sécurité de leurs comptoirs au Bengale, à Bombay et à Madras. Mais les guerres contre les Français avaient déstabilisé le commerce britannique. La Compagnie fut donc amenée à consolider son pouvoir, son contrôle et sa domination en développant de nouvelles méthodes administratives. Très vite la Compagnie s'était dotée de sa propre armée, constituée majoritairement de soldats autochtones : les Cipayes (*Sepoys*). Cette armée lui permit d'acquérir de nouveaux territoires. Les premières conquêtes furent menées au Bengale, puis les territoires britanniques s'élargirent, intégrant les provinces du Bihar et de l'Orissa. D'ailleurs, la chute de l'empire moghol permit à la Compagnie de combler le vide politique en Inde. Cependant, avant de devenir une puissance territoriale, elle était devenue une puissance militaire sans précédent.

La recherche acharnée de profits avait conduit les Britanniques jusqu'en Asie. Outre les profits tirés de ses comptoirs commerciaux, la Compagnie était devenue responsable de l'administration fiscale du pays. Après l'obtention du statut de *Diwani*, la Compagnie prélevait les impôts sur les biens et les récoltes des autochtones. Ces derniers étaient en majorité des paysans pauvres qui devaient doubler leurs récoltes afin de payer les impôts. La Compagnie savait comment se faire obéir : la force pouvait être utilisée pour imposer son système fiscal aux autochtones, y compris aux états princiers qui étaient dans son orbite militaire et économique. Si au XVIII^{ème} siècle la Compagnie acquit des droits et des pouvoirs c'est parce que les dirigeants et commerçants indiens en furent, pour une grande partie, responsables. En effet, la communauté marchande indienne avait facilité l'accès des Britanniques aux richesses du pays. La chute de l'empire moghol avait d'ores et déjà entraîné

¹³⁶ "Burma has since been constituted a lieutenant-governorship." Courtenay Ilbert, *The government of India, Being a Digest of the Statute Law Relating thereto*, with historical introduction and Illustrative documents, London, the Clarendon Press, 1898, p. 96.

de l'instabilité dans le système politique et économique indien, donc l'arrivée de la Compagnie en Inde était considérée par ces marchands comme une délivrance. Grâce à son commerce croissant avec le sous-continent, sa grande flotte maritime et son armée redoutable, la souveraineté de la Compagnie était bien établie dans le sous-continent. La stabilité politique était naturellement indispensable à la pérennité du commerce britannique. En revanche, la Compagnie dépendait excessivement des impôts prélevés sur la production et les terres des autochtones, ce qui les désillusionna.

2.2.1. Levée de taxes

Après l'obtention du statut de Diwani en 1765, la Compagnie avait adopté la taxation foncière moghole pour politique fiscale en prélevant l'impôt sur les productions des terres cultivées par les paysans dits *Ryots*. Cet impôt était prélevé par des agents locaux tels que les magistrats, des percepteurs et quelques propriétaires terriens, les *Zamindars*. Par ailleurs, les propriétaires indiens avaient eux aussi besoin d'argent pour acheter des éléphants, des canons et des mousquets, symboles de richesse et de pouvoir. Le tiers de la production devait être reversé à la Compagnie, qui contrôlait non seulement l'administration fiscale, mais aussi la justice civile. Les paysans autochtones devaient vendre leurs productions afin de payer les loyers en roupies d'argent. Ce système de lourde taxation (*Heavy-land tax*) épuisa et même paupérisa les paysans indiens.

Pour sortir de ses crises financières, la compagnie s'en prenait aux paysans autochtones en leur imposant un système fiscal rigide qui les obligeait à payer en liquide, d'où la notion des *cash crops*. Le revenu principal du gouvernement provenait des terres. Entre 1837 et 1838, le montant de cette source de revenu majeure était de 11.853.975 livres ; entre 1847 et 1848, il s'éleva à 14.437.254 livres, et puis entre 1857 et 1858, le montant s'éleva à 15.317.911 livres¹³⁷.

Ces paysans, se retrouvant souvent sans ressources, devaient emprunter à des usuriers (*money-lenders*) et des notables dans le monde des affaires. Une fois qu'ils avaient emprunté de l'argent pour payer les impôts dus à la Compagnie, les paysans devaient doubler leur production, la varier ou l'améliorer afin de rembourser leurs prêts et régler les impôts suivants. Dans les contrées du Bengale, la taxe foncière atteignait 12 *crores* (*crore* =10

¹³⁷ R. C. Majumdar, ed., *British Paramountcy and Indian Renaissance, Part I*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1963, p. 414.

million, originellement *Kror*) de roupies. Ce système avait favorisé le marché agricole indien dont la production de matières premières était indispensable au commerce britannique¹³⁸.

Le recouvrement des impôts fonciers fut l'objet d'une controverse au sein de la Compagnie. Ce débat se centrait sur la gestion des revenus, notamment le recours aux *Zamindars* pour collecter les impôts. Ces *Zamindars* avançaient des fonds aux grands fermiers qui leur remettaient les récoltes et fournissaient la main d'œuvre en retour. En effet, au delà des frontières du Bengale, on ne parlait plus de *Zamindars* mais de négociants s'occupant du ramassage des produits agricoles et des collectes d'impôts. De ce fait, la propriété terrienne qui donnait le droit aux *Zamindars* d'être collecteurs d'impôts au Bengale, n'était pas la règle dans d'autres contrées voisines telles que la province du Bihar. Dans son ouvrage, *Merchants, Politics and Society in Early Modern India : Bihar, 1733-1820*, Kumkum Chatterjee analyse la particularité de chaque région en matière de droits de propriété et de gestion fiscale. Dans la contrée de Purnia au Bihar, le gouverneur général choisit des collecteurs qui n'étaient ni marchands, ni pour prélever la taxe, dite *Police Tax*, introduite en 1793 sur les commerçants. Cette *Police Tax*, considérée comme injuste parce que les riches marchands payaient des sommes dérisoires comparées au revenu de leur commerce alors que les petits commerçants payaient des sommes totalement disproportionnées, fit l'objet d'une résistance passive acharnée. Pour fuir les impôts, les commerçants, les marchands et même les banquiers eurent recours à la migration vers d'autres marchés dans des contrées encore épargnées par cette taxe : Bhagalpur, Tirhut et Bihar. Cette taxe fut définitivement retirée en 1797 en raison de son impopularité dans le milieu du commerce rural du Bihar¹³⁹.

Une nouvelle taxe fut alors introduite, celle du timbre fiscal (*stamp tax*), à laquelle les contribuables ne pouvaient plus échapper. Contrairement à la *Police Tax*, le timbre fiscal ne nécessitait pas de percepteurs d'impôts et le risque de résistance ou de désordre était faible. Elle constituait donc une meilleure source de revenu, indispensable aux investissements de la Compagnie. Cette taxe concernait le commerce de tout type de marchandises, y compris le riz qui était l'aliment principal des autochtones. La Compagnie considérait le commerce du riz et

¹³⁸ "In a country like India, where the principal resource of the public revenue is a heavy land-tax, it might be presumed that, according to the doctrine laid down by Adam Smith, it would be an object of fixed policy to procure the most extensive market for the national produce... "Alas, poor India !!!" A fluctuating, all-absorbing land-tax stands in the way of any effectual efforts being made to increase the productive powers of three-fourths of our Indian empire." C.E. Trevelyan, *op. cit.*, 1835, pp. 157-159.

¹³⁹ "Without a fairly widespread discontent among small retailers and traders these protests would not have occurred at all. A disturbance in Daulatgunge, a market near Chapra, shows that the owner of the gunge (rural market) had had a hand in stirring up trouble, but one of the key persons involved in the incident admitted that there had been widespread hostility to the tax." Kumkum Chatterjee, *Merchants, Politics and Society in Early Modern India : Bihar, 1733-1820*, Köln, Brill, 1996, pp. 140-141.

des céréales comme un marché lucratif, vu la forte demande de la consommation locale. Avec sa politique coloniale interventionniste du secteur de la production à celui du commerce, la Compagnie réussit à contrôler l'ensemble de l'activité économique, notamment avec ses privilèges de *Diwani*. De plus, des hauts fonctionnaires de la Compagnie exerçaient un monopole sur le commerce des céréales pour leur propre compte, ce qui eut un lien direct avec la grande famine indienne de 1769-1770 dont ils furent les principaux responsables. En effet, la famine fut le résultat du manque d'approvisionnement en céréales et des lourdes taxes qui pesaient sur l'ensemble des denrées alimentaires. La Compagnie n'avait pas pris ses précautions pour affronter ce genre de crise et n'était pas préparée à traiter une telle calamité qui causa la mort du tiers de la population du Bengale¹⁴⁰.

En dépit de cette grande famine qui ternit considérablement l'image de la Compagnie, la politique fiscale du gouvernement de l'Inde demeura inchangée. L'impôt sur les biens et les récoltes ou la taxe foncière (*Land Tax*) ne subirent aucune réduction. La politique fiscale du gouvernement de l'Inde ne cessa de créer des problèmes financiers aux paysans autochtones, les appauvrissant, les affamant et les contraignant parfois à abandonner leurs champs, ce qui contribuait à entretenir la pénurie des récoltes. Dans son débat du 1^{er} Août 1839, lors de la réunion annuelle de l'association philanthropique des Aborigènes de Glasgow (*The Glasgow Aborigines Society*), John Briggs (1785–1875), auteur de *The Land Tax of India*, dévoila la réalité amère des petits paysans autochtones qui n'arrivaient plus à survivre avec les taxes imposées par l'administration coloniale. Il dénonça cette politique fiscale confiscatoire néfaste historique et sans précédent en Inde¹⁴¹.

¹⁴⁰ “Corpses lay piled on the streets of the capital city, Murshidabad and in mohallas and bazars of other towns and cities in Bengal and Bihar. Karam Ali, the author of the “Muzaffarnama” recorded that “people could not find the time or inclination even to bury their dead. The court of Directors estimated that one-third of the total population had been wiped out –an estimate confirmed by Hastings in 1772. Bihar was particularly badly affected. Siris Kutumba was almost completely depopulated. Tirhut, Betia and Champaran were devastated. There was a time when on average about fifty people per day died of starvation in Patna, the chief city of the region.” Kumkum Chatterjee, *op. cit.*, p. 141.

¹⁴¹ “Or what government can afford to dole out of the public purse food to its famishing subjects with one hand, while it is compelled to remit its revenue on the other...A right unclaimed by our predecessors, and unheard of in history. I repeat, Sir, unheard of in history. Who ever heard of a State proclaiming itself an universal landlord –(hear)the proprietor of every man’s field, to take from it what suits it? (Cheers). Fields which have descended in India from father to son, and which have been tilled by the same family for generations; or fields which have been bought and sold hundreds of times, during hundreds of years, without so monstrous a claim put forth on the part of Government; but whenever any Government assumes a right to tax the soil to any amount that it chooses, then I admit that government virtually becomes the owner, if it please, of the soil; but only in the same way that a robber becomes the owner of my purse when he has compelled me to deliver it up to him. (Great cheering). This is no hyperbole. It is no figure of speech. It is simply true. When the Indian or any other government shall tax my house or my land, so as to compel me to abandon either one or the other, it may call itself proprietor, and exercise that privilege by might, which right, if respected, would prevent. (Hear, hear). Neither the Hindoo nor the Mahomedan Sovereigns, though arbitrary enough in all conscience, ever perpetrated

Tout au long du XIX^{ème} siècle, les famines furent récurrentes dans les différentes régions de l'Inde. De 1820 à 1821, une famine ravagea le sud du Deccan. De 1822 à 1823, une autre famine frappa de nouveau cette région. En 1823-24, la famine s'étendit depuis Caudeish jusqu'à Mysore, à une distance de 800 kilomètres. En 1833, la famine toucha une zone de 80.400 km² dans l'est de l'Inde. En 1835-36, la famine frappa les contrées du nord de la présidence de Madras, s'étendant ensuite à l'Orissa. En 1837-38, la plus grande famine jamais vécue en Inde fut celle qui ravagea les provinces nord-ouest du Bengale causant la mort de 500.000 personnes. Bien que ces famines fussent catastrophiques, le gouvernement de l'Inde continuait d'exporter les céréales du sud du Bengale, notamment du riz, au lieu de nourrir les autochtones¹⁴². La pénurie faisait également rage dans les présidences de Madras et de Bombay et il en résultait de grandes famines.

Dans l'introduction de son ouvrage, *The Central Administration of the East India Company*, B. B. Misra explique les différentes approches adoptées par les gouverneurs généraux quant à l'applicabilité des différents systèmes d'imposition dans les présidences britanniques aux organisations sociales variées dont les complexités empêchaient la mise en place d'un système unique de taxation. Dans les régions du nord, la situation était beaucoup plus compliquée avec une hiérarchie sociale particulière dans la gestion des terres : il y avait d'abord les *Zamindars*, puis les *Talukdars* en deuxième rang qui payaient leurs impôts par l'intermédiaire des *Zamindars*. En troisième rang, il y avait les *Village Zamindars* qui possédaient des terres familiales communes. L'argent public était collecté selon la nature des terres et leur fertilité et le chef de la famille agricole transmettait l'argent aux percepteurs des impôts.

L'administration coloniale fut marquée par des réformes fiscales récurrentes puisque le gouvernement cherchait naturellement à augmenter ses revenus¹⁴³. Cependant, les politiques fiscales introduites par les gouverneurs généraux n'étaient pas adaptées au contexte indien. Ces systèmes, conçus par des penseurs utilitaristes tels que James Mill, pour augmenter les revenus de l'empire des Indes bouleversaient les pratiques séculaires des paysans autochtones, habitués à l'ancien mode de collecte d'impôts mis en place par les Moghols. Il y eut alors tout un débat sur la question de la propriété des terres et sur les droits

this injustice." John Briggs, *Speech Delivered by Major-General Briggs, Author of the Work on the Land Tax of India, at the Annual Meeting of the Glasgow Aborigines Society, and for Improving the Condition of the Natives in India*, Glasgow, George Richardson, August 1st, 1839, pp. 6, 13-14.

¹⁴² "...as much grain was exported from the lower parts of Bengal, as would have fed half a million of people at lb of rice a day for a whole year ! (Shame)" *Ibid.* p.6.

¹⁴³ B. B. Misra, *op. cit.*, p. 7.

des propriétaires. Dans un esprit Lockéen, James Mill soutenait les droits à la propriété qui permettent aux individus de bénéficier de leur travail. De ce fait, il était en faveur d'un plan destiné à renforcer la position des petits paysans. Par contre, le gouverneur général Cornwallis était favorable à la création d'une aristocratie autochtone au Bengale représentée par les grands propriétaires terriens (*Zamindars*)¹⁴⁴. Cornwallis planifia une rupture totale avec le système moghol en introduisant des institutions et des systèmes de règlements (*Regulations*) britanniques et en considérant que les *Zamindars* formaient une classe équivalente à celle de l'aristocratie en Grande-Bretagne. En 1790, le Conseil des directeurs mit donc en place un système de recouvrement de l'impôt foncier valable sur une période de dix ans et qui devint perpétuel en 1800, d'où son appellation de *Permanent Settlement*. Ce système ignorait la complexité du système de propriété indien où les terres appartenaient à plusieurs propriétaires à la fois. En outre, le *Permanent Settlement*, initialement conçu pour la présidence du Bengale, s'étendait jusqu'à Madras. Avec son ami Clive, le gouverneur de Madras, Cornwallis y imposa son nouveau système fiscal, alors que la structure sociale paysanne était très différente de celle du Bengale. Clive regroupa les villages, créant ainsi des propriétés artificielles établies d'une manière permanente au profit des *Zamindars*. Le *Permanent Settlement* avait pour but d'augmenter les revenus de la Compagnie mais ne prenait pas en compte les capacités économiques des communautés locales qui se voyaient contraintes d'augmenter leur production pour pouvoir honorer leurs impôts. La politique de Cornwallis qui adoptait le modèle britannique d'administration coûtait très cher au gouvernement de l'Inde et fut finalement abandonné après vingt années de fonctionnement pour résultats insuffisants sur les plans économique, fiscal et sociétal¹⁴⁵.

Dans la présidence de Madras, Thomas Munro (1761-1827) qui y travaillait comme agent de recouvrement (*settlement officer*) depuis 1792, avait une vision très différente de celle de Cornwallis, prônant notamment le maintien des traditions indiennes dans l'administration fiscale. Avec le soutien du Conseil des directeurs, de la commission de contrôle et du Parlement, il devint responsable du bureau des finances de Madras où il introduisit un autre système fiscal, le *Ryotwari* (de *Ryot* : paysan) en créant une société rurale

¹⁴⁴ "In India, a new form of private property in land was created by amalgamating the right to profit from the collection of land revenue and forms of direct proprietorial right which had been separate under the Mughals. Here the old battles of the big rural magnate against shifting or communal forms of tenure tended to be settled in favour of the former by the intervention of British revenue courts or armed columns.", Christopher Alan Bayly, *Imperial Meridian: The British Empire and the World, 1780-1830*, London, Longman, 1989, p. 219.

¹⁴⁵ "An official bemoaned the fact that in Bengal, the Company's revenue arrangements had tried to create an English paternalist gentry when all they ended up with was an Irish absentee one." C. A. Bayly, *Imperial Meridian*, 1989, p. 219.

constituée de plusieurs petits propriétaires indépendants au lieu de quelques grands propriétaires. La théorie de Munro s'appuyait sur le fait que la richesse agricole devait être partagée entre les individus et l'Etat. Dans sa logique, les cultivateurs ayant des talents variés, pouvaient former une classe moyenne de fermiers tenanciers (*yeoman farmers*) capable de reconnaître l'utilité du gouvernement colonial dans le maintien de l'ordre et de la prospérité. Avec le système *Ryotwari*, l'Etat était considéré comme le propriétaire suprême et les paysans devenaient de petits fermiers tenanciers lui louant leur exploitation agricole. Des enquêtes détaillées avaient attribué une valeur à chaque exploitation agricole fondée sur une estimation fixe de ce qu'elle pourrait produire compte tenu de la nature du sol. Chaque agriculteur payait alors son loyer directement à un percepteur (*collector*) de l'Etat pour la terre qu'il voulait cultiver. Le cultivateur recevait chaque année un reçu en retour qui lui donnait droit à la propriété. Pour garantir la pérennité de ce système, Munro voulait garder des loyers bas et fixes. Cependant, il fut difficile de le mettre en pratique comme prévu par Munro en raison des compromis inévitables avec les intérêts de l'élite paysanne locale¹⁴⁶.

La politique fiscale du gouvernement de l'Inde pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle fut marquée par des réformes dont les effets variaient selon les régions. Cependant, pour assurer la pérennité des recettes fiscales, le gouvernement colonial maintint le prélèvement permanent d'un impôt exorbitant sur les autochtones.

Le sous-continent fut militairement et économiquement très important pour les Britanniques. La Compagnie adopta une politique fiscale qui se distinguait par un système de revenu reposant sur l'impôt foncier prélevé sur les terres indiennes appartenant aux autochtones. En effet, après la chute de l'empire moghol, la Compagnie renforça son influence territoriale pour protéger son commerce. Les témoignages de l'époque ainsi que les critiques historiques maintiennent que pendant cette transition, la Compagnie se caractérisa par deux fonctions évoluant distinctement : l'une était maritime et commerciale (*East*), et l'autre continentale et territoriale (*India*), d'où la terminologie d'*East India Company*¹⁴⁷. De

¹⁴⁶ Martha McLaren, Munro, Sir Thomas, first baronet (1761–1827), Oxford Dictionary of National Biography, Bibliothèque Interuniversitaire de la Sorbonne, 24 novembre 2013
<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/19549?docPos=2>

¹⁴⁷ “*The Company had united in itself two characters; the character of trader, and the character of sovereign. Between the 505 trader and the sovereign there was a long; and complicated account, almost every item of which furnished matter for litigation. While the monopoly continued, indeed, litigation was averted. The effect of the monopoly was, to satisfy the claims both of commerce and of territory, at the expense of a third party—the English people; to secure on the one hand funds for the dividend of the stock-holder, and on the other hand, funds for the government of the Indian Empire, by means of a heavy tax on the tea consumed in this country. But when the third party would no longer bear this charge, all the great financial questions which had, at the cost of that third party, been kept in abeyance, were opened in an instant. The connection between the Company in its*

plus, la Compagnie imposa à l'Inde sa vision économique globalisée. En instaurant de nouvelles règles fiscales pour les paysans, elle obligea ces derniers à rentrer dans un système de marché commercial libre-échangiste¹⁴⁸. Le revenu ainsi obtenu, s'ajoutant aux énormes profits du commerce britannique dans le sous-continent, permit à la Compagnie de constituer une grande armée de style européen qu'elle n'hésita pas à utiliser fréquemment pour préserver ses avantages et ses intérêts.

2.2.2. L'armée de la Compagnie

Originellement, l'armée de la Compagnie était constituée exclusivement de soldats britanniques mais, à partir de la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle, la Compagnie commença à recruter des soldats indiens : les Cipayes (*Sepoys*). C'est le Major Stringer Lawrence, premier commandant en chef de l'armée de la Compagnie en 1748, qui mit en place cette pratique. Ces troupes locales étaient organisées et entraînées à l'européenne. Comme les Cipayes ne comprenaient pas la langue anglaise, ils étaient initialement commandés par un officier autochtone travaillant sous contrat pour la Compagnie, lui-même sous le contrôle d'officiers britanniques. C'est avec Clive et ses entreprises de conquêtes territoriales que l'armée de la Compagnie commença à recruter en masse ces soldats autochtones. Avec l'accroissement gigantesque des ressources de la Compagnie, issues essentiellement des collectes d'impôts et de ses activités commerciales, le nombre des soldats autochtones recrutés augmenta considérablement. Au début du XIX^{ème} siècle, l'armée de la Compagnie était constituée majoritairement de troupes indiennes : 150.000 Cipayes contre seulement 75.000 soldats britanniques.

Les Cipayes ne constituaient pas un groupe homogène. Ils étaient d'origines ethniques, sociales et géographiques variées. Les Cipayes recrutés étaient des paysans, des artisans puis progressivement les élites des classes supérieures de la société indienne comme les *Brahmanes* et les *Zamindars*. Sous les gouvernements de Cornwallis et de Hastings, la

mercantile capacity, and the same Company in its political capacity, was dissolved. The sovereign and the trader, from partners, became litigants." Macaulay on East India Company's Charter 10 July 1833. On the Motion that the East-India Company's Charter Bill be read a second time, HC Deb 10 July 1833 vol 19 cc479-550, 7 juin 2013.

http://hansard.millbanksystems.com/commons/1833/jul/10/east-india-companys-charter#S3V0019P0_18330710_HOC_25

"Turning again from the tinkling East to the ever grinding impertunity of India, it is as if the East India Company were now in fact two companies, one maritime, the other continental; one commercial, the other territorial; one East, the other India." John Keay, *The Honourable Company, a History of the English East India Company*, London, Harper Collins, 1991, p. 362.

¹⁴⁸ Bankey Bihari Misra, *op. cit.*, 1959, pp. 4-5.

Compagnie adopta une stratégie consistant à recruter les soldats parmi les élites des territoires indiens non-britanniques. L'armée de la Compagnie recrutait également des officiers eurasiens tels que James Skinner, qui avait servi dans les armées des états princiers avant le renforcement de la souveraineté britannique en Inde. En 1815, la Compagnie standardisa son propre modèle de soldats de l'Inde du nord, dit « *Gurkha* » : la compagnie 'Gurkha' (The 'Company Gurkha') fut établie pour défendre ses provinces du nord de la menace du Népal. Elle regroupa des montagnards Kumaonis, Garhwalis et Sirmouris qui intégrèrent l'armée indienne en fuyant leurs terres, dominées par des milices Gurkhas, représentant une force armée locale. En les recrutant, l'armée indienne en prit le contrôle, empêcha leur révolte et exploita leurs capacités guerrières. Les autochtones eux-mêmes adhèrent avec enthousiasme au service militaire de la Compagnie, la seule institution incarnant le pouvoir après la chute de l'empire moghol. Le recrutement local était donc un moyen efficace de créer des liens avec la population autochtone sous domination britannique, d'asseoir la légitimité à gouverner de la Compagnie mais aussi de garantir ses intérêts.

Le responsable de l'armée indienne était le commandant en chef (*Commander-in-Chief*) des armées de la Compagnie; il commandait directement l'armée du Bengale et contrôlait également les armées de Madras et de Bombay. L'armée de la Compagnie était indépendante de l'armée britannique dans ses entreprises militaires. La plupart des commandants en chef étaient d'anciens officiers de l'armée britannique, à l'exception de quelques officiers ayant été au service militaire exclusif de la Compagnie. Le commandant en chef était nommé par les directeurs de la Compagnie pour une durée de cinq ans comme responsable des affaires militaires de la Compagnie tout comme le gouverneur général qui, lui, s'occupait des affaires civiles.

L'armée de la Compagnie incarnait sa puissance et sa souveraineté. Avec ses troupes réparties en compagnies et régiments dans des garnisons stratégiquement situées, elle s'imposa dans toutes les régions indiennes. A sa création, cette armée fut désignée comme l'armée du Bengale (*The Bengal Army*). Sa raison d'être était de veiller à la sécurité de ses présidences, défendre les intérêts commerciaux et géopolitiques de la Compagnie et conquérir des nouveaux territoires stratégiques. Contrairement aux guerres européennes où les morts se comptaient par dizaines de milliers, les interventions de l'armée de la Compagnie étaient moins coûteuses en vies humaines mais étaient marquées par des destructions et des pillages

systematiques¹⁴⁹. Pour la Compagnie, qui employait des soldats autochtones dans son armée, les risques de révoltes, étaient nombreux comme l'avait noté le gouverneur général, Lord Hardinge :

*In India no man can say what a month may produce in a country of 120 millions of inhabitants governed by an army which is officered by aliens, whilst the mass of the force under these foreign officers consents to co-erce their own countrymen, merely for the sake of pay and pension- mesmerised as it were by a handful of officers exhibiting in the working of the system the greatest phenomenon that the world ever witnessed*¹⁵⁰.

Les officiers se retrouvaient ainsi dans l'obligation de réagir avec prudence lorsque les traités avec les états princiers n'étaient pas respectés et d'adapter leurs tactiques de guerre locales en conséquence¹⁵¹. L'armée de la Compagnie réussit à intimider non seulement la population autochtone, mais aussi les princes indiens, héritiers des Moghols ainsi que ses adversaires européens dans le but de défendre ses intérêts. La pérennité de la puissance de l'armée de la Compagnie reposait sur les systèmes fiscaux mis en place par le gouvernement de l'Inde. Ces revenus permirent de payer les milliers d'officiers britanniques et de soldats venant travailler en Inde ainsi que de recruter un nombre considérable de Cipayes.

L'armée de la Compagnie offrait un débouché et une source de revenu indispensable pour maintes familles britanniques envoyant leurs fils s'aventurer dans l'empire. Lawrence James nous explique l'importance du service à l'armée de la Compagnie pour les officiers et leurs familles restées en Grande-Bretagne. Par exemple, Samuel Coleridge était financièrement soutenu depuis l'Inde par son frère aîné, un officier dans l'armée de la Compagnie.

¹⁴⁹ "...no other infantry in Europe at that time could have changed front at the double as the 52nd did at Waterloo... ; in the middle of the eighteenth century, the methods of the French and British were substantially the same... What is doubtful is whether the sum of human misery produced by the businesslike warfare of Europe was at this time greater than that which resulted from the far more uphazard and chaotic engagements of India; one may hazard the guess that in India there was less slaughter of combatants but an even more wholesale devastation of the countryside." Philip Mason, *A Matter of Honour, An Account of the Indian Army, its Officers and Men*, London, Jonathan Cape, 1974, p. 60.

¹⁵⁰ *Ibid.*, pp. 65- 66.

¹⁵¹ "“Any diminution of our forces in Gujarat will diminish our local influence”, a nervous commissioner predicted in 1803.”, *Ibid.*, p. 65.

PARTIE 3- LES RÉFORMES *WHIGS* EN INDE

Introduction

Pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle et suite aux guerres napoléoniennes, les Whigs furent à l'origine de grands changements en métropole. Leurs principes réformistes se concrétisaient de plus en plus dans les politiques de Lord Grey et de ses ministres, nouvellement élus en 1830. Outre leur politique de paix et de réduction des dépenses, ils déclenchèrent une série de transformations majeures qui marquèrent cette époque décisive de l'histoire britannique connue comme « *l'Age de la Réforme* ». Ces politiques réformistes nourries par un libéralisme évangéliste, progressiste et universaliste gagnèrent rapidement les colonies. Dans les années 1830, l'administration des territoires britanniques en Inde, jusque là ancrée dans un conservatisme absolu, vira au libéralisme. Des politiques d'anglicisation inspirées des doctrines utilitaristes, de l'économie politique et du Whiggisme ou du libéralisme radical furent adoptées, voire imposées à la société indienne. Cet enthousiasme réformiste *whig* commença dès les années 1820 et persista jusqu'à ce que la grande révolte des Cipayes éclate en 1857 et mette fin à la domination de la Compagnie en 1858.

Les penseurs utilitaristes ont influencé et même façonné les politiques de l'administration britannique en Inde. Jeremy Bentham et son disciple James Mill développèrent une approche pragmatique flexible pour mettre en œuvre leur théorie utilitariste dans cette colonie et y appliquer leur devise du 'plus grand bonheur pour le plus grand nombre'¹⁵². D'autre part, les principes du libéralisme, de l'économie politique et du libre-échange, exportés depuis la métropole, constituaient le cadre théorique idéal au sein duquel les gouverneurs *whigs* pouvaient développer les réformes sociales, juridiques et administratives qu'ils pensaient nécessaires pour moderniser, démocratiser et « civiliser » l'Inde à l'aune du modèle libéral anglais qui se voulait universaliste. L'Inde était considérée par ces réformistes comme la colonie parfaite pour mettre en œuvre un programme libéral sans précédent dans l'histoire de l'Empire britannique. Ainsi, elle devint une sorte de laboratoire où les Whigs avaient la possibilité de tester leur capacité de gouvernance réformatrice dans un contexte différent et moins réfractaire que celui de la métropole. Les réformistes qui s'intéressèrent à l'Inde laissèrent de côté les divisions idéologiques qu'ils

¹⁵² "Bentham not only propounded a new thought and philosophy, but also developed a science of method to put them into action...His earlier works had already inspired men with the belief in rationalism as a basis for politics and religion, economics and law. From his association with James Mill, his disciple, in 1808, he developed radicalism in thought and advocated a unicameral legislature and secret ballot, annual parliaments and female suffrage, the appointment of the Prime Minister by Parliament and civil servants by competitive examinations." Bankey Bihari Misra, *op.cit.*, 1959, pp. 50-51.

connaissaient en métropole afin de réaliser leur rêve libéral. En Inde, les hauts fonctionnaires *whigs* de la Compagnie se réunirent autour d'un projet unique de réformes¹⁵³.

Depuis la fin du XVIII^{ème} siècle, les Whigs partageaient une conception de l'empire rejetant les préjugés qui prétendaient que l'Inde Moghole était synonyme de despotisme oriental. Les réformes introduites par les Whigs dans le sous-continent visaient à un changement radical de la société indienne. De nombreuses réformes religieuses furent effectuées sous la pression des évangélistes, mais pas sans influence des utilitaristes. Ces derniers divergeaient sur la manière dont les réformes devaient être mises en œuvre. Cette divergence reposait sur une distinction inévitable entre deux contextes socio-culturels différents en Inde et en Grande-Bretagne dans la première moitié du XIX^{ème} siècle. Le libéralisme qui naquit avec la révolution industrielle britannique et qui se développa avec les idéologies libérales et utilitaristes propres à la classe moyenne bourgeoise, n'avait pas d'équivalent en Inde. L'ancien système économique indien n'avait jusque là subi aucun changement. La structure sociale indienne demeurait également inchangée et particulièrement ancrée dans le système très complexe des castes. Pour les Britanniques, le libéralisme des années 1820-1830 devait jouer un rôle majeur dans les réformes souhaitées en Inde: il fallait l'exporter et le transplanter au sein de la société indienne même s'il lui était totalement étranger. Par la suite, le libéralisme bouleversa considérablement la société indienne dont la structure sociale se reconstitua autour d'une élite anglicisée.

Alors que la Grande-Bretagne des années 1830 entamait ses longues batailles parlementaires dans le but de devenir une société démocratique, l'Inde en était encore très loin. La domination britannique de l'Inde se fondait sur une idéologie libérale bourgeoise qui soutenait les réformes. Les penseurs libéraux étaient issus de la bourgeoisie et croyaient beaucoup au progrès. Pour eux, la mission principale de l'empire à l'égard des indiens était civilisatrice, porteuse de progrès social, économique, politique, religieux et culturel.

¹⁵³ "Away from the contentious political environment of England, liberalism, as a programme for reform, developed a coherence it rarely possessed at home. For the most part evangelicals, free traders, law reformers, educational reformers, and utilitarian theorists worked amicably side by side in India." Thomas Metcalf, *The New Cambridge History of India, volume III, 4, The Indian Empire and the Beginnings of Modern Society, Ideologies of the Raj*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, pp. 29-30.

3. Des réformes radicales

3.1. Les réformes politiques

Au début du XIX^{ème} siècle, les réformes politiques mises en place par les Britanniques en Inde furent différentes des réformes politiques adoptées en Grande-Bretagne. L'Inde britannique était alors devenue plus propice aux réformes administratives. En métropole, la grande réforme électorale de 1832, par exemple, avait suscité beaucoup de craintes à la fois chez les Whigs et les Tories. Dans sa lettre, datée de 1831 et destinée à Thomas Spring Rice (1790-1866), traitant des réformes en Grande-Bretagne, Francis Palgrave (1788-1861), alors trésorier sous Lord Grey de 1830 à 1834, traita de la représentation parlementaire des colonies à Westminster¹⁵⁴ et de la question de l'esclavage¹⁵⁵. Les Whigs avaient longtemps incité le Parlement aux réformes et tentèrent de convaincre l'Opposition de leur urgence. Une fois au gouvernement, les ministres *whigs* avaient introduit la question des réformes dans leur projet politique. Les différentes campagnes menées au nom des changements étaient en majeure partie le produit d'une presse libre et accessible à tous les Britanniques, notamment avec l'abolition du *press stamp*, une évolution emblématique de « *l'Age de la Réforme* » dans un pays et un empire immense couvrant les cinq continents.

Le lobby parlementaire indien était fondé sur la propriété d'actions de la Compagnie et non pas sur la propriété de plantations comme aux Antilles britanniques. Les actionnaires se retrouvèrent dans une situation critique avec une diminution imminente de leurs représentants au Parlement en raison du projet de loi sur la réforme électorale de 1832 (*The Great Reform Act*)¹⁵⁶. Sur ce point, Macaulay considérait que la *Reform Act* ne pouvait pas être appliquée en Inde et mettait en avant l'importance du progrès social et économique apporté par la domination britannique dans la colonie. Comme les campagnes réformistes en métropole

¹⁵⁴ "From outside parliament, a number of schemes- ranging from 'parliamentary guilds' to seats set aside specially for India and the West Indies- were put forward for ensuring that the colonies, alongside other non-territorial propertied interests were adequately represented", A. Burns and J. Innes, eds., *op. cit.*, pp. 300-301.

¹⁵⁵ "Slavery, for instance, is in this predicament, whether established by the insolence of Greek philosophy, as the law of nature against all barbarians, or created by act of Parliament as the law of the land; or rather the law of a certain number of enumerated sugar islands against a certain number of human beings of African descent." Francis Palgrave, *Conciliatory Reform: A Letter addressed to the Right Honourable Thomas Spring Rice, M. P. on the means of reconciling Parliamentary Reform to the interests and opinions of the different orders of the community; together with the draft of a Bill, founded on the Ministerial Bill, but adapted more closely to the principles and precedents of the Constitution*, *Edinburgh Review*, vol. 53, n°106, June 1831, p.502.

¹⁵⁶ Miles Taylor, "Empire and Parliamentary Reform: the 1832 Reform Act Revisited", in Arthur Burns and Joanna Innes, eds., *Rethinking the Age of Reform: Britain, 1780-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 301.

coïncidaient avec une forte industrialisation, les réformes proposées par les Whigs pour l'Inde se focalisaient sur la notion du progrès. La Compagnie devait accélérer le progrès social et économique en considérant le sous-continent non pas comme une colonie dominée et les autochtones comme des esclaves, mais comme un vaste marché de consommateurs potentiels des produits manufacturés en Grande-Bretagne. Les Whigs au gouvernement devaient donc prendre en considération la nature des relations britanniques avec l'Inde ou encore avec les Antilles. L'Empire reposait sur le commerce avec les colonies et les réformes risquaient de bouleverser les intérêts des propriétaires de plantations et des grands marchands, selon les Tories.

La question de l'esclavage était également au cœur des réformes menées par des ministres *whigs*: il s'agissait d'un grand problème national et impérial. Les abolitionnistes menaient alors un mouvement anti-esclavagiste, comparable au Chartisme dans la manière de procéder par pétitions nationales recueillant un nombre record de signatures et dans l'utilisation de l'opinion publique pour faire pression sur le gouvernement. Le Parlement finit par céder à la pression des Whigs en promulguant la loi sur l'abolition de l'esclavage en 1833. On peut s'interroger pour savoir dans quelle mesure les Whigs avaient réellement contribué à porter cette loi révolutionnaire. Étaient-ils vraiment convaincus de l'importance et de l'urgence de cette mesure législative pour les colonies et la Grande-Bretagne ou était-ce simplement une stratégie destinée à adapter leur politique à une époque de changements et de crises sociopolitiques ?

L'implication des Whigs dans un programme de réformes au niveau de l'empire était manifeste. Les politiques *whigs* s'adaptèrent souvent aux différents contextes politiques ainsi qu'aux circonstances historiques. L'esprit fédérateur qui réunissait tous les réformistes *whigs*, y compris les évangélistes, les utilitaristes et les libéraux inspira maints projets de réformes. L'une des caractéristiques du libéralisme était son élasticité et son universalisme lui permettant de s'adapter à des circonstances différentes. Comme la continuité de l'essor de leur commerce dépendait largement d'une restructuration politique, les directeurs et les employés de la Compagnie se concentrèrent sur un processus consistant à transposer le modèle politique libéral. La question était de réformer le système politique indien à l'aune de la vision des Whigs.

La conception Whig des réformes, dont la principale caractéristique était la notion de progrès, variait d'un groupe *whig* à un autre. En effet, la théorie prônée par les libéraux

anglicans (*Anglican Liberals*), selon Duncan Forbes (1798-1868)¹⁵⁷, naquit de leur vision de l'histoire en tant que quête sur la vraie nature du progrès¹⁵⁸. En 1815, la notion de progrès était étroitement liée à l'esprit révolutionnaire des Jacobins, des athées et des radicaux. Contrairement aux Benthamites, les libéraux anglicans étaient opposés à l'optimisme, à l'utilitarisme et à l'individualisme de l'époque. Ils avaient une intime conviction que le monde était soumis à un gouvernement providentiel universel. D'ailleurs, Walter Scott et Edmund Burke étaient parmi les figures emblématiques de ce courant.

En ce qui concerne les Whigs réformistes, ils étaient différents des Whigs aristocrates (*Oligarchic Whigs*). Les Whigs réformistes tels Jeremy Bentham, John Stuart Mill, Thomas Babington Macaulay avaient par leurs écrits et par leurs politiques du changement, bouleversé les attitudes conservatrices des Tories¹⁵⁹. Ils s'inspiraient des valeurs du mérite, de l'autonomie et de la personnalité contre les pratiques politiques du parrainage liées au statut social et à la notoriété. Ils avaient donc une vision méritocratique de la société. Les principes mis en avant par les Whigs réformistes se concentraient sur les questions de liberté individuelle, de propriété privée, de primauté du droit et d'éducation occidentale. Ils se préoccupèrent en

¹⁵⁷ D. Forbes était un orientaliste, membre de la *Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*; membre de l'*Asiatic Society of Paris* et professeur de langues et littératures orientales à *King's College*, à Londres.

¹⁵⁸ "Progress in 1815 was the faith of Radicals and atheists, a belief still tainted with Jacobinism, with violent revolution and godlessness. Hatred of the Radicals was reinforced by the fear of imminent social conflict. These emotions the Liberal Anglicans shared with the majority of the 'respectable' classes, but the Liberal Anglican dislike of the Radical solution was not grounded on fear and prejudice alone, but on a philosophy of life which was one facet of the great post-war religious movement, whose 'lunatic fringe' looked for the coming of the millennium, and which led ultimately either to Oxford, or to Rome or to the Board Church. The Liberal Anglicans hated Radicalism as a symptom of the materialism of the age, of the philosophical vacuum which that materialism represented, of the shameful intellectual backwardness of England as compared with France or Germany, and as the heir to the Rationalism of the 18th century, which had learnt nothing from the French Revolution, being still grounded on abstract theory and not on historical experience. They organized themselves intellectually against the Benthamites in the tradition of Burke and Coleridge, and by the time that the unreasoning fear of 'perfectibility' had died away and the idea of progress had become respectable, they had entrenched themselves against it in the study of history, reinforced from the great arsenal (which they had discovered) of the German historical speculation. Progress became the credo of triumphant Victorianism with the development of the purely material side of civilization, a development which the Liberal Anglicans distrusted in itself, and progress, in becoming respectable, became from the Liberal Anglican point of view more dangerous intrinsically, as well as more widespread, than the revolutionary doctrine of perfectibility had been. The latter was an avowed belief in man to the exclusion of God, the clearly defined faith of a small militant party, while the former could afford to neglect God while still outwardly conforming to a belief in His Providence." Duncan Forbes, *The Liberal Anglican Idea of History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1952, pp. 5-6.

¹⁵⁹ Symbole du libéralisme et du progressisme, l'historien le vrai de son époque, il apporta à l'histoire le côté romanesque en s'occupant de la culture, la politique les sciences et les manières, des classes sociales inférieures, de toute la population ; l'histoire évolue avec lui de son simple état stagne d'annales réservés au monde politique et militaire dominé alors par des aristocrates. En 1825, il publie dans l'*Edinburgh Review* son essai sur Milton, *On John Milton*, avec lequel il rentre dans le milieu intellectuel et aristocratique whig. Il est beaucoup apprécié par Lady Holland qui l'invitait toujours dans son salon londonien, où il rencontra des hommes politiques et des personnalités whigs, lesquels il impressionna avec ses pensées progressistes. Lord Landsowne lui offrit un siège à la Chambre des Communes.

particulier de la propriété terrienne qui, selon eux, apparaissait comme le moyen de réconcilier la liberté et l'ordre¹⁶⁰.

D'après T. B. Macaulay l'Inde, avait besoin de changement et de modernisation économique et institutionnelle. Pour véhiculer l'exportation de ces idées libérales, il privilégia les réformes parce qu'elles prévenaient toujours les révoltes, selon sa vision *whig*. Il en résultait la notion de liberté mais, pour lui, la liberté en Inde devrait être contrôlée. Plus encore, James Mill était en faveur de maintenir les « autres » nations, les colonies et les périphéries dans un état de dépendance totale vis à vis de la métropole. Les autochtones n'auraient droit qu'à une liberté limitée parce que cette liberté devait être soumise aux conditions imposées par la souveraineté britannique.

3.1.1. Robert Clive, Warren Hastings, Charles Cornwallis et R. Wellesley

Les politiques de R. Clive¹⁶¹ se caractérisaient plutôt par un double système de gouvernement : une administration moghole en façade et une souveraineté britannique indirecte masquée. Pour Clive, la fonction du gouvernement était d'effectuer des interventions limitées dans les affaires indiennes. Warren Hastings¹⁶², quant à lui, voulait, par prudence, faire valoir la souveraineté britannique sans la rendre trop manifeste. Sa stratégie montrait qu'il craignait que la société indienne ne soit soudainement affectée par une trop forte influence britannique, en particulier que le système juridique musulman et hindou soit remplacé par le système juridique britannique. Ainsi, R. Clive et W. Hastings avaient plutôt essayé de masquer la souveraineté britannique en gardant l'administration moghole, déjà en place à l'arrivée des Britanniques en Inde. Cependant, vers la fin du XVIII^{ème} siècle, l'esprit réformiste des Whigs commença à influencer les politiques coloniales des gouverneurs généraux en Inde avec des réformes politiques de plus en plus anglicisantes. La première introduction des principes politiques britanniques dans l'administration du sous-continent se

¹⁶⁰ "To the Whig mind landed property appeared as the agency which affected the reconciliation of freedom with order." Eric Stokes, *The English Utilitarians and India*, Delhi, Oxford University Press, 1982, p. 5.

¹⁶¹ H. V. Bowen, Clive, Robert, first Baron Clive of Plassey (1725–1774), army officer in the East India Company and administrator in India, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/5697?docPos=7>

¹⁶² P. J. Marshall, Warren Hastings (1732–1818), governor-general of Bengal, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/12587?docPos=1>

manifesta sous forme de règlements dont la loi de 1773, (*The Regulating Act*) destinée à mettre fin aux excès administratifs des employés du service public (*Public Servants*).

Contrairement aux visions orientalistes de R. Clive et de W. Hastings qui s'étaient contentés de reconduire l'administration moghole, Charles Cornwallis¹⁶³, le premier gouverneur général réformiste *whig* (1786-1793), introduisit des politiques nouvelles marquées par une nette anglicisation du pouvoir politique en Inde. Il était opposé aux principes de gouvernance élaborés par Hastings et ses érudits orientalistes, tels que Nathaniel Halhed qui avait traduit les lois hindoues. Pour Cornwallis, la vision orientaliste encourageait le despotisme des gouverneurs et comme le pouvoir politique absolu menait systématiquement à la corruption il fallait donc le limiter. Pour garantir la stabilité de son gouvernement, Cornwallis avait essayé d'en réduire les fonctions se contentant d'assurer la sécurité des individus et de leurs biens. Pour ce faire, il avait fait le choix de concevoir une politique nouvelle qui rejetait le despotisme oriental et mettait en valeur le libéralisme anglais. Il eut recours à la division classique des pouvoirs chez les Whigs en séparant les pouvoirs exécutifs et législatifs. Dans sa vision *whig*, il imposa la hiérarchie sociale britannique au sein de la société indienne sans tenir compte des coutumes et des traditions de cette dernière. Il se concentra sur la classe des propriétaires *Zamindars*, qu'il créa et ce dans l'unique but de protéger les intérêts de la Compagnie et de la sécurité des Britanniques présents en Inde. En effet, son système fiscal, *The Permanent Settlement* illustre à merveille ses aspirations à mettre en œuvre la théorie des Whigs sur les principes de gouvernement.

Dans la même conception *whig* du gouvernement, Richard Wellesley¹⁶⁴, gouverneur général de 1798 à 1805, compléta les réformes introduites mais inachevées par Cornwallis en retirant au Conseil suprême son pouvoir en tant que cour supérieure du système juridique de la Compagnie. Frère de Wellington, R. Wellesley, dans ses réformes, s'était inspiré de la constitution britannique et non pas des principes *whigs*, en particulier dans la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et juridique. C'est sur cette base qu'il avait alors élaboré la nouvelle constitution du Bengale. Wellesley poursuivit la politique d'anglicisation de

¹⁶³ C. A. Bayly and Katherine Prior, Charles Cornwallis, first Marquess Cornwallis (1738–1805), governor-general of India and lord lieutenant of Ireland, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/6338?docPos=5>

¹⁶⁴ C. A. Bayly, Richard Wellesley, Marquess Wellesley (1760–1842), governor-general of Bengal, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/29008?docPos=10>

Cornwallis en limitant l'intervention du gouvernement. Son administration se caractérisa par des réformes favorisant une transition douce, refusant d'imposer des réformes immédiates et de transformer complètement le pays en un modèle de gouvernance anglaise. D'autres gouverneurs ne partageaient pas ces idéaux et trouvaient dans l'intervention limitée des Britanniques dans les affaires des autochtones la clé principale de la continuité de l'empire.

3.1.2. La vision orientaliste des gouverneurs de la *Munro School*

La *Munro School* en référence à Thomas Munro ou la *Paternalist School* regroupa des gouverneurs d'une vision conservatrice ou 'orientaliste' vis à vis des réformes à adopter dans le sous-continent. Thomas Munro, Mountstuart Elphinstone, John Malcolm et Charles Metcalfe étaient des figures emblématiques de cette vision orientaliste par rapport à l'administration de l'Inde britannique et aux réformes à y introduire. Ils préféraient l'introduction de réformes sociales douces plutôt que celle de réformes utilitaristes et soutenaient une vision plus autoritaire, responsable et tutélaire que celle des penseurs utilitaristes. Contrairement aux Whigs utilitaristes, ils ne croyaient pas au progrès soudain et miraculeux d'une société donnée mais plutôt à la continuité de l'ordre existant des pouvoirs et à une adaptation réformiste pour l'améliorer. Ces conservateurs libéraux de la *Paternalist School* voulaient donc protéger la société indienne et son système politique de toute anglicisation imposée. Dans leur vision orientaliste, ils s'opposèrent aux gouverneurs réformistes *whigs* comme William Bentinck représentant le mouvement anglicisant et occidentaliste. Le pouvoir politique, selon eux se définissait par l'autorité indispensable du gouverneur, d'une part et par la soumission du gouverné à cette autorité, d'autre part. Dans leur politique indienne, ils donnaient beaucoup d'importance à la société autochtone. Ils étaient convaincus que leur domination ne pouvait perdurer qu'avec le soutien des autochtones. Plutôt qu'obliger l'aristocratie indienne à quitter ses terres, ils se montrèrent plus généreux, en tant que gouverneurs, que leurs prédécesseurs. L'enjeu était de préserver l'ancien système politique indien et d'atténuer les effets indésirables de l'administration étrangère et ce, en encourageant la continuité des états princiers sous leur protection.

3.1.2.1. Thomas Munro

Thomas Munro¹⁶⁵, gouverneur de Madras de 1820 à 1827, adopta une politique essentiellement expérimentale et pragmatique. D'ailleurs, Munro était déjà président du comité travaillant sur le gouvernement de Madras entre 1814 et 1819. Soutenu par la commission de contrôle et les directeurs, son programme de réformes, notamment par rapport aux réductions des dépenses, avait réussi. Avec ses victoires militaires sur les Marathes en 1818, Munro était perçu comme le parfait gouverneur qui permit à la présidence de Madras de devenir le modèle exemplaire pour gouverner tous les territoires de l'Inde britannique¹⁶⁶. Il considérait que l'administration britannique en Inde était marquée par des prises de décisions rapides et inefficaces. D'après Munro, il fallait mettre fin à des mesures, peu étudiées et permanentes, telles que le *Permanent Settlement* de Cornwallis. T. Munro défendait une politique conservatrice privilégiant le contact avec la société locale plutôt que l'adoption de lois étrangères. Il était convaincu que la structure gouvernementale devait être simplifiée et que l'administration britannique devait être représentée sur le terrain par un percepteur (*Collector*) qui agissait à la fois comme policier et magistrat au sein de la société indienne. Cette conception du gouvernement était purement stratégique. Enfin, en conservant les états princiers en place, T. Munro et la majorité des gouverneurs de la *Munro School* purent facilement atteindre leurs objectifs impérialistes.

3.1.2.2. John Malcolm

Dans ses ouvrages, *Sketch of the Political History of India* (1812), *the Memoir of Central India* (1823), *the Political History of India* (1826) et particulièrement *the Government of India* (1833), John Malcolm¹⁶⁷, gouverneur de Bombay (1827-1830), considérait que l'administration de la Compagnie constituait le meilleur outil pour perpétuer la domination

¹⁶⁵ Martha McLaren, Sir Thomas Munro, first baronet (1761–1827), army officer in the East India Company and administrator in India, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/19549?docPos=2>

¹⁶⁶ Burton Stein, *Thomas Munro: The Origins of the Colonial State and His Vision of Empire*, New Delhi, Oxford University Press, 1989, p. 3.

¹⁶⁷ Robert Eric Frykenberg, Sir John Malcolm (1769–1833), diplomatist and administrator in India, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/17864?docPos=3>

britannique de l'Inde¹⁶⁸. Selon Malcolm, la Compagnie devait continuer son travail tout en étant contrôlée par la commission de contrôle. Pour lui, le gouvernement de l'Inde devait avoir un système unifié : il fallait déléguer les pleins pouvoirs à des personnes fiables à la tête du gouvernement de l'Inde plutôt que de maintenir une administration londonienne centralisée. En outre, Malcolm avait souhaité que les relations entre l'Inde et la Grande-Bretagne se renforcent davantage en introduisant au Parlement un groupe parlementaire pour représenter le sous-continent. En voulant attribuer des sièges parlementaires à des fonctionnaires qui avaient longtemps travaillé pour la Compagnie en Inde ou en métropole, tels que les directeurs, il visait une représentation directe des intérêts de la Compagnie au sein du Parlement. En dépit de son opposition initiale à l'idée que la Compagnie n'était pas capable de gouverner tout un empire, il en était devenu un grand partisan notamment avec l'extension géographique de la domination britannique en Inde. Pour lui, les directeurs étaient des agents responsables de l'empire britannique en Asie du Sud.

John Malcolm avait l'espoir que le gouvernement de l'Inde par les britanniques puisse durer longtemps¹⁶⁹. Pour comprendre les lois et les coutumes indiennes et pour que l'état colonial puisse maintenir son pouvoir il fallait établir un groupe d'intermédiaires autochtones, les *Pandits* hindous, pour expliquer aux gouverneurs britanniques les coutumes et les lois indiennes et les aider à les appliquer. Malcolm considérait l'élite indienne comme essentielle

¹⁶⁸ "Like many other contemporary books and pamphlets on this subject, it assumed that the Company would lose the last of its commercial privileges and be refashioned, or possibly even replaced, as the instrument of British government in India." D. Eyles, "The Abolition of the East India Company's Monopoly, 1833", unpublished PhD dissertation, University of Edinburgh, 1955, p. 209, in Jack Harrington, *Sir John Malcolm and the Creation of British India*, Palgrave Studies in Cultural and Intellectual History, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 139.

¹⁶⁹ "At the root of all of his thinking lay a central assumption: that the British were foreign conquerors of an ancient and largely static hierarchical society with revered and highly sophisticated social and political institutions. As Malcolm saw it, to rule effectively and to improve the condition of the people in the three presidencies of Bengal, Madras, and Bombay, the British needed to address themselves to the local elites. In his view, the leaders of Indian society had the most to lose by the spread of British authority. He observed: « We are supported by the good opinion of the lower and middling classes... ; but [our government] has received the rudest shocks from an impression that our rule is at variance with the permanent continuance of rank, authority and distinction in any native of India » Malcolm saw India's elites as the pillars on which lasting British power rested. The improvement of Indian society under British rule did not depend on the quality of new reforms or the ability of British administrators; rather it relied on the effectiveness of local elites. « The period is yet distant when we can expect to add to our reputation or strength, and with these to our means of civilizing such countries, by addressing ourselves... to the mass of the people... we can only hope to reclaim ignorant superstitious, or predatory classes of men from their rude and lawless habits, by using, as our instruments those by whom they are influenced or governed. By vexing or disturbing such communities with laws which they do not understand, and introducing principles of rule foreign to all their usages, we dissolve ties which when preserved, further our object ; and excite the hostility not only of their chiefs and priests, but of all the restless and bold spirits of the country to whose violence we expose the peaceable and industrious inhabitants." John Malcolm, *Political History of India*, II, p. cclxiv, *The Government of India*, pp. 28-29, in Jack Harrington, *Sir John Malcolm and the Creation of British India*, Palgrave Studies in Cultural and Intellectual History, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 141.

au maintien de la souveraineté britannique en Inde. En d'autres termes, les Britanniques devaient construire leur empire en s'appuyant sur l'élite autochtone parce que cette classe serait responsable de sa propre société. Cette vision se concrétisa par le biais de lois régulant la structure administrative de la Compagnie en métropole et en Inde, à commencer par l'*East India Act* de 1784. Malcolm préconisa que les adoptions successives de lois par des gouverneurs *whigs* n'étaient pas la meilleure façon de réformer l'administration indienne et qu'il fallait plutôt cultiver les élites indiennes qui faciliteraient, par la suite, la mise en place de réformes fondamentales, si indispensables à la préservation des intérêts britanniques. La vision de Malcolm reposait sur l'éventualité de perdre l'Inde si des réformes essentielles n'étaient pas concrètement introduites par le biais d'initiatives politiques, sociales et éducatives. Sur la question des réformes, il préférait les laisser aux mains du gouvernement local, directement lié au contexte indien, plutôt que permettre aux directeurs de la Compagnie de les influencer. Malcolm maintenait que la sécurité des possessions britanniques en Inde pouvait être assurée avec une présence militaire raisonnable et judicieusement utilisée¹⁷⁰.

3.1.2.3. Charles Metcalfe

Il y avait des divergences entre ces gouverneurs telles que celles entre John Malcolm et Charles Metcalfe sur la politique à adopter à l'égard des états princiers et même vis à vis de l'ancienne aristocratie indienne. C. Metcalfe¹⁷¹, gouverneur général entre 1835 et 1836, et gouverneur-lieutenant (*Lieutenant-Governor of the North-Western provinces*) des provinces nord-ouest entre 1836 et 1838¹⁷², était assez pessimiste sur la réconciliation des Britanniques avec l'ancienne classe gouvernante. Sa politique consistait plutôt à annexer les états princiers tant que cela était possible. Il se méfiait des princes indiens qui, selon lui, ne cherchaient qu'à exhiber leurs richesses et à dépenser leurs héritages. Metcalfe préféra donc les contrôler et renforcer l'armée de la Compagnie. Pour lui, contrairement à ce que Malcolm craignait, la domination britannique ne produirait pas de révolution indigène. Cette certitude

¹⁷⁰ "For Malcolm the British Empire in India was "essentially military, and our means of preserving and improving our possession through the operation of our civil institutions depend on our wise and politic exercise of that military power on which the fabric rests."", John Malcolm, *Political History of India*, II, London, J. Murray, 1826, p. 16.

¹⁷¹ C. A. Bayly, Charles Theophilus Metcalfe, Baron Metcalfe (1785–1846), colonial governor, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017 <http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/18617?docPos=2>

¹⁷² Charles T. Metcalfe, Baron Metcalfe, British colonial official, *Encyclopædia Britannica*, 22 septembre 2017 <https://www.britannica.com/biography/Charles-T-Metcalfe-Baron-Metcalfe>

articulée dans la conception de Metcalfe était bien révélatrice de son affinité avec les principes réformistes *whigs*. Le libéralisme de Metcalfe était manifeste. Il encouragea la liberté de la presse et l'immigration illimitée des Européens. Bien que Metcalfe était un adepte de l'administration directe, il n'avait pas l'intention de transformer la société indienne à l'image de l'Occident.

3.1.2.4. Mountstuart Elphinstone

Mountstuart Elphinstone¹⁷³, gouverneur de Bombay de 1819 à 1827, considérait que le rôle du gouvernement était de protéger la population, comme le ferait un père envers son fils, d'où le nom *Paternalist School* sous lequel se classent ces gouverneurs. Elphinstone était convaincu qu'en imposant des lois étrangères aux autochtones, les changements et les réformes désirés ne pourraient pas être effectués. Au sein de la *Munro school* (cf. *Paternalist School*), les gouverneurs ne partageaient pas la volonté des Utilitaristes d'ordonner des lois car ils croyaient que le réel changement dans une société naît de l'intérieur même de cette société et non pas de ses politiciens. Cette opinion montre que les gouverneurs de la *Paternalist School* étaient influencés par les philosophes des Lumières pour qui le pacte social est primordial. Elphinstone contesta l'idée que le gouvernement de l'Inde puisse contrôler les trois présidences britanniques. Il s'attaqua alors, tout comme les autres gouverneurs de la *Munro School*, à cette uniformité voulue par les Utilitaristes.

3.1.3. La vision réformiste anglicisante et occidentaliste

L'utilitarisme et l'évangélisme reposaient sur l'individualisme. Chaque groupe de ces réformistes avait sa propre approche pour transformer l'Inde. En effet, le libéralisme et l'évangélisme étaient très répandus dans la société victorienne industrialisée. Après une révolution industrielle marquée par un individualisme absolu, l'esprit évangéliste vint secourir les pauvres contre les injustices sociales et fut le berceau des réformistes politiques. Les évangélistes s'accordaient sur le fait que les lois sont incapables de changer une société de l'intérieur. Selon leur 'Evangile', seul un processus de purification interne aboutit à une renaissance morale. Les évangélistes tels que Charles Grant, voulaient alors convertir les

¹⁷³ C. A. Bayly, Mountstuart Elphinstone (1779–1859), administrator in India, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017
<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/8752?docPos=16>

autochtones pour les libérer de la superstition, de l'ignorance et de l'oppression, et ce, en purifiant leurs âmes et en améliorant leurs personnalités¹⁷⁴. Pour ce faire, l'éducation occidentale et le Christianisme furent considérés par les évangélistes comme la seule et la meilleure possibilité de civiliser cette société.

En dépit de leur conservatisme réitéré dans leur soutien au monopole commercial de la Compagnie en métropole, les évangélistes étaient devenus des adeptes du libre-échange en Inde. Ils avaient toujours tenté d'éliminer les barrières politiques qui s'opposaient à l'arrivée en Inde de la culture occidentale et de sa religion chrétienne. Pour ce faire, ils réalisèrent qu'ils avaient besoin d'établir une alliance avec la communauté marchande dont le pouvoir était considérable à l'époque puisque les marchands incarnaient la puissance et l'opulence. L'alliance des évangélistes avec les grands marchands, dont l'influence politique était grandissante au Parlement, se concrétisa dans les années 1820. Cette alliance se renforça avec l'abolition progressive du monopole de la Compagnie¹⁷⁵. Leur union était devenue une force politique véhiculant des réformes chères au mouvement d'anglicisation soutenu par les Whigs.

3.1.3.1. L'administration de William Bentinck

Lorsque William Bentinck arriva en Inde en 1828, il était déterminé à entièrement réformer le pays, une tâche proprement herculéenne. Dans son fameux échange avec James Mill, il expliqua clairement sa vision *whig* utilitariste de l'empire en lui affirmant : « c'est vous qui gouvernez l'Inde »¹⁷⁶. Autrement dit, même si James Mill, alors contrôleur en chef (*Chief Examiner*) au siège londonien de la Compagnie, n'allait pas réellement gouverner

¹⁷⁴ “That despotism, with a variety of subordinate principles to which it has given birth, still exists in great vigor, even where the political government is in foreign hands, and therefore although by acting the part of upright rulers towards our Hindoo subjects, and endeavouring to provide for a fair administration of justice among them, we shall repress many disorders that before prevailed, yet this reform will not reach those evils in their character and conduct, already described, which are the bane of their happiness, personal and social. Nor will it ensure to us their attachment, which in point of policy, it would be desirable to engage by any amelioration of their character, instead of leaving their old facility in changing, to cooperate with their imbecility, in favor of any new invader.” Charles Grant, *Observations on the State of Society among the Asiatic Subjects of Great Britain, Particularly, with Respect to Morals; and on the Means of Improving it*, 1792, p. 74.

¹⁷⁵ “Take away the monopoly and leave the government of India to the Company’: a very short and convenient way of settling one of the most complicated questions that ever a legislature had to consider.”, *The East India Company's Charter Bill*- 10 July 1833, vol. 19 cc 479-500, 25 avril 2014., <http://hansard.millbanksystems.com>

¹⁷⁶ Jennifer Pitts, IHR Seminar on ‘Uniformity, Difference and Hierarchy in the Context of Empire: Bentham’s ‘Place and Time’, Séminaire franco-britannique, Maison de la Recherche, Université de la Sorbonne, 2011-2012.

l'Inde, Bentinck lui assura qu'en tant que gouverneur-général, il appliquerait fidèlement ses idées libérales utilitaristes, longuement défendues dans son ouvrage, *History of British India*.

Le gouverneur général Lord William Bentinck avait entamé son administration des présidences britanniques par une forte impulsion de réformes. L'urgence des réformes, selon Bentinck, était une manière de faire justice aux autochtones. Depuis des siècles, les Britanniques n'avaient cessé d'accroître leurs profits sans se soucier de la population locale. Pour lui, la gloire de l'empire britannique reposait sur le bonheur des autochtones. Pragmatique, Bentinck pensait qu'il fallait considérer cette période de paix que connaissait le sous-continent à son arrivée comme une opportunité et que des réformes fondamentales devaient être introduites au sein de la société indienne¹⁷⁷. En effet, depuis les années 1820, Bentinck observait l'état de dégradation de l'Inde. Pour l'homme qui avait vécu et soutenu l'émancipation catholique (*Catholic Emancipation*), la campagne sur la loi électorale (*the 1832 Reform Act*) et les réformes économiques en métropole, il fallait aussi réformer l'Inde. D'après lui, la grandeur de l'Empire dépendait essentiellement de l'évolution, de la réforme et de l'amélioration des sociétés sous son emprise. Dans une lettre privée adressée à William Astell le 17 octobre 1828, Bentinck dévoila sa résolution de mettre en place deux comités, l'un civil et l'autre militaire dont les membres seraient choisis dans chaque présidence et devraient se réunir à Calcutta afin de réviser les institutions civiles et militaires. Le but était de réduire les dépenses gouvernementales et de permettre plus d'impartialité et d'indépendance¹⁷⁸. Bentinck réussit à abolir la pratique du *Sati*, à ouvrir des postes au service juridique du gouvernement de l'Inde pour les autochtones de la classe supérieure et à substituer l'anglais au persan. Les réformes proposées par Bentinck au niveau de la politique à adopter en Inde étaient pionnières et sans précédent.

¹⁷⁷ "I look at all this country as a great estate, of which I am the chief agent, whose principal business is to improve the condition of the tenantry and to raise the income, not by rackrenting and subletting, but by bringing into play, by judicious management and encouragement, all the resources which its soil and circumstances abundantly offer." Bentinck to Lord Ellenborough, Private, 5 November 1829, in C.H. Philips, ed., *The Correspondence of Lord William Cavendish Bentinck*, Vol. 1, p. 332.

¹⁷⁸ Private Letter from Bentinck to William Astell, Calcutta, 17 October 1828, *Bentinck Papers*, Mss. Eur. E 424-2, p. 1.

3.2. Les réformes juridiques

Le mouvement réformiste, mené par les Whigs utilitaristes et évangélistes pendant les années 1830, s'intéressait particulièrement aux réformes législatives en Inde. Bentham, dans son projet législatif, avait entamé le débat sur l'universalisme des lois et leur capacité à s'adapter aux différents contextes de l'empire. Les lois britanniques de la *Common Law* n'étant pas codifiées d'une manière scientifique selon Bentham, elles pouvaient alors bien l'être dans le sous-continent et s'ajuster au contexte indien. Cette volonté de maîtriser les clés de la société indienne s'installa progressivement, donnant aux Britanniques plus d'envie de tout contrôler et même parfois d'imposer des lois anglaises ou des lois calquées sur le système juridique anglais. En outre, les comités restreints chargés d'enquêter sur l'Inde, avaient rapporté au Parlement qu'en appliquant les lois anglaises, les autochtones seraient mieux traités. L'idée était de garantir les droits des autochtones par le biais des lois. Pour ce faire, les juges britanniques travaillant à la cour suprême de Calcutta devaient rapporter leur travail au Conseil privé à Londres, conformément au *Judicature Act* de 1773. Les réformistes avaient donc soutenu une politique de systématisation des pratiques juridiques et judiciaires indiennes.

Les réformes juridiques voulues par le gouverneur général Cornwallis formaient « un système impersonnel de lois » (*impersonal law system*)¹⁷⁹. Pour Cornwallis, le rôle du gouvernement était avant tout l'administration de la justice pour maintenir l'ordre dans la société. Ses réformes étaient inspirées de la théorie lockéenne de gouvernement, privilégiant la codification et la mise en œuvre des lois. En effet, le code réglementaire du Bengale (*The Bengal Code of Regulations*) élaboré par Cornwallis en 1793, fut une première dans l'histoire de l'Inde britannique en termes de lois écrites. Avec cette loi, les collecteurs d'impôts qui devaient aussi assurer la justice, furent remplacés par des magistrats, considérés comme des agents d'un « gouvernement de droit » (*government of law*). Les magistrats des provinces avaient à la fois, le pouvoir d'exercer la justice et la responsabilité de recouvrer les impôts. Mais, en supprimant le poste de collecteur, le but du gouvernement de l'Inde était aussi de réduire les dépenses.

Pendant les années 1820, le gouverneur John Malcolm préféra préserver le même système juridique. Etant donné que la société indienne reposait sur une hiérarchie sociale complexe, avec le système des castes en particulier, les Britanniques devaient conserver les

¹⁷⁹ "A system upheld by its inherent principles and not by the men who are to have the occasional conduct of it." Eric Stokes, *The English Utilitarians and India*, Delhi, Oxford University Press, 1982, p. 7.

lois hindoues et musulmanes. Malcolm avait démontré l'importance de préserver les usages juridiques des *Panchayats*, les arbitres des communautés locales, dans l'administration de la justice civile et criminelle¹⁸⁰. Il adopta une politique de réformes très limitée mettant en garde ses concitoyens contre une anglicisation excessive des institutions juridiques indiennes. Ces réformes n'étaient, en effet, qu'un prélude aux réformes législatives et juridiques que Macaulay proposerait par la suite.

3.2.1. La réforme du code pénal de Macaulay

Sous le gouvernement de Bentinck, des postes dans le service juridique furent ouverts aux élites autochtones, et la langue anglaise se substitua au persan. D'ailleurs, tout le service public subirait bientôt une anglicisation accélérée¹⁸¹. Macaulay, quant à lui, instaura un nouveau système juridique en élaborant un code pénal qui ne prenait pas en considération les pratiques juridiques musulmanes et hindoues, mais qui intégrait des lois purement britanniques¹⁸². Ayant été membre au Conseil législatif du Bengale et à la Commission Indienne des Lois (*Indian Law Commission*), Macaulay établit en 1837 le code pénal indien (*The Penal Code of India*) et réussit ainsi à rendre publique la réforme du droit pénal. Il élaborait une version simplifiée des lois à adopter en Inde britannique. Cependant, ce premier code fut la cible de maintes critiques résultant finalement en sa révision. C'est ce que fit le gouverneur général Auckland dans l'une de ses lettres envoyées à John Hobhouse, le rassurant que des amendements au code pénal devaient être effectués¹⁸³. Après la révision du

¹⁸⁰ "Panchayats were cheap and comprehensible to ordinary people. Best of all, they required only limited supervision from British officials... "The numerous changes", he observed, « necessarily made both in civil and criminal code, and the circumstance of a Christian judge presiding in the Court, must have effected much of that respect [a Muslim] may be conceived to have for a system of law based on the Koran. Malcolm's critique of Bengal, like his praise for Panchayats, assumed that the best justice systems grew out of the communities they served rather than the efforts of outsiders to codify and simplify the law." Jack Harrington, *Sir John Malcolm and the Creation of British India*, Palgrave Studies in Cultural and Intellectual History, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 142.

¹⁸¹ "The Court observe that "the discontinuance of the Persian language would, in the Court's opinion most assuredly lead to no diminution of expense but to a considerable increase. The only question relates to the official language of the proceedings of our Courts of Justice. If it be intended to substitute English for Persian, a much higher rate of salary must be paid to the comparatively few officers acquainted with the English language ...The Court... further remark that if the question of discontinuing the persian language be raised at all, it should be rendered applicable not to judicial only , but to all other departments of the Public Administration." India Board, 8th May 1835, Bentinck Papers, Mss Eur, E 424/10, India Office Records.

¹⁸² John Clive, *Thomas Babington Macaulay: The Shaping of the Historian*, New York, Harvard University Press, Knopf, 1973, pp. 375-441.

¹⁸³ "Macaulay has given us his penal code, it will be printed as the Code of the Law Commission in general information and remark and in the course of printing will yet undergo much amendment – and it is hard therefore that it should be criticised in its present state – its form is that of definition of crime – illustrations by hypothetical cases – penal enactments – with an appendix of notes – the definitions, I generally like the least –

code pénal, le Conseil des directeurs et la commission de contrôle le validèrent. Il fut alors ratifié par le Parlement et publié en 1837.

Avec ce code pénal concis, clair et exhaustif, Macaulay intégra les réformes sociales et religieuses en interdisant entre autres, la pratique hindoue du *Sati* et de l'infanticide¹⁸⁴. Il se prononça clairement pour que ce code pénal soit imposé en Inde britannique puisque, selon lui, l'Inde ne possédait aucun système légal dans lequel on pouvait apporter des modifications¹⁸⁵. Il justifia la mise en œuvre de cette adaptation des lois britanniques par le fait que l'Inde était depuis toujours soumise à des lois étrangères importées par les divers conquérants y compris les Musulmans¹⁸⁶. A leur tour, les Britanniques avaient promulgué des règlements multiples que le code pénal vint compléter. La réforme du code pénal indien introduite par Macaulay s'inscrit dans la tentative de standardisation des institutions déjà entamée sous le gouvernement de Cornwallis à la fin du XVIII^{ème} siècle.

Macaulay, un Whig affirmé, s'avéra utilitariste dans le sens où il visa l'élaboration d'un code pénal remplaçant l'ancien système, selon lui très complexe, avec ses lois hindoues d'une part, et ses lois musulmanes, d'autre part. Ces lois étaient plutôt des usages coutumiers s'inspirant des lois religieuses respectives des deux grandes communautés religieuses. Pour Macaulay, la réforme était nécessaire afin de transformer les lois indiennes, voire les révolutionner en intégrant l'expérience et le savoir occidental en matière de législation. Depuis Londres, James Mill, alors contrôleur au sein de la Compagnie, influença l'esprit

from the will that they should be comprehensive they have in some instances been made rugged and obscure – and this is defect which I hope to see amended in the revision in legislation which is about to take place – the attempt to illustrate the law by an anticipation of cases and of judicial decisions is to me, new, and I am much disposed to like it – I think, will some debatable exceptions, that the gradation of crimes and of punishments will be thought good, and the appendix is an excellent commentary on the work.” Auckland to Hobhouse, Private, Calcutta, May 26 1837, Broughton Correspondence, vol. XVIII, Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, Additional Manuscript, 36473, folio 155-158.

¹⁸⁴“Voluntary culpable homicide is “murder” unless it be of one of the three mitigated descriptions hereinafter enumerated; That’s to say, First, Manslaughter. Secondly, Voluntary culpable homicide by consent. Thirdly, Voluntary culpable homicide in defence...298. Voluntary culpable homicide is “voluntary culpable homicide by consent” when the person whose death is caused, being above twelve years of age, suffers death, or takes the risk of death, by his own choice...Illustrations. (a) Z, a Hindoo Widow, consents to be burned with the corpse of her husband. A kindles the pile. Here A has committed voluntary culpable homicide by consent. (b) A, by instigation voluntarily causes Z, a child under twelve years of age, to commit suicide. Here on account of Z’s youth, the offence cannot be voluntary culpable homicide by consent. A has therefore committed murder.” Indian Law Commission. A penal code prepared by the Indian Law Commissioners [with notes]. Calcutta: Bengal Military Orphan Press, 1837, Chapter XVIII: Of Offences Affecting the Human Body of Offences Affecting Life p. 76 Clause 295, pp. 76-78, India Office Records, IOR/V/27/144/1.

¹⁸⁵ “Yet, if we had found India in possession of a system of criminal law which the people regarded with partiality, we should have been inclined rather to ascertain it, to digest it, and moderately to correct it, than to propose a system fundamentally different.” To the Right Honourable Lord Auckland, G.G.C.B. Governor General of India in Council, *Penal Code*, p. 2.

¹⁸⁶ “All those systems are foreign. All were introduced by conquerors differing in race, manners, language, and religion from the great mass of the people.” *Ibid.*, p. 2.

réformateur de Macaulay. Devant un comité restreint, James Mill expliqua comment le pouvoir législatif du gouvernement de l'Inde pouvait être étendu considérablement mais que ses décisions devaient être soumises au contrôle du Parlement britannique¹⁸⁷. Ces lois, établies et révisées d'une manière rationnelle et circonspecte, vinrent régler les peines encourues par les criminels dans le sous-continent.

Macaulay influença le gouverneur général Bentinck pour libérer la presse indienne et pour permettre aux résidents britanniques d'avoir un accès plus simple aux tribunaux. Ces réformes mirent l'accent sur un objectif essentiel : le progrès des autochtones. Dans son ouvrage inachevé, *History*, Macaulay illustra sa vision progressiste de l'histoire en montrant que les événements majeurs de l'histoire britannique, tels que la révolution glorieuse de 1688 ou encore la Grande loi électorale de 1832 produisirent du progrès, lui-même responsable des progrès suivants. Une société moderne consistait, pour lui, en une série de progrès et de réformes.

Les réformes juridiques opposèrent les réformistes anglicistes et les réformistes orientalistes. Macaulay, à la tête du premier groupe suggéra d'imposer des nouvelles lois occidentalistes et de supprimer les anciennes lois hindoues et musulmanes. Mais, H. T. Prinsep, le leader des réformistes orientalistes proposa d'améliorer progressivement les lois existantes¹⁸⁸. Macaulay, qui devait initialement fournir un code civil, finit par élaborer tout un code pénal, se justifiant de l'utilité de ce code dans tout l'empire du sous-continent. Les dépêches législatives dévoilèrent des avis partagés entre des lois nouvelles et immédiates d'après Macaulay et des adaptations juridiques progressives. Macaulay précisa que le contenu de ce code était fondé sur des réformes, devenues lois par son entremise, et non pas sur les réglementations et usages existants. Ce code fut conçu sur deux principes majeurs : le premier était de prévenir les crimes et délits en infligeant des peines moins sévères, et le deuxième était de s'assurer de la vérité à moindre coût et en peu de temps. Les lois qui existaient auparavant devraient alors être abolies lorsque ce code serait adopté, selon Macaulay¹⁸⁹. Les

¹⁸⁷ "What increased extent of legislative power should you consider expedient or necessary?-It appears to me that there should be no limit to the power of legislation in India in the hands of the organ I speak of, except that the exercise of this power should be under the strict control of the British Parliament." Evidence of James Mill before the Select Committee: 21 February 1832. *Bentinck's Papers*, Mss. Eur. 424, folio 7.

¹⁸⁸ Extract Legislative Letter, 24 August 1835, *Board's Collections*, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4, India Office Records.

¹⁸⁹ "When those questions are determined the law commissioners will find little difficulty now that W. Millet has done so much towards digesting the existing Regulations, in framing a complete Code of Civil procedure for all parts of India. But some months will probably elapse before the mass of materials relating to that subject can be referred to the Law Commission. The present question is how in the interval, that body can be most usefully employed. It appears to me that they cannot at present be more usefully employed than in framing a Criminal

réformes législatives et juridiques ne s'arrêtèrent pas à l'élaboration du code pénal, mais un Conseil législatif indépendant fut mis en place pour les affaires juridiques et la rédaction des lois.

3.2.2. La création d'un Conseil législatif indépendant

En 1833, le Conseil du gouvernement de l'Inde fut élargi par la désignation d'un quatrième membre, « *Law member* », qui s'occuperait des décisions juridiques, tout en assistant aux réunions de l'exécutif. Ce poste privilégié fut attribué à Macaulay. Les responsabilités du gouverneur général s'élargirent pour contrôler la justice, les législations et les gouvernements des autres présidences. En 1853, le Conseil du gouverneur général s'élargit encore par l'intégration de six membres, *Legislative members*. Le Conseil du gouvernement comptait alors douze membres pour conseiller le gouverneur général et agir efficacement dans la rédaction des lois. Avec ces nouvelles dispositions, le pouvoir législatif du gouverneur général s'était également accru. Pendant son mandat, Dalhousie voulait réformer le Conseil législatif et avait tenté d'y apporter une évolution historique en intégrant en son sein des personnalités autochtone¹⁹⁰. Cependant, Charles Wood, alors président de la commission de contrôle, s'opposa au recrutement d'autochtones en arguant qu'ils ne pourraient pas bien représenter la diversité des deux communautés musulmane et hindoue.

Le Conseil législatif permettrait au public d'exprimer leur opinion concernant les lois à adopter et serait également un endroit où les lois pourraient être modifiées si nécessaire. En outre, la publication des lois six semaines avant leur adoption définitive était requise et systématiquement encouragée par le Conseil législatif. Ce dernier eut sa propre réglementation, requérant notamment de ne jamais se précipiter dans l'adoption des lois¹⁹¹. Dans le cas où d'autres révisions étaient nécessaires, un délai supplémentaire d'une semaine

Code for the whole Indian Empire...We had better I think, make one labor out of two, and proceed with the assistance which Parliament has provided for us to recast the whole. The instructions which I would give to the Commissioners are these: 1. I would instruct them to frame a complete Criminal code for all parts of the Indian Empire...The Commission ought to be particularly instructed to make this Code complete. From the day when that Code shall be promulgated every other law whatever, relating to Criminal jurisprudence ought at once to be abolished." Minute by the Hon'ble T. B. Macaulay, Calcutta, June 4th 1835, Extract from the Proceedings of the Government of India in the Judicial Department dated 15th June 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.

¹⁹⁰ "Indeed...there are already some native gentlemen whose intellectual qualities, whose experience of our government, and whose extensive and minute knowledge of Indian details, would render any one of them a very valuable member of the Legislative Council." R. C. Majumdar, *op. cit.*, p. 342.

¹⁹¹ Minute by the Hon'ble T. B. Macaulay, May 28th 1835, Extract from the Proceedings of the Government of India, the Legislative Department Dated the 6th July 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.

devait être accordé¹⁹². A. Ross, un haut fonctionnaire de la Compagnie, incita les membres du Conseil législatif à publier les projets de lois en cours avec des notes d'explication ainsi que tous les comptes rendus des réunions les concernant. Ainsi, le public autochtone serait informé de tous les projets de lois comme l'était le public britannique sur le travail du parlement¹⁹³. Cependant, H. T. Prinsep s'opposa à l'idée de reporter la modification des lois pour une période de six semaines comme le proposait Macaulay. Prinsep pensa qu'il était inconcevable qu'en matière de législations, de telles longues durées puissent être accordées et défendit sa position en arguant que de longs délais pourraient jouer contre l'intérêt du gouvernement de l'Inde¹⁹⁴. Prinsep s'opposa également à ce que les tâches des conseils exécutif et législatif soient entremêlées dans l'adoption des lois, naturellement réservée au Conseil législatif. Pour Prinsep, il était indispensable de montrer au public un seul pouvoir, c'est à dire que le Conseil législatif ne devrait communiquer qu'avec le Conseil exécutif. C'est ce dernier seulement qui incarnait l'autorité publique et serait ouvert aux questions du public et pas autrement. En réponse à l'objection de Prinsep, Macaulay défendit l'opinion qu'il était essentiel d'informer le public sur les lois qui le concernaient¹⁹⁵.

Après ces échanges entre Macaulay et Prinsep, le département législatif adopta des ordres permanents (*Standing Orders*) datés du 6 juillet 1835. Ces ordres maintinrent la consultation publique des projets de lois, une fois approuvés par le Conseil exécutif. En outre, les membres du Conseil législatif devaient valider le projet de loi. Si jamais l'un d'eux rejetait le texte et proposait un amendement, une publication de sa proposition devrait également avoir lieu¹⁹⁶. Ainsi, le département législatif fut créé et ses prérogatives établies.

La participation des autochtones dans l'élaboration des lois n'était, cependant, pas encore à l'ordre du jour. Les indiens étaient absents du Conseil législatif dans lequel les lois les concernant étaient élaborées et il en était de même pour le Conseil juridique. L'élite indienne était simplement tenue au courant des changements législatifs à venir par la publication des projets de lois. La représentation de la population autochtone dans ces

¹⁹² Standing orders of the legislative Council of India, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.

¹⁹³ Minute by the Hon'ble A. Ross Esqre, 6th June 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.

¹⁹⁴ Minute by the Hon'ble H. T. Prinsep Esqre, Calcutta, 11th June 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.

¹⁹⁵ Minute by the Hon'ble T. B. Macaulay Esqre, Calcutta, June 13th 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.

¹⁹⁶ In a Meeting of the Council of India held on the 6th of July 1835 Resolved that the following rules be adopted as Standing Orders of the Council of India in its Legislative Department, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.

instances faisait déjà l'objet d'un grand débat et même d'un combat essentiel pour les libéraux nationalistes indiens, tels que Ram Mohan Roy. Depuis les années 1820, la question du système juridique n'avait cessé de préoccuper les réformateurs indiens et britanniques respectivement incarnés par R. Roy et James Silk Buckingham. Ce dernier, dans sa *Calcutta Gazette* du 25 octobre 1821, avait profité des politiques tolérantes de Hastings pour critiquer les gouvernances du Bengale et de Madras pour leur favoritisme et leur mépris envers les plaintes et les pétitions des autochtones. En effet, les historiens se focalisèrent sur l'importance du Conseil législatif¹⁹⁷, alors que la question juridique méritait bien une attention particulière.

2.3.3 La réforme des tribunaux et des procédures judiciaires

L'administration de la justice indienne connut une réforme importante sous Hastings. Sous le règlement de l'ordonnance de 1772, deux tribunaux sous administration britannique furent établis : le *Sadr Diwani Adawlut*, cour suprême qui fut inauguré le 18 mars 1773 et le *Mofussil*. La cour suprême employait le droit coutumier et le droit écrit anglais, alors que les cours criminelles codifièrent quelques versions des lois hindoues et musulmanes existantes. Les autres provinces indiennes dépendaient du *Mofussil* ainsi que de tribunaux provinciaux : *Provincial Diwani Adawlut* dont la juridiction relevait des tribunaux du gouvernement de l'Inde et dont les juges faisaient parti des hauts fonctionnaires de cette administration coloniale¹⁹⁸. Les lois britanniques utilisées en Inde n'étaient pas, toutefois, conformes à la pratique juridique métropolitaine et subirent des divergences considérables comme il y avait en Inde à la fois des promulgations parlementaires et des ordonnances ou des règlements (*Regulations*) issues des gouvernements des trois présidences¹⁹⁹.

Au moment où la charte de la Compagnie de 1833 devait être renouvelée, il y avait une multitude de juridictions en cours : la juridiction royale, celle de la cour suprême, d'autres juridictions des cours des présidences principales de l'Inde britannique, avec des magistrats britanniques qui y exerçaient leur entière juridiction sur les villes de Calcutta, Madras et Bombay ainsi que sur tous les Européens résidant en Inde. L'élaboration de la charte de 1833

¹⁹⁷ Christopher A. Bayly, *Recovering Liberties, Indian Thought in the Age of Liberalism and Empire* (The Wiles Lectures given at the Queen's University of Belfast, 2007), Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 62.

¹⁹⁸ Atul Chandra Patra, *The Administration of Justice under the East-India Company in Bengal, Bihar and Orissa*, London, Asia Publishing House, 1962, p. 52.

¹⁹⁹ Robin James Moore, *Sir Charles Wood's Indian Policy, 1853-1866*, Manchester, Manchester University Press, 1966, p. 65

était fondée sur deux points essentiels et fondamentaux selon Eric Stokes : l'unification et la codification du système des droits²⁰⁰. Bien sûr les utilitaristes eurent leur mot à dire, notamment James Mill, Macaulay, alors membre du Conseil suprême, et le juge en chef du Bengale, Edward Ryan (1793-1875), qui poussèrent à l'unification entre la cour suprême et les cours criminelles provinciales.

Les tribunaux firent l'objet de réformes structurelles fondamentales. Le gouvernement envoya aux juges de la présidence du Bengale un projet de loi portant sur la création d'un tribunal spécial pour les petits procès locaux. Les pétitions des autochtones tournaient autour de l'extension des fonctionnalités de la cour suprême et de l'organisation de sessions trimestrielles (*Quarter Sessions*). Les magistrats avaient jusque là assuré la justice dans les affaires indiennes. Cependant, leurs devoirs et leurs fonctions n'étaient pas bien définis et les autochtones se plaignaient tout le temps de leur incapacité à régler des petits problèmes notamment concernant des litiges municipaux²⁰¹. Sur ces réformes, les Britanniques étaient divisés. D'après Auckland, les juges de la Cour suprême devraient être consultés avant de s'aventurer pour adopter des nouvelles lois mettant plus de pression sur le gouvernement de l'Inde. Auckland pensa alors qu'il était préférable que des juges indiens prennent directement en main les affaires judiciaires de la population²⁰². Erskine Perry, juge en chef de Bombay, voulait plutôt que la Cour suprême traite toujours les affaires des autres présidences. Les juges de la Cour Suprême y seraient plus utiles, selon lui²⁰³.

Le système juridique était devenu très complexe avec d'une part, les tribunaux de la Compagnie et d'autre part, les tribunaux de sa Majesté. Les Britanniques installés en Inde dépendaient uniquement de la cour suprême, mais, en 1849, J. D. Bethune, le successeur de Macaulay au Conseil Suprême, introduisit un projet de loi qui visait à supprimer leur privilège et de les soumettre aux magistrats et aux tribunaux de la Compagnie. L'exploit réformiste utilitariste majeur fut la mise en place des *Black Acts*²⁰⁴, concernant les Européens résidant en dehors de Calcutta, qui dépendraient par le biais de ces nouvelles lois de la juridiction des

²⁰⁰ Eric Stokes, *op. cit.*, 1982, pp. 140-233.

²⁰¹ Private Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Calcutta, June 20th 1836, Broughton Correspondence, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, *Additional Manuscript*, 36, 473.

²⁰² "Our own judges and magistrates are very generally activated by an excellent spirit when these subjects and it may fairly be helped from the pains which we are taking that their true will be caught by the native judges. But it must be a work of time and perseverance to change the manners of a people, it cannot be done by zeal and vehemence." Private letter from Auckland to Hobhouse, Calcutta, March 21, 1841, *Broughton Correspondence*, vol. XIX, Correspondence with Lord Auckland, *Additional Manuscript*, ff. 466-475.

²⁰³ Sir Erskine Perry (Chief Justice of Bombay) to the President, Bombay, 14 October 1848, *Broughton Papers*, Governors to Presidents, 1848-9, Mss. Eur. F 213/23, India Office Records and Private Papers.

²⁰⁴ John Stuart Mill, Mill's Minute on the Black Acts, 1836, *Victorian Web*, 23 mai 2014
<http://www.victorianweb.org/philosophy/mill/blackact.html>

cours de la Compagnie sur les affaires civiles, voire de lois autochtones relatives aux juridictions en question. John Stuart Mill soutint l'idée de ces *Black Acts* en affirmant que :

When an Englishman in India, beyond the bounds of the Presidency, borrows or lends, or enters into contracts of any other kind with natives, he must be understood to do so according to native laws, the only ones which are known to the parties he contracts with An Englishman has no right to go up to the country and said to the natives, I will regulate my transactions with you by the laws of my own country, and if you think I have injured you, you shall not have the redress your own laws would give you, but shall be satisfied with that given by the laws you know nothing of²⁰⁵.

Les Britanniques furent désormais soumis à la juridiction des cours criminelles de la Compagnie et de celles du pays. De plus, les *Black Acts* abolirent leur droit d'appel à la cour suprême. L'opposition des colons Européens à ces lois fut relayée jusqu'au Parlement, et la crainte de l'éventualité que les Britanniques se retrouvent soumis à des juridictions dirigées par des juges autochtones donna lieu à des débats houleux. Bethune avait proposé une restructuration radicale du système judiciaire indien pour garantir un traitement juste et égal des procès et de leurs juridictions.

Les réformistes *whigs* continuèrent à modeler l'Inde à leur façon pendant les années 1840-1850. Par exemple, le neveu de Macaulay, G. O. Trevelyan dénonça le racisme contre les Indiens à la peau noire comparés à ceux ayant la peau plus claire. Il critiqua également l'exploitation des paysans et dévoila la répression menée par les autorités britanniques contre les manifestations et les révoltes. Dans son ouvrage, *The Competition Wallah* (1864), G. O. Trevelyan, avança que les autochtones étaient en retard par rapport aux Britanniques sur l'échelle de l'évolution, en référence à la théorie darwinienne de l'évolution des espèces. Pour lui, l'homme indien n'avait pas eu la chance d'accomplir son développement social et donc ne pouvait pas être considéré comme l'égal de l'homme britannique. En dépit de cette position tranchée qui affirmait la supériorité du colonisateur sur le colonisé, il défendit néanmoins la cause des droits des autochtones.

²⁰⁵ Ibid.

2.3.4. Charles Wood et la codification des procédures juridiques

Jusqu'au début des années 1850, il y existait des pratiques judiciaires qui n'étaient pas encore codifiées et une commission y travaillait. Soucieux de l'état insatisfaisant des réformes en matière de droits, Charles Wood écrit à Dalhousie le 8 mars 1853, faisant référence à la commission sur les lois indiennes, une commission qui existait déjà depuis une vingtaine d'année et qui pour lui, n'avait pas réussi à établir et mettre en œuvre les réformes souhaitées. Dalhousie répondit que les membres de la commission des lois indiennes lui avaient déjà fourni des séries de lois nouvelles dans une note, mais que le Conseil des directeurs avait argumenté contre leur promulgation²⁰⁶.

Wood voulait établir un système de lois spécifiques à l'Inde. Il espérait à la fois respecter les coutumes indiennes et adapter les lois britanniques au contexte indien. Cependant, il dut faire face à l'intransigeance de Dalhousie. De plus, la complexité du travail était très grande car il fallait travailler avec deux gouvernements : le gouvernement colonial de l'Inde et le gouvernement britannique. Lorsque Charles Wood fut élu à la tête de l'*India House*, toutes les pratiques existantes et les lois indiennes coutumières et britanniques devaient enfin être codifiées. Il reçut de la part d'Edward Ryan un document sur le projet d'amalgamation des cours en une cour suprême dans chaque présidence. Pour lui, les nouvelles cours devraient être établies par le biais de lois indépendantes garantissant la codification de leurs procédures²⁰⁷. Les juges devaient être nommés parmi les fonctionnaires juridiques de la Compagnie, sans préférence, à priori, pour les juges britanniques par rapport aux juges autochtones. Cependant, son projet de loi introduit 48 heures après ces résolutions, ne mentionna aucune de ces mesures ; il expliqua quelques années plus tard qu'il était dissuadé par des membres expérimentés de la commission des lois indiennes parce que cette importante mesure de fusion des cours nécessitait des procédures qui permettraient à la cour amalgamée de performer les fonctions des deux cours. Pour lui, les nouvelles cours devraient être établies par le biais de lois indépendantes garantissant la codification de leurs procédures²⁰⁸.

Charles Wood n'était pas influencé par les réformes judiciaires initiées par les utilitaristes et Macaulay car il avait sa propre vision *whig* de ces réformes. Pour lui, les lois à

²⁰⁶ Endorsed Judicial Department, February 1853, *Wood Papers*, 14.

²⁰⁷ Hansard, 3 June 1853, in Robin James Moore, *Sir Charles Wood's Indian Policy, 1853-1866*, Manchester, Manchester University Press, 1966, p. 71.

²⁰⁸ *Ibid.*, pp. 71-72

adopter devraient respecter les coutumes et usages locaux et être adéquates. Lorsqu'il introduisit son projet de loi en 1853, il dénonça l'exportation et l'imposition en Inde de lois britanniques étrangères aux coutumes autochtones²⁰⁹. Pour lui, il fallait rompre avec cette ancienne vision ancrée dans les théories benthamites des réformes universelles en décalage avec les réalités locales et prendre en considération, dans un premier temps, la spécificité du contexte indien et d'y adapter ensuite les réformes récemment adoptées en Angleterre. Il s'agissait donc d'accommoder l'expertise juridique britannique à la maîtrise des conditions indiennes. Pour ce faire, il suggéra à Dalhousie de mettre en relation dans une commission spécifique les membres de la commission des lois indiennes, notamment Macaulay, Cameron et Millett avec un ou deux magistrats anglais²¹⁰.

Son idée de fusion des cours existantes reposa sur le rôle important des fonctionnaires de la Compagnie habitués aux coutumes locales d'une part et de la contribution des juges qualifiés en droit britannique, d'autre part, et ce dans un cadre de travail juridique si unique et efficace que celui des nouvelles cours souhaitées. Il lui était essentiel donc d'accommoder l'expertise juridique britannique à la maîtrise des conditions indiennes. Pour ce faire, il suggéra à Dalhousie de mettre en relation dans une commission les membres de la commission des lois indiennes, notamment Macaulay, Cameron et Millett avec un ou deux magistrats anglais²¹¹. La commission voulue par Wood fut établie le 29 novembre 1853. Sir J. Romilly fut nommé à sa tête, et il y travailla avec le juge en chef de la cour des plaids communs (*Court of Common Pleas*) Sir J. Jervis, le greffier T. F. Ellis, procureur général du Duc de Lancaster et ami de Macaulay, et Robert Lowe, secrétaire de la commission de contrôle. On y retrouva également les membres de l'ancienne commission des lois indiennes : C. H. Cameron et J. P. Macleod, et aussi Edward Ryan et J. A. F. Hawkins, ancien juge à la cour suprême. F. Millet en était encore une fois le secrétaire. Très vite, il appela les membres de cette commission à travailler sur la fusion des cours, un objectif qu'il trouva très lent et complexe, vu les différentes procédures juridiques²¹². Wood encouragea la commission à

²⁰⁹ Hansard, 3 June 1853, in Robin James Moore, *Sir Charles Wood's Indian Policy, 1853-1866*, Manchester, Manchester University Press, 1966, p. 71.

²¹⁰ Wood to Dalhousie, 8 July 1853, *Wood Papers*.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² "It is obviously most desirable that a simple system of pleading and practice, uniform as far as possible throughout the whole jurisdiction, should be adopted, and one which is also capable of being applied to the administration of justice in the inferior courts of India. The embarrassment will thus be avoided which a diversity of procedure throws in the way of an appellate jurisdiction; and the proceedings in the new Court will be a pattern and guide to the inferior tribunals in the mofussil. Your first duty therefore should be to address yourselves to the preparation of such a code of simple and uniform procedure." Wood to Law Commissioners, 30 novembre 1853.

simplifier les procédures des cours, c'est-à-dire à les débarrasser des technicités juridiques connues dans les cours britanniques qui ne faisaient qu'encombrer le travail judiciaire, et de maintenir les procédures coutumières. D'ailleurs, les retours des magistrats attestèrent de cette importante étape de réformes juridiques ciblant la codification des procédures juridiques²¹³. Le premier rapport de la commission Wood fut publié en décembre 1855, mais les codes procéduraux ne furent pas adoptés avant 1857 en raison de la grande révolte indienne. Ce ne fut qu'en 1859 que le Code de procédures civiles fut introduit après son amendement par un comité restreint du Conseil législatif présidé par Barnes Peacock. Charles Wood se réjouit de l'efficacité de ce code procédural dans l'amélioration de l'administration de la justice indienne²¹⁴. La version complète du code pénal de Macaulay fut promulguée en 1860 sans aucun amendement. Wood fut aussi à l'origine d'autres lois postérieures sur les procédures criminelles ainsi que du projet initial de fusionner les tribunaux.

L'accès des Indiens aux droits et aux libertés individuelles avait été manifestement amélioré par les réformes *whigs*. Cependant, la réalité montra que les Britanniques cherchèrent essentiellement à imposer leurs lois aux autochtones. Le code pénal de Macaulay n'était qu'un exemple des contraintes imposées par des lois étrangères aux dépens des vrais besoins des indiens en matière de législation. Nous allons voir ensuite que les réformes fiscales et économiques n'étaient pas moins discriminatoires et injustes à l'égard de ces derniers.

3.3. Les réformes fiscales

Dès les premiers siècles de leur présence en Inde, les Britanniques comparaient constamment la situation fiscale indienne avec leur système fiscal en métropole : ils s'attaquèrent particulièrement à l'absence de la notion de la propriété privée. En se basant, entre autres, sur les archives de Mackenzie, Mark Wilks (1760-1831) dans son *Historical Sketches of South India*, montra que les princes indiens avaient maintenu la justice dans leur administration et ce contrairement aux insinuations des Britanniques qui considéraient les princes moghols comme des despotes. Wilks, dans sa vision orientaliste, avait souligné aussi que dans l'Inde ancienne, la notion de propriété privée n'existait pas. Comme l'administration

²¹³ "The opinions even of lawyers have made great progress of the late years in this direction; and the leading lawyers now are very much in favour of getting rid of technicalities which the old encumbered our proceedings." Wood to Dalhousie, 10 July 1854, *Wood Papers*.

²¹⁴ Hansard, 6 June 1861.

fiscale indienne était alors aux mains des Britanniques, le gouvernement colonial devait garantir des recettes fiscales continues à la Compagnie.

Pour garantir des revenus importants et réguliers, l'administration britannique de l'Inde considéra qu'il était essentiel d'introduire des réformes fiscales. Au début du XIX^{ème} siècle, les réformes fiscales n'étaient plus initiées par les directeurs de la Compagnie à Londres mais par des gouverneurs généraux qui, s'appuyant sur l'*India Act* de 1784, dirigeaient des gouvernements réformistes. Dans la présidence de Madras, le gouverneur Thomas Munro (1820 à 1827), avait conçu un nouveau système fiscal, le système *Ryotwari*, dans lequel il avait supprimé le rôle des propriétaires artificiels imposés au sein du système de règlement permanent (*Permanent Settlement*), mis en place au Bengale par Cornwallis en 1793²¹⁵. Ce nouveau système reposait sur des percepteurs (*Collectors*) dont la fonction se limitait aux collectes des impôts et non aux patrouilles de police. Les gouverneurs de la *Munro School* : Malcolm, Elphinstone, Metcalfe et Munro trouvaient que le système conçu par Cornwallis reposait sur des principes abstraits, non fondés et inadaptés au contexte rural indien reposant sur la propriété collective plutôt que privée. S'aventurer dans une société étrangère, et confier le recouvrement des revenus fiscaux aux *Zamindars*, était considéré comme un grand risque, voire une mauvaise gestion fiscale du gouvernement de Cornwallis.

Le système *Ryotwari* mis en place par Munro permettait de recouvrer immédiatement les impôts des paysans, donc il n'y avait plus besoin d'intermédiaire. Cette réforme se voulait protectrice des communautés locales, parce que, sous le *Permanent Settlement*, pour parvenir à régler les impôts aux *Zamindars*, souvent demandant plus que ce qu'ils devaient recouvrer, maints paysans furent obligés de fuir et d'abandonner leurs terres.

Le soutien à la réforme fiscale occidentaliste et anglicisante de Cornwallis venait de l'utilitariste John Stuart Mill alors en faveur de grandes réformes radicales en Inde. Pour lui, le système fiscal indien était détérioré, et son gouvernement avait été corrompu pendant des siècles, empêchant une administration directe et efficace. En effet, sa théorie du *self-help*, inspirée de Bentham fut associée au principe de la propriété privée de John Locke, des préceptes indispensables, selon lui, pour ériger un système gouvernemental et fiscal solide et durable. Mill pensait que, peu importe l'origine ethnique du dirigeant de l'Inde, il était

²¹⁵ "After considerable planning and discourse in India and England, Lord Cornwallis enacted his revenue collection scheme called the Permanent Settlement. Its major characteristic embraced the assignment of a fixed rate of land revenue in perpetuity to the zamindar owner. The system applied to Bengal, Bihar and Orissa and in 1794 was extended to Benares." John F. Riddick, *The History of British India: a Chronology*, London, Praeger, 2006, p. 28.

essentiel de protéger les autochtones. Les Britanniques, avec leur force militaire hors pair, devaient maintenir la sécurité, longtemps absentes dans un pays qui avait connu d'innombrables conquêtes et de grands bouleversements.

Pour Mill, il était judicieux que les Britanniques introduisent en Inde des systèmes juridiques et de taxations solides qui pourraient protéger les droits et les propriétés privées des paysans indiens. Il était convaincu, depuis qu'il avait épousé les principes utilitaristes et ceux de l'économie politique que seules ces conditions préalables pouvaient garantir la prospérité de l'Inde. Son rationalisme mena à une interprétation scientifique dépourvue de toute subjectivité humaniste. La conception réformiste de Mill évolua avec son admiration pour les idées partagées par Metcalfe. Dans ce sens, J. S. Mill était en parfait accord avec les administrations d'Elphinstone et de Munro, pour qui, le respect des autres produit le respect de soi. Etant dans un premier temps l'adversaire angliciste et occidentaliste des Orientalistes tels que Munro, Elphinstone, Metcalfe et Malcolm, il était plutôt du côté de Cornwallis, d'où l'opposition idéologique entre Anglicistes-Occidentalistes et Orientalistes. Dans les années 1790, il y avait eu, chez ces deux groupes de réformistes, une forte objection sur les politiques à adopter dans l'administration des affaires indiennes entre Cornwallis et Thomas Munro. Cette tension nous renseigne sur le *whiggisme* de ces réformistes orientalistes. Autrement dit, même si ces hommes étaient Tories d'appartenance politique et parlementaire, ils s'étaient rapprochés des idées des Whigs, en vue, théoriquement, d'une société plus juste et plus égalitaire.

3.3.1. L'impôt foncier et agricole

L'introduction du système *Ryotwari* sous l'administration de Thomas Munro fut salubre. Ce système consistait à évaluer les terres en fonction de leur surface et de leur production. Selon cette évaluation une taxe était déterminée pour chaque terre, et son propriétaire en était redevable au gouvernement de l'Inde. Au début, ce système se limita à la présidence de Madras et puis, pendant les décennies suivantes, il fut adopté dans tout le territoire sous contrôle britannique. Ce système vint quasiment restituer l'ancien mode de prélèvement d'impôt qui existait avant la première réforme fiscale de Cornwallis (*Permanent Settlement*) dont l'objectif était d'angliciser le système d'imposition des terres indiennes dans les années 1790. Les réformistes occidentalistes voulaient maintenir ce système. Avec l'influence de l'utilitariste James Mill, puis de son fils John Stuart Mill d'une part, et de

l'évangéliste Charles Grant d'autre part, au sein de la Compagnie, les réformes étaient de plus en plus façonnées par leurs idéologies occidentalistes.

Après avoir adopté le système permanent d'imposition, les autorités encouragèrent le retour au système *Ryotwari*, plus rentable pour le gouvernement de l'Inde. Les papiers privés de John Crawford, orientaliste et administrateur colonial, nous fournissent une analyse complète du système de taxation des terres, le système *Ryotwari*. Il y montre les différents types de terres selon lesquels le taux de taxation variait. Il explique que la taxe ne se limitait pas à la surface, à la qualité et à la production de la terre, mais qu'elle incluait aussi le montant de sa location ainsi que le capital investi pour améliorer la fertilité de la terre :

*It is clear that the tax imposed in this case, even had the assessment been unexceptionally correct, was not an impost upon the land rated according to its natural and inherent fertility, but a tax both upon rent and upon the capital invested in the improvement of the land.*²¹⁶.

La taxe moyenne d'une terre aride était de 3 Sterlings pour les 40 acres, mais pour une terre irriguée pour la production de riz, la taxe s'élevait à 23 Sterlings pour les 40 acres. Entre une terre aride et une terre irriguée, le taux d'imposition était multiplié par huit²¹⁷.

A son arrivée à Calcutta en 1828, Bentinck réalisa que l'Inde avait changé depuis son premier poste en tant que gouverneur de Madras qu'il occupa de 1803 à 1807. Son enthousiasme réformiste fut encouragé par la nouvelle période de paix : le sous-continent n'ayant pas connu de guerre depuis la fin des guerres Marathes en 1818. La domination britannique de l'Inde demeurait incontestée, le moment était alors favorable aux réformes fiscales et la Compagnie lui confia essentiellement cette tâche. Avec son whiggisme pragmatique il voulait unifier, sécuriser et mieux contrôler les présidences indiennes de l'empire britannique, ce qui ne l'empêcha pas de critiquer la domination grandissante de la Compagnie ainsi que les employés en son sein (*civil servants*). Les papiers privés de Bentinck traitent amplement de son projet d'amélioration de la situation indienne en éliminant les inégalités entre les Britanniques et les autochtones et en s'attaquant au monopole de la Compagnie. Dans une lettre qu'il adressa au Conseil des directeurs, Bentinck leur rappela qu'il fallait augmenter le nombre des commissaires (*Commissioners*) dans les bureaux des finances provinciaux. Ces commissaires, selon Bentinck, devaient servir d'intermédiaires

²¹⁶ *J. Crawford Papers*, Mss. Eur. D. 457/b, India Office Private Papers, India Office Records.

²¹⁷ *Ibid.*.

entre les collecteurs des districts et le Conseil général de chaque présidence²¹⁸. Dans sa mission réformatrice, il n'écarta pas les autochtones de l'administration, au contraire, il voulut les recruter aux hauts postes administratifs. Pour lui, les Britanniques, les Eurasiens et les Indiens faisaient partie d'une seule nation et d'un seul empire. Bentinck voulait aussi abolir les directions des impôts du centre et de l'ouest de l'Inde, parce que pour lui, les collecteurs étaient les seuls fonctionnaires qui pouvaient garantir une administration fiscale efficace. Il souligna, en particulier, l'importance de voir toutes les institutions des présidences collaborer en toute harmonie²¹⁹.

Sous le gouvernement de Lord Auckland, les recettes fiscales du gouvernement de l'Inde diminuèrent considérablement. Dans une lettre d'Auckland datée du 9 avril 1838, il expliqua à John Hobhouse que, d'après Prinsep, les revenus des trois présidences du Bengale, Madras et Bombay étaient stables et que seules les provinces du nord-ouest avaient des recettes médiocres et une déficience de 85 *Lakhs* de roupies (8 500 000 roupies)²²⁰. Il réitéra que l'imposition des paysans autochtones était exorbitante et qu'ils n'arrivaient pas à payer les impôts demandés et donc le pays ne pourrait jamais prospérer²²¹.

Lord Ellenborough s'attaqua à l'inefficacité du *Permanent Settlement* de 1793. Pour lui, ce système de taxation était fondé sur une vision incomplète et ambiguë de la nature des terres et de leur propriété, selon laquelle des ajustements furent fixés. Une bonne évaluation de la terre cultivée était selon Ellenborough indispensable et comme la valeur de la terre et de sa production pourrait augmenter, alors l'impôt aussi. Le système de taxation permanent, dont la valeur devait rester inchangée, n'arrangerait pas l'état dont les revenus provenaient essentiellement de l'imposition des terres cultivées. Avec une insuffisance des revenus du

²¹⁸ "Having seen reason to conclude that the system in operation for the superintendence and control of the executive Revenue authorities is seriously defective, we have considered it to be our duty to enter on a full consideration of the means by which a suitable remedy may be applied..., it is indispensable necessary to employ a considerable number of revenue commissioners, vested with a controlling authority, each over a moderate tract of country, and acting intermediately between the collectors of districts and a general Board stationed at the presidency". "Appointment of Commissioners of Revenue and Circuit", *Bengal Government to the Court of Directors, 10th December 1828, Revenue Letters from Bengal, Bentinck's Papers, India Office Library*. Mss. Eur. 424, folio 2.

²¹⁹ Private, Bentinck to William Astell, 17 October 1828, *Bentinck's Papers*, Mss. Eur 424, folio 2.

²²⁰ Private Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Simla, April 9, 1838, *Broughton Correspondence, vol. XVIII, Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839*, Additional Manuscript, 36473, F. 234.

²²¹ "In regard to the public revenue, we shall at no distant date have a report upon the subject from our Customs' Committee...I will venture to act for myself, and above all in Madras, we value the land and set upon it all the rent which it can pay. We then let the highest bidder the right of executing taxes on its produce and then we wonder that our rents are not paid and that the Country is not improved." Private Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Calcutta, June 20th 1836, *Broughton Correspondence, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, Additional Manuscript, 36, 473*.

gouvernement, selon lui, la chute de tout l'empire deviendrait fatale. Il compara l'empire britannique à Rome qui s'était elle-même écroulée²²².

Dans un compte-rendu du gouverneur de Madras, le Marquis de Tweeddale, daté du 12 janvier 1848 sur le recensement et l'évaluation des terres, une meilleure façon d'évaluer les terres fut dévoilée. La classification du sol selon sa fertilité et sa composition fut une première étape, puis la qualité de la récolte fut également examinée en estimant la quantité de la production. En étudiant les charges de la production, l'agriculteur en fait une estimation et détermine le loyer qu'il pourrait prendre en charge. Les difficultés des paysans étant d'assurer leur alimentation à partir de leur production et en plus, de payer une taxe au gouvernement, les contrôleurs des terres et de la production devraient s'en occuper, selon Tweeddale²²³. En ce qui concerne la location des terres, il distinguait entre les terres bénéficiant de saisons de pluie et les terres arides. Pour lui, il fallait prendre en considération cette distinction parce qu'elle était décisive dans la fixation du montant de l'impôt. Sur le moyen de collecter les impôts, les percepteurs devaient simplement les recouvrer sans chercher à modifier la valeur de la taxe fixée selon la production attendue et les conditions de culture connues par les paysans et les autorités. Il s'agissait d'établir une règle de non interférence et ce dans tous les villages sous domination britannique. Cette règle de non interférence, selon Tweeddale permettrait de mettre fin à toutes les complexités du système *Ryotwari* et de le simplifier à la fois pour l'agriculteur (*Ryot*) et pour l'agent public. Le percepteur ne devrait pas essayer d'obtenir des sommes supplémentaires au delà de la valeur fixée par le Conseil des finances. L'agriculteur, quant à lui, devait respecter ce percepteur et maintenir avec lui une relation de travail respectueuse²²⁴. Ainsi, le gouvernement de l'Inde garantirait la pérennité de la

²²² *“The Permanent Settlement of 1793 was formed on a very partial and imperfect ascertainment of the aspects on which it was supposed to be honest- Little was known regarding the extent, limits or quality of the land- on which the adjustment was fixed ... The rent cost fixed by the permanent settlement cannot be increased – It is daily decreasing- All acknowledge that the land tax is the only source from which the permanent resources of the state can be derived. This extends the responsibilities and the expenditures of the British government over grants for the measures- the revenue derivable from an assessed land affords the only imaginable prospect for strengthening the state's revenue and tracing her frame, lest like Rome, she fall by her own weight.”* Lord Ellenborough, *Ellenborough Papers*, National Archives.

²²³ *“In this country, the Officer whose duty it is to make the assessment, that is, to determine the tax that shall be paid to Government, must also stand in the place of the farmer, and taking into consideration all the circumstances that I have enumerated as affecting the value of land generally... he should endeavour to fix a rent, just but moderate, which, while securing to the State a fair proportion of the produce, would enable the Ryots to thrive by their industry, and gradually to emerge from their present state of poverty.”* Minute of the Marquis of Tweeddale on the Survey and Assessment of Land, Guindy, 12th January, 1848, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency, Madras, 1855, V/27/310/41*, India Office Records.

²²⁴ *“This single rule of non-interference would, it appears to me, simplify the whole system. The Revenue servant would then have no excuse for prying into the circumstances of the Ryots in order to squeeze out of them some*

production et donc de l'impôt sur la production et sur les terres. L'agriculteur ne pourrait pas alors penser à quitter son village pour échapper à un système d'imposition inique qui les privait des fruits de leur labeur.

Le Marquis de Tweeddale considéra l'évaluation des terres comme modérée, permettant à l'agriculteur de réaliser un profit de ses terres et même à emprunter un capital s'il le souhaitait. Cependant, l'amélioration de la production effectuée par l'agriculteur serait, elle aussi, taxée. Lorsqu'un agriculteur creusait un puits afin d'irriguer la terre sèche qu'il occupait pour cultiver des céréales et améliorer ainsi la qualité de sa production, il était obligé de payer une taxe supplémentaire. Les propriétaires des terres devraient encourager une amélioration permanente de la qualité de leurs terres et en retour, l'agriculteur devrait bénéficier d'une meilleure rentabilité. Il pourrait alors rembourser le capital emprunté par le biais de la taxe sur la production de la terre améliorée. Cette politique fut encouragée par Thomas Munro et les directeurs de la Compagnie. Quant à Tweeddale, il s'inquiétait du meilleur moyen de rationaliser au mieux cette politique. Il expliqua que cela nécessiterait plus d'attention de la part du contrôleur au moment de l'évaluation et que ce dernier devrait encourager ce processus d'amélioration chez les agriculteurs mais les traiter de la même façon avec la même règle qu'ils aient des emprunts ou pas. Tweeddale suggéra de maintenir le même loyer chez les agriculteurs qui creusent des puits et ce, jusqu'à ce qu'ils terminent de rembourser leurs emprunts. Pour ce faire, Tweeddale, conseilla de leur accorder une période de sept ans, durée qui pouvait être modifiée selon la nature des travaux : deux ans supplémentaires pouvaient être accordés en raison des périodes de sécheresse survenues durant la période prévue pour le remboursement. En outre, le gouvernement pourrait financer tout le processus de fertilisation des terres et de leur irrigation, comme pour cultiver du sucre pour l'exportation, par exemple. L'agriculteur qui bénéficierait de cette amélioration pendant deux ans, s'acquitterait d'une taxe supplémentaire à l'administration coloniale. De même la plantation devait être protégée du vent qui emporte le sol fertile et rend les terres arides. Tweeddale échangea ces propositions de mesures avec le Conseil des directeurs et le gouvernement de Bombay.

additional revenue, and the ryot would cease to dread that servant, and have no object in deceiving him; both would fall into their natural positions, and the ryot would be left to pursue his occupations in peace and with the hope of profit." Minute of the Marquis of Tweeddale on the Survey and Assessment of Land, Guindy, 12th January, 1848, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

John Fryer Thomas (1797-1877), secrétaire des finances au gouvernement de Madras puis membre en son conseil, considéra que les propositions de Tweeddale impliqueraient des modifications importantes du système *Ryotwari*²²⁵. Il estimait que la location annuelle des terres n'encouragerait pas les agriculteurs à poursuivre leur travail sur ces mêmes terres. Ceci ne permettrait pas de réaliser des progrès dans l'agriculture du pays ni dans la situation des paysans. Il préférait que des évaluations et des études du système *Ryotwari* soient effectuées afin de prendre les bonnes décisions. Il était essentiel que le paysan cultivant une terre ne soit pas amené à la quitter en raison de l'interférence de l'administration coloniale. D'après J. F. Thomas, cette règle de non interférence était essentielle pour aboutir au progrès voulu. Il jugea que certes le système *Ryotwari* apportait bien des revenus conséquents au gouvernement de l'Inde, mais fixait des taxes élevées sur les sols fertiles, empêchant les autochtones de vivre normalement et de faire progresser leur pays²²⁶. D'ailleurs, J. F. Thomas publia en 1853 *a Memorandum of Suggestions for the Amelioration of the Madras Ryotwar* pour tenter d'améliorer le système de taxation foncière et agricole qui avait occasionné plusieurs révoltes²²⁷. D'après Thomas, des modifications importantes du système en cours devaient avoir lieu afin de permettre à l'Inde de développer ses exportations, notamment en produits exotiques, alors très demandés par le marché européen. Contrairement à la conviction de J. F. Thomas, Lord Harris trouvait que le gouvernement de l'Inde ne percevait pas assez d'impôts car le cadastre n'était pas assez précis et certaines parcelles cultivées échappaient à la taxation. Par conséquent, il proposa de mesurer, d'évaluer et de recenser toutes ces terres d'une manière plus efficace pour augmenter les revenus du gouvernement colonial²²⁸.

En revanche, missionnaire et membre de l'*Association for Promoting Christian Knowledge*, H. Dickenson approuva les propositions de Tweeddale en souhaitant mieux adapter le système de loyer annuel pour les paysans. Les évaluations annuelles permettaient aux agriculteurs indiens de maintenir, d'augmenter ou de réduire leurs terres, ce qui n'était

²²⁵ "The suggestions in the Minute of the President generally, especially those for granting Leases under certain conditions, and for placing a limit, or minimum upon holdings, are, in my opinion, very important modifications of Ryotwar as hitherto proposed." Minute of the Honorable Mr. J. F. Thomas, on the Proposed General Survey and Assessment, 11th February, 1848, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

²²⁶ "The Ryotwar system which places a given tax on each field, proportionally high on the superior soil, though now waste, may be effective for raising a large revenue; but can the country thrive under such a system?" *Ibid.*

²²⁷ Katherine Prior, Thomas, John Fryer (1797–1877), East India Company servant, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 12 janvier 2015 <http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/27229?docPos=4>

²²⁸ Minute of the Right Honorable Lord Harris, on the Proposed General Survey and Assessment; dated 12th May, 1855, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

pas possible lorsque la période de location s'étalait sur plusieurs années. De ce fait, il considéra que puisque le système *Ryotwari* procurait des revenus fixes, le gouvernement de l'Inde n'avait pas à intervenir dans le choix des cultures. Dickinson pensait qu'il était normal que l'administration coloniale soit rémunérée pour ses efforts d'irrigation des terres cultivables mais que les paysans dont les parcelles étaient concernées devaient bénéficier des fruits de cette amélioration sans aucune augmentation de loyer sur une période de cinq ans²²⁹. Il concluait son compte-rendu par une hypothèse alarmante concernant les paysans pauvres. Ces derniers, avec des loyers qui ne cessaient d'augmenter, risquaient de devenir de simples ouvriers agricoles chez leurs voisins, d'où l'importance d'étudier la réalité des villages. Une meilleure connaissance de l'état de l'agriculture autochtone empêcherait les agents publics du bureau des finances d'abuser de leur pouvoir en exigeant plus d'impôts de la part des villageois et des agriculteurs.

Les études et les évaluations du système *Ryotwari* n'avaient cessé d'évoluer d'une décennie à l'autre. L'archéologue Walter Elliot effectua une étude dans plusieurs provinces et conclut qu'aucun système permanent d'imposition n'avait réussi et que seul le système *Ryotwari* fonctionnait très bien. Le gouvernement de l'Inde garantissait aux paysans des bonnes conditions et la sécurité de leur travail, et ces derniers payaient une taxe fixe²³⁰. Le problème principal était d'établir un cadastre précis qui permettrait d'évaluer la taille des surfaces cultivables dans chaque village et chaque contrée puis de les classer en fonction de critères de fertilité, de climat, de proximité des marchés et de facilités d'irrigation. Même les terrains incultes devaient y figurer comme c'était le cas dans la présidence du Bengale et aussi dans les provinces du nord-ouest. C'était justement ce qui manquait au système proposé initialement par Thomas Munro. Quant à la classification des terres suivant leurs évaluations, il s'agissait d'une étape difficile non seulement dans le sous-continent, mais aussi en Europe. Tout ce travail d'évaluation des terres mené par les agents des bureaux des finances nécessitait beaucoup de temps et de patience.

J. F. Thomas rajoutait que les impôts exigés par l'administration coloniale devaient faire l'objet d'une révision périodique s'appuyant sur le prix des denrées. Ce facteur était considéré comme plus significatif que la classification des terres et toute étude qui ne

²²⁹ *"In the latter case, it would be necessary that the Government should receive remuneration for the means of irrigation which they afforded the Ryot, but I think that the Ryot should be allowed to enjoy the fruits of the improvement without any increase of assessment being imposed, for five years."* Minute of the Honorable Mr. H. Dickinson, on the Proposed General Survey and Assessment; Dated 23rd February 1848, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

²³⁰ *Ibid.*

prendrait pas en compte cet élément, échouerait²³¹. Il témoigna que les paysans étaient quasiment tous misérables²³², et que l'augmentation des impôts sans aides gouvernementales les endetterait éternellement. Il réitéra alors la nécessité de réformer ce système en y introduisant les modifications nécessaires afin de garantir la pérennité des revenus du gouvernement colonial. Pour ce faire, il suggéra de mieux former les contrôleurs et percepteurs. En outre, le Conseil des directeurs proposait, dans une dépêche datée du 2 juin 1852, d'accorder aux paysans les droits réservés habituellement aux propriétaires terriens. Thomas considérait que cette proposition pourrait inciter les paysans à progresser, en améliorant l'exploitation de leurs terres, de quitter la servitude et de s'enrichir²³³. De surcroît, les grandes exploitations agricoles furent privilégiées parce qu'elles procureraient plus de production et donc plus d'impôts : les exploitations agricoles de trop petites tailles n'étant pas viables car le paysan était alors incapable de payer son impôt tout en assurant sa subsistance alimentaire. Pour J. F. Thomas, la réforme du système de taxation était très urgente dans toutes les provinces.

La conception réformiste de J. F. Thomas était purement *whig*. Il considérait que les paysans laborieux, pouvant s'affranchir des contraintes du système *Ryotwari* pourraient s'élever dans l'échelle sociale. Nous décelons de son discours, ainsi que de celui du Marquis de Tweeddale, de George Anson, H. C. Montgomery et de Walter Elliot une adaptation du modèle rural anglais dans les villages indiens²³⁴. Prétendre que les pauvres paysans indiens,

²³¹ "I consider, therefore, a provision for regulating the Government assessment, or money demand periodically, by reference to price, a more important element in a general Ryotwar survey and settlement, than great attention to classification. And any survey which does not give this element due consideration, will, I think, fail." Minute of the Honorable Mr. J. F. Thomas, on the General Revenue Survey and Assessment of the Madras Presidency; dated 26th August 1854, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

²³² "It is, I think, certain, that there would be no progress, and that the mass of the people will remain, such as they have been for ages, pauper occupants, getting little more than the mere wages of labour out of land." *Ibid.*

²³³ "I consider this view of the Ryot's position, to be the true and correct view, and the only one which will advance the Ryot, and give him all possible incentive to make the most of his land. Whilst this alone will elevate him and his whole class, as sound Ryotwar principles propose, in their social position, raising the industrious and skilful at once, from the condition of the labouring serf, bound to the soil, or, from that of the tenant, having no permanent interest in, nor permanent advantage from any increased value given to the land, to that of a *bonâ fide* proprietor. It is only by thus vesting the Ryot by liberal measures, with a landlord's interest, that land will become saleable." *Ibid.*

²³⁴ "That the Ryot is a tenant, holding a "farm" of a landlord, and consequently all that he is entitled to receive, is such share of the produce or the returns from the land, as may enable him to reap the benefit of his own outlays for a limited term, sufficient to repay himself, and to place him in the position of a well doing tenant in Europe." Minute of the Honorable Mr. J. F. Thomas, on the General Revenue Survey and Assessment of the Madras Presidency; dated 26th August 1854, Minute of the Marquis of Tweeddale of the 12th January 1848, Minute of his Excellency the Commander in Chief, on the Proposed General Survey and Assessment; dated 10th January 1855, Minute of the Honorable Sir H. C. Montgomery, Bart., on the Proposed General Survey and Assessment; dated 12th of May, 1855, Minute of the Honorable Mr. Walter Elliot, on the Subject of Revenue

quasiment réduits en esclavage, pourraient s'enrichir grâce à leur travail, semble utopique parce que leur situation était encore moins enviable que celle des pauvres de l'Angleterre industrialisée qui pouvaient compter sur les *Poor Laws* en dernier recours. La situation misérable des paysans autochtones fut soulignée à maintes reprises par les hauts fonctionnaires britanniques, mais le système d'imposition foncier fut conservé car il constituait une source de revenu indispensable pour le gouvernement de l'Inde. Si la réforme du système d'imposition, en particulier l'impôt foncier et agricole, demeurait injuste à l'égard des paysans, la réforme des droits de transit, initiée par Auckland relança le commerce autochtone sur de bonnes conjonctures de prospérité financière partagée.

3.3.2. L'abolition des droits de transit

L'administration britannique mit en place des barrières douanières intérieures. En 1810, les Britanniques imposèrent l'unification des *town and transit duties*, qui se traduisit par une augmentation considérable de ces dernières. Cette augmentation pénalisa le commerce intérieur au cours des vingt cinq années suivantes et handicapa l'essor économique indien. Ellenborough communiqua avec la Compagnie sur la suppression des barrières douanières au Bengale et dans les autres régions afin de libérer les autochtones de ce fardeau fiscal. En effet, les manufactures indiennes de coton étaient obligées de s'acquitter d'un droit de douane sur les matières premières de 5%, d'un autre de 7,5% sur le fil, et d'un autre de 2,5% sur les produits manufacturés. De plus, si le tissu devait être teint un droit de douane supplémentaire de 2,5% s'appliquait. Ellenborough était conscient de cet abus exercé sur les industriels et artisans autochtones²³⁵.

Auckland fut à l'origine de l'abolition des barrières douanières en multipliant les rapports et les dépêches échangées avec les présidents de la Commission de contrôle. Il décrivit la prospérité financière de l'Inde peu après le début de son administration en s'adressant à Robert Grant, le gouverneur de Bombay, en 1836²³⁶. Mais, selon lui, les

Survey; dated 8th June, 1854, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

²³⁵ "I have confined myself in this letter to recommending the immediate abolition of the Transit duties in Bengal, only because I am not yet in possession of the full information I require with respect to the nature and operation of similar duties in the Presidencies of Fort St George and Bombay, but the principle applies to all India, and I regret every hour which passes over the head of this recognized abuse." Draft to the Chairs, March 17th 1835 on Transit duties in Bengal, *Ellenborough Papers*, National Archives.

²³⁶ "... there can be no doubt that the finances are in a rapidly improving state, that the Country is prospering in production and in Commerce, that the Land Revenue is better paid." Letter from Lord Auckland to R. Grant,

changements intervenus au niveau du commerce du sel, des taxes douanières, et des monnaies ainsi que d'autres circonstances pourraient ralentir cette prospérité. Dans sa lettre, Auckland indiquait aussi que son souhait était d'égaliser les taxes sur le sucre antillais et le sucre d'Asie du Sud, ce qui ne se réalisa pas encore cette année là. Le monopole du sucre augmentait les taxes pour les autochtones et empêchait l'ouverture d'un commerce libre notamment du sel de Bombay, de Madras et de Ceylan. Ce qui préoccupait le plus Auckland, c'était d'abolir les droits de transit, les taxes internes des présidences de Bombay et de Madras et donc, tout comme Grant le pensait, d'arriver à libérer le commerce. D'ailleurs, il regrettait que Charles Metcalfe n'ait pas été élu à la présidence de Bombay pour ses compétences fiscales et son expérience que le jeune Elphinstone ne possédait pas encore²³⁷. Dans une autre lettre, il réitéra son souhait d'abolir les droits de transit et d'en obtenir l'autorisation de la part du Conseil des directeurs²³⁸. Dans une lettre de 1836, Lord Auckland assurait que la nouvelle loi sur les droits de douanes abolissant les fameux droits de transit donnait des résultats prometteurs excédant même ses estimations²³⁹.

Le commerce de l'Inde connut de nouveaux débouchés comme celui du sel de qualité supérieure venant du Golfe persique et de la péninsule arabique. Auckland divulgua son souhait à Hobhouse, le président *whig* de la Commission de contrôle, d'étendre cette réforme aux présidences de Madras et de Bombay, après l'avoir mis en place au Bengale en 1836. En outre, il souhaitait compenser les pertes fiscales en fixant un taux de 5% sur les importations et un taux de 2 à 3% sur les exportations. Il regrettait que les importations massives des productions textiles britanniques en Inde nuisent toujours à son commerce extérieur²⁴⁰.

Barrackpore, June 17th 1836, Broughton Correspondence, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-1pril 1839, *Additional Manuscript*, 36, 473.

E. J. Rapson, rev. Katherine Prior, Sir Robert Grant (1780–1838), administrator in India, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 13 avril 2013
<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/11284?docPos=1>

²³⁷ Letter from Lord Auckland to Grant, Barrackpore, June 17th 1836, Broughton Correspondence, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, *Additional Manuscript*, 36, 473.

²³⁸ "I am very desirous that the Court should send me out an authority to deal as I please with the transit duties of Bombay and Madras, of course under such restrictions as are in every case interactive..., but it would be comfortable to have full authority. Indeed, these duties have hung too long when the industry and the prosperity of India, and the question is not one of financial improvement." Private Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Calcutta, June 20th 1836, Broughton Correspondence, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, *Additional Manuscript*, 36, 473.

²³⁹ "Our new Customs' Law is turning out well and is already exceeding my estimate and our financial accounts are very generally excellent." *Ibid.*

²⁴⁰ "I do not know what particular object you have been asking for reports upon the trade of India with Arabia and the Persian Gulph (sic.). the accounts will go to you by this mail and will show you that this is a growing and important branch of our commerce. The large importation of salt from the Gulph is curious, and shows that our monopoly does not operate to the exclusion of foreign salt, and raises a presumption that even if Cheshire could beat Bengal, it could not maintain a competition with the Persian Islands and the Arabian Court... I see

Auckland dévoila le plan élaboré par Elphinstone sur l'abolition des droits de transit à Madras, et souligna les répercussions néfastes des barrières douanières anglaises sur le commerce indien²⁴¹. L'abolition définitive des barrières douanières intérieures dans les présidences de Madras et de Bombay devint opérationnelle en 1844. Le commerce interne, alors stimulé, se libéra de ces obstacles. Cependant le réseau routier laissait à désirer et, d'immenses travaux furent entamés pour les améliorer. Dans les années 1850 de gigantesques infrastructures furent mises en place, notamment le réseau ferroviaire reliant les grandes villes indiennes et favorisant l'activité commerciale. La communauté marchande avait, en effet, un rôle primordial à jouer dans l'essor économique interne et externe du sous-continent.

3.3.3. Le libre-échange et la communauté marchande

Depuis longtemps, les intérêts commerciaux les plus puissants étaient représentés par les *Agency Houses*, très actives en Inde et à Londres. En Inde, la communauté marchande regroupait des banquiers, des investisseurs et des marchands. Cette communauté eut son mot à dire, particulièrement lorsque la Charte de 1813 abolit le monopole commercial de la Compagnie et que la Charte de 1833 la priva de ses avantages commerciaux initiaux, notamment avec la Chine. Les adeptes du libre-échange se réjouirent d'exercer leur *free trade*, et consolidèrent leur coalition d'intérêts avec les cotonniers du Lancashire. Cette coalition orienta la politique économique de la Compagnie. L'intervention des grands marchands dans les affaires indiennes fut progressive. Ils dénoncèrent la politique fiscale de la Compagnie et proposèrent des réformes du système de taxation. Cette communauté marchande soutint un nouveau système de taxation qui n'imposerait qu'une légère réévaluation foncière plutôt que

that you are discussing English and Indian customs' duties – I say bear in mind that it has been a favourite scheme with us, to carry further, and particularly to Madras, the complete abolition of transit and internal duties, and to obtain compensation from the loss of income by fixing our tariff at an uniform import duty of 5 per cent and export duty of from 2 to 3 per cent. The duty even in this case upon British manufactures would be light but it would be heavier than it is at present, except in articles of extreme tininess... I do not believe that the cotton manufactures of India will even approach to a competition with those of Manchester... The English rate of duty operates, I believe (is) very injuriously upon Indian industry.” Private Letter from Auckland to Hobhouse, Calcutta, May 1840, folio 280-287, Broughton Correspondence, vol. XIX.

²⁴¹ *“I have a scheme from Lord Elphinstone in the abolition of the monopolies and transit duties of Madras, which I mean to take up immediately. His scheme is faulty in as much as it so struggles with the salt duties as to make it appear that these would be no less of revenue in Madras by the operations proposed. But these would be less of revenue in Bengal and this would not answer our account. I see no method but that of raising our import duties generally to 5 per cent for the three presidencies, and this would go far towards at once supplying the deficit which might arrive upon the abolition of the Madras transit duties. I am afraid that the monopolies must yet remain for a time – The customs of England are drawn so unjustly towards India that this small universe of rate can hardly raise complaint and the improving value of our exports must lead to a corresponding improvement in our imports and to an annual augmentation of customs' receipt.” Private letter from Auckland to Hobhouse, Broughton Correspondence, vol. XIX, Calcutta, March 21, 1841, ff. 466-475 (472)*

des évaluations systématiques imposées aux autochtones. Le commerce en Inde prospéra essentiellement dans les productions à forte demande extérieure comme l'indigo.

L'indigo, plante initialement cultivée en Amérique, fut cultivée en Inde suite à la perte des colonies américaines. La production de l'indigo, devenue indispensable au commerce et à l'industrie britannique, connut alors une augmentation spectaculaire²⁴². Les industriels et les marchands d'indigo prospérèrent grâce au libre-échange²⁴³. Même si les plantations et le commerce d'indigo connurent un succès gigantesque jusqu'en 1833, une nouvelle voie de commerce avec la Chine fut ouverte aux plantations de coton jusqu'en 1838.

Néanmoins, ces réformes libre-échangistes ne profitèrent pas aux marchands indiens qui avaient souvent subi des pertes colossales en raison de la mauvaise gestion des spéculateurs britanniques. Le sous-continent n'était qu'une plate-forme de production de capital pour le commerce britannique. De surcroît, les productions indiennes n'étaient pas satisfaisantes pour les Britanniques qui achetaient simplement les matières premières nécessaires à leurs usines en métropole. Ils préféraient le thé de Chine, le coton du sud des Etats-Unis et le sucre des Antilles. Les crises successives contribuèrent à la faillite d'un grand nombre de commerçants locaux et les Britanniques n'apportèrent pas de solution à ce problème. Entre 1825 et 1845, le commerce indien subit une forte dépression due notamment à la concurrence et à la sécheresse. En outre, le déclin des cours princières indiennes réduisit la demande en produits de luxe employant artisans et orfèvres. Les artisans du textile indien s'appauvrirent et maints tisserands se retrouvèrent au chômage. Dans les années 1840, l'artisanat indien subit lourdement la concurrence des produits importés de métropole.

Les conséquences négatives de la faillite des grandes firmes commerciales impactèrent le commerce de l'indigo par exemple. Même par temps de crise les hommes d'affaires britanniques s'en sortirent plutôt bien, alors que la position des grands marchands indiens se détériorait. Une autre crise financière eut lieu à Calcutta en 1848 : une crise de confiance entre les Britanniques et les Indiens. Cette crise de confiance fut à l'origine du retrait des propriétaires terriens des entreprises commerciales à risque. Ce fut une rupture spectaculaire entre les hommes d'affaires indiens et britanniques. Par conséquent, les crises renforcèrent la

²⁴² *"In the year which preceded the opening of the trade with India, the annual average produce of Indigo in Bengal for exportation was nearly 5,600,000 lbs, but the average produce of the last years' of this period scarcely equalled that of the preceding five."* J. Crawford Papers, Mss. Eur. D. 457/a, India Office Private Papers, India Office Records.

²⁴³ *"The free trade which gave a impetus to every branch of Indian industry, produced a striking augmentation in the production of indigo, which on the average of the 16 years ending with 1829/30 was above 7, 400, 000 lbs, being an increase beyond the former period of above 33 per cent."* Ibid.

domination des Britanniques sur les activités commerciales indiennes. Le commerce du sous-continent demeura sous la domination relativement plus souple des *managing agencies* (agences de gestion) jusqu'à l'indépendance. D'ailleurs, ces changements économiques et sociaux furent directement liés à la domination britannique et à son système de colonisation.

Le libre-échange avait ruiné les marchands autochtones parce que les acteurs majeurs, tels que les *Agency houses* étaient impliqués dans la commercialisation des produits britanniques, et les marchands britanniques réalisèrent de gros profits même sous le monopole. Certes le libre-échange détruisit le commerce, l'artisanat et les affaires des autochtones dans plusieurs régions de l'Inde, mais à Bombay, les capitalistes indiens eurent un meilleur sort dans le commerce du coton, nouvellement exploité dans cette présidence. La production cotonnière de Bombay dépassa largement celle de Calcutta. Bombay exporta sa production vers la Chine. C'était un nouveau marché différent des autres parce que les communautés marchandes indiennes en assuraient seules la gestion. Les *Parsis* jouèrent un rôle majeur dans ce commerce avec la Chine. Les communautés musulmanes et hindoues qui collaborèrent avec les *Parsis* furent indispensables à ce commerce. Malgré cet essor localisé du commerce de Bombay, les marchands indiens continuèrent à subir les conséquences de la concurrence britannique. Ainsi, le libre-échange avait été économiquement néfaste aux marchands autochtones, ce qui était contraire à l'idée même du capitalisme.

3.3.4. L'abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou

La question de la taxe sur le pèlerinage hindou (*The Pilgrim Tax*) fut à l'origine d'un grand débat au sein de la Compagnie, comme il s'agissait d'un sujet très sensible pour les autochtones. Elle prit une dimension religieuse parce qu'avec la *Clapham Sect* représentant le mouvement évangéliste, les missionnaires avaient exercé une forte influence au sein de la Compagnie. En effet, ils y étaient représentés par deux fervents évangélistes : Charles Grant, le président la Commission de contrôle et Edward Parry, le président du Conseil des directeurs.

La taxe sur le pèlerinage hindou datait de l'époque moghole et avait été imposée par les gouverneurs musulmans qui toléraient cette pratique en échange d'une compensation financière (*jyzia*). L'administration britannique qui leur succéda devait gérer cette taxe essentiellement dans trois provinces : Gaya, Allahabad et Puri. Le Temple de Jagannath à Puri, dans la province d'Orissa conquise très tôt par la Compagnie pour son importance

stratégique, générait les rentrées fiscales les plus importantes²⁴⁴. Pour les missionnaires évangéliste, la perception de cette taxe revenait à soutenir l'idolâtrie et il la combattirent énergiquement. Par contre, les plus hauts fonctionnaires et les grands actionnaires de la Compagnie étaient inquiets des lourdes conséquences que pourraient avoir la mauvaise gestion d'un sujet aussi complexe, d'autant plus que la population indienne était la plus religieuse de tout l'empire britannique²⁴⁵.

Comme l'enjeu principal derrière le débat sur la taxe du pèlerinage hindou pour l'administration britannique était purement économique, les papiers et dépêches officiels échangés émanaient du Conseil des finances de la Compagnie : par exemple, le rapport du 10 juin 1805 de Charles Groeme, le percepteur de Puri, enquêtant sur les affaires internes du temple de Jagannath. Dans ce rapport, Groeme indiquait que le Temple de Jagannath était une source majeure de recettes fiscales car une taxe de 10 roupies était prélevée sur chaque pèlerin aisé venant d'Inde du Nord et de 6 roupies sur chacun de ceux qui venaient d'Inde du Sud²⁴⁶. Le rapport fut suivi du règlement IV de 1806. Le 22 janvier 1806, James Hunter fut nommé percepteur de la taxe du pèlerinage hindou et il rapporta des détails sur l'administration interne du temple au gouvernement britannique qui les lui avait demandés. Il commença par augmenter la paye dérisoire des serviteurs du temple en leur accordant la somme de 35.000 roupies²⁴⁷. Le rapport de 1807 de George Webb, le percepteur du Cuttack, avait suscité l'attention de la Commission de contrôle, du Conseil des directeurs, mais aussi du Conseil des finances (*Board of Revenue*). Il était en charge de la perception de la taxe du pèlerinage et du contrôle des affaires du temple. Parmi les réglementations proposées, il instaura un système de licence de pèlerinage. Il classa les pèlerins en fonction de leurs castes et l'ordonnance IV de 1809 décréta que certaines catégories de pèlerins étaient exemptées de taxe : les mendiants, les transporteurs de l'eau du Gange, les pèlerins prosternant et les pèlerins originaires des

²⁴⁴ "An eastern Jerusalem on the sea coast of Orissa, the Jagannath Temple at Puri became a symbol of the Company's association with idolatry." Nancy Gardner Cassels, *Religion and Pilgrim Tax under the Company Raj*, New Delhi, Manohar, 1988, p. 16.

²⁴⁵ "The people of India are not a political, but a religious people. In this respect they differ, I fear, from the inhabitants of this country. They think as much of their religion, as we of our Constitution. They venerate their Shastah and Koran, with as much enthusiasm as we our Magna Carta. As long as we continue to govern India in the mild and tolerant spirit of Christianity, we may govern it with ease; but if ever the fatal day shall arrive, when religious Innovation shall set foot in that country, indignation will spread from one end of Hindostan to the other; and the arms of fifty millions of people will drive us from that portion of the globe, with as much ease as the sand of the desert is scattered by the wind." Thomas Twining, Letter to the Chairman of the East India Company, London, December 1807, p. 30, in Nancy Gardner Cassels, *op. cit.*, pp. 49-50.

²⁴⁶ Gopinath Mohapatra, *Jagannatha in History and Religious Traditions of Orissa*, Calcutta, Punthi Pustak, 1982, p. 239.

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 249.

‘terres saintes’, c’est à dire ceux originaires de la région située entre la rivière Baitarini dans le nord et la rivière Rishikulya dans le sud. Les taxes à payer par les autres pèlerins variaient d’une classe à l’autre : les *Lal Jatries* devaient payer une roupie ; les *Nim Lals* 8 annas²⁴⁸ ; les *Bhurrungs* 4 annas²⁴⁹. Hunter contesta ces exemptions qui encourageaient les dissimulations des pèlerins redevables en mendiants ou transporteurs d’eau, influant ainsi, sur les recettes fiscales du gouvernement de l’Inde avec des pertes allant jusqu’à 30.000 roupies et ainsi, les Britanniques maintinrent la même administration que les Marathes qu’ils avaient remplacés. Mais cette interférence risquait de créer des problèmes si bien que le gouverneur général George Barlow (1805-1807) encouragea des réglementations supplémentaires²⁵⁰. Le règlement XIX de 1810 fut inspiré de la réglementation du pèlerinage hindou à Puri dans la province d’Orissa pour gérer la taxe sur le pèlerinage dans la province d’Allahabad (Carte 4).

Dans les années suivantes (1810-1825), Samuel Busby était en charge de la perception de la taxe et s’occupait également de l’aménagement des routes, dont la fameuse route de Jagannath, et de la réparation du temple. En s’intéressant au temple de Jagannath, il trouva que le Raja de Khurda n’était pas compétent pour l’administration du temple²⁵¹. Pendant cette période, Richardson, membre du Conseil des finances, et responsable des recettes foncières, proposa l’abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou après la mort de 36 pèlerins écrasés par l’énorme foule au niveau du portail où s’effectuait le paiement de la taxe, mais sa demande d’abolition fut refusée. Une épidémie de Choléra causa la mort de nombreux pèlerins en 1825 au festival de Puri. Entre 1825 et 1840, les missionnaires évangélistes se mêlèrent de plus en plus de la question de la taxe sur le pèlerinage hindou : leur argument principal était qu’un gouvernement chrétien ne devait en aucun cas prélever de l’argent sur des pratiques considérées comme idolâtres.

²⁴⁸ Annâ: la seizième partie d’une roupie, subdivisée en trois paisha. Cette monnaie fut abandonnée après que l’Inde eût adopté le système décimal monétaire en 1961., Louis Frédéric, *Dictionnaire de la civilisation indienne*, Millau, Aylesbury, Robert Laffont, 1987, p. 79.

²⁴⁹ George Webb, Collector of Cutack, to H. T. Colebrooke, President and Members of the Board of Revenue, 7 March 1808, *Bengal Revenue Consultations*, 8 April 1808, N° 18, Range 55, vol. 11. India Office Records.

²⁵⁰ “It appearing to Government to be advisable that the Collector of Cuttack should be vested with a general control over the Temple and of the collection of the tax on pilgrims, the Governor-General in Council desires that you will insert the necessary provision for that purpose in the draft of Regulation...required.” Bengal Government to the Court of Directors, 15 September 1808, Revenue Letters from Bengal and India (Board’s Copies) L/E/3/16, folio 57, India Office Records.

²⁵¹ Ce dernier fut emprisonné en 1817 pour ses vols d’objets appartenant au temple.

Carte 4 : Les sites religieux



Historical Sites and Monuments, CAR. 244

Les missionnaires furent donc à l'origine de l'abolition de cette taxe. Ils attaquèrent la politique du gouvernement de l'Inde qu'ils qualifièrent de contradictoire, à la fois prélevant

une taxe relative à une pratique religieuse, et prônant une politique de non interférence. Pour les missionnaires, cette taxe caractérisait l'interférence de la Compagnie dans les affaires religieuses autochtones, et recevoir, en plus, de l'argent pour autoriser la pratique de rites païens idolâtres leur était inadmissible. La propagande missionnaire contre ce qu'ils considéraient comme une politique libérale encourageant l'idolâtrie hindoue commença par des prédications et des publications évangélistes. Elle se renforça davantage avec des pétitions soutenues dans les années 1840. Le plus fervent des missionnaires, Claudius Buchanan, qui visita l'Inde du Sud, certainement Puri, le fief du temple de Jagannath, dans la province de l'Orissa, publia une critique de cette politique dans son *Memoir of the Expediency of an Ecclesiastical Establishment for British India* (1805), en se demandant s'il était acceptable pour les Britanniques de permettre à la Compagnie de continuer de percevoir de l'argent tout en tolérant des pratiques superstitieuses immorales. Il y présenta le pèlerinage hindou au public britannique en insistant sur les cas de sacrifices atroces dédiés au Dieu Jagannath. Buchanan distribua 10.000 copies traduites de la Bible aux pèlerins de Puri²⁵². Cet activisme religieux des missionnaires évangélistes contre la communauté hindoue et ses coutumes religieuses conduisit à la révolte de Vellore de 1806. Il évoqua la *Regulation* de 1806, qui permettait le recouvrement de la taxe sur le pèlerinage hindou à Cuttack par un percepteur de la Compagnie (*The Collector of the Tax of the Pilgrims at Jagannath*). Par cette même mesure, des *pandits* furent recrutés, par le collecteur puis approuvés par le gouverneur général, à la direction des temples, dans la gestion de leurs budgets, dans les postes de prêtres hindous et en tant qu'agents.

Jusqu'à ce que la charte de 1813 leur permette d'accéder aux territoires indiens, en 1816, les missionnaires William Bampton et James Peggs furent autorisés à prêcher dans la province d'Orissa. De plus, un centre pour les opérations missionnaires, dont l'objectif était de prêcher le christianisme et de déraciner l'hindouisme, ouvrit à Puri. James Peggs, un missionnaire baptiste à Cuttack, publia en 1828 un pamphlet intitulé, *The Pilgrim Tax in India* et encouragea l'abolition de la taxe. En 1830, il publia un autre ouvrage intitulé *India's Cries to British Humanity*, qui eut beaucoup d'admirateurs en métropole. En outre, la *Church Missionary Society* mena une propagande dans son journal mensuel, *The Missionary Register*, dans lequel des rapports sur les actions des associations missionnaires furent publiés. Le journal, *Friend of India*, publié par des missionnaires baptistes à Serampore, avait participé activement à la propagande missionnaire contre cette taxe : ce journal circulait en Inde et en

²⁵² Gopinath Mohapatra, *op. cit.*, p. 280.

Angleterre. Un autre journal publié en bengali fut *The Samachar Darpan*. La réaction des missionnaires était forte en Angleterre où ils multipliaient les campagnes et les réunions contre les concessions du gouvernement colonial aux idolâtries et faisaient signer des pétitions en ce sens qu'ils soumièrent au Parlement²⁵³. Le Conseil des directeurs finit par céder à la demande des évangélistes d'abolir cette taxe, même si la Compagnie n'était qu'héritière d'une politique fiscale mise en place par les Moghols puis poursuivie par les Marathes. Cependant, les politiques de la Compagnie concernant cette pratique variaient d'un gouvernement à l'autre. En 1803, suite à la conquête de Cuttack, le Marquis de Wellesley refusa de recouvrer cette taxe, mais en 1805, George Barlow²⁵⁴ rétablit la taxe, ce qui engendra beaucoup de confusion. Le Collecteur, William Dowdeswell²⁵⁵, défendit la Compagnie en soulignant que sa politique de tolérance était maintenue, et qu'en conservant cette politique fiscale, son gouvernement ne portait aucune atteinte à la liberté confessionnelle des autochtones. Par contre, pour calmer la pression évangéliste, il prévint que le nombre des pèlerins pourrait augmenter si jamais le gouvernement de l'Inde britannique supprimait cette taxe.

L'administration de William Bentinck s'opposa à la suppression inopportune de la taxe sur le pèlerinage hindou. Bentinck trouvait que la pérennisation de la taxe permettait de rassurer les pèlerins en matière d'entretien des temples, des routes et du confort de ces derniers. Il pensait également qu'il fallait tolérer et respecter les autochtones afin de garantir la continuité de l'empire britannique en Inde²⁵⁶. Pour sortir la Compagnie de sa contradiction politique, Auckland contribua à soutenir la réforme pour abolir la taxe sur le pèlerinage

²⁵³ Kenneth Ingham, "The English Evangelicals and the Pilgrim Tax in India, 1800-1862", *The Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, n°1/2, April 1953, pp. 13-14.

²⁵⁴ Gouverneur général du Bengale de 1805 à 1807 P. J. Marshall, Sir George Hilaro Barlow, first baronet (1763–1846), acting governor-general of Bengal, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 8 août 2016

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/1433?docPos=1>

²⁵⁵ Secrétaire privé de William Bentinck au gouvernement de Madras et puis collecteur, H. M. Stephens, rev. Roger T. Stearn, William Dowdeswell (1760–1828), army officer and art collector, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 8 août 2016

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/7960?docPos=2>

²⁵⁶ "For my own part, I consider it to be the bounden duty of a Government ruling over a Hindoo and Mussulman community and pressing to respect their religion and customs, to manifest a friendly feeling, and to afford every protection and aid towards the exercise of those harmless rites which are not opposed, like suttee, infanticide and self-immolation in various modes, to the dictates of humanity and every religious creed. I therefore think that all these places of pilgrimage with those who frequent them, are, upon principle, entitled to our special care; that a tax upon pilgrims is just and expedient." Kenneth Ingham, "The English Evangelicals and the Pilgrim Tax in India, 1800-1862", *The Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, n°1/2, April 1953, p. 20.

hindou²⁵⁷. Le Conseil des directeurs établit, en 1833, une dépêche dans laquelle les directeurs exprimèrent leur accord total avec la politique de Bentinck. Contrairement à la vision de Bentinck, les missionnaires donnèrent à la question de la taxe sur le pèlerinage hindou une dimension religieuse en insistant sur la contradiction morale d'un gouvernement chrétien prélevant une taxe sur des pratiques relevant de l'idolâtrie. La politique tolérante de Bentinck, qui voulait maintenir la taxe sur le pèlerinage hindou, fut contrée par le prosélytisme évangéliste de maints directeurs et propriétaires au sein de la Compagnie, tels que Charles Grant alors président de la Commission de contrôle dans le ministère de Lord Grey ou encore le propriétaire John Poynder qui, en soutien à la résolution des directeurs du 20 février 1833, avait souvent prêché à l'assemblée des propriétaires pour l'abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou²⁵⁸. Bien que le Conseil des directeurs ait autorisé le gouvernement colonial à continuer à percevoir cette taxe, la Commission de contrôle, sous forte influence évangéliste, lui ordonna ensuite de l'abolir le 20 avril 1840 à Puri. Cependant, les missionnaires ne réussirent pas, dans l'immédiat, à contraindre le gouvernement colonial à suspendre son soutien au temple de Jagannath. L'abolition définitive de cette taxe dans toutes les provinces sous contrôle britannique eut lieu en 1862. Cette réforme mit en lumière le rôle majeur des évangélistes dans l'évolution de la politique sociale et religieuse du gouvernement de l'Inde britannique.

Dans sa politique et sa vision des réformes douces et progressives du 'go slow', Auckland montra sa volonté de respecter toutes les religions en Inde pour éviter de blesser les sensibilités religieuses. Il fit d'ailleurs remarquer que les Chrétiens avaient des privilèges par rapport aux autochtones d'autres religions²⁵⁹. Contrairement à Bentinck, Auckland, ne

²⁵⁷ "I have determined to abolish the Pilgrim tax at Allahabad – and I enclose the draft of my letter – I have suggested to the Deputy Governor of Bengal that he would do the same at Gya ...and I am writing when the best mode of abolishing this tax and maintaining the temple at Juggernaut... This is a far more difficult observation, for we are under engagement to the people for the maintenance of the Temple and we must keep faith." Private Letter from Auckland to Hobhouse, Camp near Loodiana, November 15, 1838, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII, *Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839*, Additional Manuscript, 36473, f. 339.

²⁵⁸ "I am bound to believe that no proprietors of India stock can possibly desire the present amount of dividend to be continued, if this would stand in the way of the directors' righteous resolution to abandon such an unhallowed source of profit." J. Poynder, Speech before the Court of Proprietors, 21 December 1836, quoted in *The Times*, London, 16 March 1837.

²⁵⁹ "I have may be cures where the attendance of the military on much occasions may be modified or dispensed with, but were we them where this last denial of outward respect to fallen greatness would be felt with extreme bitterness – and it is only in monstrous misrepresentation and perversion of feelings that it could be required – my sepahis turn out for me in their best uniforms as I go to Church when Sunday and my body guards follow me and no one believes that they reverence Mohammed or Bruma the less. Nay, when Christian day I found the two in three hundred servants of Government House drawn up to wish me joy when my religious anniversary, but it was for me, not for Christianity – and why are Christians alone to be in much things uncharitable? A third grade is the payment made from the Public treasuries to religious institutions ... The fourth grade which occurs to me

pouvant faire face à la pression des missionnaires, en particulier en métropole, mit progressivement fin à toutes les taxes relatives aux rituels religieux indiens en appliquant les exigences du Conseil des directeurs et de la Commission de contrôle d'arrêter toute interférence dans les temples. Désormais, le percepteur de la Compagnie n'interviendrait plus dans la gestion des temples. De même, le gouverneur-adjoint, la Commission de contrôle et le Commissaire local laissèrent l'élection des dirigeants des temples aux mains des prêtres hindous. Pour assurer la sécurité des pèlerins, des policiers représenteraient les autorités britanniques, un magistrat veillerait à maintenir l'ordre et la paix et les tribunaux régleraient d'éventuels conflits. La sécurité fut ensuite assurée par des gardes hindous.

Plutôt que d'abolir brusquement la taxe du pèlerinage hindou et d'en laisser la gestion aux mains des surintendants autochtones, comme le lui suggérait le commissaire de Cuttack, Henry Ricketts, Auckland préféra donc procéder par étapes pour éviter les tensions religieuses. Le percepteur de Puri, William Wilkinson lui suggéra la possibilité d'assurer une allocation au temple et de céder des terres comme garantie du soutien de la part du gouvernement colonial au temple de Jagannath²⁶⁰. Le Conseil des directeurs avait mis en garde le gouvernement de l'Inde contre la précipitation, l'objectif était de prendre le temps nécessaire pour adopter des mesures n'affectant pas la religion des autochtones²⁶¹. D'ailleurs, le Conseil des directeurs était divisé entre ceux qui refusaient toute intrusion dans les coutumes religieuses autochtones, se référant à la politique 'laïque' de Thomas Munro²⁶², et ceux qui allaient finalement triompher, véhiculant et représentant eux-mêmes les aspirations des missionnaires. Avec l'adoption de la loi n°10, du 20 avril 1840, par le gouverneur général

is that of the pilgrim tax, for the abolition of which there is no reason of any kind but that of saving you and me from the clatter of nonsense, with which we are assailed – you may as well abolish the gin tax to make men sober as the Pilgrim tax to convert Hindoos to Christianity. Yet the Hindoos fear the abolition of a proof of the increasing power of those who would not tolerate them – Perhaps the collection might be gradually discontinued but I am ashamed of the foolishness of this subject.” Private Letter from Auckland to Hobhouse, Simla, August 23 1838, Broughton Correspondence, vol. XVIII, Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, Additional Manuscript, 36473, ff. 308-318.

²⁶⁰ *“Temple endowments were considered to be “established donations”...by Sec 30 of Reg XII, 1805, the government was committed to guarantee a money alliance and the lands assigned to the Temple as the ‘established donation for the support of the temple at Juggernath.” Nancy Gardner Cassels, Religion and Pilgrim Tax under the Company Raj, New Delhi, Manohar, 1988, p. 119.*

²⁶¹ *“We were apprized by a letter from Lord Auckland of the 17th November 1838, that orders had been issued on that date for discontinuing the further collection of duties on Pilgrims at Allahabad, prescribed by Regulation 18 of 1810... and afford the best ground for hope that the object of our instructions may eventually be accomplished without those hazards to which any hasty or ill considered measures affecting the religion of the Natives must be liable” Revenue Department to the Governor General of India in Council, 2nd June 1840, India Office Records.*

²⁶² *“In every country but especially in this, where the Rulers are so few, and of a different race from the people, it is the most dangerous of all things to tamper with religious feelings.” Bengal Revenue Despatch, 18 October 1837, Bengal Despatches, E/4/752, India Office Records.*

en Conseil, la taxe sur le pèlerinage hindou fut donc abolie, et la direction du Temple de Jagannath fut transférée aux prêtres hindous²⁶³. Avec cette loi, tous les règlements précédents furent abrogés. Le Raja de Khurda et les employés du temple devaient assumer leurs responsabilités et s'interdire tout comportement violent envers les pèlerins sous peine d'être soumis aux juridictions des tribunaux civils ou criminels.

Le Parlement était devenu le théâtre d'intenses débats contre la politique religieuse de la Compagnie, menés essentiellement par les évangélistes. Le soutien des évangélistes était puissant notamment avec la figure emblématique de l'Archevêque de Canterbury représentant 46 pasteurs, qui lui, critiqua la Compagnie à la Chambre des Lords, pour ne pas avoir exécuté les décisions prises dans la dépêche du 20 février 1833²⁶⁴. En dépit de la forte pression des évangélistes au sein des deux chambres du Parlement et de l'influence des missionnaires en Inde et en métropole, la Compagnie tenta de maintenir une posture religieuse neutre, comme le rappela H. Tucker qui souligna la logique fallacieuse des missionnaires les amenant à dénoncer la dégradation morale du gouvernement colonial qui 'encourageait' des cultes idolâtres²⁶⁵. D'ailleurs, avec John C. Hobhouse, il ne cacha pas son ressentiment vis à vis des évangélistes qui mirent la question de la taxe sur le pèlerinage hindou au service de la diffusion de leur propagande chrétienne dans le sous-continent.

Dans leur propagande évangéliste incessante, qui s'accrut considérablement après l'abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou, les missionnaires eurent également recours à des pétitions qu'ils adressèrent au gouvernement de l'Inde, au Conseil des directeurs et même au gouvernement britannique. Leurs pétitions reposaient sur l'argument principal que le soutien financier du gouvernement de la Compagnie aux temples hindous constituait une politique anti-chrétienne et pro-idolâtre. Par exemple, les évangélistes trouvaient proprement

²⁶³ "An Act for the Abolition of certain Pilgrim taxes, and for the superintendence of the Temple of Juggernath" Legislative Department to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, 27th April 1840, signed Auckland, J. Nicolls, W.W. Bird, W. Casement, H.I. Prinsep, and A. Amas, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

²⁶⁴ "1. That the interference of British functionaries in the interior management of Native Temples, in the customs, habits and religious proceedings of their Priests and Attendants, in the arrangement of their ceremonies, rites and festivals, and generally in the conduct of their interior economy shall cease. 2. That the Pilgrim Tax shall everywhere be abolished." Bengal Revenue Despatch, 20 February 1833, *Bengal Despatches*, E/4/736, India Office Records.

²⁶⁵ The company should be clear of "any proceedings which have for their declared object ...the conversion of the people of India to Christianity...moral contamination, while the imposition of the tax itself is calculated to promote idolatrous worship." H. Tucker, "Religious Ceremonies and Endowments", in J. W. Kaye, ed., *Memorials of Indian Government*, London, Richard Bentley, 1853, pp. 353-54. Katherine Prior, Henry St George Tucker (1771/2-1851), East India Company servant, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 23 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/27789?docPos=1>

scandaleux que le gouvernement colonial ait cédé aux administrateurs du temple de Jagannath des terres pour lesquelles ce dernier percevait des recettes fiscales importantes mais, qu'en plus, il continuait à leur verser chaque année la somme de 35 000 roupies²⁶⁶. Ils accusèrent même le gouvernement *whig* en métropole de collusion avec les maîtres de l'idolâtrie hindoue²⁶⁷. Le 13 mai 1847, quelques représentants de la *General Missionary Society* présentèrent une pétition à John Cam Hobhouse, le président de la Commission de contrôle. Dans cette pétition, ils lui faisaient part de la frustration du public 'chrétien' quant à la subvention annuelle accordée au Temple de Jagannath par la trésorerie publique de la colonie britannique²⁶⁸. Percevoir une taxe sur les pèlerins hindous était inacceptable pour ces contestataires car, selon eux, un gouvernement d'inspiration 'chrétienne' ne devait pas dépendre d'une telle source de revenu mais en octroyer à un temple, symbole même de l'idolâtrie païenne, l'était encore plus²⁶⁹.

Dans sa lettre du 15 décembre 1839, Auckland informa le Conseil des directeurs que dans la province de Gya, la réforme fiscale des temples hindous était en cours et que des mesures avaient été adoptées pour abolir définitivement la taxe sur le pèlerinage hindou²⁷⁰. Après l'abolition de la taxe, le temple de Jagannath revint sous la responsabilité du Raja de Khurdah. Par conséquent, le gouvernement de l'Inde prit à sa charge une allocation de 10% de la somme moyenne de la taxe de pèlerinage au profit du Raja Singh, qui, conformément à une ancienne résolution datant du 20 décembre 1804, fit valoir son droit héréditaire qui lui permettait de bénéficier de cette allocation. De plus, le gouvernement avait assuré les

²⁶⁶ "The Temple has been endowed by several rich Hindoos. Raja Ramakrishna Deb gave two villages the rents of which amount to about Rs 4000. It is supposed that not less than Rs 100, 000 per annum are drawn from the Hindoos by the Brahmins of the Temple." Rev. Ward of Serampore, *Friend of India*, August 1841. "It is true that Government have abolished the Pilgrim tax, but Government do, still in fact, though in another form, contribute more largely than before to the support of the idol; in as much as they have not only relinquished the lands and other emoluments of the temple for which they were formerly receiving a revenue but have added an annual donation of 35,000 rupees." Resolution of the Missionary Conference held at Cuttack, November 22, 1845, "It was encouraging abominations, and making money from all that was hateful to God and injurious to man." Rev. A. Sutton, Orissa and its Evangelization, 1850, in Prabhat Mukherjee, *History of the Jagannath Temple in the 19th Century*, Calcutta, Firma KLM Private Limited, 1977, pp. 287-290.

²⁶⁷ "The priests have the same opportunity as before, by magnifying the dignity of the idol to the votaries by representing it as directly supported and encouraged by the liberality of the British Government." *Friend of India*, June 25, 1846.

²⁶⁸ "Your Memorialists submit that as God has in the Bible so strongly revealed His hatred for idolatry, its support by incurring His displeasure, who rules above the nations, must more fearfully compromise the safety of the British empire in India, than all machination of its foes." Rev. Lacey, quoted in the Memorial to Tucker, Chairman, Court of Directors, 1848, in Prabhat Mukherjee, *op. cit.*, p. 289.

²⁶⁹ *The Petition to Lord Dalhousie from J. Stubbin, Chairman and A Sutton, Secretary of the Orissa Baptist Missionary Committee, December 1853*, Memorial of the Missionaries, 12 August 1852, n° 220: Public Consultations: National Archives.

²⁷⁰ "Under those arrangements, the Pilgrim Tax has been wholly discontinued." *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

dépenses liées au pèlerinage, au confort et aux soins des pèlerins à l'hôpital de Gya et l'allocation de 12.000 roupies par an au profit de l'hôpital autochtone de Calcutta. D'après Wilkinson, des dispositions particulières étaient indispensables pour assurer le pèlerinage des pauvres, et ce notamment en équipant un hôpital pour les pèlerins. Dans la présidence du Bengale, ainsi que dans les deux présidences de Madras et de Bombay, la perception de la taxe sur le pèlerinage et l'interférence des Britanniques dans les rituels religieux des autochtones furent interdites. Pendant la remise de l'administration des temples aux mains des prêtres hindous, le gouvernement colonial était prêt à assurer les dépenses nécessaires, mais, le Conseil des directeurs refusa, sous la pression évangéliste, d'assurer des dépenses supplémentaires après ces nouvelles mesures²⁷¹. Les directeurs soulignèrent leur souhait que les personnes de confession hindoue seraient les mieux placées pour veiller au bon déroulement du pèlerinage, à l'administration du temple et à la succession des prêtres des temples. Ils en seraient également responsables²⁷². Charles E. Trevelyan, secrétaire au gouvernement d'Auckland avait d'ores et déjà exprimé sa réserve au sujet de la succession des *Oojhas*, les prêtres des temples²⁷³. Il prévint le commissaire de Morshidabad que les agents locaux ne devaient plus se préoccuper des temples, selon les nouvelles directives du gouvernement colonial au Conseil suprême des finances (*Sudder Board of Revenue*), et qu'il n'était pas nécessaire de recourir à la loi²⁷⁴. En effet, maintes dépêches étaient échangées sur le sujet entre les présidences. Par exemple, F. Stainforth et R. W. Skinner, deux agents locaux, s'adressèrent au commissaire des finances, J. Lowis, et l'informèrent que le Conseil des finances avait souligné que les institutions juridiques étaient compétentes pour assurer cette transition. Quelques modifications de textes devaient suffire pour combattre toute violence

²⁷¹ "We willingly sanction the direct additional expense to Government by which the attainment of this desirable object will be attended." *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

²⁷² "These judiciary instructions are well calculated to secure the safe and effectual discontinuance of all direct connection between the British Government and the religious institutions of the Natives; and we hope to learn that under them, that object is in course of progressive and successful accomplishment throughout the whole extent of our territories." Revenue Department to The Governor General of India in Council, London, 2nd June 1840, signed W. B. Bayly, P. Lyall, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

²⁷³ "All interference with the internal management of such religious institutions is alike unwarranted, unnecessary and unwise." From C. E. Trevelyan Esq to the Commissioner of Moorshedabad, 11th July 1837, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

²⁷⁴ "They desire you to instruct the local agents to withdraw from all interposition of any kind with the Temple. This indeed is the course which has been sanctioned by Government and it could not be separated from without a special reference to the Right Honourable the Governor which the Board see no ground for making...At the same time, however, that they withdraw their interference, the local agents should in a conciliatory manner explain to all parties concerned, how much it is for their interest to come to an agreement and to live peacefully among themselves, and the Board hope that this advice will be taken and that a resort to the law will thus be rendered unnecessary." From C. E. Trevelyan Esq to the Commissioner of Moorshedabad, 11th July 1837.

éventuelle dans les temples²⁷⁵. Le gouvernement d'Auckland avait aussi préconisé la régularisation de la gestion des temples hindous de Gaya et d'Allahabad et pas seulement celui de Puri. Ainsi, parmi les réformes fiscales majeures des gouvernements *whigs* de l'Inde, l'abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou prit une dimension religieuse, pas seulement pour les missionnaires, mais aussi pour les Hindous.

La communauté hindoue, conduite par les candidats potentiels au poste de prêtres (*Oojah*), s'opposa à l'interférence du gouvernement colonial dans leurs affaires religieuses. Par exemple, un candidat au poste d'*Oojah* du temple de Deoghur, Isreenund Dutt Ron, rédigea une pétition contre la désignation d'un prêtre par le Commissaire des finances de Morshidabad, M. W. B. Jackson. Le gouvernement colonial avait introduit des critères bien spécifiques dont un âge minimal requis fixé à 45 ans. C'est sur ce point que le pétitionnaire, n'ayant que 36 ans, insista en suggérant au gouvernement de supprimer cette contrainte d'âge : son père, le précédent *Oojah*, ayant lui-même été élu à l'âge de 36 ans²⁷⁶. Il envoya sa pétition également au gouverneur adjoint du Bengale. Une autre pétition signée par Debee Dutt, autre candidat au poste de prêtre au temple de Deoghur, fut adressée à W. B. Jackson le 29 septembre 1838. Debee Dutt contestait l'injustice du percepteur de Morshidabad qui avait refusé sa candidature. Les deux raisons pour lesquelles Debee Dutt n'avait pas été nommé prêtre étaient son âge et son caractère peu recommandable. Malgré le nombre important de voix qu'il avait eu, Dutt fut écarté de ce poste prestigieux. Alors, il expliqua que cette décision injuste n'était pas fondée et qu'au contraire il avait toutes les qualifications requises pour devenir prêtre²⁷⁷. Ces deux pétitionnaires réclamèrent justice d'autant plus que leurs ancêtres avaient été eux-mêmes des prêtres du temple.

Les autorités gouvernementales, y compris le Conseil des finances et le commissaire, délèguèrent progressivement l'élection des prêtres hindous aux autorités religieuses

²⁷⁵ From F. Stainforth and R. W. Skinner, local agents Beerbhoom to J. Lewis, Commissioner of Revenue, 14th Division, Calcutta, dated 31st October 1837, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

²⁷⁶ "It cannot also be unknown to the Board and the Government that the late surbanund Oojah, your petitioner's father was appointed at the age of 36 years..." To W. B. Jackson Esq., Commissioner of Revenue for the 14th Division, Moorshedabad, The Humble Petition of Isreenund Dutt Ron of the late Oojah of the Deoghur Temple, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

²⁷⁷ "The Collector objected to the appointment of your petitioner for the following reasons, viz 1° that he is not of proper age and secondly, that he is of an outrageous character. Under these circumstances your petitioner feels aggrieved that he was not elected Oojah, particularly as he had a greater number of votes in his favorthan all the other candidates and your petitioner hopes you will do him justice which his case so richly deserves" To W. B. Jackson Esq. Commissioner of Revenue for the 14th Division Moorshedabad, The humble Petition of Debee Dutt Candidate for the Oojahship of the Temple of Deoghur, 29 September 1838, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

autochtones compétentes. Ils décidèrent que sur la question de la désignation des prêtres hindous, le gouvernement colonial n'interviendrait plus et que son rôle se limiterait simplement au maintien de l'ordre et de la paix civile. Les tribunaux publics étaient, par contre, prêts à résoudre d'éventuels conflits résultant de ces réformes²⁷⁸.

Dans la présidence de Madras, la question du revenu du gouvernement et de la gestion des établissements religieux hindous et musulmans avait été considérée de la même manière que dans les deux autres présidences. Le gouvernement du Bengale ordonna au gouvernement de Madras de maintenir une politique de non interférence dans les lieux de cultes ou de pèlerinage autochtones. La direction des institutions religieuses indiennes fut donc confiée à des autochtones ayant la même confession et les qualifications nécessaires à cette administration. Le secrétaire du gouvernement suprême ne manqua pas de rappeler que ces personnes seraient soumises à la loi dans les cours et tribunaux en cas d'ingérence abusive²⁷⁹.

La question de la taxe sur le pèlerinage hindou avait fait l'objet d'un débat intense au sein de la Compagnie entre les missionnaires, les gouverneurs et les autochtones. Les historiens indiens, parmi lesquels Manorama Tripathy, ne dissocient pas le rôle des évangélistes dans l'abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou. Contrairement à la thèse de Nancy G. Cassels qui reconnaît le rôle des missionnaires dans la réforme fiscale ou l'abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou mais considère que les décisions qui façonnèrent la politique de la Compagnie étaient fondamentalement politiques²⁸⁰, nous attribuons un grand impact aux évangélistes, ce qui entoura cette décision d'un fort aspect religieux. L'abolition de cette taxe fut exigée par les missionnaires évangélistes, exerçant une forte pression sur le gouvernement colonial et sur la Compagnie en métropole. Ces missionnaires avaient lancé un

²⁷⁸ From C. Currie Esq., Secretary Sudder Board of Revenue to F. J. Halliday, Esq. Secretary to the Government of Bengal in the Revenue Department, Fort William, dated the 29th December 1838, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

²⁷⁹ "...The administration of the affairs and funds of the native religious institutions should be vested in individuals professing the faith to which the institutions belong and who may be best qualified to conduct such administration with fidelity and regularity, being responsible together with their subordinate officers to the Courts of Justice, for any breach of the duties assumed by them, which can be made the ground of a civil action." From F. J. Halliday Esq. Junior Secretary to the Government of India to H. Chamier Esq., Chief Secretary to the Government of Fort St George, Dated 10th August 1840, Revenue Department, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

²⁸⁰ "The primitive strength of religious tradition in Orissa impelled the Company to evolve a policy towards the Pilgrim Tax as an extension of its concern for the 'free exercise of religion'." Nancy Gardner Cassels, *Religion and Pilgrim Tax under the Company Raj*, New Delhi, Manohar, 1988, p. 16. "the abolition of the tax was motivated by the British Government's policy of non-interference into the affairs of the Hindus and their religious establishments" Manorama Tripathy, "A Brief History of the Pilgrim Tax in Puri", *Odisha Review*, January 2014.

défi moral aux gouverneurs qui, pour eux, permettaient à des païens de pratiquer leur culte idolâtre. Ce discours s'appuyait sur l'idée qu'un gouvernement chrétien ne devait pas avoir de source de revenu liée à l'idolâtrie. En effet, cette propagande évangéliste menée par les missionnaires contre non seulement la taxe mais surtout contre le pèlerinage hindou pour parvenir à l'abolir complètement n'était qu'une étape majeure dans leur grand projet d'évangélisation des millions d'Hindous.

La raison pour laquelle cette taxe fut abolie, sous le gouvernement d'Auckland en 1840, était, paradoxalement, la même pour laquelle les Moghols l'avaient mise en place au XVII^{ème} siècle, en réponse au défi moral que représentait le pèlerinage hindou à la noblesse musulmane. Les politiques réformistes des gouverneurs britanniques avaient été imprégnées par l'influence évangéliste, et le rôle grandissant des missionnaires au sein de la Compagnie se manifesta particulièrement dans les réformes sociales et religieuses.

3.4. Les réformes sociales et religieuses

Les réformes sociales et religieuses menées par le gouvernement de l'Inde résultèrent souvent de l'influence des missionnaires et de leurs associations. La fin du XVIII^{ème} siècle marqua l'évolution du rôle des associations religieuses se détachant de l'Eglise et rentrant davantage dans la vie sociale et civile des Britanniques. Les associations non confessionnelles (*undenominational associations*), telles que la *London Missionary Society* (1795), la *Religious Tract Society* (1799) et la *British and Foreign Bible Society* (1804) proliférèrent entre la fin du XVIII^{ème} et le début du XIX^{ème} siècle. La victoire britannique sur les Français en 1815 fut interprétée par les Protestants comme un signe de la Providence divine à l'égard de la religion de la Grande-Bretagne et de ses valeurs commerciales. Cela donna naissance à un protestantisme nationaliste et expansionniste dont la mission fut de répandre les valeurs chrétiennes partout dans le monde. La montée en influence d'un esprit missionnaire optimiste fut manifeste. Les missionnaires se voulaient les agents d'un pouvoir moral nouveau qui prétendait changer le monde entier²⁸¹.

L'arrivée des missionnaires en Inde date du XVI^{ème} siècle, lorsque le jésuite espagnol, Francis Xavier débarqua à Goa le 6 mai 1542. La présence des missionnaires britanniques devint manifeste à la fin du XVIII^{ème} siècle avec l'arrivée au Bengale de Claudius Buchanan en 1790. Aux côtés de Buchanan, il y avait William Carey de la *Baptist Mission* qui arriva en 1793 et Reginald Heber, le deuxième évêque protestant de Calcutta. Ces missionnaires protestants considéraient l'Inde comme un terrain favorable à leur mission (*'Mission Field'*). Par opposition aux religions existantes en Inde, les missionnaires vantèrent le caractère exceptionnel de la religion chrétienne. Cependant, le gouvernement colonial, qui redoutait la réaction des autochtones, les empêcha de mettre en œuvre leur projet missionnaire visant à convertir massivement les Indiens.

Dans un premier temps, la Compagnie et le gouvernement de l'Inde ne cherchèrent pas à s'immiscer dans les préférences religieuses et spirituelles des autochtones et pratiquèrent une politique non interventionniste (*'non-interference'*) qui empêcha les missionnaires d'entrer en Inde. L'argument avancé était que le respect des autochtones dans leurs choix et traditions religieuses garantissait la stabilité de la domination britannique dans le sous-

²⁸¹ "In the early nineteenth century, traditional religious themes of individual responsibility and virtue, obedience to secular authority, and salvation by faith and works were drummed home by evangelical preachers with a renewed vigour and immediacy." Jonathan Parry, *The Rise and Fall of Liberal Government in Victorian Britain*, London, Yale University Press, 1993, p. 29.

continent. Pour contrôler les missionnaires, le gouvernement de l'Inde établit une série d'ordonnances (*Regulations*) en 1793 dans lesquelles les lois traditionnelles des autochtones, interprétées essentiellement du Coran et du Shaster hindou furent préservées. Les évangélistes, conduits par William Wilberforce exposèrent au Parlement les difficultés qu'ils rencontraient pour accéder aux provinces indiennes. La Compagnie remporta cette première bataille et réussit à maintenir les mesures contre l'entrée en Inde des missionnaires pendant encore vingt ans, d'où leur stationnement lointain à Serampore, une colonie danoise.

Les missionnaires réussirent pourtant à s'implanter dans l'ouest du Bengale. Ils travaillèrent alors depuis Serampore, visant de nombreuses conversions notamment à Calcutta. Avec la Charte de 1813, les missionnaires obtinrent un accès limité à la colonie, mais ils commencèrent à influencer les sentiments religieux des autochtones. Ils acquirent ensuite un permis de résidence en bonne et due forme du gouvernement de l'Inde lorsque la Compagnie passa sous contrôle évangéliste, notamment avec Charles Grant alors président de la Commission de contrôle. Plus tard, avec des politiques gouvernementales, voire évangélistes plus souples et le soutien de la communauté marchande, ils accélérèrent leur implantation en Inde. Les missionnaires ne se limitèrent pas aux communautés européennes y résidant et ils se rapprochèrent des non-chrétiens dans les écoles et dans les hôpitaux. Certains hauts fonctionnaires de la Compagnie contribuèrent en tant qu'évangélistes militants à cet essor missionnaire.

Considérant que leur mission était d'instruire les autochtones, ces missionnaires s'attaquèrent immédiatement à la superstition alors très répandue dans la société indienne. Ils s'étaient attribués le rôle providentiel de sauver l'Inde de son idolâtrie. Leur priorité fut d'évangéliser les Hindous comme première étape de leur mission. Ils se concentrèrent sur les pratiques rituelles hindoues. Deux rites hindous constituèrent un sujet de controverse initié par les missionnaires. Le missionnaire C. Buchanan recommanda en premier l'abolition du rite hindou du *Sati* : l'immolation volontaire de la veuve hindoue avec la dépouille de son époux sur le bucher funéraire de ce dernier. De moindre importance, l'infanticide était un autre rite hindou où des enfants étaient brûlés vifs pour obtenir la bénédiction des déesses. La popularité et la brutalité de ces rites hindous avaient suscité l'attention du gouvernement de l'Inde.

3.4.1. L'abolition du *Sati*

William Bentinck était horrifié par la pratique 'barbare' du rite hindou du *Sati* et était bien décidé à l'abolir²⁸². L'ordonnance du gouverneur général interdisant la crémation des veuves fut promulguée le 4 décembre 1829. La question du *Sati* avait suscité la curiosité et l'inquiétude des gouverneurs, des juges et même des agents militaires. A. J Trotter, dans une lettre envoyée au capitaine Benson depuis Gya le 16 mai 1829, expliqua que le rite était pratiqué depuis très longtemps dans les familles hindoues notamment au sein des castes supérieures. En effet, ce rituel de sacrifice féminin était bien ancré dans l'histoire sociale et familiale hindoue. Les Moghols avant les Britanniques avaient bien tenté de le supprimer mais en vain.

Les missionnaires, ne pouvant accéder aux territoires sous contrôle de la Compagnie, menaient campagne pour convertir les autochtones, et en particulier les veuves, au christianisme avant qu'elles ne se jettent au feu. Par exemple, Reginald Heber, l'un de ces missionnaires, prétendait qu'une fois qu'elles auraient entendu le discours chrétien, les veuves changeraient d'avis voire deviendraient elles-mêmes chrétiennes²⁸³. La publication en métropole d'ouvrages écrits par les missionnaires renforça leur soutien dans la société britannique ainsi qu'au Parlement. Le *Missionary Register* et les *Missionary Papers* furent considérés comme des archives indispensables à l'étude du *Sati* parce qu'elles contenaient des descriptions détaillées de l'expérience terrifiante de ces femmes entourées de leurs familles, de leurs connaissances et de leurs voisins qui les encourageaient à se jeter au feu. Dans le *Christian Researches in India*, publié à Londres en 1811, les Britanniques découvrirent pour la première fois les statistiques établies par les missionnaires sur l'évolution du nombre des veuves immolées. Par ailleurs, William Wilberforce mena au Parlement sa campagne sur la propagation du Christianisme en Inde au moment du renouvellement de la charte de la Compagnie en 1813. Il révéla le nombre grandissant des veuves sacrifiées : de 130 cas de *Sati* en 1802 à 275 en 1803. Joseph Hume anima les débats sur la question du *Sati* et préconisa une

²⁸² "There cannot be the man more anxious for the abolition of the horrible rite than myself. I do not believe that among all the most anxious advocates of that measure any one of them could feel more deeply than I do, the dreadful responsibility hanging over my happiness in this world and the next, if as the Governor General of India I was to consent to the continuance of this practice for one moment longer, not than our security, but than the real happiness and permanent welfare of the Indian population rendered indispensable." Private letter from Bentinck to John Astell, Malda, 2 January 1829, Mss. Eur. 424-3, India Office Records.

²⁸³ "I had not been half an hour sooner... I would at least have tried to reconcile her to life », Herber Reginald, *Narrative of a Journey through the Upper Provinces of India from Calcutta to Bombay, 1824-1825, Vol. 1*, London, 1861, p. 47.

législation à élaborer par le gouvernement colonial pour mettre fin à ce rite infâme, selon lui. Pour éviter aux veuves indiennes ce destin funeste, il souhaitait leur inculquer l'éducation britannique et les convertir au Christianisme qu'il définissait comme une religion donnant beaucoup d'importance à la vie et à l'héritage des biens de l'époux. Il eut aussi l'idée d'établir un collège à Calcutta dans le but d'y former des missionnaires travaillant sur la communauté hindoue²⁸⁴.

La pratique du *Sati* variait d'une province à l'autre : les statistiques avaient révélé qu'en 1821, le nombre total des sacrifiées du *Sati* était de 654 dans le district du Bénarès (*Benares Division*), 364 dans celui de Calcutta, et uniquement 69 dans le district de Patna²⁸⁵. La police avait empêché plusieurs tentatives d'immolation: entre 1818 et 1828 quatorze cas de *Sati* furent enregistrés mais la police en avait empêché plusieurs dans la province de Huttah²⁸⁶. Les dépêches échangées entre Bentinck et la Compagnie et même entre des colonels de l'armée se comptent par centaines sur la période de 1827 à 1830. On apprend dans une lettre que le gouverneur général avait ordonné à tous les propriétaires terriens autochtones de rapporter tout rituel de *Sati* susceptible d'être pratiqué dans toutes les provinces sous contrôle britannique²⁸⁷.

La question de l'abolition du *Sati* fut à l'origine de profondes divisions au sein de la communauté hindoue. Contrairement à la politique angliciste imposant des réformes aux autochtones, quelques responsables politiques britanniques pensaient collaborer avec les Hindous pour mettre fin à la crémation des veuves. John Malcolm fit savoir dans un compte-rendu, archivé dans les *Parliamentary Papers*, qu'il entendait bien abolir la coutume hindoue du *Sati*, qu'il trouvait aberrante et qu'il comptait beaucoup sur la coopération des autochtones parce qu'ils étaient eux-mêmes, selon lui, conscients de son atrocité²⁸⁸. Néanmoins, la

²⁸⁴ V. E. Chancellor, Joseph Hume (1777–1855), Oxford Dictionary of National Biography, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 25 septembre 2017, <http://www.oxforddnb.com/janus.biu.sorbonne.fr/view/article/14148?docPos=2>

²⁸⁵ Abstract Statement of the Number of Hindoo Widows who were burnt, or buried alive in the Zillah and Cities, during the year 1821, W. H. Macnaghten, Acting Register, *Papers Related to East India Affairs viz Hindoo Widows, and Voluntary Immolations, Parliamentary Papers on Heathen Sacrifices in India*, the House of Commons, 10 July 1821, Mss. Eur. E. 50, p. 32.

²⁸⁶ Major Hardy to Captain Benson, 15 December 1828, Calcutta, *Bentinck's Papers*, India Office Records, Mss. Eur. E424, folio 2.

²⁸⁷ *Bentinck Papers*.

²⁸⁸ "Circumstances have given me many opportunities of witnessing the effect of different courses adopted to diminish and ultimately abolish suttees, and I am satisfied this is only to be done by acting upon the good feeling and attachment, not the weakness and timidity, of the natives over whom we have contril and influence. When these view the painful emotions with which we witness and allow them to join in such scenes, they will appreciate the sacrifice we make from our desire not to offend against their religion and customs, and it will become their object to conciliate that favour and respect on which they are so dependent, by exerting themselves

communauté hindoue de Calcutta avait réagi contre l'abolition du *Sati* par une pétition, dans laquelle les pétitionnaires exprimaient leur objection à l'intrusion du gouvernement colonial dans leurs coutumes religieuses. Dans leur pétition, les défenseurs du *Sati* précisait que ce rituel était non seulement sacré pour toute la communauté hindoue mais également pour la victime consentante²⁸⁹. Leur colère s'intensifia envers leur compatriote Ram Mohan Roy qui soutenait avec quelques intellectuels, depuis son *Brahmo Samaj*, le projet des réformes gouvernementales visant l'abolition de la crémation des veuves.

A l'encontre de la politique réformiste du gouvernement de l'Inde, des élites hindoues prirent la défense des rites hindous. Au sein de la *Dharma Sabha*²⁹⁰, un comité fut créé par les adeptes de l'orthodoxie hindoue, tels que Sen et Deb pour protéger la pratique du *Sati*. Horace H. Wilson, haut fonctionnaire au sein du gouvernement colonial, avec sa conception orientaliste, défendit la liberté des Hindous à préserver leurs pratiques rituelles en répondant à la pétition qui lui fut soumise par les Hindous protestant contre l'abolition du *Sati*. Wilson considérait que la décision de Bentinck d'abolir un rite hindou aussi populaire avait été trop précipitée. Dans ce contexte, Ram Mohan Roy, imbu de rationalisme et refusant toute sorte d'idolâtrie y compris le *Sati* et le système des castes hindoues, avait été la cible des critiques orientalistes. D'ailleurs Roy n'était pas très apprécié par la communauté hindoue de Calcutta en raison de l'influence islamique dans ses pensées.

3.4.1.1. L'influence des évangélistes

Dans leurs efforts de christianisation, les missionnaires employèrent la prédication et leurs premières cibles furent les ouvriers hindous illettrés travaillant dans les *bazars*. Ils ne

to prevent the recurrence of an usage so abhorrent to our feelings." Minute by sir John Malcolm, subscribed by the Commander-in-Chief and Mr. Goodwin, *Bentinck's Papers*, Mss. Eur. E 424-4

²⁸⁹ "That the Hindoo religion is founded like all religions on usage as well as precept and one when immemorial is held equally sacred with the other. Under the sanction of immemorial usage as well as precept Hindoo Widows perform of their own accord and pleasure and for the benefit of their husbands souls and for their own the sacrifice of self-immolation called suttee – which is not merely a sacred duty but a high privilege to her who sincerely believes in the doctrine of her religion – and we humbly submit that any interference with a persuasion of so high and self annihilating a nature is not only an unjust and intolerant dictation in matters of Conscience but is likely wholly to fail in procuring the end proposed." The Petition of the Hindus against the abolition of Sati, *Bentinck's Papers*, Mss. Eur. E 424-11.

²⁹⁰ Fondée en 1830 par Ram Mohan Roy, la *Dharma Sabha* fait référence à la renaissance indienne. Cette association regroupait des pandits orthodoxes, mais très proches du gouvernement de la compagnie, La *Dharma Sabha*, 27 juillet 2016.

http://www.indianetzone.com/37/hindu_dharma_sabha_indian_renaissance_british_india.htm.

s'attaquèrent aux musulmans que vers la fin des années 1830. Les associations missionnaires menaient des campagnes anti-Islamiques par le biais de la prédication et de la publication de tracts dans toutes les provinces indiennes. Dans une lettre datée du 27 août 1846, G. W. Anderson fit savoir au Conseil des directeurs que des tracts et des livres étaient distribués et lus publiquement par les missionnaires dans les écoles publiques. Les manuels scolaires étaient obligatoires, mais la majorité des villageois étaient pauvres. Vu leur pauvreté, les villageois de Poorundhur n'avaient pas le choix que de procurer à leurs enfants les livres fournis gratuitement par les missionnaires. Même si le gouvernement de l'Inde affichait une politique neutre vis à vis des religions indiennes, les missionnaires exposaient leurs tracts ainsi que leurs objectifs de conversions²⁹¹. Dans la présidence de Bombay, les missionnaires tentèrent la conversion des *Parsis*, la communauté marchande d'origine persane. Dans un document officiel du département judiciaire du gouvernement de Bombay, daté du 26 août 1840, W. B. Bayley révéla le scandale de la conversion de deux jeunes *parsis* au Christianisme qui avait déclenché la colère de cette communauté²⁹². En outre, des pétitionnaires s'opposèrent à la présence des missionnaires dans des lieux de culte considérés par les autochtones comme sacrés²⁹³.

Avec ces manifestes, les missionnaires réussirent à atteindre leur objectif, en particulier à provoquer la communauté musulmane de Delhi qui avait longtemps résisté aux multiples efforts de conversion. Pendant les trois premières décennies de la domination britannique, la province de Delhi avait été épargnée par les ordonnances et règlements déjà en vigueur au Bengale, où les missionnaires bénéficiaient du soutien de quelques hauts fonctionnaires évangélistes. Mais vers la fin des années 1830, les musulmans furent la cible des missions évangélistes, si bien que la relation entre le gouvernement de l'Inde et les princes moghols subit de fortes tensions. Cette réalité fut explicitée par Charles Metcalfe dans une lettre qu'il adressa à William Bentinck le 18 avril 1832, où il expliquait qu'il n'avait plus d'allégeance à la famille Taymour²⁹⁴. En 1837, le dernier empereur moghol accéda

²⁹¹ Letter dated 27th august 1846, n° 54, relative to a Memorial from certain native gentlemen of Bombay complaining against the missionaries and respecting the distribution of missionary Books and Tracts, *Board's Collection*, 80871 to 81150, 1840-1841, vol. 1902, India Office Records.

²⁹² "... transmitting to us papers connected with the excitement which had arisen at Bombay on the subject of the conversion of two Parsee youths to the Christian Religion." Letter from the Judicial department, 26th August 1840 to the Governor in Council at Bombay, *Board's Collection*, 1840-1841, 81052, India Office Records.

²⁹³ "...speaking of the request made by the Native petitioners that the missionaries should not be permitted to establish themselves in places held in the greatest veneration by the Natives." *Ibid.*

²⁹⁴ "I have renounced my former allegiance to the House of Timur", Letter from Charles Metcalfe to William Bentinck, *Bentinck's Papers*, Mss. Eur. 424-5, India Office Records.

symboliquement au trône de Delhi et se replia dans son palais rouge situé à Delhi, parce qu'il avait été écarté de toute coopération avec le gouvernement colonial.

En dépit de la politique initiale adoptée par le gouvernement de l'Inde, souple, tolérante et respectueuse envers les communautés autochtones, l'apogée des réformes évangélistes et anglicistes des années 1840-1850 illustra clairement le complet changement d'attitudes imposé par ces derniers. La question de la conversion commença à troubler les musulmans de Delhi, si bien que les premières confrontations à caractère confessionnel se produisirent. La tension entre les missionnaires évangélistes et les religieux musulmans atteignit son apogée dans les années 1850, quand des mesures furent prises contre l'abattage des moutons pendant la fête musulmane de l'Aïd. De surcroît, maints convertis au Christianisme étaient issus des hautes castes hindoues de Delhi, ce qui contribuait à renforcer la méfiance des musulmans contre les britanniques. Ces faits furent à l'origine d'un grand débat entre musulmans et chrétiens, nommé '*mounazara*' et entamé entre le missionnaire Pfander d'un côté et Maulana Ralimat Allah Kairanawi de l'autre. Par exemple, le débat de la province d'Agra marqua l'année 1854 (*The Agra Debate of 1854*). Les journaux de la province d'Agra ainsi que les tracts relayèrent les accusations des missionnaires contre les Musulmans. Ces derniers ripostèrent en y répondant dans les *Madrassas* et les *Mosquées* des provinces du nord. Cette '*mounazara*' fut la dernière manifestation de débats pacifiques entre musulmans et missionnaires qui furent ensuite submergés à jamais par la grande révolte de 1857. En effet, cette '*mounazara*' prit rapidement une ampleur polémique qui eut des conséquences désastreuses : elle joua un rôle majeur dans le soulèvement mené par les Cipayes dans la province d'Agra. La confrontation entre les musulmans et les chrétiens s'étendit sur un demi-siècle dans le cadre de la domination coloniale britannique de l'Inde.

3.4.2. L'abolition du Thuggisme

La pratique du thuggisme (*Tuggee*), très répandue au début du XIX^{ème} siècle, existait depuis trois cent ans. Le mot « thug » dérive d'une origine sanscrite : du mot « sthag » qui signifie dissimuler. Les *thugs* travaillaient en bande, une fratrie, et avaient pour cibles les voyageurs musulmans et hindous, qu'ils attaquaient et tuaient. Au nom d'une déesse hindoue, Bhowani, ils pratiquaient ces crimes atroces comme autant de sacrifices. Au XIX^{ème}, les Dacoïts remplacèrent les sacrifices animaliers offerts à la déesse par des sacrifices humains et, selon, eux, plus le nombre des victimes était important plus la déesse leur accorderait sa

bénédiction. Le thuggisme n'était alors qu'une branche du dacoïtisme, une religion fondée sur les vols et les crimes organisés par des groupes de criminels. En effet, le thuggisme peut être considéré comme le culte religieux d'une secte indigène qui se distinguait par des actes d'assassinat, respectant certaines règles et nécessitant des rites précis. Par exemple, l'acte de tuer s'effectuait avec une arme assez spéciale, le « *Rhumal* », un morceau d'étoffe, et au cours de la tuerie aucune goutte de sang ne devait couler. L'acte de tuer était rapide et il y avait celui qui maîtrisait l'étouffement de la victime, un deuxième qui lui bloquait les bras et un troisième qui lui bloquait les jambes. D'autres thugs étaient connus pour savoir parfaitement maîtriser les coups dans les zones vitales du corps et les étouffements. Enfin, ils jetaient la victime à terre et l'enterraient en s'assurant de ne laisser aucune trace visible de leur forfait. Des victimes moins fortunées furent jetées dans des puits sur les routes des voyageurs. Leur déesse, Bhowani, dévorerait les cadavres, selon les thugs. Mais il y avait aussi quelques malfaiteurs musulmans qui faisaient partie de ces bandes, non par croyance, mais par nécessité économique. Les thugs considéraient cet acte horrible comme un sport qui nécessitait de piéger la victime par la ruse et la flatterie puis de la tuer. Le thuggisme était également une pratique ancestrale transmise d'une génération à l'autre, d'où sa longévité sur trois cents ans. Mais, certains *thugs* n'étaient que des mercenaires recrutés par les chefs de bandes contre rémunération. Par exemple, à Cawnpore dans les années 1840, ils étaient connus sous l'appellation de « *tushmabazs* » et profitait d'un système de police autochtone corrompu pour exercer leur activité en toute impunité²⁹⁵. Dans son ouvrage, *Suppression of Thuggee in India*, publié en 1836, William H. Sleeman décrit la manière avec laquelle les thugs procédaient pour assassiner leurs victimes qu'ils côtoyaient parfois pendant des jours²⁹⁶.

Le capitaine William H. Sleeman fut choisi par William Bentinck qui s'était résolu à éradiquer ce délit de vols et d'assassinats organisés, cette pratique religieuse criminelle,

²⁹⁵ "In the course of my long experience I have never met with so debased and hardened a set of offenders. They do not pretend to any religious motives, and have none of the restraints or observances of the old Thug fraternity; but have sallied forth, under a false guise, resolved on getting money in any and every way; nothing loath to destroy life to effect that purpose; and I have not a doubt in my own mind that they have been the perpetrators of almost all the crimes that have abounded on the highways of the Dooab for some years, and that many more of their deeds will be developed now that I have been successful in bringing a case to conviction. A very serious feature of this investigation is the collusion of the police with these people." J. Graham, Agra, 5th July 1848, in Colonel James L. Sleeman, *Thug or a Million Murders*, Delhi, Pilgrims Book, 1998, pp. 193-194.

²⁹⁶ "It is a maxim with these assassins that 'Dead men tell no tales,' and upon this maxim they invariably act. They permit no living witness to their crimes to escape, and therefore, never attempt the murder of any party until they can feel secure of being able to murder the whole. They will travel with a party of unsuspecting travellers for days, and even weeks together, eat with them, sleep with them, attend divine worship with them at the holy shrines on the road, and live with them on the closest terms of intimacy, until they find time and place suitable for the murder of the whole." William H. Sleeman, *Suppression of Thuggee in India*, 1836, in Colonel James, L. Sleeman, *Thug or a Million Murders*, Delhi, Pilgrims Book, 1998, p. 137.

comme il l'avait fait pour abolir le rite 'superstitieux' du *Sati*. Sleeman était un homme courageux et bon connaisseur des milieux criminels en plus de son expérience militaire et diplomatique depuis son arrivée en Inde en 1806. Sleeman était donc le mieux qualifié pour lutter contre le thuggisme, après avoir attiré l'attention de la Compagnie sur ce phénomène et présenté un rapport en 1829. Il fut immédiatement promu Surintendant Général des Opérations pour l'Abolition des Bandes de Thugs. A la tête du département de lutte anti-thuggiste qu'il créa et établit à Jabalpur, il dirigea les opérations spéciales pour déjouer les crimes des thugs sur tout le territoire. Il commença par conduire une longue enquête sur l'organisation du thuggisme et sur son origine et organisa des procès pendant lesquels des thugs, toujours fiers de leurs crimes, furent longuement interrogés. Par exemple, Sleeman découvrit que le nombre de victimes par thug était compris entre 500 et 1000²⁹⁷. C'est entre 1830 et 1845 que les assistants de Sleeman - une trentaine de fonctionnaires chargés d'anéantir la pratique du thuggisme et de rétablir l'ordre - menèrent le plus grand nombre d'opérations. Au milieu des forêts gigantesques de l'Inde, ils n'avaient que peu de soutien de l'extérieur. Ils devaient faire face à des bandes qui maîtrisaient les lieux et possédaient même des cartes décrivant les régions dans lesquelles ils organisaient leurs crimes. La mission de ces fonctionnaires était très difficile, parce que même les chefs et les autorités des communautés locales contribuaient à la perpétuation de ces crimes en partageant les profits et en acceptant des pots de vin des bandes de thugs qui assurait ainsi leur impunité. Cependant, l'équipe des assistants de Sleeman regroupa les fonctionnaires les plus talentueux du service public de l'époque, à savoir le capitaine Reynolds, H. H. Wilson et Macleod, les lieutenants Briggs et Etwall, le capitaine Paton et un officier indien Rustum Khan. Chacun d'entre eux était soutenu par une petite escorte de cavaliers et de soldats. Dans ses récits, *Rambles et Recollections of an Indian Official*, Sleeman ne manqua pas de saluer et remercier cette armée d'hommes dont les prouesses et la détermination lui permirent d'éradiquer le thuggisme : on peut citer son neveu le Lieutenant James Sleeman, arrivé en Inde en 1827 et ayant servi au 73^{ème} régiment de l'armée du Bengale, le Lieutenant Birch, C. Brown, W. M. Ramsay et un certain John William Kaye qui se mêla aux événements en cours et publia ses témoignages en 1853 dans son ouvrage, *A History of the East India Company*²⁹⁸. Dans une lettre du capitaine

²⁹⁷ "Buhram does not stand alone in his prowess as a Thug, for several others ran him close in Thuggee history: Ramzan, for example, with a total of 604, and Fuddy Khan, whose 508 victims in twenty-one years, as compared with Burham's 931 in forty years, would have put him at the top of his profession had he not been captured." Colonel James, L. Sleeman, *Thug or a Million Murders*, Delhi, Pilgrims Book, 1998, p. 4.

²⁹⁸ "Thuggee did not stand, it fell! The great work of rooting out these monstrous depredational deeds was accomplished in a few years by the energy of a few European officers. Up to the year 1829 but little had been

J. Paton envoyée au Capitaine Sleeman le 29 août 1834, Paton l'informait sur le nombre des dacoits « *Budduck* » trouvés et sur le déroulement de leur capture avec l'assistance de troupes de l'Oudh, comme Paton était alors le Résident de Lucknow²⁹⁹. Dans une autre lettre échangée entre le juge, W. A. Pringle et W. Ramsay, l'assistant du superintendant général, datée du 3 février 1836, à Sarun, Pringle établit les listes des thugs arrêtés ainsi que leurs relations et intermariages (Annexe 2)³⁰⁰. Enfin, les magistrats qui devaient juger les thugs assistèrent Sleeman dans ses enquêtes. Dans les papiers officiels et les dépêches sur le thuggisme, nous apprenons que les procès des thugs étaient traités différemment et séparément des procès ordinaires³⁰¹.

En 1836, une législation fut promulguée spécialement pour juger ces criminels³⁰². Ce texte de loi décréta que tous ces criminels pouvaient être jugés par l'un des tribunaux de la Compagnie, même si le crime avait eu lieu dans d'autres provinces. C'est ainsi que le Capitaine Sleeman et son équipe de fonctionnaires réussirent à vaincre le thuggisme en Inde³⁰³. Les journaux saluèrent les exploits de Sleeman et de ses assistants, en particulier,

done to suppress the abomination. Occasional evidences of the crime had presented themselves some years before, and a few gangs of professional murderers had been arrested. About the same time some of the more active of our Magistrates in Upper India had succeeded in securing the persons of a number of these murderers, but although several of them confessed and the property of the murdered men was found in their houses...Indeed, its extent was imperfectly known even to the best-informed of our officers until about the time which I have indicated, when under the government of Lord William Bentinck, operations were formally commenced, and a regular department for the suppression of Thuggee instituted by that enlightened nobleman. And so vigorously was this great work prosecuted, with such admirable perseverance were all our measures shaped and all our objects executed, that, ten years afterwards, Colonel Sleeman, to whose benevolent energies we are, under Providence, mainly indebted for the success of the undertaking... " Ibid., pp. 118-119.

²⁹⁹ "I took the liberty to send you a copy of the original note of their information, by which you will perceive that the lowest estimate of the number of Budduck's fit for Dakoitee is 500 and the highest 2000...Should you require the information for any judicial investigation, I shall be happy to take the deposition of the parties...They say that 300 Dacoits, men, women and children were sent to Lucknow and they state that one of the horseman was killed and 16 wounded, and that 22 horses were killed and wounded." Letter from J. Paton to Major Sleeman, Commissioner for the suppression of Thuggee and Dacoitee Mooradabad, Lucknow Residency, 29 August 1834, *Captain J. Paton Collections on Thuggee and Dacoitee, Additional Manuscript*, 41,300.

³⁰⁰ Letter from W. A. Pringle, Sessions Judge to W. Ramsay, Assistant General Superintendent, Zillah Sarun, 3rd February, 1836, *Papers on Thuggee*, V/27/161/1, India Office Records.

³⁰¹ "The great diminution of Dacoity and the entire suppression of Thuggee in central India are very gratifying" India, Political, 30th April 1856, *India and Bengal Despatches*, E/4/835, Record Department, India Office Records.

³⁰² Colonel James L. Sleeman, *La secte secrète des thugs, Le culte de l'assassinat aux Indes*, traduction par R. Hendry-Charcot, Paris, Payot, 1934, p. 145.

³⁰³ "The gangs were hunted down; our goals were filled with Thugs; conviction and condemnation were no longer unattainable ends; and a great institution which had existed for centuries was broken up in a few years...The system is destroyed; the profession is ruined; the Guild is scattered, never again to be associated into a great corporate body. The craft and the mystery of Thuggee will no longer be handed down from father to son. A few English officers, acting under the orders of the supreme administrative authorities, have purged India of this great pollution." Colonel James L. Sleeman, *Thug or a Million Murders*, Delhi, Pilgrims Book, 1998, p. 124.

l'agent diplomatique, M. Smith³⁰⁴. Plusieurs centaines de ces meurtriers furent jugés et condamnés à la pendaison ou à l'exile³⁰⁵. Leurs enfants, de potentiels thugs, furent envoyés dans des usines de fabrication de tapis et de tentes afin de leur procurer l'apprentissage d'un métier plus intéressant et plus lucratif que celui de tuer³⁰⁶. Il mit à la disposition des familles de thugs des allocations afin de les aider à survivre et à élever leurs enfants pour lesquels des écoles furent édifiées. Sans la compétence et l'expérience du Capitaine Sleeman la pratique du thuggisme aurait pu persister encore pendant de nombreuses années des siècles³⁰⁷.

Les éloges innombrables faits au Capitaine Sleeman furent immortalisés dans les écrits et ouvrages des fonctionnaires, des militaires et des gouverneurs de la Compagnie. Dans son *Illustrated History of India* (1880), James Grant glorifia la bravoure du Capitaine Sleeman dans sa mission d'éradication des thugs. Le Capitaine Sleeman incarnait la gloire des Britanniques au service de la Compagnie. L'efficacité de Sleeman et sa détermination à éradiquer le thuggisme dans tout le sous-continent lui conférèrent un grand renom et furent saluées par les gouverneurs généraux Bentinck, Ellenborough, Hardinge et Dalhousie. Ceci lui valut d'être nommé aux plus hauts postes de responsabilité au sein de la Compagnie, et la lettre de Dalhousie, par exemple, atteste de la fierté avec laquelle ce dernier invita Sleeman à occuper le poste de Résident de Lucknow en 1848, qui lui avait déjà été proposée en 1841, après la démission du Colonel Low³⁰⁸. Il devint également le conseiller du roi de l'Oudh lui

³⁰⁴ "There are now five hundred Thugs in confinement, exclusive of those executed, and some sixty who died in gaol, and others are daily pouring in. It is but justice to Captain Sleeman, Political Assistant, to add, that it is through his indefatigable zeal and perseverance, aided by the hearty co-operation of Mr. Smith, Political Agent, that such wonderful seizures have been made; overcoming every obstacle; breaking through every opposition, they have gone on and rescued from posterity this most cold-blooded system of iniquity that ever disgraced the history of the world." *The Bengal Chronicle*, 17th July, 1832.

³⁰⁵ "Between 1826 and 1835, 1,562 prisoners were tried for the crime of Thuggee, of whom 1,404 were either hanged or transported for life." Colonel James L. Sleeman, *op. cit.*, p. 117.

³⁰⁶ "The sons of Thugs, either by birth or adoption, who were too young to have started on a career of murder, were confined in comparative comfort, though forced into celibacy, and employed in tent or carpet making or other industries, in order that there should not be a native in India living in freedom who could claim to be descended from a Thug. And so this abominable confraternity, which had for centuries infested the roads of India, and made away with over a million of victims, was destroyed." Colonel James L. Sleeman, *op. cit.*, pp. 175-176.

³⁰⁷ "Sleeman, ...avait trente-neuf ans lorsqu'il fit sa découverte et, depuis vingt années consécutives, ils travaillait dans le pays en contact perpétuel avec la vie et les moeurs des indigènes, en temps de paix comme en temps de guerre. Il parlait sept dialectes hindous; il s'était spécialisé depuis plusieurs années déjà dans la suppression du crime et cependant il convint lui-même que le thuggisme avait existé longtemps sous ses propres yeux! Malgré ses talents et son expérience uniques, sa méfiance n'avait pas été éveillée. Ce ne fut que bien plus tard qu'il en découvrit fortuitement les secrets et qu'il en put étaler au grand jour les affreuses et cruelles pratiques." Colonel James L. Sleeman, *La secte secrète des thugs, Le culte de l'assassinat aux Indes*, traduction par R. Hendry-Charcot, Paris, Payot, 1934, p. 135.

³⁰⁸ "My dear Colonel Sleeman,

proposant des réformes limitées et progressives de l'administration royale, mais ces réformes ne virent jamais le jour, puisque le gouvernement de Dalhousie finira par annexer l'Oudh contre l'avis de Sleeman : ce dernier avait averti le gouvernement colonial du risque élevé de révoltes puisque des milliers de Cipayes étaient originaires de ce royaume. Avec son soutien aux pauvres et sa philanthropie, le Capitaine Sleeman resta ancré dans la mémoire des autochtones qui lui réservèrent des louanges extraordinaires comme héros humaniste et gardien de la paix.

Plus généralement, la sécurité civile constituait une préoccupation constante des autorités coloniales. Dans les papiers privés de John Shore, la question de la sécurité civile y est exposée avec des détails d'attaques fréquentes de biens et d'hommes. Shore, alors juge de Farruckabad, insistait sur la nécessité d'avoir des autorités locales qui veilleraient au maintien de l'ordre, dans la province de Farruckabad ainsi que dans les autres provinces³⁰⁹. Shore suggéra de réformer l'organisation policière locale en assurant la présence d'un magistrat dans chaque province et chaque village. Il souligna aussi les risques graves liés à la question des *Dacoites*³¹⁰. Shore exposa la situation chaotique de la sécurité civile dans les provinces, livrées aux malfaiteurs agissant en toute impunité. Le juge Shore proposa de faire voter des lois facilitant l'emprisonnement des voleurs et des malfaiteurs ainsi que la protection des témoins. De surcroît, Shore attira l'attention des directeurs de la Compagnie sur l'absence de lois règlementant l'utilisation de la force ou de la contrainte³¹¹. Grâce à la corruption ou aux pressions exercées sur les témoins potentiels, les malfaiteurs ou les riches indiens en

The high reputation you have earned, your experience of civil administration, your knowledge of the people, and the qualifications you possess as a public man, have led me to submit your name to the Council of India as an officer to whom I could commit this important charge, with entire confidence that its duties would be well performed. I do myself, therefore, the honour of proposing to you to accept the office of Resident at Lucknow, with a special reference to the great changes which in all probability will take place." in Colonel James L. Sleeman, *Thug or a Million Murders*, Delhi, Pilgrims Book, 1998, pp. 199-200.

³⁰⁹ *"The want of some local authority in all large towns is also much felt in order to prevent encroachments in the public roads...the throwing of rubbish on the roads and their obstruction by carts and stalls for selling various articles; in all of which matters, everyone seems to act just as pleases himself without caring how the public are annoyed to the great inconvenience of the people at large."* Correspondence of the Right Honourable John Shore, B. C. S., 1822-37, *Home Miscellaneous*, vol. 790, India Office records.

³¹⁰ *"It would seem very desirable that the Police should be presented from the inferior light on which it is now considered and placed on a footing which should give satisfaction and security to the people. This department would afford ample employment to a magistrate who in each district should give his undivided attention to it. The immense mass of information which may be collected relating to Dakoits, thieves and other bad Characters is such as to require one guiding head to digest, arrange, and ascertain what may be depended and acted upon, and what is not worthy of credit."* *Ibid.*

³¹¹ *"This was generally successful, because it seems to have been a prevalent notion that no kind of force was to be employed in the execution of any Civil process. Unfortunately as far as regards the execution of Decrees, this is a point unprovided for by any Regulation; the employment of force is neither authorized nor prohibited."* Correspondence of the Right Honourable John Shore, B. C. S., 1822-37, *Home Miscellaneous*, vol. 790, India Office records.

délicatesse avec les autorités coloniales pouvaient obtenir des informations leur permettant de s'échapper avant d'être arrêtés. Comme les tribunaux ne disposaient ni de pouvoirs ni de lois adaptés à la situation, Shore décida alors d'agir selon son propre jugement pour combattre les crimes et les infractions³¹². Le gouverneur Auckland soulignait d'ailleurs en privé qu'il était toujours difficile en Inde de traiter les affaires criminelles, notamment au sujet des *thugs*. Il suggérait également de réorganiser les forces de police afin de les rendre plus efficaces³¹³.

Dans leur discours colonialiste, les Britanniques se félicitaient d'avoir débarrassé les Hindous des cultes, rites et sacrifices religieux. En réalité, ils ne s'inquiétaient que de leur commerce et de sa sécurité. A l'abolition du *Sati* et du thuggisme s'ajouta l'abolition de l'infanticide. Dans une lettre du Lieutenant-colonel Sutherland adressée au Capitaine Richards, datée du 23 juin 1840, il lui expliquait que l'infanticide et les mariages d'enfants avaient été interdits³¹⁴. Le pouvoir britannique avait déployé les moyens nécessaires pour déraciner ces pratiques d'idolâtrie et de corruption, mais en avait déployé d'autres pour garantir et défendre ses propres intérêts. Les autochtones étaient dociles et furent recrutés en masse sous une forme moderne d'esclavage pour servir l'empire britannique. Certes les réformistes évangélistes avaient eu une grande influence dans l'abolition du *Sati*, mais ils en eurent une toute aussi forte sur la question de l'esclavage et celle de l'éducation des autochtones.

3.4.3. L'abolition de l'esclavage

Le contexte de l'esclavage indien était différent de celui des colonies de plantations, ce qui rendit la lutte des anti-esclavagistes beaucoup plus compliquée. Dans la première moitié du XIX^{ème} siècle, le commerce de l'Empire entra dans une phase critique. L'esprit réformiste grandissant de l'époque, appelant à l'abolition de l'esclavage, commença à perturber la politique coloniale en métropole et créa des clivages au sein du Parlement et de la Compagnie. D'ailleurs, la campagne sur l'abolition de l'esclavage rencontrait aussi des

³¹² "Having no law to guide me, I have been obliged to act according to my judgement, and have so far given them authority to enter any house, the door of which they may find open, and act under the law prescribed for the search of houses by Moonsiffs, &c. in distraining property for arrears of rent, with the exception of entering *zenanahs*." Observations on Parts of the Civil Regulations which appear to require revision, "The Friend of India" in Correspondence of the Right Honourable John Shore, B. C. S., 1822-37, Home Miscellaneous, vol. 790, India Office records.

³¹³ Private Letter from Lord Auckland to J. Hobhouse, Calcutta, August 26, 1836, Broughton Correspondence, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, *Additional Manuscript*, 36, 473.

³¹⁴ "At Joadpoor, I had lately no difficulty in not only getting infanticide prohibited, but in organizing a system through which the householders of a village agreed to pay the fair demands of the *Bhats* and *Charums* on the celebration of marriages..." *Madras Despatches*, E/4/940, Record department, India Office Records.

obstacles dans les colonies antillaises. En effet, les bénéficiaires de cet esclavage, c'est à dire les propriétaires des plantations, étaient eux-mêmes de grands partisans de la domination britannique et les garants de la pérennité du commerce.

Au Parlement, les députés savaient que la réforme sur l'abolition de l'esclavage ne pourrait aboutir sans la participation des propriétaires des plantations. Dans le sous-continent, l'abolition de l'esclavage dépendait aussi des bénéficiaires des services des esclaves. Il fallait comprendre pourquoi l'esclavage en Asie du Sud était devenu indispensable, voire à quel point le gouvernement colonial l'avait encouragé et facilité, et comment le Conseil des directeurs avait réagi aux demandes de son abolition. Thomas R. Metcalf écrit dans son livre, *Ideologies of the Raj*, que tôt ou tard, les esclaves se révolteraient. Il cite Le discours de Carlyle dans son essai « provocateur », selon Metcalf, « *Occasional Discourse upon the Nigger Question* », paru en 1849 dans *Fraser's Magazine for Town and Country*, qui insiste sur le fait que les réformes sont sources de dangers car les peuples colonisés, incapables d'apprécier les bénéfices apportés par la colonisation britannique, chercheront toujours à s'émanciper³¹⁵.

Très attentif à la sensibilité autochtone, Auckland exposa la question de l'esclavage, à la foi, comme une violation britannique des libertés autochtones, et comme un aspect habituel et coutumier de la société indienne. Les personnes achetées et intégrées à la famille, tels que les enfants ou les esclaves domestiques, étaient rarement utilisées dans l'agriculture. Cependant, il était de coutume dans les provinces centrales pour un *Zamindar* d'avancer une somme d'argent à une famille pauvre, généralement des émigrants d'un autre village, avec pour contrepartie que tant que cette somme d'argent ne serait pas remboursée, tous les membres de la famille débitrice travailleraient à son service comme ouvriers agricoles : l'ouvrier reçoit suffisamment de nourriture du champ qu'il cultive pour sa subsistance ou, en général, du crédit sur son compte détenu par le *Zamindar*. Tout l'argent prêté à la famille pour les observances rituelles liées à la naissance, au mariage ou à la mort d'un enfant est rajouté à la dette initiale, ce qui l'oblige à rester sous le contrôle et au service du *Zamindar* dans une sorte d'esclavage perpétuel. Auckland expliqua que ces 'esclaves' n'étaient pas soumis à un usage cruel car ce système d'esclavage était bénéfique pour le *Zamindar* qui n'avait donc pas

³¹⁵ "In the West as in the East Indies, so it appeared, colonized peoples, perverse and unreasoning, did not appreciate the benefits Britain chose to confer upon them. Whether black or brown, they were of necessity fundamentally different from Europeans.", Thomas R. Metcalf, *The New Cambridge History of India, volume III, 4, The Indian empire and the beginnings of modern society, Ideologies of the Raj*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 53.

intérêt à les maltraiter. Il existait un autre type d'esclavage, celui des femmes au sein du *Harem* et de la *Zenana*, une sorte de château dans lequel étaient enfermées des dizaines de femmes esclaves au service d'un Maharaja ou de nobles. Elles s'y prostituaient et dépendaient toujours de leurs maîtres. Les esclaves y subissaient des actes de violences physiques atroces³¹⁶. Dans les basses provinces de l'Est du Bengale, l'esclavage connaissait d'autres formes plus cruelles.

Auckland, alors gouverneur général, fournit un compte-rendu le 6 mai 1841, dans lequel il distinguait entre deux types d'esclavages. Pour lui, l'esclavage proprement dit n'existait plus en Inde. Cependant, la structure sociale regroupant la population hindoue en castes maintenait une forme d'esclavage plus ou moins consenti. Cet esclavage consenti était donc complètement différent de l'esclavage répressif des Antilles³¹⁷. Il précisait qu'en Inde, il était coutumier que les pauvres se réduisent eux-mêmes en esclavage en vendant leur force de travail aux employeurs pour subsister. A Coorg, maints esclaves émancipés par le gouvernement, travaillaient toujours sur son territoire. Ces esclaves, pour de multiples raisons, avaient été amenés à détruire leurs certificats de liberté et à s'asservir de nouveau à leurs anciens maîtres³¹⁸. En se référant au rapport du Capitaine Jenkins, Auckland cita quelques exemples de situations d'esclavage et le travail important des magistrats pour l'éradiquer³¹⁹. Auckland soulignait aussi l'absence de législation régulant l'usage de l'esclavage en Inde, mais il confirma l'existence de lois islamiques et hindoues qui reconnaissaient l'esclavage dans certains contextes et à un certain niveau :

*The Mahomedan or Criminal Law being that which, with specified Limitations and Exceptions, is administered by our Courts, there is no Reason why any Benefit which it gives to Persons in a Condition of Servitude, not of the strict Kind that alone it recognizes and sanctions, should be any Degree denied or abridged*³²⁰.

³¹⁶ "The seclusion of the harems and zenanas of Mussulman of rank and Hindoos is, they fear, too frequently the cloak of brutal outrage and horrid murders-evidence is not wanting in proof of this." Slavery- Minute by Lord Auckland. Minute by the Right Honourable the Governor General, dated 6th May 1841, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, National Archives.

³¹⁷ "It is enough to say that there is obviously little in common between the voluntary Subservience to their Employers of particular individuals or races of India, and the former oppressive and compulsory Slavery of our West Indian Settlements." *Ibid*.

³¹⁸ *Ibid*.

³¹⁹ "Captain Jenkins says of Assam, "I consider that the Government, by withholding a Regulation making it legal to have recourse to the Criminal Courts for the Apprehension and Restitution of Slaves, have virtually abolished Slavery, the Means of Escape from their owners being so easy, and the Difficulty and Expense of Recovery through the Civil Court being so great, that no Slaves, above the Age of Childhood, need be detained in Bondage, except with their own free Will"" *Ibid*.

³²⁰ Slavery- Minute by Lord Auckland. Minute by the Right Honourable the Governor General, dated 6th May 1841, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, National Archives.

En théorie, le gouvernement colonial devait reconnaître cet esclavage, selon Auckland, mais en pratique, les violences physiques faites aux esclaves furent sanctionnées par les tribunaux. Dans la province de Tanjore, le juge précisa bien qu'au regard de la loi, il n'y avait pas de distinction entre un esclave et un homme libre, et que la nature des relations entre esclave et maître n'avait jamais fait l'objet d'une législation particulière. Cela faisait partie des liens naturels de l'esclavage. Dans la présidence de Bombay, il était rare de voir un procès concernant des esclaves fugitifs. Auckland indiquait qu'à Bombay, la loi criminelle du 10 février 1841 stipulait que lorsqu'une esclave fugitive quitte la propriété de son maître, cette dernière ne doit pas être punie selon la loi islamique. D'après Auckland, le procès criminel n'était pas nécessaire parce que les esclaves étaient souvent intimidés.

Auckland prévint que les tribunaux civils n'étaient pas en mesure de régler les conflits relatifs à l'esclavage. Il était difficile pour lui de décider lequel des tribunaux serait le mieux adapté pour juger les affaires entre esclaves et maîtres. Cas civil ou cas criminel, c'était là toute la complexité de cet esclavage inhérent à la société indienne³²¹. Auckland montra que la divergence des opinions sur les lois à adopter en ce qui concerne la question de l'esclavage ne cessa de s'agrandir. Il précisa qu'un projet de loi était discuté et que les opinions différaient. Il s'opposa explicitement à ce projet de loi qui, d'une part, institutionnalisait l'esclavage en Inde, et, d'autre part, interférait dans les coutumes locales. Il préféra laisser le temps apporter les changements désirés là où il fallait :

... there is difference of opinion upon the course of legislation which should be adopted – I adhere to my own views and should not admit, as far as I am at present

³²¹ “Our regulations are silent as to slaves, but we have declared that the Mahommedan and Hindu Laws are these by which the Mahommedans and Hindoos shall be respectively governed and these laws recognize slavery under certain circumstances and to a certain extent. In theory therefore we may be said to recognize it too, but in practice this slavery will be found to be the case – our criminal courts ... make no distinction between a slave and a free man – an offence against the person of the one is punished to the same extent as against the person of the other by whomsoever committed, whether by the master against the servant or the reverse. The practice of our magistrates in this respect is founded upon the principle that the question of slavery is entirely of a civil nature and cannot be entered upon except in the civil court. Thus, if a slave or bound servant complains to the magistrate that his person is held in slavery (without bringing any substantive charge of assault on wrong) and praying that he may be returned from thralldom, the magistrate does not interfere to induce his release, but refers him to a civil court. But if the slave free himself from the master's keeping and throw himself on the protection of the magistrate or the Police, the magistrate finding him at liberty would prevent his being interfered with, and would refer the master to the civil court, and, if required, bind the master even not to murder his servant... The instrument for perpetuating the miseries of slavery are to be found in the laws having been hitherto administered, in their administration cruelly superintended by Englishmen with the habit of thought and feeling inseparable from English education. That the Hindoo and Mahommedan Rewastahs and Futwas are no vague and conflicting that a British Judge is administering them need scarcely even do violence to his own feelings of right, and moreover that, as I am told, by both codes, cruelty on the part of the master invalidates his claim over the person of his slave, and the judge of what constitutes cruelty would be the British functionary.” Private Letter from Auckland to Hobhouse, November 15, 1838, *Broughton Papers*, vol. XIX, ff. 339-352, F342.

*informed, a course of legislation which would on the one hand seem to assume that there is a legal condition of slavery in India and on the other would seem to interfere with national habits. Time will rapidly work all the change that can be desired every where, except perhaps in what negates the feelings of caste*³²².

En effet, dans sa vision *whig* imprégnée du principe de *laissez-faire*, Auckland trouvait qu'il était inutile de prendre des mesures coercitives. Il voulait éviter de rentrer dans un débat interminable sur les divers aspects de l'esclavage et les mesures à prendre pour l'empêcher. Pour lui, il fallait simplement affirmer qu'il n'existait pas d'esclavage en Inde : l'esclavage prendrait fin de lui-même. C'est ce qu'il confia à Hobhouse dans une lettre privée datée du 21 mars 1841 :

*I have written the draft of a minute upon slavery, and I will put it into shape next week and send it round. I adhere to my first opinions and do not agree with either party of the Law Commission. As it seems to me all attempts to regulate corporal punishment or sales or removals will be steps backwards rather than forwards. We have but to assert that there is no slavery in India*³²³.

Néanmoins, son compte-rendu montre une certaine évolution par rapport à sa position initiale³²⁴.

Pour les abolitionnistes, les lois islamiques d'une part, et la législation britannique, d'autre part, devraient constituer les piliers d'une nouvelle législation abolissant définitivement l'esclavage en Inde britannique. John Coble, porte-parole du comité de la société anti-esclavagiste britannique et étrangère³²⁵ (*The Committee of British and Foreign*

³²² A Private letter from Auckland to Hobhouse, Barrakpore, January 22, 1841, *Broughton Papers*, vol. XIX, ff. 440-445.

³²³ Private letter from Auckland to Hobhouse, Calcutta, March 21, 1841, *Broughton Papers*, vol. XIX, ff. 466-474. (f.467).

³²⁴ "I confess that it is my decided impression, that the Adoption of all the minute and detailed Provisions recommended by the Law Commissioners would much rather impede than advance the Object we all have in view. That object is the earliest possible Extinction, first practically, and in the End even avowedly, of Slavery, in so far as such Results can be attained by Acts of the Government." Slavery- Minute by Lord Auckland. Minute by the Right Honourable the Governor General, dated 6th May 1841, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, National Archives.

³²⁵ "Constituted as the society which they represent is on the most Catholic principles and designed as it has been in the spirit of Christian philanthropy- having for its end the universal abolition of slavery and the slave trade – and seeking that end by means which are exclusively of a moral, religious, and pacific nature- men of various denominations in religion, and of all parties, unite in its cordial support." Memorial of the Committee of the British and Foreign Anti-Slavery Society addressed to the Right Honorable Sir Robert Peel, Baronet, Her

Anti-Slavery Society) écrivit à J. C. Hobhouse, le Président de la commission de contrôle pour lui signaler que l'esclavage continuait d'être pratiqué dans les provinces de Malacca, Penang, Wellesley et Singapour. Coble précisait que l'esclavage dans ces provinces n'était pas autorisé par la loi mais toléré par quelques fonctionnaires abusant de leurs responsabilités et qu'il était temps que le gouvernement colonial prenne rapidement des mesures indispensables pour mettre fin à cette situation. Il précisait également que ce système s'était développé à la fin des années 1820 et qu'il était temps de l'interdire. Coble exposait également les mesures prises par les maîtres d'esclaves pour maximiser la période de service, ce qui traduisait leur inquiétude quant à l'illégitimité de leur pratique.

En réponse à ces pressions, le gouvernement colonial prit un certain nombre de résolutions pour lutter contre l'esclavage dans les provinces incriminées. Par exemple, une décision fut prise stipulant que l'esclavage ne devait en aucun cas être reconnu dans le territoire et la ville de Malacca après le 1^{er} décembre 1841. La traite illégale y persistait également, ce qui fut dénoncé dans les rapports parlementaires du *Committee of British and Foreign Anti-Slavery Society* :

The Government is decidedly of opinion that slavery has not, in any shape, a legal existence in Malacca." Yet, notwithstanding these recorded opinions, it was still permitted to continue, and finally the question was referred home for the decision of the law Officers of the Crown. Nothing however, was done, and the system was allowed to continue, notwithstanding there had grown up with it a slave trade, by which it would appear the slave population in one year from 1826 to 1827 was increased from 1097 to 1519³²⁶.

Dans l'île de Penang, l'esclavage était pratiqué depuis longtemps. Dans son compte-rendu datant de 1830, le président de Penang reconnut l'immoralité de cette pratique, et le justifia par un usage coutumier commun dans la région. Mais, le comité soupçonnait que les Britanniques étaient vraisemblablement à l'origine de l'esclavage dans l'île³²⁷. De même, à

Majesty's First Lord of Treasury, London, September 10th 1841, *Ellenborough Papers*, Public Office Record, National Archives.

³²⁶ To the Right Honorable Sir John Cam Hobhouse, President of the Board of Control, signed John Scoble, on behalf of the Committee. *Ellenborough Papers*, Public Office Record, National Archives.

³²⁷ "... although it is highly probable that slavery in Penang was introduced only when the English took possession of it, by virtue of its treaty with the Sovereign of Luedah... "we are bound by every obligation, legal as well as moral, to put down a practice which, however conducted in form, is in reality slave dealing, forbidden by law, and the continuation of all the horrors induced by it in other places as exemplified in the case of African

Singapour, l'esclavage se manifestait en particulier dans la traite des esclaves, pourtant la Grande-Bretagne l'avait interdit depuis 1807. Singapour était considérée comme le meilleur marché d'esclaves asiatiques. Le comité précisa qu'il était vraiment difficile de démonter un système esclavagiste aussi complexe et aussi efficace. D'après le comité, l'esclavage avait atteint la province de Wellesley, mais dans une moindre mesure : le gouvernement se devait de réagir afin de limiter son expansion³²⁸.

La campagne anti-esclavagiste en Inde renforça la pression au Parlement. Le *Committee of British and Foreign Anti-Slavery Society* adressa une pétition à Robert Peel, alors Chancelier de l'Échiquier, dans laquelle les abolitionnistes manifestaient leur détermination à libérer les pauvres esclaves de l'oppression qu'ils subissaient depuis longtemps. Leur objectif était de leur permettre de jouir des libertés individuelles et de la protection de la loi³²⁹. En outre, ils précisaient qu'ils agissaient en toute impartialité et indépendamment de toutes influences religieuses ou idéologiques et se présentaient comme des agents de la liberté pour la défense et la protection des sujets de sa majesté des atrocités du système esclavagiste en Inde britannique³³⁰.

Le rapport du comité confirma l'existence de l'esclavage dans l'agriculture dans toutes les présidences et, en particulier, dans l'est de la péninsule indienne. Comme le démontra Auckland, les esclaves sont naturellement considérés comme la propriété de leurs maîtres et ces derniers en disposaient comme ils le souhaitaient. Les pétitionnaires fournirent les témoignages de hauts fonctionnaires du gouvernement de l'Inde sur les pratiques quotidiennes de l'esclavage : les esclaves subissaient la torture, le châtement corporel et vivaient dans l'angoisse permanente. Quant aux esclaves domestiques, notamment les femmes, leur

Slave dealing. The encouragement to wars for the purpose of making captives for sale, and in these seas, even piracies, which it encourages, slaves being often the principal objects in view.” *Ibid.*

³²⁸ “*The Committee in submitting these facts to your serious consideration, beg sir respectfully yet earnestly to suggest the necessity of steps being immediately taken to relieve the slave population of these settlements from every species of bondage by whatever name it may be known; that the national character may be vindicated, the atrocious traffic in human beings be suppressed, and an example worthy of imitation beset to the Nations and people by whom those Settlements are surrounded*” To the Right Honorable Sir John Cam Hobhouse, President of the Board of Control, signed John Scoble, on behalf of the Committee, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, National Archives.

³²⁹ “*It is an indisputable fact that slavery exists in British India to an enormous extent-Various as may have been the causes in which it originated, it resolves itself principally into two forms praedial and domestic; the bondage of the Nautch, or dancing girls, prostitutes, and attendants on the obscure orgies of the Hindoo Temples, being the exception.*” Memorial of the Committee of the British and Foreign Anti-Slavery Society addressed to the Right Honorable Sir Robert Peel, Baronet, Her Majesty's First Lord of Treasury, London, September 10th 1841, *Ellenborough Papers*, Public Office Record, National Archives.

³³⁰ “*The system of slavery in British India sanctions, fosters, encourages, and perpetrates all the misery, degradation, oppression, and death. It robs vast multitudes of the Queen's subjects of their personal liberty, of their rights, as husbands, wives, and children, and of the fruits of their labor and intellect -It reduces beings made in the image of God, and endowed with immortality, below the level of the brutes that perish.*” *Ibid.*

situation était déplorable, selon les pétitionnaires. Cette dépendance inhumaine, immorale et dégradante suscita un fort sentiment de répugnance chez ces enquêteurs.

La pratique de l'esclavage et de l'asservissement s'était répandue dans tout le pays. Les aspects de la généralisation de la pratique de l'esclavage étaient nombreux et manifestes. Dans leur rapport, les pétitionnaires précisèrent qu'avec la demande croissante d'esclaves, due principalement à la diminution continuelle de leur population, un commerce lucratif s'était développé. Pour compenser ce déficit, les enlèvements d'enfants des deux sexes étaient fréquents³³¹. Les trafiquants tuaient les parents afin de s'approprier leurs enfants dont ils disposaient ensuite librement dans l'immense territoire indien. Les pétitionnaires attirèrent l'attention de la Compagnie, et même du Parlement, à maintes reprises sur cet ample trafic d'enfants qui nourrissait le commerce d'esclaves³³².

Les famines récurrentes dans le sous-continent étaient également mises en avant par les pétitionnaires comme sources importantes d'esclaves. En périodes de famines, les parents étaient parfois amenés à vendre leurs enfants par nécessité. Les pétitionnaires exigeaient que les directeurs de la Compagnie prennent des mesures immédiates pour mettre fin à ce scandale et qu'ils décrètent des lois protégeant les libertés individuelles et les droits de l'homme dans tout l'empire :

Where the famines may, however, be traced to defective political institutions, oppressive fiscal arrangements or misgovernment, your Memorialists humbly conceive it is the duty of a wise and paternal government to interpose a better order of things, to meet the exigencies of a suffering and oppressed people. Your Memorialists cannot contemplate without horror the sale of multitudes of innocent young children annually, within the limits of the British Empire, to perpetual slavery, and they strongly feel that the permission of such a practice is not only calculated to relax the bonds of parental and filial love, and to induce the most wretched and deplorable habits among the people, but to reflect indelible disgrace on the authorities who give it their sanction, and the Country that will allow it to be done³³³.

³³¹ "Brinjarries, gosaynes, and megpumed thugs are continually employed." Memorial of the Committee of the British and Foreign Anti-Slavery Society addressed to the Right Honorable Sir Robert Peel, Baronet, Her Majesty's First Lord of Treasury, London, September 10th 1841, *Ellenborough Papers*, Public Office Record, National Archives.

³³² "Your Memorialists are aware that the law does not notify this state of things, it furnishes, however, the motive, and is powerless to put it down." *Ibid.*

³³³ *Ibid.*

En outre, le commerce des esclaves africain perpétua l'existence de l'esclavage dans le sous-continent. Ce commerce s'effectuait entre les colonies portugaises de Goa, Dui et Damaon et d'autres états autochtones limitrophes. A travers le Golfe persique, des autochtones africains étaient clandestinement et continuellement transportés dans les territoires britanniques en Inde. Ces esclaves africains étaient en forte demande : leurs acquéreurs les employaient dans l'agriculture et dans les ports. Les pétitionnaires soupçonnaient même le gouvernement de l'Inde d'être le complice des trafiquants, voire de faire partie des bénéficiaires. L'abolition de l'esclavage était donc la seule solution qui permettrait de mettre un terme définitif à ce trafic sur le territoire indien ainsi que dans l'ensemble des possessions britanniques³³⁴.

A la fin de leur rapport, les pétitionnaires s'adressèrent d'une manière plus directe au premier ministre, Robert Peel pour le sensibiliser à la cause des esclaves du sous-continent. Leur discours se fondait sur les arguments de liberté que la couronne britannique était censée représenter et protéger sur tous les territoires de l'empire. Pour ce qui concerne le sous-continent, ils insistèrent sur le fait que seul le gouvernement colonial était en mesure de changer le destin des esclaves, de les libérer et de leur donner l'espoir de vivre pleinement leur vie en toute liberté³³⁵. Dans ce discours *whig*, il y avait aussi un grand souffle évangélique porté par Thomas Clarkson et le président du comité de la société anti-esclavagiste, William Allen, qui signèrent ce rapport. Ces derniers avaient également joué un rôle primordial dans les efforts missionnaires pour l'abolition de l'esclavage. Ainsi, la question de l'esclavage des autochtones dans le contexte indien constitua une autre raison d'être pour les missionnaires en Inde.

³³⁴ "...Nor is the supreme seat of Indian Government itself, Calcutta, free from the illicit and detestable traffic; and your Memorialists believe it never will be, while the system of slavery is permitted to exist." Memorial of the Committee of the British and Foreign Anti-Slavery Society addressed to the Right Honorable Sir Robert Peel, Baronet, Her Majesty's First Lord of Treasury, London, September 10th 1841, *Ellenborough Papers*, Public Office Record, National Archives. "... they are convinced not only that there is no reasonable hope of the abolition of the slave trade but by the extinction of slavery, but that slavery itself is an evil not to be mitigated, but destroyed. –To its utter extirpation throughout the whole of the British dominions they stand solemnly pledged; nor can they swerve from their purpose, nor relax from their efforts, until the great work is accomplished" *Ibid*.

³³⁵ "To you, Sir, is committed, in great measure, the destiny for weal or woe of millions in British India, who have long been the victims of a ruthless despotism – You, Sir, can break their chains, and cause them, and their posterity after them, to bless you as their deliverer. –And by performing this great act of justice, you will not only advance the honour of your Country, perfect in the East, the great work of emancipation already consummated in the West Indies, and accelerate the progress of civilization and religion; but you will obtain for yourself the grateful homage of mankind, and the blessing of Him who commands us to "seek judgement, and relieve the oppressed." *Ibid*.

Dans la collection des papiers privés d'Ellenborough, alors président du *Board of Control*, en date du 3 octobre 1841, on retrouve une lettre privée adressée à Peel, lui décrivant la demande pressante du comité de la société anti-esclavagiste. Dans cette lettre, il exposait la détermination du président de ce comité à mettre fin à l'esclavage dans le sous-continent par le biais d'une législation adéquate³³⁶. Mais Ellenborough s'inquiétait des conséquences possibles de cette agitation attisée par la publication d'extraits des rapports des commissaires juridiques sur la population indienne, de crainte qu'il exprimât dans une lettre privée au président de la Compagnie :

*I assure you I have every serious apprehensions of the effect which may be produced upon the public mind by agitation on that subject... aided as it will be by the publication of garbled extracts from the Report of the Law Commissioners*³³⁷.

A la fin de cette lettre, il confiait à Peel que, vu la pression des abolitionnistes, il était prêt à donner son accord à une proposition de loi raisonnable sur l'esclavage en Inde et que la loi en question devrait être prête à être discutée à la session suivante du Parlement³³⁸.

La question de l'esclavage en Inde britannique s'était avéré un sujet compliqué. La société anti-esclavagiste reprocha au gouverneur général et aux commissaires juridiques leur inefficacité. La position ambivalente du gouverneur général Auckland sur l'abolition de l'esclavage révéla sa grande réticence à mettre en place immédiatement une législation à ce sujet. En outre, les commissaires juridiques avaient eux-aussi contribué à cette confusion. D'après les anti-esclavagistes, le travail des commissaires qui s'appuyait sur de longues enquêtes n'avait pas fait évoluer la situation des esclaves autochtones. Ils considéraient que les enquêtes avaient simplement servi à gagner du temps³³⁹. Pour sensibiliser les autorités et

³³⁶ *"It is clear that their intention is to agitate as much as they can... but all Mr Coble who led them seemed to care about was the abolition of the name of slavery by an act of the Legislature"* Private letter from Ellenborough to Peel, Grosvenor Place, 3 October 1841, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, 30/12/8, National Archives.

³³⁷ Private letter from Ellenborough to George Lyall, India Board, October 6th, 184, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, 30/12/8, National Archives.

³³⁸ *"...and if they should succeed in raising any feeling on the subject they will have a motion for the immediate abolition of Slavery in India at the commencement of next session... but it is a minute so well calculated to give a right view of the subject of Indian Slavery, that if you do not see reason to the contrary, I have disposed to move for it"* Private letter from Ellenborough to Peel, Grosvenor Place, 3 October 1841, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, 30/12/8, National Archives.

³³⁹ *"What reply can we make, what argument can we use to convince them of the purity of our motives? Shall we present to them the Governor General's Minute? That document instead of convincing them of the inseparable obstacles to the abolition of slavery in India, is more calculated to lead them to the contrary conclusion, they would consider it a mockery, a crafty attempt to deny the existence of slavery in India by disingenuous, and invoking phrases, they will tell us of an unnecessary delay to inquire into a subject which needed no further inquiry; that it was committed to persons who had more pressing engagements to occupy their attention; that it was taken up at distant intervals; that it was stopped before any material progress had been made; that it is an*

les inviter à réagir, les abolitionnistes comparèrent la condition des esclaves indiens à celle des ouvriers pauvres de l'Angleterre de la Révolution industrielle³⁴⁰.

Le département législatif envoya une lettre signée par Auckland, W.W. Bird, W. J. Prinsep et d'autres, au Conseil des directeurs de la Compagnie, demandant que les législateurs abordent les points nécessaires à prendre en compte dans le texte de la loi sur l'amélioration de la condition des esclaves dans les territoires de l'Inde britannique. Ils fournirent aux directeurs une version préliminaire du texte de loi en question. Il était évident que les membres du Conseil législatif n'étaient pas pleinement engagés dans la lutte anti-esclavagiste. Pour eux, il s'agissait simplement d'améliorer les conditions de vie des esclaves indiens, à la manière dont le Parlement britannique avait fait voter les *Poor Laws* pour secourir les pauvres de l'Angleterre industrielle³⁴¹.

La pression des abolitionnistes sur le gouvernement colonial, au sein de la Compagnie et même au Parlement avaient contribué à changer les attitudes vis à vis de l'esclavage indien. Leur agitation sous le gouvernement *whig* d'Auckland permit tout d'abord de sensibiliser le gouverneur général qui n'avait pas d'ambition réformiste claire et précise sur le sujet. Sa conception du '*Wait and see*' était révélatrice de sa procrastination à prendre des dispositions législatives concrètes et indispensables pour abolir l'esclavage dans la colonie. Toutefois, Auckland était simplement prudent et ne voulait pas s'opposer frontalement au système des castes reposant sur une hiérarchie sociale dans laquelle les esclaves existaient depuis toujours. Comme il respectait les traditions linguistiques locales dans l'éducation autochtone, il évitait également de rentrer dans des conflits d'intérêts que représentait la cause des esclaves autochtones. Auckland avait fini par accepter que des législations fussent nécessaires pour réguler la situation des esclaves et progressivement abolir tout le système de l'esclavage.

inquiry which has produced nothing but delay; that it is repudiated by those who made it; that it has been a mere subterfuge to gain time." Observations on the Minute by the Right Honourable the Governor General dated 6th May 1841 on slavery in India, Anti-slavery Society Upon Lord Auckland's Minute, November 1st 1841, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, National Archives.

³⁴⁰ "In a country abounding in population like India, the existence of a class of unremunerated labourers and, to reduce the price of labour below its natural value, and gradually brings down the free labourer to an equality with the slave. In this respect, slavery in India resembles pauperism in England before the late change when the system of employing paupers at reduced wages, gradually brought the entire mass of labourers, in some localities, to the condition of paupers. It is thus that slavery is injurious to the free labourer, and compels him often to become a slave in order to better his condition; and while slavery exists in India, it would be as great a hardship on the unfortunate labourer to prevent him from getting relief in this way, as it would have been to have prevented the English labourers from becoming paupers when the old poor laws were in operation." *Ibid.*

³⁴¹ "Immediately on the receipt of this dispatch we entered upon the consideration of the points necessary to be embodied in the law for ameliorating the condition of slavery within the Honourable Company's Territories." Despatch from the Legislative Department to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 22 January 1842, *Ellenborough Papers*, National Archives.

3.4.3.1. Les lois sur l'esclavage

Le projet de loi sur les droits des esclaves actait que ces derniers étaient considérés comme les hommes libres et que toute atteinte à un esclave devrait être considérée comme dans le cas d'un homme libre. Mais, le Conseil législatif dévoila au Conseil des directeurs son projet sur les compensations à prévoir pour les propriétaires des esclaves. Ces compensations dépendraient des enquêtes locales et seraient également soumises à l'accord du Conseil des directeurs³⁴². D'après A. Amos, aucune loi ne pouvait être adoptée sans enquête dans les présidences de l'Inde britannique³⁴³. En ce qui concerne la présidence de Bombay, son gouvernement précisa que la loi en vigueur dans cette présidence considérait d'ores et déjà les esclaves comme des hommes libres et qu'aucune nouvelle loi n'était nécessaire³⁴⁴. En revanche, la réglementation de la présidence de Bombay garantissait aux propriétaires une certaine protection contre le comportement délictueux de leurs esclaves et fixait les punitions autorisées pour châtier les esclaves rebelles³⁴⁵. De même, la vente des enfants n'était pas punissable selon la loi musulmane en cas de période de famine³⁴⁶. Les législateurs considèrent également ce point essentiel et envisagèrent de nouvelles dispositions en fonction des rapports de la commission du droit indien³⁴⁷.

Dans une dépêche datée du 3 juillet 1841, du *Secret Department*, destinée à J. P. Willoughby, secrétaire du gouvernement de l'Inde, on apprend que c'est l'expansion du commerce d'esclaves dans les mers de la péninsule arabe et la mer Rouge qui avait poussé les abolitionnistes à considérer sa suppression. Ce commerce se concentrait principalement sur la

³⁴² From J. H. Davidson Esq., Acting Register Sudder Udawlat, Fort St George to the Chief Secretary to Government Dated 17th July 1839, *Board's Collections*, 81861, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

³⁴³ "With regard to the question of compensation, it is the opinion of the Madras authorities, that it cannot be satisfactorily disposed of without further local enquiry; this alone is a strong reason for not passing the act immediately." Minute by the Honourable A. Amos, Esquire, dated 27th August 1839, *Board's Collections*, 81861, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

³⁴⁴ "The Government of Bombay did not furnish any opinion of its own, but submitted a letter from the Judges of the Sudder Court who remarked "that there does not appear to be any necessity to pass a special law for the protection of slaves throughout the zillahs of this (the Bombay) Presidency, as the laws in force is as applicable to them as to freemen, and no offence done against a freeman is, by the Bombay Code, exempted from punishment because it is done against a slave." ³⁴⁴ Legislative Department to the Honourable Court of Directors of the East India Company, Fort William, 27th January 1840, *Board's Collections*, 81861, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

³⁴⁵ "for masters are also protected against the misconduct of their slaves, as the Regulations for the punishment of servants contained in Sec 18. Reg. XII of 1827 have been ruled by this court, under date the 4th November 1830, to be applicable to slaves." ³⁴⁵ *Ibid.*

³⁴⁶ "...according to the Mahomedan Laws, the act is not punishable when committed in a season of famine." Legislative Department to the Honourable Court of Directors of the East India Company, *Board's Collections*, Fort William, 27th January 1840, 81861, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

³⁴⁷ *Ibid.*

vente d'enfants de 8 à 16 ans pris en otage pendant les guerres entre tribus voisines. La destruction de villages entiers et leur dépopulation, l'emprisonnement des hommes et l'achat des femmes et des enfants par des musulmans permirent le développement de ce commerce³⁴⁸. J. B. Haines, le mandataire politique du *Secret Department*, raconta qu'il avait hissé le drapeau britannique à Aden et déclaré que le trafic d'esclave dans cette région du monde était désormais interdit³⁴⁹. J. C. C. Sutherland, alors secrétaire de la commission du droit indien informa J. H. Maddock que d'après le Parlement, l'esclavage, dans le sous-continent ne devrait être aboli que seulement si le gouvernement de l'Inde l'autorisait clairement. Pour ce faire, une enquête minutieuse et détaillée devrait avoir lieu sur l'ensemble du territoire de la colonie³⁵⁰. Sur la situation de l'esclavage dans la province du Malabar, F. C. Brown fournit d'amples informations nécessaires à cette enquête. En effet, le nombre total des esclaves recensés s'élevait à 146.202 esclaves, et leur servitude durait en moyenne 36 ans. Ces esclaves étaient asservis parce qu'ils étaient simplement nés dans une caste servile, selon la religion hindoue³⁵¹. Le mariage d'une esclave, par exemple, avec son maître lui procurait tous les privilèges de l'épouse de la caste supérieure. Dans ce questionnaire, on apprend que le statut des esclaves pouvait évoluer notamment en celui de travailleur indépendant (*free labourer*).

La loi devait garantir l'égalité entre les esclaves et leurs maîtres et se pencher sur les actes de violences commis contre les esclaves par leur maîtres³⁵². Le projet de loi du code

³⁴⁸ "I have seen as many as 2,300 a month arrive at Mocha, and on landing they were immediately placed in a compound unclothed, from whence they were driven to a well for water twice a day like a flock of sheep; their food consisted of Jawara cake and some sugar cane." Secret Department to J. P. Willoughby Esquire, Secretary to Government, 81810, *Board's Collections*, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

³⁴⁹ "At Aden immediately after hoisting the British Flag I pronounced all traffic in slaves to be illegal, and proclaimed it forthwith to all within the jurisdiction of the Political Agent." *Ibid*.

³⁵⁰ "... and it is obvious that a much more searching and minute enquiry is necessary before the commission can venture to recommend positive measures for the mitigation and ultimate abolition of slavery. They abstain from entering into any further details until they are informed whether it is the wish of His Honor in Council that they should give their assistance to Government in executing the intentions of Parliament as expressed in the 88th Section of the Charter Act." J. C. C. Sutherland, Esqre, Secretary to the Indian Law Commission to J. H. Maddock, Esqre, Secretary to the Government of India, Indian Law Commission, the 16th November 1838, Legislative Department, *Board's Collections*, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

³⁵¹ "Hindoos of the servile castes are born such according to the Shasters, just as a Brahmin is born a Brahmin or a Soodra a Soodra. The Caste in the belief of the Hindoo, is indelible. No human law can unmake, or in other words, uncaste him, any more than it can uncaste a Brahmin, any more than a law can in England unmake a Peer, or secularize a Priest. In this sense, a slave's child, though really free, necessarily belongs to the Servile Castes." East India Slavery, Answers to the Questions circulated by the Board of Control in August 1832, signed F. C. Brown, *Board's Collections*, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

³⁵² "... no offensive act should be exempt from punishment because committed by a Master against a slave." From H. Torresis Esqre, Secretary to the Government of India, with the Governor General to J. H. Maddock Esqre, Secretary to the Government of India, dated the 18th December 1838, *Board's Collections*, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records. "... no act falling under the definition of an offence should be exempted from punishment because it is committed by a master against a slave." From the Indian Law

pénal visant l'interdiction des violences commises par les maîtres contre leurs esclaves fut l'objet de maintes dépêches et comptes rendus. Dans son compte-rendu, daté du 1^{er} avril 1839, A. Amos souligna la complexité de ce sujet dans le contexte multiconfessionnel du sous-continent. L'esclavage n'avait pas les mêmes règles chez les Hindous et les Musulmans. C'est pourquoi Amos discuta, au préalable, des conséquences possibles de ce projet de loi qui nécessiterait une grande attention de la part des autorités britanniques. Bien que les lois locales permettent le châtement des esclaves, ce projet de loi occidentaliste y mettrait fin :

*The effect of the proposed law is to abolish the rights of moderately correcting a slave. If a charge of an assault not amounting even to touching the person, still more if a charge of beating however slight be preferred by a Slave against his Master, the Master will not in future, be permitted to justify himself by a plea of moderate correction, however gross the misconducts, however wilful the disobedience, however needless the negligence of his slave may have been*³⁵³.

A. Amos montra bien son objection à ce projet de loi étant donné l'insuffisance de l'information récoltée sur le sujet et ce, en particulier, dans la présidence de Madras. Il préféra attendre d'autres enquêtes plutôt que de continuer à spéculer sur la réalité de l'esclavage et des relations entre esclaves et propriétaires :

*But what appears to me the strongest reason against passing the act at the present moment, is that the investigations which have already taken place before the Law commission show what a very imperfect knowledge of the subject of slavery in India was in the possession of those individuals, who were the authors of the recommendation which we are now directed to transfer into an act. Our knowledge on the subject is still very imperfect, especially as regards the Presidency of Madras*³⁵⁴.

Après une longue tractation entre le gouvernement colonial et le gouvernement métropolitain, la loi contre l'esclavage de 1843 fut promulguée. L'esclavage, même aboli, avait toujours

Commission to the Honourable the President of the Council of India in Council, dated the 1st February 1839, Board's Collections, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records. "The answer of the Pundits was "in cases of disobedience or fault committed by the slave, the Master has power to beat his slave with a thin stick, or to bind him with a rope and if he should consider the slave deserving of severe punishment he may pull his hair or expose him upon an ass." Ibid. "It seems to be clear that by the existing law of the country, moderate correction of a slave by his master is permitted and that immoderate correction is not permitted and that the boundary between the two kinds of correction is not and perhaps cannot be very distinctly defined." Minute by the Honourable A. Amos Esqre, dated 1st April 1839, Board's Collections, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

³⁵³ Minute by the Honourable A. Amos Esqre, dated 1st April 1839, Board's Collections, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

³⁵⁴ Ibid.

existé dans le sous-continent sous ses différentes formes. Les esclaves nouvellement libérés se retrouvèrent confinés dans un système encore plus complexe : celui des travailleurs contractuels.

3.4.3.2. Les travailleurs contractuels

Les *Coolies* ou travailleurs contractuels (*indentured labourers*), d'origine indienne, se substituèrent aux anciens esclaves. Ces *Coolies* étaient connus pour leur docilité et obéissance, comparés à d'autres travailleurs contractuels. Comme le commerce des esclaves prit fin en 1834, les plantations de l'Empire avaient encore une forte demande en main d'œuvre quasiment gratuite puisque la Grande-Bretagne avait compensé généreusement les propriétaires des plantations pour libérer leurs esclaves. Les *Coolies* étaient importés depuis le port de Calcutta en direction de l'Île Maurice principalement, ainsi que vers d'autres colonies sucrières. Les *Coolies* étaient indispensables pour travailler dans les champs de l'Île Maurice. Leur travail, sa durée, sa rémunération et ses conditions étaient définies par un contrat.

Dans le récit d'une *Coolie* transportée à Île Maurice, nous découvrons les difficultés quotidiennes qu'elle encourut³⁵⁵. Ces *Coolies* étaient parfois amenés à se pendre pour se libérer de leur vie misérable d'esclave sous couverture de travailleurs contractuels³⁵⁶. Une loi fut promulguée par le gouvernement de l'Inde en vue de la protection des *Coolies* allant principalement à Île Maurice pour travailler, mais cette loi de mai 1837 se limita aux *Coolies* partant de Calcutta et les députés exigèrent à une loi qui réglerait également le voyage des *Coolies* partant de Madras et de Bombay³⁵⁷. Cette loi vint réguler une situation devenue

³⁵⁵ "I was beaten, slapped, and kicked, and on one occasion my Master ran a needle into my breast, it drew blood...I had an allowance of rice served out to me –three small pots full for every seven days, –every Sunday, a little dhol and little ghee, no fish, no turmeric, no tamarind, nothing that was put down in the agreement... I have received injury –I have lost my caste... It is a country of slaves. The negroes are slaves there. I was sitting in a tailor's shop at Bowaneepore when this Jungle Haldar and the Babo came to me, and said if you want service there is a lady and gentleman going about five days' journey by sea, if you have a mind to go we can get you a place... at the end of a year when I found I got no wages what could I do –I knew nothing of the country –I did not know to whom to complain, until three or four Coolies got out and complained, then I found out where to go" At a Meeting of the Committee held in the Town Hall, on Thursday, the 20th day of September, 1838, at 10 o'Clock a. m., Present T. Dickens Esq. Chairman, Revd. James Charles, Major Archer, Russomoy Dutt, Esq., William Dowson, Esq., Bibee Zuhoorun, Examined, *Board's Collections*, 77645-77659, 1840-1841, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

³⁵⁶ "The impression among the Coolies, what they daid among one another, was this, they said these men hung themselves because they could not bear the hardships of the life they led." *Ibid.*

³⁵⁷ "The petitioners were perfectly right in the view which they took of the existing law, which, so far as the interests of Bombay and Madras were concerned, undoubtedly called for repeal. That the existing system worked badly was evident by the case of Hill Coolies, which was lately the subject of a bill introduced by a noble Lord opposite (Lord Glenelg). Early in 1836, the governor of the Mauritius called on the governor-general, in council, at Bengal, to make some provisions and regulations for the protection of the natives of India who might wish to enter into contracts as labourers in the British colonies. Nothing, however, was done until May, 1837;

insupportable pour les *Coolies* qui se virent réduits en esclavage à l'île Maurice. Le témoignage du membre Longueville Clarke, fournit au comité enquêtant sur les *Coolies* des détails tangibles sur leurs difficultés :

I recommended them if they had any complaint for having been locked up or beaten, to go to the Police... they seemed however very unwilling to go –they then went downstairs the whole of them and we followed them –on getting below we found the outer door leading to the street out of the building locked outside, so that we were locked in with the Coolies... I did not therefore enquire about that matter –seeing men locked up, the only object of my interference was to inform them that they could not be lawfully locked up³⁵⁸.

Sur les conditions de leur voyage, les *Coolies* informèrent M. Hare qu'ils étaient maltraités à bord et qu'ils avaient essayé en vain de demander de l'aide des membres de l'équipage. Hare raconta comment il intervint pour faire libérer des centaines de *Coolies* emprisonnés dans une maison avant leur départ pour l'île Maurice³⁵⁹. Une autre loi, la loi N° XXXII de 1837 fut adoptée en novembre 1837, abrogeant et améliorant la loi précédente (N° V de mai 1837). Cette nouvelle loi déterminait les conditions d'embarquement des *Coolies* sous l'autorité du gouvernement colonial, notamment en ce qui concernait leurs contrats de travail qui devaient désormais être rédigés en deux langues : langue anglaise et langue maternelle. Le contrat devait exhiber explicitement la nature, la durée et la paye du travail en question. En outre, une

and in November following so ineffective was the law, that the Bengal government was obliged to alter it altogether, and to substitute another regulation. When this latter law was passed, it was found to relate to Calcutta, and not to Madras. The papers which the noble Lord at the head of the Colonial Department had laid on the Table of the House proved what a dreadful mortality had occurred amongst those native labourers who had been sent out to the Mauritius. Every one of those ships carried out British subjects, natives of India, to act as labourers. Many of them had perished. But he was quite convinced, that no such catastrophe would have occurred if the government of Madras had been possessed of those legislative powers of which they had been deprived by the last Charter Act. Efficient steps would, in that case, have been taken to prevent that overcrowding of vessels which had occasioned such fatal consequences” Lord Ellenborough on Coolies, Hansard, en ligne, 10 mai 2016

http://hansard.millbanksystems.com/lords/1838/jul/19/government-of-india#S3V0044P0_18380719_HOL_8

³⁵⁸ At an Adjourned Meeting of the Committee, held in the Town Hall, on Monday, the 8th day of October, 1838, at 10 o’Clock a. m., Present, T. Dickens, Chairman, Revd. James Charles, Major Archer, William Dowson, J. P. Grant, Russomoy Dutt., Mr Longueville Clarke, Examined, Indian Laborers, Minutes of Evidence before the Committee at Calcutta, Formation of an Emigration Committee at the Mauritius, 77657, *Board’s Collections*, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

³⁵⁹ “...the *Coolies* complained to me that they had been very ill used on board ship, and had been beaten, and knocked about by the captain and officers and people of the ship... They added that they were required to go on board ship again, but they said they would rather cut their throats than go... When the *Coolies* came down they seized hold of my feet and other parts of my body and were all in an uproar entreating me to interpose in their behalf, in order to get them released, as they said they were not willing to go to the Mauritius... It was a good big house, but stuffed full of *Coolies*, every place that I saw was full of *Coolies*, every place that I saw was full of *Coolies* –the *Coolies* were lying on the floor all jammed up together.” *Ibid.*

durée maximale de 5 ans fut désormais instaurée pour les *Coolies* expatriés. Dans l'éventualité où les *Coolies* étaient forcés à embarquer sans autorisation de la présidence en question sous contrôle britannique, le responsable du navire était amené à payer une amende de 200 roupies pour chaque travailleur embarqué clandestinement et à 30 jours de prison³⁶⁰. Cette loi vint alors règlementer les abus constatés dans l'importation des *Coolies* dans les colonies dont les plantations en dépendaient.

H. T. Prinsep, secrétaire du gouvernement de l'Inde, mit en avant les réformes indispensables des lois régulant les conditions de voyage des travailleurs contractuels³⁶¹. Il s'adressa au Capitaine Brigadier Birch lui précisant que pour garantir un bon accompagnement des *Coolies* et obtenir des licences, demander conseil au gouvernement de l'Inde n'était plus suffisant. Par conséquent, des lois étaient nécessaires même si des restrictions du nombre des travailleurs exportés étaient envisageables. Prinsep suggéra quelques modifications des règlements en vigueur pour les transporteurs afin de s'assurer de l'état de santé des travailleurs par un médecin praticien de Calcutta par exemple³⁶². D'autres règles de voyage concernèrent la déclaration des noms des travailleurs transportés et de leurs pères ainsi que les noms des personnes auxquelles ils seraient expédiés. Cette déclaration devint alors indispensable pour obtenir une licence de voyage³⁶³.

Bien que la destination principale des *Coolies* fût l'Île Maurice, quelques uns furent également transportés au Cap. Décrivant les conditions de leur voyage, H. T. Prinsep relata dans une dépêche, destinée à F. W. Birch, l'accord du gouvernement colonial sur le voyage de six travailleurs contractuels qui devaient traverser l'océan pacifique et ce, à condition que leurs informations personnelles soient communiquées au préalable. En revanche, des demandes identiques pour les Antilles furent rejetées, principalement en raison du voyage

³⁶⁰ Act N° XXXII of 1837, Passed by the Hon'ble the President of the Council of India in Council on the 20th November, 1837, 77657, Board's Collections, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

³⁶¹ "The attention of the Government of India and of the Deputy Governor of Bengal having been drawn to the circumstances under which Indian Labourers are procured to engage for service in Sugar-producing and other of Her Majesty's Colonies." H. T. Prinsep, Secretary to the Government of Bengal, Fort William, 1st August 1838, Communications from Government to the Committee. N°1, Appendix N° 873, Indian Labourers 77657, Board's Collections, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

³⁶² "In like manner the latter part of Rule VIII. Must be altered and worded as a caution. It may run thus, - "In order to obviate difficulties on account of the sanitary laws of the Colony to which the Labourers are to be conveyed, it is earnestly recommended that they be vaccinated and passed as free from disease by some known Medical practitioner of Calcutta." H. T. Prinsep, Secretary to Government to Captain Birch, Superintendent of Police, Fort William, 21st February, 1838, Appendix N° 325 Indian Labourers, 77657, Board's Collections, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

³⁶³ "Also Rules IX. And X. should commence thus, - "Agreements will not be considered complete so as to warrant the issue of permits unless they state the name of the Labourer and that of his father, the name of the party to whom consigned, &c. &c." Ibid.

lointain et risqué pour ces travailleurs³⁶⁴. D'autres travailleurs contractuels prirent la destination de l'Australie, arrivant notamment à New South Wales. Ces travailleurs partirent en famille, avec leurs femmes et enfants et nécessitèrent des conditions d'accueil particulières³⁶⁵.

Dans une dépêche du secrétaire colonial de Port Louis, à l'île Maurice, adressée au secrétaire principal du gouvernement du Bengale le 22 avril 1837, le bureau colonial de cette colonie alerta le gouvernement de l'Inde sur le grand nombre de morts arrivant à bord des bateaux depuis l'Inde³⁶⁶. Le secrétaire colonial expliquait que l'exigence de bonnes conditions de voyage pour ces travailleurs n'était pas respectée et que les *Coolies* devaient embarquer avec les grandes cargaisons de riz. Les *Coolies* attrapaient également des maladies pendant leur voyage. L'absence de médecin à bord et le mauvais temps accéléraient le décès de ces travailleurs, d'où l'urgence, selon le secrétaire, de renforcer les règles à respecter pour assurer de bonnes conditions de voyage :

The William Wilson had two hundred and twenty-four Labourers embarked on her as passengers and the Indian Oak two hundred and twelve, each having also a full cargo of rice; and so has the Adelaide. It is impossible therefore that the Indians could have had proper accommodation nor the means of that protection from the weather, which on such a voyage ought to have been secured for them...It will

³⁶⁴ "In reply I am directed to state that the Hon'ble the Deputy Governor of Bengal, pending the consideration about to be given in England to the great question of encouraging or preventing the export of Indian Labourers to the West Indies, feels compelled to decline giving his sanction to the grant of further passes for the exportation of Coolies to that quarter." Ibid., "The Hon'ble the President in Council entirely approves the Orders passed by the Deputy Governor of Bengal for suspending the grant of permits for the further transportation of Indian Labourers to the West Indies, pending the enquiry about to be instituted by the Legislature of Great Britain into the expediency of encouraging the emigration of Indian Labourers to those Colonies." H. T. Prinsep, General Department, Resolution, Indian Labourers 77657, Board's Collections, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

³⁶⁵ "That they be supplied with sufficient food, lodging and clothing at the Master's expence, and that each family have five Rupees per month besides as wages –women when employed to have 2-8 Rupees per month and half rations...Their clothing to consist of 1 Long pea Jacket, for the winter. 2 Small cotton Jackets, for the summer. 2 Lascars'Caps. 2 Dhooties of Cotton. 3 Pair Shoes. Bedding. Each man and woman to be supplied with a bed tick and two good blankets every two years, those to be the property of the Master and to be paid for if wilfully or negligently destroyed or lost. Every two children in like manner to have one bed tick and two blankets;bed places will also be made raised from the ground" Exhibit N°23, J. Mackay, From R. Scott, Esq., of Glendon, Memorandum regarding the Import of Hill Dangahs of Bengal into New South Wales, shewing their Pay and Allowances and the Duties required of them. Indian Labourers 77657, Board's Collections, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

³⁶⁶ "...three successive ships have been placed in quarantine, owing to the disease and extensive mortality that has prevailed among the Labourers embarked upon them. In the William Wilson thirty-one men died, in the Indian Oak six, and in the Adelaide twenty-four men out of seventy-two died before her arrival here, and three have died since, besides one man lost over-board." GEO. F. Dick, Colonial Secretary to the Chief Secretary to the Government of Bengal, &c. &c. &c., Colonial Secretary's Office, Port Louis, Mauritius, 22 April, 1837, Appendix N° 1. L., Indian Labourers 77657, Board's Collections, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

probably be urged that the respectability of the Agents in India who engage these people, and of the Commanders of the vessels on which they are sailing, is a sufficient guarantee for all due regard being had to the comforts and accommodation of the Labourers; but facts unfortunately attest the reverse..., and the Labourers, from the manner in which they are put on board ship, being considered an incumbrance by the Officers and Crew, are not favorably looked upon, or likely to be well attended to there³⁶⁷.

Les transporteurs traitaient les *Coolies* comme leur propriété privée et s'arrogeaient le droit de décider de leur sort³⁶⁸. Ainsi, les travailleurs contractuels firent l'objet de nouvelles formes d'esclavage permises par les autorités britanniques afin de garantir ses intérêts. La grandeur de l'empire britannique reposait sur les malheurs des autochtones, et pour justifier encore une fois le besoin de guider les autochtones dans un processus de développement et de progrès, selon le discours colonial, il fallait aussi effectuer de profondes réformes dans le domaine de l'enseignement.

³⁶⁷ *Ibid.*

³⁶⁸ *"In their agreements a clause is inserted giving the person, with whom they engage in Calcutta, an unconditional right to transfer them to whomsoever he may please; thereby constituting as far as it can possibly be done, their services to be his property."* *Ibid.*

3.5. Les réformes de l'éducation et de l'enseignement

Contrairement à la vision impérialiste orientaliste de conciliation entre les autochtones et les Britanniques qui mettait en avant l'héritage indien en langues et littératures classiques sous Warren Hastings au XVIII^{ème} siècle, la nouvelle vision impérialiste et réformatrice du début du XIX^{ème} siècle se voulait formatrice vis à vis des autochtones et réformatrice de leurs institutions. Les années 1830 marquèrent l'apogée de la domination britannique sous l'emprise du libéralisme et de l'utilitarisme. Pendant cette période, l'opinion publique s'était renforcée par le biais de la presse, des campagnes réformatrices ou des associations réformatrices exerçant une pression sur le Parlement pour promouvoir une cause commune : les réformes. Des réformes qui garantissent les libertés individuelles et les droits de l'homme, notamment le droit de vote. Dans le sous-continent, les réformes prirent une autre dimension mettant en lumière la supériorité des institutions, de la culture et de la religion britanniques.

C'est dans ce contexte de réformes et de campagnes *whigs*, utilitaristes et évangélistes que les idées des réformistes comme Thomas Babington Macaulay furent exposées dans les débats au sein de la Compagnie et au Parlement. Ce dernier intégra très tôt la Compagnie et s'attaqua aux questions des réformes indiennes, en particulier la réforme de l'enseignement et de l'éducation. Pour Macaulay, l'Empire britannique, contrairement aux anciens empires grec et romain ne s'éteindrait pas parce que la vision *whig* progressiste et œcuménique de l'empire garantissait, selon lui, sa pérennité. D'autre part, au XIX^{ème} siècle, les progrès scientifiques et technologiques soutenaient le développement économique et la stabilité politique de l'empire. Enfin, l'exemplarité des institutions et de la démocratie britanniques était souvent soulignée, car ces dernières régulaient les investissements et garantissaient les meilleures conditions à la prospérité économique de l'empire, y compris pour les investisseurs de la Compagnie et les propriétaires des plantations. Ainsi, l'Empire britannique fut capable de réconcilier le progrès à l'ordre et à la discipline dans une société libre. L'aspect nouveau, selon Macaulay fut cette ouverture de l'empire britannique sur d'autres régions du monde. Ce progrès n'était donc pas limité géographiquement aux Iles britanniques mais prenait un caractère universel. La question de l'éducation indienne, marquée par la figure emblématique de T. B. Macaulay, constitua une transition singulière dans l'histoire de la Compagnie.

La question de l'éducation indienne fit l'objet d'une controverse intense au sein de la Compagnie. Entre Anglicistes et Orientalistes, les débats furent interminables et les arguments innombrables. Dans ce contexte, un grand débat eut lieu sur la question de la langue avec

laquelle l'enseignement serait véhiculé. Les uns choisirent l'anglais ; les autres soutinrent les langues vernaculaires et les traditions linguistiques. Le comité général sur l'instruction publique (*the General Committee for Public Instruction : GCPI*) créé en 1823 par décret à partir de la clause sur l'éducation dans la charte de 1813, fut le mécanisme par lequel les arguments des réformistes furent véhiculés et les résolutions des gouverneurs généraux sur l'enseignement des autochtones furent adoptées. La GCPI fut initialement dominée par les réformistes orientalistes bien enracinés au pouvoir. Depuis 1820, les gouverneurs des présidences de Madras et de Bombay : Thomas Munro, Mountstuart Elphinstone et John Malcolm avaient adopté une politique de conciliation en matière d'éducation. Leur choix était stratégique vu le contexte fragile issu de la dernière guerre britannique contre les Marathes. Pendant les années 1820, il y avait eu des appels aux réformes voulues et soutenues par les directeurs et hauts fonctionnaires de la Compagnie en particulier par Charles Grant, qui considérait que l'Inde avait besoin de la civilisation occidentale pour se libérer de son joug culturel et intellectuel³⁶⁹, et par les missionnaires, qui depuis leur arrivée en Inde, avaient commencé à bâtir des écoles occidentales. Cependant, une politique de prudence était de mise dans les hautes sphères de l'administration britannique en Inde. Dans le cadre de sa politique de conciliation sur la question des réformes, notamment sous la présidence de Wilson, la GCPI chercha initialement à gagner la confiance des *Pandits* et *Malawis*, considérés comme les maîtres de l'éducation traditionnelle en Asie du Sud. Jusque là, Mill et les réformistes *whigs* n'avaient pas eu le pouvoir de dicter des réformes anglicisantes et occidentalistes.

Cependant, les années 1830 marquèrent le point de départ des réformes souhaitées par les anglicistes avec l'arrivée de William Bentinck comme gouverneur général. Les directeurs de la Compagnie échangèrent régulièrement des dépêches avec son gouvernement sur l'état des réformes éducatives. Par exemple, dans une dépêche signée par William Astell et R. Campbell, le 29 septembre 1830, on trouve toute une évaluation de l'amélioration des établissements suite aux premières réformes mises en place par le gouvernement colonial. Les premiers efforts réformateurs au Bengale furent alors salués et encouragés pour s'étendre aux hautes provinces³⁷⁰. Bien que la correspondance indienne évoque régulièrement les réformes

³⁶⁹ Grant, Charles, *Observations on the State of Society among the Asiatic Subjects of Great Britain, Particularly, with Respect to Morals; and on the Means of Improving it*, 1792, pp. 147-149,

³⁷⁰ "Of the spirit which prevails in the Lower Provinces the establishment and success of the Anglo Indian College is sufficient evidence. And we learn with extreme pleasure the opinion of the General Committee of Public Instruction partly founded on the personal observation and enquiries of several of their members that "the time has arrived when English tuition will be widely acceptable to the Natives of the Upper Provinces."

de l'enseignement en Inde, ce n'est qu'en 1835 que la question de l'éducation indienne commence à susciter beaucoup d'attention et ce, vers la fin de l'administration de William Bentinck, et qu'elle devient encore plus intense sous le gouvernement d'Auckland (1836-1842).

La position des Whigs comme James Mill, était de rompre totalement avec l'histoire et la culture indiennes et d'imposer la langue anglaise et les savoirs occidentaux parce que les Indiens, à leurs yeux, n'avaient aucun intérêt à se référer à leurs coutumes et traditions pédagogiques, incapables de moderniser le pays. Pour atteindre certaines étapes de progrès et de modernisation il fallait des réformes radicales.

La politique de conciliation cherchait à préserver le système éducatif indien non par souci de leur bien être ou par respect pour leurs cultures et leurs pratiques éducatives ancestrales mais pour garantir la stabilité sociale et politique nécessaire aux intérêts britanniques. Les premiers gouverneurs de l'Inde britannique comptaient beaucoup sur les *Munshis*, des interprètes de la classe supérieure autochtone : ils étaient talentueux en Persan, la langue officielle alors adoptée dans l'administration. Ils furent recrutés par le gouvernement de l'Inde pour gérer ses affaires d'une part, et pour gagner un soutien populaire indispensable au maintien de la domination britannique, d'autre part. Cette stratégie permit alors l'introduction douce et progressive du système éducatif occidental voulu par les réformistes au pouvoir.

3.5.1. La position des anglicistes

Au début des années 1830, il était devenu évident que le changement en matière d'éducation indienne était enfin possible. La forte demande locale d'un enseignement occidental, en particulier chez les classes nobles de la société indienne, contribua à cette évolution. La réforme du système éducatif, qui essentiellement introduisit la langue anglaise dans les programmes scolaires fut encouragée. Un programme d'enseignement occidental fut mis en œuvre au *Hindu College*, dans les écoles publiques établies par les missionnaires et au nouvel *Elphinstone College* de Bombay créée par les nobles locaux qui cherchaient à acquérir les savoirs européens. De nombreuses écoles anglaises furent fondées dès le début du XIX^{ème} siècle dans la province de Calcutta et ses environs, par exemple, une école fut créée à

Public Department, 29th September 1830, 39th Correspondence of the Court of Directors with the Bengal Government on the subject of Native Education, *Board's Collections*, 77639, vol. 1846, *India Office Records*.

Bhawanipore en 1800, une autre, à Chinsura par son magistrat en 1814. La *School Book Society*, fondée en 1817, devenue la *Calcutta School Book Society* en 1818, permit d'aider et d'améliorer les écoles anglaises en fournissant régulièrement d'excellents livres et manuels en anglais et en langues vernaculaires. Au cours des années 1830, la *Calcutta School Book Society* vendit plus de 30.000 livres. Elle s'occupa également de la fondation des universités pour assurer l'enseignement supérieur, indispensable aux futurs enseignants parmi les élèves de ces écoles³⁷¹. Par contre, à la *Madrassa* et au collège sanscrit (*Sanskrit College*) on enseignait respectivement l'arabe et le sanscrit.

C'est William Bentinck qui recruta à la GCPI les premiers réformistes anglicistes. Dans ce contexte, Ram Mohan Roy manifesta son soutien pour un changement radical de l'enseignement et l'introduction de réformes occidentalistes anglicisantes dans l'enseignement indien. Toutes les écoles et universités indiennes furent alors placées sous le contrôle de la GCPI. D'ailleurs, H. H. Wilson, le président de la GCPI, avait, d'ores et déjà, commencé à introduire des matières scientifiques modernes dans les établissements scolaires. J. S. Mill s'occupa de la rédaction des dépêches sur la question de l'éducation anglaise. Mill, Wilson et la GCPI partageaient la même conception des réformes, c'est à dire œuvrer à préserver les traditions linguistiques locales et à enrichir l'enseignement oriental traditionnel par l'enseignement occidental. Pendant cette période, les réformistes anglicistes jouèrent un rôle primordial dans le basculement du soutien de la classe autochtone instruite en faveur de leur programme de réformes.

James Mill, depuis Londres, glorifia les bienfaits de la langue anglaise en répondant aux questions qui lui étaient posées par un comité restreint le 21 février 1832³⁷². Il expliqua qu'avec une population aussi dense, la langue anglaise devrait être facilement diffusée dans les écoles indiennes. Il pensa qu'en apprenant l'anglais, les jeunes autochtones ne pourraient que s'améliorer. Sa conviction que seule la langue anglaise conférerait les bienfaits attendus par les parents autochtones sur l'éducation de leurs enfants, était sans appel :

³⁷¹ Effectivement ces anciens élèves fondèrent six écoles à Calcutta en 1831 et les dirigèrent. R. C. Majumdar, ed., *British Paramountcy and Indian Renaissance, Part II*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1965, p. 34.

³⁷² "In that point of view should you not think it of extreme importance that great attention should be paid to the education of the natives, and to the introduction of the English language among them? On every account I consider the improvement of the natives in education as an object of paramount importance; and that it ought to be forwarded by very possible means. I am of opinion, however, that the progress of education among them, so as to produce any very perceptible effect will be exceedingly slow. With respect to English language making its way among a people so numerous, dispersed over so great a country, the number of Englishmen mixing with them so small, and the occasions of their feeling strongly the need of the English language so few; under the circumstances any very general diffusion of the English language among the natives of India, I think, is to be despaired of." Evidence of James Mill before the Select Committee: 21 February 1832, *Parliamentary Papers*, vol. 9, 1831-32, India Office Library, *Bentinck's Papers*, Mss. Eur. 424, folio 7.

*You are not aware that any representations have been made by teachers in some of the existing schools, of complaints being made by those sent there, that they are not taught the English language rather than the Sanskrit or the Persian? – I should not be surprised if that complaint was made, because I should suppose that the parents who send their children to those schools are such as being in common intercourse with Englishmen, find the benefit of knowing the English language*³⁷³.

Cependant, il était convaincu que les superstitions des autochtones ne pouvaient pas s'expliquer uniquement par la déficience du système éducatif indien mais que la pauvreté jouait également un rôle essentiel dans cet état de fait. Pour J. Mill, la pauvreté était la cause principale de l'ignorance et du retard du développement de l'Inde. Il était sceptique quant à l'efficacité de l'enseignement appliqué en Inde, que ce soit en anglais ou en langue vernaculaire. D'après lui, l'éducation n'était pas un moyen idéal pour véhiculer le système occidental dans tous les aspects de la vie des autochtones. Il privilégiait plutôt la mise en place des réformes sociales et économiques indispensables pour faire rentrer l'Inde dans la modernité. Il ne soutenait pas les réformes anglicisantes de l'Inde mais était plutôt en faveur des langues vernaculaires comme dispositif d'instruction dans les écoles. Sa vision s'explique par son attachement aux principes utilitaristes : seule l'idée de l'efficacité comptait pour lui comme critère scientifique permettant d'évaluer le contenu et les moyens d'enseignement. Mill s'opposa au plan initié par Wilson qui voulait combiner les cours traditionnels hindous et musulmans avec les sciences modernes. Mill considérait cette politique orientaliste comme une perte de temps. Il désapprouvait l'idée défendue par les réformistes orientalistes qui dominaient la GCPI et qui encourageaient la renaissance du système traditionnel de l'enseignement en Inde et, ce, en enseignant les langues arabe, sanscrite et persane et en respectant la volonté des autochtones, en particulier les *Pandits* et les *Malawis*. Par ailleurs, Mill était bien connu pour son profond mépris à l'égard de la culture orientale, une position que Thomas Babington Macaulay partagea également. Cependant, Macaulay et les Whigs divergèrent de la conception utilitariste des réformes à adopter en Inde en particulier parce que les Utilitaristes contestèrent la notion *whig* du progrès³⁷⁴.

³⁷³ *Ibid.*

³⁷⁴ "Their doctrines, when pressed into rigorous and systematic form, drove them into positions which questioned the comfortable assumption of progress held by Liberal opinion." Eric Stokes, *The English Utilitarians and India*, Delhi, Oxford University Press, 1982 p. 58.

3.5.1.1. T. B. Macaulay et l'anglicisation de l'enseignement

Les pensées libérales de T. B. Macaulay étaient en constante évolution. Au début de sa carrière, le jeune diplômé de Cambridge (1828), avait cultivé des idées quasiment radicales dont la liberté constituait le pilier fondamental qui justifiait la nécessité du changement et de l'innovation dans une société alors dominée par la vision *Tory* du monde social et politique. Par ailleurs, Macaulay considérait que l'histoire ne se définissait plus comme l'alternance récurrente et répétitive de l'essor et de la chute des empires, mais plutôt comme une trajectoire linéaire d'ascendance verticale de développement et de progrès : développement économique, progrès technologique et suprématie politique des nations et des empires modernes³⁷⁵.

Dans son compte-rendu sur les réformes proposées sur la question de l'éducation indienne (*Minute on the Indian Education* (Annexe 4-b)), Macaulay souligna que les dialectes vernaculaires n'étaient pas aptes à traduire les travaux scientifiques et la littérature publiés en anglais. Ils ne nia pas le fait que la moitié du comité sur l'éducation publique était pour l'utilisation de la langue anglaise comme langue officielle d'enseignement, mais que l'autre moitié constituée d'orientalistes penchait au contraire pour l'utilisation de l'arabe, du persan et du sanscrit car ces langues étaient parlées et écrites en Inde. Dans une dimension un peu utilitariste, Macaulay s'interrogea sur l'utilité des langues enseignées aux jeunes autochtones et il se demanda quelle langue méritait le mieux d'être enseignée³⁷⁶. En posant cette question, Macaulay justifiait en fait son choix de l'anglicisation des savoirs en Inde. Lorsqu'il devint président de la GCPI, il suspendit la publication des livres orientaux et ordonna même la fermeture du dépôt de ces ouvrages (*The Repository*). D'ailleurs, il pensait que les bourses dont bénéficiaient les étudiants inscrits dans les universités arabes et sanscrites étaient de l'argent perdu, et que son projet était prioritaire (la somme de 60.000 roupies fut dépensée pour le mettre en place entre 1832 et 1835). Ces diplômés d'universités non anglaises ne pourraient pas, selon lui, accéder à des postes supérieurs. Pour lui, tous les ouvrages publiés en d'autres langues que l'anglais ne valaient pas plus que le papier sur lequel ils étaient imprimés :

³⁷⁵ "The history of modern society was no longer a recurrent history of rises and falls, but an upthrusting linear history of development and progress- of economic growth and technological improvement...it was the history of moral advance and political elevation through an ever-extending penumbra of intelligence and liberty." Theodore Koditschek, *op. cit.*, pp. 111-112.

³⁷⁶ "The whole question seems to me to be which language is the best worth knowing?" Thomas Babington Macaulay, *Minute on Education in India*, London, 2nd February 1835, p. 2.

*I conceive that we have at present no right to the respectable name of a Board of Public Instruction. We are a Board for wasting the public money, for printing books which are of less value than the paper on which they are printed was while it was blank, - for giving artificial encouragement to absurd history, absurd metaphysics, absurd physics, absurd theology – for raising up a breed of scholars who find their scholarship an incumbrance and blemish, who live on the public while they are receiving their education is so utterly useless to them that, when they have received it, they must either starve or live on the public all the rest of their lives*³⁷⁷.

Macaulay mettait l'accent sur la richesse et la plasticité de la langue anglaise qui, selon lui, s'adaptait parfaitement aux progrès technologiques et scientifiques du monde moderne. L'anglais était donc la langue la plus adaptée pour l'enseignement des autochtones du sous-continent³⁷⁸. De plus, il était intéressant pour le développement économique et commercial de l'empire, alors en plein essor en Asie et en Orient, de partager une langue véhiculaire commune : la langue du colonisateur. Dans ses réflexions visionnaires, Macaulay avait conscience que l'anglais était sur le point de devenir la langue commerciale internationale³⁷⁹.

Le projet anglicisant de Macaulay consista également à créer une classe intermédiaire d'interprètes autochtones intervenant entre les Indiens et les Britanniques³⁸⁰. Macaulay adopta donc la théorie de la diffusion (*'diffusion' theory*) qui avait envisagé la mise en place d'approches et de techniques d'instruction élaborées par Andrew Bell et Joseph Lancaster³⁸¹. La classe d'interprètes voulue par Macaulay eut un rôle primordial dans la diffusion des savoirs occidentaux par le biais de l'apprentissage de la langue anglaise aux masses autochtones³⁸². Par conséquent, les anciennes écoles sanscrites devinrent obsolètes face au projet anglicisant de Macaulay. Parmi les mesures que Macaulay détailla dans son compte-rendu, figuraient l'abolition des programmes anciens, la fermeture des universités arabes et sanscrites à Calcutta et l'interdiction de publier des ouvrages en arabe ou en sanscrit.

³⁷⁷ T.B. Macaulay, *op. cit.*, p. 7.

³⁷⁸ *"Of all foreign tongues, the English tongue is that which would be the most useful to our native subjects."* T. B. Macaulay, *op. cit.*, p. 3.

³⁷⁹ *"It is likely to become the language of commerce throughout the seas of the East."* *Ibid.* p. 3.

³⁸⁰ *"A class of persons Indian in blood and colour, but English in tastes, in opinions, in morals, and in intellect."* *Ibid.* p. 7.

³⁸¹ Andrew Bell (1753-1832), éducateur britannique connu pour son école mutuelle. Joseph Lancaster (1778-1838) crée une école élémentaire privée destinées aux pauvres, en ligne, 22 juillet 2016.

http://fr.m.wikipedia.org/wiki/Andrew_Bell/Joseph_Lancaster.

³⁸² Eric Stokes, *op. cit.*, p. 46.

Macaulay proposa la création d'un conseil de l'enseignement public (*Board of Public Instruction*). Au lieu de dépenser l'argent public à tort et à travers dans des publications sanscrites, il valait mieux, selon lui, l'investir dans l'enseignement occidental et économiser sur ces dépenses inutiles. Macaulay retomba dans cette vision anglo-centriste, infériorisant les Indiens. Son discours sur l'éducation dans *Minute on Education* s'avéra stigmatisant vis à vis des Hindous qui, selon lui, devaient rompre avec leur passé stérile en matière intellectuelle. Il présenta ainsi un projet de réformes occidentalistes radicales émanant d'une vision *whig* euro-centrique.

Afin de convaincre son auditoire, Macaulay prit l'exemple de la Russie qui, grâce à son ouverture aux langues occidentales, réussit à réaliser de grands progrès et une modernisation exemplaire de sa société. Ainsi, pour lui, si les Russes avaient pu bénéficier d'un tel avantage culturel, pourquoi n'en serait-il pas de même pour les indiens. Il ajouta qu'il était universellement estimé que le sanscrit et l'arabe étaient des langues archaïques et qu'il ne fallait ni les apprendre ni les encourager. Sous l'éloquence de son discours se cachait la volonté de montrer que la culture orientale était intrinsèquement inférieure à la culture occidentale :

*I am quite ready to take the oriental learning at the valuation of the orientalist themselves. I have never found one among them who could deny that a single shelf of a good European library was worth the whole native literature of India and Arabia*³⁸³.

3.5.1.2. John Stuart Mill et l'éducation indienne

James Mill insistait sur l'importance d'instruire les autochtones en langues vernaculaires. John Stuart Mill rappela ce fait dans ses dépêches préconisant un enseignement des sciences modernes et en encourageant la GCPI. En se détachant de l'esprit dogmatique de son père, J. S. Mill contribua à l'enrichissement du débat sur la question de l'éducation indienne depuis son poste londonien d'assistant du Contrôleur de la correspondance indienne. Pour John Stuart Mill, la multiplication des écoles élémentaires et la publication d'ouvrages scolaires en langues vernaculaires ne garantissaient pas le développement de l'enseignement en Inde. Selon lui, c'est dans l'enseignement supérieur que la langue anglaise et la culture occidentale devaient être introduites. Ce système occidental d'éducation devait permettre de

³⁸³ *Ibid.*, p. 2.

former des instituteurs et des professeurs autochtones pour enseigner l'anglais en créant une sorte d'école normale à cet effet, école qui pourrait également servir à l'éducation des autochtones désirant faire l'apprentissage des savoirs de haut niveau³⁸⁴. Il appela à intégrer les sciences européennes et la langue anglaise dans le cursus universitaire et à les généraliser à tous les niveaux de l'enseignement que ce soit élémentaire ou universitaire. Cette nouvelle approche éducative devait permettre aux Indiens de faire progresser leur pays.

Mill dévoila sa réforme éducative dans une dépêche envoyée au gouverneur de Fort Saint George, dans la présidence de Madras, datée du 29 septembre 1830. Il cibra les classes supérieures de la société indienne qui devrait guider le reste de la population. Il montra le succès du gouvernement du Bengale qui avait adopté l'enseignement occidental pour l'aristocratie bengalaise. Dans le cadre de la stratégie angliciste de la politique du gouvernement colonial sur l'éducation, il insista sur le fait que l'enseignement était le seul moyen permettant d'améliorer les capacités culturelles et intellectuelles de l'homme³⁸⁵. Mill considérait également que cet enseignement supérieur était utile aux futurs employés de l'administration coloniale britannique. Il reprit l'idée défendue par son père, à savoir la diffusion de la civilisation européenne parmi les autochtones en répandant les savoirs utiles : les lettres et sciences occidentales ainsi que l'enseignement de la langue anglaise. Dans cette dépêche, Mill montrait bien la réticence de la Compagnie à soutenir les institutions d'enseignement oriental. Il y rappelle aussi au gouvernement de Madras l'importance de travailler en faveur du projet anglicisant de l'enseignement des autochtones :

We desire that the whole subject may engage your deliberate consideration; and we hope to receive at an early period, your opinion as to the best mode of rendering

³⁸⁴ “We wish you to take into consideration the expediency of enlarging the plan of the central school for the education of the teachers, and rendering it a Seminary for the instruction of the Natives generally in the higher branches of knowledge. We wish that there should be an English Teacher at the institution who should not only give instruction in the English language to such students as may be desirous of acquiring it, but who may likewise be capable of assisting them in the study of European Science.” Court of Directors’ Public Department dispatch to the governor in council of Fort St. George (Madras), N° 34 of 29 September 1830, in Lynn Zastoupil and Martin Moir, eds., *The Great Indian Education Debate: Documents Relating to the Orientalist-Anglicist Controversy, 1781-1843*, Surrey, Curzon, 1999, p. 127.

³⁸⁵ “The improvements in education, however, which most effectually contribute to elevate the moral and intellectual condition of a people, are those which concern the education of the higher classes; of the persons possessing leisure, and natural influence over the minds of their countrymen. By raising the standard of instruction among these classes, you would eventually produce a much greater and beneficial change in the ideas and feelings of the community than you can hope to produce by acting directly on the more numerous class.” Court of Directors’ Public Department dispatch to the governor in council of Fort St. George (Madras), N° 34 of 29 September 1830, in Lynn Zastoupil and Martin Moir, eds., *The Great Indian Education Debate: Documents Relating to the Orientalist-Anglicist Controversy, 1781-1843*, Surrey, Curzon, 1999, p. 126.

*accessible to the Natives the higher education which we desire to confer on them, and of encouraging them to take advantage of it*³⁸⁶.

Cette prise de position *whig* fut partagée par les membres de la GCPI et exprimée très tôt par maints hauts fonctionnaires du gouvernement de l'Inde tels que John Crawford (1783–1868). Dans son pamphlet, *View of the Present State and Future Prospects of the Free Trade and Colonization of India*, ce dernier chercha à démontrer qu'en laissant uniquement les faibles et ignorants (les autochtones) se confronter aux plus dynamiques et intelligents (les Britanniques) la société indienne pourrait progresser. Il soulignait aussi la supériorité évidente de la langue anglaise vis à vis des langues vernaculaires et insinua sur le fait que la domination britannique de la première moitié du XIX^{ème} siècle rendait légitime le choix de l'anglais comme langue officielle en Inde, ce qui garantirait la pérennité de l'empire britannique dans le sous-continent sans avoir recours aux conquêtes et aux guerres³⁸⁷. Gavin Young, l'un des premiers réformistes des années 1820, fut lui aussi un ardent défenseur de la suprématie de la langue anglaise³⁸⁸. Le gouvernement colonial devait tout faire pour diffuser la langue anglaise civilisatrice et porteuse de progrès³⁸⁹. L'anglais devint alors la langue garantissant la stabilité nécessaire au gouvernement colonial, à la Compagnie et au commerce en Asie.

³⁸⁶ *Ibid.*, p. 127.

³⁸⁷ "There are some who contend that the culture and improvement of the native languages, and not the instruction of the Indians in the language of the conquerors, is the proper channel through which they are to be civilized. If the Indians and their invaders were, in point of improvement, on any terms of equality, -if they belonged even to the same race of human species, -if the Indian languages were one instead of many, this opinion might be entitled to attention. When there is any approximation in the condition of the conquering and the conquered parties, and where there exists no repugnance in the genius of their languages, the usual and natural result is the formation of a third language through the amalgamation of the dialects of both parties. This cannot easily happen in the case of the English language, and the dialects of India, because their characters are as remote from each other, as are the manners of those who speak them, without producing a barbarous jargon. But if we were in reality to discard our own language as the paramount one, to which of the thirty dialects spoken in India should we give the preference, -which ought we to adopt as the national speech? Surely the language of a civilized people is to be preferred to any of these barbarous tongues; a language which has already the sanction of authority, of example, and of fashion; a language which is the road to preferment and emolument. In our situation to reject the English language, and to adopt, instead of it, one of the barbarous and uncultivated dialects of Hindostan, seems to us to be little better than wilfully preferring a defective machine to a perfect one, and coolly insisting in doing so, that the desired end would be accomplished more speedily and effectually with the first than with the last. In a word, we do not hesitate to say, that the endeavour to civilize the Indians, through the medium of their own imperfect and defective languages, seems an attempt as wise as would be a scheme to maintain our dominion over them by relinquishing the use of fire arms and the bayonet, and, like some of the rudest of themselves, having recourse to clubs, slings, bows, and arrows." John Crawford, *A View of the Present State and Future Prospects of the Free Trade and Colonization of India*, London, James Ridgway, 1829, pp. 80-81.

³⁸⁸ "English and not Persian should be used as the language of government." Gavin Young, *An Inquiry into the Expediency of Applying the Principles of Colonial Policy to the Government of India and of Effecting the Essential Change in its Landed Tenures and Consequently in the Character of its Inhabitants*, 1822, p. 150.

³⁸⁹ Eric Stokes, *op. cit.*, 1982, p.43.

Du côté indien, les réformes éducatives avaient également leurs adeptes. Par exemple, la communauté marchande de Calcutta soutint la politique occidentaliste et en particulier l'enseignement en langue anglaise, tant défendue par les Whigs. Dans les années 1820, Ram Mohan Roy, un radical libéral indien et une exception de son temps, fut très critiqué par les orientalistes au sein de la GCPI pour son soutien à l'introduction de la langue anglaise dans l'administration et dans l'éducation indienne ainsi qu'aux réformes *whigs* en faveur d'un enseignement moderne et libéral.

3.5.1.3. Charles E. Trevelyan et la langue anglaise

Sur la question de l'éducation indienne, Charles E. Trevelyan peut être considéré comme la deuxième figure publique après Macaulay. C'est avec ses appels aux réformes anglicistes que la langue persane perdit son statut de langue officielle de l'administration indienne et qu'il fit de l'anglais la langue prééminente dans les manuels scolaires et dans l'administration. Son projet de romanisation de l'alphabet indien était singulier dans son ambition de voir l'Inde devenir une nation anglicisée. Trevelyan fit l'éloge de la langue anglaise et de l'alphabet romain utilisé dans les langues européennes, selon lui plus simple à lire et à écrire que les lettres de l'alphabet persan par exemple :

I have read with much interest the discussions which have lately taken place on the subject of the general application of the Roman character to the languages of India. The superiority of this character over the other alphabetical systems at present in use in the East, its cheapness, its distinctness, its capability of compression which so eminently fit it to be the organ of a national literature, seem now to be scarcely ever denied... « As to the character, I must confess, could I persuade myself of its practicability, I should by far prefer the Roman. It is so soon acquired, so easily read, so rapidly written, and its structure is so compact and uniform, and so well adapted for business: besides which, its stops, capitals, italics, and other expressive marks, afford so many advantages, that no character in the world can be compared with it. Hence, it is not surprising, that it should have been adopted by the wisest nations all over the globe. Compared with this, the other characters are cumbrous and unmanageable. The Persian looks pretty indeed, but the letters are for the most part, separate and very unsymmetrical in their structure; then there are numerous dots to be affixed, besides other marks to distinguish the vowel sounds. As to the Deva Nagri, it is almost as bad as the heavy old English or German text, characters which might have done very well in the dark ages for the scribes and copyists to waste their time upon, but are surely very ill calculated to meet the wants of these enlightened times, when so much writing is practised and such constant communication of thought is required³⁹⁰.

³⁹⁰ Charles E. Trevelyan, *Papers Originally Published at Calcutta in 1834 and 1836, on the Application of the Roman Letters to the Languages of India; to which is added A Letter from the Rev. R. C. Mather to Sir C. E.*

Charles Edward Trevelyan, évangéliste et réformateur libéral et radical à la fois, avait ardemment défendu la nécessité d'introduire en Inde la langue et l'éducation anglaises. Pour ce faire, il y consacra son pamphlet, *On the Education of the People of India* publié en 1838, trois ans après *Minute on Education* de Macaulay. Beau-frère de Macaulay, Trevelyan incarne l'esprit libéral réformiste des Whigs de « l'Age de la Réforme ». Il promut la dissémination de la langue et la diffusion des 'vrais' savoirs anglais dans toutes les écoles indiennes, en énumérant les bienfaits³⁹¹. Il attira l'attention des autorités britanniques sur le manque de professeurs dans le système éducatif indien. D'après lui, les jeunes autochtones formés par des professeurs britanniques constitueraient la nation indienne des années à venir, d'autant plus que ces jeunes étaient dociles et donc faciles à modeler³⁹². Dans son ouvrage cité précédemment, Trevelyan résuma les principaux arguments défendus par les Orientalistes et réfutés par les Anglicistes. Il y répondit publiquement aux critiques orientalistes et anti-réformistes de Wilson. L'opinion publique en métropole s'intéressa à ce débat sur la question de l'éducation indienne suite à la publication du pamphlet de Trevelyan.

Chaud partisan des idées de l'évangéliste Charles Grant, il maintint que la Grande-Bretagne avait une mission de christianisation des peuples de l'Asie du Sud. Il avait créé une association évangéliste (*The Church Missionary Society*) qui facilita la création d'écoles anglaises dans le sous-continent. Dans ces écoles, Trevelyan exigea la mise en œuvre du programme initié par le missionnaire Alexander Duff. L'idée de ces réformistes évangélistes était que la diffusion de la langue anglaise finirait par transformer intellectuellement et surtout théologiquement la population indienne. Trevelyan avait de très forts liens avec la classe supérieure indienne, en particulier avec les *Munshis* des années 1830, nouvellement formés en langue et en savoirs anglais et qu'il recruta à des postes importants. Il compta sur eux pour obtenir un large soutien populaire dans la majorité des provinces indiennes, comme dans la

Trevelyan, Showing the Progress Made up to the Commencement of the Great Mutiny, London, Longman, Brown, Green, Longmans & Roberts, 1858, pp. 1-2.

³⁹¹ "To the Madrassa, the Sanskrit College of Calcutta, and the Agra College also, English classes are attached, whilst at Delhi and Benares distinct schools have been formed for the dissemination of the English language. Without offering therefore any violence to native prejudices, and whilst giving liberal encouragement to purely native education, the principle of connecting it with the introduction of real knowledge has never been lost sight of, and the foundation has been laid of great and beneficial change in the minds of those who by their profession direct and influence the intellect of Hindustan... A taste for English has been widely disseminated." Charles Edward Trevelyan, *On the Education of the People of India*, London, Longman, Orme, Brown, Green & Longmans, 1838, pp. 7-8.

³⁹² "We should have easily-moulded minds to deal with; and we should raise up a class of influential, intelligent youths, who, after a few years, would become the active propagators of our system." Charles Edward Trevelyan, *The Letters of Indophilus to "the Times"*, London, Longman, 1858, pp. 80-90.

province de Delhi, où, pour la première fois, un programme occidental fut adopté dans de nouvelles écoles anglaises. Il devint encore plus populaire en 1834 en publiant dans la presse de Calcutta son projet de remplacer l'alphabet utilisé en Asie du Sud par l'alphabet romain. Dans son pamphlet, présenté comme les lettres de l'amoureux de l'Inde, *The Letters of Indophilus to the Times*, publié en mars 1858, Trevelyan dévoila progressivement sa position sur la question de l'éducation indienne, ne se limitant pas aux idées réformistes d'un angliciste, mais d'un évangéliste dévoué. Pour lui, le but de l'éducation occidentale était d'édifier les autochtones grâce à l'acquisition des savoirs occidentaux. Nonobstant, il qualifiait de 'grande victoire morale' ('*this great moral victory*'), la souhaitable conversion de la population indienne au Christianisme :

*These natives must have some religion. They cannot go back to Hinduism. They show no disposition to turn aside to Mahomedanism. They must, therefore, go on to Christianity, towards which they are carried by the irresistible progress of events*³⁹³.

3.5.2. La GCPI et les réformes éducatives

Les réformes proposées par la GCPI dans les années 1830 tournaient autour d'un programme angliciste de grandes réformes dans l'enseignement indien. Les documents officiels de la Compagnie sur ce sujet font état des nombreuses demandes faites par des membres de la GCPI de substituer le système éducatif occidental au système oriental traditionnel en voie de marginalisation. Par exemple, lorsque M. Bird, alors secrétaire au Conseil des finances au Bengale, demanda au gouvernement colonial, dans une lettre expédiée le 27 avril 1830, et dans une autre datée du 8 juin 1830, de faire une avance de 45.000 roupies pour financer les travaux de réaménagement du bâtiment d'une école musulmane. La réponse du gouvernement colonial rédigée par le secrétaire, M. Macnaghten, fut un refus justifié par le soutien du gouvernement à des projets permettant de diffuser des savoirs 'utiles', c'est à dire un enseignement occidental moderne³⁹⁴.

³⁹³ Charles Edward Trevelyan, *Indophilus*, p. 74.

³⁹⁴ "*The most obvious purpose to which the surplus could be applied, with reference alike to the perpetuation of the founders' name and to the promotion of useful knowledge not entirely of a secular character, would be the establishment of a Mudrussa in which, in the first instance, Mahomedan learning might alone be taught, but which at no distant period, it might be hoped, would willingly receive the solid advantages of European Science. But, on this and other subjects you will be furnished with a further communication on your supplying the information now called for.*" Letter from W. H. Macnaghten to the Government Revenue Department, to the Sudder Board of Revenue, dated 10th July 1830. India Office Records, *Board's Collections*, volume 1386, folio 4, 55203-55228, India Office Records.

John R. Colvin (1807-1857), alors membre de la GCPI, écrivit un rapport sur la politique éducative du gouvernement colonial dans les établissements enseignant en sanscrit et en arabe qui fut publié en 1831. En effet, l'enseignement des littératures hindoue et islamique était encouragé pour des finalités purement stratégiques. En approfondissant les connaissances de ces cultures orientales, le gouvernement colonial entendait nouer des relations solides avec les classes supérieures, influentes et cultivées, en particulier les *Pandits* et les *Moulvies* et souhaitait gagner leur confiance. Ces élites, selon Colvin tout comme pour Macaulay, constituaient une classe intermédiaire qui pouvait être utilisée pour influencer le reste de la population. Au Bengale, des classes d'anglais furent établies régulièrement dans quelques établissements et des séminaires d'anglais furent rajoutés dans d'autres écoles.

Dans un rapport daté du 25 mai 1832, envoyé au vice-président en Conseil à Fort William, la GCPI détaillait les progrès de l'enseignement des autochtones dans les présidences et les provinces de l'Inde britannique. Au *Sanskrit College*, les élèves étaient au nombre de 90 et les étudiants de 58. La classe la plus importante était celle des études élémentaires en grammaire et littérature générale. En outre, l'enseignement de l'anglais dans cet établissement était en progrès continu. L'université de Bénarès avait également connu un progrès similaire, en particulier en droit. Au département hindou de l'université d'Agra, on comptait 21 étudiants en sanscrit, 26 en géographie et en astronomie, 9 en persan et 15 en anglais. Parmi les étudiants de sanscrit, huit seulement s'intéressèrent à l'acquisition de connaissances sur le droit hindou.

Contrairement à la *Madrassa* de Calcutta, et aux universités de Bénarès et de Delhi, où l'anglais était enseigné d'une manière indépendante, à l'université d'Agra, l'étude de l'anglais était associée à d'autres matières tout comme au *Sanskrit College*, où l'anglais était associé au sanscrit. Selon le rapport de la GCPI, l'enseignement de deux langues à la fois n'avait pas eu de succès au *Sanskrit College*. La principale raison de cet échec résultait du déficit en professeurs maîtrisant à la fois l'anglais et le sanscrit, ce qui faciliterait la traduction et l'apprentissage des élèves. En outre, les *Moulawis* et les *Pandits* à Agra trouvèrent que l'étude de l'anglais était inutile et que c'était une perte de temps. A l'université de Delhi, les étudiants inscrits étaient au nombre de 304 : seulement 22 entre eux étudiaient l'arabe, 213 étudiaient le

Persan et 69 apprenaient le sanscrit. Au niveau avancé, les étudiants d'arabe étudiaient la littérature arabe et le droit islamique³⁹⁵.

Dans une lettre datée du 1^{er} février 1832, H. H. Wilson, le secrétaire de la GCPI expliqua à H. Shakespear que les examens de grammaire, de littérature et de rhétorique au *Sanscrit College* s'étaient bien passés avec Major Price, que les classes sous sa direction progressaient et que les élèves avaient réussi leurs examens en logique, en arithmétique et en anglais. Il mettait l'accent sur l'utilité significative de l'anglais pour un éventuel recrutement de diplômés autochtones aux services juridiques de l'administration britannique au Bengale³⁹⁶.

D'après le rapport du lieutenant Todd, envoyé le 13 décembre 1831 au Capitaine Ruddell, le secrétaire du comité de la *Madrassa*, les examens en Logique, en Philosophie et en Droit avaient été réussis par la majorité des étudiants qui avaient acquis de hauts niveaux de compétences³⁹⁷. Cependant, dans un autre rapport sur la *Madrassa* daté du 21 février 1832, le Capitaine Onseley, le secrétaire de la commission, indiquait à H. H. Wilson, alors membre et secrétaire de la GCPI que l'établissement nécessitait beaucoup de réformes³⁹⁸.

Dans la province de Farruckabad, il y eut un projet de construction d'une école musulmane, une *Madrassa*, où le Coran et la loi islamique devaient être enseignés. Cependant, le collecteur des impôts de la province, P. Nisbet s'adressa au secrétaire de la Commission de l'enseignement public pour le dissuader d'encourager un tel projet, selon lui inutile pour la communauté. D'après Nisbet, la Commission devrait encourager l'instauration de l'enseignement de l'anglais dans cet établissement, garantissant ainsi le progrès des autochtones. Pour ce faire, le gouvernement colonial devrait arrêter son soutien financier au

³⁹⁵ From the General Committee of Public Instruction to the Honorable Sir C. Metcalfe Vice President in Council, Fort William, 25th May 1832, *Board's Collections*, volume 1386, folio 4, 55203-55228, India Office Records.

³⁹⁶ "The classes I have examined require but few remarks. In general the pupils have made very respectable progress and some of them have required a high degree of proficiency... In the English classes, the younger boys as usual present the best promise of acquirement. There are however in the first class several who possess a knowledge of English calculated to be of much services to them in after life especially if the English language should ever be introduced to any extent in the Judicial Proceedings in Bengal." From H. H. Wilson Esq. Junior member and secretary General Committee of Public Instruction to H. Shakespear Esq. President Sub Committee of the Sanscrit College, 1st February 1832. Enclosures in the reports of the General Committee of Public Instruction upon the different seminaries under the superintendence, *Board's Collections*, volume 1386, folio 4, 55228, India Office Records.

³⁹⁷ "I examined the students of that institution in Logic, Philosophy and the Principles of Law on the 5th, 6th, 8th and 10th of the present month." From Lieutenant H. Todd to Captain Ruddell, Secretary to the Madrassa Committee dated 13 December 1831, *Board's Collections*, volume 1386, folio 4, 55228, India Office Records.

³⁹⁸ "I am directed to report for the information of the General Committee that the Madrassa is in great need of repairs." From Captain I. W. I. Onseley, Secretary Madrassa Committee to H. H. Wilson Esq. Junior member and secretary to the General Committee of Public Instruction dated 21st February 1832, *Board's Collections*, volume 1386, folio 4, 55228, India Office Records.

savoir issu des études islamiques basées sur le Coran, considéré inutile. Il devrait également poser une condition essentielle, selon Nisbet, au soutien financier du gouvernement, celle d'intégrer l'étude de l'anglais dans le programme³⁹⁹. Ce collecteur purement angliciste manifesta davantage ses idées réformatrices du système politique et de l'administration indienne. Il énuméra les avantages de la formation des autochtones en anglais, tout comme en persan, notamment dans les transactions publiques⁴⁰⁰.

Dans une lettre datée du 21 janvier 1835, J. C. C. Sutherland, secrétaire de la GCPI, écrit à H. T. Prinsep, secrétaire du gouvernement de l'Inde au département général (General Department), sur la volonté des membres d'introduire des réformes au Collège d'Agra (*Agra College*). D'après Sutherland, les membres du comité local de la GCPI maintenaient que la majorité des autochtones cultivés souhaitaient étudier en anglais plutôt qu'en sanscrit ou en arabe et donc le comité considéra que c'était une perte de temps et de fonds d'encourager l'étude des lettres en arabe et en sanscrit et que seul le gouvernement de l'Inde pouvait garantir l'enseignement de l'anglais dans ses établissements⁴⁰¹. Sutherland dévoila les intentions du comité local de demander au gouvernement colonial d'élaborer une politique de promotion de l'enseignement occidental en anglais et non pas en langues vernaculaires, aux

³⁹⁹ "The Institution herein referred to according to the intention of the Founder is devoted to the study of the Koran and Mahamudan Law. It merits the Consideration of the Committee of Instruction instituted by a Civilized and Christian Government how far these matters deserve to be patronized, and how long the knowledge of them is to continue a qualification for any description of Public employment under the British rule. To me there appears no chance of enlarging the minds and improving the Condition of the people of this Country until the philanthropy of Government has determined on some active and systematic measures for dispersing the seeds of better light and knowledge than such studies as the Koran and Fiquan (sic) impart. The suggestion of the Committee regarding the introduction of English at the Furruckabad Madressa leads to the consideration of the most likely means by which in my opinion the nature of Hindoostan are to be enlightened namely by introducing them to the language of their Rulers and by the means exhibiting to them their present state of ignorance and the absurdity of what they now vainly conceit to be knowledge." From P. Nisbet Esq. Collector Furruckabad to the Secretary of the Committee of Public Instruction, Fort William, dated 2nd February 1832, Enclosures Furruckabad Madrassa, *Board's Collections*, volume 1386, folio 4, 55228, India Office Records.

⁴⁰⁰ "It has been often remarked that English would be just as convenient a language as Persian for transacting public business in and as intelligible to the bulk of the people. The use of it in all public transactions would be a certain means of making our institutions and customs better known and in time of ensuring the adoption by the Natives of this country to the subversion of their own degrading practices and vile prejudices the result of the thick and palpable darkness in which they merittally subsist." *Ibid*.

⁴⁰¹ "...English instruction is preferred by the Majority of the natives interested, to instruction in Sanscrit and Arabic... It admits also that the Natives generally are favorable to the retention of Sanscrit and Arabic as venerated objects of study but associated with other branches which are acknowledgedly more 'useful and valuable'. English is probably alluded to... It is further remarked by the Local Committee that Sanscrit and Arabic are within the range of all in the Seminaries pecuniary native and that the present state of actual Knowledge and moral feeling to be found amongst the Educated native population affords no argument favourable to the Culture of those studies. On these grounds the Local Committee considers the encouragement of Sanscrit and Arabic Literature a waste of time and money which might be more beneficially applied to promote English learning only attainable in the Government Institutions." Letter from J. C. C. Sutherland, Secretary to the General Committee of Public Instruction to H. T. Prinsep, Secretary to Government in the General Department, Fort William, dated 21st January 1835, *Board's Collections*, 1840-1841, 77589-77644, folio 1846, IOR/F/4/1846, India Office Records.

dépens de l'éducation orientale traditionnelle sur laquelle les établissements orientalistes étaient fondés. Il expliqua, également que les réformistes anglicistes pensaient que la traduction n'était pas efficace en matière d'apprentissage de la langue anglaise et qu'il fallait donc enseigner directement en langue anglaise⁴⁰². Sutherland défendit la position prise par les adeptes des réformes anglicisantes vis à vis du système éducatif indien. Il montra que, contrairement au groupe des réformistes orientalistes au sein de la GCPI, le groupe des réformistes anglicistes respectait le choix et les sentiments des autochtones quant au système éducatif préféré et que, paradoxalement le gouvernement colonial devrait également influencer, diriger et dicter les choix des autochtones pour que ces derniers finissent par absorber l'influence européenne et deviennent des citoyens responsables dans leur société. L'argument des réformistes anglicistes soulignait la supériorité des savoirs occidentaux alors proposés aux étudiants autochtones par rapport à un système éducatif oriental inférieur et inefficace à leurs yeux⁴⁰³. La lettre de Sutherland mettait en avant la position des réformistes anglicistes qui tentaient d'idéaliser leurs réformes promises. Les bienfaits de l'introduction de réformes anglicistes seraient salutaires chez les autochtones cultivés, selon les réformistes anglicistes, comparés à l'approche traditionnelle de l'enseignement moins valorisante.

Dans une lettre du secrétaire de la GCPI destinée au secrétaire du gouvernement de l'Inde dans le *General Department*, datée du 30 septembre 1835, la réforme de l'*Agra College* fut discutée. Cet établissement devait devenir une institution anglo-indienne où il faudrait substituer l'enseignement des sciences européennes à la littérature orientale. En outre, le secrétaire de la GCPI insistait sur l'importance de cibler le public de toutes les classes et de toutes les religions. Il considérait que la seule qualification requise à l'admission dans cet établissement était le désir de s'améliorer et qu'une inscription au département d'anglais était obligatoire. Il expliqua que les étudiants seraient libres d'assister aux classes d'études

⁴⁰² “The benefit and the duty of communicating the Knowledge of European Literature and Science, through the medium of direct instruction in the English language; the utility or the policy of affording encouragement to the Cultivation of the Oriental systems of learning and the learned languages of the Mahomedans and the Hindoos; and the propriety or expediency of superseding by such instruction the course of the oriental studies in the Institutions which have been already established with an express view to the promotion of Oriental Literature.” *Ibid.*

⁴⁰³ “They must fully recognize the justice and the wisdom or it might be correctly termed, the necessity of watching, with a careful attention and respect the feelings of the people for whose use and benefit their plans of education are intended, but it would be their aim, and it is, they conceive, the duty of all Governments, and most especially of a Government like that of the British in India, not passively to follow those feelings, but to endeavour to form, and influence, and direct them, by every proper and well considered means, to all just and enlightened ends...it cannot be right to leave the promotion of their measures of improvement to be determined implicitly by the desire of a people, naturally prejudiced in favour of the inferior systems are imperfect and erroneous, that the European systems are highly advanced, founded on the only accurate principles of reasoning, and capable of an extensive improvement, to which it is not possible to assign limits.” *Ibid.*

orientales, sous réserve de l'accord du surintendant de l'établissement. Jusque là le ton de ce secrétaire était libéral puisqu'il proposait une assez grande autonomie dans le choix des études. Cependant vers la fin de cette lettre, il se lança dans une critique des savoirs orientaux et dans la glorification de l'enseignement occidental⁴⁰⁴.

Un rapport des membres d'un comité secret à Agra, daté du 24 février 1835 dévoile encore une fois les efforts des réformistes anglicistes pour transformer et moderniser la société indienne par le biais de l'enseignement des jeunes autochtones. Ce rapport fut accompagné d'une lettre du secrétaire et directeur de l'*Agra College*, R. Barclay Duncan au secrétaire du GCPI, I. C. C. Sutherland, datée du 24 juillet 1834. Dans ces documents, les autochtones des classes supérieures comme les riches marchands, les *Zamindars* respectables, les *Thakoors* de haut rang sollicitèrent l'accord du comité pour avoir des instituteurs britanniques pour leurs fils et ceux de leurs connaissances. Par ailleurs, la fondation d'une école anglaise à Kotak par les autorités locales montra clairement la volonté grandissante chez les autochtones de faire apprendre la langue anglaise à leurs enfants. En outre, d'après le rapport de la *Calcutta School Book Society*, les ventes des publications anglaises et des traductions en langues vernaculaires augmentèrent d'une manière spectaculaire à travers le pays.

Dans la même vision *whig*, la résolution du gouverneur général, William Bentinck, souligna l'effort significatif des réformistes anglicistes en faveur de la modernisation du système éducatif indien. Les réformistes anglicistes voulaient remplacer des professeurs orientalistes, dont les postes étaient vacants, par des professeurs anglais et privilégier le financement des séminaires de littérature et de sciences anglaises plutôt que les cours de lettres arabes, persanes ou sanscrites⁴⁰⁵. Les résolutions de la GCPI, datées du 11 avril 1835, furent énumérées par T. B. Macaulay qui mit en avant l'importance d'effectuer une

⁴⁰⁴ "We trust therefore that as we cannot redeem the past, we may at least be permitted to correct our errors for the future and to abolish instruction in the dead language of India, coevally with the establishment of the improved course of European Education." From Secretary to the General Committee of Public Instruction to Secretary to Government General Department, Fort William, 30th September 1835. *Board's Collections*, 1840-1841, 77589-77644, folio 1846, India Office Records.

⁴⁰⁵ "His Lordship in Council is of opinion that the great object of the British Government ought to be the promotion of European literature and science among the natives of India; and that all the funds appropriated for the purpose of education would be best employed on English education alone...His Lordship in Council directs that all the funds which these reforms will leave at the disposal of the Committee be henceforth employed in imparting to the native population a knowledge of English literature and science through the medium of the English language; and His Lordship in Council requests the Committee to submit to Government, with all expedition, a plan for the accomplishment of this purpose." Lord Bentinck's Resolution of the 7th March 1835, Bureau of Education, India, *Selections from Educational Records, Part I, 1781-1839*, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1920, pp. 130-131.

réévaluation officielle des collèges du Sanscrit de Calcutta et de Bénarès (*Sanskrit College*) et d'en minimiser les dépenses. Pour Macaulay, les fonds devaient être réservés à l'enseignement en anglais de la littérature et de la science britanniques dans les provinces principales des présidences de Fort William et d'Agra⁴⁰⁶. En ce qui concerne le choix de professeurs d'anglais qualifiés, Macaulay suggéra la désignation d'un sous-comité, constitué d'anglicistes en totalité, pour s'occuper du recrutement des enseignants⁴⁰⁷.

Ces réformistes anglicistes prônant l'anglicisation totale de l'éducation et de l'administration indienne, tels que Macaulay et Trevelyan, qui eux-mêmes présidèrent la GCPI, avaient un grand pouvoir d'influence sur les membres de ce comité ainsi que sur les gouverneurs généraux. La position du gouverneur général William Bentinck sur la question de l'enseignement des autochtones n'était pas tranchée au début de son administration, et le gouvernement colonial ne se prononça pas clairement en faveur des réformes anglicisantes. Mais Macaulay, alors membre du Conseil juridique du gouvernement de l'Inde et ne faisant pas partie de la GCPI avant 1835, communiqua avec Bentinck et réussit à lui faire prendre position en faveur des réformes proposées par les réformistes anglicistes. Bentinck favorisa alors la diffusion du savoir, de la culture et de la langue anglaise, une prise de position clairement dévoilée dans ses débats parlementaires ainsi que dans ses lettres. Il exprima publiquement ses idées dans la résolution du gouverneur général de l'Inde datée du 7 mars 1835. Cette résolution soulignait l'engagement du gouverneur général dans les réformes proposées par les membres anglicistes de la GCPI en réservant les aides gouvernementales uniquement aux autochtones souhaitant apprendre l'anglais, les lettres et sciences anglaises. Pourtant, il avait également ménagé les établissements d'enseignement traditionnel. Par exemple, les pétitions successives des communautés musulmane et hindoue avaient convaincu le gouvernement colonial de suspendre son projet initial de fermer définitivement la *Madrassa* de Calcutta ainsi que le Collège du Sanscrit (*Sanskrit College*) qui lui avait été proposé par Macaulay. Cependant, les étudiants inscrits dans ces établissements, dont le cursus se limitait aux études orientales en langues vernaculaires, devraient désormais payer

⁴⁰⁶ T. B. Macaulay, Propositions adopted by the General Committee of Public Instruction on the 11th April 1835, *Board's Collections*, 77589-77644, volume 1846, folio 4, India Office Records.

⁴⁰⁷ "That the Secretary be instructed to prepare an estimate of the funds which will immediately be at our disposal for the purposes of English education... That Sir Edward Ryan, Mr. Trevelyan, Captain Birch and Mr. Grant be appointed a Sub-Committee for the purpose of ascertaining and reporting what persons duly qualified are willing to be employed as teachers of English and on what terms." *Ibid.*, p. 142.

eux-mêmes les frais et ne plus recevoir d'aide gouvernementale. En outre, il mit fin au soutien gouvernemental des publications d'ouvrages orientaux⁴⁰⁸.

Cette résolution fut accompagnée des neuf propositions de la GCPI la validant sous forme d'une lettre datée du 20 avril 1835, signée par le secrétaire de la GCPI et destinée au gouvernement de l'Inde. Le comité proposa au gouvernement colonial de confier les ouvrages orientaux en cours de traduction et de publication à une entreprise ou à des personnes fiables⁴⁰⁹. La résolution de Bentinck promit de mettre au service de l'enseignement moderne, à savoir les sciences occidentales et la langue anglaise, des fonds très importants : son objectif était de promouvoir l'apprentissage des savoirs occidentaux 'utiles' en privilégiant la langue anglaise. De son côté, le Conseil des directeurs valida la résolution de Bentinck dans la clause 7 de sa dépêche sur l'enseignement autochtone, datée du 20 janvier 1841⁴¹⁰. Cette décision rompit avec la Charte de la Compagnie de 1813 qui stipulait que l'éducation indienne devrait à la fois réussir à renouer avec l'enseignement traditionnel indien et à introduire les sciences occidentales.

Bentinck appela au recrutement des autochtones aux postes juridiques du gouvernement de l'Inde. Cette initiative fut approuvée par les réformistes anglicistes dans leur politique stratégique sur l'éducation. Après avoir utilisé les autochtones instruits tels que les *Bhadraloks* au Bengale et les *Parsis*⁴¹¹ à Bombay comme informateurs, l'enseignement occidental aux autochtones fut accéléré. Bentinck soutenait les réformistes, mais il respectait également les Hindous instruits. Il voulait que les autochtones participent à l'administration de leur pays, ainsi, il avait des contacts avec l'élite de Calcutta tels que Roy, Sen et Deb, à qui il confia des postes dans des comités. Il encouragea tous ceux qui s'intéressaient aux sciences

⁴⁰⁸ "It has come to the knowledge of the Governor-General in council that a large sum has been expended by the Committee in the printing of Oriental works. His Lordship in council directs that no portion of the funds shall hereafter be so employed. His Lordship in Council directs that all the funds which these reforms will leave at the disposal of the Committee, be henceforth employed in imparting to the Native population a knowledge of English literature & science through the medium of the English language and His Lordship in Council requests the Committee to submit to Government, with all expedition, a plan for the accomplishment of this purpose." Lord Bentinck's Resolution of the 7th March 1835, Bureau of Education, India, *Selections from Educational Records, Part I, 1781-1839*, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1920, pp. 130-131.

⁴⁰⁹ "The Committee proposes (with reservation which will be mentioned) to suspend the further progress of these works and recommends that it be authorised to make over the unfinished copies to any societies or persons willing and competent to finish them." Letter N° 2174, dated 20th April 1835, from the General Committee of Public instruction to the Government of India, *Educational Records*, p. 141.

⁴¹⁰ "...We cordially subscribe to one of the principal declarations of the Resolution of 7th March, 1835, that "it should be the great object of British Government to promote European Science and Literature amongst the Natives of India," and have no hesitation in sanctioning it, as a general principle, for the conduct of our Indian Government." Despatch from the Honourable the Court of Directors, dated the 20th January, 1841, on the subject of Native Education, *Selections from Educational Record, Part II, 1840-1859*, p. 2.

⁴¹¹ une classe marchande descendante des Persans qui avaient migré en Inde après la conquête islamique de la Perse.

occidentales et européennes. A la fin de son administration en Inde, Bentinck ordonna à William Adam d'organiser un sondage sur l'état de l'éducation des autochtones au Bengale. L'objectif de ce sondage était de savoir si les autochtones s'intéressaient vraiment aux études occidentales.

Vu la stabilité politique de son administration, Bentinck officialisa l'anglais dans l'administration de l'Inde. La politique de Bentinck coïncida avec les demandes des réformes en métropole, notamment celle de la loi électorale de 1832 et le renouvellement de la Charte de la Compagnie de 1833. La question de l'éducation occidentale des autochtones fut même cautionnée par quelques réformistes orientalistes qui pensaient que des changements dans l'enseignement étaient indispensables. Les réformes introduites dans la province de Delhi et particulièrement à l'université de Delhi connue sous le nom de l'*'Anglo-Oriental College'* reflétèrent une vision libérale, voire radicale du changement. Il y avait deux départements indépendants : le département oriental et le département d'anglais. Alors que l'inscription au département d'anglais était gratuite, celle au département oriental était devenue payante juste après la publication de la résolution de William Bentinck, d'où la chute du nombre des étudiants inscrits en études orientales. Il était clair que les réformistes anglicistes avaient déclenché les hostilités contre les réformistes orientalistes. De surcroît, les musulmans se sentirent directement visés par la réforme du programme du département oriental, et ce lorsque les hauts fonctionnaires du gouvernement colonial s'immiscèrent dans l'enseignement et supprimèrent le contenu religieux du programme ainsi que toute référence à l'Islam.

Pour Macaulay, l'occidentalisation du système éducatif indien constituait une étape majeure pour que les autochtones puissent bénéficier d'institutions à l'européenne, indispensables au progrès social. En 1833, Wilson partit en Angleterre et Bentinck désigna Charles E. Trevelyan à la tête de la GCPI. A cette période, tous les membres de la GCPI étaient des réformistes anglicistes. Trevelyan joua un rôle essentiel dans le bouleversement des idées orientalistes.

Les membres de la GCPI encouragèrent la coopération entre l'élite indienne, les réformistes anglicistes et l'administration britannique. Ils souhaitaient que les bénévoles riches des provinces de Patna et Dacca, réussissent à lever des fonds indispensables à la fondation d'écoles. Cette coopération était précieuse pour atteindre les objectifs politiques des réformistes anglicistes. Macaulay nomma même deux opposants orientalistes à la GCPI à des postes représentatifs de leur communauté mais cette tactique se retourna contre les anglicistes. Bentinck avait sous-estimé ces deux membres du *Dharma Sabha*, qui restèrent en contact

avec Wilson après son départ pour l'Angleterre, et publièrent des rapports négatifs sur la GCPI et son agenda purement angliciste. En revanche, l'élite indienne joua un rôle majeur dans la diffusion des savoirs occidentaux et de la langue anglaise dans le sous-continent.

Les réformistes anglicistes soutinrent la traduction en sanscrit et en arabe d'ouvrages littéraires et scientifiques anglais qu'ils estimèrent utiles dans les établissements scolaires et vecteurs des savoirs occidentaux. Dans son compte-rendu, daté du 4 janvier 1835, W. H. Macnaghten fournit une propagande réformiste angliciste basée sur la traduction, visant la transformation ultérieure des orientations intellectuelles autochtones. En leur facilitant l'accès aux savoirs européens, les jeunes autochtones cultiveraient un grand attachement à la culture occidentale⁴¹². Il s'opposa à l'idée de forcer les jeunes autochtones à apprendre l'anglais. Au contraire, pour lui, la seule possibilité de les attirer vers l'anglais nécessitait l'accord du gouvernement colonial sur deux points indispensables. Le premier consistait à établir des départements indépendants pour l'étude de l'anglais, de l'arabe et du sanscrit dans les universités. Le deuxième point concernait l'utilisation de l'anglais dans les tribunaux ainsi qu'aux Conseils des finances. Cela permettrait d'attirer davantage les jeunes à l'apprentissage de la langue anglaise et de rendre leurs parents, en particulier les riches indiens, susceptibles de les y inscrire très tôt. Ainsi, Macnaghten pensait qu'il ne fallait pas se précipiter pour imposer la langue anglaise, mais plutôt convaincre progressivement les autochtones de son utilité et de ses bienfaits. D'après lui, ceci permettrait de garantir la pérennité de la suprématie britannique, même si la population indienne conservatrice était réticente vis à vis des réformes⁴¹³.

Dans les années 1840- 1850, les membres anglicistes du Conseil de l'éducation (*Board of Education*) notamment le président du Conseil, Erskine Perry, avaient encouragé l'enseignement anglais aux autochtones. Perry expliqua dans son compte-rendu daté du 9 avril 1848 que le Conseil était divisé entre ceux qui voulaient absolument enseigner aux

⁴¹² "I am very much disposed to favour translations of our English scientific works into the Sanscrit and Arabic languages. Centuries will probably elapse before the natives of India will lose their respect for these depositaries of all they hold sacred and valuable. Let us enrich them by the addition of useful knowledge. The language is the mere receptacle. By translation, we may do much to change its contents and we may by this means excite such a thirst of our sciences as to induce a general resort to our Language as the spring at which they can be imbibed in all their purity." Minute of Mr. Macnaghten, 4th January 1835, *Board's Collections*, 77589-77644, volume 1846, folio 4, India Office Records.

⁴¹³ "No man would rejoice more than myself at the diffusion throughout India of European science, arts and literature. I feel satisfied that nothing would tend more certainly to the consolidation of our supremacy and the extension of our fame, but I am at the same time deeply impressed with the necessity of avoiding all rash and ill considered innovations among a people jealous of our motives and proverbially tenacious of the usages of their forefathers." Minute of Mr. Macnaghten, 4th January 1835, *Board's Collections*, 77589-77644, volume 1846, folio 4, India Office Records.

autochtones en langues vernaculaires et ceux qui ne désiraient que l'anglais comme langue d'enseignement supérieur⁴¹⁴. Perry, lui même un adepte de l'enseignement en anglais, énuméra ses bienfaits pour les autochtones par contraste à de simples traductions d'ouvrages anglais en langues vernaculaires.

Dans son compte-rendu, daté du 23 janvier 1851, J. D. Bethune s'attaqua aux préférences du gouvernement de Bombay pour l'enseignement en langues vernaculaires tout en soulignant l'importance d'utiliser l'anglais⁴¹⁵. J. D. Bethune (1801-1851) était une figure importante dans le débat sur la question de l'éducation indienne. Il était le « Macaulay » des années 1850, vu sa vision angliciste des réformes dans le système éducatif du sous-continent. Pour lui, l'enseignement était un moyen stratégique, efficace, et direct de transmettre aux autochtones instruits des idées libérales, et pour aboutir à des réformes sociales difficiles à aborder dans la société locale. Ses réformes visèrent le système des castes, la polygamie et le mariage infantile⁴¹⁶. Il dénonça la politique adoptée par J. P. Willoughby, secrétaire au gouvernement de l'Inde ainsi que par le gouvernement de Bombay. Son programme réformiste prônait la domination britannique du sous-continent et la pérennité de l'empire britannique⁴¹⁷.

Dans les années 1850, les réformes des établissements de la *Madrassa* de Calcutta et du *Hindu College* s'accrochèrent dans la province du Bengale car le gouvernement colonial ne disposait pas d'établissements publics dans cette province. Depuis sa fondation, la *Madrassa* de Calcutta avait deux départements, voire deux écoles : l'une d'arabe et l'autre d'anglais. La première était réservée gratuitement aux musulmans fortunés qui souhaitaient apprendre la

⁴¹⁴ Minute by Sir E. Perry on Government Education in the Presidency of Bombay, dated 9th April, 1848, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, p. 21.

⁴¹⁵ "I am inclined to suspect that much more attention ought to be paid to it, in order that there may be any reasonable expectation of deriving from it any practical advantage, and I deprecate the intimation conveyed in the Government letter to the Board (5 April 1848), that, for the future, they must not devote even so much attention to the study of English as they have done, but must treat it as of secondary moment to the communication of knowledge in the Vernacular." Minute by the Honourable Mr. Bethune dated 23rd January 1851, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 31.

⁴¹⁶ "I see the reasonable grounds that there are for hoping that, by the hold which the English ideas are gradually gaining of our most advanced students, we may, in the course of another generation at farthest, have the powerful support of a numerous native party in urging us on to attack and alleviate some of the most prominent social evils of the country. The great curse of caste, infant marriages, polygamy and the enforced celibacy of widows, with all the crimes and abomination that follow in their train, are mainly supported by superstitions which melt away, like snow before fire, when brought into direct contact with European knowledge." *Ibid.*, p. 29.

⁴¹⁷ "I think the indication of such opinion held by the Bombay Government of India should intimate to the Honourable Court that they have drawn its attention, and express its own opinion on a question, the right solution of which is fraught with consequences of such immeasurable importance to the welfare of the whole Indian Empire." Minute by the Honourable Mr. Bethune dated 23rd January 1851, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 31.

langue arabe et sa culture. La seconde enseignait les bases de l'anglais à un groupe d'élèves de classes inférieures avec des frais scolaires symboliques. Dans ce département, il y avait des classes de Bengalis ouvertes à ceux qui désiraient apprendre la langue vernaculaire en plus de l'anglais. En 1849, une autre classe d'anglais fut rajoutée au département d'arabe : pour s'y inscrire, il fallait payer 100 roupies par mois. Cette réforme avait été adoptée afin d'améliorer l'ancien système et la qualité de l'enseignement, mais cette classe fut un échec. Les riches musulmans inscrivaient plutôt leurs enfants à l'école St Paul (*St Paul's School*) ou à l'Académie paternelle (*Paternal Academy*) : les seuls établissements où ils étaient certains que leurs enfants deviendraient compétents en anglais sans subir l'influence missionnaire.

Dans un rapport du Conseil de l'éducation, adressé au gouvernement du Bengale le 4 août 1853, le secrétaire du Conseil de l'éducation, Fred. J. Mouat dévoila le programme des réformes prévues pour la *Madrassa* de Calcutta. L'objectif de ces réformes était de diffuser les bienfaits de la langue anglaise dans la noblesse musulmane. Tout d'abord, il fallait que la classe d'études anglaises et anglo-arabes soit fermée et remplacée par un département anglo-persan, c'est à dire outre les langues vernaculaires du bengalis et de l'ourdou, les deux langues anglaise et persane devaient y être enseignées en parallèle pour avoir une éducation élémentaire complète. A la fin de cette période, l'élève devait compléter ses études en Persan et pour poursuivre ses études supérieures, il devait choisir entre l'anglais et l'arabe parce que les deux langues, selon le Conseil, n'étaient pas compatibles pour une étude simultanée. Si l'élève choisissait l'arabe, il poursuivrait ses études à la *Madrassa*, et s'il choisissait l'anglais, il poursuivrait ses études au *Hindu College*⁴¹⁸.

Au *College*, le Conseil exigea quelques réformes dans le département d'arabe. Ceux qui s'inscrivaient dans ce département ne seraient pas obligés d'être aussi inscrits au département anglo-persan, mais l'élève devait justifier d'un très haut niveau en savoirs orientaux lors de son inscription. Par contre, l'élève du département d'arabe était libre de choisir ses enseignements au sein du *Metropolitan College*. Le Conseil avait même prévu d'établir un nouvel établissement, *Branch School* à Colingah, où ceux désirant faire enseigner l'anglais à leurs enfants en dehors de Calcutta, pourraient les envoyer. Par ailleurs, le Conseil travailla sur un grand projet en collaboration avec les élites fortunées du pays, celui d'un grand établissement rassemblant toutes les communautés résidant en Inde : les musulmans, les

⁴¹⁸ "The change in the character of the Hindoo College, with the abolition of the Native Management as at present constituted, would render necessary an alteration in the name of the institution." Letter, dated 4th August 1853, from the Council of Education, to the Government of Bengal, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 111.

hindous, les chrétiens, les juifs, les *Parsis* et autres dénominations. Pour ce faire, le Conseil convoqua une réunion avec les membres autochtones de la direction du *Hindu College* le 27 novembre 1852 pour rendre l'établissement accessible à toutes les classes de la communauté. L'idée du Conseil était donc de remplacer le *College Department* du *Hindu College* par le *General Metropolitan College*.

Le gouvernement du Bengale approuva et adopta les propositions du Conseil de l'éducation sur les réformes de l'enseignement à Calcutta; il prit même des décisions significatives qui dépassèrent l'autorité du Conseil. Le gouvernement colonial s'engagea à fournir à toute la population de Calcutta un enseignement élémentaire efficace et des études supérieures judicieuses⁴¹⁹. Cette politique envisagea la généralisation de l'enseignement à toutes les communautés, c'est à dire à toutes les religions. Par ailleurs, le gouvernement de l'Inde décida de créer une université générale à Calcutta, *The Presidency College*. Quant au *Hindu College*, il fut divisé en deux départements majeurs : le *Sanscrit College* et le *Junior Department*. Ce dernier servait comme école où les enfants de castes supérieures hindoues étaient scolarisés avec des frais exorbitants. Il fallait alors, selon le Conseil, supprimer ce département ou le séparer du *Hindu College* et le considérer comme un établissement indépendant. Le gouvernement colonial insista essentiellement sur l'aspect financier du *Hindu College*, qui avec cette nouvelle répartition des classes, devrait voir sa gestion modifiée. En effet, cet établissement était géré conjointement par le gouvernement de l'Inde et par des administrateurs hindous, mais avec la réforme, le Conseil de l'éducation devrait assurer exclusivement la direction de tous les établissements scolaires au Bengale. Le *Branch School*, qui devait devenir le *Colootolla Branch School*, comme suggéré par le Conseil, fut encouragé par le gouvernement colonial, puisque ce genre d'établissement accueillait les élèves de toutes les classes sociales et de toutes religions confondues. Il était convenu que la *Madrassa* demeure exclusivement réservée à l'enseignement des musulmans, mais elle devait avoir deux départements : l'*Arabic College*, comme suggéré par le Conseil de l'éducation et le *Junior Department* pour les garçons issus des classes supérieures de la communauté musulmane. Des frais de scolarité identiques devaient être applicables à tous les

⁴¹⁹ "It is, in His Lordship's opinion, the clear duty of the Government of India to provide for its people in this city, the seat of Government, such Educational Institutions as shall afford, to all who seek them, the means of acquiring sound instruction, both in elementary knowledge and in the higher branches of learning." Letter, dated 21st October 1853, from the Government of Bengal, to the Council of Education, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 113.

établissements désormais publics. Ainsi, le gouvernement de l'Inde avait établi un système d'enseignement efficace pour toutes les communautés.

Dans une lettre datée du 10 mars 1854, le Conseil de l'éducation clarifia les dispositions prises notamment au sujet de la construction du *Presidency College*, qui serait constitué de quatre départements : un département d'études générales, un département de médecine, un département de droit et un département de génie civil. Pour chaque discipline, le Conseil envisagea une entrée séparée. Le Conseil des directeurs s'éleva contre le principe d'excellence comme critère d'éligibilité aux études en droit et en génie civil au *Presidency College* et ordonna l'ouverture de l'établissement aux étudiants ayant des connaissances générales suffisantes⁴²⁰.

Dans les années 1850, la mise en œuvre d'un système d'enseignement anglicisant se confirma par le nombre important des universités fondées dans les principales présidences. Dans une dépêche datée du 19 juillet 1854, les directeurs réitérèrent leur volonté de voir les autochtones instruits en savoirs européens leur enseignant les arts, les sciences, la philosophie et la littérature européenne, avec un système éducatif purement anglais. Ceci leur permettrait de travailler au sein du gouvernement colonial et de s'émanciper des 'rituels et pratiques archaïques' de leur société de castes, considérés comme un frein au progrès social et économique du pays. Ils rappelèrent également que l'apprentissage des langues persane, sanscrite et arabe était fondamental pour l'étude des lois hindoues et musulmanes. Ainsi, les autochtones désirant inscrire leurs enfants en études orientales pouvaient continuer à le faire, puisque ces futurs diplômés seraient utiles au gouvernement colonial avec leurs connaissances des lois locales et leurs aptitudes linguistiques. L'enseignement, selon eux, procurerait chez les jeunes autochtones un sentiment d'émerveillement, ce qui engendrerait une sympathie permanente pour le colonisateur ainsi qu'une envie d'émuler la société anglaise dans sa réussite intellectuelle, dans son progrès, ses institutions et sa civilisation. Ils pourraient ainsi exploiter bien mieux les richesses de leur pays. La question de la diffusion des savoirs européens par le biais de l'enseignement en anglais fut alors au cœur de la préoccupation de la

⁴²⁰ "We do not consider that the benefit of admission to those practical courses should be limited to youths who have obtained "high distinction" in a general course of study, but that it should be open to all who possess sufficient general knowledge to enable them to enter upon the studies of the special course with advantage." Letter from the Court of Directors of the East India Company to the Government of India, Public Department, - (N° 62, dated 13th September 1854), in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 127.

Compagnie⁴²¹. Dans la même dépêche, le Conseil des directeurs glorifiait le travail mené par les commissions et les Conseils de l'éducation dans les présidences et provinces de l'Inde britannique. Afin de leur donner plus de valeur, le Conseil des directeurs décida le rattachement d'un département de l'éducation à chaque gouvernement. Un responsable administratif serait désigné pour chaque présidence afin d'assurer la direction des affaires éducatives et d'assumer la responsabilité d'en rendre compte directement au gouvernement de l'Inde. En outre, les directeurs de la Compagnie décidèrent d'instaurer l'inspection dans les établissements scolaires publics. Ils exigèrent également des rapports annuels du département de l'éducation sur le travail des inspecteurs, les statistiques de réussite et l'état de l'enseignement dans le sous-continent. Par ailleurs, le Conseil des directeurs précisa que les examens dans les universités ne comprendraient aucun sujet d'aspect religieux, et ce à tous les niveaux.

Dans les années 1850, il y avait cinq universités publiques enseignant en anglais et en langues vernaculaires. En 1854, Charles Wood fut à l'origine de l'anglicisation des universités indiennes en prenant les universités londoniennes pour modèle. Comme à Londres, ces universités délivraient des diplômes uniquement et les collèges affiliés assuraient l'enseignement. A Calcutta, il y avait le *Presidency College*, et le *Saint Stephens College* à Delhi. Comme en Angleterre, certaines universités avaient des liens avec l'Eglise anglicane mais des institutions de différentes confessions eurent également la possibilité d'être affiliées à ces universités à condition d'assurer les cours souhaités.

Ce que les directeurs de la Compagnie qualifiaient de 'savoir utile' (*useful knowledge*) dans cette dépêche concernait le choix de disciplines enseignées aux autochtones, telles que le cursus de droit ou de génie civil. En outre, ils encouragèrent l'approfondissement de l'apprentissage des langues vernaculaires, notamment le sanscrit, le persan et l'arabe. Il fallait également prévoir des professeurs capables d'enseigner la grammaire et les bases de ces différentes langues ainsi que les savoirs religieux correspondants, sans affecter les confessions autochtones et de respecter le principe de neutralité religieuse. En respectant le principe de la neutralité religieuse les étudiants les plus brillants souhaitant accéder aux universités gouvernementales pourraient bénéficier des aides financières. Contrairement aux premières réformes orientalistes introduites à la fin du XVIII^{ème} et au début du XIX^{ème} siècles, alors privilégiant les traditions linguistiques locales dans l'enseignement des autochtones, les

⁴²¹ Despatch from the Court of Directors of the East India Company, to the Governor General of India in Council, -(N°. 49, dated the 19th July 1854), in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. 364-393.

directeurs insistèrent désormais sur l'utilisation de la langue anglaise dans certains établissements. Dans leur vision libérale, ils accordèrent beaucoup d'importance à l'enseignement et à sa diffusion, parce que cela permettrait, au gouvernement de l'Inde de recruter des employés sérieux et compétents en administration⁴²². Ces employés qualifiés auraient également un rôle primordial, qui serait celui d'encourager l'enseignement de masse. Avec les aides financières du gouvernement colonial, l'enseignement devrait alors bénéficier à toutes les classes sociales indiennes et ne plus se limiter aux classes supérieures opulentes.

Les écoles *Zillah* furent implantées dans chaque province. Au Bengale, l'enseignement en langues vernaculaires n'avait pas été généralisé à toute la population : seules 33 écoles publiques existaient en 1844 proposant un enseignement pour un faible nombre d'élèves, environ 1400. En 1852, les écoles de la province d'Assam et celles des provinces du nord-ouest étaient en plein essor avec 74 écoles et 3000 élèves inscrits⁴²³. Ces écoles vernaculaires attiraient les enfants de paysans généralement pauvres, intéressés par l'apprentissage des langues et de l'arithmétique. Ces savoirs rudimentaires leur étaient utiles ne serait ce que pour pouvoir mesurer leurs terres et les faire enregistrer sous le *Permanent Settlement*, ce système de taxation à niveau de prélèvement fixe. L'éducation était au service de la Compagnie puisque ses recettes fiscales ne manqueraient pas de s'accroître avec une population sachant lire, écrire et calculer. Cette stratégie éducative et fiscale fut introduite par J. Thomason qui encouragea les écoles autochtones dans les provinces du nord-ouest et la présidence d'Agra, en y envoyant périodiquement des inspecteurs. La population avait alors acquis des savoirs rudimentaires en Hindi et Ourdou. Le plan de Thomason fut adopté dans les autres présidences. A Madras, par exemple, où les revenus de l'agriculture étaient soumis au système fiscal *ryotwari*, l'éducation élémentaire de la population tamile était devenue une priorité, et ce dans des établissements enseignant en anglais comme dans ceux enseignant en langues vernaculaires. Le gouvernement colonial s'engagea à fournir des aides financières aux écoles autochtones. Par exemple, lorsque dans un village, un *Zamindar* décidait d'ouvrir une école, le gouvernement y trouvait son compte car les aides financières apportées aux écoles locales étaient bien moindres que celles attribuées aux établissements publics. Cette

⁴²² “We have always been of opinion that the spread of education in India will produce a greater efficiency in all branches of administration by enabling you to obtain the services of intelligent and trustworthy persons in every department of Government... we believe that the numerous vacancies of different kinds which have constantly to be filled up, may afford a great stimulus to education.” Despatch from the Court of Directors of the East India Company, to the Governor General of India in Council, dated the 19th July 1854, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. 384-385.

⁴²³ *Ibid.*, p. 389.

gestion locale des *grant-in-aids* fut recommandée par le gouverneur général Dalhousie dans sa réponse à la dépêche du Conseil des directeurs⁴²⁴.

3.5.2.1. L'enseignement professionnel

L'enseignement professionnel fut au cœur de la politique éducative du gouvernement colonial. Dans leurs dépêches, les directeurs qualifièrent l'enseignement de la médecine, de l'architecture et du droit de 'savoirs utiles'. Les hôpitaux avaient besoin de médecins et de chirurgiens qualifiés. De même, les travaux publics avaient besoin d'ingénieurs bien formés et les juges autochtones étaient particulièrement indispensables pour le travail juridique du gouvernement colonial.

Au Bengale, des réformes furent introduites au *Sanscrit College* et à la *Madrassa*, notamment pour les études de médecine, avec la création de la *Calcutta Native Medical Institution*. Au début des années 1830, l'enseignement de la médecine à l'européenne au *Sanscrit College* eut beaucoup de succès, selon le Conseil de l'éducation. De même, l'hôpital qui y était rattaché fut d'une grande utilité. En 1833, une commission désignée par William Bentinck travailla sur la question de la langue à adopter dans les cours de médecine, exclusivement en anglais ou pas, ainsi que sur l'utilisation de manuels en anglais et non plus en sanscrit. Dr. Tytler, alors directeur des classes de médecine, s'opposa catégoriquement à ce projet. Dans son rapport, intitulé *Report of the Committee appointed by the Government to inquire into the state of Medical Education de 1833*, la commission, pour mettre un terme à cette controverse, élabora un projet qui consistait à fonder une autre institution médicale complètement indépendante et dans laquelle l'enseignement devait être calqué sur le système européen et exclusivement en anglais⁴²⁵ : la *Native Medical Institution*, faisant double emploi, serait alors abolie. Le gouvernement colonial approuva officiellement cette mesure en la détaillant dans son ordonnance gouvernementale du 28 janvier 1835⁴²⁶.

⁴²⁴ Minute by the Marquess of Dalhousie, Governor-General of India, dated 30th December, 1854, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. 394-408.

⁴²⁵ "A knowledge of the English language, we consider as a *sine qua non*, because that language combines within itself the circle of all the sciences, and incalculable wealth of printed works and illustrations; circumstances that give it obvious advantages over the oriental languages, in which are only to be found the crudest elements of science, or the most irrational substitutes for it." Extract from the Report of the Committee appointed by Government to Inquire into the State of Medical Education, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. 315-316.

⁴²⁶ "The Right Hon'ble the Governor-General of India in Council is pleased to pass the following Resolutions:
1. That the *Sanscrit College Medical Class*, the *Medical Class of the Mudrussa* and the *Native Medical Institution*, be abolished from the 1st proximo.

Dans une lettre du gouvernement envoyée à la GCPI, datée du 7 mars 1835, le gouverneur général précisait que les cours de médecine au *Sanscrit College* ainsi que ceux délivrés à la *Madrassa* seraient abolis le 1^{er} février 1835, et que la nouvelle faculté de médecine, placée sous le contrôle de la GCPI, serait inaugurée en juin 1835. Les étudiants indiens auraient donc un enseignement médical délivré exclusivement en anglais pour garantir une meilleure qualité de professionnalisation dans leurs futures carrières de médecins et de chirurgiens. Les plus brillants parmi ces étudiants auraient aussi la possibilité de poursuivre leurs études en Angleterre et pourraient, par la suite, être employés au même niveau que leurs collègues chirurgiens britanniques travaillant dans les services civils et militaires de la Compagnie. En 1839, une école de médecine annexe fut fondée pour l'enseignement des deux filières de médecine militaire et civile. Dans cet établissement, les étudiants en médecine, âgés de 16 à 22 ans devaient s'engager à servir le gouvernement colonial en tant que médecins autochtones au service de la Compagnie, en temps de paix comme en temps de guerre, pour une durée minimum de 7 ans. Le premier hôpital ouvrit en avril 1838, puis un deuxième, une maternité, en 1841. L'hôpital universitaire fut créé le 13 septembre 1848. A partir de 1845, l'enseignement de la médecine s'effectua systématiquement au département d'études européennes. La GCPI présenta également le projet de créer une classe spécialisée pour les médecins bengalis qui serait rattachée à l'université, ce qui fut réalisé en 1852.

Le gouvernement de Madras décida l'ouverture d'une école de médecine à Madras en juillet 1835. Cette école proposerait un enseignement en anglais dans les disciplines telles que la médecine, la pharmacie, la physiologie etc. En 1842, le conseil des gouverneurs établit l'université de Madras, à laquelle devait être rattachée la faculté de médecine selon leur projet en cours. Cependant, ce projet fut rejeté par le Conseil des directeurs en raison de sa trop grande précipitation qui ne permettait pas d'assurer la présence d'un nombre suffisant d'étudiants en médecine à Madras⁴²⁷. L'école de médecine fut alors placée sous la responsabilité du chirurgien de l'hôpital général entouré d'un conseil de professeurs, eux

2. *That such of the students of the Native Medical Institution as are now capable of passing their final examination, shall be appointed Native Doctors...*

3. *That a new College shall be formed for the instruction of certain number of Native Youths in the various branches of Medical Science.*" General Order of the Governor-General of India, dated Fort William, 28th January 1835, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. 317-318.

⁴²⁷ "A shorter interval will no doubt be sufficient to prepare the pupils for instruction in the Medical College at Madras, but it is obvious that there cannot be at present, nor for some time to come, an adequate number of well instructed young natives, to form such a Medical school as to justify the expense which it must entail, by the benefits which it would disseminate." Despatch N°20 of 18th October 1843, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 331.

mêmes placés sous le contrôle d'une commission médicale. Des professeurs de pharmacie, d'anatomie, de physiologie, de chirurgie obstétrique, d'ophtalmologie, et de botanique furent recrutés entre 1846 et 1850. L'établissement obtint le statut d'université en 1851 et il fut reconnu par le *Royal College of Surgeons of London* comme l'un des établissements coloniaux de médecine et de chirurgie en 1855.

A Bombay, le tout premier établissement dédié à l'enseignement de la médecine remontait à 1837, lorsque Robert Grant, alors gouverneur de Bombay, lança une enquête sur l'état de la médecine autochtone et sur l'idée d'introduire un meilleur système dans l'enseignement de la médecine. Ce plan fut approuvé par Lord Auckland peu avant la mort de Grant. Le *Grant Medical College* naquit avec l'accord du Conseil des directeurs : l'université de médecine de Bombay fut inaugurée en 1845. L'établissement fut reconnu en 1854 par *The Royal College of Surgeons of England* comme l'une des écoles de médecine rattachées.

L'école d'ingénieurs de Thomason (*The Thomason College of Civil Engineering at Roorkee*), créée en 1847 par Sir James Thomason, lieutenant gouverneur des provinces du Nord-Ouest (1843–53), fut un modèle à suivre dans les autres provinces en raison du grand besoin de spécialistes en travaux publics. Par exemple, les directeurs de la Compagnie demandèrent au gouvernement colonial l'ouverture d'une école d'ingénieurs spécialisée en travaux publics dans la présidence de Madras parce qu'il y avait un problème de sécheresse nuisible aux productions agricoles : les futurs ingénieurs étaient censés travailler sur un vaste projet d'irrigation qui pourrait mettre un terme au manque d'eau chronique dans la région.

Les étudiants autochtones s'intéressaient aux études de droit plus qu'aux études littéraires, et ce depuis les années 1830. Dans un extrait d'une lettre publique datée du 4 décembre 1832, les membres du Conseil de l'éducation (G. A. Bushby, James Prinsep, J. C. Sutherland et J. R. Colvin) rapportèrent que les étudiants à la *Madrassa* avaient tendance à négliger les cours de littérature et qu'ils préféraient les études de droit⁴²⁸. Les étudiants en droit au sein du *Hindu College* furent les plus brillants en matière d'apprentissage et de maîtrise de la langue anglaise. Au *Sanscrit College*, sept étudiants autochtones réussirent même l'examen pour l'obtention du grade de conseiller juridique.

⁴²⁸ “We also approved the measure recommended in para: II of the Committee’s Report having for its object to check the disposition shewn by the students to confine themselves to the study of Law, to the neglect of general literature, and to compel them to go through classes of the latter before entering on the study of law... We added that the compilation should be superintended by one or more of the judicial members of the Committee acquainted with the regulations and capable of judging what parts of Mr. Harrington’s Book would be valuable for the purpose required” Extract, Public Letter from Bengal, dated 4th December 1832, *Board’s Collections*, volume 1386, folio 4, 55228, India Office Records.

Les écoles de médecine, d'ingénieurs et de droits furent établies dans les trois présidences selon les besoins de recrutement du gouvernement colonial. Pour les réformistes, le système d'enseignement européen imposé aux élites autochtones leur permettrait, à terme, d'occuper des postes élevés au sein du gouvernement colonial. En réalité, si le gouvernement de l'Inde prit au sérieux la question de l'enseignement des autochtones, ce n'était que pour servir au mieux ses intérêts dans le sous-continent. Ainsi, les réformes de l'enseignement des autochtones prirent une dimension libérale à laquelle s'opposa des réformistes plus conservateurs.

3.5.3. L'opposition des orientalistes

La position des réformistes orientalistes sur l'éducation indienne fut équilibrée entre leur encouragement de l'enseignement autochtone traditionnel d'une part, et leur effort de publier des ouvrages de style occidental sur l'histoire de l'Asie du Sud, d'autre part. H. H. Wilson travailla en ce sens en collaboration avec Ram Camul Sen et Radhakant Deb, des nouveaux *Munshis* du début du XIX^{ème} siècle, des spécialistes du Bengali, du Sanscrit, à la fois très attachés à leur culture et brillants en Anglais et non plus en Persan. Considérés comme des médiateurs culturels très ouverts sur la culture britannique et occidentale, ils étaient les assistants des hauts fonctionnaires du gouvernement de l'Inde. Comme le montre Lynn Zastoupil et Martin Moir, dans la charte de 1813, la question de l'éducation indienne fut exposée comme un mélange inconciliable d'héritage culturel musulman et hindou, d'une part, et des intérêts du gouvernement colonial dissimulés dans un projet de réformes tantôt orientaliste tantôt angliciste sous une grande influence évangéliste, d'autre part⁴²⁹. D'ailleurs, le système éducatif indien s'appuyait sur l'institution de la *Madrassa*, alors contrôlée par les *Nawabs* du Bengale. Hastings employa même son propre argent dans la fondation de la *Madrassa* de Calcutta. Onze ans plus tard, Jonathan Duncan, à l'aune de l'initiative de Hastings, suggéra à la Compagnie de créer ce qui devint le *Sanskrit College* de Benares. Il avait travaillé pour le soutien du développement du savoir libéral à travers ces institutions. Dans ce sens, la Compagnie avait veillé à conserver cet héritage culturel et à conquérir un public autochtone favorable aux politiques britanniques, non pas par le biais de guerres, mais par le biais du *soft power* en apportant un soutien aux établissements scolaires, lorsque

⁴²⁹ Lynn Zastoupil and Martin Moir, eds., *op. cit.*, p. 8.

l'empire britannique auréolé de ses conquêtes récentes dans le sous-continent se présentait en majesté à la fin du XVIII^{ème} siècle.

Horace Wilson et les orientalistes dominèrent la GCPI, mais ils n'apportèrent pas de changements brusques aux établissements existants, ni celui de la *Madrassa* de Calcutta ni celui du *Sanskrit College* de Benares. Ils fondèrent trois nouveaux établissements entre 1824 et 1825 : le *Sanskrit College* de Calcutta et les établissements islamiques de Delhi et d'Agra. Dans la province d'Agra, les enseignants se contentèrent de leur langue vernaculaire dans l'enseignement traditionnel et il n'existait pas d'enseignement supérieur. Dans la présidence de Bombay, les réformistes s'étaient limités au plan d'Elphinstone de maintenir l'enseignement en langues vernaculaires dans les villages et d'introduire l'anglais dans les écoles centrales dans les présidences de Calcutta, de Bombay et de Madras⁴³⁰.

Comme nous l'avons déjà vu, la question de l'enseignement des autochtones fut à l'origine d'une lutte féroce entre les réformistes anglicistes et orientalistes. Les réformistes anglicistes les plus ardents pensaient que la langue et la culture anglaises déclenchaient chez les autochtones un intérêt croissant pour les institutions britanniques. Au contraire, les orientalistes tels que le Général Major Smith et Mountstuart Elphinstone étaient persuadés qu'introduire l'enseignement anglais développerait chez les autochtones l'envie de s'autogouverner et par la suite, de chasser les Britanniques. Elphinstone avait suivi le même plan que Munro, en améliorant le système existant dans les écoles des villages sous contrôle britannique en y employant les fonds du gouvernement colonial. Elphinstone prônait un enseignement généralisé aux autochtones de Bombay dans le but d'accélérer le progrès économique et culturel. Pour lui, l'éducation ne pouvait qu'accélérer le processus de développement et garantir par la suite un profit inestimable pour les Britanniques. Le discours d'Elphinstone sur la question de l'éducation indienne soulignait l'importance d'enseigner aux autochtones la pédagogie et les outils d'apprentissage occidentaux tout en utilisant les traditions linguistiques locales. Ainsi, ce plan aiderait des cadres et des professeurs autochtones à se former afin d'aller à la campagne pour éduquer les paysans dans différentes provinces. Elphinstone était influencé par les écrits de Jeremy Bentham et ses idées tolérantes

⁴³⁰ "If English could be at all diffused among persons who have the least time for reflection the progress of knowledge, by means of it, would be accelerated in a ten-fold ratio, since every man who made himself acquainted with a science through the English would be able to communicate it in his own language to his countrymen. At present however, there is but little desire to learn English with any such view. The first step towards casting such a desire, would be to establish a school at Bombay where English might be taught classically, and where instruction might also be given in that language on history, geography and the popular branches of science." Mountstuart Elphinstone's Minute, 13th December 1823, in *Selections from Educational Records, Part I: 1781-1839*, p. 176.

vis-à-vis des colonies et des populations autochtones. John Malcolm, dans son compte-rendu du 30 mai 1830, expliquait l'organisation de l'enseignement dans la présidence de Bombay⁴³¹.

Nombreux furent les universitaires orientalistes britanniques travaillant pour la Compagnie depuis le gouvernement de Hastings qui vit la fondation de la société asiatique du Bengale (*Asiatic Society of Bengal*) en 1784 par William Jones et d'autres Orientalistes. Holt Mackenzie était alors fonctionnaire à la Compagnie, H. H. Wilson spécialiste du Sanscrit, et James Prinsep, secrétaire de l'*Asiatic Society of Bengal*. Ce dernier succéda à Wilson qui occupa avant lui le secrétariat de cette société. Tous les deux prirent une position très importante au sein de la GCPI. H. T. Prinsep et J. C. C. Sutherland étaient diplômés en études orientalistes de *Fort William College*. Par ailleurs, les universités de Delhi, entre les années 1830 et 1850 furent marquées par une importante interaction entre leurs propres chercheurs, et les chercheurs occidentaux qui y apportèrent l'enseignement scientifique : on parla alors de la 'renaissance de Delhi'.

Dans son compte-rendu du 9 juillet 1834, H. T. Prinsep, un réformiste orientaliste et membre de la sous-commission sur la *Madrassa* de Calcutta, s'opposa aux résolutions prises uniquement par deux membres : M. Shakespear et M. Colvin. Ces derniers posèrent une seule condition pour que les étudiants puissent bénéficier des bourses à la *Madrassa* : il leur fallait étudier obligatoirement l'anglais en plus de l'arabe. Prinsep protesta contre cette mesure prise et rendue publique dans la précipitation au tout début de l'enquête sur l'enseignement autochtone d'une part, et contre la remise en cause de l'accord gouvernemental sur l'allocation des bourses aux étudiants de littérature arabe, d'autre part. Il démontra également que les études arabes étaient indispensables à la formation des *Kazees* et des *Moulvis* (*Moolvees*). Pour Prinsep, cette disposition engendrerait une forte perte de confiance des autochtones à l'égard des Britanniques. Ce dernier menaça même de se retirer de cette sous-commission si jamais ce plan de réforme était mis en œuvre⁴³². En effet, la réforme sur l'éducation indienne sous les Whigs n'en était qu'à son début dans les années 1830, mais les deux membres du sous-comité, cités ci-dessus, ne faisaient qu'imposer leur volonté

⁴³¹ "Education is promulgated still more generally by large schools at every principal town that are under the immediate inspection of the Collector and one of the principal Masters of them goes Circuits throughout the Village Schools of the District." *Ibid*.

⁴³² "This Resolution if allowed to stand, will have the effect of converting an institution established and endowed specifically for the revival and encouragement of Arabic literature for the education of Kazees and Moolvies into a mere seminary for the teaching of English... I protest against this course of proceeding at the first step and feel so strong on the subject that unless the resolution be rescinded, I cannot retain my seat in this sub-Committee." Minute by H. T. Prinsep, dated 9th July 1834, *Board's Collections*, 77589-77644, Folio 1846, India Office Records.

d'angliciser les autochtones⁴³³. G. A. Bushby, un autre membre de la GCPI considérait que l'enseignement de l'anglais et des sciences européennes aux autochtones était une obligation, voire une mission⁴³⁴. Charles Edward Trevelyan exprima son accord total avec Bushby et sa vision des réformes⁴³⁵. Cependant, Prinsep insista sur le fait que les étudiants autochtones devraient avoir la liberté de choisir d'étudier l'anglais ou pas. D'ailleurs, il confirma que les premiers essais d'enseignement de l'anglais dans cette institution avaient montré l'incapacité des jeunes à apprendre une langue étrangère supplémentaire en plus de leurs cursus. Dans sa conception orientaliste des réformes, Prinsep accusa les réformistes anglicistes d'oppression émanant d'une étroitesse d'esprit de vouloir imposer aux jeunes autochtones l'apprentissage exclusif de l'anglais et des sciences européennes en éliminant les lettres classiques arabes établies à la *Madrassa* depuis le gouvernement de Hastings⁴³⁶. Prinsep eut affaire à une forte opposition angliciste qui réunit de grandes figures réformistes de la GCPI.

⁴³³ “If the the teaching of English be attempted to be put on any other footing than a course of study thrown open to the students of the Madrassa to be undertaken or not at their perfect option; if a preference of any be given to it in the distribution of jageers, we shall be making a change in the character of the institution such as nothing but an order of the Government which made the endowment could justify. But the resolution goes further than this. It not only gives preference to those who study English but gives to them a monopoly of the jageers, that is, it makes English the sine qua non of study at a College of Moulvies. The next step will be to transfer the Professors’ allowances to teachers of English and then will follow in due course the voting of Arabic and Persian to be dead and damned.” *Ibid.*, p. 103.

⁴³⁴ “I am strongly convinced of the duty of those who are connected with education, to promote it as much as possible through the gradual but effective introduction of European literature and science. I therefore hail with satisfaction any encouragement that I see is given in our institutions to continue the acquirement of the English language with the learning for which we must expect that the native if unassisted and undirected will long retain a most pernicious prepossession. I believe that the People of India are willing to adopt any agency for their improvement and for their advancement in the scale of nations that their European government shall favour. I hold it to be an injustice to them and hostility to ourselves to allow our subjects to suppose that we are merely indifferent to the extension of the use of our language... Why not then openly avow the principle and reward by our favour those who cultivate the means by which we hope to benefit their countrymen...and I would also suggest to the government that the Public authorities be desired in filling up vacancies or making nominations to offices to give a preference to candidates who unite with the requisite attainments and qualities for the discharge of the duties of the appointment a respectable knowledge of the English language.” G. A. Bushby, Proceedings of the General Committee of Public Instruction, *Madrassa*, 30 August 1835, *Board’s Collections*, 77589-77644, vol. 1846, folio 4, India Office Records.

⁴³⁵ “I entirely coincide in the justice of the sentiments expressed in Mr Bushby’s will to conceived and able minute.” *Ibid.*

⁴³⁶ “... But be it observed it is one thing to lay down a rule for seminaries we may have recently established or may be now establishing with the funds placed by Government at our disposal and another to administer existing institutions founded for the exclusive benefit of particular sects and classes. These are pledged to administer in trust and therein lies my principal objection to the attempts to introduce this system of compulsion and disabilities into the endowment made for the Mohammedans by Mr Hastings in the establishment of the *Madrassa* instead of making it our own and looking upon it as our sounder duty to eradicate the pernicious prepossession we find in the moosulman youth to the language and literature of Arabic and Persian. It is our especial duty to cherish and reward those who show zeal in the prosecution of such studies... and it is an avowal of narrow mindedness to say that it is not reconcilable to duty that we should continue to administer the affairs in this spirit.” H. T. Prinsep, 3rd September 1834, Proceedings of the General Committee of Public Instruction, *Madrassa*, *Board’s Collections*, 77589-77644, vol. 1846, folio 4, India Office Records.

Dans son journal, Prinsep montrait qu'à l'exception de la décision d'abolition des *Madrassa* et du Collège du Sanscrit de Calcutta, la résolution du gouvernement de Lord Bentinck était calquée sur le compte-rendu de Macaulay⁴³⁷. Prinsep indiqua dans son journal que ses efforts pour s'opposer à cette puissante campagne angliciste n'avaient pas eu d'effet. Suite à la fameuse controverse entre Prinsep et Macaulay sur la question de la langue anglaise imposée dans les établissements orientaux, Prinsep soumit une note au gouverneur expliquant que l'argument de Macaulay était biaisé⁴³⁸. Prinsep qualifia la résolution du 7 mars 1835 dans laquelle Bentinck adopta quasiment tous les arguments défendus par Macaulay d'irréfléchié⁴³⁹. Bentinck ignore la note de Prinsep dans laquelle ce dernier lui demandait de revenir sur les décisions qu'il avait prises et qui furent couronnées par la publication de la résolution⁴⁴⁰. Bentinck refusa de publier la note de Prinsep en soulignant que les secrétaires n'interviendraient pas dans les décisions du gouverneur général et que seul le Conseil des directeurs avait la possibilité d'approuver ou de rejeter ce que les membres du Conseil considéraient comme documents officiels⁴⁴¹.

Cette bataille réformatrice révéla que Bentinck était partisan des réformes anglicisantes et occidentalistes introduites dans l'éducation indienne, alors que son successeur, Auckland ne l'était pas. Bien que ses aspirations réformatrices fussent plus œcuméniques, ce dernier encouragea l'enseignement traditionnel⁴⁴². Pour lui, l'enseignement islamique, en particulier,

⁴³⁷ "...then one day without mooted the matter at all in the Council of Education, he prepared an elaborate Minute proposing not only to withhold any further grant of public money from institutions for conferring instruction in native literature of any kind, but even to abolish the existing Sanskrit and Madrassa Colleges to which Government had made grants many years ago, that of the Madrassa dating from the time of Warren Hastings. This Minute T. B. Macaulay gave to Lord W. Bentinck at Barrackpur, the Governor General's country-house. Lord W. Bentinck sent it down to me (the Educational being one of my Secretariat Departments) with a short note written at the foot adopting it and desiring it to be put in train to be brought before Council." Prinsep's Diary, *Educational Records*, p. 133.

⁴³⁸ "Seeing this ferment and sensible of the mischief that must follow the adoption to the full of the recommendations contained in the minute of Mr. Macaulay which seemed to me to be assented to by the Governor-General, I took upon myself, in my capacity of Secretary, to submit to the Head of the Government a note explaining many of the circumstances on which Mr. Macaulay had, in my opinion, built erroneous conclusions or had written from imperfect information." Minute by H. T. Prinsep, dated the 20th May 1835, *Educational Records*, p. 138.

⁴³⁹ "I am fully warranted by what fell under my view in the course of the whole transaction in calling the resolution of the 7th March a rash Act" *Ibid.*, p. 139.

⁴⁴⁰ "When the subject came under consideration in council, there was a very hot argument between myself and Mr. Macaulay." Prinsep's Diary, p. 134.

⁴⁴¹ "Lord W. Bentinck would not even allow my memorandum to be placed on record. He said it was quite an abuse that Secretaries should take upon themselves to write memorandums; that it was enough for the Court of Directors to see what the Members of Council chose to place on record; that what the Secretaries wrote was nothing unless adopted by the Government." Prinsep's Diary, *Ibid.*, p. 134.

⁴⁴² "One mode which has been ably contended for is that of engrafting European knowledge on the studies of the existing learned classes of the Moulwees and Pundits of India. I confess that from such means I anticipate only very partial and imperfect results. I would in the strictest good faith, and to the fullest extent, make good the

avait toujours eu des bienfaits moraux⁴⁴³. Il modifia alors la résolution de Bentinck. D'après Prinsep, la politique d'Auckland était plus réaliste parce qu'il n'avait pas fait de l'enseignement en anglais, aux dépens des langues vernaculaires, une préférence gouvernementale. Auckland citait Wilkinson parce que ce dernier avait limité l'enseignement de la langue anglaise aux établissements des trois présidences et dans les quelques provinces où la demande de cet enseignement était forte. Pour ce dernier, l'usage de l'anglais par les indiens étant encore confidentiel, il ne fallait pas se précipiter pour l'introduire partout. Tout comme Prinsep, Auckland se retrouva face à une controverse opposant les réformistes anglicistes aux orientalistes. Il pensait que la source des 'violentes disputes' entre ces deux groupes était étroitement liée à l'insuffisance des crédits alloués par le gouvernement de l'Inde à l'enseignement.

3.5.3.1. La politique réformiste orientaliste-angliciste de Lord Auckland

Auckland adopta une politique de conciliation en encourageant toutes les études disponibles dans les établissements traditionnels. Il considérait que la controverse Orientalistes-Anglicistes pouvait être évitée simplement en préservant les aides allouées aux études orientales et en créant d'autres fonds pour promouvoir les études occidentales. Dans son compte rendu daté du 24 novembre 1839, alors qu'il était gouverneur général, il indiquait qu'il devait travailler sur deux dossiers très importants : celui du différend opposant les Anglicistes aux Orientalistes sur l'attribution des bourses scolaires par le gouvernement de l'Inde à quelques établissements⁴⁴⁴ et celui du plan d'Adam sur l'amélioration des écoles

promise of upholding, while the people resort to them, our established institutions of our Oriental learning. I would make those institutions equal sharers with others in any general advantages or encouragements which we are satisfied ought to be afforded with a view to the promotion of due efficiency in study... nor am I at all disposed to undervalue the amount of sound education and morality which is to be acquired at these seminaries, even without calling in the sources of European science and literature." Minute by the Right Honorable the Governor General of India, dated Delhi, November 24th, 1839. *Board's Collections*, 77638, India Office Records, volume 1846.

⁴⁴³ " ... I am yet aware that the effect of all advanced education, and I will add, especially of a Mahomedan education, is in cherishing habits of reflection, of diligence, and of honorable emulation, that it tends also to elevate the tone of moral character." *Ibid.*

⁴⁴⁴ "Before entering on the details of these subjects, I may observe that it may in my opinion be clearly admitted, and I am glad from the papers before me to see that this opinion is supported by the authority of Mr. Prinsep, that the insufficiency of the funds assigned by the state for the purposes of public instruction has been amongst the main causes of the violent disputes which have taken place upon the education question, and that if the funds previously appropriated to the cultivation of oriental literature had been spared, and other means placed at the disposal of the promoters of English Education, they might have pursued their object aided by the good wishes of all... The sum immediately at command was limited. Parties wishing to promote the diffusion of knowledge in different forms contended eagerly, the one to retain, the other to gain, that sum for the schemes to which they

autochtones dans les provinces du Bengale et du Bihar. Auckland exploita des rapports sur l'état de l'enseignement dans tous les établissements pour élaborer des réformes adaptées et efficaces dans les provinces et présidences concernées. Il voulut également vérifier si les autochtones dans chaque province s'intéressaient réellement à l'apprentissage de l'anglais. Cette méthode de travail était similaire à celle adoptée par Colvin. En outre, il pensait qu'il était indispensable de recruter de bons professeurs afin d'assurer un apprentissage efficace.

Pour Auckland, la maîtrise parfaite des savoirs orientaux était essentielle pour les autochtones et il consacra les fonds nécessaires à l'*Oriental Seminary*. Il encouragea la publication de livres scolaires en langues vernaculaires alors financée en partie par les fonds éducatifs du Bengale et de Bombay, comme le montrèrent les rapports de *la Native Education Society of Bombay* de 1838⁴⁴⁵. Pour Auckland, l'éducation autochtone devrait tout d'abord plaire aux jeunes autochtones mais des réformes pourraient être introduites afin de répondre aux demandes d'éducation occidentale en langue anglaise⁴⁴⁶. Sa priorité restait l'éducation traditionnelle en langues vernaculaires qui, selon lui, préservait la stabilité politique et sociale de la colonie indispensable à la garantie des intérêts britanniques.⁴⁴⁷ Cependant, il encouragea également l'apprentissage de l'anglais pour les futurs agents juridiques et rédacteurs de la correspondance de la Compagnie⁴⁴⁸, même si, selon lui, cette langue étrangère était difficile à maîtriser par les autochtones. En outre il précisa que le gouvernement de l'Inde devrait encourager et financer ces jeunes à la fois dans leurs études orientales et occidentales pour

were respectively favourable, and had fresh sums been at once procurable, no one might have objected to their employment for a full and fair experiment on the new ideas which began to prevail... I would at once say, on the position that the Government has given a pledge that the funds heretofore assigned to particular Institutions shall continue to be so for ever appropriated, that I cannot hesitate to express my conviction that the acts or intentions of the Government will not justly bear this very exclusive and restrictive construction." Ibid.

⁴⁴⁵ Native Education, *Board's Collections*, 77638, volume 1846, folio 4, India Office Records.

⁴⁴⁶ "I cannot say that I attach much importance to antient oriental literature, but nevertheless I think that assistance might fairly be given by us towards the printing in translation of any work to which interest or curiosity might be attached. At the same time I shall think it strange if you compel us to spread large sums upon these branches of literature and education whether they should be useful or useless, sought after or neglected." Private Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Calcutta, June 20th 1836, Broughton Correspondence, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, *Additional Manuscript*, 36, 473.

⁴⁴⁷ "I would also give a decided preference, within these institutions, to the promotion in the first instance of perfect efficiency in Oriental instruction, and only after that object shall have been properly secured in proportion to the demand for it, would I assign the funds to the creation or support of English classes." Minute by the Right Honorable the Governor General of India, dated Delhi, November 24th, 1839, Native Education, *Board's Collections*, 77638, India Office Records, volume 1846, folio 4

⁴⁴⁸ "It is true and no one has more heartily concurred and rejoiced in the determination than myself, that the vernacular tongues, and no English will be the future languages of the Courts and Offices in the interior of the Country. But this circumstance will in no degree detract from the force of these inducements to English study of which, as regards the vast and most important correspondence which must ever be conducted in English" *Ibid.*

que leur pauvreté ne les contraigne pas à quitter l'école très tôt⁴⁴⁹. Pour ce faire, il demanda à la trésorerie de budgéter la somme annuelle de 25.000 roupies. Il promit également de protéger la GCPI de toute perte liée à cet effet. Selon lui, le Conseil des directeurs avait également adopté une politique éducative très objective, juste et satisfaisante. Cette politique permit à l'*Asiatic Society* de financer séparément les aides réservées à la publication d'ouvrages littéraires de référence. Par contre, Auckland était contre l'avis du Conseil des directeurs de soutenir tout auteur autochtone dans ses écrits et dans ses traductions en langues vernaculaires. Il exigeait une meilleure qualification de ces auteurs afin de préserver la qualité des ouvrages publiés par les autochtones avec l'aide du gouvernement de l'Inde.

Pour résumer, Auckland pensait que les réformes de l'éducation autochtone ne devaient pas se limiter à une minorité d'aristocrates⁴⁵⁰. Diffuser l'éducation et ses bienfaits à toute la population était son objectif principal mais, la majorité des Indiens de l'époque ne disposaient pas de fonds suffisants pour s'inscrire dans les établissements scolaires ou universitaires. Son plan d'aide boursière, qui consistait à financer sur des critères exclusivement méritocratiques le quart des étudiants inscrits dans les établissements orientaux et occidentaux, ne pouvant pas être pris en charge par son gouvernement, devait être financé par la *Flaherty Scholarship*. Il travailla également avec le *Calcutta Education Committee*, suggérant la fin de l'enseignement vernaculaire dans des classes séparées pour permettre aux étudiants d'avoir des cours complets réunissant les langues anglaise et vernaculaires.

Le Conseil des directeurs approuva la politique proposée par Auckland sur l'importance de mettre en relation les écoles des provinces avec une université centrale pour permettre aux érudits d'accéder à l'enseignement supérieur dans des établissements prestigieux et de bénéficier des bourses attribuées. Son projet était de construire des universités (*Central Colleges*) dans les provinces de Dacca, Patna, Bénarès, Allahabad, Agra et Delhi. Pour Auckland, il s'agissait de rendre l'enseignement supérieur plus efficace dans

⁴⁴⁹ "It remains that means should be furnished, at least to the most promising of the scholars, to continue their studies to the desired completion, as incontestable proof appeared to have been given that their poverty would otherwise generally compel them to retire from College as soon after leaving boyhood... I am of opinion... that whatever amount of reward and support for meritorious students may be granted to those attached to our English, should be granted also in perfectly like proportion in our oriental institutions" *Ibid.*

⁴⁵⁰ "We are dealing with a poor people, to the vast majority of whom the means of livelihood is a much more pressing object than facilities for any better description or wider range of study... One mode which has been ably contended for is that of engrafting European knowledge on the studies of the existing learned classes, of the Moulvees and Pundits of India. I confess that from such means I anticipate only very partial and imperfect results." *Ibid.*, p. 155.

certaines universités centrales plutôt qu'améliorer l'enseignement élémentaire au niveau des écoles *Zillah (Zillah Schools)*⁴⁵¹.

Son approche sur la question de l'éducation des autochtones évolua progressivement vers un réformisme *whig* qui la considérait comme essentielle pour enraceriner la domination britannique et développer le pays⁴⁵². Dans sa correspondance, il soulignait l'importance du dialogue entre la civilisation orientale et un savoir européen très avantageux pour les jeunes et mettait l'accent sur la conciliation obligatoire entre ces deux mondes. Auckland était aussi en accord total avec le Conseil des directeurs sur le fait que la littérature européenne serait mieux reçue et appréciée lorsqu'elle serait enseignée dans sa langue de production, d'où son encouragement à l'adoption de la langue anglaise dans l'enseignement supérieur autochtone⁴⁵³. De plus, il considérait que l'enseignement supérieur anglais était indispensable aux jeunes Indiens désirant travailler dans l'administration coloniale britannique. Il soulignait la nécessité de maîtriser la langue anglaise pour la rédaction des rapports sur les affaires publiques dans la correspondance indienne. Dans les années 1840, le Conseil de l'éducation (*Board of Education*) se rallia à la position d'Auckland qui pensait que seul l'enseignement supérieur devait être en anglais⁴⁵⁴. Cependant, pour Auckland, les autochtones étudiant les langues orientales étaient également indispensables au bon fonctionnement de l'administration coloniale britannique. Il prit des mesures pour sélectionner les candidats aux postes gouvernementaux via des tests de compétences en langue anglaise et en administration. Enfin, il rappela qu'il était essentiel que les gouvernements des trois présidences collaborent avec les représentants de l'instruction publique notamment dans l'élaboration de manuels

⁴⁵¹ Despatch from the Honourable the Court of Directors, dated the 20th January 1841, on the Subject of Native Education, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1922, p.5. Minute by the Right Honorable the Governor General of India, dated Delhi, November 24th, 1839, Native Education, *Board's Collections*, 77638, India Office Records, volume 1846, folio 4

⁴⁵² "Our hold over this people is very imperfect, and our power of offering motives to stimulate their zeal is but of confined extent." *Ibid.* p. 154.

⁴⁵³ "We have seen that, in Bombay, as at Calcutta, from the time at which effective arrangements have been made for the higher branches of instruction in English, the understandings of the students have been thoroughly interested and roused, and the consequences have wonderfully, to use the words of the Calcutta Committee of Public Instruction in 1831, "surpassed expectation." Minute by Lord Auckland, dated 24th November 1839, Native Education, *Selections from Educational Records, Part I, 1781-1839*, p. 157.

⁴⁵⁴ "The considerations mentioned in the earlier part of this report, and general experience in India, appear to shew that the higher branches of education can only be taught effectively through the medium of the English language, while on the other hand, the great mass of the population, who have but little time to bestow in school attendance, can derive most readily a portion of elementary knowledge by the means of Vernacular instruction." Report of the Board of Education for 1845, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1922, p. 23.

scolaires traduits en langues vernaculaires, et ce en accord avec le Conseil des directeurs⁴⁵⁵. Il ne cessa d'attirer l'attention sur le fait que l'enseignement autochtones devrait conduire au développement moral et intellectuel de ces derniers, et ce en langues vernaculaires.

Le successeur d'Auckland, Hardinge, continua dans la même perspective politique. Les membres de la GCPI reprirent l'idée de préparer des manuels en langues vernaculaires. Cette politique eut un grand succès parce que la création d'écoles vernaculaires dans les provinces fut enfin adoptée en 1844. Dans la même année, deux autres décisions importantes furent prises. La première concernait la désignation d'un inspecteur des écoles dans les basses provinces du Bengale, Bihar et Orissa et également dans la province d'Assam. La seconde décision prise par Hardinge fut d'ouvrir l'administration coloniale au recrutement des diplômés de différents établissements publics⁴⁵⁶. Les critères de sélection étaient identiques à ceux exigés pour obtenir des bourses. Cependant, les écoles vernaculaires furent un échec total, selon M. Kerr, parce que les parents n'étaient pas suffisamment motivés pour investir dans l'enseignement de leurs enfants en langues vernaculaires⁴⁵⁷.

3.5.3.2. H. T. Prinsep et la valorisation des langues vernaculaires

Pour H. T. Prinsep, il fallait laisser les Indiens choisir eux-mêmes leurs études et le gouvernement colonial devrait encourager les études orientales et occidentales. En tant que professeur orientaliste, il admettait que c'était bien son rôle d'inciter les autochtones à étudier

⁴⁵⁵ "At the same time we authorize you to give all suitable encouragement to translations of European works into the Vernacular languages, and also to provide for the compilation of a proper series of Vernacular class books according to the plan which Lord Auckland has proposed." Despatch from the Honourable the Court of Directors, dated the 20th January, 1841, on the subject of Native Education, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p.4.

⁴⁵⁶ "The Governor General having taken into consideration the existing state of education in Bengal and being of opinion that it is highly desirable to afford it every reasonable encouragement by holding to those who have taken advantage of the opportunity of instruction afforded to them, a fair prospect of employment in the public service and thereby not only to reward individual merit, but to enable the State to profit as largely and as early as possible by the result of the measures adopted of late years for the instruction of the people as well by the Government as by private individuals and societies, has resolved that in every possible case a preference shall be given in the selection of candidates for public employment to those who have been educated in the institutions thus established, and especially to those who have distinguished themselves therein by a more than ordinary degree of merit and attainment." Resolution of the Government of India, dated the 10th October, 1844, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 90.

⁴⁵⁷ "The Native gentlemen who constructed the school-house, informed me that the institution was useless. They expressed deep regret that Government should support Vernacular schools which they do not want, and withhold English schools of which they stand so much in need... They said they did not want Government to teach them their own language, and they called upon me to substitute an English school in its stead, as without the assistance of Government instruction in English was unattainable." Provincial developments, Bengal, (e) Failure of the vernacular schools, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 68.

les lettres et sciences européennes, mais il insistait sur le fait qu'il fallait encourager toutes les études et respecter le choix des autochtones fortunés afin de s'assurer de leur soutien aux réformes qui, sans cela, risquerait de s'affaiblir.

Prinsep, alors secrétaire du Conseil de l'éducation (*Board of Education*), revint point par point sur la prise de position occidentaliste et angliciste extrémiste de Macaulay dans sa *Minute on Indian Education* en la qualifiant de discriminatoire à l'égard de l'éducation des autochtones qui manifestèrent leur colère face à l'attaque de Macaulay contre leur *Madrassa*⁴⁵⁸. Prinsep s'opposa à l'introduction de l'éducation occidentale voulue par le groupe des réformistes anglicistes, présidés par Macaulay, et défendit le maintien des langues vernaculaires dans l'éducation indienne. Il pensait que l'instruction des jeunes indiens serait plus simple et plus efficace en utilisant leurs propres langues⁴⁵⁹. Sa controverse avec Macaulay sur la place qui devait être réservée à l'anglais dans l'éducation en Inde est restée célèbre. Alors que Macaulay comparait l'Anglais en Inde britannique au Grec et au Latin à l'époque de la Renaissance européenne, Prinsep considérait que l'Arabe et le Persan pour les Musulmans et le Sanscrit pour les Hindous, plutôt que l'Anglais, jouaient un rôle comparable à celui des deux langues classiques européennes⁴⁶⁰. Leurs visions des réformes à apporter dans l'enseignement indien étaient totalement opposées. Pour Prinsep, l'argument principal du compte-rendu de Macaulay se centrait autour du fait que les autochtones étaient payés, voire forcés, d'étudier l'Arabe, le Persan et le Sanscrit alors qu'en réalité, les étudiants brillants recevaient des allocations mensuelles (*jageers*) pour les encourager à poursuivre

⁴⁵⁸ “The minute assuming apparently the *Mudrusa* to be one of the institutions supported out of the Lakh of rupees appropriated by Parliament proceeds to the question what is the most useful mode of employing that fund. It is laid down that the vernacular dialects are not fit to be made the vehicle of instruction in science or literature, that the choice is therefore between English on the one hand and Sanscrit and Arabic on the other – the latter are dismissed on the ground that their literature is worthless and the superiority of that of England is set forth in an animated description of the treasures of science and of intelligence it contains and of the stores of intellectual enjoyment it opens... The whole question is – have we it in our power to teach everywhere this English and this European science? It is in doubting nay in denying this that those who take the opposite view maintain the expediency of letting the natives pursue their present course of instruction and of endeavouring to engraft European Science thereon.” Prinsep’s note 15th February 1835, *Ibid.*, Part I, p. 121.

⁴⁵⁹ “But when T. B. Macaulay arrived to be the new legislative member of the Council of India, his high literary reputation induced the Government to appoint him President of the council of Education, and the English party, as it was called, entertained high hope that his influence and authority would turn the scale against me and my supporters.” H. T. Prinsep’s *Diary*, *Ibid.*, p. 133.

⁴⁶⁰ “Latin and Greek were to the nations of Europe what Arabic and Persian are to the Mooslims and Sanscrit to the Hindoos of the present population of Hindoostan and if a native literature is to be created it must be through the improvements of which these are capable. To the great body of the people of India English is as strange as Arabic was to the knights of the dark ages. It is not the language of the erudite of the clergy and of men of letters as Latin always was in Europe and as Arabic and Persian are extensively in Asia.” *Ibid.*, pp. 121-122.

leurs études à la *Madrassa* de Calcutta⁴⁶¹. Prinsep soulignait que l'apprentissage de l'anglais par les autochtones était réservé aux classes supérieures et, en particulier, aux hommes envisageant de travailler dans l'administration coloniale et dont la formation nécessitait une bonne connaissance de la langue anglaise : il soupçonnait même l'élite musulmane de préférer l'anglais à sa propre littérature. Ainsi, Prinsep considérait comme une mesure absurde voire intolérante à l'égard des Musulmans la décision d'abolir complètement ces études dans les établissements de la *Madrassa*⁴⁶². En effet, Prinsep montra que même les publications de la presse en arabe, en persan et en sanscrit étaient moins chères que celles en anglais. De surcroît, il souligna qu'il était plus efficace pour les étudiants autochtones de poursuivre leurs études en sciences arabes et sanscrites plutôt que d'avoir à étudier une nouvelle langue, l'anglais, avant même de commencer l'étude des sciences européennes⁴⁶³.

Dans son journal, Prinsep montra comment une poignée d'agents de la Compagnie s'opposa à l'adoption par le gouvernement colonial d'un programme d'enseignement fondé sur les lettres et sciences orientales. D'après lui, ils attaquèrent également, avec le soutien des missionnaires, la mythologie sanscrite ainsi que l'usage courant du Persan dans les tribunaux et dans les correspondances du gouverneur général. En tant que membre du Conseil de l'éducation, Prinsep montra comment il fut amené à résister à ce mouvement occidentaliste et

⁴⁶¹ *"But to proceed to the real arguments of the minute. It is said that in teaching Arabic and Sanscrit we are not consulting the intellectual taste of the natives but are "forcing on them the mock learning which they nauseate... As well might it be assumed from the fact that there are foundation scholars at Eton and scholarships in all Colleges of both Universities in England that no body would learn Latin and Greek if it were not for these stipendiary advantages. Be it Latin and Greek or Mathematics or Law or Arabic and Sanscrit literature or be it English the principle is the same. Scholarships are given and it is thought right to give them to reward and encourage the poor scholar and to lead as well through the excitement of competition as by lengthening the course of study to the attainment of higher proficiency. In the Mudrusa itself separate scholarships have been established for proficient in English in order to encourage the study of that language. If this be a conclusive argument that the study of English is nauseated because it requires to be paid for, then may it be applied to Arabic and Sanscrit and to Mathematics and to all other studies. All must participate in the reproach or it will evidently apply to none."* Prinsep's note, 15th February 1835, *Ibid.*, pp. 122-124.

⁴⁶² *"The Moosulman subjects of the Government are much more jealous of innovation upon their habits and their religion than the Hindoos ever were. When it was first proposed to teach them English they consulted their oracle of the day Uzeezooddeen of Dehlee as to whether it was sinful to yield to the innovation. He gave them a most sensible answer and since then not only has English and English science been extensively taught but much progress has been made in instilling correct moral principles and reconciling the sect to further improvements. Such a measure at this time as the abolition of the Mudrusa would produce alienation in this wide class of the population...instead of aiding would impede if it did not prevent any further improvement. To the principle of conciliation it is decidedly opposed and will universally be looked upon as touching close upon intolerance."* Prinsep's note, 15th February 1835, *Ibid.*, p.129.

⁴⁶³ *"These are the classes of persons to whom the study of English is as yet confined and certainly we have no reason yet to believe that the Moosulmans in any part of India can be reconciled to the cultivation of it much less give it a preference to the polite literature of their race or to what they look upon as such."* Prinsep's note, 1th February 1835, *Ibid.*, p.125.

anglicisant qui ne se limita pas à l'introduction de la langue anglaise dans les établissements orientaux, mais la rendit obligatoire pour tout le monde⁴⁶⁴.

Dans son rapport de 1840, le capitaine Candy, directeur du *Poona Sanskrit College*, prenait clairement position en faveur de l'enseignement en langues vernaculaires et non pas en anglais ou en sanscrit⁴⁶⁵. D'après lui, l'anglais devrait être considéré comme source d'idées et de sujets d'enseignement et non pas comme langue étrangère enseignée⁴⁶⁶. Dans son rapport sur le système éducatif efficace de la province de Bihar et dans les hautes provinces, F. Boutros, directeur de *Delhi College*, exprimait son parfait accord avec les idées du capitaine Candy. Toutefois, la position orientaliste de F. Boutros cachait une stratégie purement angliciste. En effet, Boutros mettait l'accent sur la supériorité de la langue anglaise vis à vis des langues vernaculaires et orientales⁴⁶⁷. Il établissait la différence entre un enseignement anglais et un autre dans lequel les savoirs anglais et occidentaux étaient transmis en langues vernaculaires. En effet, dans les provinces de Calcutta et de Delhi, l'enseignement se faisait en anglais, mais dans les autres provinces, moins peuplées, l'étude de l'anglais et des savoirs occidentaux était quasiment inexistante. Ceci était lié au vaste problème de la pauvreté qui empêchait les élèves de poursuivre leurs études au delà des classes élémentaires assurées par le gouvernement colonial. Par contre, selon Boutros, les classes aisées des *Pandits* et *Moulvies* bénéficiaient d'un enseignement leur permettant la transmission des savoirs occidentaux, qu'il qualifiait de trésors, en langues vernaculaires⁴⁶⁸.

Les directeurs de la Compagnie eurent toujours une préférence pour les langues vernaculaires, qu'elles soient utilisées en classe ou dans les manuels de cours. Se référant à l'importance des traditions linguistiques locales pour les jeunes autochtones scolarisés défendues par Trevelyan, Nicholls ou Taylor, ils s'appuyèrent sur l'idée que le progrès

⁴⁶⁴ "I took part of course against the innovations which this party wanted to introduce, and I carried with me the vote of the majority of the Council of Education." H. T. Prinsep's Diary, *Ibid.*, p.133.

⁴⁶⁵ "It is expected that the benefit of the instruction afforded in the Government Schools will not be confined to those who actually receive it in those schools, but that the latter will, by original works or translations, communicate their knowledge to their countrymen through the medium of the Vernacular language." F. Boutros 'An enquiry into the system of Education most likely to be generally popular in Behar and the Upper Provinces.' Serampore, 1842, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, p. 6.

⁴⁶⁶ "... knowledge must be drawn from the stores of the English language, the Vernaculars must be employed as the media of communicating it." Report of Captain Candy, Superintendent of the Poona Sanskrit College, 1840, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, p.2.

⁴⁶⁷ "...it is easy to perceive the immense advantage of English over the Oriental languages. With regard to Etymology, Rhetoric, and Poetry, the latter may be considered of superior interest to Asiatics, but in all other respects the great superiority of the former is indisputable". F. Boutros, *op. cit.*, p. 6.

⁴⁶⁸ "From all the enquire I have made among Pandits and Moulvies, there is apparently no objection whatever on their part to have the treasures of European knowledge communicated to them through Vernacular class books." F. Boutros, *op. cit.* p. 8.

éducatif en Inde devrait passer par les intellectuels du pays. Par contre, les comités locaux de Calcutta et de Delhi prirent une position opposée sur le sujet : occidentaliser l'enseignement des jeunes. Cette politique éducative fut incluse dans la résolution de mars 1835. Pour J. R. Colvin, le secrétaire privé d'Auckland, le gouvernement colonial et la GCPI devaient prendre en considération les différents contextes de Calcutta et des provinces. Il pensait également que l'enseignement devait cibler les formations préparant aux futurs emplois indispensables à la colonie et mettre ainsi en lumière son utilité.

Tableau 3. Évolution du nombre des élèves dans les écoles des Hautes provinces entre 1836 et 1837

Province	Nombre d'élèves	
	1836	1837
Benares Seminary	142	147
Agra College	118	151
Delhi Institution	110	84
Allahabad School	91	91
Meerut School	106	86
Patna School	102	109
Ajmere School	-	48
Furruckabad School	30	55

Source : Note by I. R. Colvin Esquire. Private Secretary to the Right Honorable the Governor General of India, Native Education, 77638, *Board's Collections*, volume 1846, India Office Records.

Progressivement, la GCPI ajouta aux matières orientalistes classiques l'enseignement occidental des sciences modernes en se focalisant sur l'enseignement supérieur. D'ailleurs, Colvin rappela dans sa note que la priorité de la GCPI était d'encourager et de financer l'enseignement supérieur, plutôt que l'élémentaire⁴⁶⁹. Après la résolution de mars 1835 et l'abolition des aides financières, les élèves dans les contrées les plus pauvres furent contraints de quitter l'école. Colvin blâmait explicitement le gouvernement de l'Inde pour son manque d'encouragement financier aux futurs étudiants, ce qui en conduisit plus d'un à renoncer aux études supérieures⁴⁷⁰.

⁴⁶⁹ "... The Committee were averse generally to the employment of their limited funds in the support of mere elementary education. Their professed object was to give a higher education to advanced students." Extracts from a Note by J. R. Colvin, Private Secretary to the Governor General, referred to in Lord Auckland's minute of November 24th. 1839, *Selections from Educational Records, Part I: 1781-1839*, p. 172.

⁴⁷⁰ «In that college the period of study is ordinarily too limited for the purposes of a finished education. In the schools in the Provinces, partly from the general poverty of the pupils, and partly from their object being too

Contrairement à la GCPI, le sondage mené par William Adam montra que l'enseignement élémentaire et non pas le supérieur était plus efficace à l'apprentissage du nouvel alphabet anglais et qu'il était difficile à déchiffrer pour des adultes en études supérieures. L'anglais ne fut introduit qu'en 1829 à la *Madrassa* de Calcutta et au *Sanskrit College* de Benares. L'apprentissage de la langue anglaise chez les autochtones n'allait pas au rythme souhaité par les enseignants. Ceci était dû à la réticence de la population indienne à accepter les savoirs occidentaux et à leur scepticisme quant aux bienfaits qu'ils pourraient tirer de cette ouverture sur l'Occident. Cette approche que Zastoupil et Moir qualifient de prudente, « *cautious approach* » caractérisa l'attitude générale des Indiens en réaction à l'introduction de l'enseignement occidental dans les établissements publics⁴⁷¹. Cette approche prudente fut l'objet d'intenses débats puisque, dans le camp opposé, James Mill et les réformistes *whigs* invitèrent les responsables de la Compagnie à employer tout leur pouvoir pour imposer immédiatement le système occidental à la société indienne.

3.5.3.3. Le débat entre réformistes anglicistes et orientalistes

Le grand débat sur la question de l'éducation indienne avait rendu impossible toute tentative de tisser un lien entre l'éducation traditionnelle d'une part, et une vision occidentale complètement divergente, d'autre part. L'introduction de la culture et de la langue anglaise, considérée par les Whigs utilitaristes comme essentielle aux intérêts coloniaux, bénéficia du soutien d'une classe hindoue bengalaise instruite et ouverte aux savoirs occidentaux sans laquelle toute réforme aurait été impossible. Cette entente favorisa la nouvelle politique d'enseignement dans laquelle les réformes anglicisantes, longtemps attendu par la direction de la Compagnie, tenaient une place prépondérante.

Le groupe des réformistes orientalistes dit « l'empire de l'opinion », (« *empire- of- opinion* ») des années 1820, dont les convictions réformistes tournaient autour de la politique de conciliation entamée par Hastings, était aux côtés des Musulmans et des Hindous qui avaient signé les pétitions de 1780, 1835 et 1836. Cependant, la politique de Bentinck fut

often only to gain a knowledge of English reading and writing, the terms of attendance are generally more brief and irregular, and an inducement to the more promising of the scholars to prosecute their studies till some useful amount of instruction and improvement is communicated to their minds, must be acknowledged to be among the decided wants of our system.» Note by I. R. Colvin Esquire. Private Secretary to the Right Honorable the Governor General of India, Native Education, 77638, *Board's Collections*, volume 1846, India Office Records, folio 4.

⁴⁷¹ Lynn Zastoupil and Martin Moir, eds., *op. cit.*, p. 21.

totallement opposée à celle élaborée par les Orientalistes. Depuis son départ de l'Inde, H. H. Wilson fut informé par les lettres de R. Deb (cf. p. 192). Wilson n'avait cessé de s'attaquer aux politiques imposées par les Anglicistes dans l'éducation indienne. Dans la pétition de 1838, Wilson introduisit l'idée majeure que seuls les étudiants ayant eu une formation en lettres classiques d'Asie du Sud, pourraient désormais bénéficier des bourses. Son argument s'appuyait sur le fait que ces derniers allaient eux-mêmes mener la renaissance de la littérature nationale indienne et qu'en imposant la culture occidentale, les autorités britanniques ne faisaient que ralentir cet objectif.

Le débat sur la question de l'éducation indienne entre les Anglicistes et les Orientalistes fut marqué par deux grandes figures des deux groupes de réformistes : T. B. Macaulay et H. T. Prinsep. Ce dernier réagit au discours de Macaulay qui mettait en valeur les bienfaits de la langue anglaise et des savoirs occidentaux et réitérait l'inutilité de l'enseignement traditionnel aux autochtones qui, selon lui, ne supportaient plus l'apprentissage des lettres sanscrites et arabes. Prinsep s'opposa à Macaulay en soulignant qu'au contraire, les étudiants ne voulaient pas se détacher de leur histoire et des savoirs de leur culture sud-asiatique. Pour Prinsep, Macaulay avait enchaîné les comparaisons déplaisantes et infondées entre la culture orientale et la culture occidentale. Si Macaulay avait pu défendre ces idées qui stigmatisaient la culture orientale, c'est qu'il avait trouvé dans les classes supérieures indiennes, en particulier chez l'élite bengalaise, un fort soutien aux idées libérales et aux réformes *whigs* visant la diffusion des savoirs et des lettres occidentaux. Néanmoins, ces autochtones tels que R. Roy, représentant cette classe d'intermédiaires, voulue par Macaulay, entre les autorités britanniques et la population locale, n'étaient pas représentatifs de tous les indiens qui avaient gardé un attachement très fort à leur histoire, leurs savoirs, leur littérature et leur culture orientale. En outre, Prinsep critiqua le raisonnement « erroné » de Macaulay quant à l'introduction brusque d'une langue étrangère dans une culture très différente. Pour ce faire, il prit l'exemple des langues grecques et latines et leur importance en Angleterre de la Renaissance. En Inde, les équivalents du Grec et du Latin étaient le Sanscrit et l'Arabe et non pas l'Anglais comme Macaulay avait essayé de le faire croire à son auditoire parlementaire lorsqu'il délivra son discours sur l'éducation indienne⁴⁷². D'après Prinsep l'anglais pourrait être introduit non pas en remplacement des langues traditionnellement enseignées dans le sous-continent mais en complément, en tant que

⁴⁷² T. B. Macaulay, *Speeches*, 2 volumes, Leipzig, Bernhard Tauchnitz, 1853.

langue moderne se justifiant par l'administration britannique de ce territoire colossal de son vaste empire.

La posture prise par la majorité des réformistes anglicistes s'est révélé être enracinée dans un évangélisme radical. Les écrits du réformiste angliciste et évangéliste Charles Edward Trevelyan dévoilent bien sa conviction que l'éducation constituait un moyen idéal permettant, par le biais de la discussion, d'influencer les esprits en quête de savoirs⁴⁷³. Dans son pamphlet, *Indophilus*, Trevelyan souligne l'intérêt de l'anglicisation de l'enseignement des autochtones. Pour lui, les sujets du sous-continent ayant été instruits en langue et littérature anglaises représentaient de potentiels convertis au Christianisme. Par contre, ceux qui suivaient la voie de leurs parents dans l'éducation traditionnelle pouvaient difficilement être convertis⁴⁷⁴. En outre, il mettait en lumière les bienfaits de l'enseignement occidental sur les jeunes autochtones. En étudiant à l'européenne, les jeunes ne risqueraient pas de vivre dans la pauvreté. Au contraire, ils ne pouvaient qu'améliorer leur situation sociale et les institutions de leur pays. Pour Trevelyan, la question des réformes de l'éducation indienne était indissociable de la question religieuse. Cela procurerait aux jeunes indiens un sens du devoir et de responsabilité dans leur vie. Ainsi, le gouvernement colonial devait, selon lui, privilégier l'enseignement religieux dans les écoles en enseignant la Bible aux élèves qui y découvrirait les révélations chrétiennes⁴⁷⁵. Ainsi, la domination britannique de l'Inde ne pouvait que perdurer puisque les autochtones auraient appris à faire confiance aux Britanniques, leurs maîtres et leurs amis⁴⁷⁶.

⁴⁷³ "If education and free discussion, and Christianity are firmly established there, a change will be wrought throughout the continent and islands of Asia, the blessings of which cannot be described by any human pen." Charles Edward Trevelyan, *The Letters of Indophilus to "The Times"*, Knowsley Pamphlet Collection, London, Longman, Brown, Green, Longmans and Roberts, 1858, p. 69.

⁴⁷⁴ "There is no subject of conversion so hopeless as a Hindu who has been taught according to the perfect manner of the law of his fathers...The youth of India are not only rescued from the state by the Government system of education, but they are advanced one stage further. They are taught to think, and their thoughts are inclined towards Christianity by a literature which has grown up under its influence, which always assumes its truth, and is deeply imbued with its spirit." *Ibid.*, p. 74.

⁴⁷⁵ "All will agree that the most effectual means should be taken to instruct the natives of India in the truths of Christianity." *Ibid.*, p. 75

⁴⁷⁶ "The effect of a training in European learning is to give an entirely new turn to the native mind. The young men educated in this manner cease to strive after independence according to the original native model, and aim at improving their institutions according to the original native model, and aim at improving their institutions according to English ideas; they cease to regard us as enemies and usurpers, and look upon us as friends and patrons, under whose protection the regeneration of their country may be gradually worked out." Charles Edward Trevelyan, *The Letters of Indophilus to "the Times"*, London, Longman, Brown, Green, Longmans, and Roberts, 1858, p. 75.

3.5.4. Le rôle des missionnaires

Très tôt, les missionnaires s’immiscèrent dans la question de l’éducation des enfants autochtones. Ils publièrent plusieurs articles sur le sujet de l’éducation indienne dans leur journal, *Friend of India* (Annexe 4-a). Dans ses écrits, Charles Edward Trevelyan considérait que les fonds attribués aux missionnaires étaient bien exploités dans la fondation d’établissements scolaires où l’enseignement de l’anglais et des langues vernaculaires constituait la pédagogie adoptée dans chaque province⁴⁷⁷. L’enseignement de la littérature anglaise en langues vernaculaires fut stratégique chez les Anglicistes qui, en offrant cet enseignement aux autochtones, faisaient de l’anglais la source de tout savoir et le Christianisme la source de leur inspiration⁴⁷⁸. En effet, Trevelyan compara les réformes introduites par les Britanniques en Inde à la Réforme anglaise qui, avec l’Eglise d’Angleterre (*The Church of England*) redonna à toute une nation fierté en sa langue vernaculaire, dans laquelle la Bible fut traduite, et non pas en latin ou en grec comme à l’époque de la Renaissance. Dans ce sens, les missionnaires britanniques en Inde, dont la moralité et la conduite étaient censées être exemplaires, devaient répondre à de stricts critères de sélection⁴⁷⁹.

Les missionnaires dominèrent les établissements scolaires et universitaires dans lesquels les nouveaux savoirs importés de Grande-Bretagne étaient enseignés. Depuis la Charte de 1813, des missionnaires s’étaient mobilisés pour édifier des écoles élémentaires dans la plupart des régions indiennes. William Carey, par exemple, ayant consulté les dispositions de la Charte de 1813, proposa de mieux exploiter les fonds alloués à l’éducation autochtone. D’après lui, il fallait instaurer une direction générale de toutes les écoles se situant dans un cercle de 150 miles de diamètre. Les écoles seraient gérées par des enseignants autochtones qui dépendraient de la direction de Carey. Ce plan l’amena aussi à suggérer au gouvernement du Bengale de concentrer ses ressources sur le financement de l’apprentissage par les autochtones des sciences européennes à l’Université de Fort William. Le plan initial de Carey, trop utopique et radical pour le gouvernement colonial, fut finalement rejeté.

⁴⁷⁷ “If the missionaries go on as they have begun, I see no limit to the power of giving a Christian character to native education.” *Ibid.*, pp. 79-80.

⁴⁷⁸ “Another potent engine for the formation of the national mind is the construction of a vernacular literature, of which English will be the storehouse of knowledge and the Christian religion the source of inspiration.” *Ibid.*, p. 80.

⁴⁷⁹ “The character and conduct of the English is therefore an element of the highest importance in the evangelization of India.” *Ibid.*, p. 80.

Les missionnaires de Serampore influencèrent les politiques éducatives adoptées en Inde britannique et étaient très actifs dans l'élaboration de leur travail sur l'éducation indienne, notamment avec la publication du traité de Marshman en 1816 (*Hints relative to Native Schools*). Ce traité envisageait la meilleure façon de gérer les écoles avec les idées réformistes des missionnaires de Serampore. Il eut un succès public phénoménal à la fois chez les autochtones et chez les Britanniques, y compris le gouverneur général Hastings. Les Eglises reçurent des dons réguliers que l'on réutilisa dans le financement de la fondation de nouvelles écoles britanniques en Inde. Entre 1816 et 1817, 103 écoles élémentaires furent établies avec 6.703 élèves dans la région de Serampore⁴⁸⁰. En outre, la fondation de l'Université des Hautes Etudes de Serampore et du *Baptist Mission College* en 1818 fut une étape majeure dans le travail des missionnaires sur l'éducation indienne.

Les jeunes Indiens scolarisés constituaient évidemment une cible majeure pour des conversions potentielles et massives dans les projets de christianisation. Les missionnaires voyaient en l'éducation occidentale dans des écoles anglaises un moyen idéal pour transmettre aux jeunes autochtones les principes de base de la théologie chrétienne et pour les convaincre de l'inutilité des superstitions hindoues. Dans la revue, *Calcutta Journal*, daté du 11 mars 1822, l'un des missionnaires décrivait la situation spirituelle des autochtones comme étant dans un état d'idolâtrie dégradé : il fallait leur faire appréhender l'existence du vrai dieu⁴⁸¹. Dans les rapports de la GCPI, maintes lettres échangées entre directeurs d'écoles et représentants des Eglises constituaient autant d'incitations ouvertes à la conversion des jeunes autochtones. Le 1^{er} février 1832, Alexander Duff alors responsable de l'Eglise écossaise, ayant fondé des écoles évangélistes, envoya une lettre au secrétaire général de la GCPI, l'informant que lui-même avait reçu une circulaire insistant sur la diffusion massive des savoirs littéraires, scientifiques et religieux par tous les moyens possibles dans les écoles de la province de Chinsura. Il remercia également la GCPI pour son attitude d'ouverture qui avait permis aux réformistes évangélistes d'accéder au domaine ultra-sensible de l'éducation et de l'enseignement⁴⁸². En outre, les directeurs de la Compagnie échangèrent des dépêches avec le

⁴⁸⁰ 1st Serampore Schools Report (1817), p. 12, in M. A. Laird, *Missionaries and Education in Bengal, 1793-1837*, Oxford, Clarendon Press, 1972, pp. 71-72.

⁴⁸¹ "Indians now engaged in the degrading and polluting worship of idols shall be brought to the knowledge of the true God and Jesus Christ whom He has sent." R. C. Majumdar, ed., *British Paramountcy and Indian Renaissance, Part II*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1965, p. 36.

⁴⁸² "To promote by every means possible in our power the literary, scientific and religious knowledge among the natives of this country- and while we desire to express our warmest acknowledgements to the Committee of Public Instruction for the liberality of their offer." From Alexander Duff Esq. to the Secretary of the General Committee of Public Instruction, dated 1st February 1832, Enclosures of the reports of the General Committee of

gouvernement colonial et la GCPI, dans lesquelles leur message était clairement en faveur de la diffusion des savoirs européens, même si cela devait passer par l'intermédiaire des missionnaires. Dans une dépêche signée par R. Campbell le 24 août 1831 à Londres, le travail de la GCPI sur la fourniture des livres scolaires était salué. Cette dépêche mettait particulièrement l'accent sur le grand effort des *Baptist Missionaries* de Serampore dans la publication des livres scolaires et universitaires en histoire, littérature et sciences à la fois en anglais et en bengali⁴⁸³.

Au nom du bénévolat, les missionnaires, avec leur pouvoir religieux et financier, eurent beaucoup de liberté d'action dans les établissements scolaires comme dans la province de Cawnpore. Dans la présidence de Bombay, les missionnaires furent accusés d'avoir distribué des livres scolaires et des tracts bibliques aux élèves pauvres des villages. Les parents autochtones avaient profité de la gratuité de ces livres offerts à leurs enfants sans rien savoir sur leurs contenus, ce qui donna lieu aux protestations des communautés religieuses locales. Les pétitionnaires prétendirent que cette distribution avait été systématiquement généralisée dans toutes les écoles de la présidence de Bombay. Ce sujet fit l'objet de maintes dépêches échangées au sein de la Compagnie. Dans l'une de ces dépêches datée du 27 août 1840, signée du département général de la compagnie, et adressée au Conseil des directeurs, messieurs Parish et Anderson, se référant à la lettre du Capitaine Candy, directeur du *Poona Sanskrit College*, datée du 11 février 1840, nièrent le fait que les missionnaires aient distribué des tracts et des livres aux élèves et que ces derniers aient été autorisés à les lire dans les écoles publiques à Poona : ils précisèrent que cette histoire n'était pas plausible. D'après eux, à l'exception des écoles des villages de la province de Poorundhar où les tracts avaient bien été distribués, aucun tract religieux ne l'avait été dans les écoles gérées par le gouvernement colonial. Le travail du Capitaine Candy consistait, entre autres, à s'assurer qu'aucun livre de type religieux ne soit autorisé à faire l'objet de discussions ou de lectures au sein des écoles publiques et de veiller à ce que l'enseignement public respecte le principe de la neutralité

Public Instrucion, Chinsura Schools, *Board's Collections*, 55203 to 55228, 1833-1834, Folio 4, Volume 1386, India Office Records.

⁴⁸³ "We presume that the Committee's attention continues to be judiciously and energetically directed towards the multiplication of such books suited for the use of the Native Colleges and Schools. We desire with pleasure the intention of that meritorious body, the Baptist Missionaries at Serampore, to publish in English and in Bengalee a series of elementary works on history, literature and science." Public Department, 24th August 1831 to the Governor in Council at Fort William in Bengal, *Correspondence of the Court of Directors with the Bengal Government on the subject of Native Education*, *Board's Collections*, 77639, volume 1846, Folio 4, India Office Records.

religieuse comme le souhaitait le gouvernement colonial⁴⁸⁴. Candy soulignait que dans les provinces de Poona, Nuggur, Solapoor et Rutnagherry, il n’y avait que des livres fournis par le gouvernement colonial et qu’il avait lui même fourni des livres scolaires, dits livres d’histoires morales (*Moral Stories*) traduits de l’anglais. Lorsqu’il fut désigné à la direction des écoles de la province de Jannah, il trouva des tracts et des livres missionnaires sur les listes de livres des élèves qu’il ordonna de ne pas utiliser⁴⁸⁵. Candy avait même interdit les discussions et les conversations sur des sujets religieux dans toutes les écoles sous sa direction. Cependant, la situation était différente dans les villages car le gouvernement colonial ne fournissait pas de livres aux écoliers : les villageois, qui devraient eux même se procurer des livres pour leurs enfants, acceptèrent simplement des livres offerts par des missionnaires dans la région et ces livres n’étaient que des tracts d’inspiration évangélique⁴⁸⁶. Candy dut alors s’occuper de ces écoles, comme celles de la province de Poorundhur, où il y avait eu une forte intrusion religieuse dans l’enseignement public. Pour ce faire, Candy remplaça les manuels offerts par les missionnaires par des manuels bon marché respectant la neutralité religieuse et destinés aux écoles publiques⁴⁸⁷. Parish et Anderson conclurent que les directeurs avaient été intransigeants sur l’importance de la neutralité des sujets traités dans les écoles publiques. Candy aurait même risqué de perdre son poste si jamais il avait agi en violation du règlement de neutralité religieuse dans les établissements publics⁴⁸⁸.

⁴⁸⁴ “I beg respectfully to state for the information of the Honorable the Governor in Council that as I undertook the superintendence of the Government schools with the understanding that neutrality is the principle of Government on the subject of religion, I have uniformly refrained from any attempt to introduce Christian instruction into them.” From the Superintendent of the Government schools (Signed Candy), dated 11th February 1840, *Board’s Collections*, 81052, volume 1902, folio 4, India Office Records.

⁴⁸⁵ “... Captain Candy appends to his annual report, a list of the Books used in the schools, in all the districts under his superintendence.” Minute by the Honorable the Governor, subscribed to by the Board, Signed J. R. Carnac, *Board’s Collections*, 81052, volume 1902, folio 4, India Office Records.

⁴⁸⁶ “With respect to the circle of Village schools in the Poorunder District, I have the honor to state that one of the rules made at their establishment, and submitted to Government, is that the Villagers should themselves supply books. On receiving charge of them I found some Christian Tracts and Books in them, as the Villagers preferred that their children should read these, which they could get for nothing to sustaining the expense of procuring others. I have myself supplied some of these schools, that were in immediate want of books for reading, with copies of small books of *Moral Stories* translated from English.” From the Superintendent of the Government schools (Signed Candy), dated 11th February 1840, *Board’s Collections*, 81052, volume 1902, folio 4, India Office Records.

⁴⁸⁷ “In order to provide for the want of the village schools under this resolution, he (M. Candy) should be authorized to supply them with the simplest and cheapest books published for the Government schools...” Minute by the Honorable the Governor, subscribed to by the Board (Signed J. R. Carnac), 24th February 1840, *Board’s Collections*, 81052, volume 1902, folio 4, India Office Records. To the Superintendent of the Government schools in the Deccan, 2nd March 1840, Signed W. R. Morris, secretary to the Government, Bombay Castle, *Board’s Collections*, 81052, volume 1902, folio 4, India Office Records.

⁴⁸⁸ “His Lordship in Council your Honorable Court will observe, strongly deprecates the least violation of the strict rules laid down for all government seminaries in this country in regard to religious instruction, and even suggested the removal of Captain Candy from his situation, should he have allowed any violation of those rules

Quant à l'éducation des filles indiennes, le sujet était au cœur des réformes. Ce sont les missionnaires qui initièrent l'éducation des filles en Inde. En 1817, les missionnaires de Sarampore admirèrent des filles dans l'une des écoles. Dans les classes, on répartit les filles dans un endroit masqué par des tapis car il ne fallait pas laisser les garçons les voir. En 1818, Robert May fonda l'école de filles à Chinsura, mais finalement ce furent les Baptistes de Calcutta qui multiplièrent les écoles de filles au Bengale avec la création en parallèle de la société des jeunes filles de Calcutta (*the Calcutta Female Juvenile Society*) qui vit le jour en 1819. Les dames bourgeoises anglaises telles que Lady Lawson et Lady Pearce eurent un rôle primordial dans le soutien apporté aux écoles de jeunes filles indiennes. Lady Amherst, l'épouse du gouverneur général Amherst, s'était engagée dans le soutien de l'éducation des filles en présidant la *Ladies' Society for Native Female Education* à Calcutta, fondée en mars 1824. En effet, William Ward encouragea les femmes anglaises à s'intéresser à la question de l'éducation des filles indiennes en décrivant l'état de dégradation des conditions des femmes indiennes dans ses écrits et en assistant aux réunions annuelles de la société des écoles britanniques et étrangères (*British and Foreign School Society*). Grâce aux efforts de Ward, la société envoya Miss Mary Ann Cooke pour enseigner aux filles, à Calcutta, sous la protection de la société de l'école de Calcutta (*Calcutta School Society*). William Ward devint le responsable du département de l'éducation féminine à Sarampore. En 1823, on comptait 300 filles scolarisées dans 17 écoles dans la province de Sarampore et ses environs.

Pendant les années 1830, plusieurs écoles de filles furent établies dans toutes les stations missionnaires du Bengale par la *London Missionary Society* et la *Church Missionary Society*. Les écoles des filles se multiplièrent alors à Calcutta, Chinsura, Berhampore, Katwa, suri, Dacca, Chittagong, Jessore, Burdwan, Kalna, Bankura et Krishnanagar⁴⁸⁹. La *London Missionary Society*, une école créée à Calcutta en 1837, dans la mouvance du missionnaire écossais Alexander Duff, comptait 400 élèves. Ce dernier, avec l'aide de quelques autochtones des classes supérieures, en particulier, le réformiste libéral Ram Mohan Roy, fonda plusieurs écoles dans lesquelles la Bible était lue avec un programme centré sur les sciences et lettres occidentales. Selon la deuxième enquête publique des écoles menée en décembre 1824, entre 400 et 500 élèves étaient déjà inscrites⁴⁹⁰.

in the schools under him.” Letter dated 27th August 1840, n° 54 from the General Department to the Honorable Court of Directors in the affairs of the Honorable East India Company, London, 81052, Board’s Collections, 1840-1841, volume 1902, folio 4, India Office Records.

⁴⁸⁹ M. A. Laird, *Missionaries and Education in Bengal, 1793-1837*, Oxford, Clarendon Press, 1972, pp. 133-136.

⁴⁹⁰ “*The scene was striking, and many of the women and children evinced a proficiency truly astonishing, when the obstacles they had to surmount were considered. The first classes read the New Testament not only with*

La fin des années 1840 marqua un tournant dans l'histoire de l'éducation féminine dans le sous-continent parce que c'est en mai 1849, précisément que l'école de Bethune fut créée à Calcutta. Non seulement les autorités britanniques en Inde avaient œuvré sur la question de l'éducation des femmes, mais il y avait également un grand intérêt avec une importante prise de conscience pour cette cause de la part des membres influents de la société indienne. Les deux documents officiels sur cette question furent la lettre de Bethune, alors membre du Conseil suprême, et le compte-rendu de Dalhousie, tous les deux datés de 1850. Dans sa lettre adressée le 29 mars 1850 au gouverneur général, J.E.D. Bethune se disait convaincu que les écoles missionnaires n'avaient pas été appréciées par la plupart des autochtones et qu'au contraire, les écoles telles que la sienne, fondée à Calcutta, avaient réussi à attirer un grand nombre de filles comme les autres écoles publiques. Enseignées en Bengali et n'étant pas obligées d'apprendre l'anglais, les élèves bénéficiaient d'une liberté inégalée, alors que les écoles missionnaires imposaient un enseignement religieux à leurs élèves. Ayant occupé le poste de président du Conseil de l'éducation, Bethune pensait connaître les attentes des classes influentes en matière d'éducation, d'où le succès de son école de filles à Calcutta révélé au début de sa lettre⁴⁹¹. Ce qui rend ce succès historique c'est que cette première école de filles fut établie par une initiative individuelle privée et non par le gouvernement colonial. Bethune contribua à élargir le Conseil de l'éducation en rajoutant une branche dédiée à l'éducation des filles autochtones. Il demanda au gouvernement de l'Inde d'encourager la création des écoles de filles par les directeurs autochtones. Bethune attira l'attention du gouvernement sur le fait qu'il fallait informer les magistrats de l'intérêt croissant chez les autochtones cultivés pour l'éducation des filles et qu'il convenait d'établir des écoles dédiées à leur enseignement. Des réactions locales contre l'éducation des filles surgirent de temps en temps et perturbèrent la mise en place de l'enseignement féminin, mais le gouvernement de l'Inde adopta l'idée novatrice de Bethune malgré cette opposition.

facility, but with evident comprehension of its meaning; specimens of their needle work and writing were exhibited, and both surpassed the most sanguine expectations, that could have been entertained when the work was first commenced." Extract from Fisher's Memoir published in the minutes of Evidence taken before the Select Committee of the House of Commons in 1832, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 37.

⁴⁹¹ "I considered that my station in the Council of India and as President of the Council of Education afforded me peculiar advantages in endeavouring to discover whether my belief was well founded that the time has come when this important step in the system of education of the Natives can be taken with a reasonable hope of success." Letter from the Honourable J. E. D. Bethune, to the Marquis of Dalhousie, Governor General, dated Calcutta, the 29th March 1850, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 52.

En réponse à la lettre de Bethune, le gouverneur général Dalhousie cautionna le modèle d'enseignement féminin adopté à l'école des filles de Calcutta⁴⁹². Le secrétaire du gouvernement, F. J. Halliday, décrit la manière avec laquelle les bengalais avaient considéré la première école des filles. Il montra que pour les riches indiens des castes supérieures, l'enseignement des filles se faisait déjà au sein de la famille, mais l'idée d'une école qui délivrait le savoir aux filles bengalaises était une première. Il précisa la position du gouverneur général qui était contre l'isolation des filles et pensait que l'enseignement serait plus efficace au sein d'une école. Dalhousie fut fasciné par l'initiative de Bethune et encouragea la création d'écoles similaires notamment par l'élite autochtone. L'objectif du gouvernement colonial étant de changer les habitudes des autochtones, il était convaincu que la question de l'éducation des femmes constituait une bonne stratégie pour moderniser la société indienne⁴⁹³. En outre, l'éducation des filles n'est pas interdite chez les Hindous et les musulmans. En réponse à la lettre de Bethune sur la création de sa première école de filles à Calcutta et à son souhait de l'appeler du nom de la reine Victoria, le Conseil des directeurs le félicita dans une dépêche datée du 4 septembre 1850, destinée au gouverneur général, mais l'invita à plus de prudence quant à la question de l'éducation des femmes en Inde et refusa sa demande de lui donner le nom de la reine⁴⁹⁴. L'école de Bethune fut une avancée extraordinaire dans l'éducation autochtone et constitua une étape importante dans le programme modernisant des réformateurs libéraux⁴⁹⁵.

⁴⁹² "... I am glad to place on record my full and unreserved approval of the main object which my Honourable Colleague has had in view in his labours for the foundation of a Female School in Calcutta...Mr. Bethune has, in my humble opinion, done a great work in the first successful introduction of Native Female Education in India, on a sound and solid foundation; and has earned a right not only to the gratitude of the Government but to its frank and cordial support." Minute by the Marquess of Dalhousie, dated 1st April 1850, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 56.

⁴⁹³ "The Council do not deem it necessary to enter into a detailed consideration of the nature and extent of the benefits likely to result to India from the education of females. Its importance and the vast influence which it has exercised in the Western hemisphere upon the civilization, prosperity and happiness of European nations are great facts, and so universally acknowledged as to need no demonstration. It is believed that this influence will be even greater, if possible, in Eastern countries, where all the earliest and most lasting impressions of infancy and childhood are now produced and fostered by uneducated and superstitious mothers... Such being the case, the Council confidently rely on the cordial support of all liberal and enlightened natives of India, in a measure from which they may in a short time, reap the greatest and most enduring advantages" Extract from the Report on Public Instruction in Bengal, for the year 1849-50, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. 60-61.

⁴⁹⁴ "We do not think that the present state of female education is such as to warrant the unusual proceeding of applying for the sanction of Her Majesty's name to the Female School at Calcutta." Despatch, dated 4th September 1850, from the Court of Directors to the Governor General, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 61.

⁴⁹⁵ "It is the opinion of the Governor General in Council that no single change in the habits of the people is likely to lead to more important and beneficial consequences than the introduction of education for their female children." Letter, dated 11th April, from the Government of India to the Government of Bengal, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 58.

Tableau 4. Les aides gouvernementales attribuées aux établissements scolaires

N°	Nom de l'établissement	Subvention annuelle	Aide spéciale
1	<i>Almorah Mission School</i>	1800 roupies	–
2	<i>Azinghur ditto</i>	1200 roupies	700 roupies
3	<i>Jaunpore ditto</i>	1800 roupies	600 roupies
4	<i>Jafferabad Vernacular School</i>	–	400 roupies
5	<i>Agra High School</i>	2400 roupies	–
6	<i>Futteghur Station School</i>	600 roupies	–
7	<i>Jainarain's College, Benares</i>	3000 roupies	3000 roupies
8	<i>St. Peter's College, Agra</i>	1500 roupies	–
9	<i>St. John's College, Agra</i>	3600 roupies	600 roupies
10	<i>Meerut Mission School</i>	1209 roupies	–
11	<i>Delhi ditto</i>	1200 roupies	–
12	<i>Goruckpore ditto</i>	1200 roupies	–
	Total	19500 roupies	5300 roupies

Source : Charles Edward Trevelyan, *The Letters of Indophilus to "The Times"*, Knowsley Pamphlet Collection, London, Longman, Brown, Green, Longmans, and Roberts, 1858, p. 7

En ce qui concerne le programme enseigné aux élèves autochtones, que ce soit des filles ou des garçons, le gouvernement colonial attribuait des aides gouvernementales aux institutions garantissant une éducation laïque.

Cependant, l'enseignement religieux était assuré par les responsables de la gestion locale des écoles. Ce système éducatif intégrait évidemment l'enseignement de la religion chrétienne, l'écriture et l'orthographe, l'arithmétique, la chimie théorique et pratique, l'astronomie, l'histoire ancienne et moderne, la géographie, la littérature, la philosophie et la grammaire anglaise et tous les savoirs utiles. Les aides du gouvernement furent significatives tout au long des années 1830 jusqu'aux années 1850. Jusqu'en avril 1856, 12 écoles dans plusieurs provinces bénéficièrent d'un total de 19500 roupies de subvention annuelle et de 5300 roupies d'aide spécialisée. Les établissements scolaires dans les provinces de Bénarès et d'Agra jouirent de subventions beaucoup plus importantes que les écoles d'autres provinces (Tableau 4).

Néanmoins, vers la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, les missionnaires se retrouvèrent face à un grand défi. Les Hindous orthodoxes empêchèrent les missionnaires d'imposer leur religion aux étudiants autochtones. Pour ce faire, ils commencèrent, à partir des années 1840 à créer leurs propres établissements, où la langue anglaise était largement enseignée sans que les autochtones ne soient forcés de changer leurs croyances religieuses.

3.5.5. La réaction des autochtones

Sous domination britannique, la population indienne était majoritairement illettrée, excepté les hommes des classes supérieures dits *Pandits*, *Brahmanes* et *Munshis*. Ces derniers avaient joué un rôle primordial dès le tout début de la domination britannique de l'Inde jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle. Ce fut sous le gouvernement de Hastings que les Britanniques commencèrent à s'interroger sur la tradition de l'enseignement dans le sous-continent. Hastings adopta une politique orientaliste au sein de son gouvernement du Bengale, en particulier avec la fondation de la *Madrassa* de Calcutta. Il employa alors des *Munshis*, des intermédiaires diplomatiques essentiels entre les Britanniques et les états princiers, généralement des Musulmans du nord du pays ou des Hindous de l'Inde du sud et de l'ouest. Ils étaient des agents administratifs indiens qui avaient pu conserver la culture administrative de l'Asie du sud du XVIII^{ème} siècle. Ces *Munshis* étaient brillants en langue et en littérature persanes, alors langue officielle des cours royales indiennes. Leur rôle fut essentiel dans la montée en puissance des Britanniques et l'affirmation de la souveraineté du gouvernement colonial puisqu'ils enseignèrent aux administrateurs britanniques la culture politique du pays dont ils étaient les gardiens.

Vu la précarité initiale de l'administration britannique et sa totale dépendance des *Munshis*, l'enseignement demeura traditionnel dans les écoles et universités du Sanscrit et des hautes études musulmanes de Bénarès et de Calcutta. Cependant, avec l'arrivée des Whigs, la politique du gouvernement de l'Inde sur l'enseignement des autochtones avait changé radicalement. Comme nous l'avons vu, il y eut une anglicisation progressive de l'administration et du service public. Pour les autochtones, il était devenu obligatoire d'apprendre la langue anglaise pour pouvoir accéder aux postes prestigieux dans l'administration promis par leurs colonisateurs. Ainsi, les exigences administratives poussèrent l'élite bengalaise à apprendre l'anglais pour obtenir un travail dans l'administration britannique. Il était évident que cette anglicisation avait entamé un processus

d'évolution remarquable : la langue anglaise supplantant progressivement la langue persane. En outre, les riches autochtones appréciaient la langue anglaise qui véhiculait le progrès et le développement.

Dès le début du XIX^{ème} siècle, des autochtones fortunés furent fascinés par la langue anglaise, sa légèreté et sa facilité. En effet, les intérêts commerciaux des riches autochtones en lien direct avec la communauté britannique au Bengale contribuèrent à entretenir une forte demande d'apprentissage de la langue et de la culture anglaises. Ils choisirent d'inscrire leurs enfants dans des écoles privilégiant l'enseignement à l'europpéenne pour maîtriser essentiellement la langue anglaise. C'est ainsi que le *Hindu College* fut créé en 1817 par Baidyanath Mukherjee, un Brahmane qui eut l'idée d'enseigner aux élèves en adoptant une approche libérale qu'il avait appréciée chez les Britanniques. Il fonda cet établissement pionnier d'enseignement libéral en anglais et en bengalais. Il adopta un programme exceptionnel qui intégrait les matières traditionnelles indiennes et les savoirs britanniques et occidentaux. Toutes les langues y étaient enseignées (l'anglais, le persan, le bengali, l'hindou) en parallèle à l'arithmétique, l'histoire ancienne et moderne, la géographie, l'astronomie, les mathématiques et la littérature indienne et britannique. Ce genre d'écoles se répandit dans le pays, en particulier à Calcutta, où on en compta jusqu'à 25⁴⁹⁶. Gaurmohan Auddy fonda en 1828 à Madras un établissement nommé l'*Oriental Seminary*. D'autres établissements furent créés par des personnes fortunées telles que David Hare, Raja R. Roy et G. A. Turnbull, par des missionnaires tels que Lord Bishop de Calcutta qui établit une université en 1820 et par des associations.

La classe supérieure indienne avait le privilège d'apprendre l'anglais et les savoirs occidentaux. Les étudiants bénéficiaient d'une éducation libérale dont ils étaient fiers parce qu'elle était devenue synonyme de progrès social et économique. Les diplômés furent recrutés dans des postes sous le gouvernement de l'Inde, ce qui renforça cette admiration et cette estime envers les Britanniques. En effet, l'objectif de cet enseignement libéral, selon Raja R. Roy, était tout d'abord de généraliser l'apprentissage à tout le monde et d'éviter de créer d'autres écoles de sanscrit qui étaient réservées uniquement aux *Pandits*. L'enseignement prit alors une dimension libérale puisque cet état d'esprit était considéré comme indispensable à l'illumination des autochtones et à la modernisation de l'Inde. Il y avait également une coopération significative entre les autochtones, en particulier l'élite bengalaise désirant mettre ses enfants à l'étude des savoirs occidentaux, et les réformistes anglicistes qui mirent en avant

⁴⁹⁶ R. C. Majumdar, *op. cit.* p. 33.

l'utilité de ces savoirs. En 1836, la *Hooghly College*, une nouvelle école fut créée par la GCPI : trois jours après son ouverture, le nombre des étudiants inscrits au département d'anglais atteignait 1200 élèves. Cette affluence dans les écoles anglaises fut aussi le produit de la politique de William Bentinck qui encouragea l'enseignement occidental et la maîtrise de la langue anglaise, désormais indispensable dans tous les postes de l'administration des affaires indiennes.

Par conséquent, l'enseignement créa une réconciliation des autochtones vis à vis de la domination britannique, comme le montra Charles Edward Trevelyan au comité restreint de la Chambre des Communes en 1853⁴⁹⁷, ainsi que dans ses lettres envoyées aux *Times* sous le pseudonyme d'*Indophilus*⁴⁹⁸, un terme qui signifie bien son attachement à l'Inde et à son peuple⁴⁹⁸. Les jeunes diplômés des classes aisées étaient fascinés par l'enseignement occidental en langue anglaise. C'était justement cette classe intermédiaire indienne formée à l'éducation libérale anglaise que Macaulay avait appelé de ses vœux pour servir d'intermédiaire entre la population indienne et le pouvoir colonial. Progressivement, les théories libérales et *whigs* s'étaient bien enracinées dans la société indienne donnant naissance à une génération d'élites qui apporterait, selon les Whigs, le changement dans leur pays.

La politique du gouvernement colonial resta inchangée. Il s'agissait de financer l'enseignement supérieur plutôt qu'élémentaire, à l'exception de quelques écoles de Chinsura dans les basses provinces et le territoire d'Ajmere dans la région ouest de l'Inde, où des élèves bénéficièrent d'aides gouvernementales : cette politique fut un échec. Ces élèves, d'après le rapport du Conseil des directeurs dans une dépêche datée du 29 septembre 1830, ne s'intéressaient pas à l'éducation et dès qu'ils eurent les allocations, ils quittèrent l'école très tôt. Par conséquent, la résolution de 1835 abolit les allocations attribuées aux élèves pendant toute la période de leur enseignement et interrompit les publications en cours d'œuvres orientales. Ce changement radical, signe de la nouvelle politique du gouvernement de l'Inde en matière d'éducation, abandonna l'idée d'utiliser les *Pandits* et *Mouluees* comme des intermédiaires avec le reste de la société autochtone et imposa directement les savoirs anglais et européens aux autochtones en langue anglaise. Désormais seuls les étudiants d'anglais

⁴⁹⁷ "Familiarity acquainted with us by means of our literature the Indian youth almost cease to regard us as foreigners... and makes them dependent on English protection and Instruction." R. C. Majumdar, *op. cit.* p. 37.

⁴⁹⁸ "It is a small thing that we, strangers from the other side of the world, differing from the people of India in colour, manners, language, and religion, have obtained their confidence; that we are recognised by them as teachers of all truth, human and divine; and that they flock by thousands to our schools and colleges to receive such instruction as we are willing to offer?" Charles Edward Trevelyan, *The Letters of Indophilus to "The Times"*, *Knowsley Pamphlet Collection*, 1858, p. 73.

pourraient bénéficier d'allocation d'études. C'était le seul moyen d'avoir une éducation gratuite pour les jeunes autochtones. La population bengalaise s'intéressa progressivement à l'apprentissage élémentaire de l'anglais. Dans les provinces du nord-ouest, selon les rapports de la GCPI, la demande de cet enseignement gratuit n'avait cessé d'augmenter. Pour Prinsep, par exemple, le désir d'apprendre la langue anglaise et de maîtriser les connaissances rudimentaires des sciences européennes était constamment en progrès⁴⁹⁹.

Colvin pensait que l'introduction de l'anglais à la *Madrassa* de Calcutta était un semi-échec lié : seuls 20 élèves sur 155 considéraient qu'il était profitable d'apprendre la langue anglaise. Cependant, dans d'autres provinces, le nombre de bénéficiaires de cet enseignement fut plus important selon le rapport du comité⁵⁰⁰.

Tableau 5. Variation du nombre d'élèves musulmans inscrits aux établissements de *Madrassa*

Province	Nombre d'élèves inscrits
Dacca	28
Cammilea	4
Gowhatty	36
Bauleah	1
Patna	12
Benares	8
Ghazeepore	15
Meerut	44

Source : Note by I. R. Colvin Esquire. Private Secretary to the Right Honorable the Governor General of India, Native Education, 77638, *Board's Collections*, volume 1846, India Office Records, folio 4.

Le *Medical College* connut un grand succès. C'était le seul établissement où les bourses n'avaient pas de restrictions comme cela était le cas dans d'autres établissements. En 1838, les étudiants boursiers étaient au nombre de 48, les non-boursiers 21. La générosité du gouvernement de l'Inde vis à vis de ces futurs médecins et chirurgiens était liée au fait que la

⁴⁹⁹ "I know that the desire to learn English, and to master the rudiments of European science is growing fast among the Mahomedans." Note of July 5th 1839 in Note by I. R. Colvin Esquire. Private Secretary to the Right Honorable the Governor General of India, Native Education, 77638, *Board's Collections*, volume 1846, India Office Records, folio 4.

⁵⁰⁰ *Ibid.*

nature et la durée des études en médecine nécessitèrent plus d'argent. Les étudiants venant pour la plupart de familles pauvres furent ainsi encouragés à poursuivre et à terminer leurs études. Colvin ne cacha pas son désir de voir d'autres établissements jouir de l'octroi généreux de bourses aux jeunes autochtones afin de les encourager et leur permettre à leur tour de s'épanouir et de participer au progrès du pays.

En ce qui concerne le séminaire anglais de Bénarès, le rapport de la commission locale dévoila que la communauté n'était pas enthousiasmée par les études anglaises et qu'il fallait trouver une solution. Par conséquent, on enseigna aussi le persan, la langue des transactions publiques dans le pays, afin d'attirer plus d'élèves et d'étudiants. M. Nicholls établit une comparaison entre Calcutta et Bénarès sur les différents contextes de la réception de la culture anglaise par les autochtones. L'objectif du gouvernement de l'Inde était d'attirer plus d'élèves autochtones. Contrairement à la diffusion réussie des savoirs dans les provinces du nord (tableau 3) et au Bengale, la province de Bénarès resta un cas particulier en raison de la stagnation de l'apprentissage à l'école. D'après M. Nicholls qui présenta un rapport sur le séminaire d'anglais à Bénarès, l'échec de l'enseignement de l'anglais dans la communauté locale était dû à plusieurs raisons.

Contrairement à Calcutta où les autochtones étaient très impliqués dans l'éducation de leurs enfants, à Bénarès, l'encouragement de l'apprentissage de l'anglais était uniquement le fait des missionnaires et des membres du comité local. C'était deux contextes différents. A Calcutta, les autochtones étaient plus étroitement liés aux colonisateurs britanniques soit comme agents du gouvernement colonial ou comme employés des marchands européens dans les comptoirs commerciaux. De surcroît, la communauté marchande locale avait tissé des relations avec la bourgeoisie européenne depuis des siècles. C'est donc la nécessité de communiquer avec les Anglais et l'attrance pour la culture occidentale qui incita les parents influents des classes aisées à faire enseigner la langue anglaise à leurs enfants.

Par contre, les familles aisées de Bénarès avaient une vision beaucoup plus pragmatique de l'éducation. Ils envoyaient leurs enfants à l'école avec pour but unique d'apprendre à lire et à écrire et ne les laissaient apprendre la langue anglaise que si cet apprentissage débouchait sur un emploi. Nicholls expliquait dans son rapport que les élèves de la province de Bénarès voulaient réussir, qu'ils étaient très motivés et qu'ils parcouraient parfois de longues distances pour aller à l'école. Cependant, ils n'étaient pas soutenus par leur entourage qui se méfiait de l'influence britannique censée affaiblir les croyances locales. Pour le pouvoir colonial, cette attitude était liée à l'ignorance et la superstition, très répandues chez

les autochtones de Bénarès soumis à une forte influence brahmanique⁵⁰¹. Pour Nicholls les Indiens de Bénarès ne comprenaient pas que la langue anglaise leur procurerait progrès moral et ouverture intellectuelle. Seule une minorité de *Pandits* du *Sanskrit College* de Bénarès pensait que même si leur communauté n'était pas encore prête à s'ouvrir à la culture occidentale, l'apprentissage de l'anglais se répandrait inexorablement dans le pays et que des avantages pouvaient en résulter. Contrairement aux savants de Calcutta, les intellectuels de Bénarès étaient plus attachés à leur culture orientale et se méfiaient de l'intrusion de la culture occidentale qu'ils jugeaient contraire à leurs intérêts.

Le reste de la population autochtone n'avait pas eu les mêmes chances que les classes supérieures. Au Bengale, les *pandits* avaient très tôt été en contact avec les Britanniques, mais les villageois, qui devaient verser quasiment tout leur bénéfice agricole aux percepteurs des impôts, n'avaient pas envie que les Britanniques interviennent davantage dans leur vie sociale et culturelle. Sur le sujet de l'enseignement 'imposé' de la langue anglaise et des savoirs occidentaux, les autochtones de Calcutta se montrèrent hostiles au programme qui visait les établissements de la *Madrassa*, et l'abolition de l'enseignement traditionnel considéré par les Anglicistes comme inutile. Pour ce faire, ils collectèrent des pétitions à plusieurs reprises qu'ils adressèrent au gouverneur général, en particulier la pétition de 70 étudiants du *Sanskrit College* de Calcutta, adressée au gouverneur général Lord Auckland le 9 août 1836. Cette pétition tournait autour des réformes introduites par le gouverneur général précédent, William Bentinck qui, en 1835 avait pris une ordonnance qui privait ces étudiants de leurs bourses. La suppression des bourses sous prétexte que les langues enseignées dans cette université ne promettaient pas le progrès, alors que les bourses en question avaient été accordées originellement par décret du Conseil des directeurs, constitua un clivage important entre l'administration britannique et une partie des autochtones. Par ailleurs, les étudiants qui avaient signé cette pétition y défendaient ardemment leur besoin de poursuivre leurs études du sanscrit, la préservation des savoirs orientaux et la réforme de leurs traditions éducatives tout

⁵⁰¹ “*The Brahmins are fully aware that the diffusion of true knowledge must eventually sap the foundations of the system they uphold, and from which they obtain their support, they consequently will, and do, whenever opportunity offers, use their influence, directly or indirectly over parents to prevent their children attending English schools ... and that a continuance in the school will weaken their religious principles and respect for their ancient customs*” Note by I. R. Colvin Esquire. Private Secretary to the Right Honorable the Governor General of India, Native Education, 77638, *Board's Collections*, volume 1846, India Office Records, folio 4.

en continuant de bénéficier du financement du gouvernement de l'Inde⁵⁰². Dans son compte-rendu du 24 août 1836, Auckland fit savoir que pour lui, le système de bourse devrait être modifié et que seuls les étudiants brillants méritaient l'aide financière gouvernementale : l'ancien système d'attribution des bourses, objet de la pétition, ne permettait pas aux étudiants de devenir compétitifs donc excellents⁵⁰³.

Les autochtones avaient réagi précédemment en adressant une pétition au gouverneur général lorsque l'idée avait été évoquée de fermer définitivement la *Madrassa* de Calcutta dans la résolution de 1835. Cette pétition avait été signée par 18 000 musulmans (Annexe 4c). Dans leur défense, les pétitionnaires insistaient sur l'intérêt que les souverains et les gouverneurs de leur pays avaient toujours porté à cette institution. Ils voulaient préserver l'enseignement traditionnel de la littérature et des sciences orientales à la *Madrassa*⁵⁰⁴. En effet, les demandes des pétitionnaires réitérèrent la volonté de son fondateur, Warren Hastings qu'ils considéraient comme le père du peuple (« *the father of the people* ») de promouvoir l'excellence et l'élégance de la littérature arabe, l'étendue de ses sciences et de sa médecine. Hasting, qui appréciait les personnes intelligentes et bien instruites, veilla à ce que ces étudiants atteignent le plus haut niveau de l'apprentissage de ces savoirs tout en développant leurs capacités intellectuelles. Les pétitionnaires montrèrent que l'abolition d'une telle institution entraînerait une perte des savoirs de la culture orientale. Ils s'attaquèrent également aux enjeux religieux qui sous-tendaient, selon eux, le plan de fermeture de la *Madrassa*⁵⁰⁵. Ils

⁵⁰² “*This measure your petitioners feel to be a great detriment to the progress and interest of the Sanscrit College, - it is in fact indirectly abolishing the said institution and eradicating that sacred language from the East. Your petitioners... pray that your Excellency will mercifully confer on them the little allowance they enjoyed, for that will enable them to prosecute their studies without any inconvenience and preserve the Hindoo shastras from sinking into oblivion.*” The humble petition of the Students of the Government Sanskrit College of Calcutta, to the Right Honourable Lord George Auckland, Governor-General of India in council, dated 9th August 1836, *Board's Collections*, 77589-77644, volume 1846, India Office Records, folio 4.

⁵⁰³ “*I hope that scholarships, limited in number, given for a limited time, to the best students, upon fair and severe competition, may be considered as amongst the best stimulants to emulation and learning.*” Minute, dated 24th August 1836, by Lord Auckland, on the petitions for the restoration of stipends to the Muhammadan and Sanskrit Colleges, Bureau of Education, India, *Selections from Educational Records, Part I, 1781-1839*, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1920, p. 147.

⁵⁰⁴ “*They have never wilfully vexed the spirit of these people nor have they thought it right to follow courses tending to break the hearts, and hurt the feeling of those under their sway..., we therefore presume to submit the following for reasons why this Madrassah should be allowed to continue.*” Petition of the Mussulmann Inhabitants of Calcutta whose names are subscribed to the Petition against the abolition of the Mudrassa, *Papers regarding the promotion of native education in India, Board's Collections*, 77589-77644, India Office Records, IOR/F/4/1846, BL.

⁵⁰⁵ “*From the time when the report of the abolition of the Madrassah first gained ground, all classes small and great of the people have taken up the idea that the object and end of of this measure is to eradicate the literature and religious system of Islâm in order that the measure may retend to the dissemination of the religion of the proposer and originators of the measure itself, and so the subjects of the state may be caused to become Christian. It has never been the custom of past sovereigns of esteemed reputation to endeavour to lead their subjects to their own religion by inflictions and injuries, therefore all persons are distressed and heart-broken*”

soulinèrent enfin la perte de crédibilité qu’entraînerait cette décision pour le gouvernement colonial qui se présentait comme garant des institutions, des droits des Indiens et favorable au progrès social et économique. En réponse à cette pétition, le secrétaire du gouvernement de l’Inde, Prinsep, rassura les pétitionnaires que le gouvernement n’avait aucunement l’intention de fermer définitivement la *Madrassa* mais, qu’au contraire, il respecterait le choix et la foi des musulmans⁵⁰⁶.

Les pétitionnaires défendaient l’éducation traditionnelle musulmane contre la résolution de Bentinck, qu’ils jugeaient trop anglicisante. La volonté réformatrice du gouvernement de l’Inde d’angliciser le système éducatif indien d’une manière radicale était perçue par les autochtones comme une nette détermination de les convertir au Christianisme. Cette conviction fut à l’origine des pétitions répétitives adressées au gouvernement de l’Inde et à la GCPI. On peut citer la pétition des Musulmans de Calcutta qui refusaient la politique répressive du gouvernement colonial concernant le programme traditionnel enseigné à la *Madrassa* de cette ville et celle des étudiants du *Sanskrit College* de Calcutta manifestant leur colère contre la nouvelle politique éducative qui mettait en danger toute la tradition de l’éducation hindoue, alors enseignée essentiellement en sanscrit. Cependant, il n’existait pas de réelle convergence politique entre ces deux groupes aux revendications similaires mais aux intérêts divergents. Par exemple, l’analyse plus détaillée de ces deux pétitions montre que les pétitionnaires du *Sanskrit College* s’attaquaient également aux réclamations des pétitionnaires musulmans, parce que selon eux, le système éducatif traditionnel indien se concentrait essentiellement sur l’étude des textes sanscrits et était bien antérieur à l’arrivée des Moghols dans le sous-continent. Les étudiants du Collège Sanscrit de Calcutta dénonçaient également la politique du gouvernement de l’Inde : des impôts prélevés sur la production agricole

and bewildered and alarmed at the idea of the government yielding to such a proposition, we trust and hope that in consideration of all that has been urged as above, the government will from motives of justice, philanthropy and general benevolence, and to ensure its own stability give order for the continuance of the Madrassa and of the teaching and learning of the literature and science of Islâm, the benefits of which it has so long existed and thus relieve us from the anxiety, and distress, and alarm, the bewilderment and state of agitation into which we have been thrown by the report above referred to.” Ibid.

⁵⁰⁶ “It is needless for the Governor General in Council to declare that such motives never have influenced and never can influence the councils of the government and his lordship in council would feel uneasiness if he thought that the government authorities had in any part of their conduct or proceedings afforded ground or occasion of any kind for such an apprehension to be entertained by any classes of the subjects of the state...His Lordship in Council cannot however for a moment believe that the subscribers to the Petition ...have seriously entertained the idea that the reforms contemplated in the Mudrusa are systematically directed towards the destruction of the literature & religious system of Islam, or have been dictated by the desire to forward the views of those who wish the conversion of all to their own particular faith.” From H. I. Prinsep, secretary to the government to the Moosulman inhabitants of Calcutta whose names are subscribed to the petition against the abolition of the Mudrusa, Council Chamber, the 9th March 1835, *Papers regarding the promotion of native education in India, Board’s Collections*, 77589-77644, India Office Records, IOR/F/4/1846, BL.

jusqu'au plan d'interdiction de bourses versées aux étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement oriental en raison de leur résistance à un gouvernement réformiste occidentaliste.

La pétition de 1838 vint soutenir cette prise de position des autochtones défendant leur héritage de culture orientale. Les pétitionnaires se plaignaient de la marginalisation de la langue bengalaise et exprimaient leur besoin de préserver leur langue vernaculaire contre la langue anglaise imposée par le gouvernement colonial. Cette pétition eut un rôle significatif marquant les prémices d'un contre-pouvoir autochtone à l'égard du pouvoir britannique et de sa politique éducative privilégiant les réformes anglicistes.

Les membres autochtones du Conseil de l'éducation, quant à eux, eurent leur mot à dire au sujet de la langue d'enseignement. Dans son compte-rendu, daté du 1^{er} mai 1847, et agréé par Framjee Cowasjee et Mohammad Ibrahim Muckba, Juggonath Sunkersett défendit les bienfaits de l'utilisation des langues vernaculaires en classe pour les élèves de l'Inde de l'ouest⁵⁰⁷. Il s'attaqua particulièrement à l'intrusion de la langue anglaise dans l'instruction autochtone et précisa que son objectif était de permettre au peuple indien d'acquérir des savoirs dans ses propres langues vernaculaires⁵⁰⁸. Les conditions de vie des autochtones étaient tellement rudes, selon lui, que seule une éducation en langues vernaculaires accessibles à tous et assez faciles à comprendre était possible aux yeux de ces membres autochtones du Conseil de l'éducation.

Dans la présidence de Bombay, les pétitions de la communauté locale contre la forte présence des missionnaires et leur influence sur les élèves se multiplièrent, notamment après la conversion au Christianisme de deux jeunes autochtones. Le grand nombre de documents officiels de la Compagnie échangés entre Londres et Bombay atteste de l'ampleur de la colère de la communauté des *Parsis* d'une part, et de l'incapacité de la Compagnie et du gouvernement de l'Inde de trouver des solutions acceptables concernant le délicat sujet de la place de la religion dans l'éducation. Dans une dépêche du département de la justice (*Judicial Department*), datée du 26 août 1840, destinée au gouverneur de Bombay, l'agitation et la

⁵⁰⁷ "I am persuaded that the Vernacular languages possess advantages superior to English, as the medium of communicating useful knowledge to the people of Western India. It cannot be denied that they must have less difficulty in understanding whatever is communicated to them in their own language, than in a foreign tongue." Minute by Juggonath Sunkersett, Esq., dated 1st May, 1847, concurred in by Framjee Cowasjee, Esq., and Mohammad Ibrahim Muckba, Esq., *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, p. 16.

⁵⁰⁸ "If our object is to diffuse knowledge and improve the minds of the natives of India as a people, it is my opinion that it must be done by imparting that knowledge to them in their own language...I am far from wishing to discourage the study of English, but I believe it to be beyond the reach of the masses of people" Minute by Juggonath Sunkersett, Esq., dated 1st May, 1847, concurred in by Framjee Cowasjee, Esq., and Mohammad Ibrahim Muckba, Esq., *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, p. 17.

colère de la communauté *parsie* étaient clairement exposées. Par conséquent, les *Parsis* de Bombay adressèrent une pétition au gouvernement de l'Inde lui demandant d'interdire la présence des missionnaires dans des lieux sacrés auxquels les autochtones étaient profondément attachés. L'ordonnance sur la présence des missionnaires en Inde (article 81 de la loi n° 3 de la présidence de Bombay) permettait aux sujets de sa Majesté de résider dans les territoires sous domination britannique, et ce à partir du 1^{er} janvier 1800, à condition qu'ils indiquent bien leurs noms, lieux de destination et leur motif de résidence en Inde. En outre, la section 82 stipulait que pour pouvoir résider dans d'autres zones de l'Inde britannique, il leur fallait une autorisation spéciale qui pouvait être résiliée à tout moment au motif du maintien de la paix publique⁵⁰⁹. C'était le cas dans la province de Nassick, où les missionnaires avaient interdiction de résider. Cependant, le secrétaire du gouvernement de l'Inde répondit aux demandes faites par les pétitionnaires cités ci-dessus, que le gouvernement colonial n'empêcheraient pas les missionnaires d'effectuer leur travail, mais qu'il veillerait à ce que la religion n'affecte pas l'instruction publique⁵¹⁰. En outre, le gouvernement colonial reçut deux lettres (11 et du 25 janvier 1840) accompagnées d'un document, signé par un grand nombre de nobles de la présidence de Bombay, s'adressant au Conseil législatif et le sollicitant pour élaborer des lois permettant la restriction du travail des missionnaires, en particulier en rapport avec la question de l'éducation. Les pétitionnaires demandèrent au gouvernement de l'Inde d'édicter des règlements concernant les nouveaux convertis leur interdisant un certain nombre de privilèges publics. La réponse du gouvernement colonial fut d'inviter la communauté autochtone, notamment les nobles, à faire preuve de tolérance et de justice sur la question religieuse. Le sujet sensible de la religion poussa le gouvernement de l'Inde à imposer des réformes dans le domaine de la presse autochtone et, contrairement aux principes *whigs*, d'en restreindre la liberté.

⁵⁰⁹ “There is, therefore, under the letter of the law the power of preventing missionaries from residing at Nassick, if it were deemed advisable to exercise it. But even with respect to those places for which a license is not required, we are of opinion that the Indian government may forbid residences thereat, if the paramount importance of preserving the public peace demand such a measure... ‘Place of destination’ and ‘object of pursuit’ appear liable to well founded and very serious objection, we think it would not be contrary to the views of the British Legislature to forbid any person from proceeding to that place with such object.” From the Judicial Department to the Governor in Council at Bombay, 26th August 1840 (Signed Bayley), *Board’s Collections*, 81052, volume 1902, folio 4, India Office Records.

⁵¹⁰ “His Lordship in Council cannot deem it to be necessary, or proper to prohibit the work of missionaries, to any places to which other British subjects may without offence have access. The law is already powerful to prevent whatever may obviously tend to the disturbance of good order, and to punish insult and outrage, upon the native or other religions by any parties.” From the Secretary to the Government of India, dated 11 March 1840, Fort William, signed G. A. Bushby, *Board’s Collections*, 81052, volume 1902, folio 4, India Office Records.

3.6. L'abrogation de la liberté de la presse

La presse autochtone jouissait d'une liberté totale depuis 1835. Cette année là le gouvernement *whig* de Charles Metcalfe, qui succéda à celui de Bentinck, réussit à faire passer une loi (*Act N° XI. of 1835* (Annexe 5)) qui donna une liberté totale à la presse écrite de langue anglaise malgré l'opposition d'un certain nombre de directeurs et de retraités de la Compagnie. Bentinck salua l'utilité de cette loi dans l'administration du pays, mais ajouta aussi que la suspension de cette loi était toujours possible si les circonstances l'exigeaient. Par contre, pour le gouverneur Auckland, la réforme mise en place par Charles Metcalfe n'était ni nécessaire ni urgente à ce moment là⁵¹¹. Cependant, Auckland s'opposa à la politique répressive d'Ellenborough en matière de presse autochtone :

*And I am but the more happy that all hitherto promises favourably and that your publication of papers has made men acquainted with our case and convinced the candid of its justice. I retract my praise of Ellenborough. He must well know the mischief which may ensue from a partisan agitation of great measures yet in progress in India. The Indian press is no doubt provoking occasionally and mischievous, but it is not worse than any other press in its disposition to discourage and write those who have to wrestle with public difficulties and the injury done is very fleeting*⁵¹².

En effet, Auckland avait toujours défendu le besoin d'avoir une presse libre en Inde⁵¹³, et il était soutenu par maintes figures comme H. Shakespear, membre du Conseil législatif⁵¹⁴, puisqu'il s'agissait de la liberté d'expression, très chère aux Whigs. Macaulay, la figure emblématique des réformes *whigs* avait lui-même préparé la première version de la loi sur la liberté de la presse en Inde pour le Conseil législatif. Il y dédia un compte-rendu dans lequel il

⁵¹¹ Private Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Calcutta, June 20th 1836, Broughton Correspondence, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, *Additional Manuscript*, 36, 473.

⁵¹² Private letter from Auckland to Hobhouse, Simla, July 14, 1839, Broughton Correspondence, vol. XIX., Correspondence with Lord Auckland, *Additional Manuscript*, 36, 473.

⁵¹³ Home Department. –N° 62 of 1857, Letter of the Governor General to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 4th July 1857, signed Canning, J. A. Dorin, J. Low, J. P. Grant and B. Peacock, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection. "I am glad therefore that the late law has been passed. If its enactments be imperfect, they may in the new code be amended but I would strongly deprecate its repeal." Minute by the Right Honourable the Governor General Dated 8th August 1836, Board's Collections, 71052 to 71072, 1838-1839, vol. 1746, folio 4, India Office Records.

⁵¹⁴ "In the present state of things I concur with the Governor General in deprecating a repeal of the late act, and a return to the licencing system, which would place the Government in a very embarrassing position without affording adequate security against the evils which seem to be apprehended from a removal of the former restrictions on the Press." Minute by the Honourable H. Shakespear Esqre, dated the 13th of August 1836, Legislative Department, Board's Collections, 71052 to 71072, 1838-1839, vol. 1746, folio 4, India Office Records.

comparait l'Inde à l'Europe et expliquait que le contexte indien étant différent, les restrictions de la liberté de la presse en Inde étaient inutiles parce que, contrairement à l'Europe, la majorité des autochtones n'étaient pas instruits. La presse indienne s'adressait donc à un public très limité, ce qui limitait considérablement son impact:

*It is most justly observed by the Honorable Court that many of the arguments which may be urged in favor of a free press at Home do not apply to this country. But it is, I conceive, no less true that scarcely any of those arguments which have been employed in Europe to defend restrictions on the Press apply to a press such as that of India*⁵¹⁵.

Prinsep, quant à lui, était très prudent vis à vis de la restriction de la liberté de la presse, mais aussi inquiet à l'idée de maintenir une liberté non contrôlée de la presse autochtone :

*The Governor-general has summed up so very clearly the arguments for repealing the existing laws for licencing and restraining the press, that I have only to subscribe my entire concurrence in them. But I do not go quite so far as to say broadly, and without reserve, that I do not apprehend danger to the State from the press of India being free*⁵¹⁶.

Dans un compte-rendu daté du 12 avril 1822, Thomas Munro s'opposait fortement à une presse autochtone libre. Il mettait en avant les intérêts britanniques que la liberté de la presse risquait de déstabiliser. Il expliquait qu'il n'aurait pas soutenu de restriction sur la liberté de la presse au public britannique en métropole, mais en Inde, la situation était différente et la restriction lui paraissait obligatoire⁵¹⁷. D'ailleurs, les figures réformistes, orientalistes et anglicistes avaient unanimement averti la Compagnie qu'une telle liberté

⁵¹⁵ Minute by the Honourable T. B. Macaulay, Legislative Department, India Office Records.

⁵¹⁶ Home Department. –N° 62 of 1857, Letter of the Governor General to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 4th July 1857, signed Canning, J. A. Dorin, J. Low, J. P. Grant and B. Peacock, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

Metcalf: *“I do not apprehend danger to the State from a free press, but if danger to the State should arise, the Legislative Council has the power to apply a remedy.”* Home Department. –N° 62 of 1857, Letter of the Governor General to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 4th July 1857, signed Canning, J. A. Dorin, J. Low, J. P. Grant and B. Peacock, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵¹⁷ *“I cannot view the question of a free press in this country without feeling that the tenure by which we hold our power never has been and never can be the liberties of the people. I therefore consider it as essential to the tranquility of the country and the maintenance of our government, that all the present restrictions should be continued. Were the people all our own countrymen I would prefer the utmost freedom of the press; but as they are, nothing could be more dangerous than such freedom. In place of spreading useful knowledge among the people and tending to their better government, it would generate insubordination, insurrection, and anarchy... In the present state of India the good to be expected from a free press is trifling and uncertain, but the mischief is incalculable... there is no public in India to be guided or instructed by a free press”* Minute by the Honourable the Governor Sir Thomas Munro (referred to in the Letter of the Governor-General, dated 4 July 1857), Appendix (A.) to Act N° XV of 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

pourrait avoir des répercussions graves sur l'ordre public dans une société pas encore démocratique. La liberté de la presse commença à inquiéter sérieusement la Compagnie dans les années 1850. En effet, avec les événements qui révélèrent la prise de conscience autochtone contre les politiques interventionnistes du gouvernement de l'Inde, le pouvoir britannique fut complètement déstabilisé. Parmi les mesures préventives, la Compagnie discuta de la liberté de la presse qui devait être suspendue avec la menace de révolte contre le gouvernement colonial.

Charles Metcalfe, en donnant à la presse indienne une entière liberté, n'avait pas distingué entre presse anglaise et autochtone car il n'était pas possible de faire la différence entre les deux à cette époque : la presse était publiée en anglais pour une majorité de lecteurs autochtones et la plupart des maisons d'édition appartenaient à des autochtones⁵¹⁸. Depuis l'adoption de la loi sur la liberté de la presse de 1835, le nombre de journaux autochtones n'avait cessé d'augmenter. D'après le rapport du bureau des Affaires intérieures du gouvernement de l'Inde (*Home Department*), le public indien ne s'intéressait pas beaucoup aux rubriques traitant des questions métropolitaines. Il s'intéressait plutôt aux publications anglaises traitant des questions locales et son hostilité se manifesta de plus en plus dès qu'un sujet sensible, tel que la religion autochtone était évoqué, ce qui menaçait la stabilité du pouvoir britannique.

Le contexte des années 1850 était plus que jamais menaçant et la Compagnie s'apprêta à abroger la loi sur la liberté de la presse⁵¹⁹. En effet, le projet de contrôler la presse était devenu d'une urgence extrême suite à la publication en 1857 dans un journal anglais, de la proclamation du roi de Delhi et des mutins, qualifiée de « haute trahison ». Cette proclamation incitait la communauté musulmane à la révolte contre le gouvernement de l'Inde⁵²⁰. Suite à la parution de cette proclamation, trois éditeurs de journaux autochtones publièrent des commentaires exprimant leur loyauté au roi de Delhi. Par conséquent, ils comparurent devant

⁵¹⁸ "I think that in all our legislation we ought to be very careful not to make invidious distinctions between European and native subjects." Home Department. –N° 62 of 1857, Letter of the Governor General to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 4th July 1857, signed Canning, J. A. Dorin, J. Low, J. P. Grant and B. Peacock, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵¹⁹ "Where fears are excited, or their feelings offended by such publications, the hatred thereby excited turns upon the English Government; and, even if it could be right at any time to disregard such results, it would be madness to do so at this moment." *Ibid.*

⁵²⁰ "To show that the necessity of controlling the English as well as the native press is not merely imaginary, it will be enough to state the treasonable proclamation of the King and mutineers of Delhi, cunningly framed, so as to inflame the Mahomedan population as much as possible against the British Government." Home Department. –N° 62 of 1857, Letter of the Governor General to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 4th July 1857, signed Canning, J. A. Dorin, J. Low, J. P. Grant and B. Peacock, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

la Cour Suprême pour diffamation séditieuse. Un autre journal, le *Friend of India*, publia un article qui enfreignit la liberté qui lui avait été accordée. Cecil Beadon, secrétaire du gouvernement de l'Inde, envoya une dépêche à A. R. Young, secrétaire du gouvernement du Bengale le 29 juin 1857. Dans cette dépêche, Beadon essaya d'attirer l'attention du gouvernement de l'Inde sur les répercussions calamiteuses qu'engendrerait la publication de l'article intitulé, « Le centenaire de Plassey » par le journal *Friend of India*. Le gouvernement colonial craignait la multiplication de ce genre de publication, alors il prit des mesures immédiates pour priver le journal concerné de sa licence de publication.

L'armée du Bengale était en pleine révolte, précisait le *Home Department*, et les provinces du nord ouest tombèrent aux mains des mutins, qui, avec le roi de Delhi, déclarèrent le retour de l'empire moghol. Le *Home Department* expliquait que cette révolte prenait sa source dans la certitude répandue chez ces mutins que le gouvernement de l'Inde avait eu l'intention de les convertir en masse au Christianisme et de détruire le système des castes hindoues⁵²¹. Les autorités britanniques avaient mis en garde l'éditeur du journal contre le risque de suspension de sa licence de publication pour toute incitation à la violence. En dépit de cet avertissement, une deuxième publication apparut⁵²². Les autorités allaient retirer la licence du journal, lorsque des amis du propriétaire leur envoyèrent une garantie qui obligeait le journal à respecter les termes de l'accord préalable⁵²³. En effet, les autorités agirent avec précaution et décidèrent pour le moment de lui maintenir sa licence.

Dans un autre cas, la licence accordée à un propriétaire de presse lithographique à Calcutta lui fut retirée et son matériel d'impression saisi parce que ce dernier avait publié (21 juin 1857) deux articles considérés comme séditieux dans un journal en persan « *Gulshun i Nau Behar* ». Le gouvernement de l'Inde considéra que ces deux articles étaient clairement

⁵²¹ "In this position of affairs it appeared to us that we should fail in our duty if we permitted a newspaper to inflame men's minds against the British Government, to excite suspicion and unfriendly feelings in the minds of native chiefs in relations with us, and above all, to intensify the prevalent and fatal delusion as to designs on the part of the British Government to destroy caste, and to convert the natives of India by force and fraud." Home Department. –N° 62 of 1857, Letter of the Governor General to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 4th July 1857, signed Canning, J. A. Dorin, J. Low, J. P. Grant and B. Peacock, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵²² "Instead of profiting by this warning, the next issue of the paper contained an article repeating, but in offensive and defiant terms, the substance of the article originally objected to." *Ibid*.

⁵²³ "Note by the secretary, stating that he has received in writing an assurance on the part of the representatives of the proprietor of the "Friend of India" newspaper, who is now in England, that the newspaper shall be carried on so as to avoid all cause of complaint on the part of the Government, and within the terms of the license."... "The Governor-General of India in Council upon this assurance abstains from withdrawing the license of the "Friend of India" newspaper, which otherwise he should have felt it necessary to do, in consequence of the article above recorded." Fort William, Home Department, 3 July 1857, Resolution, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

conçus pour alimenter la haine, l'hostilité et la révolte contre le gouvernement colonial et pour inviter les autochtones à la résistance contre son pouvoir⁵²⁴. Le *Home Department* illustra le cas de trois autres journaux (*Doorbeen*, *Sultan-ul-Akhbar* et *Sumachar Soodaburshun*) dont les propriétaires comparurent devant la Cour Suprême pour diffamation séditeuse⁵²⁵. En effet, deux de ces journaux avaient publié une proclamation des troupes en révolte à Delhi, incitant les Hindous et les Musulmans à tuer tous les Européens. En outre, ils avaient promis des récompenses à ceux qui voudraient les rejoindre dans leur rébellion et menaçaient tous ceux qui resteraient loyal au gouvernement de l'Inde. Les trois journaux avaient plaidé coupables, mais furent finalement acquittés⁵²⁶. Le gouvernement de l'Inde renforça les restrictions sur la libre licence de la presse anglaise et autochtone dans toutes les présidences.

Ces cas de censure, le gouvernement colonial était amené à concrétiser le projet de loi sur le contrôle de la presse dans le sous-continent. Thomas Munro qui s'était opposé originellement à la loi sur la liberté de la presse de 1835, avait en 1857, de bonnes raisons pour soutenir son abrogation. Le Conseil législatif adopta la loi de 1857 après l'approbation du gouverneur général en date du 13 juin 1857. Cette loi vint réguler la presse écrite dans le pays et restreindre, dans certains cas, la circulation des livres et des journaux⁵²⁷. La loi d'abrogation était censée mettre fin aux insurrections des Cipayes qui, avec une presse libre, avaient été encouragés dans leur révolte, déstabilisant ainsi le pouvoir britannique. Pour le gouvernement de l'Inde, c'était un moyen efficace d'arrêter cette propagande d'une part, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la menace d'une révolte généralisée dans tous le pays. Cependant, la Compagnie restait divisée sur la question de la liberté de la presse. John Connon, secrétaire à la Compagnie, maintenait que le Conseil législatif devait rejeter cette restriction imposée à la liberté de la presse par la loi de 1857 et qu'il fallait continuer à protéger les propriétaires de presse en Inde au titre de la loi de 1835⁵²⁸. Dans son rapport

⁵²⁴ Home Department. –N° 62 of 1857, Letter of the Governor General to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 4th July 1857, signed Canning, J. A. Dorin, J. Low, J. P. Grant and B. Peacock, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵²⁵ "1st. Ahmed Ali, the proprietor of the "Doorbeen" newspaper. 2nd. Mahomed Taheir, the registered printer and publisher of the "Sultan-ul-Akhbar" newspaper. 3rd. Shamoonder Sen, the registered printer and publisher of the "Samachar Soodaburshun" newspaper. 2. These three persons were arrested, and committed for trial on the 17th June last" From F. C. Sandes, Solicitor to the East India Company to C. Beadon, Esq. Secretary to the Government of India, Fort William, 29 July 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵²⁶ Home Department N° 72 of 1857, To the Honourable Court of Directors of the East India Company, 31 July 1857. And Fort William, Home Department, 12 June 1857, Resolution, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵²⁷ "An Act to regulate the Establishment of Printing Presses, and to restrain in certain cases the Circulation of Printed Books and Papers." Act N°. XV of 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵²⁸ "I have the honour to forward to you herewith a memorial to the Honorable the Court of Directors, praying for the disallowance of Act XV of 1857 of the Legislative Council of India and for the protection of proprietors of

destiné au Conseil des directeurs, le 21 août 1857, J. Connon expliquait que la liberté de la presse n'avait pas de rapport avec les dernières révoltes des Cipayes⁵²⁹. Elphinstone, quant à lui, était d'un avis opposé, mais il trouvait que le gouvernement de l'Inde, par ses politiques répressives avait affaibli le respect de l'autorité chez les autochtones. Même les Cipayes n'avaient plus confiance en leurs officiers et ne respectaient plus l'autorité du gouvernement colonial⁵³⁰.

Elphinstone citait Thomas Munro dont les réflexions visionnaires des années 1830 se concrétisaient dans les années 1850. Munro distinguait entre les pays libres et les pays colonisés. Ces derniers, selon lui, nécessitaient du temps pour que l'esprit de liberté se développe, en général avec l'enseignement et l'apprentissage précoce des savoirs. Comme l'Inde était sous domination britannique, le changement de l'opinion publique mènerait à des réformes gouvernementales, mais ces réformes n'épargneraient pas les révoltes. Il expliquait qu'en Inde, avec sa presse libre et son armée autochtone, l'idée d'indépendance apparaîtrait d'abord dans cette armée avant de s'étendre au reste de la population. Comme les réformes structurelles ne feraient pas avancer le processus de développement économique et social sur le court terme, l'armée pouvait, à tout moment, réclamer l'indépendance par la force. Munro prévenait que les Cipayes, les Indiens qui avaient le plus côtoyé les Européens, seraient naturellement les premiers à absorber les idées de révoltes véhiculées par la presse. Comme les Européens discuteraient également des articles de la presse locale exposant des incitations à la rébellion dans les garnisons, les Cipayes finiraient par les découvrir. Il précisa que même si ces militaires ne se préoccupèrent pas vraiment des libertés ou du gouvernement de l'Inde, ils apprendraient ce qui les concernerait, les inquiéterait, et les pousserait à agir. Ils cerneraient mieux la différence entre leur paye dérisoire et celle des Européens beaucoup plus importante et les raisons de cette différence raciale manifeste. Pour Munro, ils seraient capables de rassembler leurs forces, leurs armes et leurs ressources et de renverser la domination britannique⁵³¹. Elphinstone synthétisa la divergence entre les visions réformistes

presses and conductors of newspapers in India, in the rights and privileges which they have enjoyed since 1835. John Connon, To Sir James Melvill, Secretary to the East India Company, London, 21 August 1857.

⁵²⁹ "... But your memorialist ventures to submit that those mutinies have not been caused in any degree by the late freedom of the press." To the Honourable the Court of Directors of the East India Company, The Memorial of John Connon, 21 August 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵³⁰ "I do not for a moment contend that the license of the native press has occasioned the mutiny in the Bengal army, but still it is worth while to inquire whether by weakening in the native mind the respect for authority, and by destroying the confidence of the sepoys in Government and in their officers, it may not have been one of the predisposing causes which have led to this event." Minute by Elphinstone, 24 June 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵³¹ Minute by Elphinstone, 24 June 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

sur la question de la liberté de la presse, notamment celle de Munro contre Metcalfe. Il reprocha à Metcalfe sa vision réformiste, à courte vue. Elphinstone soulignait que tant que les institutions du pays n'étaient pas libres, la presse ne devait pas l'être parce que cela créerait un déséquilibre qui ne faciliterait pas le progrès et menerait à l'anarchie.

C. Beadon, secrétaire du gouvernement de l'Inde, chercha à bâillonner la presse autochtone mais aussi la presse britannique en Inde. Par exemple, suite à une publication contestée dans le *Bengal Hurkaru*, dont le propriétaire W. Sims était britannique, Beadon le prévint que la publication d'articles appelant à la haine pouvait mener au retrait définitif de la licence du journal⁵³². W. Sims dut s'excuser auprès des autorités coloniales et s'engager à ne plus accepter ce type d'articles à l'avenir pour conserver sa licence. D'autre part, les Britanniques voulaient un discours plus virulent de la part du gouvernement colonial contre les atrocités subies par un grand nombre d'expatriés britanniques pendant la « mutinerie »⁵³³. Ainsi, le gouvernement de l'Inde tenta de faire taire les critiques en contrôlant étroitement les publications, même dans le cas de journaux anglais.

C. Beadon élabora une résolution en ce sens le 18 juin 1857 qui fut publiée dans le *Calcutta Gazette*. Cette résolution détaillait les procédures de demande et d'obtention de la licence de publication en se référant à la loi de 1857. La licence devait être sollicitée auprès du commissaire de police de Calcutta, et ce dernier transférerait une copie de chaque demande au *Home Department*, où les licences seraient délivrées. Dans les provinces du nord-ouest ainsi que dans les basses provinces du Bengale, le lieutenant-gouverneur s'occupait de l'octroi des licences de publication. De même, dans les autres provinces, les gouverneurs autorisaient l'attribution des licences. Cette résolution ne se limitait pas aux licences de publication, elle concernait également un point essentiel sur le contenu des articles de presse. Il était interdit d'attaquer le gouvernement colonial ou le gouvernement britannique ou de susciter la haine et la résistance susceptibles d'affaiblir son autorité militaire et civile. Les pamphlets, livres et journaux polémiques susceptibles de monter la population autochtone contre le gouvernement de l'Inde, en particulier sur la question religieuse étaient interdits et censurés. La résolution soulignait également l'importance de la convergence d'intérêts entre la monarchie britannique

⁵³² From C. Beadon, Secretary to the Government of India, to W. Sims, Esq., Proprietor of the "Bengal Hurkaru" 11 September 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵³³ "Thank God, there is a free press in England, which will resound with shouts of execration at such cowardly imbecility." Militaire, Extreme Measures, From the "Hurkaru" of the 5th September 1857 to the Editor of the "Bengal Hurkaru" Bengal Club, 4 September 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

et ses alliés les princes autochtones et qu'aucune publication ne devrait affecter l'entente existante⁵³⁴.

Sous pression de l'opinion publique anglaise attisée par la presse métropolitaine et les demandes pressantes des expatriés⁵³⁵, la commission de contrôle finit par adopter une résolution le 15 juillet 1857, signée par Elphinstone, J. G. Lumsden et A. Malet et visée par le contrôleur de la correspondance indienne, John Stuart Mill, à l'*East India House*, le 3 mai 1858. Dans cette résolution, Mill dévoila les dernières mesures prises par la Compagnie, à savoir la vérification de toutes les publications autochtones par un traducteur expert en langues orientales et vernaculaires. Dans les présidences de l'Inde britannique, le commissaire de police envoyait ces publications au traducteur qui devait informer le gouvernement de l'Inde sur d'éventuelles infractions aux conditions d'octroi de la licence. Dans les villages, les magistrats locaux s'occupaient des contrôles au lieu de les envoyer au gouvernement de l'Inde⁵³⁶. Ces mesures furent inspirées partiellement par la résolution de C. Beadon et essentiellement par la loi de 1857.

Il était évident que la presse autochtone n'était plus libre après l'adoption de la loi de 1857 et la résolution de Beadon. Après trois décennies d'entière liberté héritée du libéralisme à son apogée avec des publications en Inde et en Angleterre sur la théorie libérale internationale ("*liberal international*"), voire d'un radicalisme libéral renforcé dans les années 1830 avec les débats réformistes d'O'Connell, la presse autochtone fut de nouveau assujettie à la censure⁵³⁷. La presse des années 1830 avait informé le public autochtone et britannique sur les abus monopolistiques de la Compagnie, son commerce d'esclaves et sur la corruption en résultant. Les premières révoltes autochtones eurent lieu, notamment dans les provinces de l'ouest. L'exclusion de la population autochtone des hauts postes exécutifs et juridiques du gouvernement de l'Inde d'une part, et l'écho des révolutions brésilienne et ibériques d'autre

⁵³⁴ Resolution, Fort William, Home Department, 18 June 1857, signed C. Beadon, Secretary to the Government of India, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵³⁵ "The articles in the "Times" of the 6th August, which contains a leader beginning, "There are some acts of atrocity so abominable that they will not even bear narration," and ending, "Let it be known that England will support the officers who may be charged with the duty of suppressing this mutiny, and of inflicting condign punishment upon the blood-thirsty mutineers, however terrible may be the measures which they may see fit to adopt." Should be republished by Government, circulated to all civil and military authorities in substitution of Cecil Beadon's proclamation, dated 31st July, published in your paper of the 2d instant." From the "Hurkaru" of the 15th September 1857. Indian Administration. To the Editor of the "Bengal Hurkaru.", signed Militaire, Bengal Club, 13 September 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵³⁶ Resolution by the Honourable Board, dated 15 July 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

⁵³⁷ Christopher A. Bayly, *Recovering Liberties, Indian Thought in the Age of Liberalism and Empire* (The Wiles Lectures given at the Queen's University of Belfast, 2007), Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 32.

part, encouragèrent des publications libérales à Bombay. La question de la représentativité dans les cours et dans les assemblées nationales fut la raison et l'objectif de ces révoltes successives qui étaient véhiculées et encouragées par des clubs *whigs* jacobites et les francs-maçons. En Inde portugaise, les premières tentatives de révolte pour renverser l'ordre et détrôner le vice-roi avaient échoué. Les Créoles de Goa avaient longtemps été exclus des postes juridiques puisque ces derniers étaient réservés aux Portugais considérés, selon le discours colonial, comme plus crédible que les élites autochtones pour ces postes prestigieux. Ainsi, la presse avait joué un rôle essentiel dans ces premières convulsions.

La presse autochtone soulevait des questions liées à l'autorité coloniale incitant à des réflexions profondes chez l'élite autochtone. La politique répressive du gouvernement de l'Inde sur la liberté conditionnelle de la presse autochtone déclencha des réactions allant jusqu'au refus total de la domination britannique. L'une des revues libérales, *Colombo Journal* prit position contre l'idée d'indépendance de l'Inde de l'emprise coloniale britannique alors que le *Bengal Hurkaru* maintenait que l'éducation et le développement en Inde nécessiteraient de penser à l'idée de l'indépendance future de ce pays. Ram Mohan Roy et James Silk Buckingham étaient des co-propriétaires du journal radical, *Calcutta Journal*. J. S. Buckingham y attaqua la Compagnie pour son commerce clandestin d'esclaves. En tant que réformiste libéral, J. S. Buckingham avait toujours soutenu les réformes indiennes et en particulier la cause de la presse autochtone et de sa diffusion en langues vernaculaires⁵³⁸. Une majorité d'autochtones, comme R. Roy, commença à rêver d'acquérir des institutions démocratiques indispensables à la vie politique et sociale et pas simplement de continuer à exploiter d'une manière conceptuelle des théories libérales acquises dans les livres et les journaux. Ces autochtones « libéralisés » s'inquiétaient des divisions possibles créées par la colonisation dans leur société, en particulier concernant les castes et les religions. En effet, la grande révolte des Cipayes se nourrit de cette angoisse sociale et religieuse. La remise en cause des politiques réformistes *whigs* et de leur utilité concrète permit une réévaluation globale de tout un processus d'occidentalisation qui échoua à moderniser, évangéliser et occidentaliser l'Inde.

⁵³⁸ Christopher A. Bayly, *Recovering Liberties, Indian Thought in the Age of Liberalism and Empire* (The Wiles Lectures given at the Queen's University of Belfast, 2007), Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 74.

PARTIE 4- BILAN

Introduction

L'*East India Company*, initialement conçue comme une simple compagnie établie en Inde pour contrôler le commerce des Iles britanniques dans la région de l'Asie du Sud était devenue un pouvoir colonial confirmé. L'importance économique, politique et stratégique de l'Inde s'était accrue pour la métropole avec le flux grandissant des capitaux. La domination britannique se renforça en imposant aux autochtones un système de taxation sans précédent, en introduisant la langue anglaise accompagnée d'un projet missionnaire d'évangélisation, et en employant ses troupes pour maintenir sa souveraineté. Derrière la politique réformatrice du gouvernement de l'Inde se cachait un impérialisme manifeste, avec les forces armées de la Compagnie déployées sur tout le territoire. Cela constituait un paradoxe de l'administration de l'Inde britannique dominée par l'esprit réformatrice *whig*. Les penseurs *whigs* tels que Francis Jeffrey, David Hume et Adam Smith avaient souligné ce paradoxe entre les valeurs démocratiques prônées par les autorités britanniques et leurs pratiques coloniales contradictoires. Ils s'attaquèrent à la manière avec laquelle les Britanniques étaient parvenus à conquérir ce territoire étranger, réformer son administration et son organisation fiscale, codifier sa justice, angliciser son enseignement et tenter de christianiser sa population. Pour W. E. Gladstone, secrétaire colonial dans les années 1830 et 1840, l'Inde était une anomalie dans l'empire : il était difficile de gérer cette immense colonie en y effectuant simplement une transplantation du modèle social et politique britannique et de la considérer comme les colonies blanches telles le Canada et l'Australie⁵³⁹. John Malcolm suggéra de maintenir les systèmes administratifs locaux traditionnels bien connus et acceptés par des autochtones plutôt que de leur imposer une administration étrangère incompatible. Selon lui, les gouverneurs autochtones réussissaient à contrôler correctement leurs provinces. Il citait l'exemple de la reine Alhia Bhye, la régente de Holkar, qui fut capable de maintenir la paix dans ses possessions à une époque difficile. D'après lui, les choix politiques du gouvernement de l'Inde en particulier en matière de lois ne devaient pas être imposées aux autochtones, mais qu'il fallait plutôt respecter leurs coutumes et leurs attentes⁵⁴⁰.

⁵³⁹ C. Brad Faught, "An Imperial Prime Minister? W. E. Gladstone and India, 1880-1885", *the Journal of the Historical Society*, vol. 6, n° 4, December 2006, p. 556.

⁵⁴⁰ "The task of the legislator, as Jeffrey understood it, was not to fashion intrinsically perfect laws, but to meet the demands of the society he governed while respecting its prejudices (this had been established by David Hume and, more explicitly, Adam Smith)...Moreover, Jeffrey's review reminds us that the importance Malcolm attached to the need to consider the history and manners of a society when designing its government was in no way idiosyncratic... As an historian and administrator of british India, Malcolm's fellow Scot, Mill, can be seen as a kind of rival heir to the political traditions that had informed the Scottish Enlightenment" Jack Harrington,

Au moment où les Britanniques perdirent leurs colonies en Amérique, l'opinion publique à Londres était devenue très puissante face à un expansionnisme incessant. La tolérance et l'égalité étaient devenues des valeurs essentielles qui devaient s'appliquer là où les Britanniques gouvernaient. La Compagnie fut alors confrontée à des critiques hostiles en métropole contre ses politiques commerciales monopolistiques. E. Burke fut le plus brillant des dénonciateurs du monopole de la Compagnie. Il voulait aussi que les autochtones soient soumis aux principes de l'égalité et de la liberté tels qu'ils étaient conçus, appliqués et respectés en Grande-Bretagne.

La Compagnie se défendait en soulignant qu'en l'absence d'acquisition de savoirs occidentaux par les autochtones, ces derniers étaient incapables de s'autogouverner, de développer et de moderniser leur pays : la présence britannique était donc bien justifiée. Ainsi, elle se lança dans la conquête systématique, directe ou indirecte (en établissant des traités avec les états princiers), de territoires nouveaux, établissant finalement des présidences étendues à la quasi-totalité de l'Inde. En outre, la politique réformatrice du gouvernement de l'Inde qui, pensait-on, améliorerait la situation sociale et économique de la colonie à terme, justifiait pleinement sa domination. Si le gouvernement colonial réussit à angliciser une partie des Indiens, il échoua pourtant à les occidentaliser.

4. Commerce, anglicisation et colonisation

4.1. Anglicisation de l'Inde

Les Whigs réformistes étaient déterminés à transformer l'Inde par la mise en place d'un projet de réformes libérales, voire radicales. Ils durent subir les attaques des Tories qui avaient une vision plus conservatrice de l'Empire, et à faire face aux difficultés de l'administration coloniale dans des territoires lointains et étrangers. Leur mission était difficile et nécessita, comme nous l'avons déjà vu, toute l'éloquence et la détermination du réformiste *whig* angliciste, par excellence, Thomas. B. Macaulay. Grâce à l'anglicisation prônée par Macaulay, l'anglais se substitua au persan dans la justice et l'administration. L'enseignement en anglais devint une priorité, voire une obligation, afin de permettre aux autochtones de devenir anglophones. Bien que l'intrusion des réformes anglicisantes au sein de la société indienne demeure controversée, les Indiens doivent la codification de leurs lois à l'initiative de Macaulay. Finalement, l'objectif de Macaulay et des autres réformistes anglicistes ne fut que partiellement réalisé parce que la société indienne restait attachée à ses langues vernaculaires. L'anglais était perçu par la majorité de la population comme une langue réservée à l'élite indienne, qui constituait alors une étroite minorité. D'ailleurs, l'anglais était devenu une langue de communication entre les élites indiennes venant de différentes régions du Nord et du Sud de l'Inde, comme cette minorité ne parlait pas l'ourdou. Les élites bengalaises, en revanche, continuaient de parler la langue régionale au sein de leur communauté et de publier des articles de presse en bengali.

Certes, cette minorité des élites instruites et anglicisées était, à l'évidence, la preuve du succès des réformes anglicisantes dans la société et dans l'enseignement, mais elle restait bien fidèle à ses traditions et bien ancrée dans sa culture orientale. Les journalistes indiens de l'époque se distinguaient de leurs homologues britanniques : la notion de *Britishness* leur était étrangère. Les écrivains parmi les élites indiennes furent inspirés par les œuvres des écrivains britanniques, mais ils avaient leur propre touche orientale. Leur style reflétait une sensibilité typiquement indienne très éloignée de celle des écrivains britanniques. Influencé par les écrits de Charles Dickens, en particulier, *The Pickwick Papers* (1837), Ratan Nath Sarshar publia entre 1878 et 1885 des romans en ourdou dont *Fasana-e-Azad*. Une icône du mouvement culturel et intellectuel de la renaissance du Bengale, Rabindranath Tagore, publia en 1910 son

chef-d'œuvre *Gitanjali*. L'anglicisation de l'élite indienne ne fut jamais entièrement achevée parce que les moyens de communication existants étaient limités aux rares réunions intellectuelles et culturelles, réservées en priorité aux exigences professionnelles des *Munshis* par exemple. Pour une grande majorité des élites, les études anglaises n'étaient qu'un moyen d'obtenir un poste au sein d'une des branches du gouvernement colonial et de l'administration de la Compagnie. Quant à leur vie sociale, elle demeurait très ancrée dans les coutumes et les traditions locales. On peut parler d'une élite intellectuellement hétérogène, mais aucunement entièrement anglicisée.

Les élites autochtones partiellement anglicisées admiraient la rhétorique libérale. Quelques intellectuels prirent même l'initiative de poursuivre leurs études en Grande-Bretagne pour mieux se qualifier aux hauts postes de l'administration de leur pays. Néanmoins, ils durent réviser leurs ambitions face à la réalité parce qu'ils se rendirent compte que leurs rêves n'étaient pas réalisables. Selon la charte de 1833, les autochtones cultivés pouvaient prétendre obtenir un poste au sein de la Compagnie, mais en réalité, aucun diplômé d'origine indienne ne fut recruté à un haut poste en raison de la politique de recrutement discriminatoire de la Compagnie. Celle-ci était théoriquement tolérante et fonctionnait selon le principe de « concessions libérales », c'est à dire que les gouvernements *whigs* s'étaient engagés à recruter des autochtones de formation anglaise et à leur permettre d'occuper des hautes fonctions. Toutefois, les exigences des directeurs de la Compagnie mirent un obstacle insurmontable à ces jeunes diplômés avec l'introduction du concours obligatoire : *Covenanted Service* privilégiant plutôt les Britanniques. Ces autochtones sous-employés manifestèrent leur mécontentement en s'opposant au renouvellement de la charte de la Compagnie. Ainsi, le recrutement au sein de la Compagnie resta longtemps aux mains des directeurs qui le réservaient exclusivement aux *clerks* et *civil servants* britanniques.

Les jeunes autochtones apprirent à lire et à écrire en anglais, mais cet enseignement se heurtait à la réticence de leurs parents qui voyaient d'un mauvais œil la présence de missionnaires et à leur forte influence dans les écoles. Le risque d'une conversion au Christianisme de leurs enfants les hantait et les inquiétait. Les congrégations missionnaires se multipliaient et les craintes autochtones aussi. En effet, pour les missionnaires la conversion de jeunes écoliers, y compris des orphelins, ainsi que des adultes illettrés constituait une priorité. La rivalité religieuse créait des tensions incessantes qui s'accrochèrent lorsque les discriminations furent de plus en plus manifestes à l'égard des autochtones dans la justice et dans le domaine de la sécurité des biens et des personnes et de leurs libertés individuelles.

4.1.1. Réformes : entre anglicisme et orientalisme

Les années 1830 furent marquées par un grand débat entre Orientalistes et Anglicistes sur la possibilité et les meilleures façons de faire progresser la société indienne. Le premier groupe de réformistes soutenait les institutions et les valeurs traditionnelles indiennes, et le second faisait la promotion de l'anglicisation de l'administration par le biais de l'enseignement occidental⁵⁴¹. Cependant la vision orientaliste des réformes apportées en Inde reposait sur une valorisation démesurée des apports et des bienfaits de l'Occident, comme le montra Edward Saïd⁵⁴². La stratégie des gouverneurs orientalistes, tels que Thomas Munro et ses successeurs de la *Munro School*, privilégia les langues vernaculaires dans l'enseignement des autochtones, mais cette politique n'était qu'au service des intérêts de la Compagnie. Afin de faciliter le recouvrement des impôts prélevés aux villageois, au tout début de son expansion territoriale, la Compagnie employa même quelques autochtones des classes supérieures. La vision orientaliste n'était pas donc destinée à combattre l'esprit impérialiste britannique, au contraire elle le prônait indirectement mais habilement ; la « mission civilisatrice » s'occupant du reste⁵⁴³.

Les réformateurs orientalistes mettaient en avant leur respect envers les coutumes indiennes pour s'assurer de la loyauté du peuple et garantir la pérennité de la présence britannique dans le sous-continent. Les gouverneurs Munro, Elphinstone et Malcolm adoptèrent une politique de réformes orientalistes, se référant principalement aux institutions indiennes et y intégrant l'élite autochtone. Même si les Orientalistes ne partageaient pas une approche unique sur les réformes, ils s'accordaient sur un objectif : s'appuyer sur l'expérience indienne en matière d'administration, en particulier son système fiscal. Alors que Thomas Munro proposait une réforme fiscale basée sur l'imposition individuelle des paysans, Charles Metcalfe préférait un système d'imposition collectif par village. Dans les deux cas, l'ordre social et les usages locaux de prélèvement des impôts étaient respectés parce qu'il s'agissait

⁵⁴¹ “During the 1820s, debates within the Company about the merits of Westernization became increasingly polarized. The well-publicized orientalist-Anglicist rift of the 1830s over Indian education was essentially part of a larger, less clear split in British thinking about how to improve Indian society between those who aimed to promote “traditional” institutions and values on the one hand and those who sought to promote Western learning on the other.” Pitts, Jennifer, *A Turn to Empire: the Rise of Imperial Liberalism in Britain and France*, New Jersey, Princeton University Press, 2005, p. 103. Lynn Zastoupil and Martin Moir, eds., *The Great Indian Education Debate: Documents Relating to the Orientalist-Anglicist Controversy, 1781-1843*, Richmond, Curzon, 1999, p. 20.

⁵⁴² Edward Wadie Saïd, *Orientalism*, London, Penguin, 2003, pp. 5-15.

⁵⁴³ Michael S. Dodson, *Orientalism, Empire and National culture: India, 1770-1880*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, 268 p.

d'une propriété foncière collective. Comme l'a souligné Lynn Zastoupil, ces hommes avaient une conception « romantique » des réformes en Inde, s'opposant aux politiques coloniales agressives de Cornwallis qui imposa d'une part, le régime foncier permanent et des droits de propriété au profit des *Zamindars*, créant des injustices sociales⁵⁴⁴, et d'autre part, les réformes anglicistes consécutives⁵⁴⁵. Thomas Munro avait une conception inspirée du romantisme du XVIII^{ème} siècle qui assimilait le paysan indien au *yeoman* anglais et le considérait comme le centre de la société. Metcalfe était influencé par la vision rousseauiste de l'égalité sociale. Tout comme Metcalfe, Elphinstone était attiré par l'idée de la république du village (*the Village Republic*) chez Lord Byron et Robert Southey pour maintenir la paix et l'égalité. Eric Stokes souligne qu'à partir des années 1820, les villages de l'Inde du nord furent soumis à une obligation de l'administration fiscale britannique fondée sur un recouvrement immédiat et direct des impôts, ce qui était très rentable et efficace pour le commerce britannique⁵⁴⁶. En revanche, les politiques fiscales initiées par Wellesley au XVIII^{ème} siècle, accordant des titres fonciers pour des gestions temporaires des terres finirent par nuire à la fiscalité coutumière des villages indiens⁵⁴⁷. Les gouverneurs, dont la conception des réformes était orientaliste, tentèrent alors d'en minimiser les impacts sociaux.

Au-delà de ces théories philosophiques, les gouverneurs et fonctionnaires orientalistes de la Compagnie avaient des motivations réformistes pacifistes. Afin de garantir la pérennité de la domination britannique, ils évitaient de heurter la sensibilité culturelle et religieuse des communautés locales. D'après John Malcolm, les autochtones ne supportaient pas que l'on les prive de leurs usages coutumiers ou qu'on leur impose des règles étrangères. Malcolm avait

⁵⁴⁴ "It might be supposed that the extensive changes there recorded affected merely superior landholding rights...The British innovation was to make such rights alienable under the process of modern law.. The most important changes at the village level appear to have been those wrought by the superior landholders attempting to consolidate their dominion won by the sword or imperial grant...To obtain zamindari possession could well involve the total expulsion or extirpation of those holding the existing right, which carried with it the immediate propriety control of the village lands" Eric Stokes, *The Peasant and the Raj: Studies in Agrarian Society and Peasant Rebellion in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, pp. 68-70.

⁵⁴⁵ "They wanted to overturn the "cold, lifeless" system of Cornwallis and replace it with one attuned to the historical exigencies and complexities of India" (Stokes, p. 15), cité dans, Lynn Zastoupil, "John Stuart Mill and India", *Victorian studies*, vol. 32, n° 1, 1988, p. 39.

⁵⁴⁶ "The superior profitability and efficiency of direct administration ordained that whenever possible Government should enter into direct relations with the village." Eric Stokes, *The Peasant and the Raj: Studies in Agrarian Society and Peasant Rebellion in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 65.

⁵⁴⁷ "Had not the British damaged beyond repair the one stable institution that once existed...Such reflections were reinforced by Metcalfe with his contrasting picture of the still undamaged and unchanging village republics of the Delhi Territory which had lasted where nothing else had lasted and outlived the whirligig changes of dynasty and ruler... How correct is the notion that Wellesley rescued northern India from a destructive political anarchy only to subject the immemorially stable and backward agrarian base to the disintegrative influences of modern legal property relationships, 'usury capitalism', and commercial agriculture?" *Ibid.*, pp. 65-66.

prévenu les Britanniques d'un risque de révolte dans le cas où les coutumes indiennes étaient menacées : il recommanda plutôt de suivre l'exemple de l'empire moghol. Sa critique des réformes anglicistes s'accrut dans les années 1820-1830, à l'apogée des campagnes réformistes en métropole⁵⁴⁸. Il s'opposa en particulier à la campagne réformiste angliciste déterminée, selon lui, à imposer des réformes juridiques⁵⁴⁹. Malcolm prônait la prudence dans l'administration des territoires britanniques en Inde afin d'y maintenir la stabilité en améliorant notamment les relations entre l'administration coloniale et les paysans et en évitant les actions militaires. Contrairement aux Whigs, Malcolm était un visionnaire orientaliste pacifiste et progressiste. Il alerta les directeurs sur le risque des politiques anglicisantes et occidentalistes qui constituaient un sérieux danger pour la Compagnie et pourrait même remettre en cause sa pérennité.

Adhérant à la même conception réformiste modérée incarnée par John Malcolm, M. Elphinstone et Thomas Munro, Frederick John Shore avait condamné les abus de pouvoir de l'administration britannique vis-à-vis des autochtones. L'administration britannique était, selon lui, à l'origine d'un appauvrissement constant de la population indienne. En outre, les richesses indiennes s'épuisaient en raison de la mauvaise gestion des sources de revenus. Cette mauvaise administration multiplia également les obstacles au développement des compétences des Indiens, empêchant leur accession à des postes prestigieux⁵⁵⁰.

Les contradictions internes de la théorie libérale des politiques réformistes *whigs* furent mises en évidence dans le sous-continent. L'obsession réformiste des Whigs les amena à intégrer aux réformes anglicisantes des idées utilitaristes et évangélistes incohérentes⁵⁵¹. Les paradoxes étaient nombreux dans la mise en place de certaines réformes ainsi que dans les objectifs politiques recherchés. Au nom du progrès social, les réformistes anglicistes *whigs*

⁵⁴⁸ The Great Reform Act of 1832, the Abolition of Slavery Act of 1833, and the Evangelical revival in Scotland and England.

⁵⁴⁹ "Mill's *History of British India (1817)* used the history of the British in India to prove the necessity of far-reaching reform in the imperial administration... Malcolm, like Jeffrey, saw great danger in grand theories aimed at rationalizing government that did not build on existing foundations." Jack Harrington, *Sir John Malcolm and the Creation of British India*, Palgrave Studies in Cultural and Intellectual History, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 134.

⁵⁵⁰ "The fundamental principle of the English had been to make the whole Indian nation subservient, in every possible way, to the interests and benefits of themselves. They have been taxed to the utmost limits; every successive Province, as it has always been our boast how greatly we have raised the revenue above that which the native rulers were able to exort. The Indians have been excluded from every honour, dignity, or office which the lowest Englishman could be prevailed upon to accept...The halcyon days of India are over; she has been drained of a large proportion of the wealth she once possessed; and her energies have been cramped by a sordid system of misrule to which the interests of millions have been sacrificed for the benefit of the few." J. Shore, *Notes on Indian Affairs*, II, p. 516.

⁵⁵¹ "Often mutually inconsistent theories were cobbled together to achieve particular political purposes", T Metcalf, *Ideologies of the Raj*, chapter 4, p. 113.

pouvaient concilier liberté et despotisme⁵⁵². La réforme sur la standardisation des régimes fonciers provinciaux et l'évaluation foncière fut un cas typique. La confusion politique entre la théorie Ricardienne de l'économie politique sur la location des terres⁵⁵³, prônée par James Mill, et les possibilités limitées de sa mise en œuvre suscita beaucoup d'inquiétude au sein de la Compagnie⁵⁵⁴. De la même manière, le débat éducatif acharné entre orientalistes et anglicistes avait été temporairement tranché par le compte-rendu d'Auckland de 1839 qui proposait un consensus politique fondé sur un subtil équilibre entre ces deux tendances antagonistes. Cependant, les réformes anglicisantes finirent par l'emporter et l'administration britannique du sous-continent œuvra pour limiter l'importance des langues, des savoirs de l'Orient et pour restreindre l'influence de la culture orientale, que ce soit dans l'enseignement ou dans d'autres domaines. Une fois de plus, l'administration coloniale britannique avait montré que le respect des cultures et des langues vernaculaires ainsi que la protection du mode de vie et de la propriété des Indiens ne faisaient pas partie de ses priorités.

Finalement, les Whigs, qui promettaient la prospérité et le progrès de la population avec des réformes de l'enseignement et du système de taxation des biens et des productions, furent à l'origine de la misère des autochtones, de leur exclusion administrative, de leur répression, de leur oppression, de l'insécurité et de l'injustice. La politique indienne des *Whigs* était ainsi en contradiction avec leurs principes de liberté et de justice. La pérennité de la domination britannique dépendait justement de ces manœuvres permettant d'imposer des politiques britanniques inspirées directement de l'Utilitarisme à des étrangers dans un

⁵⁵² "Liberty and despotism might be reconcilable in the name of 'improvement', but the 'progressive principle...whether as the love of liberty or of improvement, is antagonistic to the sway of Custom, involving at least emancipation from that yoke; and the contest between the two constitutes the chief interest of the history of mankind.'" Andrew Sartori, "A Liberal Discourse of Custom in Colonial Bengal", *Past and Present*, n° 212, August 2011, p. 164.

⁵⁵³ "Peasant rents were differently determined since there was no capitalist farmer intervening between the subsistence farmer in the position of a labourer forced to raise his wages from the soil or starve. Where the State, by virtue of a high land-revenue demand, was in effect a universal landlord, or where population pressure created competition among ryots for land, the whole of the produce could be extracted as rent except for the ryot's bare subsistence. Under these conditions peasant agriculture was kept confined to better soils and yielded negligible profits, the only source of capital accumulation and economic growth." Eric Stokes, *The Peasant and the Raj: Studies in Agrarian Society and Peasant Rebellion in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 95.

⁵⁵⁴ "Despatch after despatch issued from London in the 1820s and 1830s enforcing the correct assessment principle, eventually becoming so peremptory that Auckland's government in 1838 promised absolute and immediate compliance...This ambiguity surrounding the concept of rent in peasant agriculture was reflected in the writings...of John Thornton...in the Calcutta Review of 1849. When the East India Company furnished information on the revenue system for the defence of its charter in 1853, Thornton's article was reprinted in the massive parliamentary blue-book." Eric Stokes, *Ibid.*, pp. 93-96.

contexte rural étranger⁵⁵⁵. Pour les Britanniques, ces politiques étaient adaptées au contexte local, mais leur connaissance des coutumes régionales indiennes était superficielle⁵⁵⁶. La primauté des intérêts britanniques qui consistait en l'extraction d'un maximum de revenus constants et réguliers, éloigna les gouvernements *whigs* de leurs objectifs initiaux qui, selon leur discours colonial, devaient en théorie privilégier le développement économique et le progrès social du pays. Cette dichotomie créa une confusion entre les principes fondamentaux de la gouvernance *whig* et leur réelle mise en place⁵⁵⁷.

Les réformes du système de taxation n'étaient pas homogènes dans toutes les régions indiennes. Dans les provinces du nord-ouest des villageois étaient désignés pour prélever les impôts sur les revenus agricoles et fonciers. De plus, la notion de location foncière était inextricablement liée aux revenus d'après la théorie du loyer foncier présentée par James Mill. Par contre, dans la présidence de Madras, on employait des agents intermédiaires pour cette responsabilité fiscale. Les réformes du système fiscal aboutirent au maintien du système *ryotwari*. Bien que le gouvernement ait essayé de trouver des solutions, ce système eut de graves répercussions sur la condition des paysans misérables. Les abus de pouvoir des responsables du recouvrement étaient manifestes dans leurs réquisitions auprès des agriculteurs. En outre, les taux excessifs d'impôts prélevés sur les récoltes et les terres des paysans créèrent des antagonismes irrévocables entre les communautés locales et les Britanniques.

Avant le renouvellement de la charte de 1853, des enquêtes parlementaires effectuées entre 1852 et 1853 avaient apporté des éclaircissements sur le système de taxation adopté par la Compagnie. En 1855, le rapport sur le système fiscal adopté dans la présidence de Madras mit en évidence une amélioration de la gestion des revenus provenant de l'impôt foncier.

⁵⁵⁵ "In the 1830s the rent theory could be readily accepted as an explanation of the land revenue because its realisation remained a distant ideal like Mavaulay's and Trevelyan's political liberalism." Eric Stokes, *The Peasant and the Raj: Studies in Agrarian Society and Peasant Rebellion in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 112.

⁵⁵⁶ "In our systems of Police, of Civil and criminal Justice and of Revenue management, we first examined the existent system which is generally admitted to have been easy in its operation, and happy in its effect." James Thomason, Selections from Records of Government, North Western Provinces, 1868, in Eric Stokes, *op. cit.*, p. 102.

⁵⁵⁷ "Whether economic development or the pursuit of power formed the first priority of the 'official mind' in its upper reaches was a speculative issue contrasted with the immediate financial exigencies of the Raj over which there could be no dispute... In (Bird's) his own words, the British government from its nature and position had been, was, and must be an expensive government to India: "the Government must draw from the country as large an income as its sources can be safely made to bear. I myself conscientiously believe that the future good of India depends on the continuance of British rule. But in order to do the very good which I trust Britain is destined to effect for India she must for a long time continue to press on the resources of India." R. M. Bird, Minute, 31 January 1840, N. W. Provinces Board of Revenue Proceedings, India Office Records, in Eric Stokes, *op. cit.*, pp. 91-92.

Après des abandons de terres dus à la forte taxe sur la récolte des agriculteurs, le gouvernement de l'Inde ne pouvait pas faire grand-chose pour revenir à une productivité constante et rentable. La misère des autochtones parlait d'elle-même puisque ces derniers étaient obligés, soit d'arrêter de cultiver les terres, soit de les quitter définitivement. La politique des réformes du gouvernement colonial changea : tous les agents intermédiaires responsables de la collecte des impôts sur les terres et les récoltes furent alors écartés. Ainsi l'administration coloniale pourrait gérer directement les paysans, plus faciles à contrôler que les intermédiaires locaux souvent hostiles aux Britanniques. Par ailleurs, cette nouvelle stratégie de recouvrement des impôts permit d'éviter les conflits entre les communautés locales et le Conseil des finances. Ainsi, en éliminant les agents intermédiaires, le gouvernement de l'Inde se réserva l'unique pouvoir de l'administration fiscale, de la domination et de la colonisation du peuple indien.

Au début du XIX^{ème} siècle, le commerce britannique en Inde eut des effets positifs sur l'économie britannique. En parallèle, le système fiscal adopté par le gouvernement de l'Inde lui procura des revenus plus stables. Au moment où en Grande-Bretagne, les penseurs libéraux et les députés *whigs* étaient en train de transformer la société contemporaine en une société libre, démocratique et moderne, les Britanniques en poste dans les colonies telles que l'Inde, redéfinirent les principes *whigs* sous l'influence des Utilitaristes et les évangélistes. Les valeurs prônées par les Whigs en métropole furent ajustées au contexte indien, ce qui donna naissance à une nouvelle définition de la notion de la liberté applicable aux populations locales, une liberté désormais limitée, voire inexistante. D'après C. A. Bayly, dans son ouvrage, *Imperial Meridian*, le gouvernement de l'Inde voulait créer une société indienne civilisée, et ce, en utilisant son pouvoir pour établir des lois répressives vis-à-vis de la société indienne⁵⁵⁸. Le lourd fardeau fiscal qui pesait sur les paysans pauvres, dont le revenu couvrait à peine les besoins, n'était qu'une preuve de plus des politiques fiscales abusives du gouvernement de l'Inde.

Pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle, le commerce et les industries indiennes s'étaient effondrés en raison du désir de la métropole de préserver ses intérêts commerciaux. Par conséquent, la population active se mit de plus en plus à cultiver les terres, mais les sommes excessives que les paysans devaient payer au gouvernement colonial les ruinaient. En outre, le transport de leur production était également soumis à des taxes douanières intérieures

⁵⁵⁸ Christopher Alan Bayly, *Imperial Meridian: The British Empire and the World, 1780-1830*, London, Longman, 1989, pp. 217-218.

très élevées, ce qui les appauvriissait davantage. La paupérisation de cette nouvelle classe d'agriculteurs et de paysans, qui s'était accentuée à la fin de la première moitié du siècle des réformes, résulta directement de la politique fiscale abusive du gouvernement de l'Inde.

La paupérisation de la population autochtone résultait donc de deux facteurs principaux : la destruction de l'industrie locale et la taxation élevée de la terre. Pour les autochtones, le gouvernement de l'Inde était responsable de leur détresse. Bien que sa politique réformatrice en matière d'enseignement se veuille porteuse de progrès social, au milieu du XIX^{ème} siècle, l'éducation à l'occidentale ne s'était pas encore généralisée dans tout le pays. La justice ne faisait pas encore respecter les droits des autochtones que ce soit en termes de leur sécurité et celle de leurs biens ou de leurs droits. L'infrastructure s'améliorait, mais certaines régions du pays n'avaient toujours pas d'écoles, et faute de ponts, elles étaient isolées des autres provinces et présidences. Après près d'un siècle de domination britannique, la situation générale du pays n'avait pas beaucoup évolué. John Strachey décrit la situation de la présidence du Bengale en 1854 où la sécurité des personnes n'était pas assurée en raison d'une forte criminalité⁵⁵⁹. Ainsi, les autochtones, écartés de l'administration au sein du gouvernement de l'Inde et de l'administration des territoires, ne pouvaient qu'observer passivement l'état de leurs régions. Leur quasi exclusion de l'administration fut à l'origine de leur mécontentement et leur hostilité à l'égard des Britanniques⁵⁶⁰. L'enjeu du gouvernement de l'Inde, de la Compagnie et de Westminster était alors de sauvegarder les intérêts de leur empire dans le sous-continent. Le gouverneur réformatrice angliciste par excellence, William Bentinck, pensait que la classe autochtone cultivée méritait l'estime des Britanniques, mais qu'elle suscitait également leur appréhension, en particulier avec ses critiques récurrentes du gouvernement colonial dans la presse. Pour lui, l'administration britannique subirait les attaques des élites cultivées tant que ces dernières n'y participaient pas, si bien que leur recrutement devint l'enjeu majeur de l'enseignement occidental⁵⁶¹. C'était tout le paradoxe de l'administration britannique : instruire, éclairer, mais aussi réprimer les autochtones en concevant des réformes au service de ses propres intérêts.

⁵⁵⁹ "There were almost no roads, or bridges or schools, and there was no protection to life or property. The police was worthless, and robberies and violent crimes by gangs of armed men, which were unheard of in other provinces, were common not far from Calcutta." John Strachey, *India, its Administration and Progress*, *The Cambridge History of India IV*, London, Macmillan, 1903, p. 32.

⁵⁶⁰ "By the time the British completed the first hundred years of their rule, they gained the whole of India, but lost their hold upon the hearts of the Indians." R. C. Majumdar, ed., *British Paramountcy and Indian Renaissance, Part I*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1963, p. 401.

⁵⁶¹ William Bentinck, *Minutes of Bentinck*, dated 13th March 1835, India Office Records.

Le système juridique indien était devenu très complexe à cause d'une succession de réformes anglicisantes. Les usages hindous et musulmans dominaient le droit privé indien lié essentiellement à l'héritage, à la famille et au mariage. Mais le droit public était devenu un mélange de droits anglais et musulman (*Anglo-Muhammedan Law*), d'une part, et de droit hindou et anglais (*Anglo-Hindu Law*), d'autre part. En ce qui concerne les lois commerciales, les normes de la *Business Law* furent adoptées conjointement avec les lois hindoues et musulmanes dans la codification des règles du commerce. Ces lois furent édictées sous forme d'une série d'ordonnances et de règlements (*Regulations*), de réformes adoptées non pas au Parlement mais, au sein du Conseil législatif de la Compagnie. Le code pénal élaboré par Macaulay pour codifier le droit pénal indien, était, quant à lui un produit de pure anglicisation des lois indiennes. Des lois inspirées directement de la *Common Law* furent alors intégrées au code pénal indien⁵⁶². La codification de toutes les *Regulations* par Macaulay en 1836 compliqua encore d'avantage le système juridique indien. Le code pénal indien fut ainsi anglicisé et les autochtones durent le respecter, même si la majorité de ces lois étaient sans rapport avec le contexte socioculturel local.

La conception libérale des réformes était censée faire participer les élites autochtones au processus de développement et de progrès de leur pays, notamment dans l'administration de la justice au sein du gouvernement de l'Inde. Toutefois, la désignation des élites autochtones aux postes administratifs demeura très rare. Même si Dalhousie suggéra à Charles Wood, alors président de la commission de contrôle, le recrutement de quelques autochtones au Conseil législatif, aucun d'entre eux ne fut recruté. En outre, l'administration de la justice était marquée par une préférence ethnique évidente au profit des Européens qui jouissaient de privilèges dans le traitement de leurs affaires judiciaires aux dépens de celles des autochtones. Les élites autochtones subirent alors cette injustice sans pouvoir intervenir, modifier ou participer à l'élaboration des textes de lois. En imposant leur système juridique aux autochtones, les Britanniques exigèrent d'eux des frais exorbitants à la cour suprême associés à des délais très longs pour délivrer les jugements. Le Conseil législatif dut faire face à l'indignation des élites autochtones qui se sentaient délibérément traités comme des sujets de seconde classe. Les élites indiennes, désenchantées, multiplièrent les rassemblements et manifestèrent leur colère, mais en dépit de cette agitation, l'administration britannique de la justice dans le sous-continent ne fut pas remaniée jusqu'à la grande révolte de 1857. L'état de

⁵⁶² Le code pénal indien, en ligne, 13 juin 2016
http://www.supremecourtfindia.nic.in/speeches/speeches_2008/abu_dhabi__as_delivered.pdf

droit que leur avait fait miroiter l'administration coloniale britannique pour obtenir leur soutien ne fut jamais établi en réalité.

4.1.2. Évangélisation

L'évangélisation des autochtones était considérée comme essentielle par les réformistes et les hauts fonctionnaires évangélistes afin de moderniser le sous-continent. Les missionnaires jouèrent donc un rôle majeur dans les réformes effectuées en Inde. De plus, maints Britanniques travaillant dans l'armée ou dans l'administration de la Compagnie étaient eux-mêmes évangélistes y compris les présidents de la commission de contrôle et du Conseil des directeurs. Ces derniers soutinrent les missionnaires et leur fournirent l'autorisation d'agir dans les territoires sous domination britannique et permirent les conversions d'autochtones au Christianisme. Les conversions, pourtant contradictoires aux théories prônant les libertés individuelles et religieuses des réformistes *whigs*, furent justifiées au prix d'importantes contorsions idéologiques. En dépit de ces contradictions, les gouvernements successifs de l'Inde britannique ne purent arrêter le processus d'évangélisation et contribuèrent même à l'extension de l'influence missionnaire. En s'appuyant sur les théories utilitaristes, les missionnaires soulignèrent que seule la christianisation du plus grand nombre des Hindous et des Musulmans d'Inde, pourrait garantir le progrès de la colonie.

La montée en puissance du mouvement évangélique coïncida avec le renforcement de la domination britannique dans le sous-continent. Le gouvernement de l'Inde dut faire face à l'influence grandissante des évangélistes et de leurs missionnaires, très actifs également dans les autres colonies. La politique de la Compagnie en matière de religion était fondée au début du XIX^{ème} siècle sur la tolérance. La politique de non-interférence dans les religions autochtones fut longtemps maintenue par le gouvernement de l'Inde qui s'était opposé à l'arrivée des missionnaires pour protéger les intérêts commerciaux de la Compagnie. La majorité des évangélistes était initialement d'affiliation *Tory*, mais après les guerres napoléoniennes et le grand changement qu'elles engendrèrent, les évangélistes, les méthodistes et les non-conformistes changèrent de position politique en s'intéressant aux réformes libérales défendues par les Whigs. Cette transition fut significative parce que ces groupes religieux exercèrent une forte pression au Parlement ainsi que sur la Compagnie. Originellement, Wesley et Whitfield conduisirent le mouvement méthodiste, puis à la fin du XVIII^{ème} siècle, le mouvement devint évangéliste. Par-dessus tout, la seconde génération de la

secte de *Clapham* (*The Clapham Sect*) illustra bien cette évolution idéologique résultant de la renaissance évangélique. Ce renouveau fut accompagné par la fondation de plusieurs organisations missionnaires telles que la *Protestant Missionary Society*⁵⁶³. Les grandes figures évangélistes de la secte de *Clapham* furent Zachary Macaulay, William Wilberforce, Henry Thornton, John Venn, Charles Grant, John Shore, Charles E. Trevelyan et Thomas Babington Macaulay. Ces réformistes eurent une grande renommée grâce à leurs actions philanthropiques en métropole en s'identifiant à des questions humanistes encore très sensibles comme l'abolition de l'esclavage. Un autre mouvement, la *Franç-maçonnerie*, fut à l'origine de la radicalisation de l'esprit réformiste, au début du XIX^{ème} siècle, dans une société britannique en plein essor économique et social. Les membres de la secte de *Clapham*, d'obédience libérale réformiste s'attaquèrent à la question de l'esclavage et menèrent campagne pour son abolition. Cette campagne était au service de la propagation du Christianisme dans l'empire sous le 'noble' emblème des missions d'outre-mer. D'ailleurs, ils se définissaient comme des hommes religieux complètement engagés dans une mission 'civilisatrice'. Au milieu des années 1850, le discours libéral sur les réformes prit une autre tournure, celle de la théorie évolutionniste initiée par Charles Darwin (1809–1882) et son travail sur les origines des espèces. Le missionnaire David Livingstone (1813–1873) pensait que seul le commerce et la religion chrétienne permettraient d'accélérer le processus de civilisation. Ces évolutionnistes, influencés par les recherches de J. B. Lamarck avancèrent que les raisons pour lesquelles les peuples 'de couleur' étaient arriérés émanaient principalement de leur nature biologique et sociale, autrement dit, de « leur race »⁵⁶⁴.

Zachary Macaulay mena la campagne sur l'abolition du commerce des esclaves aux Antilles. Dans son ouvrage, *The Christian Observer* (1839), il traita des conditions de vie des esclaves à Haïti, de la révolution américaine et dédia un essai sur les perspectives de l'Inde britannique. Pour Z. Macaulay, il fallait établir des liens avec les colonies 'de couleur' et non pas uniquement avec les colonies dites 'blanches' en termes de religion. La religion chrétienne permettait, selon les évangélistes, de compenser la discontinuité biologique raciale entre les Britanniques, les 'blancs' et les autochtones indiens 'de couleur'. Pour ce faire, Z.

⁵⁶³ "The younger Charles Grant, who in 1813 had delivered one of the finest speeches of his day in defence of the company, and who continued to defend it in Parliament as late as 1823, passed over to the Whig side, and was the minister for framing the Bill which finally brought the commercial functions of the company to an end in 1833." Eric Stokes, *The English Utilitarians and India*, Delhi, Oxford University Press 1982, p. 40.

⁵⁶⁴ T. Koditschek, *op. cit.*, p. 220.

Macaulay prit l'Inde comme exemple. Z. Macaulay était surtout influencé par son ami Charles Grant, un fervent évangéliste désirant convertir les Indiens au Christianisme.

La mission évangéliste se voulut un mécanisme de changement fondamental de la société indienne. Les missionnaires s'attaquèrent essentiellement à l'Hindouisme et manifestèrent leur prosélytisme dans des campagnes professant l'intérêt de substituer le Christianisme aux religions autochtones et de l'étendre à tout le territoire. Avec cet engagement pour les réformes sociales, la secte adopta un esprit réformiste libéral. Au Parlement, Wilberforce et Grant représentaient une minorité non négligeable. Dans leur mission évangéliste, ils soutinrent deux causes majeures : l'abolition de l'esclavage et l'ouverture du sous-continent aux missionnaires évangélistes. Charles Grant occupa le poste de président de la commission de contrôle de la Compagnie et fut la plus grande figure évangéliste de son époque qui permit aux missionnaires d'accéder aux territoires indiens. En 1797, il présenta un traité devant le Conseil des directeurs. Ce traité fut d'abord publié en 1813 puis en 1832 comme document parlementaire sous le titre, *Observations on the State of Society among the Asiatic Subjects of Great Britain, Particularly with Respect to Morals; and on the Means of Improving it*. L'influence de Grant fut un atout pour les missionnaires ambitieux et il réussit à convaincre le Parlement. Une fois, l'Eglise évangéliste établie en Inde, suite à l'autorisation d'établissement accordée aux missionnaires dans la Charte de 1813, ces derniers cherchèrent à protéger également les nouveaux convertis. En outre, ils cherchèrent à supprimer les rituels hindous : le *Sati*, l'infanticide, etc., considérés par des missionnaires comme David Brown, Claudius Buchanan, Henry Martyn et Thomas Thomason comme des pratiques inhumaines. De surcroît, ils voulurent mettre fin au soutien de la Compagnie aux temples et aux festivités religieuses des Musulmans et des Hindous.

William Bentinck n'avait pas la ferveur évangéliste de Charles Grant ou de Charles Trevelyan. Sa femme partageait avec lui cette indifférence, mais avec l'influence de sa famille, notamment de sa sœur aînée, Lady Olivia Sparrow, évangéliste et amie proche des évangélistes Wilberforce et Hannah More, Lady Bentinck adhéra progressivement à l'évangélisme. William Bentinck, quant à lui, fut influencé par Charles Grant d'une part, alors président du Conseil des directeurs et figure dominante au sein de la Compagnie au tout début du XIX^{ème} siècle, et par Charles E. Trevelyan travaillant à ses côtés au service public de la Compagnie, d'autre part. Contrairement aux évangélistes, Bentinck fut beaucoup plus inspiré par le libéralisme du XIX^{ème} siècle : sa croyance se focalisait sur le droit commun ('*general law*') et la nature. Cependant, il partageait avec les évangélistes un point essentiel : le salut

personnel (*'individual salvation'*) avec une grande conscience de la déficience individuelle (*'personal inadequacy'*).

En ce qui concerne les missionnaires, le presbytérien Alexander Duff avait longtemps travaillé sur les missions chrétiennes qui devenaient de plus en plus omniprésentes en Inde. Cet afflux de projets de réformes religieuses donna naissance au mouvement *Young Bengal* fondé par des jeunes diplômés du *Hindu College* du Bengale, se réclamant d'une pensée radicale et libre. Ils étaient connus aussi comme Derozians en référence à leur professeur eurasien de littérature et d'histoire britanniques : Henry Louis Vivian Derozio. Ces « jeunes Bengalis » se mirent à vanter les théories de Thomas Paine, se moquaient des Brahmanes, consommaient de la viande et buvaient de l'alcool, ce qui leur était interdit dans la religion de leurs ancêtres. Quelques uns parmi ces intellectuels se convertirent au Christianisme. David Hare et Henry Derozio furent de grandes figures qui influencèrent profondément les élites indiennes cultivées à l'européenne.

Dans certains cas l'esprit réformiste occidentaliste se transforma progressivement en une obsession de christianisation. D'ailleurs, les pétitions récurrentes des autochtones attestent de la grande panique dans laquelle ces derniers se trouvaient en voyant leurs croyances menacées. La question des réformes religieuses dans le sous-continent où des Musulmans, des Hindous et des Chrétiens cohabitaient fut d'une grande importance, en particulier après l'arrivée en Inde de nombreux missionnaires protestants. La renaissance évangéliste fut manifeste avec la multiplication des associations de missionnaires, comme par exemple les *Protestant Missionary Societies*.

Dans la pétition n°1935 de 1841, les autochtones se plaignaient de la partialité des percepteurs, des magistrats, des juges, et des greffiers en faveur de la population chrétienne. En matière de justice, les autochtones réalisèrent qu'ils étaient des victimes d'un système qui les marginalisait davantage. En revanche, R. T. Porter, secrétaire du gouvernement de l'Inde, défendit les magistrats et les juges en soulignant leur lourde tâche dans le traitement des affaires des classes inférieures de la société, notoirement connues pour leur indifférence et leur mépris total de la vérité. Au milieu des tensions religieuses, les jugements des magistrats étaient cibles d'attaques pour maladresse⁵⁶⁵. Dans son rapport, T. Porter, secrétaire du Conseil

⁵⁶⁵ "The facility with which false complaints are got up in Simerelly and the deplorable disregard for truth which notoriously pervades the inferior classes of its inhabitants, render the duties of the Magistracy most difficult and perplexing, and it cannot be expected that their decisions will be always infallible. In cases such as there now under notice, where the religious passions, and angry feelings of the parties towards each other are brought into full operation, the difficulties commonly felt are increased ten fold." From the Government in Council, signed R.

des finances, expliquait que les villageois se convertissaient volontairement au Christianisme, qu'ils transformaient les temples en lieu de recueil et de prières et qu'ils se débarrassaient ainsi des idolâtries intrinsèques à leur croyance hindoue. Cependant, il y eut des réactions agressives de la part des villageois contre les conversions de ces Hindous⁵⁶⁶. Les magistrats conduisirent des procès contre les insurgés qui devaient payer une amende, puis l'affaire était transmise au tribunal itinérant pour traiter d'éventuels appels.

Une autre pétition n°85 de 1842 fut signée par des prédicateurs autochtones chrétiens. Ces derniers démentaient toutes les accusations des Hindous, considérés comme des païens, en montrant que la partialité au bénéfice des chrétiens n'existait pas. Le secrétaire du gouvernement de l'Inde prévint que la position des pétitionnaires chrétiens révélait une obstination qui excluait toute tolérance envers les autres communautés. Par conséquent, le gouvernement de l'Inde les informa que l'administration de ce pays ne pourrait tolérer longtemps une telle étroitesse d'esprit qui ne faisait qu'encourager la méfiance entre les communautés⁵⁶⁷.

L'interférence des missionnaires dans les affaires des Hindous et de leurs temples suscita l'inquiétude des autochtones quant à leurs coutumes. Avec les nouvelles mesures prises par le gouvernement de l'Inde concernant sa politique de non interférence dans l'administration des temples, les missionnaires en prirent le contrôle et se permirent d'y intervenir et de prêcher. En conséquence, les tensions s'étaient accrues entre les missionnaires et les Hindous. D'ailleurs, les plaintes étaient nombreuses des deux cotés et nécessitaient beaucoup d'attention de la part des magistrats. Les Hindous constataient beaucoup d'injustice à leur égard et une nette collusion entre le gouvernement colonial et les missionnaires qui avaient une grande influence sur sa politique à l'égard des autochtones⁵⁶⁸.

Outre les réformes initiales ciblant la communauté hindoue, la vraie confrontation opposa les Chrétiens aux Musulmans. L'animosité était manifeste entre la classe supérieure musulmane et les expatriés chrétiens. En fait, la longue influence de la Compagnie n'avait pas

T. Porter, Acting Secretary to the Board of Revenue Fort St George, 21st April 1842, *Board's Collections*, 86062-86094, 1841-1842, India Office Records, vol. 1964, folio 4.

⁵⁶⁶ "The facts are like the Heathen having felt idolatry and placed themselves under Christian instruction of the Missionary of their own accord has been their idole and amended their small village Pagodas into places of Christian worship after these buildings had been for a time in the undisbursed possession of the Christian party, some of the villagers resorted to loathonism, and disputes acting in breach of the Peace..." *Ibid.*

⁵⁶⁷ signed H. C. Montgomery, Collector and Magistrate, 29th March 1842, *Board's Collections*, 86062-86094, 1841-1842, India Office Records, vol. 1964, folio 4.

⁵⁶⁸ "The influence of Missionaries affected the decisions of the Magistracy." From the Government in Council, signed R. T. Porter, Acting Secretary to the Secretary to the Board of Revenue Fort St George, 21st April 1842, *Board's Collections*, 86062-86094, 1841-1842, India Office Records, vol. 1964, folio 4.

autant affecté les autochtones que la présence des missionnaires et leur projet de conversion, mais l'aristocratie musulmane avait décelé ce changement, notamment avec l'arrivée massive des évangélistes dans le sous-continent. La réaction des Musulmans se produisit, notamment, suite aux multiples prédications et publications s'attaquant à l'Islam. Les attaques les plus virulentes furent propagées par C. G. Pfander, un ancien missionnaire allemand au Caucase, en Perse et à Bagdad. On le désigna comme le missionnaire le mieux qualifié pour œuvrer pour la conversion des Musulmans⁵⁶⁹. En effet, les missionnaires profitèrent de la situation de famine, que connurent plusieurs provinces dans les années 1840, pour convertir un grand nombre d'orphelins au Christianisme. La province d'Agra fut une scène de conversions infantiles massives et spectaculaires. L'évangélisation des autochtones était devenue un sujet alarmant dans les provinces indiennes. Les missionnaires intervenaient en particulier dans les écoles en réalisant maintes conversions de jeunes autochtones. Wilkinson et Hodgson, des néo-orientalistes selon Bayly, attaquèrent les missionnaires et leur rôle dans l'anglicisation imposée de l'éducation indienne.

La mission évangéliste en Inde vira au fanatisme religieux parce que les évangélistes considéraient les pratiquants des autres religions comme des païens incroyants. Selon les évangélistes, il fallait les aider à se repentir : la conversion de ces idolâtres au Christianisme était donc indispensable⁵⁷⁰. La supériorité de la religion chrétienne était une évidence pour les missionnaires. L'expérience individuelle était primordiale pour l'évangélisme, une pratique essentiellement émotionnelle du Christianisme⁵⁷¹. La mission évangéliste consistait à prier et à travailler dans un premier temps, puis à évangéliser et à élargir le royaume de Dieu à travers le monde. Le processus d'évangélisation se traduisait par une renaissance individuelle, capable de purifier le monde extérieur : il s'agissait donc d'un processus de purification intérieure qui s'étendait au monde extérieur⁵⁷². C'était une conception d'universalisation

⁵⁶⁹ "An unusually well-qualified 'missionary to Muslims'" A. A. Powell, *Muslims and Missionaries in Pre-Mutiny India*, Surrey, Curzon Press, 1993, pp. 2-3.

⁵⁷⁰ "The doctrines of the depravity of man, the conversion of the sinner, and the sanctification of the regenerate soul represent virtually the sum total of the theology of early nineteenth-century Evangelicalism." Ian Bradley, *The Call to seriousness: The Evangelical Impact on the Victorians*, London, Jonathan Cape, 1976, p. 22.

⁵⁷¹ "Some of the early evangelical missionaries and their mentors, the Anglicans in particular, did not entirely renounce the rationalist heritage in favour of the preaching of a simple 'heart religion'. Some of them, would continue to expound their belief in the superiority of Christianity to Islam along rational lines which must call in question any generalizations about Evangelicalism as a 'wholehearted and unashamed appeal to the emotions.'" Ian Bradley, *op. cit.*, p. 19.

⁵⁷² "The central concern of Evangelicalism was salvation; this the individual must seek through a right face-to-face relation with God, and hence through individual prayer, self-scrutiny, and religious emotion, transcending (without necessarily bypassing) rites, laws, and institutions. The search for the right relation with God easily led a man either to rely from day to day on intimations of Providence ('special interposition') or, when the thread

évangéliste, appliquée à la propagation de la religion chrétienne par le biais des réformes apportées à la société indienne. Sous prétexte d'introduire des réformes anglicistes ou orientalistes se cachait en fait tout un arsenal administratif colonial corsetant la société indienne. L'hégémonie britannique dévoilait ses multiples formes : le cas typique de la christianisation des autochtones ne laissait aucun doute sur le renforcement de l'emprise coloniale britannique en Inde.

4.1.3. Anglicisation ou colonisation

L'expérience coloniale britannique dans le sous-continent constituait une singularité exceptionnelle par rapport aux autres colonies. Pour la reine Victoria mettre en place certaines réglementations institutionnelles en Inde via la Compagnie sauverait ce pays de l'ignorance et le ferait évoluer vers la civilisation. C'était en quelque sorte la responsabilité de la Grande-Bretagne et la mission de son souverain de réformer les nations qui se trouvaient encore au début de leur développement social. En dépit des inégalités flagrantes dans les relations anglo-écossaises et anglo-irlandaises, les Britanniques étaient parvenus à former une nation unifiée, solide, dotée d'un gigantesque empire et d'une exemplarité singulière qui reflétait leur supériorité. Le patriotisme impérialiste, qui constituait l'un des piliers de l'identité britannique, se manifestait à des degrés divers dans toutes les colonies et dépendances de la Couronne.

En Inde, les missionnaires protestants présumaient que la culture britannique était bien supérieure aux cultures autochtones. Les différences ethniques, religieuses et culturelles entre Indiens et Britanniques étaient intentionnellement soulignées au risque de compliquer l'administration coloniale parce que la société indienne était déjà complexe par sa structure, ses croyances religieuses et ses pratiques rituelles. Comme l'explique Thomas Metcalf dans son ouvrage, *Ideologies of the Raj*, les Britanniques soulignaient constamment la distinction entre 'le Britannique' et 'l'Indien'. En définissant l'autochtone en Inde comme le contraire ou 'l'antonyme' du Britannique, ils avaient souvent accentué le rang inférieur de l'autochtone. En d'autres termes, le Britannique était tout ce que l'Indien n'était pas. Le Britannique était éclairé, éduqué, cultivé, raffiné, moderne, tandis que l'Indien était ignorant, illettré, inculte, barbare et arriéré. Dans ce contexte, 'Britannique' signifiait 'non Indien', 'non despote' et 'non barbare'. Par conséquent, si l'Indien était despote, barbare et même efféminé, le

seemed lost, to fall into extreme gloom." John Rosselli, *Lord William Bentinck: the Making of a Liberal Imperialist, 1774-1839*, London, Sussex University Press, 1974, p. 65.

Britannique était juste, civilisé et viril. Cette volonté de souligner des valeurs européennes par opposition à la société indienne masquait une forte intolérance vis à vis de ‘l’autre’ considéré comme l’ennemi menaçant des Britanniques.

La vision péjorative révélée par l’attitude des Britanniques à l’égard des autochtones rendit cet écart considérable entre colonisateur et colonisé beaucoup plus profond. Une telle conception fut à l’origine de l’hégémonie impériale britannique qui s’accrut davantage tout au long du XIX^{ème} siècle et qui dépassait largement les simples intérêts du commerce des épices qui avait initialement amené les Britanniques en Inde⁵⁷³. En effet, l’Inde était une colonie immense, l’endroit idéal pour appliquer librement ces idéologies impérialistes. Les recherches orientalistes soutenues par Warren Hastings (1732-1818) furent entamées par de grands spécialistes orientalistes tels que William Jones (1746-1794), John Holwell (1711-1798), Nathaniel Halhed (1751-1830), Alexander Dow (1735-1779) et Charles Wilkins (1749-1836), notamment pour maîtriser la langue Sanscrite et pour se rapprocher des intellectuels indiens (*Pandits*) et gagner leur confiance pour arriver à gouverner le pays avec eux⁵⁷⁴. Plus tard, la mise en œuvre d’une idéologie libérale réformatrice fut particulièrement indispensable à la gestion des affaires indiennes au sein de la Compagnie. Sous prétexte de débarrasser les Indiens d’un héritage moghol chaotique en leur apportant la modernité, les Britanniques considéraient leur présence dans le sous-continent comme indispensable⁵⁷⁵. Alors que ce processus de réformes était en cours, un autre processus était relativement dissimulé, celui de l’eupéanisation, l’anglicisation et l’occidentalisation de l’Inde. Dans ce sens, l’intermédiaire, que constituait la Compagnie avait parfaitement joué son rôle.

Depuis la bataille de Plassey en 1757 et l’acquisition par la Compagnie du statut de *Diwani* en 1765 (cf., p. 80), la présence britannique en Inde était justifiée de plus en plus par les nouvelles responsabilités administratives acquises. Comme la domination britannique était, en effet, limitée aux territoires de ses présidences, l’Inde n’était pas complètement colonisée, mais, partiellement protégée par les Britanniques. On pouvait alors parler de protectorat sous un gouvernement britannique central régi par la Compagnie. Les Britanniques conçurent eux-mêmes certaines lois en suivant le modèle moghol. Avec ce

⁵⁷³ “The British were nevertheless determined always to mark out the Raj as a moral, ‘civilized’, and ‘civilizing’ regime.” Thomas Metcalf, *Ideologies of the Raj*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 39

⁵⁷⁴ “Knowledge of this glorious past would thus “lessen the weight of the chain by which the natives were held in subjection” and reconcile them to benevolent British rule.” Theodore Koditschek, *op. cit.*, 2011, pp. 59-60.

⁵⁷⁵ “The liberal remaking of India never involved, then, the simple transplantation of English values and institutions onto the Indian soil. The vision of Indian ‘difference’ first articulated by Dow, Halhed and Jones, continued always to make its presence felt, and itself shaped much of the programme of reform.” Thomas Metcalf, *op. cit.*, p. 42.

double pouvoir, la souveraineté fut partagée entre l'empereur moghol et la Compagnie⁵⁷⁶. Progressivement, la souveraineté exclusive de la Compagnie dans le sous-continent donna naissance à une gestion complexe notamment dans le domaine judiciaire. Entre l'autorité administrative et le pouvoir militaire mis en place pour le contrôle d'une colonie aussi immense que l'Inde, les fonctions des employés de la Compagnie se chevauchaient. Ainsi, la conception des réformes mit à l'épreuve toute une administration britannique reposant sur des contradictions incessantes.

Le processus de colonisation de l'Inde prit forme avec une accélération des réformes anglicisantes. Ce sont les Whigs progressistes qui furent à l'origine de cette anglicisation. Thomas Babington Macaulay fut le pionnier dans le débat sur l'éducation et l'introduction de la langue anglaise dans les institutions éducatives indiennes. Au début, les programmes de réformes sur l'éducation indienne, l'abolition des coutumes rituelles hindoues et l'élaboration d'un code pénal manquèrent de détermination parce que les réformistes pressentaient que les normes sociales, économiques et religieuses britanniques imposées n'étaient pas compatibles avec le contexte indien. Le discours *whig* défendu par Macaulay sur les valeurs occidentales et les libertés transmises en Inde se heurtait d'après lui à un despotisme local empêchant l'adoption de la démocratie. Les principes prônés par les Whigs durent s'accommoder au contexte indien et se justifier pour trouver une raison d'être. Ainsi, les réformes anglicisantes et occidentalistes furent un bon début pour une colonisation non seulement des territoires, mais aussi des communautés indiennes.

L'Inde n'était pas simplement une mine de richesses pour les marchands mais la domination progressive de l'Inde par les Britanniques et leur désir de se maintenir au pouvoir tout en en assurant la pérennité les avait contraints à développer une armée redoutable qui leur permettait de préserver leurs intérêts commerciaux et politiques. La moindre menace à l'ordre était immédiatement enrayée. Afin de garantir la pérennité de la domination britannique, les

⁵⁷⁶ “The country had not been entirely annexed ; the authority of the Delhi emperor and his native vicegerent was still formally recognized ; and the attributes of sovereignty had been divided between them and the Company in such proportions that whilst the substance had passed to the latter, a shadow only remained with the former. But it was a shadow with which potent conjuring tricks could be performed. Whenever the company found it convenient, they could play off the authority derived from the Mogul against the authority derived from the British law, and justify under the one proceedings which it would have been difficult to justify under the other. In the one capacity the Company were the all-powerful agents of an irresponsible despot ; in the other they were tied and bound by the provisions of charters and Acts of Parliament. It was natural that the Company's servants should prefer to act in the former capacity. It was also natural that their Oriental principles of government should be regarded with dislike and suspicion by English statesmen, and should be found unintelligible and unworkable by English lawyers steeped in the traditions of Westminster Hall.” Courtenay Ilbert, *The government of India, Being a Digest of the Statute Law Relating thereto*, with historical introduction and Illustrative documents, London, the Clarendon Press, 1898, p. 54.

réformes et les politiques anglicisantes des gouvernements de l'Inde devinrent étroitement liées à un projet plus ambitieux : celui de coloniser officiellement le sous-continent.

Dans les documents militaires de Kaye, on peut lire un éloge des bienfaits de la domination britannique. Il expliquait que l'apaisement des tensions interculturelles et l'éducation des communautés autochtones étaient devenus des enjeux principaux afin de les tirer de l'obscurantisme. L'enseignement et la religion chrétienne renforceraient, selon lui, la loyauté de ces autochtones vis à vis de leur colonisateur. D'ailleurs, de nombreuses figures politiques au sein de la Compagnie, comme C. E. Trevelyan, réitérèrent que la pérennité de la domination britannique aux Indes dépendrait du niveau de progrès atteint avec la diffusion de l'éducation occidentale, de la langue anglaise et de la religion chrétienne. Certes cette stratégie réussit à court terme, c'est à dire, au tout début de la mise en œuvre forcée des réformes anglicisantes dans les établissements scolaires par exemple, mais à partir des années 1840-1850, les tensions culturelles ne cessèrent de s'intensifier, en particulier après la conquête de la province du Sind, les guerres contre le Panjab et l'annexion de l'Oudh. Le temps des révoltes était alors arrivé.

4.2. La grande révolte de 1857

*“The sepoy, familiar as they were with the brutality of low Europeans and the vagaries of military justice, would at a less critical season have expressed small surprise either at the outrage or the decision. But now their blood was up, and their pride awake, and they were not inclined to overrate the privileges of an Anglo-Saxon, or the sagacity of a military tribunal.”*⁵⁷⁷

*“... it would have appeared to us a safer and a wiser course to leave real military power in the hands of men who might turn it against us, than to cast upon the country a dangerous class of malcontents identifying the rise of the British power with their own degradation.”*⁵⁷⁸

*“the reflex, in a concentrated form, of England’s own conduct in India, not only during the epoch of the foundation of her Eastern Empire, but even during the last ten years of a long-settled rule”.*⁵⁷⁹

La grande révolte des soldats indiens contre les Britanniques débuta dès les premiers mois de l’année 1857. En février 1857, les Cipayes de la 19^{ème} infanterie indigène à Berhampur refusèrent d’utiliser les cartouches graissées et manifestèrent leur colère et leur révolte. Le 29 mars 1857, une autre révolte eut lieu à Barrackpur, près de Calcutta. Les historiens donnent pourtant à la grande révolte une date officielle et un lieu symbolique : le 10 mai 1857 la révolte des Cipayes éclata à Meerut et se répandit très vite dans les provinces de Lucknow, Cawnpore, Delhi, Agra, et Rohilcund. Le gouverneur général et les lieutenants généraux furent alertés par la rapidité de l’expansion de la révolte dans plusieurs provinces du nord-ouest et de l’anarchie en résultant. Un grand nombre de soldats indigènes abandonnèrent leurs régiments au sein de l’armée indienne et se mutinèrent contre les Britanniques. Cette révolte était principalement caractérisée par son aspect religieux : pour charger leurs fusils, les Cipayes devaient défaire les cartouches enduites de graisse bovine ou porcine en les déchirant avec les dents⁵⁸⁰. Les graisses porcines et bovines étaient, en effet, utilisées dans la fabrication des cartouches du fusil « Lee-Enfield » dès la fin de 1856. Les soldats indigènes travaillant pour l’armée de la Compagnie, particulièrement dans le nord de l’Inde, se sentirent

⁵⁷⁷ George Otto Trevelyan, *Cawnpore*, London and Cambridge, Macmillan and CO., 1865, p. 93.

⁵⁷⁸ J. W. Kaye, *op. cit.*, p. 211.

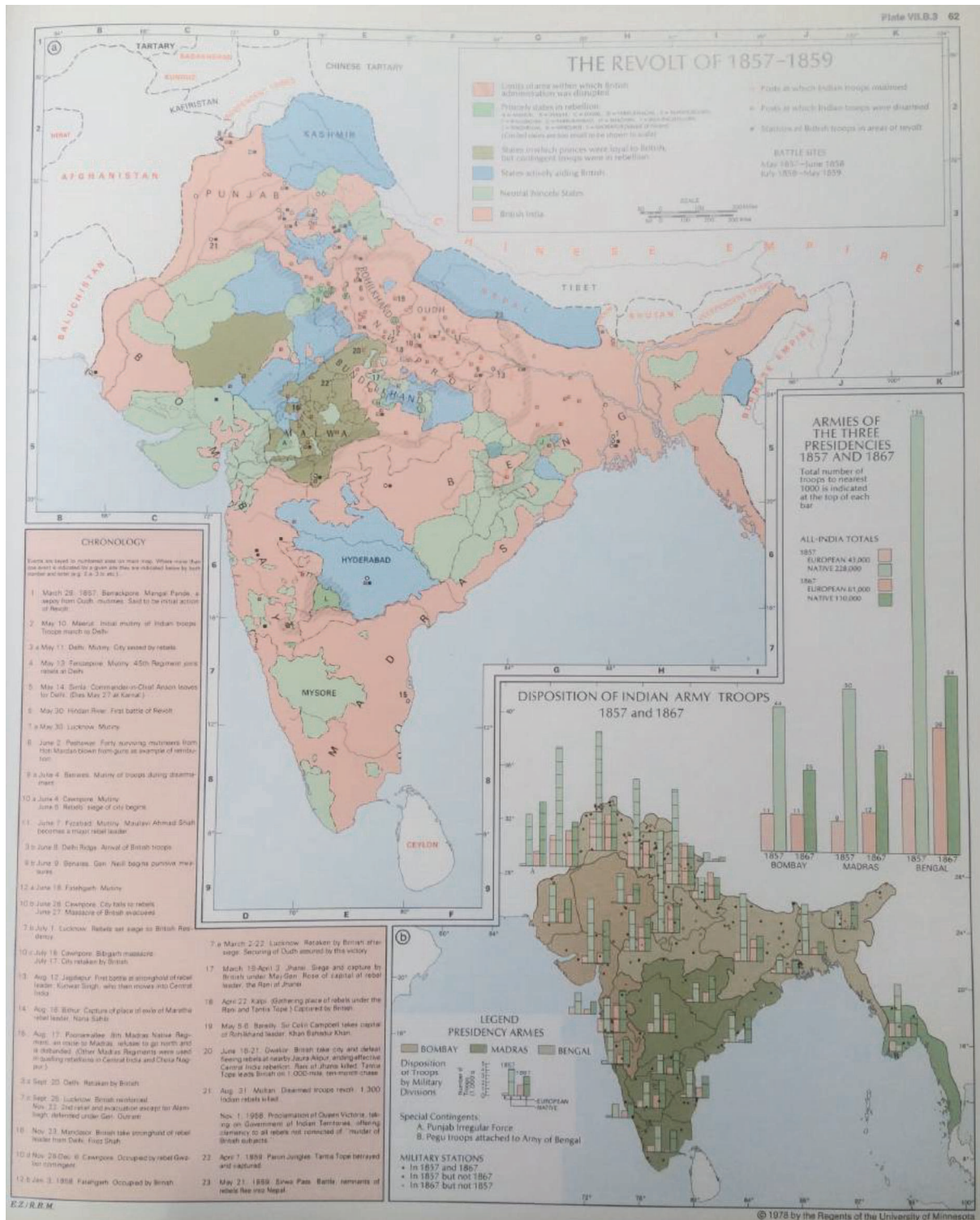
⁵⁷⁹ Karl Marx, “The Indian Revolt”, *The New York Daily Tribune*, n° 5119, September 16th 1857, in K. Marx and F. Engels, *The First Indian War of Independence, 1857-1859*, London, Lawrence and Wishart, 1960, p. 91.

⁵⁸⁰ “...how the Great Sahib had resolved to begin with the army, and had ordered the troops to bite cartridges smeared with the fat of cow and pig...” G. O. Trevelyan, *Cawnpore*, 1865, p. 40.

injustement humiliés car amenés à mordre dans cette graisse animale, ce qui constituait une grave entorse aux codes religieux des Musulmans et des Hindous. Ces soldats autochtones se révoltèrent contre cette contrainte insupportable qui touchait aux principes sacrés de leurs religions respectives. La révolte prit une ampleur inattendue et se répandit dans d'autres régions de l'Inde entraînant dans son sillage une grande partie de la population autochtone mécontente de l'administration coloniale britannique.

La révolte dévoila un refus général de la domination britannique qui se développa au fil du temps et qui créa chez les autochtones une hostilité envers ces étrangers qui les gouvernaient. L'échec de l'anglicisation et de l'occidentalisation de l'Inde se confirma parce que l'hostilité résultait des différences culturelles de cette rencontre entre Orient et Occident. La Grande-Bretagne voulait se vanter de cette vaste colonie réformée, civilisée et moderne, mais cette image contrastait avec une population vivant toujours dans la misère et mécontente des réformes qui lui étaient imposées. Les politiques réformistes des gouvernements *whigs* entre les années 1830 et les années 1850 renforcèrent les clivages et les divisions. L'abolition du monopole de la Compagnie ouvrit la voie au nouveau système du libre-échange et déstabilisa le commerce indien et son réseau. De nombreux artisans se retrouvèrent au chômage en raison de l'importation massive des produits textiles manufacturés en Grande-Bretagne, ce qui engendra l'effondrement des industries textiles indiennes. Les paysans, excédés par un système de taxation prélevant des impôts colossaux, étaient au bord de la paupérisation et de l'esclavage. Ce désastre économique s'accompagna de la mise en place d'un système légal hybride et complexe, confectionné au goût des réformistes anglicistes, mais incompréhensible pour la grande majorité des indiens, ainsi que d'un enseignement anglais imposé et surtout soupçonné de véhiculer tout un processus de christianisation des jeunes autochtones. La grande révolte marqua le rejet de la domination britannique et des réformes que l'administration coloniale avait tenté d'imposer sans tenir compte des sensibilités religieuses et culturelles de la population indienne et de leurs conséquences sociales. L'ampleur de la révolte de 1857 était sans appel parce que le soulèvement des Cipayes et des autochtones toucha à plusieurs régions indiennes (Carte 5).

Carte 5 : Les provinces indiennes en révolte



Source : Schwartzberg, Joseph, ed., *A Historical Atlas of South Asia*, Oxford, Oxford University Press, 1992, p. 62.

4.2.1. Progression de la révolte

4.2.1.1. Les provinces du centre et du nord-ouest

La révolte des Cipayes éclata dans diverses régions indiennes, mais elle commença et se concentra dans le nord et précisément dans le nord-ouest. Les provinces du nord-ouest furent la scène de massacres et de confrontations sanglantes. Dans la province d'Agra, la confrontation armée entre les troupes des Cipayes mutinés et celles des officiers britanniques provoqua la mort de milliers de personnes. Des résidents européens, majoritairement des Britanniques furent attaqués et assassinés dans leurs propriétés. Des écoles, des maisons et des églises furent mises à feu par les mutins⁵⁸¹. Les gouverneurs et le gouverneur général restèrent bien dans les forts de leurs présidences. L'évolution de la révolte fut reportée dans les lettres et les télégrammes échangés entre les commandants, les gouverneurs et la Compagnie.

La correspondance de Canning, alors gouverneur général avec Vernon Smith, le président de la commission de contrôle compte parmi les correspondances privées précieuses concernant la grande révolte. Dans une lettre datée du 19 juin 1857, Canning illustre la progression de la révolte dans les provinces du nord-ouest. Il dévoila que les mutins s'emparèrent de Delhi, l'escalade des hostilités et des combats armés fut alarmante, mais Delhi fut encore sous contrôle britannique. Dans la vallée du Gange, deux compagnies du 60^{ème} régiment maîtrisèrent 6000 mutins et confisquèrent leurs armes. Canning regretta le retard pris par l'armée pour riposter, dû à la longue attente du renfort venant du Pendjab y compris un train du siège (*the Siege train*) de 32 armes et 2000 hommes sous le commandement du Brigadier Général John Nicholson⁵⁸².

Au Pendjab, Les mutins du 55^{ème} régiment avaient été soutenus par des tribus de Peshawar, ce qui inquiétait le Général John Lawrence. D'autres zones agitées dans le nord et le centre du pays, sous la direction de Nicholson et d'Edwards, renforçaient son inquiétude. Dans la région centrale de l'Inde, en l'absence de la cavalerie régulière à Nirssereabad, les

⁵⁸¹ "...and in Agra churches, houses and schools were set on fire..." Pradip Chattopadhyay, "An Analysis of the Religious Dimension of the Revolt of 1857", in Chittabrata Palit and Mrinal Kumar, *Revisiting the Revolt of 1857*, New Delhi & Kolkata, B. R. Publishing Corporation & Corpus Research Institute, 2009, p. 96

⁵⁸² "As regards the siege train, I believe it to have been an unwise delay. We shall crush Delhi more easily of course, but I do not think we should have been exposed to any reverse for want of a siege train and the time lost has cost us dear indeed." Letter from Canning to Vernon Smith, 19th June 1857, Correspondence, Lord Canning to the Honourable R. Vernon Smith, from 23rd January to 20th June 1857, vol. 2, Mss Eur, F 231/10, India Office Records.

Le siège de Delhi, *Encyclopedia Britannica*, en ligne, 17 juillet 2017
<https://www.britannica.com/event/Siege-of-Delhi>

régiments du Bengale se révoltèrent à Neemuch. Quelques officiers furent tués, mais la cavalerie de l'armée de la Compagnie, venue de Bombay fut irréprochable. Dans la province de Holkar, des premiers signes de révolte apparurent, selon le colonel Durand. Les provinces de Lucknow et de Cawnpore furent en état de siège. La province d'Allahabad connut des massacres d'Européens se retrouvant à l'extérieur du Fort, par des mutins du 6^{ème} régiment. Entre Allahabad et Bénarès, il y eut des atrocités civiles et militaires au milieu d'une anarchie absolue. A Bénarès, le 37^{ème} régiment fut désarmé et une partie d'un régiment *sikh*, habituellement loyal aux Britanniques, rejoignit la résistance. Les confrontations les plus sanglantes eurent lieu dans les provinces de Juttehpur, Jhansi et Azimgurh⁵⁸³.

Canning s'adressa à Colvin le 28 mai 1857 sur la révolte survenue à Agra. Il se retrouvait dans une situation embarrassante et ses télégrammes attestent d'une grande hésitation quant aux mesures immédiates à prendre. Dans la panique, le gouverneur général émit le 21 mai 1857 une proclamation, réitérée dans un télégramme daté du 25 mai 1857, destiné au Lieutenant général d'Agra⁵⁸⁴. Cette proclamation indiquait que le gouvernement de l'Inde punirait sévèrement les rebelles qui avaient attaqué, assassiné ou blessé des Européens résidant à Agra, y compris des officiers. Peu après, Canning suspendit cette proclamation (Annexe 7). Il déclara ensuite vouloir pardonner aux soldats rebelles s'ils cessaient leurs actions débutées à Agra, livraient leurs armes aux officiers et avouaient ces faits aux autorités civiles ou militaires. Il demanda au Lieutenant général d'Agra de transmettre la présente proclamation au commandant en chef, de la traduire et de la faire circuler parmi les soldats indigènes⁵⁸⁵. Plus tard, il regretta d'avoir suspendu la proclamation et reprit sa position initiale de ne pas pardonner aux assassins qui avaient commis des massacres contre des officiers et

⁵⁸³ Letter from Canning to Vernon Smith, 19th June 1857, Correspondence, Lord Canning to the Honourable R. Vernon Smith, from 23rd January to 20th June 1857, vol. 2, Mss Eur, F 231/10, India Office Records.

⁵⁸⁴ "*Urgent...Those for whom no amount of severity can be too great are every man who resists with arms the Commander –in-chief's force. Every man who has taken part in the murder of an European officer or other persons, ... Generally, a distinction should be drawn between the Regiments which murdered their officers, and those which did not. 20 men of the latter forbearance in the 1st Instance and hope of pardon, if they should show a claim to, it may be extended.*" Governor General, Monday 25th May 1857, 7:40, to Lieutenant General, Agra, Mss. Eur. F 470/4, India Office Records.

⁵⁸⁵ "*...that I cannot concur in your view of the recent proclamation. It is considered by the Governor General in Council absolutely necessary that it should be suspended. "The proclamation which I beg you to issue is as follows: The Governor General of India in Council considers the proclamation issued at Agra on the twenty first last and addressed to those soldiers who have been engaged in the late disturbance might be so interpreted as to lead many who have been guilty of the most abhorred crimes to expect that they will be allowed to escape punishment. Therefore to avoid all risk or such misinterpretation, that proclamation is annulled by the Governor General in Council who declares as follows: every soldier of a regiment which although it has deserted its force has not committed outrageous crimes will receive free pardon if he immediately delivers up his avow to the civil or military authority if no heinous crime is shown to have been perpetrated by himself personally.*" Governor General, Calcutta to Lieutenant General, Agra, Mss. Eur. F 470/4, India Office Records.

des résidents britanniques⁵⁸⁶. Il fallait maintenir la souveraineté du gouvernement de l'Inde et punir les mutinés. Canning avertit Colvin que le soulèvement des soldats autochtones avait gagné plusieurs provinces et qu'il fallait empêcher sa propagation⁵⁸⁷. La province d'Agra connut plusieurs épisodes de confrontation entre les officiers et les insurgés. En septembre 1857, ces derniers furent dispersés⁵⁸⁸. Mais les troupes royales y intervinrent pour libérer les Européens assiégés par les rebelles et il y eut beaucoup de pertes chez les Britanniques qui ne réussirent pas à libérer les assiégés. Le général Lloyd fut alors remplacé par le Général Outram. Ce dernier commanda les divisions de Dinapore et de Cawnpore. La 11^{ème} cavalerie irrégulière et les gardes du gouverneur général furent dépossédés de leurs armes⁵⁸⁹.

Dans un télégramme daté du 12 août 1857, Raven se référa à un extrait du *Bombay Times* daté du 14 juillet 1857. Des révoles étaient survenues, rapporta Raven, dans les provinces de Morandabad, Tyrabad, Sectapore, Saugor, Mowgong, Banda-Futtyghur, Mhow et Indore⁵⁹⁰. Birch reporta les mêmes événements dans un autre télégramme daté du 13 août 1857⁵⁹¹. A Cawnpore, les mutinés détruisirent toutes les réserves d'armes, mais le général Havelock reprit Cawnpore et vainquit les insurgés à deux reprises. Une grande bataille eut lieu le 5 juillet à Agra entre les mutinés de Meerut et la garnison militaire. Une insurrection eut lieu à Hyderabad et au Décan le 18 juillet, mais fut très vite contrôlée. Le télégramme soulignait que plusieurs massacres d'Européens avaient eu lieu dans les provinces du nord-ouest mais que les présidences de Bombay et de Madras étaient demeurées très calmes, loin

⁵⁸⁶ "I never did an act that gave me more distress than that of suspending the Proclamation of the 25th. I would have escaped it if I had thought escape possible...The soldiers who murdered their officers are not mentioned or indicated: -there is no term which include them amongst the most guilty. With that proclamation in their hands every one of the 20th and 38th might so far as we hear, have presented himself to yourself or to the Commander in Chief and have claimed liberty to go home...but I do not gather that they are such as to compel us yet to offer free pardon to the murderers of our officers. Certainly nothing which you have sent to me sets affairs in that light" Letter from Canning to Colvin, Calcutta, May 28, 1857, Mss. Eur. F 470/4, India Office Records. "There are precious lives to be avenged and I will never rest till the score is wiped out. Happily the obstinacy and poolhardiness of the scoundrels in Delhi has prevented them from progiting by the miserable proclamation at Agra on the 25th May and nothing will stand in the way of justice being done upon them." Letter from Canning to Vernon Smith, 19th June 1857, Correspondence, Lord Canning to the Honourable R. Vernon Smith, from 23rd January to 20th June 1857, vol. 2, Mss Eur, F 231/10, India Office Records.

⁵⁸⁷ "The mischief is spreading faster than we can overstate it; and therefore I enjoin you to spare no exertion to push on a force Southwards. It is no longer a question of the North West Provinces." Letter from Canning to Colvin, Calcutta, June 10, 1857, Mss. Eur. F 470/4, India Office Records.

⁵⁸⁸ Telegraph from Raven to Sir James Melvill, East India House, London, 17th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

⁵⁸⁹ "160 Queens tenth and 160 of thirty seven dispatched to relieve some Europeans besieged at Agra were not successful and met with heavy losses." Telegraph from Alex Turnbull to Sir James Melvill, East India House, London, 17th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

⁵⁹⁰ Telegraph from Raven to Sir James Melvill, East India House, London, 12th August 1857, Extract from the *Bombay Times*, July 14th, 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

⁵⁹¹ Birch to Melvill, 13 aout 1857, Ibid.

de ces agitations (Annexe 6)⁵⁹². Le 24 août, un détachement de soldats de l'armée de la Compagnie attaqua les insurgés de Hyderabad et les dispersa. Au Pendjab, la 10^{ème} cavalerie légère à Ferozepore, alors désarmée, essaya de saisir les armes de l'artillerie européenne le 19 août sans succès. De même à Peshawar, la 51^{ème} infanterie indigène du Bengale, désarmée, tenta le 28 août de saisir les armes du nouveau régiment *sikh*. Ces insurgés furent réprimés et le Brigadier Général Cotton reporta que 785 des 871 mutins avaient été maîtrisés et que les autres mutins avaient probablement rejoint leurs troupes. 2000 insurgés attaquèrent le district de Hissar le 19 août, où 300 hommes furent tués par la police armée qui vint en aide aux troupes du lieutenant Mildmay, et à la cavalerie irrégulière alors au service des chefs autochtones. Les 5^{ème} et 90^{ème} régiments sous le commandement du Général Outram avancèrent depuis Allahabad. A Lucknow, les forces du général Havelock endurèrent quelques difficultés à vaincre les mutins.

D'autres révoltes éclatèrent, par exemple, dans la province de Rajpootan où un détachement de la légion de Jodhpur s'insurgea. En outre, une partie de la légion de Jodhpur mena une insurrection à Mont Abu, sans conséquences graves⁵⁹³. Le Général Laurence s'y dirigea avec un détachement de ses troupes afin d'attaquer ces mutins⁵⁹⁴. Après avoir repris Cawnpore, Havelock marcha sur Lucknow accompagné de ses troupes en septembre, enfin avec des renforts, après des tentatives risquées pour l'atteindre. Le 29 et le 30 septembre, ils trouvèrent 10000 Cipayes à proximité de Cawnpore, qui furent vaincus. D'autres Cipayes, sous le commandement de Nana Sahib⁵⁹⁵ avaient programmé d'atteindre Cawnpore le lendemain. Ces mutins avaient commis des atrocités terribles. Les résidents européens de Cawnpore périrent quasiment tous dans des massacres perpétrés par les mutinés sous les ordres de Nana Sahib, selon le rapport de Craig⁵⁹⁶.

La présidence de Bombay, jusque là épargnée par les révoltes, connut une rébellion de sa 27^{ème} infanterie indigène, notamment dans le sud, près de Satara. Cette révolte fut rapidement réprimée par les forces britanniques, mais toute la présidence demeura en état

⁵⁹² Telegraph from H. Johnson, Agent H.E.I. Company to Sir James Melvill, East India House, London, 27th August 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

⁵⁹³ Telegraph from Captain Wilson to Sir James Melvill, East India House, London, 20th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

⁵⁹⁴ Telegraph from Raven and H. L. Anderson, Secretary to Government to the Honourable Company of the Court of Directors, East India House, London, 12th October 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

⁵⁹⁵ 1820-1859 : a prominent leader in the Indian Mutiny of 1857-58. Although he did not plan the outbreak, he assumed leadership of the sepoys. He led rebels at Kanpur in June 1857, en ligne, 23 octobre 2016

<https://www.britannica.com/biography/Nana-Sahib>

⁵⁹⁶ Letter to the General in Command at Dinapore, Tirhoot, July 29th, 1857, *Papers of Sir J. W. Kaye, Military Reports and Correspondence Plan of Attack &c., Home Miscellaneous, 724A, India Office Records.*

d'alerte. La garnison de Bombay obtint finalement des renforts en troupes royales anglaises venant par la mer : six compagnies de la 33^{ème} *Queens'* et une compagnie d'artillerie arrivèrent depuis l'Île Maurice et le 89^{ème} régiment de sa majesté arriva depuis le Cap. Tous les régiments restants de l'armée du Bengale furent désarmés. Les Cipayes de la 8^{ème} cavalerie de Madras qui refusèrent d'aller au Bengale furent aussi désarmés⁵⁹⁷.

Les nombreux rapports officiels sur la révolte des Cipayes envoyés à la Compagnie par les responsables civils et militaires en décrivent l'évolution avec précision du côté britannique⁵⁹⁸. En dépit du renfort des troupes britanniques et des troupes indigènes restées fidèles au colonisateur, les chefs militaires britanniques craignaient les attaques des mutins déterminés, d'autant plus que ces attaques étaient devenues imprévisibles⁵⁹⁹. Le Brigadier J. Polwhele, commandant des troupes d'Agra, rapporta l'état des blessés parmi les officiers britanniques ainsi que le nombre de décès parmi les troupes des Cipayes dépassant largement celui des soldats britanniques⁶⁰⁰. Polwhele rapporta que des mutins s'en prenaient à tous les

⁵⁹⁷ Telegraph from Captain Wilson to Sir James Melvill, East India House, London, 20th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

⁵⁹⁸ *"The 15th Regiment attacked and took the guns at 4 p.m. yesterday, and on the Cavalry charging the mutineers served the guns and drove them back. In this affair the officers as per annexed statement here killed and wounded. After the retirement of the Cavalry, the mutineers took to firing the Bungalows, and have left the Cantonement a desert. It is said that they then proceeded to plunder the Suddar Bazar. The officers with their families made the best of their way to the Cantonement of "Beaur", where they arrived during the course of the morning, and have been sheltered by the residents. There is no further authentic information. It is rumoured that the mutineers' purpose marching this morning on Ajmeer with the intention of plundering that city. If they carry out this design, we may by tomorrow evening, have a large force of the Marwas troops, awaiting them. Another report is that they have moved up the road towards Agra and Delhi. The 1st Bombay Light Cavalry has marched in here, and is picketed a short distance from the Cantonement on the Mursheedabad Road. In two days, we expect a detachment of (200) two hundred infantry and (40) forty horses of the Joudhpore design. And two days afterwards, a further reinforcement of (250) two hundred fifty Europeans (4 M 83 Foot) –(200) two hundred of the 12th Bombay –and three (3) horse artillery (Europeans) guns from "Deesa". To the Honourable J. R. Colvin, Beaur, 29 May 1857, Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Military Reports and Correspondence Plan of Attack &c., Home Miscellaneous, 724A, India Office Records.*

⁵⁹⁹ *"It however became apparent that the enemy were numerous and determined. Their guns fired shot, shell, and grape with much celerity and precision, while their Infantry kept up a vigorous fire of musketry from the village, and even attempted to rush out upon our line...while the enemy's guns opposed to it, could never at any time be clearly seen...It took some time to clear the village and Lieutenant Colonel Fraser and Major Weller, Engineers, with about 70 men of 3 European Regiment under Lieutenant Mc Pherson, passed round to the left, and rear, and that back an attempt made by the enemy's camp was visible about ½ mile or less in rear, and but for the failure of our gun ammunition and the want of daylight, I have no doubt we could have captured it." Brigadier J. Polwhele, Commanding Agra Mintra District, to the Deputy Adjutant General of the Army headquarters, Calcutta, Fort Agra, 20th July 1857, Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Military Reports and Correspondence Plan of Attack &c., Home Miscellaneous, 724A, India Office Records.*

⁶⁰⁰ *"Captain D'Oyley, Commanding N° 21 Horse Field Artillery, died on the 6th Instant from the effects of a grape or musket shot wound through the abdomen. He was a gallant and skilful officer, and his loss has been universally lamented. Lieutenant Lamb also attached to the left half Battery, had his right thigh shattered by a grape shot, and I fear it will be long ere he can again resume active service...I regret that Major Thomas, who led the right storming column, was severely wounded in the foot, and had his horse shot. Other officers and gentlemen Volunteers as detailed in the Casualty List, were also wounded: and Dr. Crozier, Surgeon of the Regiment (Offg: Superintending Surgeon) who had come up to the left half Battery to render medical aid, when*

Européens, les tuant systématiquement, qu'ils soient adultes ou enfants, hommes ou femmes, jeunes ou personnes âgées. De nombreuses propriétés privées et publiques furent détruites. Il soupçonnait même la police d'être en collusion avec les mutins qui avaient encerclé les accès au Fort d'Agra⁶⁰¹. J. Polwhele rassura J. R. Colvin que la sécurité de la province d'Agra et que la protection des familles britanniques y résidant et leurs propriétés constituaient ses priorités et que des refuges et des passages secrets avaient été préparés en cas d'attaques⁶⁰².

Le Colonel Fraser, qui avait été nommé par le gouverneur général Canning comme superintendant, commissaire en chef des provinces du nord-ouest, rapporta les événements survenus dans ces provinces. Pour Fraser, il fallait absolument protéger le Fort d'Agra des attaques des mutins. Avec les troupes déjà présentes à Agra, le colonel réussit à vaincre les mutins de Dholepur le 10 octobre⁶⁰³. Fraser concluait son rapport en affirmant qu'à l'exception de Gwalior, les provinces du nord-ouest allaient enfin retrouver la paix⁶⁰⁴. Cependant, c'est dans ces provinces du nord-ouest que les mutins résistèrent le plus et maîtrisèrent l'évolution de leur révolte, en particulier à Lucknow, où la Résidence britannique fut menacée par d'éventuelles attaques des insurgés de l'Oudh. La violence des mutins

he found it impossible to bring up the Doolies, also had his horse shot. Captain Lamb, ...2nd in command of the militia, upon hearing of our return towards Agra brought out a party of the foot Militia, and took the rear of our column, after it had entered the station, and his loss of 1 killed and 5 wounded will show how boldly the enemy followed up our column...I regret also that our casualties were so numerous, viz: 170 killed, wounded and missing, including the syce drivers' and excluding the Foot Militia (6 casualties) who joined in the station of Agra as the column returned. But I trust the general result, and the disorganization and in action imposed for many days upon a large body of rebellious troops, will be considered as not too dearly purchased by our heavy loss. The enemy's loss is stated by several different sources of information, to have been from 4 to 500 killed and wounded." Brigadier J. Polwhele, Commanding Agra Mintra District, to the Deputy Adjutant General of the Army headquarters, Calcutta, Fort Agra, 20th July 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Military Reports and Correspondence Plan of Attack &c., Home Miscellaneous, 724A, India Office Records.*

⁶⁰¹ *"This was effected in the most savage manner, and attended with the murder of every Christian of whatever age or sex who could be surprised. It is impossible to say how many lives were lost, but with the exception of a few Bungalows near the Fort, where the burning was checked by our throwing a few shells, the entire civil and military station of Agra has been destroyed. Complete anarchy prevailed during the nights of the 5th and the 6th instant, and an enormous loss of public and private property has occurred, which could have been altogether prevented, had the numerous city and extra Police done their duty, instead of, as is generally believed, all joining, and even being foremost, in the work of destruction. Subsequent information leaves no doubt that the enemy intended to surprise us during the night of the 5th instant, and aided by the Police to attempt the destruction of the whole station, their cavalry cutting off all retreat to the Fort, and therefore our having gone out to meet them, may indeed be deemed most fortunate."* Ibid.

⁶⁰² From Brigadier J. Polwhele to the Honorable J. R. Colvin, Lieutenant Governor North Western Provinces, Fort Agra, 5th August 1857, *Papers of Sir J. W. Kaye, Military Reports and Correspondence Plan of Attack &c., Home Miscellaneous, 724A, India Office Records.*

⁶⁰³ *"The safety of the Fort of Agra at this juncture is a point of paramount importance and it would be an error to expose it to the slightest risk with mutineers so close to it as at Dholepur Muttra."* Ibid.

⁶⁰⁴ *"I am inclined to regard the aspect of affairs in a cheerful light, and but for the uncertainty regarding the movements of the Gwalior mutineers I am inclined to believe that peace and order would be quietly restored in most of the northerly districts of these provinces."* From Colonel Fraser C. B. Chief Commissioner to the Right Honorable Charles John viscount Canning, Governor General of India in Council, Agra Fort, 15th October 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series, H/ 725, Part 2, India Office Records.*

s'intensifia. Les archives des procès civils et criminels furent brûlées et les ponts reliant les deux rives du Ganges furent détruits.

Les grandes figures de la résistance des Cipayes furent Nana Sahib à Cawnpore, Bahadur Shah à Delhi, Begum Hazrat Mahal à Lucknow, Moulvi Ahmadullah of Foziaabad, et Khan Bahadur Khan, un descendant du dernier leader des Rohillas et pensionné de guerre qui profita de la révolte pour récupérer la gouvernance de ses territoires à Bareilly. A Arrah, la révolte fut menée par Kunwar Singh, un zamindar de Jahadispur. A Jhansi, Rani Laxmi Bai résistait bien aux Britanniques mais elle fut vaincue, capturée et tuée à Gwalior. D'autres leaders des Cipayes mutinés furent Muddud Ali, Jwala Pershad et Teeka Sing Soubahdar : ils rassemblèrent des Cipayes hindous et musulmans contre l'ennemi commun que constituait le pouvoir colonial britannique.

4.2.1.2. Le siège de Delhi

Mohan Lal, un espion au service du renseignement du gouvernement de l'Inde produisit des récits détaillés sur le siège de Delhi dont il fut l'un des rescapés. Il s'adressa au Brigadier Chamberlain, depuis Delhi, l'informant que le roi, les princes, les courtiers, les *nababs*, les chefs et les citoyens avaient tous contribué à la trahison et à la révolte. L'emprise des mutins sur Delhi fut divulguée et confirmée avec l'arrivée des communications officielles et privées⁶⁰⁵. Delhi connaissait déjà depuis le mois de mars 1857 des signes de mécontentement. Le 18 mars, un tract fut affiché à l'arrière de la Mosquée de Delhi (*Jama Masjid*), contenant vraisemblablement une proclamation du Shah de Perse. Cette proclamation relatait la défaite écrasante de l'expédition britannique en Perse et confirmait que l'armée persane avait traversé la frontière afghane, quitté Herat et s'approchait progressivement de Delhi pour la libérer de la domination chrétienne⁶⁰⁶. Le lendemain, on

⁶⁰⁵ "On the 11th of May, the mutineers came from Meerut to Delhi. On the 13th my house was plundered and they threatened to put an end to my life for which I state my escape from here on the 26th of the same month, but I continued to receive secretly intelligence from the city through my family and used to send it to the lamented Mr. Colvin in Agra and subsequently to the Commissioner in Meerut. So my knowledge of the state of things at Delhi will not be bare of accuracy" To Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series*, H/ 725, Part 1, India Office Records.

⁶⁰⁶ "God willing, the time is not far when I shall appear in the land of Hind and shall delight and make happy both the rulers and subjects of that place. Just as the English have deprived them of food and comfort, to the same measure I shall endeavour to increase their prosperity, and let it be known that I have no objections to anyone's religion...By the 16th March, 900 Irani soldiers along with senior officers will have entered India and there are already five hundred soldiers present in Delhi disguised in dress and appearance...The Muslims must refrain from helping or supporting the Christians, and it is necessary that so far as possible they should remain loyal and faithful towards their fellow Muslims." NAI, Siraj ul-Akhbar, 19 March 1857.

raconta dans les journaux publiés en ourdou que de mystérieux *chappattis* (*puris* frits) auraient été transportés par des veilleurs de nuit de village en village. Ces incidents n'étaient pas isolés. Déjà en mars 1857, des publications rapportèrent des troubles dans l'armée du Bengale à Berhampur et à Barrackpore. L'annexion de l'Oudh avait déjà semé l'angoisse dans tout le pays et engendré une forte prise de conscience chez les Musulmans, les Mogholes de l'Inde du nord, mais aussi chez les Hindous, en particulier les Cipayes de caste supérieure combattant dans l'armée de la Compagnie.

Mohan Lal raconta comment la révolte avait commencé dans la cité de Delhi qui avait ensuite été assiégée. De nombreux Cipayes arrivèrent à Delhi le 11 mai 1857. Ils vainquirent la police et les autorités rattachées, libérèrent les prisonniers et se mirent à assassiner tous les chrétiens s'en prenant également à leurs serviteurs. Dans plusieurs lettres qu'il envoya lui-même ou par l'intermédiaire de ses messagers, Mohan Lal prévint Colvin de s'attendre à des attaques à Koorja et Muttra et il lui demanda de renforcer les troupes de Delhi. Il précisa bien le besoin urgent d'affaiblir la révolte sans perdre de temps⁶⁰⁷. En outre, tous les *Jageerdars* autour de Delhi devraient être alertés et devraient eux-mêmes mettre fin à la révolte, au risque d'être considérés comme les ennemis des autorités britanniques. Mais dans le cas contraire, en s'alliant avec le roi de Delhi, la révolte se répandrait partout comme la peste⁶⁰⁸. Mohan Lal pensait que le 19^{ème} régiment d'infanterie indigène du Bengale aurait dû être détruit au lieu d'avoir été simplement dispersé : la révolte aurait déjà été sous contrôle, voire anéantie, et n'aurait jamais atteint cette ampleur. Mohan Lal citait un article du *Lahore Chronicle* du 28 octobre 1857, dans lequel un officier accompagnant le Brigadier Showers dans son expédition soulignait la forte détermination des mutins à prendre le contrôle du territoire indien⁶⁰⁹.

Lal découvrit que les rebelles avaient choisi de prendre Dehli et d'en faire leur quartier général pour deux raisons principales. D'une part, ils avaient décidé de s'emparer des armes

⁶⁰⁸ "...having joined the King of Delhi, will spread like a plague and affect every station and town." From Mohan Lal to Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series*, H/ 725, Part 1, India Office Record.

⁶⁰⁹ "Do not mistrust the natives of India, but do to them as you would wish them to do to you, if you had been born in India. Let the man in humble life follow that course of life in which it has pleased you to call him. A ploughman is not a "Subadar" or Captain of a Company because he is simply styled so, and an Indian noble man or gentleman is not the less so, because he is treated as a tradesman. Let him as well as the ploughman fill that place which God has given him in life. Let him with the English gentlemen fill the places in the empire befitting men of gentle blood. Let the Commission ranks of the army be open to him. Follow this plan and the millions of India will be as loyal as Irish now. Be illeberal. Feel confident that this is not the last rebellion I shall fight in." From Mohan Lal to Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series*, H/ 725, Part 1, India Office Records.

et munitions disponibles dans cette ville et, d'autre part, ils replacèrent sur le trône le roi de Delhi, le dernier empereur moghol, Bahadur Shah II, alias Zafar, âgé de 81 ans, qui en avait été dépossédé par les colonisateurs britanniques. En redonnant au roi de Delhi son pouvoir aux yeux du peuple, ils espéraient voir la révolte s'étendre sur tout le territoire, notamment en incitant des chefs et soldats autochtones à Delhi et dans d'autres provinces à se révolter contre les Britanniques⁶¹⁰. Cette stratégie fonctionna en partie. Des combattants volontaires indépendants se rassemblèrent à Delhi. A la fin de la deuxième semaine de la révolte, les Cipayes des régiments et les *sawars* de la cavalerie rejoignirent le camp des mutins. Cependant, les divisions entre Cipayes originaires de provinces différentes étaient manifestes, en particulier entre ceux de Delhi et ceux de Meerut. Certains Cipayes désobéissaient aux ordres des *subahdars*, commandants d'autres régiments, d'autres étaient motivés pour combattre mais n'avaient pas de commandant. Ils n'appréciaient pas également les ordres de la police de Delhi. Ces divisions entre mutins facilitèrent le travail des commandants britanniques pour remettre l'ordre dans la ville et réinstaller le pouvoir colonial, un instant sérieusement ébranlé.

Le roi moghol de Delhi reçut des nouvelles, pour lui, tragiques liées à de grosses pertes pour les mutins dans les provinces de Cawnpore, Lucknow, Jhansi et d'Agra. Il récompensa, selon Mohan Lal, les mutins pour leur labeur notamment lorsque ces derniers lui apportèrent des têtes d'officiers britanniques tués dans les opérations. En tant que roi et chef des musulmans d'Inde, il réussit à entretenir l'enthousiasme religieux de la population musulmane. La chasse aux Britanniques était lancée et des volontaires prirent les chrétiens pour cible, tuant un maximum de résidents britanniques et européens.

La cité de Delhi fut alors assiégée par les mutins qui prirent le contrôle de la totalité du palais. Ils attirèrent ainsi de nouveaux rebelles : le régiment du cantonnement de Delhi les rejoignit. Des mutins et des civils autochtones déguisés en soldats pillèrent la ville tout en soutenant le roi moghol. D'après Mohan Lal, les leaders des mutins de Delhi avaient œuvré pour exciter les esprits nostalgiques du règne des souverains moghols. Pour lui, ils étaient à l'origine de l'enthousiasme généralisé entourant le retour au trône de la dynastie moghole des *Tamerlan*⁶¹¹. Ainsi, l'empereur moghol déclara publiquement avoir repris possession du pays

⁶¹⁰ "Amjehro Rajah revolted, seized Meehipoore, partially coerced by Holkar" Telegraph from Alex Turnbull to Sir James Melvill, East India House, London, 29th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

⁶¹¹ "He received the false reports that, all our European troops were engaged in Persia and that the unsettled state of the European politics would hardly permit the home authorities to reach any reinforcement to India. He was informed that the mutiny and rebellion had taken place more or less in Bombay and Daccan." From Mohan

et retrouvé l'autorité suprême qui lui revenait de droit, que les pillages devaient cesser et les commerces devaient rouvrir. Cependant, sa propre famille, comme tout le pays était bien scindée.

La famille royale était divisée en deux camps rivaux. La première faction royale était celle des fils négligés par le roi Zafar, dont le plus énergique et militant fut Mirza Mughal ; ces princes soutinrent le soulèvement. Les princes, jusque là ennemis, se retrouvèrent solidaires et unis pendant la révolte. Une circulaire du prince Mirza Mughal, inspirée du manifeste du Roi de Delhi, mais élaborée par l'un des petits-fils du roi, Firoz Shah, avait été lue dans toutes les régions du pays. Mirza Mughal était l'ex-protégé de Zinat Mahal, la charismatique épouse de Zafar. C'est lui qui envoya cette circulaire à tous les princes et *rajahs* de l'Inde leur demandant de se rallier à la révolte et de manifester leur loyauté et de s'unir contre les Britanniques. Il s'agissait quasiment d'un manifeste d'indépendance par lequel il s'adressait à tous les autochtones, les incitant à résister aux intentions britanniques d'imposer la religion chrétienne et les avertissant contre la propagande britannique ciblant les deux religions du pays. Il s'adressa aux *pandits* et *fakhirs* et les appela à rejoindre la révolte des 'armées Cipayes' contre les Britanniques et de contribuer à cette guerre sainte, parce que, pour lui et les mutinés, c'était une guerre de religions. Il leur rappela que les Britanniques avaient écrasé les propriétaires terriens sous les impôts, monopolisé tous les postes honorifiques et rémunérateurs dans l'administration et dans l'armée et mis les artisans en faillite en inondant le marché d'importations britanniques à bas prix. Il souligna l'interdiction du *sati*, l'encouragement de la Compagnie aux missionnaires, le grand nombre des convertis dans les prisons, et l'autorisation donnée aux convertis au Christianisme d'avoir toujours accès à leur héritage. C'était un appel aux armes contre les Britanniques, parce que Hindous comme Musulmans avaient longtemps subi la tyrannie et l'oppression, selon lui. Ces revendications économiques et sociales renforcèrent la position de la faction royale anglophobe, notamment en nombre grandissant de volontaires combattants avec les Cipayes. Selon Zafar, chaque jour, trois ou quatre cents Cipayes supplémentaires, venus de tout l'Inde rejoignaient ceux qui étaient déjà à Delhi⁶¹².

Lal to Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series*, H/ 725, Part 1, India Office Records.

⁶¹² "The English are people who overthrow all religions...You should understand well their object of destroying the religions of Hindustan...It is now my firm conviction that if the English continue in Hindustan they will...utterly overthrow our religions. As the English are the common enemy of both Hindus and Muslims, we

Le second camp de la famille royale, la faction adverse à celle de Mirza Mughal, était celui de Zinat Mahal et son fils Jawan Bakht. Ayant des ambitions de succession au trône pour son fils bien aimé, Zinat était probritannique. La future nomination de Jawan Bakht au trône de Delhi la préoccupait. Elle voulait assurer l'avenir de la dynastie et donc elle ne soutenait pas la révolte. Mahbub Ali Khan, chef des eunuques était le complice de Zinat. Mirza Ilahe Bakhsh, beau-père de Mirza Fakhru lui aussi était anglophile. Enfin, le Roi Zafar changea de position et devint en accord avec la stratégie de Zinat pour assurer la pérennité de la dynastie moghole. Il n'appréciait pas les massacres commis par les Cipayes contre les femmes et les enfants britanniques qui étaient alors sans défense.

Le retard pris par les troupes britanniques pour rejoindre Delhi et la restituer sous contrôle britannique renforça cette hypothèse si bien que la population, nostalgique d'un passé glorieux, commença à rejoindre les processions de Zafar à dos d'éléphants comme au temps des empereurs moghols. Le roi deviendrait alors l'empereur de tout le territoire de l'Inde et Delhi serait la cité principale et la capitale. Le roi, selon Mohan Lal, avait des ambitions de règne en fournissant un grand soutien aux rebelles pour chasser les Britanniques. Il échangea des lettres avec les *Rajahs* et les chefs de provinces lointaines et proches et ordonna la création d'un journal en ourdou ; son éditeur était Sayud Jameelooddeen, un fervent musulman. Toutefois, ce rêve de grandeur orientale révolu s'était évaporé lorsque les troupes de la Compagnie s'approchèrent de Delhi. L'arrivée des troupes britanniques à Delhi fit basculer la situation en faveur du gouvernement de l'Inde. Dans sa lettre datée du 14 juin, Elphinstone, depuis Bombay, donnait à Vernon Smith les nouvelles parvenues par l'intermédiaire de Mohan Lal sur Delhi alors sauvée et les mutins vaincus⁶¹³.

L'armée de la Compagnie riposta durement aux massacres commis par les Cipayes et à la déloyauté du roi moghol Zafar. La Compagnie remit en question ses liens avec la dernière dynastie des Moghols et s'apprêta, selon Mohan Lal, à rétablir l'ordre dans la cité de Delhi, mais aussi à châtier les mutins⁶¹⁴. La fureur des officiers britanniques s'accrut avec les

should unite in their slaughter...for by this alone will the lives and faiths of both be saved." William Darlymple, *op. cit.*, p. 220

⁶¹³ *"I thought it would be a great thing were it possible to send home the news of the recovery of Delhi by this mail...Mohan Lal keen that Delhi has been recovered. Lal may hope that the neck of the rebellion will be broken from Delhi."* Letter from Lord Elphinstone to Vernon Smith, Bombay, June 14th 1857, Right Honourable Vernon Smith, Mss Eur F 231/ 5, India Office Records.

⁶¹⁴ *"Under these circumstances the King cannot plead himself innocent. If he had contrived greatful friend of our Government he would have easily avoided the treasonable act, of which he seems to be guilty. He would have sown the seeds of dissension, and instigate the palace and the city Mohamedans to rise and expel the mutineers, before they were joined by those of the distinct stations."* From Mohan Lal to Brigadier Chamberlain, 8th

insultes contre les Britanniques, publiées directement dans les journaux à destination d'un public musulman, l'incitant à massacrer tous les Européens dits « *Kafirs* ». Un bon nombre de nobles musulmans adhèrent à ces pensées et furent cités dans les rapports de Mohan Lal.

Les mutins de Delhi avaient prévenu leurs supérieurs britanniques qu'ils quitteraient les régiments de la Compagnie pour servir l'empereur de Delhi et qu'ils rejoindraient la révolte des Cipayes. Pour empêcher la révolte de ses régiments à Lahore, le 13 mai, John Lawrence en désarma quatre. Dans le nord-ouest de Peshawar, les militaires, militants et hauts fonctionnaires évangélistes, John Nicholson et Herbert Edwards décidèrent d'encercler la cité de Delhi par l'intermédiaire d'une colonne mobile de mercenaires afin d'écraser tous les mutins et ils entamèrent leur marche sur Delhi. Nicholson commença par recruter des soldats *sikhs* et *pachtounes* pour remplacer les postes vacants dans les régiments des mutins. Nicholson et Hodson constituèrent ainsi une forte armée de reconquête qu'ils lancèrent contre les insurgés de la capitale moghole révoltée. Ils avaient 9000 hommes sous leur commandement, dont 3000 de la cavalerie régulière et 6000 soldats *sikhs*, *pendjabes* et *ghurkas*. Les combats avaient duré du 8 au 21 septembre 1857, date à laquelle la reprise de Delhi par les Britanniques fut déclarée.

4.2.1.3. Les basses provinces

La révolte des Cipayes atteignit les basses provinces du Bihar et du Bengale qui n'étaient plus immunisées contre l'effet de la contamination de l'insurrection. La révolte se propagea quasiment dans toutes les provinces et atteignit même Calcutta. Le Bihar connut des scènes de confrontations sanglantes entre les mutins et les officiers de l'armée de la Compagnie⁶¹⁵. A Berhampore, en particulier, où il n'y avait pas de forces européennes, ou à Murshidabad où résidait un grand nombre de musulmans, les Cipayes pouvaient entamer une révolte sous l'effet de la contamination, donc le danger était imminent. Le district de Murshidabad avait une valeur symbolique comme c'était l'ancienne capitale du Bengale, et nécessitait donc plus d'attention. Canning y envoya un détachement de soldats britanniques. Il

November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series, H/ 725, Part 1, India Office Records.*

⁶¹⁵ Telegraph from Raven and H. L. Anderson, Secretary to Government to the Honourable Company of the Court of Directors, East India House, London, 12th October 1857, *Military Records, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.*

s'inquiétait pour les trésoreries publiques et ordonna de les transférer dans les présidences de Calcutta, Madras et Bombay⁶¹⁶.

Le Bengale était embrasé par la révolte des régiments de l'infanterie indigène. Dans deux télégrammes destinés à James Melvill, le secrétaire de l'*East India House* à Londres, Raven et Birch rapportèrent qu'un soulèvement général était survenu dans le nord-ouest du Bengale où 30.000 Cipayes avaient abandonné leurs régiments⁶¹⁷. La région des basses provinces et ses environs n'étaient plus sous contrôle. Le soulèvement qui se généralisa quasiment à toutes les régions, se traduisit par un sentiment public hostile à la présence britannique sur le territoire indien. Les principales provinces du Bihar, c'est à dire Patna, Chumparan, Saran, Shahabad et Tirhoot constituèrent des scènes d'affrontement direct avec les autorités britanniques, créant un état de panique considérable. Dans tous les régiments de l'infanterie indigène, stationnés au Bihar et ses environs, des rumeurs circulaient sur l'intention du gouvernement de l'Inde de forcer les Cipayes à se convertir au Christianisme. L'histoire des cartouches recouvertes de graisses animales prohibées par les religions hindoue et musulmane qui avait débuté à Shahabad se propagea à Dinapore, à Arrah, puis à Bénarès, renforçant au passage la méfiance et le mécontentement des Cipayes envers les britanniques.

Dans les cantonnements des provinces d'Arrah, de Gaya et de Chotta Nagpur, les bataillons indigènes manifestèrent leur colère. L'anarchie régna dans ces provinces où les mutins s'attaquèrent aux prisons et libérèrent les criminels. Le trésor public fut pillé par la foule des insurgés, comme dans les provinces du nord-ouest : à Meerut, Lucknow et Delhi. La reproduction de ces événements était liée aux nouvelles concernant la révolte dans les autres provinces parvenant aux insurgés essentiellement par le biais de la presse, d'une part, et aux rumeurs de leurs proches et camarades dans les différents régiments d'infanterie indigène, d'autre part. Les Cipayes insurgés étaient également en contact avec leurs chefs, avec lesquels ils avaient en général des liens de parenté ou de voisinage, venant de villages voisins⁶¹⁸.

Comme la révolte se répandit dans ces provinces, les officiers renforcèrent les mesures pour contrôler les intérêts de la Compagnie, en particulier les grands stocks d'indigo au Bihar et d'opium à Patna. Des mesures d'urgence furent prises lorsque, le 8 septembre, les Cipayes

⁶¹⁶ Letter from Canning to Vernon Smith, 19th June 1857, Correspondence, Lord Canning to the Honourable R. Vernon Smith, from 23rd January to 20th June 1857, vol. 2, Mss Eur, F 231/10, India Office Records.

⁶¹⁷ Telegraph from Raven to Melvill, Secretary East India House, London, Sunday 12 July 1857, Telegraph from Birch to James Melvill, Secretary East India House, London, 12 July 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

⁶¹⁸ "They were closely related to the mutineers of the 40th Native Infantry." Basudeb Chattopadhyay, « Panic Sunday in Calcutta: 14 June 1857 », in Sabyasachi Bhattacharya, ed., *Rethinking 1857*, New Delhi, Orient Longman, 2007, p. 176.

avancèrent vers Noda et détruisirent des bâtiments publics. Au moment du soulèvement du Bihar, la province de Gaya fut abandonnée à deux reprises par les Britanniques : elle resta alors sous le contrôle des insurgés. Des émeutes spectaculaires et des batailles sanglantes survinrent à Patna. D'autres révoltes survinrent dans les provinces de Bhaugulpore et de Sonthal Pergunnahs, où plusieurs massacres furent commis.

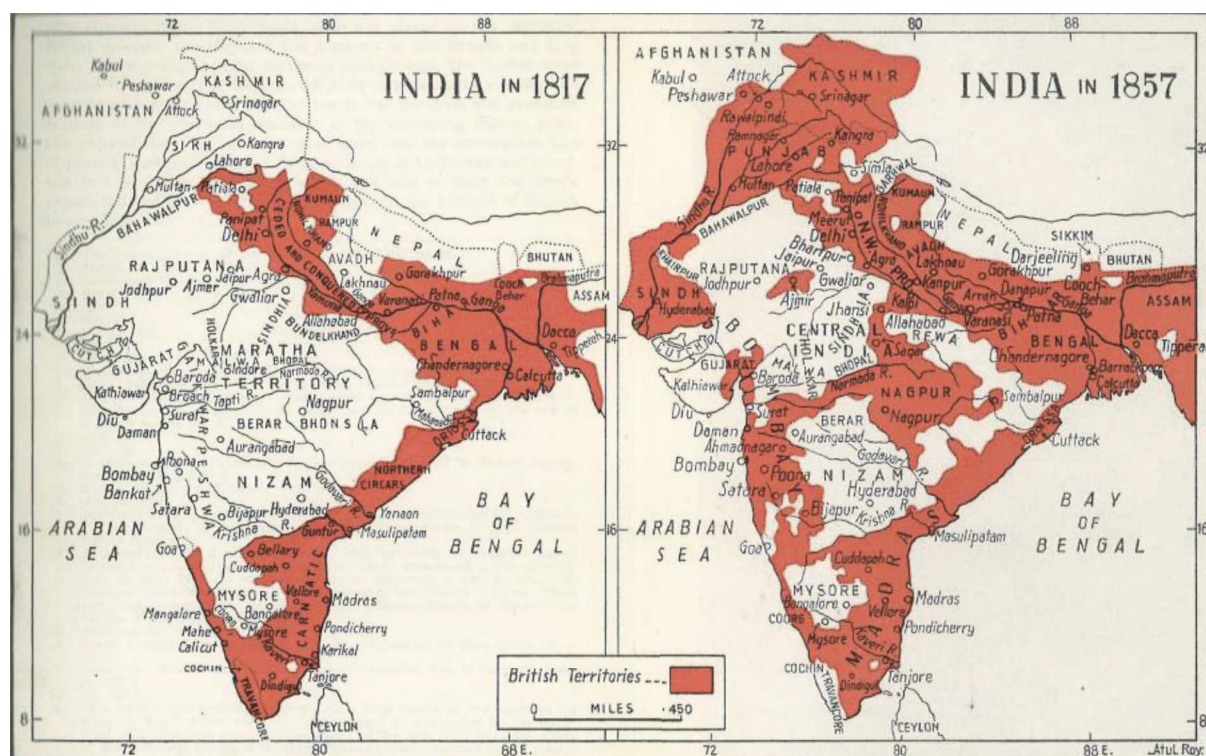
La révolte des Cipayes prit de l'ampleur et suscita un état de panique sans précédent. Parmi les Britanniques, il y avait ceux qui proposèrent des explications sur les raisons qui avaient permis l'éruption d'une telle révolte. Les témoignages de B. Disraeli au Parlement ou encore les rapports de Bird cités ci-dessous dénoncèrent les politiques excessives et démesurées adoptées par le gouvernement colonial responsables, selon eux, de la dégradation de la relation jadis respectueuse entre la Compagnie et la population. Par conséquent, les relations entre les Britanniques et les autochtones furent de plus en plus marquées par la méfiance réciproque associée à une forte hostilité. La pauvreté était l'une des raisons du déclenchement de la révolte qui dévoilait bien les antagonismes économiques, sociaux et politiques engendrés par la longue domination britannique du sous-continent.

4.2.2. Les causes de la révolte

La domination coloniale sans partage de l'administration de la Compagnie sur le peuple indien fut à l'origine de la révolte de 1857. La révolte éclata principalement en raison de l'extension territoriale de la domination britannique notamment dans le nord-ouest après la conquête du Sind en 1843, l'annexion du Pendjab en 1844, l'annexion récente de l'Oudh en 1857, et le détronement à Delhi de la dynastie moghole⁶¹⁹. L'extension territoriale du colonisateur britannique n'a cessé de s'accroître : entre 1817 et 1857, les territoires indiens étaient soit sous domination soit sous protection britannique (Carte 6).

⁶¹⁹ "...as far as delhi was concerned, by extinguishing even the faintest hope of any of the princes of the royal house ever succeeding Zafar, the British created a situation where no one in the imperial family had anything to lose, and all were sufficiently disaffected to risk anything to try to save their position. It was a fatal error for which the British would shortly pay a high price." William Darlymple, *The Last Mughal, the Fall of a Dynasty : Delhi, 1857*, London, Bloomsbury, 2006, p. 124.

Carte 6 : Les territoires sous domination britannique entre 1817 et 1857



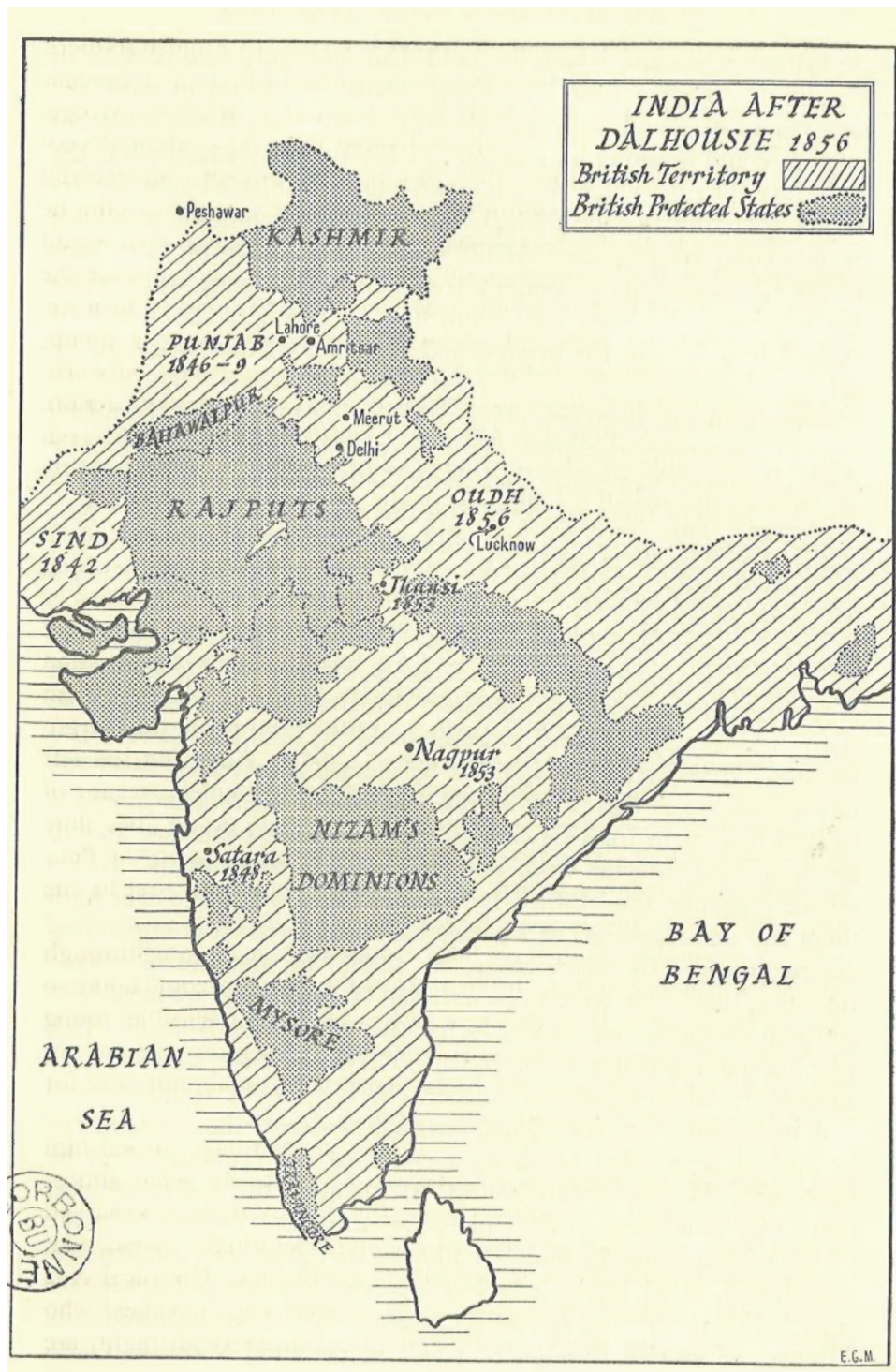
Source: Majumdar, R. C., ed., *British Paramountcy and Indian Renaissance, Part I*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1963, pp. 32-33.

Avec sa doctrine de la déshérence (*Lapse*), Lord Dalhousie avait mis un terme à la tradition hindoue permettant aux fils adoptifs des rois de succéder à leur père sur le trône, et annexé Satara en 1848, Jhansi en 1853, et Nagpur en 1854 pour ce motif (Carte 7).

Après la mort du Roi de l'Oudh, Mirza Fakhru, la disparition de la dynastie moghole était imminente. L'Empereur moghol, Bahadur Shah II, alias Zafar, s'inquiétait d'un sort similaire au royaume voisin et d'une éventuelle destitution de la couronne moghole. Depuis le départ de Dalhousie et l'arrivée de Canning, les tensions étaient devenues beaucoup plus intenses⁶²⁰. Les princes indiens des états princiers savaient qu'un jour, leurs royaumes passeraient aux mains du « colonisateur » britannique.

⁶²⁰ "So removed had the British now become from their Indian subjects, and so dismissive were they of Indian opinion, that they had lost all ability to read the omens around them or to analyse their own position with any degree of accuracy." William Dalrymple, *The Last Mughal, the Fall of a Dynasty : Delhi, 1857*, London, Bloomsbury, 2006, p. 124.

Carte 7 : L'Inde après Dalhousie 1856



Source: Philip Woodruff, *The Men Who Ruled India, The Founders, Volume 1*, London, Jonathan Cape, 1953, p. 339

Le peuple était nostalgique du vieux système indien connu sous les Moghols et n'acceptait pas le système occidental qui lui était étranger. Les élites indiennes se sentaient reléguées aux

fonctions subalternes car le colonisateur ne leur confiait que des postes secondaires et insignifiants dans l'administration du pays. La plupart des Maharajas se retrouvèrent impuissants, observaient leurs royaumes déchus et devaient se soumettre sans conditions aux Britanniques. Seule une poignée de Maharajas était fidèle aux Britanniques. Ceux qui avaient été privés de leur pouvoir et de leurs armées, erraient dans différentes régions du pays décrivant leurs difficultés et rassemblant les mécontents en révolte contre les Britanniques.

Le Royaume de l'Oudh fut, pendant longtemps, un allié du gouvernement de l'Inde. Le gouvernement de l'Inde y installa le Résident de Lukcnou, un représentant politique du gouvernement de l'Inde et un conseiller à la cour du roi. L'annexion de l'Oudh en 1856 par le gouverneur général Lord Dalhousie provoqua l'indignation de la classe dirigeante du royaume et déclencha la révolte des soldats originaires de l'Oudh, pourtant le Capitaine Sleeman avait mis en garde Dalhousie contre l'annexion de ce royaume susceptible d'engendrer une révolte immédiate. De même, le capitaine Robert Bird, alors agent diplomatique de la Reine Victoria, avait averti que si le rôle du roi de l'Oudh était négligé ou son royaume était annexé par le gouverneur général, les Cipayes originaires du royaume mènerait une révolte sanglante contre les Britanniques dans tout le pays⁶²¹. Bird, comme Sleeman et d'autres hauts fonctionnaires de la Compagnie, savait que l'annexion de l'Oudh allait engendrer de lourdes conséquences. Il publia anonymement un ouvrage, *Dacoitee in Excelsis or the Spoliation of Oude by the East India Company*, dans lequel il dénonça cette annexion qu'il décrivait comme une colonisation⁶²². La révolte éclata en effet, au moment où la famille royale de l'Oudh était en visite à Buckingham Palace. Cette coïncidence des événements mit les Britanniques dans une situation complexe et montra bien que le gouvernement de l'Inde n'arrivait plus à contrôler ces débordements. Le soulèvement révéla d'autres problèmes inhérents à la présence même des Britanniques en Inde. Les antagonismes entre les autochtones et leurs colonisateurs s'étaient accentués d'une manière considérable. Par conséquent, l'hostilité exprimée par le

⁶²¹ "If justice was not done to the King", he thinks that there will happen some wonders in India" To Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye*, Home Miscellaneous Series, H/ 725, Part 1, India Office Records.

⁶²² "Not only does the annexation itself appear to have been accompanied by acts of violence and spoliation wholly indefensible, but the foundation of all property seems to have been unsettled to an extent unheard of under any civilised rule. We hear on all sides of landowners dispossessed—in short of the Company dealing with the province as if it were not merely entitled to the revenues of it, but as if all the property within it had become the spoil of its bow and spear; as if, in fact, it was an uninhabited island newly discovered with which the discoverers had a right to do what they willed." Robert Bird, *Dacoitee in Excelsis or the Spoliation of Oude by the East India Company*, London, 1857.

biais de cette révolte n'était qu'un prélude de la résistance indienne face à l'injustice des Britanniques.

Dalhousie déclara l'Oudh colonie britannique et remplaça la Résidence de Lucknow par un Haut Commissariat sous la direction de James Outram. Le gouvernement de l'Inde avait éloigné et détrôné le prince musulman héritier et lui attribua une pension. Si le roi de l'Oudh, toujours plus proche de son harem que de la vie politique, n'eut aucune influence sur la révolte des rebelles, alors ses courtiers furent à l'origine de la révolte survenue en Oudh et dans d'autres provinces. Mohan Lal fournit un témoignage sur sa rencontre personnelle à Calcutta avec plusieurs hommes respectables qui étaient au service de l'ex-roi de l'Oudh. L'un de ces hommes, Moulvee Musaehooddeen Khan, était un intellectuel et érudit en politique et connaissait tout du système de gouvernement de l'Inde, comme il était *Meer Moonshree* ou secrétaire du gouverneur général au département des affaires étrangères. Lors de sa discussion avec Mohan Lal, cet homme, originaire d'un village près de Lucknow, ne cacha pas sa préférence et sa loyauté à son roi et son refus total d'être gouverné par les Britanniques. Il était même certain que la population du royaume de l'Oudh, et même les Cipayes originaires de l'Oudh, partageaient la même préférence que lui, et étaient prêts à signer un document déclarant préférer le souverain de l'Oudh plutôt que les Britanniques dans l'administration de leur territoire⁶²³. Pour Mohan Lal, cette déclaration confirmait l'instabilité de la région qui devint plus propice à la révolte des Cipayes et des paysans. La révolte éclata alors en raison de cette forte résistance à la domination britannique, les autochtones refusant d'être ouvertement colonisés.

La nouvelle politique annexionniste de Dalhousie permit l'extension territoriale sous administration de la Compagnie afin d'augmenter les revenus fiscaux. Avec sa politique de la déshérence (*Lapse*), il déclara que le gouvernement de l'Inde pourrait ainsi récupérer tous les territoires des royaumes sans héritiers et les rattacher aux territoires appartenant déjà gouvernement de l'Inde⁶²⁴. Il commença par le cas du futur prince adoptif marathe à Satara,

⁶²³ "In discussing the policy of the Government in taking possession of the Oude Kingdom, he said one day that if it were necessary to vindicate the ex King from the accusation that his rule being oppressive, was hated by the population, he could not only get every man in that Kingdom, but all our disciplined and paid sepoy, natives of Oude, to sign the paper declaring that they will rather prefer H. M. to be their sovereign than the English." To Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye*, Home Miscellaneous Series, H/725, Part 1, India Office Records.

⁶²⁴ "There had been five or six years during which the Indian Government, commencing with Sattara, had dealt under this system with the territories of a dozen independent princes, chiefly on the plea that their territories had lapsed to the Indian Government for want of natural heirs." Disraeli's Full Speech on the Revolt of 1857 and its causes, 25 juillet 2016

Benjamin Disraeli, <http://hansard.millbanksystems.com/commons/1857/jul/27/motion-for-papers#column>

juste après la mort du Rajah, et ce en dépit des attentes de la population locale et de toutes les cérémonies célébrées. Or, l'une des traditions relevant de la religion hindoue consistait à permettre au roi stérile d'adopter un jeune prince auquel les droits d'héritier du trône seraient attribués⁶²⁵. Entre 1848 et 1856, les annexions se multiplièrent et Jeitpore à Bundelcund, Sumbulpore, Bughat, Oodepore, et Boodawal furent officiellement rattachés aux possessions britanniques en Inde. Tous les territoires des Rajahs morts sans héritier, dont les terres étaient plus ou moins importantes et dont les revenus étaient considérables, furent « absorbés » dans l'empire britannique, selon Disraeli⁶²⁶. Les annexions des terres ne se limitèrent pas, en effet, aux royaumes hindous. Sous d'autres prétextes, d'immenses terres musulmanes furent pareillement annexées. Le Rajah de Ungool fut dépossédé de son territoire et exilé pour avoir résisté aux autorités du gouvernement de l'Inde. En Sind, l'Amir Ali Morad de Khyrpore fut privé de ses terres et de son pouvoir sous prétexte qu'il avait rajouté une clause dans le traité qu'il avait eu avec le gouvernement colonial.

Le cas de l'annexion injustifiée de Satara avait marqué les gens du pays qui le considèrent comme un cas de pouvoir contre le droit : « *a case of might against right.* ». D'après le capitaine Lowe, les gens n'arrêtaient pas de lui demander quel crime le Rajah de Satara avait commis pour que son *Raj* soit ainsi saisi par le gouvernement de l'Inde. L'annexion la plus importante fut celle de Berar en 1854, devenue Nagpur. Lowe s'opposa à cette annexion. Cet immense territoire s'étendant sur près de 129.000 kilomètres carré, et produisant chaque année 4.000.000 roupies, était gouverné par un Sultan musulman, le Nizam rigoureux respectant son traité avec le gouvernement de l'Inde. Finalement le gouvernement de Dalhousie annexa le territoire où vivaient 5 millions d'habitants et saisit les bijoux et le mobilier de la reine : ce trésor fut estimé à 900.000 livres. Les motifs de ces saisies et de ces annexions restèrent ambigus, parce qu'il n'y avait qu'une minorité au Conseil des directeurs qui s'opposait à cette politique d'annexion. Ainsi, les communautés hindoue et musulmane furent touchées par ces changements considérables introduits dans leurs coutûmes.

⁶²⁵“*The law of adoption is, in fact, the very corner stone of Hindoo society, and men who have no natural heirs adopt a son, as one of those matters of course which the great duties of life are ever considered. Indeed, according to the Hindoo religion, the deceased Hindoo in another world can look for no happiness unless certain duties are fulfilled and certain ceremonies performed by his heir in this; and therefore it is absolutely necessary that he should appoint an heir, in order to insure the fulfilment of those offices, and the performance of those rites. Hence, adoption in India is not only a civil right, but a religious privilege; the whole frame-work of Indian society is established upon that principle.*”

Ibid.

⁶²⁶“*All the Rajahs who during that time died without natural heirs had dominions of greater or less extent and no inconsiderable revenues, and all of these were absorbed into the British empire.*”

Ibid.

La loi hindoue sur l'adoption s'appliquait également dans l'héritage des terres. Toutes les terres sans héritier légitime deviendraient systématiquement propriété gouvernementale. La politique nouvelle du gouvernement de l'Inde permit d'autres moyens de confiscation. Le gouvernement de l'Inde abolit le système de pensions des princes, de leurs héritiers et de leurs dépendants. Ces pensions permanentes leur étaient accordées par le gouvernement de l'Inde pour leur préserver un niveau de vie acceptable après la perte de leurs royaumes et de leur pouvoir. Ces pensions furent alors suspendues et des pensions personnelles leur furent attribuées, c'est à dire que leurs descendants n'auraient plus de pensions par héritage. Ainsi, ils se retrouveraient sans royaume et sans argent, réduits à la mendicité. Disraeli prit l'exemple du *Nabab* d'Arcot qui devrait toucher simplement une pension de 150 livres, alors que sa pension initiale était de l'ordre de 40.000 livres par an⁶²⁷. Ces abus d'appropriation des terres de royaumes déjà sous influence ainsi que l'abolition du système d'adoption et de pensions héréditaires générèrent des sommes d'argent colossales pour la Compagnie, mais aussi un grand mécontentement.

L'annexion de l'Oudh généralisa le mécontentement qui déboucha sur la contestation et puis la grande révolte. D'après Disraeli, l'épisode des *chappattis* était révélateur de signes de complicité qui ne pouvaient pas manquer d'attirer l'attention du gouvernement de l'Inde. Des messagers œuvraient pendant la nuit en distribuant six chappattis dans chaque village. Le premier messenger donnait six chappattis (devenus symbole de la révolte) au chef du village à qui il demandait d'en préparer six et de les distribuer au prochain village dont le chef ferait ensuite la même chose, etc. Dix mille villages furent touchés par ce phénomène au Bengale. L'armée du Bengale avait entamé sa communication secrète en faisant circuler une fleur de lotus d'un soldat à l'autre. Chaque soldat la tenait et la regardait en silence puis la passait à son voisin, et lorsqu'elle arrivait au dernier soldat du régiment, celui-ci disparaissait et la portait à la garnison suivante. Cette communication secrète représentait, selon Disraeli, un danger pour le gouvernement de l'Inde. Pour manifester leur colère, les Cipayes de l'armée du Bengale refusèrent leurs congés d'ancienneté⁶²⁸.

⁶²⁷ "The House will see that this conversion of hereditary pensions into personal annuities is confiscation by a new means, but on a most extensive, startling, and shocking scale, because the descendants of those ancient Royal Families and nobles find themselves by this new rule reduced to a state of the utmost humiliation, and the people see their ancient Sovereigns, whose deposition from political power they might for many reasons feel a loss, reduced almost to absolute beggary."

Benjamin Disraeli, *op. cit.*

⁶²⁸ Benjamin Disraeli, *op. cit.*

Les princes musulmans et hindous s'unirent contre les politiques expansionnistes, annexionnistes et injustes du gouvernement de l'Inde. Les Cipayes n'avaient pas apprécié le système de colonisation instauré délibérément en Oudh. En fait, la majorité des soldats de l'armée du Bengale, environ 70.000 personnes, étaient des sujets du roi de l'Oudh⁶²⁹. Lorsque le gouvernement de l'Inde s'empara du territoire de ce royaume, les soldats qui rêvaient d'y retourner après la fin de leur service et d'y mener une retraite paisible dans leurs villages, n'auraient plus ni village, ni royaume et auraient perdu leur monarque. Le mécontentement des officiers et soldats autochtones s'était alors fortement accentué. Leur nouveau souverain était le gouvernement de l'Inde qui leur imposait des impôts fonciers exorbitants, et les paysans subissaient lourdement un système d'imposition sur le revenu à taux fixe et élevé, quelque soit les circonstances. L'annexion de l'Oudh fut le prélude à la naissance d'un nationalisme fervent chez les autochtones.

La réforme du système fiscal en Inde britannique n'avait pas apporté les améliorations et les profits attendus à la population paysanne et rurale indienne. En effet, le système de taxation imposé par le gouvernement de l'Inde était considéré comme injuste par les autochtones, qui même en améliorant la qualité de leurs terres restèrent toujours prisonniers de cet impôt qui augmentait au moindre profit prévu⁶³⁰. L'impôt foncier était la source principale des revenus du gouvernement de l'Inde mais avec ses besoins financiers toujours grandissants, les revenus engrangés demeuraient insuffisants.

Les publications d'articles à caractère révolutionnaire dans la presse autochtone enflammèrent aussi les sensibilités populaires dans le sous-continent. Même l'élite autochtone musulmane et hindoue était devenue solidaire du reste de la population dans la volonté générale de vaincre les Britanniques et de les chasser du pays. Cette élite fortunée exprima sa déception d'être traité avec condescendance par les hauts fonctionnaires et les employés du gouvernement de l'Inde. L'élite autochtone expliqua que la stabilité de la domination britannique reposait non pas sur un consensus national, mais sur un ordre colonial maintenu par les armes, la police et l'intimidation de la population. La population indienne pouvait bien

⁶²⁹ "I also heard from many sepoys, long before this mutiny that they did not like our settlement system introduced in Oude." To Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series*, H/ 725, Part 1, India Office Records.

⁶³⁰ "the more he laboured to improve his land for increasing the cultivation, the more he was assessed by the settlement officer." *Ibid.*

montrer un comportement calme et obéissant aux agents et employés de la Compagnie, mais, selon l'élite, les Britanniques n'avaient jamais réussi à conquérir les cœurs des colonisés⁶³¹.

L'ignorance de la population était perçue comme l'une des causes de la révolte. En raison de cette ignorance de la véritable puissance mondiale britannique, selon Mohan Lal, les autochtones n'avaient pas d'estime, d'affection, et d'admiration à l'égard du gouvernement de l'Inde⁶³². De ce fait, les tensions qui naquirent dans la société furent à l'origine de la grande révolte. L'idée de Mohan Lal était que l'anglicisation du pays, envisagée par les réformistes, avait tardé et que la population ignorait la suprématie de la Grande-Bretagne en Europe. D'après lui, même les professeurs musulmans et hindous ne réalisaient pas l'étendue de la puissance économique et militaire de la Grande-Bretagne. Mais si toute la population avait accès à l'éducation, à la civilisation occidentale et sa religion chrétienne, et si les autochtones étaient devenus profondément loyaux, selon lui, le pays aurait certainement pu éviter toute révolution⁶³³.

D'après Lord Elphinstone, la révolte des Cipayes était due à des problèmes internes au système militaire. La nomination systématique de commandants âgés était l'une des raisons pour lesquelles l'armée de la Compagnie ne fonctionnait pas comme prévu. Il considérait également que l'armée du Bengale, la plus large et la plus répandue sur le territoire manquait de discipline, en particulier chez les Cipayes. Par conséquent, la répression des Cipayes, selon

⁶³¹ "As to the cause of the rebellion, our territorial acquisitions from the time of the conquest of Sindh down to the departure of Lord Dalhousie has created much disaffection in India, the chiefs though themselves unmindful of the strict adherence to the conditions of their existing treaties, only felt that there was a day in store for them when they are to lose their authority...the unbecoming expression of the sentiments of the editors of the native papers have continued to kindle the sparks of disaffection throughout the Indian Empire...Since the outbreak I had recourse to all sorts of means for diving deeply into the hearts of the most respectable and influential people of the Indian community. Several of them both Hindoos and Mohamedans, holding high posts and gaining independent fortune, under the British laws and courts seemed to me somewhat dishearted at the report of our successes during the siege of Delhi, and shewed a hidden delight when there was a real or supposed news spread out of the sufferings of the British...One and all of them...used to say that nothing but the distant and contemptible names with which they are treated by the generality of English gentlemen wounds their heart and compels them to forget the blessings of the British rule. They may crush down the populace and keep them in awe with their arms, but until they do not conquer and win the hearts of the people, the peace and affection will be mere an outward word of talk" Mohan Lal to Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series, H/ 725, Part 1, India Office Records.*

⁶³² "...It is evident that such state of ignorance cannot produce respect, affection and awe in the hearts of the people." Mohan Lal to Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series, H/ 725, Part 1, India Office Records.*

⁶³³ "I often pointed them out the numerous advantages of the English rule in India, they not only agreed with me in these advantages, but solemnly declared that if the English were to lose India, they are fully sensible that they will neither get such highly paid situation, under any native Government nor will be safe and comfortable for a day... the evil can only be removed by the extension of the English knowledge throughout every town and village in India. It will discard all the prejudices. It will gradually teach them several lovely and noble maxims of the Christianity and then make them a loyal subject and staunch adherents of the British...In fact the people of India have not the slightest idea what England and its resources are." *Ibid.*

lui, n'était pas une solution permettant de rétablir la confiance entre ces derniers et leurs officiers. Le rapport de 1853 de Lord Melville, alors Lord de l'Amirauté, délivré devant le comité restreint de la Chambre des Lords, avait déjà exposé la question de la discipline des Cipayes, que Benjamin Disraeli reprit à la Chambre des Communes. Il relata que dans les rangs de l'armée du Bengale, les griefs des Cipayes s'étaient considérablement aggravés⁶³⁴.

Les conditions de l'exercice de la fonction des Cipayes étaient devenues de plus en plus dures et furent à l'origine de relations conflictuelles avec leurs supérieurs en raison des sensibilités religieuses. De nombreux Cipayes en service furent amenés à prendre des navires de la flotte de l'armée de la Compagnie. Or, traverser la mer selon la religion hindoue, en particulier pour les Cipayes de hautes castes, signifiait perdre sa caste et donc régresser à une caste inférieure. La *General Service Enlistment Act* fut adoptée en 1856, obligeant ainsi les Cipayes de se soumettre aux ordres et s'il le fallait, dans le cadre des opérations de l'armée de la Compagnie, de traverser les mers. L'épineuse question des castes avait aussi renforcé le mécontentement des Cipayes. Les soldats appartenant aux hautes castes ne pouvaient plus tolérer leur subordination aux officiers britanniques qu'ils considéraient comme 'des étrangers racistes'. De surcroît, les deux dernières révoltes des Cipayes de 1806 et de 1845 avaient éclaté en raison de leur rémunération dérisoire, par rapport à celle des soldats britanniques⁶³⁵. En outre, les responsables de l'armée de la Compagnie étaient à l'origine de la création de la classe moyenne indienne, une classe intermédiaire représentée par les 'bourgeois' de la société : les *Zamindars*. Ces derniers étaient recrutés par la Compagnie pour servir son armée et véhiculer le pouvoir militaire, économique et politique britannique. En revanche, les *Zamindars* ne servaient pas que le gouvernement de l'Inde. Ils avaient progressivement acquis du pouvoir militaire et politique dans certaines provinces indiennes. Ainsi, le gouvernement de l'Inde dépendait d'hommes influents de la société indienne, notamment au Bihar et à

⁶³⁴ "Since Lord Melville gave us his personal experience of it, since Colonel Jacob published that pamphlet, it has been acknowledged that the condition of the Bengal army has not improved, but deteriorated, and that the grievances, or alleged grievances, of the Sepoys, instead of having diminished, have perhaps increased." Benjamin Disraeli, *op. cit.*

⁶³⁵ "Yet the more I think of this revolt, the more I am convinced it has been caused by the faulty system and lack of discipline in the Bengal Army –generally speaking in all the Presidencies...The seniority system frequently places the most incapable officers in command of regiments and even of stations and divisions. This makes it necessary to concentrate authority as much as possible in the hands of the C in C, the evils of this system of centralisation are of course more felt in the large army of Bengal...This had been done by an erroneous system which destroyed discipline and subordinated, and estranged the sepoy from their officers" Letter from Lord Elphinstone to Vernon Smith, Bombay, June 14th 1857, Right Honourable Vernon Smith Papers, Mss Eur F 231/ 5, India Office Records.

l'Oudh, créant une sous-autorité militaire locale et rendant le monopole du pouvoir voulu par la Compagnie en recrutant des Cipayes dans son armée, assez difficile⁶³⁶.

La grande raison de la désillusion et de la colère des Indiens était la question religieuse. Les politiques réformistes du gouvernement de l'Inde étaient motivées implicitement par une stratégie d'évangélisation de ses millions de sujets autochtones. Le Conseil législatif du gouvernement de l'Inde grignotait continuellement leurs droits religieux. Dans un paradoxe total, le gouvernement de Dalhousie avait imposé l'abolition de l'adoption de prince héritier, une tradition longtemps pratiquée par les Maharajas hindous. Par contre, en 1850, ce même gouvernement promulgua une loi qui permit aux convertis Hindous de réclamer leur héritage, bien qu'ils soient devenus chrétiens, en complète opposition à la loi hindoue qui privait celui qui changeait de religion de tout héritage. Cette loi vint donc bouleverser les pratiques ancestrales et le sens religieux de la propriété, notamment chez les classes supérieures et les hautes castes. Une autre loi fut adoptée en 1856 autorisant le remariage des veuves hindoues alors que les coutumes hindoues interdisaient le remariage des veuves. Des pratiques religieuses hindoues non-conformes à la morale « éclairée » du colonisateur britannique furent également prohibées comme celle du *Sati*. Mais ce sont surtout les lois de 1850 et de 1856 qui avaient le plus irrité les sensibilités religieuses des Hindous et provoquèrent leur indignation.

La conversion incessante d'autochtones à travers le pays fut au cœur du soulèvement. Les mutinés manifestèrent leur exaspération vis-à-vis des missionnaires et des Eglises. Pendant la révolte, ils brûlèrent des écoles, des maisons, des librairies, des imprimeries, et endommagèrent les entrepôts notamment les *Depositories of the Bible and Tracts Societies*. La colère des autochtones musulmans et hindous s'accrut avec les conversions de jeunes écoliers, d'ouvriers de bazars et même de Maharajas. A la veille de la révolte, des détails sur la conversion du Maharajah du Pendjab, par exemple, furent mis en circulation par des autochtones contrariés dans toute la présidence. C'était une preuve que le gouvernement de l'Inde était hostile à leurs confessions religieuses qu'il cherchait à éradiquer. Pour de nombreux Indiens, le gouvernement de l'Inde et les missionnaires complotaient pour leur conversion forcée : il fallait donc les en empêcher. Les classes supérieures musulmanes et

⁶³⁶“However, the Company's military-political dependence on the Zamindaris and on local men of influence resulted in the creation of a sub-military political culture in the region for it strengthened alternate points of military political power in the area. This... hindered the Company's rise to political supremacy and posed a threat to its further political evolution. It thus negated the Company's objective of establishing a monopoly of power which it attempted to achieve through the recruitment of its army.” Seema Alavi, *The Sepoys and the Company: Tradition and Transition in Northern India, 1770-1830*, Delhi, Oxford University Press, 1995, p. 67.

hindoues furent alarmées par la politique religieuse du gouvernement de l'Inde. Leur ancienne loyauté envers ce gouvernement se transforma en méfiance totale.

En outre, le système éducatif réformé était devenu un instrument de prosélytisme évident. Les missionnaires avaient pris en main la direction et le financement de la majorité des écoles. Les enseignants d'orientation libérale en général, convainquirent leurs élèves de l'utilité d'aller à l'école et d'y apprendre tout. L'enseignement des filles hindoues dispensé par des instituteurs masculins, ce qui était interdit par leur religion, mit la communauté hindoue en état de panique. Dans des écoles sous la tutelle des grandes associations d'Eglises écossaises et anglaises telles que la *London Missionary Society*, la *Church Missionary Society* et la *Baptist Missionary Society*, des jeunes hindous et musulmans devaient réussir à lire des extraits de la Bible. Les parents contestèrent ces abus religieux dans l'enseignement, mais ne pouvaient rien faire de plus. D'ailleurs, les pétitions des autochtones contre la présence, dans les écoles, des Saintes Ecritures, de la Bible, et des tracts religieux fournirent suffisamment de raisons pour s'interroger sur l'étroite collusion entre le gouvernement de l'Inde et les missionnaires. Finalement, la politique utilitariste et libérale des gouvernements de l'Inde, qui promurent le progrès, n'était pas sans influence évangéliste.

Pendant un demi-siècle, le sous-continent subit des changements politiques considérables introduits par l'administration coloniale. Les directeurs et les députés discutaient de l'administration civile et militaire de la Compagnie et influençaient la politique du gouvernement de l'Inde et ses réformes *whigs*. Ces gouvernements successifs aux ambitions réformistes et civilisatrices, se lancèrent dans des conquêtes territoriales menaçant la stabilité politique du sous-continent et même leur propre pouvoir, imposèrent des réformes anglicisantes mal perçues par la population indienne très attachée à ses cultures et à ses langues et réalisèrent des conversions innombrables d'autochtones au Christianisme : raisons pour lesquelles les Cipayes et une grande partie de la population indienne s'opposèrent et se révoltèrent contre les Britanniques.

4.2.3. Le dénouement

Les Britanniques saisirent Delhi le 20 septembre 1857. Le roi de Delhi Bahadur Shah y fut arrêté en mai 1858 et emprisonné. Les princes furent condamnés à la peine capitale et

furent alors tous exécutés⁶³⁷. Même leurs cousins et les courtiers qui les assistèrent dans la révolte subirent des sanctions similaires. Les leaders des mutins tombèrent aux mains des britanniques et furent condamnés à mort. Les Britanniques mirent fin à la révolte de la manière la plus brutale car il s'agissait de marquer les esprits durablement pour prévenir un autre soulèvement. Le pouvoir britannique fut entièrement rétabli en 1859. Le roi moghol Bahadur Shah II, alias Zafar fit alors l'objet d'un procès en cour martiale pour sa complicité avec les rebelles, et l'ordre régna de nouveau dans la région⁶³⁸. Son emprisonnement ou son exil dans une île en compagnie de sa femme et quelques serviteurs, fut débattu. Étant donné son âge avancé, l'exil fut préféré à l'emprisonnement.

Pour mettre fin à cette révolte, Canning suggéra d'établir une commission qui, comme celle adoptée par le Capitaine Sleeman sur les crimes des thugs, enquêterait cette fois sur les mutins. Le choix du châtiment des insurgés était une question importante parce que le but était de montrer l'exemple au reste des soldats autochtones et d'éradiquer chez eux toute velléité de révolte. Une autre enquête devrait être dédiée, selon lui, au roi de Delhi, Zafar et à sa famille. Canning prit l'initiative de momentanément contrôler la presse autochtone, qui, avec la publication d'articles alimentant, en particulier le zèle des autochtones musulmans, pouvait renforcer l'hostilité contre le pouvoir britannique et porter atteinte à ses intérêts. La loi interdisant la liberté de la presse fut promulguée en 1857. Le système ferroviaire, alors nouvellement inauguré, fournit une logistique adéquate à la poursuite des mutins ainsi qu'à la prise du contrôle par l'armée de la Compagnie des zones mutinées. Benjamin Disraeli qui avait toujours considéré l'Inde comme une colonie précieuse, comme le souligne son expression « *The Jewel in the Crown* », exposa longuement au Parlement les causes du soulèvement et mit en garde les députés contre la moindre méprise sur le sentiment public concernant la révolte.

Néanmoins, des centaines de soldats et d'officiers autochtones restèrent solidaires avec le gouvernement de l'Inde et prouvèrent leur loyauté à l'égard des Britanniques. Les bataillons et régiments britanniques supplémentaires arrivant en masse dans les ports du sous-continent réussirent à vaincre les mutins, mais ils n'y réussirent pas tous seuls. Sans la collaboration des soldats *sikhs*, *pendjabes* et *ghurkas* de quelques chefs locaux et d'un certain

⁶³⁷ "One in all had become comrades in the atrocities of the miscreants: they superintendent the massacre of the Christians and the pillage of the British dependents. They headed the assault on the British force." From Mohan Lal to Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series*, H/ 725, Part 1, India Office Records.

⁶³⁸ From Colonel H. Fraser, October 15th 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series*, H/ 725, Part 2, India Office Records.

nombre d'autochtones fidèles au gouvernement de l'Inde, les Britanniques n'auraient jamais pu anéantir cette révolte historique, étant donné sa taille et son ampleur⁶³⁹. Par exemple, lors de la révolte, le Maharajah de Gwalior fournit d'importants renseignements aux autorités britanniques sur les déplacements et les objectifs des mutins de Gwalior. Il leur révéla que ces derniers se préparaient pour aller à Cawnpore en traversant Jhansi. En outre, le Jung Bahadoor, prince du Népal (1817-1877) mit ses soldats à la disposition des Britanniques, en particulier pour assister le Major Ramsay dans ses opérations dans la province de Rohilkund, où 2000 cavaliers mutinés de Delhi avaient déjà traversé le Gange pour y parvenir. Le colonel Fraser bénéficiait du soutien des autorités locales à Agra, des Hindous de Rohilkund, notamment aux alentours de Bijnaur ainsi que dans la province de Lucknow et surtout des *Sikhs*; il put avoir 150 chevaux *sikhs* et il essaya même d'obtenir de 2 à 3000 chameaux pour les troupes sous sa commande à Cawnpore et dans d'autres provinces. Le colonel Greathed eut le soutien de Rao Bewanee Singh qui lui prêta une troupe redoutable constituée de 21.300 soldats et lui offra des munitions. Par ailleurs, la collaboration du colonel Showers, du colonel Vancortland avec des troupes mises à leur disposition par Goolab Sing fut efficace pour mettre fin à la révolte à Juggaur. L'Amir de Peshawar, quant à lui, fut d'un grand soutien pour les Britanniques : le gouverneur général, Canning lui faisait confiance.

De son côté, William Hodson, recruta des soldats *sikhs* dans ses troupes lorsqu'il entama le 21 mai 1857 sa marche sur Meerut. Il y rétablit la communication, coupée par les mutins. Il y vint en aide au général Hewitt et puis aussi au général Anson à Ambala et repartit ensuite à Karnal. Hodson recruta un assistant, Rajab Ali qui était le secrétaire de Henry Lawrence au Pendjab. A Delhi, Rajab Ali mit en place tout un réseau d'espionnage et de renseignement via des informateurs autochtones anglophiles. Ces informateurs étaient des aristocrates musulmans, des banquiers hindous, d'anciens hauts fonctionnaires, et étonnamment un commandant des Cipayes, le major Gauri Shankar Sukul. Ce dernier lui fournit des informations précieuses sur les plans et les stratégies des mutins. Rajab Ali pénétra même la cour de Zafar avec l'assistance de quelques anglophiles parmi les proches du roi, en particulier le beau-père de Mirza Fakhru⁶⁴⁰.

⁶³⁹“*Chief of Zahabard behaved well and thanked. Rajah Rewah true and aiding. Punah Chief and others of Bundlecund believed loyal...A loyal spirit prevails in Sikh soldiery and population.*” Telegraph from Alex Turnbull to the Secret Committee, East India Company, London, 29th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

⁶⁴⁰ William Darlymple, *The Last Mughal, the Fall of a Dynasty : Delhi, 1857*, London, Bloomsbury, 2006, p. 264.

Le médecin du roi de Delhi, Ahsanullah Khan qui était loyal aux Britanniques, les avait soutenus indirectement. D'après les récits de Mohan Lal, pendant le siège de Delhi, il faisait tout ce qu'il pouvait discrètement. Il raconta qu'il retardait l'envoi des lettres du roi destinées aux rajas voisins, des lettres ayant pour but de les inciter à lutter contre les Britanniques. Mohan Lal relata aussi que ce médecin avait été forcé d'écrire des messages dictés par les leaders des mutins et qu'il avait réussi à convaincre les messagers de prétendre que les lettres n'étaient pas parvenues à leurs destinations sous prétexte qu'elles avaient été dérobées en route. Il avait également aidé beaucoup d'amis britanniques à s'échapper de Delhi y compris Mohan Lal⁶⁴¹. Canning divulgua au président de la commission de contrôle, Vernon Smith, un témoignage sur la loyauté des autochtones soutenant le gouvernement de l'Inde contre les insurgés. Des villageois loyaux décidèrent, par exemple, de pendre des mutins qui prétendaient conduire la révolte et claironaient que la domination britannique était terminée⁶⁴². Toutefois, une telle réaction pouvait simplement révéler l'inquiétude de ces villageois vis-à-vis des autorités britanniques. Ils préféraient mettre un terme à cette révolte plutôt que de perdre ce qui leur restait de terres.

Le soutien que les Indiens fournirent aux Britanniques dans la suppression de la révolte fut salutaire. Une chose est sûre, si ces Indiens n'avaient pas soutenu les Britanniques, l'histoire de la colonisation de l'Inde aurait connu une fin tragique mais la division de la population indienne entre ceux qui furent d'une loyauté absolue aux Britanniques et inversement ceux qui leur vouaient hostilité et haine profonde profita aux colonisateurs.

Une nouvelle invention, le télégraphe, facilita la communication au moment de la révolte. Les informations sur les mouvements des troupes de la Compagnie et sur celles des mutins ainsi que les réponses aux messages urgents parvinrent beaucoup plus rapidement aux officiers en charge d'organiser la contre offensive. Les mutins avaient bien conscience de l'avantage stratégique que procurait ce nouveau moyen de communication rapide et les lignes

⁶⁴¹ "I have always heard that Ahsanoollah Khan, the physician of the King has shown great hatred to the mutineers. He was not only suspected, but considered by all a secret friend of our Government. I heard he was often accused for delaying the writing of the "Shookas" (Kings letters) to the neighbouring chiefs and the Rajahs to rise against us and espouse the cause of the King. I also heard when he was forced by the mutineers to write, he discreetly trash the messengers to return back from the road and report that they were plundered of letters by the robbers...and above all he is said to be the man who blew up the gun powder manufactory of the rebel force. He gave every secret support in the escape of some British well-wishers from Delhi and I also received similar favor from him." From Mohan Lal to Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye*, Home Miscellaneous Series, H/ 725, Part 1, India Office Records.

⁶⁴² "I have heard today of their assisting in hanging 3 men who had set themselves as Rajahs and Naibs upon the pretence that British authority had ceased." Letter from Canning to Vernon Smith, 19th June 1857, Correspondence, Lord Canning to the Honourable R. Vernon Smith, from 23rd January to 20th June 1857, vol. 2, Mss Eur, F 231/10, India Office Records.

furent coupées par les mutins entre le nord de Bénarès et Allahabad. Le gouverneur général Canning signala qu'aucune lettre n'était parvenue de la province d'Agra depuis le 12 juin 1857 et insista sur l'urgence de rétablir la communication avec les provinces du nord-ouest les nouvelles du Pendjab, de Delhi et d'Agra parvinrent alors par télégramme via Bombay et Madras.

Quitter l'Inde après la grande révolte de 1857 n'était même pas envisageable ni chez les résidents ni chez les officiers et militaires britanniques. Pour les Britanniques, il fallait se maintenir au pouvoir à tout prix. L'armée de la Compagnie avait encore beaucoup de travail à effectuer pour veiller à l'ordre public et à la sécurité. La répression contre les insurgés pour mettre un terme à la révolte causa la mort de dizaines de milliers d'autochtones. La domination britannique de l'Inde avait toujours sa raison d'être mais à la suite de cette révolte, les questionnements et les réflexions sur ces événements terribles amenèrent les Britanniques à reconsidérer leur rôle de colonisateur. Après la grande révolte des Cipayes de 1857, la Compagnie considérée comme la première responsable de ce désastre fut dissoute et l'administration coloniale britannique en Inde dirigée par un vice-roi, représentant direct de la Couronne (*British Raj*) : la Reine Victoria devenant d'abord reine puis impératrice des Indes en 1876 sous le gouvernement de Disraeli⁶⁴³. Cependant, si les puissances militaires conjointes de l'armée britannique et de l'armée de la Compagnie étaient parvenues à éteindre cet embrasement révolutionnaire, aucun pouvoir n'était parvenu à éradiquer l'hostilité des autochtones envers les Britanniques.

4.2.4. Une grande révolte populaire

La révolte des Cipayes mais aussi des paysans, des artisans et des marchands autochtones était devenue une première dans l'histoire du pays en termes de résistance au puissant pouvoir britannique. Le mécontentement se répandit chez les villageois qui, eux aussi rejoignirent les attaques orchestrées par les mutins et s'attaquèrent avec des armes de fortune aux Britanniques. La réaction des officiers britanniques fut dure et parfois extrême, particulièrement à l'égard des civils autochtones. Après la libération de Delhi, les conquérants avaient massacré les habitants de Delhi après la fuite des mutins. Les agents spéciaux avaient exécuté des milliers de personnes n'ayant aucun rapport avec la révolte. Le colonel Colin Lindsay, par exemple, eut recours à des opérations de terreur contre les villageois qu'il brûla

⁶⁴³ Disraeli's Government: 1874-1880, Past Prime Ministers, Gov.UK, 26 juillet 2016
<https://www.gov.uk/government/history/past-prime-ministers/benjamin-disraeli-the-earl-of-beaconsfield>

vivants. Après des attaques meurtrières, le Colonel Colin Lindsay quitta Gaya en août 1857 pour enrayer la révolte et libérer l'agence de l'opium de Tetah alors assiégée par les mutins. Aidé par une cinquantaine de gardes *Nujeebs*, il brula tout le village⁶⁴⁴. Brûler des villages entiers, occupés par des civils autochtones révèle bien l'agressivité des officiers britanniques contre des villageois soupçonnés de sympathiser avec les mutins. Le gouvernement de l'Inde mit en garde les officiers contre ces opérations préventives dans les villages⁶⁴⁵. Ces incidents contre les civils conduisirent à une révolte massive de la population.

La révolte prit une dimension populaire parce que les militaires professionnels autochtones, les artisans, les paysans hindous et musulmans rejoignirent les mutins. Dans son rapport sur la police de Patna, E. A. Samuells, alors commissaire de Patna, décrit la révolte dans la province de Shahabad comme une révolte nationale⁶⁴⁶. La source de ce conflit n'était pas limitée à l'histoire des cartouches graissées des fusils Enfield. La colère populaire résultait essentiellement du rejet culturel qui avait pris racine et s'était insidieusement développé tout au long de la domination britannique. Eric Stokes décrit cette situation en soulignant que l'étendue du pouvoir du gouvernement de l'Inde était soudainement menacée et que les tensions sociales s'exprimèrent d'une manière violente⁶⁴⁷. Ces tensions révélèrent que la révolte des autochtones était imprégnée de colère religieuse. La révolte des Cipayes mit l'accent sur le fossé grandissant entre les soldats indigènes et les officiers britanniques. Les différences religieuses empêchèrent la collaboration entre les Cipayes et leurs officiers dans les régiments de l'armée de la Compagnie. En outre, les Cipayes subissaient l'humiliation, de la part de leurs supérieurs britanniques. Leur solde dérisoire en comparaison de celle des soldats britanniques soulignait la discrimination évidente qu'ils subissaient et le mépris avec lequel ils étaient traités par la Compagnie et son gouvernement.

La révolte de 1857 ne fut pas simplement une rébellion de soldats recrutés dans l'armée de la Compagnie, parce que le soulèvement entamé par les Cipayes eut un impact

⁶⁴⁴ "In a village near Jehanabad, midway between Patna and Gya, Mr Lindsay attacked and defeated a body of 200 armed men, killing seven, wounding five, and taking nine prisoners. Mr Lindsay burned the village." F. J. Halliday, *Minute by the Lieutenant Governor of Bengal on the Mutinies as they affected the Lower Provinces under the Government of Bengal*, Calcutta, Bengal Hurkaru Press, 1858, p. 8.

⁶⁴⁵ "He was recommended to be cautious in so serious a matter as burning villages, which may be occupied by armed men without the consent or participation of the principal inhabitants." F. J. Halliday, *Minute by the Lieutenant Governor of Bengal on the Mutinies as they affected the Lower Provinces under the Government of Bengal*, Calcutta, Bengal Hurkaru Press, 1858, p. 8.

⁶⁴⁶ "the movement in Shahabad assumed all the dignity of a national revolt." *Ibid.*, p. 5.

⁶⁴⁷ "a situation in which the overreaching power structure of the state was suddenly threatened with collapse, designing men seized the main chance and sought to give direction to a natural disposition towards the violent release of social tensions." Eric Stokes, *The Peasant Armed, the Indian Revolt of 1857*, ed. Chris Bayly, New York, Clarendon Press- Oxford, 1986, p. 216.

considérable sur le reste de la population. Lors des troubles, les civils britanniques et européens avaient peur d'être attaqués par les mutins. Ils abandonnèrent alors leurs Bungalows et s'abritèrent dans des navires ou dans des bâtiments appartenant au gouvernement de l'Inde. Les agents de la Compagnie et les officiers tentèrent de convaincre les civils qu'ils les protégeraient des mutins. De son côté, la population autochtone était effrayée des représailles possibles. D'après Basudeb Chattopadhyay, dès que les chevaux des officiers britanniques s'approchaient de leurs villages ou de leurs maisons, près de Calcutta, les autochtones craignirent la mort. Les tensions s'accrochèrent lorsque des troupes britanniques supplémentaires rejoignirent les garnisons. Les villageois désespérés paniquèrent et soutinrent et aidèrent les Cipayes contre les régiments de la Compagnie. Pour eux, le gouvernement de l'Inde, avec le temps, les avait quasiment réduits en esclavage. Les artisans, les paysans, et même les élites trouvaient que les politiques adoptées les avaient rendus plus pauvres et que les Britanniques, qui se présentaient comme garants des intérêts et du progrès des autochtones, s'étaient finalement emparés de toutes les richesses de leur pays⁶⁴⁸. Enfin, l'expansion territoriale de la domination britannique et le renforcement de sa souveraineté sur une société de plus en plus paupérisée produisit une hostilité grandissante. D'ailleurs des milliers d'autochtones profitèrent de la révolte pour exprimer leur colère et montrer leur détermination à regagner leur liberté et leur dignité.

D'un point de vue religieux, les insurgés hindous et musulmans avaient leurs diverses raisons pour contrer le gouvernement de l'Inde et son pouvoir. Pour les Hindous, le gouvernement de l'Inde s'immisçait considérablement dans leurs pratiques religieuses et touchait en particulier à leur système de castes. Par contre, la classe dirigeante musulmane dépossédée cherchait, à travers le soulèvement, à rétablir la souveraineté musulmane en Inde⁶⁴⁹. Même si la grande révolte avait réuni les Musulmans et les Hindous contre les Britanniques, elle n'avait pas, à proprement parler, d'idéologie empruntée aux révolutions populaires. Les historiens indiens et britanniques divergent sur l'idéologie controversée de la révolte et sur son éventuelle cause commune ou sa dimension nationale. Quelques historiens nationalistes tels que Bankim Chandra Chattopadhyaya, Rajani Kanta Gupta et Vinayak

⁶⁴⁸ Basudeb Chattopadhyay, "Panic Sunday in Calcutta: 14 June 1857", in Sabyasachi Bhattacharya, ed., *Rethinking 1857*, New Delhi, Orient Longman, 2007, pp. 165-179.

⁶⁴⁹ "The Hindus joined the mutiny in protest against the interference by government with their caste and religion. The dispossessed Muslim ruling class at the same time sought to avail itself of the opportunity to establish Muslim sovereignty in India." Ritambhari Devi, *Indian Mutiny: 1857 in Bihar*, New Delhi, Chetana Publications, 1977, p. 110.

Damodar Savarkar⁶⁵⁰ la considèrent comme la première guerre d'indépendance indienne. Ranajit Guha et Eric Stokes⁶⁵¹ interprètent la révolte de 1857 comme une révolte des paysans indiens et lui attribuent un caractère politique donc une révolte populaire politisée. D'autres historiens tels que G. B. Malleson⁶⁵² maintiennent l'idée que la révolte ne comportait pas d'éléments caractéristiques des révoltes populaires à l'échelle nationale. En ce sens, les mutins ne possédaient pas d'objectif national unique, ni ne se définissaient par une religion commune. Par conséquent, l'influence religieuse était théoriquement absente, mais concrètement les deux religions s'unifièrent contre le gouvernement de l'Inde et sa religion chrétienne. Nous démontrons que cette révolte était l'expression du mécontentement religieux de tout un peuple contre les abus des politiques du gouvernement de l'Inde donc une révolte ou une guerre de religion.

Ce qui est saisissant concernant la grande révolte c'est son aspect populaire et religieux qui permit à la population indienne de résister puis de s'opposer frontalement au pouvoir britannique. Les autochtones, dépourvus de force militaire propre, avaient le pouvoir de la terre, du territoire, de l'appartenance à leur pays qui les rendait suffisamment prêts à défier cette domination étrangère qui durait depuis si longtemps. Mais la faiblesse militaire et logistique des mutins ne leur permit pas d'accomplir, à ce stade précoce, l'exploit de vaincre les britanniques et d'obtenir l'indépendance complète de leur pays. La puissance militaire britannique qui avait permis au pays de régner sur le monde entier et de vaincre ses adversaires européens, notamment la France, avait finalement anéanti cette révolte. Toutes les mesures nécessaires, y compris celle concernant la restriction sur la liberté de la presse, avaient été prises afin de protéger les intérêts économiques et militaires de la Compagnie. Comment cette Compagnie souveraine et si puissante avait pu fragiliser à ce point les bases sur lesquelles sa domination de l'Inde était établie ? Le principe majeur sur lequel la colonisation de l'Inde reposait était le libéralisme, c'est à dire, les principes des libertés individuelles, et de la démocratie, bien défendus en métropole. Cependant, impérialisme et libéralisme ne pouvaient s'accorder et entraînent en conflit direct dans le contexte particulier de la colonisation.

⁶⁵⁰ Vinayak Damodar Savarkar, *The Indian War of Independence of 1857 by an Indian Nationalist*, London, 10 May 1909. Vinayak Damodar Savarkar 'The Nationalist Spearhead', in Snigdha Sen, ed., *The Historiography of the Indian Revolt of 1857*, Calcutta, Punthi-Pustak, 1992.

⁶⁵¹ Ranajit Guha, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Durham, Duke University Press, 1999. Stokes, Eric, *The Peasant Armed, the Indian Revolt of 1857*, ed. Chris Bayly, New York, Clarendon Press-Oxford, 1986.

⁶⁵² G. B. Malleson, *The Indian Mutiny of 1857*, London, Seeley and Co., 1891.

Outre le problème relatif à la graisse animalière recouvrant les cartouches qui avait constitué l'amorce du soulèvement, la présence militaire britannique grandissante dans tous les pays associée à la récente annexion de l'Oudh avaient approfondi le ressentiment des autochtones contre le gouvernement de l'Inde. Pour les Britanniques, maîtriser la 'mutinerie' justifiait une occupation militaire encore plus soutenue pour réprimer les agissements des rebelles musulmans et hindous. Le fossé entre les Britanniques et les Indiens s'était ouvert à tout jamais⁶⁵³.

A la fin des années 1850, la Compagnie, avec ses deux siècles et demi d'existence, le commerçant et le souverain du sous-continent, était devenue incapable de gouverner l'Inde britannique qui, comme nous l'avons vu passa sous le contrôle direct (*Direct Rule*) de la Couronne après la grande révolte de 1857. La révolte des Cipayes de 1857 était unique parce que nous y retrouvons une combinaison de tous les aspects caractérisant les soulèvements sporadiques précédents, mais cette fois sur une échelle bien plus étendue, ce qui inquiéta considérablement le gouvernement colonial. La redoutable armée de la Compagnie avait réussi à mettre fin à la révolte des Cipayes, mais aussi des paysans, des artisans et des élites désespérés, avec l'aide décisive des soldats *sikhs*. Même si la grande révolte échoua en raison de la grande dissymétrie des forces en présence qui finit par donner l'avantage au pouvoir colonial, elle n'en constitua pas moins un prélude au mouvement nationaliste indien qui finit par obtenir l'indépendance de l'Inde en 1947.

4.3. Les limites de l'occidentalisation

Lorsque les Britanniques s'installèrent en Inde dans les territoires conquis ou annexés, leur projet impérial, mené par des hommes politiques ou des militaires tels que Warren Hastings, Lord Cornwallis, Thomas Munro et Thomas Babington Macaulay se centrait sur des exigences réformistes partiellement ou entièrement imposées à la population autochtone. Ces 'ambassadeurs' britanniques incarnant l'Occident moderne avaient une "mission civilisatrice" à l'aune de celle de la France où cette expression même fut originellement adoptée⁶⁵⁴. Dans le contexte de l'empire britannique, la "mission civilisatrice" consistait à moderniser,

⁶⁵³ "Men cannot at will cast aside the recollection of those times when all was doubt and confusion and dismay; when a great fear was their companion, day and night" G. O. Trevelyan, *Cawnpore*, London, 1865, pp. 283-304.

⁶⁵⁴ « L'impérialisme britannique au XIXe siècle : la mise en œuvre de l'esprit colonial », Chapitre 3, Philippe Chassaing, *La Grande-Bretagne et le monde : De 1815 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2009, pp. 80-114.

occidentaliser, évangéliser et conduire les autochtones vers les normes sociales et culturelles européennes. La domination britannique de l'Inde était alors considérée comme civilisatrice et porteuse de progrès. Pour ce faire, le discours *whig* réformiste fut élaboré à partir des principes de l'universalisme des nouveaux mouvements évangéliques et philanthropiques des missionnaires et des abolitionnistes, en particulier sur l'abolition de l'esclavage, agitant la métropole à l'Age de la réforme. En matière de réformes, le système parlementaire britannique était bien loin du radicalisme révolutionnaire républicain français, inspiré de la philosophie des Lumières. Ce système réformiste du *Whiggisme* se considérait comme le meilleur des modèles d'administration possibles pour gouverner les territoires et les communautés indiennes⁶⁵⁵. La société indienne devait subir un processus de transition intégral allant jusqu'à la remise en question du système des castes, si ancré dans la culture hindoue et la grande interférence avec les coutumes et religions locales en vue d'une conversion religieuse massive.

Les principes libéraux avec lesquels les Whigs se distinguaient dans leurs politiques en métropole, essentiellement en introduisant des réformes pour aboutir à une société démocratique, n'étaient néanmoins, pas transposables à l'Inde⁶⁵⁶. L'administration indienne permit aux Whigs d'accomplir plutôt la fonction de colonisateur au détriment du rôle présumé de réformateur. Plus tard, Gladstone contesta l'idée que la démocratie, telle que les Britanniques la connaissaient en métropole, puisse être transplantée dans une société non-chrétienne et il insista sur le fait qu'on ne pouvait accorder aux Indiens de 'liberté illimitée' dans sa politique coloniale.

Depuis le XVIII^{ème} siècle, la Compagnie n'avait cessé d'accroître son influence, son contrôle et sa souveraineté sur le territoire indien. La montée en puissance de la Compagnie s'était effectuée au détriment du pouvoir royal moghol alors affaibli. Par conséquent, la Compagnie réussit à contrôler toutes les sources de revenus du pays, allant jusqu'à dominer son commerce, son système fiscal, militaire et politique : un système que C. A. Bayly

⁶⁵⁵ "And they (the Petitioners) feel complete assurance that the more attention is bestowed and the more alight thrown upon India and its administration, the more evident it will become that the government in which they have borne a part has been not only one of the purest in intention, but one of the most beneficent in act, ever known among mankind" J.S. Mill, *Memorandum on the Improvements in the Administration of India during the Last Thirty Years and the Petition of the East India Company to Parliament*, London, W.M. H. Allen & Co. 7, Leadenhall Street, 1858, p. 115.

⁶⁵⁶ "Liberal principles were all very well for an independent nation but must be abandoned even by Liberals when ruling another people." David Gilmour, *The Ruling Caste, Imperial Lives in the Victorian Raj*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005, p.22.

qualifiait de ‘militaire et fiscal’ (*The fiscal-military State*)⁶⁵⁷. Burton Stein confirma l’idée défendue par Bayly en se référant, plus particulièrement, à l’Inde du sud⁶⁵⁸. Dans son ouvrage récent, Philip Stern la qualifie plutôt de *Company-State* ou ‘d’État Compagnie’⁶⁵⁹. Par ailleurs, Anand A. Yang souligne le rôle majeur de l’élite indienne dans les provinces de Bénarès et du Bihar pour véhiculer la domination britannique en fournissant des services en tant que collecteurs d’impôts, voire d’agents de renseignement au service de l’armée de la Compagnie⁶⁶⁰. Mohan Lal fut le serviteur des Britanniques par excellence, en particulier dans la médiation qu’il effectua auprès des Afghans⁶⁶¹. Rudrangshu Mukherjee, quant à lui, définit autrement l’*East India Company*, comme ayant le monopole de la violence. Pour lui, la domination britannique de l’Inde s’apparentait à une autocratie⁶⁶².

L’idée de l’occidentalisation de l’Inde fut très controversée dans tous les domaines de réformes suggérées et introduites par le gouvernement de l’Inde. Les années 1820 furent animées par des débats naissants mais polarisés, au sein de la Compagnie, se focalisant sur la légitimité de l’occidentalisation de la colonie. Les changements sociaux que connut l’Inde durant la première moitié du XIX^{ème} siècle eurent un effet considérable sur les autochtones. La majorité des Indiens étaient convaincus que le colonisateur les exploitait. Seule une minorité bénéficiait de l’enseignement de l’anglais qui avait progressivement remplacé le Persan que les élites maîtrisaient. En effet, l’extension du pouvoir de la Compagnie dans plusieurs régions du sous-continent facilita la campagne d’anglicisation et de christianisation puisque, dans les écoles fondées par des missionnaires, la Bible était enseignée.

Les réformistes anglicistes réussirent à changer partiellement l’Inde dans le domaine de l’éducation par exemple, parce qu’ils étaient nombreux et répartis dans tous les services administratifs du pays. On les retrouvait en tant qu’évangélistes influents au sein de la Compagnie et de son armée, en tant que partisans du libre-échange dans le commerce, et en tant que réformistes au sein des différentes administrations et conseils du gouvernement de

⁶⁵⁷ Christopher Alan Bayly, “The British Military-Fiscal State and Indigenous Resistance: India, 1750-1820”, in Lawrence Stone, ed., *An Imperial State at War: Britain from 1689 to 1815*, London, Routledge, 1994, p. 322.

⁶⁵⁸ B. Stein, “State Formation and Economy Reconsidered”, *Modern Asian Studies*, vol. 19, N° 3, 1985, pp. 387-413.

⁶⁵⁹ Philip Stern, *The Company-State, Corporate Sovereignty and the Early Modern Foundations of the British Empire in India*, New York, Oxford university Press, 2011, 300 p.

⁶⁶⁰ Anand A. Yang, *The Limited Raj: Agrarian Relations in Colonial India, Saran District, 1793-1920*, Berkeley, University of California Press, 1989, p. 6.

⁶⁶¹ Michael H. Fisher, “Mohan Lal Kashmiri (1812-77), An initial student of Delhi English College”, in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, pp. 232-260.

⁶⁶² R. Mukherjee, “Satan Let Loose upon Earth : the Kanpur Massacres in India in the Revolt of 1857”, *Past and Present*, n° 128, 1990, pp. 92-117.

l'Inde. Le succès de l'Université de Delhi, *Delhi College*, auprès des élites indienne de la ville de Delhi était toutefois remarquable et ce depuis que le jeune Charles E. Trevelyan, alors assistant du Résident de Delhi, ait été désigné membre du comité du *College* en 1828. Ces élites furent attirées par le nouveau programme qu'offrait cet établissement : un parcours unique, promettant, dans une conception radicale, le changement et la modernisation de la société traditionnelle du sous-continent. Avec l'aide de Trevelyan, J. H. Taylor, à la fois président du comité du *College* et son surintendant, mit en place un projet d'enseignement nouveau et avancé, une première dans la ville de Delhi, introduisant la langue et la littérature anglaises pour les étudiants qui, pour lui, pourraient ainsi s'angliciser en travaillant plus tard pour et en progressant au service des Britanniques⁶⁶³. La branche anglaise du *College* accueillait initialement des garçons qui constituaient l'élite de Delhi, puis les filles s'y inscrivirent progressivement. En outre, l'établissement devait, selon J. H. Taylor et Charles E. Trevelyan être à la tête de tout un réseau d'enseignement occidental et oriental reliant tous les établissements régionaux situés aux alentours de Delhi.

Bien que les élites indiennes anglicisées fussent le parfait exemple réussi de la campagne d'anglicisation menée par les réformistes *whigs*, telle la classe d'intermédiaires voulue par Macaulay, elles n'étaient pas pour autant occidentalisées. Ces élites étaient très attachées à leur culture locale⁶⁶⁴. Les diplômés s'habillaient, mangeaient, et vivaient comme leurs parents, leurs ancêtres et les membres de leurs communautés. Les divergences culturelles et religieuses entre l'Inde et la Grande-Bretagne ne permirent pas, en effet, d'angliciser, d'évangéliser et d'occidentaliser entièrement les autochtones. Dans son ouvrage, *the Making and Unmaking of British India*, Lawrence James dévoile le grand écart intellectuel entre les Britanniques et les Indiens. Ces derniers étaient, selon lui, particulièrement attachés à leurs croyances traditionnelles⁶⁶⁵. La confrontation entre deux cultures non seulement différentes mais totalement opposées donna naissance à de profonds antagonismes. Alors que les deux communautés musulmane et hindoue cohabitaient depuis des siècles malgré leurs différences, la présence politique, militaire et religieuse des Occidentaux en Inde créa un grand choc de civilisations et de cultures entre Orient et Occident. Ce choc culturel, accentué

⁶⁶³ Michael H. Fisher, in Margrit Pernau, *op. cit.*, p. 232.

⁶⁶⁴ "Both in Delhi and Lucknow, the old culture did not vanish despite colonial rule's intrusive role." Mushirul Hasan, "Maulawi Zaka Ullah, Sharif Culture and Colonial Rule", in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, pp. 261-298.

⁶⁶⁵ "The Hindus' attachment to their ancient cosmography was a well-known example of their stubborn refusal to open their minds to the revelations of modern science and reason", Lawrence James, *The Making and Unmaking of British India*, New York, St. Martin's Griffin, 1997, p. 173.

par l'arrogance et le 'racisme' des Britanniques à l'égard des autochtones, allait perturber l'ordre sociopolitique indien stable et inchangé depuis l'époque de l'empire moghol. En outre, à ce 'racisme' se rajoutait une dimension de supériorité, articulée principalement sur l'appartenance supposée à une culture plus développée et particulièrement à la religion protestante. Charles Metcalfe incarnait cette vision en montrant son exaspération de devoir servir son pays dans cette colonie et œuvrait pour permettre aux missionnaires de s'y implanter⁶⁶⁶. William Darlymple fournit d'autres exemples de ces *White Mughals*, les hauts fonctionnaires britanniques en Inde, en décrivant comment après Metcalfe, le Résident Francis Hawkins était hautain, arrogant et méprisant à l'égard de la population indienne⁶⁶⁷.

Quelques gouverneurs et réformistes bienveillants et visionnaires tels que J. Malcolm et Lord Auckland, avaient mis en garde leurs concitoyens contre un éventuel effondrement de tout l'empire britannique en Inde. Pour eux, cela pouvait bien arriver un jour, étant donné l'indifférence générale du gouvernement de l'Inde vis à vis de la condition de vie des autochtones et, en particulier, son interférence grandissante dans leurs coutumes religieuses en coordination avec les missionnaires. Auckland n'était pas très enthousiaste quant à la mise en place de réformes anglicisantes imposées à la société indienne. Il expliqua sa position à J. Hobhouse dans une de ses lettres alors qu'il côtoyait des soldats autochtones dans une garnison près de Ludhiana⁶⁶⁸. D'après Auckland, la remise en cause des cultes, des religions et des coutumes locales aurait des répercussions énormes, et pourrait donner lieu à des réactions violentes de la part de la population indienne envers les Britanniques. John Malcolm

⁶⁶⁶ "Between 1811 and 1826, Metcalfe had wholeheartedly embraced the new Evangelical Christianity and comprehensively fallen out of love with India, which he described as 'joyless and vexatious': it was not, he said, 'the Country of my choice', but only 'the region in which my Lot has been cast'. He agitated to allow missionaries greater access to the Indian population and openly made it clear that he believed 'every native of India' to be 'more or less dishonest'. Among his colleagues, it was rumoured that his views were in fact more jaundiced still and that in truth 'Metcalfe hated natives' and that he kept 'as much aloof from them as possible'." Thompson, *The Life of Charles Lord Metcalfe*, pp. 114-252, Charles Metcalfe to Lord W. Bentinck, Barrackpore, 27 December 1835, Pitman to Henry Russell, reprinted in Indian Archives, vol. viii, July-December 1954, 12:31, in William Darlymple, "Transculturation, Assimilation, and its Limits: the Rise and Fall of the Delhi White Mughals 1805-57", pp. 60-101, in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, p.86.

⁶⁶⁷ "The resident who followed Metcalfe, Francis Hawkins, took a similar approach; indeed he behaved so rudely to the emperor –refusing to stand in the empress' presence, turning down a gift of flowers from the heir apparent, and refusing to accept shuquas [official missives] from anyone but the hands of the emperor himself – that he had to be removed from his post. The brief love affair was now over. The British were now fast heading down the road towards 1857." *Ibid.*, p.86.

⁶⁶⁸ "My firm belief is that laws and proclamations and violent interference will do mischief if they should be directly levelled at any one of the domestic habits to which this people is attached. They would irritate one party and would not be understood by the other." Private Letter from Auckland to Hobhouse, Camp near Loodiana, November 15, 1838, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII, *Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839*, Additional Manuscript, 36473, F. 343.

prit en considération le risque qu'un jour le gouvernement de l'Inde serait menacé et finirait par disparaître en raison de ses politiques fiscales, expansionnistes et militaires excessives⁶⁶⁹.

Néanmoins, le personnel travaillant pour la Compagnie n'avait pas pris ces avertissements au sérieux. Pourtant, une rupture dans les relations entre les Britanniques et la population autochtone résultant des réformes trop anglicisantes et occidentalistes était bien possible : la révolte des Cipayes et du reste de la population en fut la traduction la plus évidente. Au Parlement, J. S. Mill défendit la Compagnie et s'opposa à son abolition en indiquant les complexités de gouverner directement des territoires si immenses que ceux du sous-continent. Dans sa défense de la Compagnie et du gouvernement de l'Inde, J. S. Mill considéra que la loyauté et le soutien fournis aux Britanniques par les dirigeants des états princiers constituaient une preuve incontestable que les réformes *whigs* introduites en Inde étaient réussies puisque que ces derniers ne se révoltèrent pas contre l'administration coloniale britannique :

And here your Petitioners think it important to observe, that in abstaining as they have done from all interference with any of the religious practices of the people of India, except such as are abhorrent to humanity, they have acted not only from their own conviction of what is just and expedient, but in accordance with the avowed intentions and express enactments of the Legislature, framed "in order that regard should be had to the civil and religious usages of the natives" should be conducted according to such rules as "may accommodate the same to the religion and manners of the natives." That their policy in this respect has been successful, is evidenced by the fact, that during a military mutiny, said to have been caused by unfounded apprehensions of danger of religion, the heads of the native states, and the masses of the population, have remained faithful to the British Government⁶⁷⁰.

En revanche, ce que J. S. Mill ignorait, comme d'ailleurs la totalité du personnel administratif de la Compagnie travaillant en métropole, c'était que le reste de la population indienne, y compris les élites s'insurgèrent justement en raison des réformes et des politiques sociales et religieuses qui s'immiscèrent dans les traditions et les usages coutumiers des

⁶⁶⁹ John Malcolm, *op. cit.*, p. 129.

⁶⁷⁰ J. S. Mill, *Memorandum on the Improvements in the Administration of India during the Last Thirty Years and the Petition of the East India Company to Parliament*, London, WM. H. Allen & Co. 7, Leadenhall Street, 1858, p. 117.

communautés indiennes. Contrairement à ce que J. S. Mill pensait de l'impartialité du gouvernement de l'Inde vis à vis des autochtones et de leurs religions, les réformes religieuses et sociales entreprises attestèrent de la volonté du gouvernement colonial et de ses collaborateurs bénévoles, les missionnaires, d'évangéliser les autochtones et ce fut la raison principale de leur révolte.

Le Colonel Sleeman qui réussit à mettre fin aux crimes du *thuggisme*⁶⁷¹ avait toujours respecté la culture orientale. Il était tellement attiré par les coutumes et les religions des autochtones qu'il leur dédia un ouvrage intitulé *Souvenirs et Anecdotes d'un fonctionnaire aux Indes*⁶⁷². En effet, il mit en garde le gouverneur général, Lord Dalhousie contre ses politiques expansionnistes excessives, notamment son interférence dans les coutumes hindoues comme la non-reconnaissance de l'adoption d'héritiers au trône. La politique excessive d'annexions successives menées par Dalhousie selon sa doctrine de la déshérence (*Doctrine of Lapse/escheat*) pouvait s'expliquer par un besoin de compenser le déficit financier du gouvernement de l'Inde. Ce choix politique qui remettait radicalement en cause les traités de la Compagnie avec des états princiers voisins permit de garantir une source de revenu temporaire, mais engendra de nombreux clivages sociaux ainsi qu'un fort ressentiment populaire.

Le projet d'occidentalisation, voire l'obsession britannique d'occidentaliser les indiens n'avait pu aboutir. Il arriva clairement à sa fin avec la grande révolte de 1857. L'échec des réformes *whig* dans une tentative d'anglicisation massive de la population indienne, comptant plus de 150 millions de personnes à cette date marqua la fin de l'expérience libérale et secoua considérablement l'emprise de la Compagnie et le pouvoir colonial du gouvernement de l'Inde.

4.3.1. Echec des réformes *whigs*

Les réformes *whigs* échouèrent à transformer la société indienne en une nation chrétienne, moderne et libérale à l'aune de la société anglaise. Les réformistes *whigs* réussirent, selon maints historiens britanniques, à transformer la société autochtone notamment en constituant une classe d'intellectuels cultivés et fascinés par l'Occident. Charles Grant, T. B. Macaulay et Charles Edward Trevelyan fournirent la rhétorique avec l'influence cruciale d'une nouvelle science, celle de l'économie politique. Sur la question de

⁶⁷¹ Cf. voir section 3.3.2. Abolition du thuggisme, p. 146.

⁶⁷² W. H. Sleeman, *Rambles and Recollections of an Indian Official*, London, J. Hatchard and Son, 1844, 478 p.

l'éducation indienne et l'argument linguistique angliciste, Lynn Zastoupil affirme que la comparaison angliciste de l'anglais au latin et au grec ne constituait pas une référence solide parce que les contextes sociaux et culturels respectifs de l'Inde et de la Grande-Bretagne étaient alors très différents, voire incompatibles⁶⁷³. L'argument de T. B. Macaulay laissait entendre que même pour les Anglais, le latin et le grec leur étaient initialement étrangers comme l'était l'anglais pour les autochtones du sous-continent et cela n'avait pas empêché les Britanniques de se développer à l'époque de la Renaissance, d'où l'importance, selon lui, pour les autochtones de se mettre à l'apprentissage de la langue anglaise. En outre, l'argument commercial inhérent du libre-échange s'appuyait sur l'importance de la langue anglaise dans les échanges commerciaux dans le sous-continent ainsi qu'entre les colonies de l'empire. Ainsi, les intérêts commerciaux britanniques renforcèrent le besoin de mettre en œuvre les réformes linguistiques prônées par les Whigs.

En tant que précurseurs des réformes libérales au sein de la société indienne, T. B. Macaulay et Ram Mohan Roy eurent un rôle majeur dans l'imprégnation de la rhétorique *whig* affirmant que les langues orientales telles que le sanscrit, l'ourdou et le persan étaient inutiles. En dépit de l'usage répandu de la langue persane en Inde, la langue anglaise était devenue la langue préférée des jeunes élites indiennes inscrites dans les établissements scolaires. J. S. Mill et H. Wilson soutenaient l'argument encourageant l'enseignement en langues vernaculaires. Afin de montrer les autochtones que le colonisateur respectait bien leurs traditions linguistiques, selon J. S. Mill, ces langues devaient être obligatoirement enseignées. J. S. Mill dédia une dépêche, destinée au gouvernement de l'Inde, sur son objection aux politiques éducatives anglicisantes adoptées par Bentinck, mais cette dépêche n'arriva jamais jusqu'au gouverneur général en raison de la forte opposition de John Hobhouse, le président de la commission de contrôle alors soucieux de voir les réformistes de tendance orientaliste reprendre le dessus.

L'association des intérêts économiques aux politiques réformistes du gouvernement de l'Inde, dans l'enseignement et dans le commerce, notamment au début du XIX^{ème} siècle fut acceptée d'emblée par les élites et les marchands autochtones. La langue anglaise, prônée par les réformistes libéraux, occidentalistes et anglicisants, permit alors un accès direct aux diverses publications de journaux et écrits des sociétés modernes. Les réformistes *whigs*

⁶⁷³ Lynn Zastoupil, *op. cit.*, p. 35.

réussirent à changer partiellement l'Inde au niveau de l'éducation par exemple, parce qu'ils étaient nombreux et répartis partout dans l'administration du pays.

En ce qui concerne les réformes juridiques, la Compagnie permit aux réformistes *whigs* tels que Macaulay de léguer un système juridique complexe. En 1849, J. D. Bethune succéda à T. B. Macaulay au Conseil suprême. Il entama un projet réformiste révolutionnaire permettant aux juristes et magistrats autochtones de collaborer avec les juges britanniques dans les affaires criminelles, jusque là assurées exclusivement par des magistrats britanniques. La réaction des expatriés britanniques qui refusaient d'être à la merci d'un magistrat indiens avait été très vive, dévoilant un mépris profond envers les autochtones qui, pour eux, n'étaient que des colonisés de rang inférieur. Le groupe d'intellectuels militants « Jeunes Bengale » (*Young Bengal*, cf. p. 261) se mobilisa contre ce système colonial injuste et particulièrement 'raciste'. Par conséquent, ils commencèrent à reconsidérer leur fascination pour l'Occident. En effet ce questionnement qui prit une dimension identitaire naquit face à cette fronde menée par des résidents britanniques, considérés par les Indiens comme 'racistes', vis à vis de la réforme juridique proposée. Lorsque le meneur de cette opposition à l'introduction des juges indiens dont on ne connaît pas le nom, fut interrogé par un Indien sur les raisons pour lesquelles il refusait d'admettre cette réforme de la justice, il lui expliqua que 'les colonisés' comme les Indiens ne méritaient pas les privilèges réservés aux Britanniques, qui eux, appartenait à une nation jouissant de la démocratie issue de la *Magna Carta* et du *Bill of Rights*⁶⁷⁴. Ces propos choquèrent les intellectuels autochtones qui réalisèrent que les principes démocratiques qu'ils avaient étudiés dans les écoles anglaises ne s'appliquaient pas à eux. L'éducation occidentale les avait aliénés dans leurs communautés et les avait infériorisés à l'égard des Britanniques. Ce sentiment d'infériorité et de soumission renforça les hostilités entre les autochtones et le colonisateur. Après le retrait du projet de loi qui aurait pu établir une certaine justice à l'égard des élites indiennes, ces dernières devinrent conscientes de la propagande britannique destinée à les occidentaliser et repensèrent la politique coloniale. Ils se méfièrent davantage de l'idéal de l'occidentalisation⁶⁷⁵. Ainsi, l'impérialisme implanté par le biais de l'éducation indienne irritait les personnes cultivées de la société autochtone, qui,

⁶⁷⁴ "Considered politically, my sable friend, our right to be well-governed does not rest on the same basis. You are one of a conquered race, who have no original and strictly political right to be well-governed. You are at the mercy of your conquerors. But I am one of a nation who have their right guaranteed by such things as *Magna Carta*, the *Bill of Rights*, the *Act of Settlement*, and a few other conditions" Theodore Koditschek, *op. cit*, p. 266.

⁶⁷⁵ "When the Government withdrew Bethune's bill, when even Macaulay remained silent about this repudiation of his principles, *Young Bengal* had to face the prospect that anglicization might be a dangerous and untenable ruse." Theodore Koditschek, *op. cit*, p. 267.

avec les quelques Orientalistes voulaient maintenir les traditions linguistiques locales dans l'enseignement⁶⁷⁶.

Macaulay comptait sur les élites ayant bénéficié d'une éducation anglaise pour véhiculer le développement et le progrès de l'Inde. Cependant, l'accentuation du 'racisme' dans la société indienne suscita la prise de conscience des élites *brahmaniques* et *bhadra lok*, devenues solidaires du reste des autochtones. Avec la montée des clivages culturels, ces élites conçurent une vision patriotique et nationaliste privilégiant leur identité culturelle orientale plutôt que la culture occidentale. Bien que ces intellectuels aient été formés en anglais et fascinés par la culture et les savoirs occidentaux, ils préféraient encore leur propre culture à celle importée par les Britanniques. Les Musulmans et les Hindous étaient fiers et leur fierté était liée à leur identité culturelle et religieuse.

Le conflit culturel s'accrut avec les événements de la grande révolte et donna naissance à un sentiment de fierté, voire à un nationalisme précoce sous la domination britannique. En effet, les élites se sentaient trahies par les Britanniques, qui leur avaient fait miroiter le progrès social, économique et culturel, alors qu'en réalité ils les assujettissaient et appauvrirent leur pays. Pour ces élites, les liens entre les Britanniques et les autochtones demeuraient ceux d'un colonisateur et de son colonisé. Ce n'était donc pas une relation fondée sur des intérêts communs, mais plutôt sur la souveraineté britannique reposant sur l'assujettissement général des autochtones et l'interférence de réformistes évangélistes dans leurs religions.

Le prosélytisme des évangéliques fut pointé par les opposants du gouvernement de l'Inde comme la raison principale derrière la révolte de 1857. La révolte marqua un tournant historique dans la politique coloniale britannique dans le sous-continent. Après des décennies de libéralisme pensé et mis en place par des Whigs, place fut donnée au conservatisme encouragé de plus en plus par la reine Victoria, son époux Albert et les Tories. L'échec des Whigs à transformer la société indienne en une société moderne et développée avait montré que leurs prétentions à vouloir améliorer les institutions et la culture des autochtones à travers des réformes imposées n'étaient qu'un leurre puisqu'elles ne servaient finalement que leurs propres intérêts, selon les Tories et les Whigs conservateurs.

Henry Summer Maine fut très critique de la vision libérale de l'empire et de l'impérialisme libéral des Whigs. Il considérait l'introduction de réformes *whigs* ayant pour

⁶⁷⁶ "I cannot conceive what harm there could be to allow that Natives to be taught in their own languages." Sen to Wilson, 15 August 1839, India Office Records, H. H. Wilson Collection, Mss. Eur. E303/4, ff. 86-7. Lynn Zastoupil, *op. cit.*, p.40.

objet de moderniser et civiliser progressivement les autochtones comme la raison principale de la décadence institutionnelle et de la crise en Inde, qui n'était qu'une simple société rurale. Selon cette argumentation, la société indienne n'était pas assez industrialisée pour pouvoir subir des changements radicaux via les réformes *whigs* copiées sur ce qui se passait alors en métropole. Dans cette conception de l'évolution des sociétés, ce que les Whigs avaient réalisé en trois décennies en métropole, ne pouvait être mis en place en Inde qu'en termes de siècles. Au lieu d'imposer des règles et des lois étrangères aux Indiens, il fallait au contraire exploiter les structures organisationnelles locales et les gérer en fonction des usages coutumiers des villages et des communautés indiennes.

Contrairement aux théories anthropologiques spéculatives des philosophes et penseurs des Lumières écossaises tels que D. Hume, A. Smith et A. Ferguson, H. Maine tenta de fournir dans ses études comparatives des preuves historiques montrant que la loi et la propriété dans les sociétés européennes anciennes ainsi que dans la société indienne de l'époque fonctionnaient plutôt via des usages coutumiers et non en fonction de législations édictées par des gouverneurs étrangers. Il critiqua la vision orientaliste et la pratique juridique des juges britanniques en Inde s'appuyant sur des textes canoniques, dont la loi *brahmanique*, qui demeuraient abstraits et loin de la réalité villageoise. Il exploita les archives ethnographiques indiennes sur les pratiques courantes des systèmes de règlements sociaux intrinsèques à la vie quotidienne dans les villages, dans les communautés et dans les clans. Ainsi, pour Maine, les sociétés subissaient des transformations douces et naturelles, évoluant d'un état d'usages coutumiers à un état de contrats⁶⁷⁷ et ne pouvaient pas supporter l'imposition de réformes radicales immédiates parce que ces dernières pouvaient être désastreuses sur le long terme.

La critique de l'impérialisme libéral et de la vision libérale et utilitariste de l'empire britannique en Inde proposée par Maine d'après les fondements théoriques de son étude anthropologique s'inscrit dans la vision évolutionniste de l'histoire et de l'évolution sociale. Dans le contexte indien, Maine pensait que le système de propriété local fondé sur les liens de parenté risquait de disparaître dans les communautés indiennes en raison des lois étrangères imposées via les systèmes de règlements et de contrats. Ces lois utilitaristes redéfinissaient la notion de propriété en Inde : elles inventèrent un nouveau type de propriétaires terriens en dépossédant les propriétaires légitimes et imposèrent la propriété privée réglementée. Dans ce

⁶⁷⁷ Partha Chatterjee, *The Black Hole of Empire, History of A global Practice of Power*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2012, pp. 213-214.

contexte, on rappelle que les réformes introduites sous Cornwallis détruisirent le système de propriétés communales traditionnel en créant et en attribuant des titres de propriété aux non-propriétaires : « *Traditional Society, a complex whole consisting of the structurally balanced sum of their parts, faced imminent collapse.* »⁶⁷⁸. Il fallait laisser les évolutions sociales se développer progressivement au lieu d'imposer d'une manière radicale et intrusive le pouvoir étranger d'un impérialisme libéral capitaliste. Maine critiqua également la théorie de K. Marx sur le mode de production asiatique qui ne correspondait pas, selon lui à la structure sociale indienne⁶⁷⁹. Dans sa vision, Maine voulut limiter l'interférence étrangère et simplement protéger la structure et l'intégrité sociale en Inde et non pas la transformer « artificiellement » à l'aune des intentions civilisatrices des Whigs par le biais de leurs réformes⁶⁸⁰.

Le discours critique des réformes occidentalistes proposé par H. Maine sur l'Inde ne doit pas être considéré comme altruiste. Il ne faut pas négliger que dans son approche comparative sur les sociétés et leur évolution, il soulignait la supériorité de l'Europe vis à vis des sociétés anciennes, traditionnelles et non développées telles que la société indienne. L'Occident moderne, selon lui, devançait considérablement l'Inde, qui occupait pourtant une position spécifique sur l'échelle universelle de l'évolution des sociétés avec son intégrité sociale et communautaire. Les institutions occidentales modernes étaient, pour lui, bien supérieures et bien meilleures dans la stratification évolutionnaire des sociétés. Ainsi, Maine se positionnait parmi les évolutionnistes qui maintenaient et défendaient la suprématie britannique à l'égard des autochtones, des colonies et même des autres nations. Le fossé culturel entre les Britanniques et les Indiens était tellement profond qu'il était absurde de songer à une transformation totale de la société indienne.

Des historiens indiens s'interrogèrent sur les raisons même de ces réformes. Les réformes *whigs* furent imposées aux autochtones pour les sortir de l'idolâtrie et leur apprendre à vivre comme des êtres « civilisés », ce qui sous-entendait la suzeraineté britannique. Radhika Singha souligne qu'à la campagne sur la suppression du thuggisme, sous l'administration de William Bentinck, se mêlait une politique hégémonique, issue d'une

⁶⁷⁸ Partha Chatterjee, *op. cit.*, p. 214.

⁶⁷⁹ *Ibid.*, p. 213.

⁶⁸⁰ H. S. Maine, *Village-Communities in the East and the West : Six Lectures Delivered at Oxford* (1876), in Karuna Mantena, *Alibis of Empire : Henry Maine and the Ends of Liberal Imperialism*. Princeton, NJ, Princeton University Press, 2010, pp. 144-145.

rhétorique de réformes autoritaires bien évidente⁶⁸¹. La vision colonialiste n'avait cessé de mettre en avant les réformes comme le seul remède possible à la barbarie où baignait la société indienne. Le Conseil des directeurs n'avait évidemment pas assez d'information sur l'évolution de la suppression du thuggisme : les directeurs se contentaient de dicter la façon de procéder à l'arrestation des thugs en ignorant l'atrocité du crime. Le principe de condamnation des thugs mettait l'accent sur le recueil de preuves de la participation des thugs aux crimes et au déroulement des meurtres⁶⁸². En effet, il n'y avait pas de réglementations sur les crimes du thuggisme, d'où leur propagation dans le sous-continent. Cependant, R. Singha postule que l'expansion territoriale et militaire de la Compagnie constituait l'une des raisons pour lesquelles la pratique du thuggisme s'était répandue. Les thugs se faisaient passer pour des soldats à la recherche d'emplois et attaquaient des passants sur les routes de l'Inde centrale. Ainsi, le thuggisme peut être considéré comme une forme de protestation menaçant la stabilité politique et la sécurité voulues par le gouvernement de l'Inde.

Les Britanniques devaient se montrer utiles dans leur administration de l'Inde qu'ils avaient, selon eux, retrouvé dans une situation chaotique suite à la désagrégation de l'empire moghol. La domination britannique avait ses propres stratégies pour réussir dans ses objectifs et arriver à ses fins. Le meilleur outil unanimement approuvé chez les Britanniques et reconnu par les intellectuels autochtones pour parvenir à maintenir cette hégémonie occidentale d'une manière douce mais sûre était celui des réformes, en particulier celles concernant l'enseignement. La question de l'éducation indienne avait fait de T. B. Macaulay une figure publique surpassant en notoriété des gouverneurs généraux tels que Bentinck⁶⁸³. Les Whigs étaient les amis des banquiers et des détenteurs de fonds, mais cette relation confortable irritait les Tories qui trouvaient que les Whigs étaient allés trop loin avec leurs politiques interventionnistes en abolissant certains rites hindous et en interférant dans les religions indiennes ainsi que dans l'anglicisation de l'enseignement des autochtones.

Le plus flagrant des paradoxes de la domination britannique était le conservatisme avec lequel la Compagnie entama sa domination de l'Inde. En d'autres termes, à partir de la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle, la Compagnie se voulait respectueuse des traditions indiennes dans ses politiques, mais les réformes mises en place pendant la première moitié du

⁶⁸¹ Radhika Singha, "‘Providential’ Circumstances: The Thuggee Campaign of the 1830s and Legal Innovation", *Modern Asian Studies*, vol. 27, n°1, Special Issue: How Social, Political and Cultural Information Is Collected, Defined, Used, and Analyzed, February 1993, p. 88.

⁶⁸² Extract Letter from the Court of Directors, 28 November 1832, Home Department, India Office Records.

⁶⁸³ Kumar, Deepak, *Science and the Raj: A Study of British India*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, p. 113.

XIX^{ème} siècle s'inscrivaient au contraire dans un radicalisme réformiste *whig* ciblant en particulier les coutumes hindoues et visant l'éradication de ces dernières, selon les intellectuels indiens orthodoxes. Cependant, dans une société aussi conservatrice que l'Inde, les autochtones résistèrent et ripostèrent sans cesse, d'où l'échec de ces réformes sociales et religieuses. L'excès des mesures d'anglicisation fut contre-productif et les réformes économiques et fiscales furent excessivement préjudiciables.

A partir de la fin du XVIII^{ème} siècle, selon les nationalistes indiens, la Grande-Bretagne avait mené une entreprise de destruction du commerce indien. Avec les politiques fiscales du gouvernement de l'Inde, l'économie indienne était ruinée. L'imposition des paysans, notamment par le biais de la taxe foncière, qualifiée par C. A. Bayly de mesure inflexible⁶⁸⁴, fut à l'origine de leur paupérisation. Les nationalistes insistèrent sur la destruction de l'économie indienne par les Britanniques. En revanche, les Britanniques dissimulaient leur exploitation excessive des richesses indiennes par l'intermédiaire d'un discours qui insistait sur la résistance de l'Inde, et de l'Asie en général, au changement. Ce discours colonial avait également stigmatisé l'Inde en la considérant comme une société inférieure⁶⁸⁵. Les réformistes *whigs* prétendaient que la domination britannique serait bénéfique à la société indienne, mais cet altruisme apparent mettant l'accent sur le progrès du pays avait ses propres failles. Résumant le point de vue des nationalistes, Peter Robb montre que le gouvernement de l'Inde qui s'était engagé au développement du pays revint sur cette promesse sous la pression britannique et finit par conduire des politiques excessivement occidentalistes dont les conséquences sociales et économiques furent désastreuses en termes d'antagonismes entre les Britanniques et les autochtones. Entre le discours des impérialistes et celui des nationalistes, P. Robb choisit une position intermédiaire pour son propre argument. Il maintint que la colonisation de l'Inde ne fut pas exclusivement responsable de la paupérisation de la population autochtone et que d'autres facteurs liés à la société indienne elle-même et son mode de fonctionnement interne devaient être pris en compte⁶⁸⁶.

⁶⁸⁴ "The British had raised and made more rigorous the collection of the cash land revenues which had supported the Mughals and their successors." C. A. Bayly, *The Raj: India and the British, 1600-1947*, London, National Portrait Gallery Publications, 1990, p. 133.

⁶⁸⁵ "far inferior...in all departments of thought and action" Alfred Lyall, *The Rise and Expansion of the British Dominions in India* (5th ed. 1910), pp. 2, 353 and 355

⁶⁸⁶ "'Nationalists' can embrace the reformulations without harm: British advocacy of development was not altruistic and the government defied the doctrine...under British not Indian pressure, with the result that government-led improvement was partial and indecisive" Peter Robb, "British Rule and Indian 'Improvement'", *The Economic History Review*, New Series, vol. 34, n°4, November 1981, p. 515.

Dès la fin du XIX^{ème} siècle, Dadabhai Naoroji et Romesh C. Dutt mirent l'accent sur la théorie du « drainage des richesses ». Très critique de la politique des directeurs de la Compagnie, Dutt critiqua le désintérêt total des directeurs de la Compagnie pour les communautés indiennes. Ils défendaient les intérêts des actionnaires de la Compagnie, et n'avaient jamais représenté les intérêts des autochtones⁶⁸⁷. Il était convaincu que l'entreprise de l'EIC n'avait fait qu'accentuer la pauvreté de la population indienne en détruisant depuis la fin du XVIII^{ème} siècle le commerce indien et en instaurant des politiques fiscales insupportables pour la majorité paysanne pauvre. Pour lui, le gouvernement de l'Inde était responsable de la paupérisation des paysans indiens. Les arguments avancés par Morris D. Morris, prétendant que l'environnement indien ne permettait ni le développement économique pour le pays ni pour la population, n'avaient pas de fondements plausibles à l'inverse des arguments des nationalistes indiens, beaucoup plus informés en la matière. D'ailleurs, Naoroji mit en lumière le lien direct entre l'exploitation britannique de toutes les ressources financières du pays et la misère économique indienne⁶⁸⁸. Ces nationalistes contestaient l'administration britannique et affirmaient que les états princiers étaient mieux gouvernés. Le « drainage des richesses » indiennes résultait alors des politiques économiques coloniales qui appauvrissaient les autochtones et même les affamaient. Ce libéralisme impérialiste britannique exhibait une arrogance 'ethnique' et 'raciale' manifeste à l'égard des autochtones.

4.3.1.1. Une société désespérée

La structure sociale indienne fut profondément altérée par les politiques sociales, économiques et fiscales adoptées par le gouvernement de l'Inde. Outre l'abolition du *Sati*, les réformes sociales impulsées par les évangélistes s'attaquèrent au système des castes hindoues. En outre, la réforme fiscale imposée par les Britanniques (*Permanent Settlement*) fut à l'origine de la paupérisation des paysans indiens. France Bhattacharya titre dans son livre, *Les Intellectuels bengalis et l'impérialisme britannique*, "Le *Permanent Settlement* et la misère paysanne" et elle y cite les essais de Bankim Chandra Chattopadhyaya ou le « *Sir Walter*

⁶⁸⁷ Romesh C. Dutt, *The Economic History of India in the Victorian Age, from the Accession of Queen Victoria in 1837 to the Commencement of the Twentieth Century*, London, Kegan Paul, Trench, Trübner & Co, 1908, p. 228.

⁶⁸⁸ "Under the present system of administration, India is suffering seriously in several ways, and is sinking into poverty." Dadabhai Naoroji, *Poverty and Un-British Rule in India*, London, Swan Sonnenschein & Co, 1901, p. 1.

Scott of Bengal »⁶⁸⁹ sur le sujet. Ce dernier blâmait le gouvernement de l'Inde pour l'absence de lois protégeant les paysans qui, sous les rois de l'Inde ancienne, ne payaient qu'un sixième de la richesse produite. Bhattacharya accuse les Britanniques d'être responsables de la misère paysanne parce qu'ils « ne protègent pas les faibles par des lois en leur faveur ». Quant aux musulmans, ils chargèrent les agents *Zamindars* de récupérer les impôts auprès des paysans. Toutefois, ces intermédiaires profitaient de la situation en remettant au gouvernement son dû et en gardant le surplus. Ils exigeaient ensuite beaucoup plus des paysans et se mirent à les opprimer⁶⁹⁰.

Sous le gouvernement colonial de Cornwallis, la souffrance des paysans s'était accrue avec l'instauration du *Permanent Settlement* au Bengale dans sa version la plus radicale et la plus occidentaliste. En introduisant les droits de propriété exclusifs au sein de la société rurale indienne, les Britanniques pensaient être meilleurs gestionnaires que les Moghols et se félicitaient d'avoir introduit de nouvelles normes établissant l'ordre là où aucune loi n'existait pour régler les biens fonciers. Cornwallis accorda des droits de propriété aux *Zamindars* qui n'étaient que de simples percepteurs d'impôts, devenus propriétaires, et promit de protéger les fermiers. Alors qu'il introduisit ces changements, il abolit les droits ancestraux des cultivateurs, les transformant en de simples ouvriers agricoles à l'anglaise. A la suite de ces réformes, le pouvoir des *Zamindars* ne cessa de s'accroître au détriment des paysans. Cette réforme radicale montrait que les Britanniques ignoraient complètement les usages coutumiers au sein de la société indienne : ils voulaient instaurer la propriété privée en Inde alors que le pays était depuis toujours géré en propriété collective. Effectivement, comme le dénonce France Bhattacharya, enlever les terres à leurs vrais propriétaires pour les donner à de simples percepteurs d'impôts qu'étaient les *Zamindars* n'était qu'un crime car ils furent à l'origine de grands bouleversements locaux et d'injustice sociale à l'égard des Indiens. Les Britanniques croyaient qu'en imposant des réformes et de nouveaux règlements sur la propriété, les Indiens les vénéreraient encore plus d'avoir rétabli l'ordre dans ce domaine.

Néanmoins, la société indienne résista aux politiques coloniales qui copièrent le système social rural britannique, un système quasiment féodal et en imposèrent les règles de propriété. Il n'était pas possible dans des structures sociales si complexes que celles constituant la vie rurale des communautés indiennes que les relations entre le propriétaire

⁶⁸⁹ S. K. Bose, *Builders of Modern India: Bankim Chandra Chatterji*, New Delhi, Publications Division, 2015, p.162.

⁶⁹⁰ France Bhattacharya, *Les intellectuels bengalis et l'impérialisme britannique (Publications de l'Institut de Civilisation Indienne, fascicule 78, Diffusion de Boccard), Paris, Collège de France, 2010, p. 259.*

terrien (*landlord*), le locataire des terres ou le fermier (*tenant*) et l'ouvrier (*labourer*) fonctionnent comme en métropole à l'époque de la révolution industrielle. D'ailleurs, Eric Stokes explique que le dysfonctionnement de la structure sociale imposée par le pouvoir colonial fut à l'origine de violences paysannes⁶⁹¹. Plus critique des politiques coloniales, Ranajit Guha, comme la plupart des historiens indiens, associa la cause des paysans indiens et de leur insurrection comme un pouvoir populaire politisé réagissant aux répercussions directes des injustices du gouvernement colonial⁶⁹². La lourde taxe foncière endurée pendant des décennies par les paysans indiens les avait exaspérés. Le libéralisme libre échangiste reposait sur une contradiction entre des principes démocratiques et des pratiques injustes à l'égard des autochtones. A Bombay, il existait des usines où les ouvriers n'étaient que des enfants nécessitant d'être protégés, une protection promise par le Raj, mais loin d'être mise en œuvre au moment où en métropole des lois viennent d'être adoptées pour interdire le travail des enfants⁶⁹³. Ce qui était frappant était le fait qu'un empire si prestigieux repose sur le contraire absolu de ce qu'il prétendait être. A la fin du XIX^{ème} siècle le nombre total des victimes indiennes des famines successives atteignait 15 millions, ce qui représentait alors la moitié de la population britannique de l'époque. Jean Paul Sartre décrit cette situation paysanne dans sa préface de l'ouvrage de Frantz Fanon, *Les damnés de la terre* :

Dénourris, malades, s'ils résistent encore la peur terminera le job : on braque sur le paysan des fusils ; viennent des civils qui s'installent sur sa terre et le contraignent par la cravache à la cultiver pour eux. S'il résiste, les soldats tirent, c'est un homme mort ; s'il cède, il se dégrade, ce n'est plus un homme ; la honte et la crainte vont fissurer son caractère, désintégrer sa personne... Ces agressions sans cesse renouvelées, loin de les porter à se soumettre, les jettent dans une contradiction insupportable dont l'Européen, tôt ou tard, fera les frais⁶⁹⁴.

⁶⁹¹ "It is this degree of complication that is so frequently overlooked by those who have taken too literally the introduction of an exclusive propriety title. Yet it vitally affects our understanding of the working structure of rural society, of the causes of peasant violence, and above all, of the larger question of the changes brought about by colonial rule." Eric Stokes, *The Peasant and the Raj: Studies in Agrarian Society and Peasant Rebellion in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 3.

⁶⁹² "Whatever its validity for other countries the notion of prepolitical peasant insurgency helps little in understanding the experience of colonial India. For there was nothing in the militant movements of its rural masses that was not political...The peasant obviously knew what he was doing when he rose in revolt " Ranajit Guha, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Durham, Duke University Press, 1999, pp. 6-9.

⁶⁹³ Factory Acts: 1833, National Archives, en ligne, 28 juillet 2017

<http://www.nationalarchives.gov.uk/education/resources/1833-factory-act/>

⁶⁹⁴ Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, François Maspero, 1961, préface de Jean Paul Sartre, pp. 15-16.

Le cas du paysan indien dévoila sa dépendance d'un système d'endettement et d'appauvrissement sans fin. C'est justement la frustration quotidienne du paysan et son incapacité de dégager des gains ou même simplement de satisfaire ses besoins alimentaires qui déclenchèrent de nombreuses insurrections rurales que R. Guha illustra dans son ouvrage, cité ci-dessous⁶⁹⁵. D'autres formes de protestations contre l'injustice se manifestèrent dès 1831, avec la Titu's *Bidroha*, une révolte qui commença à Barasat par une manifestation contre les propriétaires terriens et qui s'attaqua ensuite au pouvoir britannique, lorsqu'une délégation d'autochtones essaya d'obtenir justice du gouvernement de l'Inde ; la révolte de Kol qui éclata en 1832 à Chota Nagpur contre les propriétaires terriens et les prêteurs sur gages et finit par critiquer les politiques du gouvernement de l'Inde. Des pétitions succédèrent aux émeutes de Khandesh en 1852, le Santal *Hool* de 1855, culminant en la Révolte de l'Indigo ou la Révolte Bleue de 1860 (*The Indigo Rebellion*)⁶⁹⁶. Les campagnes anti-Raj furent alors entamées regroupant des protestations paysannes politisées 'primitives', selon R. Guha (*'primitive rebel'*) et pré-politiques (*'pre-political people'*) selon E. Hobsbawm (R. Guha cite E. Hobsbawm comme l'historien pionnier dans la théorisation des mouvements populaires politisés et spontanés et ce dans le contexte de la métropole des années 1830⁶⁹⁷), en tant que contestations politiques contre des abus devenus intolérables :

*Whatever the validity for other countries the notion of pre-political peasant insurgency helps little in understanding the experience of colonial India. For there was nothing in the militant movements of its rural masses that was not political*⁶⁹⁸.

Ainsi, comme indiqué dans le chapitre sur les causes de la grande révolte de 1857, la colère des paysans puisait ses origines dans leur exaspération envers l'administration coloniale.

Pendant la grande révolte de 1857, les paysans qui y participèrent massivement, s'attaquèrent, tout comme les Cipayes à l'armée du colonisateur ainsi qu'à tout ce qui appartenait aux Britanniques et en symbolisait la présence. Ranajit Guha maintient que les insurrections militantes des paysans indiens avaient en commun de s'en prendre au pouvoir

⁶⁹⁶ Ranajit Guha, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Durham, Duke University Press, 1999, p. 9.

⁶⁹⁷ "Again his characterization, in Captain Swing, of the English agricultural labourers' movement of 1830 as 'spontaneous and unorganized' does not match fully the observation of his co-author George Rudé to the effect that many of its militant 'undertakings' such as wage-riots, machine breaking and the 'mobbing' of overseers and parsons 'even if erupting spontaneously, quickly developed the nucleus of a local organisation'". Ranajit Guha, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Durham, Duke University Press, 1999, p. 6.

⁶⁹⁸ *Ibid*, p. 6.

britannique sous toutes ses formes officielles et non officielles⁶⁹⁹. Dans leur manière d'exprimer leur colère et leur désespérance, ils brûlèrent ou pillèrent des maisons, des usines, des entrepôts appartenant aux Britanniques ou à des Européens ainsi que des églises et des prisons dans plusieurs provinces telles qu'Allahabad, où la révolte ne sembla pas avoir de fin. Les insurrections ciblaient tous les Britanniques et les Européens, en particulier, les missionnaires, les propriétaires de plantations, les agents et les hauts fonctionnaires du gouvernement de l'Inde. La classe supérieure de la société indienne avait également enduré beaucoup d'injustices de la part de l'administration britannique.

La déception et la désespérance des Indiens ne se limitaient pas aux paysans et aux pauvres au bas de l'échelle sociale. Les intellectuels et les élites de la société étaient également amèrement déçus. La « mission civilisatrice » prônée par les réformistes *whigs* n'était naturellement pas possible sans l'entière modernisation de la société et la destruction des traditions et des structures locales. Les années 1850 furent marquées par la volonté des élites indiennes de participer pleinement à l'administration de leur pays. Finalement, l'apprentissage de la langue anglaise n'avait pas permis à ces élites d'être recrutées aux postes prestigieux du gouvernement de l'Inde, comme prévu. Ces intellectuels s'attaquèrent alors aux politiques discriminatoires du gouvernement colonial, pétitionnèrent contre le monopole du pouvoir par les Britanniques et réclamèrent leur droit de représenter leurs communautés dans les Conseils de la magistrature. Ils considéraient qu'ils étaient intentionnellement écartés de l'administration de leur pays. Par conséquent, ils subissaient non seulement la discrimination du colonisateur mais aussi l'aliénation au sein de leurs communautés. Leur réaction contre les Britanniques se manifesta par l'intermédiaire de nombreuses pétitions. Dans leurs pétitions successives des années 1850, ils exigèrent de former un Conseil législatif constitué de 17 membres choisis parmi les plus cultivés dans chaque présidence. Ce que Lynn Zastoupil considère comme le 'rêve indien' selon la vision de Macaulay et de Trevelyan d'angliciser la société en instaurant progressivement des institutions à l'anglaise en commençant par l'enseignement de la langue du colonisateur, n'était pas partagé par une grande majorité de la population autochtone.

Le contrôle britannique des sources de revenu du sous-continent préoccupait davantage la population indienne devenue consciente politiquement. Comme le monopole de la Compagnie excluait les autochtones de l'industrie lucrative de l'opium, ces derniers

⁶⁹⁹ Ranajit Guha, *op. cit.*, p. 26.

exprimèrent leurs objections. Le monopole du sel, comme celui de l'opium, avait fortement affecté les producteurs locaux et généra beaucoup de mécontentement chez les autochtones. Les pétitions se succédèrent contre le monopole du sel sans effet réel sur cette politique coloniale⁷⁰⁰. Les autochtones subirent de lourdes taxes qui rendaient leur survie, et non pas simplement leur vie, un enjeu primordial. Les élites ne pouvaient que rédiger des pétitions pour essayer de convaincre le gouvernement de l'Inde de la réalité de vie pénible de la population. Ainsi, l'administration fiscale du gouvernement colonial créa beaucoup d'injustice à l'égard de la population autochtone, ce qui donna naissance à une contestation politique forte et grandissante du colonialisme.

Sous le gouvernement colonial, les Indiens endurèrent également une souffrance identitaire. Le gouvernement durcit et rigidifia le système des castes créant ainsi des tensions très fortes au sein des communautés hindoues. Ces divisions servirent les intérêts du gouvernement colonial car, tant que la société hindoue et notamment ses intellectuels étaient divisés, cela ne pouvait stratégiquement que les empêcher d'être solidaires, renforçant ainsi le pouvoir du colonisateur. De même, de profonds antagonismes entre Hindous et Musulmans, qui se justifiaient par l'hostilité des Hindous envers leurs anciens colonisateurs moghols, facilitaient également le processus de la colonisation britannique⁷⁰¹. L'absence de sentiment patriotique chez les Indiens était bien le produit de la division de la société en quatre castes majeures et d'autres sous-divisions soumises à des règles intransigeantes. Selon Bhudev Mukerji, les Hindous se félicitaient d'être restés eux-mêmes même en présence d'étrangers dans leurs pays et d'avoir protégé leur identité, leur religion et leur dignité⁷⁰². Bien que les missionnaires évangélistes fortement présents en Inde eussent sans cesse tenté d'affaiblir cet ordre social et religieux en y accolant des jugements péjoratifs, les Hindous étaient considérablement résilients. Cette résilience était bien partagée par les élites de la société indienne, mais leur souffrance identitaire et psychologique fut d'une importance non négligeable. Des intellectuels tels que Bankim Chandra Chatterji et Bhudev Mukherji furent

⁷⁰⁰ "If an old woman takes vegetables to market and sells them at the corner of the street, she is assessed for selling vegetables, if a man is a cloth merchant, he is assessed. But no tax is levied upon European traders. Perhaps, next door to this man who is making a few rupees a year, there is a European trader making hundreds, but he pays nothing." Extract from the petition of the Madras Native Association to the House of Commons, Commons' First Report, 1853, Appendix 7, Dutt. II. 144-5, Majumdar, R. C., ed., *British Paramountcy and Indian Renaissance, Part I*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1963, p. 356.

⁷⁰¹, M. K. Haldar, *Renaissance and Reaction in Nineteenth Century Bengal: Bankim Chandra Chattopadhyay*, An English Translation of the Bengali Essay SAMYA written by Bankim Chandra Chattopadhyay, the father of Indian Nationalism, Calcutta, Minerva Associates, 1977, p. 129.

⁷⁰² France Bhattacharya, *Les intellectuels bengalis et l'impérialisme britannique (Publications de l'Institut de Civilisation Indienne, fascicule 78, Diffusion de Boccard)*, Paris, Collège de France, 2010, p. 152.

aliénés par l'ambiguïté de la situation dans laquelle ils se retrouvèrent au milieu du XIX^{ème} siècle. Etre colonisé signifiait accepter un statut inférieur, celui du sujet et non plus de l'acteur dans la société. Les élites souffraient de leur infériorisation sous domination britannique. Les élites indiennes étaient bien conscientes de leur assujettissement à des fonctionnaires étrangers, en général, bien moins instruits qu'elles. Elles étaient aussi déçues de l'indifférence avec laquelle le gouvernement de l'Inde, incarnant les principes libéraux modernes qu'elles avaient appris et intégrés dans leur mode de vie, les avait traitées⁷⁰³.

L'exaspération des autochtones était double parce qu'ils enduraient l'injustice économique et sociale des politiques du gouvernement de l'Inde d'une part, et le prosélytisme religieux des missionnaires et leurs conversions massives permises par le colonisateur, d'autre part. Les Indiens se sentirent de plus en plus en proie à une volonté de christianisation et d'évangélisation, le produit d'une forte collusion entre le gouvernement de l'Inde et les missionnaires notamment entre le début des années 1830 et la fin des années 1850. La question de l'éducation indienne et des moyens linguistiques à adopter fut au cœur du processus de colonisation, indissociable du rôle majeur des missionnaires dans les écoles. La religion interféra continuellement dans l'enseignement colonial : dans la direction des écoles et des universités, dans les programmes scolaires et dans le choix du personnel enseignant. L'enseignement et la christianisation des autochtones furent les deux faces de la même médaille. La vision *whig* des gouverneurs évolua avec la montée en puissance des théories sur l'évolutionnisme et le Darwinisme. Après avoir été fascinés par la culture indienne au début de la période coloniale, les Britanniques portèrent un regard infériorisant sur les Indiens et leur culture. De ce fait, l'éducation leur apparut comme étant le vecteur le plus favorable à l'aboutissement du processus d'assimilation culturelle et donc de l'occidentalisation. Le prétexte avancé étant qu'en enseignant aux Indiens les savoirs occidentaux y compris la Bible, ces derniers bénéficieraient du progrès et transformeraient leur société. Les missionnaires et leurs défenseurs, bien implantés au sein du gouvernement colonial, prenaient à cœur de convertir au Christianisme les millions d'autochtones du sous-continent. Ils se montraient comme les adeptes zélés de la « mission civilisatrice » ayant des objectifs nobles et sacrés, tels que l'élévation du niveau intellectuel de la population indienne, et bénéficiaient du soutien financier des marchands richissimes installés en Inde pour promouvoir le Christianisme. De leur côté, les Indiens, en majorité des gens pieux, voyaient leurs coutumes locales menacées, ce qui enflamma les sensibilités religieuses et déclencha les insurrections

⁷⁰³ *Ibid.*, pp. 14-15.

contre le colonisateur. En outre, la colère de la communauté musulmane s'accroît lorsque toutes les mosquées leur furent enlevées lors de la révolte et transformées par les Britanniques en magasins ou en lieux de culte hindou. La provocation du colonisateur était énorme et la riposte des autochtones injustement maltraités fut alors démesurée. Face à la dissidence naissante, le gouvernement colonial aurait pu éviter la montée des hostilités et le mécontentement des populations locales, mais il ne prêta guère attention à ces mouvements sporadiques pourtant annonciateurs de la grande révolte.

Le gouvernement colonial ne se préoccupait que des intérêts britanniques. Les contestations de la population autochtone, majoritairement défavorisée, contre les injustices dont elle faisait l'objet étaient considérées comme 'trouble à l'ordre public' selon les résidents britanniques, décrits par Paul Rutman comme hautains et arrogants dans la série télévisée, *Indian Summers*. Pourtant leur bien-être et leur confort dans des conditions climatiques suffocantes dépendaient largement des efforts physiques et du travail laborieux des serviteurs autochtones. Jusqu'au début du XX^{ème} siècle, les domestiques transportaient encore, comme des bêtes, leurs maîtres britanniques, assis confortablement sur des charettes s'enfonçant sur leurs épaules amaigries. Des expressions montrant la colère des paysans envers leurs colonisateurs sont réitérées dans cette série : « Espèce de démon britannique ». P. Rutman nous a emportés dans cette histoire de souffrance silencieuse que la population autochtone subissait sous administration britannique. Les élites indiennes subirent également le mépris de ces résidents qui avaient gardé leur mode de vie à l'anglaise et refusaient de se rapprocher des communautés locales, hormis les rares exceptions à l'initiative de Britanniques indophiles. Le 'fair play' britannique n'était pas encore au rendez-vous pour commencer à recruter les élites indiennes dans l'administration en tant que hauts fonctionnaires de l'empire. Tant de promesses de justice sociale, de progrès économique et de développement étaient restées sans lendemain.

De leurs religions, les Indiens firent une arme contre le désespoir et l'humiliation. Quant aux Britanniques, ils avaient eux-mêmes provoqué la révolte populaire. S'ils avaient octroyé aux Indiens quelques droits de base, l'hostilité qui avait conduit à la révolte aurait pu s'atténuer, voire disparaître à jamais. Les politiques réformistes du gouvernement colonial accentuèrent les divisions sociales et les inégalités économiques. La méfiance évidente des Indiens vis à vis de leur colonisateur était bien l'indice fort de l'échec de l'expérience libérale dans le sous-continent.

4.3.1.2. Abolition de l'EIC

Pendant un siècle : de 1757 à 1857, la Compagnie demeura souveraine et conforta son emprise en parvenant à vaincre toutes les puissances militaires et politiques rivales du sous-continent grâce à son armée redoutable, ses agents de renseignement et de police, et sa stratégie de conquête. Afin de garantir la stabilité et la pérennité de la domination britannique en Inde et sa souveraineté sur le sous-continent, les gouverneurs d'obédience utilitaristes tels que William Bentinck pensaient que des liens ne pouvaient être établis avec les autochtones qu'après que ces derniers aient montré les preuves de leur développement intellectuel, culturel, économique et social. Cette étape essentielle franchie, la Grande-Bretagne pourrait alors, selon le discours *whig*, permettre à l'Inde de s'autogouverner. Le gouverneur général William Bentinck avançait cette argumentation dans ses comptes rendus sur la colonisation :

But it may be said that the danger lies in the union of the British settlers with the natives of the country; and this is a more intelligible ground of argument. It assumes, however, a vast change to scarcely be looked for in centuries to come; I might also say a vast improvement which would imply that the time had arrived when it would be wise for England to leave India to govern itself. For assuredly, if we suppose the distinctions of tribe and caste to have ceased, and conceive these rich and extensive regions to be filled with an united people, capable of appreciating and asserting political freedom, we must complete the picture of imagining that England has (voluntarily or involuntarily) ceased to withhold privileges she has taught them to exercise⁷⁰⁴.

Certes la domination britannique s'était construite sur la conquête, mais sa pérennité dépendait du consentement de ses sujets. La Compagnie avait considéré l'Inde comme la base de sa richesse économique et avait ignoré pendant longtemps les souffrances de la population autochtone. Les révoltes des autochtones étaient endémiques, marquant la résistance de la population face au nouveau pouvoir colonial. Cet état d'esprit révolutionnaire qui naquit chez les autochtones fut commenté par Charles Metcalfe en 1830 :

⁷⁰⁴ William Bentinck, *Minutes on Colonisation*, May 30, 1829, in M. K. Haldar, *Renaissance and Reaction in Nineteenth Century Bengal: Bankim Chandra Chattopadhyay*, An English Translation of the Bengali Essay SAMYA written by Bankim Chandra Chattopadhyay, the father of Indian Nationalism, Calcutta, Minerva Associates, 1977, p. 23.

*All India is at all times looking for our downfall. The people everywhere would rejoice, at our destruction. And numbers are not wanting who would promote it by all means in their power*⁷⁰⁵.

La résistance populaire attestait d'une volonté de préserver l'Inde ancienne, des espérances mises en évidence pendant la grande révolte de 1857 défiant l'hégémonie britannique. Jusqu'à la révolte de 1857, il existait encore des états princiers semi-indépendants avec lesquels la Compagnie partageait le pouvoir. Le gouvernement de l'Inde fournissait sa protection militaire dans certains états princiers protégeant ainsi leurs frontières contre des attaques externes selon des traités qui garantissaient le versement d'un paiement régulier au Gouvernement de l'Inde. Dans le cas où ces royaumes refuseraient ou ne seraient plus en mesure d'honorer leurs engagements financiers envers la Compagnie, cette dernière annexerait purement et simplement leur territoire.

La grande révolte de 1857 marqua un tournant dans l'évolution des relations entre les Britanniques et les Indiens. Pour les Britanniques, les mutins ne constituaient pas une force homogène et manquaient d'organisation. La déception était tangible au sein de l'élite indienne et, en particulier, des princes dépossédés de leurs royaumes, mais les villageois craignaient encore beaucoup les Britanniques et cherchaient à éviter la confrontation. D'autre part, de grands administrateurs d'états princiers puissants restèrent favorables aux Britanniques. Selon Paul Ernest Roberts, les Britanniques durent leur succès dans le contrôle de la révolte à deux d'entre eux : le premier était Sir Dinkar Rao de Gwalior et le deuxième, Sir Salar Jung de Hyderabad⁷⁰⁶.

Après la grande révolte de 1857, le Parlement organisa de nombreux débats sur l'éventualité d'abolir la Compagnie. Suite à un avis officiel du Gouvernement de Sa Majesté, l'idée de l'abolition de la Compagnie fut présentée au Parlement dans un projet de loi promulgué en 1858 comme le *Government of India Act*. Cette loi permit d'introduire un changement dans le gouvernement de l'Inde en le plaçant sous l'autorité directe de la Couronne. Toutefois, le Conseil des directeurs s'y opposa en présentant une pétition au nom de la Compagnie. Le Conseil des directeurs, à une large majorité, avait soumis cette pétition

⁷⁰⁵ Ian St. John, *The Making of the Raj: India under the East India Company*, Santa Barbara, Praeger, 2012, 193 p. 147.

⁷⁰⁶ Dinkar Rao de Gwalior était un brahmane qui devint en 1851 Diwan et demeura loyal aux Britanniques et fut ministre jusqu'en 1859. Les Jungs sont une dynastie de nobles qui gouvernaient l'état de Hyderabad de 1720 à 1948, 15 février 2017
https://en.wikipedia.org/wiki/Dinkar_Rao, https://en.wikipedia.org/wiki/Salar_Jung_family

au Conseil des propriétaires qui, après plusieurs jours de discussion, l'avait adoptée, avec très peu de voix dissidentes. Ce projet de loi fut introduit sous le Gouvernement de Palmerston et promulgué le 2 août 1858, sous le Gouvernement d'Edward Henry Stanley, le Comte de Derby. Le 9 février 1858, T. Baring, qui présidait un comité parlementaire sur les affaires indiennes, présenta à la Chambre des Communes la pétition de la Compagnie, rédigée par John Stuart Mill, contre une éventuelle liquidation de la Compagnie et du gouvernement de l'Inde en raison de la révolte et des circonstances actuelles d'instabilité générale.

Le colonel Sykes qui présida la Compagnie entre 1856 et 1857, était alors député au Parlement. Il expliqua les raisons pour lesquelles il proposait l'abolition de la Compagnie. Dans le débat parlementaire daté du 18 février 1858, il précisa que la liquidation de la Compagnie était devenue nécessaire pour apaiser les tensions résultant de la révolte de 1857 qui pouvaient créer de sérieux problèmes pour l'empire. Il n'y avait aucune hostilité contre la Compagnie, rassura-t-il, ni de reproches à l'encontre de son administration de la colonie, mais les circonstances actuelles et l'instabilité faisant suite à la révolte nécessitaient cette décision :

In making this proposal I feel myself bound in the first place to say that I do not make it in any spirit of hostility to the East India Company, or as meaning thereby to imply any blame or censure upon the administration of India by that Corporation. I believe the East India Company has done many good things in India. I believe that its administration has been attended with great advantage to the population under its rule. It is not on the ground of any delinquency on the part of the East India Company, but on the ground of the inconvenience and injurious character of the existing arrangements, that I propose this measure to the House⁷⁰⁷.

Le personnel utilitariste de la Compagnie et du gouvernement de l'Inde débattit de l'utilité de préserver l'administration des affaires indiennes par la Compagnie. J. S. Mill s'y opposa au nom de la Compagnie par le biais d'une pétition qui la défendait. Selon lui, cette dernière avait toujours assuré, une bonne administration du sous-continent. Avec son *Memorandum on the Improvements in the Administration of India during the Last Thirty Years and the Petition of the East India Company to Parliament* ainsi que d'autres

⁷⁰⁷ Le débat du colonel Sykes sur la dissolution de la Compagnie, daté du 18 février 1858, en ligne, 7 mai 2017 http://hansard.millbanksystems.com/commons/1858/feb/18/adjourneddebate#S3V0148P0_18580218_HOC_31

pétitions⁷⁰⁸, J. S. Mill essaya de sauver la Compagnie et de montrer l'efficacité avec laquelle l'administration du sous-continent par la Compagnie s'était améliorée. Pour lui, la décision de transférer le contrôle du gouvernement de l'Inde, de la Compagnie à la Couronne, et donc d'établir une administration directe (*Direct Rule*) de l'Inde devait être reconsidérée :

*That, notwithstanding, your Petitioners have received an intimation from Her Majesty's Ministers of their intention to propose to Parliament a Bill for the purpose of placing the government of Her Majesty's East-Indian dominions under the direct authority of the Crown, - a change necessarily involving the abolition of the East India Company as an instrument of government*⁷⁰⁹.

J. S. Mill s'interrogea sur les raisons pour lesquelles la décision d'abolir définitivement la Compagnie, sans qu'aucune étude n'ait été effectuée au préalable, avait été prise. Pour lui, cette décision était injuste et hâtive, puisque l'administration coloniale de la Compagnie s'était considérablement améliorée suite aux diverses enquêtes engagées dans le sous-continent par le Conseil des directeurs en 1854 sur les litiges, les crimes et la valeur des biens fonciers⁷¹⁰. Il voulait leur laisser plus de temps pour que les objectifs fixés soient atteints.

*That your Petitioners have not been informed of the reasons which have induced Her Majesty's Ministers, without any previous inquiry, to come to the resolution of putting an end to a system of administration, which Parliament, after inquiry, deliberately confirmed and sanctioned less than five years ago, and which, in its modified form, has not been in operation quite four years, and cannot be considered to have undergone a sufficient trial during that short period... that, during the last and present generation in particular, it has been, in all departments, one of the most rapidly improving governments in the world*⁷¹¹.

J. S. Mill considérait la décision d'abolir définitivement la Compagnie comme étant trop hâtive, d'autant plus que les politiques mises en place par la Compagnie n'avaient pas fait

⁷⁰⁸ John Stuart Mill, *Memorandum on the Improvements in the Administration of India during the Last Thirty Years and the Petition of the East India Company to Parliament*, London, WM. H. Allen & Co. 7, Leadenhall Street, 1858.

⁷⁰⁹ John Stuart Mill, *Ibid.*, p. 112.

⁷¹⁰ J. S. Mill, *op. cit.*, p. 95.

⁷¹¹ J. S. Mill, *op. cit.*, pp. 112-113-115.

l'objet, selon lui, d'une quelconque condamnation. Mill concluait que l'abolition de la Compagnie donnerait raison à ceux qui l'accusaient d'être à l'origine de la révolte et d'avoir quasiment fait perdre l'Inde à l'empire britannique. Mill soulignait également qu'il était inconcevable de vouloir abolir la Compagnie à laquelle l'administration des vastes territoires de l'Inde britannique avait été confiée :

It is not usual with statesmen to propose the complete abolition of a system of government, of which the political operation is not condemned, and it might be generally inferred from the proposed measures, if carried into effect at the present time, that the East-India Company, having been intrusted with an important portion of the administration of India, have so abused their trust as to have produced a sanguinary insurrection, and nearly lost India to the British empire⁷¹².

Tandis que les opposants de la Compagnie tels que le Colonel W. H. Sykes trouvèrent inadmissible la politique répressive, intolérante et militaire du gouvernement de l'Inde à l'égard des autochtones, les défenseurs de la Compagnie mirent en avant la collaboration de certains états princiers, tels que le Népal et Gwalior, avec les autorités britanniques. D'ailleurs, le Colonel Sykes soulignait que le gouvernement britannique devait gouverner les Indiens via des politiques tolérantes garantissant le respect plutôt que de restreindre leur liberté puis avoir recours à la force, ce qui ne résoudrait pas le conflit existant.

Because it is the duty as well as policy of the British Government to endeavour to rule the people of India through the medium of their respect and good will rather than by unreasoning authority or by the force of arms⁷¹³.

Par contraste, les défenseurs de la Compagnie soulignaient le succès de son administration. Ils s'inquiétaient également des effets déstabilisateurs que pourraient engendrer l'abolition de la Compagnie. Pour eux, cela affecterait considérablement l'état d'esprit des autochtones parce que cela signifierait la disparition de tout un système

⁷¹² *Ibid.* p. 115.

⁷¹³ W. H. Sykes, India Disarmament Despatch, East India House, 30 August 1858. IOR/B/246 - 7 Jan 1852 - 1 Sep 1858, India Office Records.
http://www.eastindiacompany.amdigital.co.uk/janus.biu.sorbonne.fr/Documents/Images/BL_IOR_B_246/576/BL_IOR_B_246/0

d'administration auquel ils s'étaient finalement habitués. J. S. Mill, l'auteur de la pétition et du *Memorandum* sur l'amélioration de l'administration indienne, donnait comme preuve que ce système de gouvernance était apprécié et soutenu par les états princiers, qui fournirent leur aide au gouvernement de l'Inde pendant la révolte, ainsi que par la majorité de la population indienne :

*Your Petitioners cannot look without the deepest uneasiness at the effect likely to be produced on the minds of the people of India, who will believe that the abolition of the Company's Government means the abolition of the whole system of administration with which the Company is identified, and, concurring with the introduction of a vast military force, that an entire reversal is intended of that regard for the religious prejudices and customs of the Natives by which the government of the Company has been distinguished—a policy which has been so successful that the heads of the Native states and the general population have remained faithful to the British Government*⁷¹⁴.

La volonté de préserver la Compagnie et son administration indienne ne pouvait être mieux défendue que par J. S. Mill qui utilisa tous les arguments possibles pour en empêcher l'abolition. Afin de convaincre le Parlement de l'utilité de maintenir la Compagnie en place, Mill évoqua la perte des colonies nord-américaines réduites à un simple territoire de l'empire sous contrôle parlementaire direct. En outre, il mit en avant le fait que contrairement à d'autres colonies de l'empire britannique, l'administration indienne de la Compagnie ne coûtait rien à l'Etat britannique car c'était une compagnie privée. L'ardeur de la défense de la Compagnie évidente dans la pétition de Mill et son *Mémorandum* révèle bien sa vision impérialiste utilitariste. A cette vision *whig* de l'empire s'opposèrent maints *Tories* qui, en 1858, prirent le contrôle du Parlement à une large majorité sous le gouvernement du Comte de Derby. Les années de domination *whig* sous les gouvernements réformistes de Lord Grey jusqu'à celui de Palmerston et l'enthousiasme réformiste des Whigs utilitaristes à la tête de l'administration indienne furent rapidement oubliés.

Les prémices de la fin de l'expérience *whig* en Inde apparurent très tôt lors des débats parlementaires sur le renouvellement de la charte de l'EIC de 1853. En introduisant une éducation occidentale en Inde, les Britanniques risquaient de voir un jour leur pouvoir se

⁷¹⁴ J. S. Mill, *op. cit.*, p. 116. Petition against the Abolition of the EIC, en ligne, 14 mars 2017 <http://hansard.millbanksystems.com/commons/1858/feb/09/the-east-india-companys-petition>.

désintégrer, selon les Tories. A cette opinion, s'opposa T. B. Macaulay, à la tête des Whigs, pour l'infirmier et appeler au potentiel des savoirs européens, permettant à eux seuls de transformer et de moderniser la société indienne. Néanmoins, si les élites indiennes adoptèrent, dans un premier temps, l'esprit libéral réformateur incarné par le premier réformateur nationaliste indien Ram Mohan Roy, elles allaient bientôt s'unir dans la résistance au colonialisme britannique qui cherchait à imposer les valeurs occidentales sur leur territoire, remettant en cause leurs cultures ancestrales, leurs religions et leurs identités.

La Compagnie s'immita considérablement dans les affaires religieuses notamment dans les années 1840 et 1850, d'où la grande révolte de 1857. On lui reprocha notamment d'avoir encouragé la venue des missionnaires et d'avoir favorisé leurs efforts incessants pour christianiser les Indiens. La neutralité religieuse par laquelle se distinguait le gouvernement de l'Inde au début de la prise de contrôle du sous-continent par la Compagnie en 1757 n'était plus d'actualité en 1858. Pendant ce siècle, des changements politiques considérables avaient eu lieu et la montée en puissance du « lobby » évangéliste au sein de la Compagnie en était la raison principale. Comme nous l'avons vu, le discours évangéliste prétendait que la révolte était liée au fait que l'Inde n'était pas suffisamment christianisée. Les évangélistes utilisèrent les exactions commises contre les Britanniques lors de la révolte au service de leur propagande en insistant sur l'urgence qu'il y avait à christianiser ces « barbares d'Indiens » pour véritablement améliorer la situation en Inde. Cependant, ce discours avait ses limites : les missionnaires protestants, au nombre de 360 en 1858, ne pouvaient statistiquement pas christianiser les 180 millions d'autochtones⁷¹⁵.

Les missionnaires s'attaquèrent au système des castes hindoues et à l'idolâtrie en général. En outre, le gouvernement de l'Inde, en permettant aux missionnaires d'être de plus en plus actifs afin d'accomplir des conversions massives, produisit des sujets christianisés, loyaux certes mais aliénés de leurs propres communautés. Les missionnaires exerçaient une grande pression sur le gouvernement colonial et leur influence fut manifeste avec la suppression définitive de la taxe du pèlerinage hindou (cf. p. 141) comme l'expliqua Auckland à Hobhouse : « *a proof of the power of those who would not tolerate them* »⁷¹⁶. Les évangélistes n'étaient pas tolérants, notamment vis à vis de la religion hindoue et de ses rituels, auxquels ils imposèrent des limites. De l'abolition du *Sati* à l'abolition de la taxe du

⁷¹⁵ Stephen Neill, *A History of Christianity in India, 1707-1858*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 361.

⁷¹⁶ Auckland to Hobhouse, 23 August 1838, Broughton Correspondence, cité dans Penelope Carson, *The East India Company and Religion, 1698-1858*, Woodbridge, The Boydell Press, 2012, p. 240.

pèlerinage hindou, il était clair que les politiques de la Compagnie à l'égard des religions autochtones devenaient de plus en plus intolérantes, ce qui alimenta les antagonismes existants entre les Indiens et les Britanniques. Avec leur effectif important au sein de la Compagnie au moment où l'évangélisme devint prééminent dans la société britannique à partir des années 1830, les évangélistes purent en subvertir les projets ou en outrepasser la réglementation. Si la Compagnie interdisait l'usage de la Bible dans les écoles publiques indiennes, certains hauts fonctionnaires en permirent l'utilisation. Il était évident que l'influent Charles Grant, à la tête de la commission de contrôle, et avec une opinion publique britannique favorable à la propagation de l'évangélisme, porteur de progrès social, les gouverneurs généraux ne pouvaient que s'incliner face à cet esprit évangéliste.

Le gouvernement de l'Inde n'avait pas réussi à établir un rapprochement entre les autochtones et les Britanniques. La domination étrangère, aux yeux des autochtones, en particulier pour les nobles et les intellectuels, n'était pas fructueuse en raison des discriminations dont ils faisaient l'objet combinées à un sentiment de relégation sociale qui donna naissance à une aversion de plus en plus marquée pour le pouvoir colonial. Les gouverneurs généraux en étaient bien conscients mais ils avaient affaire à une administration complexe dans des territoires immenses et lointains. Lorsqu'il était encore gouverneur de Madras, William Bentinck affirmait, dans une sombre perspective, que les Britanniques étaient des étrangers sur le territoire indien : « *Strangers in the land* »⁷¹⁷ et il persista dans son opinion en soulignant l'impopularité du gouvernement de l'Inde :

*Do not several revolting and brutalizing practices still prevail among the people? Is there anywhere the prospect of our obtaining, in a season of exigency, that the co-operation which a community, not avowedly hostile, ought to afford to its rulers? Is it not rather true that we are the objects of dislike to the bulk of those classes who possess the influence, courage, and vigour of character which would enable them to aid us?*⁷¹⁸.

Son successeur, Charles Metcalfe, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement de l'Inde trouvaient dans la domination de la population autochtone par une poignée de Britanniques tout un paradoxe qui devait un jour prendre fin. Même T. B. Macaulay le confirma lorsqu'il arriva en Inde en 1834 en soulignant que les Britanniques ne

⁷¹⁷ John Rosselli, *Lord William Bentinck: the Making of a Liberal Imperialist, 1774-1839*, London, Sussex University Press, 1994, p. 182.

⁷¹⁸ C. H. Philips, ed., *The Correspondence of Lord William Cavendish Bentinck, Volume I, 1828-1831*, Oxford, Oxford University Press, 1977, p. 203.

sont que des étrangers et qu'en instaurant un contrôle complet de n'importe quelle zone du pays, la moitié de la population s'insurgerait contre l'administration britannique. De plus, Holt Makenzie, l'un des grands intellectuels parmi les hauts fonctionnaires du gouvernement de l'Inde, reconnut que finalement les Britanniques n'avaient pas de connaissances suffisantes sur les Indiens et leur nature morale: « *We still know... little or nothing of the great body of the people... the moral mass of India is, to almost all of us, an absolute blank...* »⁷¹⁹. H. H. Wilson, le grand orientaliste, prévint des répercussions irréversibles de la domination britannique, une administration non seulement étrangère, mais qui manquait aussi de communauté d'intérêts et de réciprocité de sentiments. Ainsi, comme les gouvernés ne pouvaient pas s'identifier à l'administration britannique de leur pays, les hostilités, les tensions et les révoltes furent de plus en plus articulées sur une échelle nationale.

La fin de l'EIC se confirma et l'instauration de l'administration directe (*Direct Rule*) se concrétisa par la loi de 1858 (*Government of India Act*) stipulant la dissolution du Conseil des directeurs et sa substitution par le Conseil de l'Inde (*Council of India*). L'*India Office* fut également créé à Londres, suite à l'adoption de cette loi : il s'agissait d'un cabinet ministériel où siégeait le secrétaire d'état pour les affaires indiennes (*Secretary of State for India*). Lors d'une réunion du *Council of India* en date du 3 septembre 1858, le Conseil mit en place une série de comités travaillant sur les affaires indiennes. Celui des finances, des travaux publics et des affaires intérieures (*Finance, Public Works and Home Affairs*) regroupa, entre autres, Charles Mills, John Shepherd et Elliot Macnaghten. Le comité politique et militaire compta John Pollard Willoughby parmi ses membres. Le troisième et le dernier comité fut celui des affaires fiscales, judiciaires et législatives. Les députés se mirent alors à débattre d'un transfert du pouvoir de la Compagnie à l'autorité du Parlement et à l'administration directe de la Couronne.

Les débats parlementaires furent animés par des arguments opposant les ministres *whigs* et *tories* sur l'éligibilité des actionnaires (*proprietors*) de la Compagnie à désigner les membres du nouveau Conseil. Lord John Russell intervint le 14 juin 1858 pour élucider les difficultés de mise en place concrète des changements récents dans la nomination des membres du Conseil qui reposait plutôt sur le parrainage. Pour lui, les membres du *Council of India*, se substituant au Conseil des directeurs, devaient être désignés non pas par les actionnaires, incapables selon lui de faire un bon choix de membres compétents, mais par la Reine Victoria elle-même : « *it is expedient that the Members of the Council be appointed by*

⁷¹⁹ John Rosselli, *op. cit.*, p. 182.

her Majesty. »⁷²⁰. Lord Russell rappela aux députés que les actionnaires ne participaient jamais et ne connaissaient rien sur le gouvernement de l'Inde et qu'ils s'étaient toujours exclusivement préoccupés des profits tirés de leur commerce dans le sous-continent :

*There would be quite as much incongruity and absurdity in making the Proprietors of East India stock elect a part of the Indian Council. The holders of railway stock appeared to him as little fitted to be electors of the Council as the Proprietors of East India stock. They never were known to have taken any part in the government of India; they were guaranteed the money they had advanced, they had no direct interest in the government of India, and whatever interest they had might be supposed to lie in the direction of imposing greater burdens so as to secure good dividends to themselves*⁷²¹.

Dans la même perspective, le Vicomte Palmerston considéra que le Conseil devait être constitué par une nomination souveraine représentant l'autorité exécutive supérieure. Pour lui, le pouvoir et la souveraineté devraient être réunis et devaient être incarnés dans le privilège de désignation réservé exclusivement au souverain en question. Si la Compagnie n'était plus le souverain légitime du sous-continent, c'est la Couronne qui devait prendre le contrôle du pouvoir exécutif de l'administration indienne et de la nomination des membres du *Council of India*. D'après Palmerston, la nomination était aux mains du souverain, ce qui rendait légitime le choix des membres nommés :

The Council should be appointed by the Sovereign power, whether that power was the Crown or the East India Company. It was thus that the Directors had been appointed, for they had not been elected to office by any one extraneous to the Sovereign power. They had, in fact, been appointed in the only way in which it was possible for an aggregate body to appoint them. As no part of the Court of Directors had been appointed by any other authority than by the Sovereign power, then, by a

⁷²⁰ Lord John Russell's debate of the 14th of June 1858 on the election of Members of the Council of India, en ligne, 23 mars 2017

http://hansard.millbanksystems.com/commons/1858/jun/14/committeefifthresolution#S3V0150P0_18580614_HOC_20

⁷²¹ *Ibid.*

*constitutional analogy, the Crown should have the appointment of the Executive Council of India*⁷²².

Les changements dans le système de l'administration indienne étaient indispensables afin de protéger le commerce, de garantir la pérennité de la souveraineté britannique dans le sous-continent après la grande révolte de 1857 et d'éviter l'éventualité du déclenchement d'autres révoltes.

Avec l'adoption du *Government of India Act* de 1858, la Compagnie fut dissoute et la nomination des hauts fonctionnaires fut soumise à un concours civil et militaire de *Civil Servants* et ne fut plus l'objet de parrainage. D'ailleurs, le paiement en parrainage du personnel de la Compagnie avait irrité des gouverneurs et de hauts fonctionnaires tels que William Bentinck, T. B. Macaulay et Charles Edward Trevelyan :

*Persons of very great weight very much objected to the mode of paying the Directors by patronage. Lord W. Bentinck, Lord Macaulay, and Mr. Trevelyan, persons of great Indian experience, protested against their being paid by patronage; and he saw by the papers of that day that Sir J. Lawrence was of opinion that all appointments in India, whether civil or military, should be made by competitive examination*⁷²³.

Ainsi, l'abolition de la Compagnie déclencha des changements considérables non seulement dans le système de l'administration indienne, mais aussi dans le fonctionnement et les critères de sélection des hauts fonctionnaires de l'*India Office*. Le parrainage qui avait été tant employé par les directeurs fut quasiment interdit par ces réformes. L'empire britannique fut alors, pour la plupart des Britanniques, sauvé d'une éventuelle désagrégation. L'administration directe ou la bonne gouvernance royale et souveraine (*Raj*) du sous-continent était désormais aux mains du gouvernement britannique, du Parlement et de la Reine Victoria, devenue officiellement Impératrice des Indes le 1^{er} mai 1876.

⁷²² Viscount Palmerston's speech of the 25th of June 1858 in the House of Commons on the abolition of EIC, en ligne, 23 mars 2017

http://hansard.millbanksystems.com/commons/1858/jun/25/committee-1#S3V0151P0_18580625_HOC_147

⁷²³ *Ibid.*

4.3.1.3. L'impératrice Victoria et le *Direct Rule*

La domination britannique du sous-continent connut en 1858 un grand changement suite à l'abolition de la Compagnie. Pour mieux gouverner les territoires britanniques en Inde, la souveraineté monarchique se substitua à celle de la Compagnie dont l'autorité s'était profondément affaiblie depuis l'éclatement de la révolte des Cipayes. La révolte secoua considérablement les Britanniques, leur commerce et leurs affaires, mais leur permit aussi de repenser les fondements mêmes de leur pouvoir colonial dans le sous-continent. Le *Direct Rule* mis en place par la Couronne se confirma après la liquidation et l'abolition de l'EIC. La reine Victoria promit dans sa Proclamation (Annexe 1) une politique tolérante et conciliante envers le peuple indien. En effet, les relations entre la colonie et la métropole devaient être rétablies sur le principe de la collaboration et de la négociation avec les autochtones et non plus sur la seule force militaire employée par l'armée de la Compagnie. L'administration locale de l'Inde britannique fut désormais confiée à un vice-roi, une nouvelle fonction remplaçant celle du gouverneur général, mais toutes les décisions importantes concernant la colonie proviendraient de la Couronne. L'ère de l'administration directe du sous-continent était alors entamée.

La transition vers la *Direct Rule* se concrétisa progressivement par la réforme des anciennes politiques de la Compagnie et par l'abolition totale de la pratique du parrainage utilisée par le Conseil des directeurs. En effet, ce privilège fut supprimé par le *Government of India Act* de 1858 pour laisser place à l'examen civil et militaire des *Civil Servants*. Le nombre des directeurs fut réduit à dix-huit au lieu de vingt quatre renforçant ainsi le pouvoir exécutif du gouvernement de l'Inde. Six directeurs sur les dix-huit seraient nommés par la Couronne constituant ainsi le *Council of India*. A la place du président de la commission de contrôle, un secrétaire d'Etat pour l'Inde devait être nommé. Le *Government of India Act*, n'était qu'une adaptation, voire un supplément idéologique *tory* des préoccupations impériales de la Couronne déclarées dans sa *Proclamation*. Les ministres *tories* du gouvernement de Lord Derby avaient orienté les prérogatives royales vers une politique de conciliation, de respect et de collaboration avec les Indiens. Le pouvoir du Premier Ministre devait surpasser celui du Conseil du gouvernement de l'Inde. Avec cette nouvelle loi, toute la correspondance indienne devait parvenir à la Couronne et tous les décrets du gouvernement colonial devaient être pris en son nom.

Le gouverneur général en poste, Lord Canning, fut proclamé premier vice-roi des Indes à Allahabad. Lord Canning, dans une lettre à Lord Stanley, nommé par la reine au poste de secrétaire d'état pour l'Inde, datée du 17 novembre 1858, lui indiqua qu'il allait mettre en œuvre l'ensemble des résolutions de la Proclamation de la reine Victoria. Canning précisa également qu'il veillerait à faire régner l'esprit de tolérance, de paix et de clémence notamment dans l'Oudh :

*In framing these instructions it has been my object to give full effect to the spirit of Mercy which pervades the Proclamation, and to make the application of it as simple as possible, but at the same time to retain to myself the means of securing the future permanent tranquility of Oudh not less than its immediate pacification*⁷²⁴.

Les Tories étaient très critiques à l'égard des Whigs et de leurs politiques réformistes menées en Inde. Ils avaient longtemps contesté la nature et les objectifs de leurs politiques réformistes qui constituaient les piliers de « l'empire libéral »⁷²⁵. Dans la révolte de 1857, les Tories trouvèrent une occasion en or pour reconstruire l'impérialisme britannique selon leur vision en privilégiant la « région » et la « recommandation », pour traduire ce que Matthew Stubbings appelle 'locality' and 'prescription'⁷²⁶. En effet, ils avaient essentiellement désavoué et réfuté l'universalisme dans la conception *whig* de l'empire et sa nature progressiste dans le sous-continent et réorientèrent donc la politique britannique vers le maintien et non la réforme des institutions sociales, culturelles et politiques indiennes⁷²⁷.

Ils condamnèrent également la 'mission civilisatrice' prônée par les Whigs et fournirent, en réponse aux événements de la révolte une alternative politique renforçant la collaboration, s'engageant à la non interférence culturelle et religieuse et respectant les différentes institutions prescrites séparant l'Inde de la Grande-Bretagne. Ils construisirent des comparaisons entre la Grande-Bretagne et l'Irlande pour interpréter les événements, les institutions et les coutumes en Inde. Des Tories comme Benjamin Disraeli, Henry Baillie et John Manners contestèrent le Whiggisme et son obstination à diffuser les réformes libérales dans les domaines politique, social et religieux, occasionnant ainsi de profonds

⁷²⁴ Foreign Department, Secret, Letter from Lord Canning to Lord Stanley, Her Majesty's Secretary of State for India, Allahabad, 17th November 1858, India, Political Department, Collection 13, Governor-General's secret Letters, Oude, Her Majesty's Proclamation, *India Political Collections*, L/ PS/6/474, ff. 322- 324.

⁷²⁵ Matthew Stubbings, "British Conservatism and the Indian Revolt: the Annexation of Awadh and the Consequences of Liberal Empire, 1856-1858", *Journal of British Studies*, vol. 55, October 2016, p. 736;

⁷²⁶ Matthew Stubbings, *op. cit.*, pp. 728-749.

⁷²⁷ *Ibid.*, pp. 733-734.

bouleversements en Inde. La sympathie de Benjamin Disraeli à l'égard des autochtones, associée à sa vive critique des politiques *whigs* façonnèrent sa position sur les conséquences négatives des réformes adoptées, incarnées en particulier par la révolte de 1857. Son ouvrage *Tancred* (1847) le classa dans la catégorie 'orientalisme positif' (*positive orientalism*) selon Patrick Brantlinger. Il y contestait les arguments 'racistes' de James Mill dans son ouvrage *History of British India* (1817)⁷²⁸. Dans *Tancred*, Disraeli dénigre les actions des Britanniques en Inde et se moque de leurs préjugés et de leur supériorité présumée vis à vis de l'Orient et même de leur cupidité excessive:

*There is not a race so proud, so wilful, so rash, and so obstinate... They have all the power of the State, and all its wealth; and when they can wring no more from their peasants, they plunder the kings of India*⁷²⁹.

Pour Disraeli, les annexions successives menées par les gouverneurs généraux *tories* et *whigs* tous confondus et notamment celles d'Ellenborough et de Dalhousie furent la cause majeure du déclenchement de la révolte de 1857. D'ailleurs, Disraeli confia à Lord Derby que la cause principale et immédiate de la révolte fut la toute dernière et inattendue annexion du royaume de l'Oudh⁷³⁰. Disraeli n'était pas le seul député *tory* à dénoncer les prétextes financiers de la Compagnie avancés par le gouvernement de l'Inde pour justifier l'annexion de l'Oudh. Dans la même perspective que Disraeli, et très critiques également des réformes effectuées par les Whigs dans le sous-continent, les députés *Tory* Henry Baillie et John Manners trouvèrent que la suspension par le gouvernement de l'Inde des droits coutumiers relatifs à la succession des souverains de l'Oudh représentait une confiscation caractérisée de leur souveraineté, une volonté évidente de les contrôler et de confisquer leurs biens et une nécessité urgente de surmonter le déficit financier du gouvernement. Manners considéra l'annexion du royaume de l'Oudh comme une atteinte aux membres de la famille royale autochtone et il s'interrogea sur les motivations morales du gouvernement de l'Inde derrière cette annexion suicidaire pour l'administration coloniale⁷³¹. La famille royale de l'Oudh était en visite à Londres et accueillie par la reine Victoria lorsque la révolte éclata en 1857. La sympathie de la reine

⁷²⁸ Patrick Brantlinger, "Disraeli and Orientalism," in Charles Richmond and Paul Smith, eds., *The Self-Fashioning of Disraeli 1818–1851*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, pp. 90–105, in p. 92, 98, 104. Simone Beate Borgstede, *"All is Race": Benjamin Disraeli on Race, Nation, and Empire*, Zurich, Lit Verlag, 2011.

⁷²⁹ Benjamin Disraeli, *Tancred or the New Crusade*, Volume I & 2, London, Leipzig, Bernh Tauchnitz, 1847, p. 168.

⁷³⁰ Disraeli to Derby, 18 November 1857, in Disraeli, Letters, 7:93–96; Disraeli to Stanley, 27 July 1857, *Papers of Edward Geoffrey Stanley 14th Earl of Derby*, 920 DER 14/145/3/31, Liverpool Records Office.

⁷³¹ Manners, Speech to the House of Commons, 4 March 1856, PD, Commons, 3rd ser., vol. 140, 1856, col. 1855, in Matthew Stubbings, *op. cit.*, p. 739.

Victoria à l'égard de ce royaume et de ses souverains joua un rôle primordial dans le façonnement des futures relations entre les Indiens et les Britanniques. Cependant, il ne faut pas comprendre cette sympathie politique comme un engagement altruiste : les intérêts britanniques primaient avant tout. Sécuriser les frontières et garantir le bon déroulement du commerce britannique étaient deux priorités indiscutables.

En 1852, Baillie avait déjà soutenu l'alternative de l'administration royale directe avec l'aide du Parlement, qui, pensait-il, était la seule gouvernance capable de réorienter la politique désastreuse de la Compagnie à l'égard des traditions, des usages coutumiers et des droits des autochtones. Pour lui ainsi que pour Manners, la révolte indienne avait pris une dimension nationale dont les causes étaient à rechercher dans les politiques annexionnistes des gouverneurs britanniques depuis William Bentinck et leur refus d'inclure les Indiens dans l'administration de leur pays⁷³². Cela créa chez les autochtones un sentiment d'injustice et d'expropriation ainsi qu'une frustration qui engendra l'escalade du mécontentement populaire, l'intensification des tensions et la montée de la violence contre la présence et l'autorité britanniques. Ainsi, le rêve de la grandeur britannique et la volonté d'affermir le contrôle du sous-continent fut réalisé, selon les *Tories*, en annexant le Royaume de l'Oudh, tant voulu par Bentinck, Auckland et Hobhouse et accompli par Dalhousie, ce qui mit en évidence les limites d'un système de gouvernement qui ne pouvait plus fonctionner⁷³³.

Les Tories jouèrent un rôle majeur dans le façonnement de l'administration directe de l'Inde en privilégiant la collaboration à la coercition et le respect des institutions indiennes prescrites et des usages coutumiers. Disraeli, Lord Ellenborough et Lord Derby laissaient entendre dans leur correspondance que les traditions et en particulier les religions des autochtones devaient être respectées⁷³⁴. Ellenborough, alors président de la commission de contrôle en 1858, s'opposa à la proclamation de Canning, évoquée dans sa lettre du 28 mai 1857 envoyée à Colvin (cf. p. 273) et mena une censure *tory* contre sa clémence et aussi contre la résolution de Canning d'appliquer la loi martiale au Bengale. En outre, il s'attaqua à la menace de Canning de confisquer les biens des Indiens de l'Oudh dans l'éventualité de non collaboration et de déloyauté vis à vis du gouvernement de l'Inde. Pour Ellenborough, Canning était allé très loin dans la répression des autochtones au royaume de l'Oudh,

⁷³² Thomas R. Metcalf, *Aftermath of Revolt: India, 1857-1870*, Princeton, Princeton University Press, 1964, pp. 6, 15–17. Baillie, Speech to the House of Commons, 16 April 1858, PD, Commons, 3rd ser. vol. 148 (1857-58), col. 1478 in M. Stubbings, *op. cit.* p. 738.

⁷³³ Baillie, Speech to the House of Commons, 16 February 1858, PD, Commons, 3rd ser., vol.148 (1857–58), cols. 1480–88. *Ibid.* p. 738.

⁷³⁴ Derby to Ellenborough, *Ibid.*, p. 740.

favorisant ainsi l'escalade de la violence⁷³⁵. Ellenborough écrivit à Disraeli que le temps était venu pour un changement de mode de gouvernance indienne. Il lui confia que le moment était venu pour que les Tories prennent en charge l'administration indienne afin de stabiliser la situation. Il s'agissait de traiter les autochtones avec beaucoup plus de sympathie, de respecter leurs traditions et leurs usages coutumiers pour calmer les tensions et empêcher les hostilités grandissantes de gagner tout le sous-continent⁷³⁶. La dépêche de Lord Ellenborough fut publiée dans le *Times*, et l'alternative *tory* promettant la réconciliation entre les Britanniques et les Indiens commença à gagner du terrain dans l'opinion publique britannique et finit par convaincre la reine Victoria de l'urgence de la situation pour sauver l'empire britannique en Inde après le violent séisme qu'avait constitué la révolte de 1857. Les Tories condamnèrent ainsi les Whigs et en particulier, la confiscation des biens des autochtones déloyaux comme stipulé dans la proclamation de Canning, en plus de l'annexion de l'Oudh, et de vouloir à tout prix agrandir l'empire libéral et d'occidentaliser l'Inde.

Avec l'appui des ministres *Tories*, déterminés à abandonner les politiques indiennes des Whigs, la reine s'attaqua en premier lieu à leurs politiques militaires et annexionnistes. Encouragée par son mari le prince Albert et le Duc de Wellington, qui détestaient les Whigs et leurs politiques réformistes dans le sous-continent depuis les années 1830, elle était devenue l'arme d'Ellenborough, ainsi que d'autres ministres *Tories* pour contrer les Whigs au Parlement, si bien qu'elle incarna l'image « d'une reine guerrière », comme la décrit Miles Taylor⁷³⁷. La future impératrice des Indes admirait et souhaitait s'inscrire dans la démarche et le rôle des empereurs les plus puissants qui avaient réussi à maintenir de grands empires tout en s'assurant de la loyauté de leurs sujets. Pour ce faire, la Proclamation de la reine Victoria, rédigée par Edward-Smith Stanley, le 14^{ème} comte du gouvernement *Tory* de Lord Derby, réorienta l'administration britannique de l'Inde vers plus de tolérance et de justice et redonna aux autochtones la confiance nécessaire à la pérennité de la souveraineté britannique dans le sous-continent.

Les Tories et l'opinion publique britannique s'attaquèrent sans relâche aux ministres, députés et gouverneurs *whigs* dans leur critique de la politique annexionniste, interventionniste et civilisatrice de la Compagnie. Pour éliminer définitivement l'alternative *whig* de l'administration indienne, les Tories transposèrent leurs valeurs de patriotisme et de

⁷³⁵ Ellenborough to Derby, 9 May 1858, *Ellenborough Papers* fol. 3131, National Archives.

⁷³⁶ Ellenborough to Disraeli, 17 May 1858, f. 3206, *Ellenborough Papers*, National Archives.

⁷³⁷ Miles Taylor, "Queen Victoria and India, 1837-61", *Victorian Studies*, vol. 46, n° 2, Papers from the Inaugural Conference of the North American Victorian Studies Association, Winter 2004, p. 269.

nationalisme très bien reçues dans un sous-continent sous tension raciale accrue et qui selon eux, avait été délaissé par les Whigs dont les réformes n'avaient servi que les gouvernants et non les gouvernés. Le Raj transmit un esprit de tolérance mais le patriotisme conservateur nationaliste intrinsèque et assez particulier chez les députés, ministres et hommes d'état *tories* renforça davantage leur contrôle d'un grand empire désormais façonné pour durer. En prescrivant la politique de collaboration, de tolérance, de respect et de protection à l'égard des autochtones et en particulier, des princes indiens, dans la Proclamation royale de 1858, les Tories s'appuyèrent sur de nouvelles bases indispensables au succès et au maintien de l'empire.

Dans Sa Proclamation, la reine Victoria s'engagea à maintenir et à faire respecter les différences culturelles, sociales, et politiques qui séparent l'Inde de la Grande-Bretagne. Afin de gérer au mieux le conflit général issu de la grande révolte de 1857, la Proclamation établissait un cadre impérial permanent définissant les obligations de la Couronne à l'égard des Indiens. La pacification de la colonie et l'apaisement des tensions étaient au cœur de la nouvelle administration directe conduite par la reine Victoria. *Punch* l'avait décrite, le 11 septembre 1858, comme une souveraine tolérante et vertueuse, prête à pardonner à ses sujets les violences qu'ils avaient commises contre les Britanniques : « *We desire to shew Our Mercy, by pardoning the Offences of those who have been misled, but who desire to return to the path of Duty.* ». Son nouveau titre de reine des Indes fut illustré en 1858 par une vignette du journal *Punch* montrant une princesse indienne s'agenouillant devant Sa Majesté la reine Victoria⁷³⁸. L'empire britannique rentra alors dans une nouvelle époque, que certains historiens comme C. A. Bayly nomment *New India*⁷³⁹, où Victoria allait jouer un rôle majeur dans ce qui deviendra l'assemblage impérial : « *Imperial Assemblage* »⁷⁴⁰ : un événement exceptionnel reposant sur des assemblées impériales successives en 1877, 1903 et 1911 réunissant les princes indiens en présence du Vice-roi, représentant de la reine et impératrice Victoria puis de son successeur, réaffirmant le contrat de tolérance redéfinissant les relations indo-britanniques.

L'idée de l'« *Imperial Assemblage* » fut initiée par le *tory* Robert Bulwer, le Comte de Lytton, et Vice-roi à partir de 1876 et approuvée par Lord Salisbury, le Secrétaire aux

⁷³⁸ Miles Taylor, *op. cit.*, p. 269.

⁷³⁹ Christopher Alan Bayly, ed., *The Raj: India and the British, 1600-1947*, London, National Portrait Gallery Publications, 1990, p. 139.

⁷⁴⁰ Miles Taylor, April 2nd 2014 Conference in Tunis, Tunisia: "Power and Counter-Power". Lecture on "Queen Victoria and India". University of Tunis- University of Arts and Humanities of 9th April, Tunis.

Affaires indiennes de 1874 à 1878, pour soutenir la collaboration princière grâce aux assemblées royales organisées en Inde. Lytton joua un rôle majeur dans l'élargissement du pouvoir de la Couronne dans le sous-continent et ce en récompensant la loyauté des princes indiens par des cadeaux et des titres honorifiques. Les efforts de Lytton furent au service des enjeux post-révolte parce qu'il devait trouver un moyen pour calmer les tensions raciales qui se développaient, notamment chez les élites macaulayennes formées à l'européenne. D'ailleurs, même Charles Wood et John Lawrence respectivement aux postes de Secrétaire aux Affaires indiennes et de Vice-roi avaient maintenu les nouveaux objectifs impériaux après la démission de Stanley et des Tories en 1859 : à savoir la neutralité dans le domaine religieux et la récompense des princes et des propriétaires terriens loyaux. Bien qu'ils aient essayé avec Canning de continuer à promouvoir le projet « civilisationnel » *whig* visant à l'occidentalisation totale du sous-continent, les Tories comme le Marquis de Salisbury et le Comte de Mayo (Vice-roi Richard Bourke), les défièrent en empêchant continuellement toute avancée dans cette direction. Ils proposèrent des alternatives politiques *tories*, qui selon eux, garantissaient mieux la pérennité de l'empire britannique dans le sous-continent. Par exemple, en soutenant la protection royale d'une élite princière ainsi que de la paysannerie rurale, ce qui mettait en valeur leur conception d'un empire fondé sur la diversité et la différence culturelle et religieuse plutôt que sur l'uniformité voulue par l'universalisme du progrès et de la civilisation inhérents à la vision *whig*⁷⁴¹.

⁷⁴¹ Matthew Stubbings, *op. cit.*, pp. 746-748.



Source : *Punch*, 11 septembre 1858

Vingt ans après la révolte de 1857, la reine Victoria, représentée par le Vice-roi des Indes Lord Lytton, reçut le titre d'Impératrice des Indes à Delhi le 1^{er} janvier 1877 en présence de tous les princes autochtones conviés à lui faire acte d'allégeance. Une hiérarchie impériale se tissa entre la reine-impératrice et les princes indiens mettant en avant la collaboration et la négociation comme les caractéristiques essentielles du nouveau pouvoir impérial. Contrairement au gouvernement de l'Inde qui n'avait cessé d'ignorer les

autochtones et leurs droits, la reine Victoria incarnait un nouveau style de gouvernance fondé sur la conciliation. Pour les autochtones elle fut une reine et impératrice populaire, jouant successivement un rôle de médiateur, de pacificateur et de réformateur en accord avec le mouvement réformiste indien émergent. Pour les autochtones, elle pouvait bien faire tout ce que le gouvernement de l'Inde leur avait refusé auparavant. Ils voyaient donc en elle le garant de leur bien-être et de leur réussite. Pour les réformateurs musulmans, elle fut considérée comme le chantre d'une éducation musulmane libérale. Pour le mouvement réformiste *sikh*, elle incarna les valeurs pour lesquelles ils aspiraient. Ce qui rendit la reine Victoria très populaire, indianisée et appréciée par ses sujets indiens fut son statut de femme, mère et veuve qui ne se remaria jamais, donc en accord avec la majorité des autochtones s'opposant au remariage des veuves hindoues : un sujet majeur en Inde au XIX^{ème} siècle. Sa préoccupation pour les besoins des autochtones la positionna au delà du gouvernement de l'Inde comme une sympathisante et non-opposante envers les aspirations des Indiens aux réformes.

La Proclamation royale avait eu l'avantage d'apaiser les communautés hindoue et musulmane, ce dont les Indiens avaient bien besoin après les récents conflits culturels et religieux menant à la révolte populaire de 1857. La Grande-Bretagne mit en place une politique de tolérance religieuse en restituant, dans un premier temps, les mosquées et les temples hindous qui avaient été transformés en entrepôts par les officiers britanniques lors de la révolte. La Proclamation mit aussi l'accent sur la conciliation avec les princes autochtones, et en particulier, le respect de leurs religions et la reconnaissance de leur lignée dynastique et de leur légitimité en tant que souverains dans leurs royaumes. Cet esprit de tolérance généralisée fut une caractéristique singulière de la domination britannique telle qu'elle fut personnifiée par la reine Victoria.

La reine Victoria mit fin aux politiques expansionnistes de la Compagnie, empêchant toutes annexions territoriales supplémentaires et assurant que la métropole se contenterait des territoires étant déjà sous administration britannique. Elle privilégia un esprit de tolérance global envers les états princiers tout en réaffirmant la légalité des traités qui avaient été signés avec eux par la défunte Compagnie. Elle prôna une politique religieuse tolérante et juste à l'égard de ses sujets indiens, s'opposant directement au prosélytisme évangélique considéré comme l'une des causes principales de la révolte. Elle prévint que nul ne pourrait opprimer les autochtones en raison de leurs croyances ou de leurs usages coutumiers. De surcroît, elle réconforta ses sujets en déclarant que les droits des autochtones étaient désormais garantis par le biais de lois justes et impartiales :

*Firmly relying Ourselves on the truth of Christianity, and acknowledging with gratitude the solace of Religion, We disclaim alike the Right and the Desire to impose our Convictions on any of Our Subjects. We declare it to be Our Royal Will and Pleasure that none be in any wise favored, none molested or disquieted by reason of their Religious Faith or Observances ; but that all shall alike enjoy the equal and impartial protection of the Law : and We do strictly charge and enjoin all those who may be in authority under Us, that they abstain from all interference with the Religious Belief or Worship of any of Our Subjects, on pain of Our highest Displeasure*⁷⁴².

La reine promet de veiller à l'amélioration des conditions morales et matérielles des autochtones en inaugurant, entamant, et complétant de gros travaux d'infrastructure, comme les chemins de fer, les ponts et les routes. Elle réitéra la nécessité de garantir aux autochtones les moyens de la réussite, de la prospérité et du bien être. L'administration royale directe se voulut alors dépendante de l'assentiment de ses sujets indiens : « *In their Prosperity will be Our Strength ; in their Contentment Our Security ; and in their Gratitude Our best Reward.* »⁷⁴³.

Cependant, sur le plan politique, les élites autochtones furent rapidement déçues. Leur liberté d'action était faible, pour ne pas dire inexistante. Les princes ne devaient pas avoir de relations directes avec les puissances étrangères sauf par médiation britannique. Leurs forces militaires, déjà réduites, étaient strictement limitées. En outre, ceux qui adhéraient à cet esprit de collaboration n'étaient qu'une poignée de souverains et de membres des élites. La révolte de la population, et pas simplement des Cipayes, avait laissé persister un fort ressentiment envers les Britanniques qui se manifestait dans la dissidence, l'isolation et l'exil spirituel. Dans les années et les décennies suivant la Proclamation, de nombreux Indiens s'étaient élevés contre la conciliation et avaient conservé l'idée de chasser définitivement les Britanniques de leur pays. Certains historiens britanniques comme C. A. Bayly pensent que la frontière entre 'révolte' et 'collaboration', souvent très ténue, était définie plus par les préjugés de certains responsables britanniques ou par le sectarisme de la politique locale des

⁷⁴² Proclamation by the Queen in Council to the Princes, Chiefs, and People of India (published by the Governor-General at Allahabad, November 1st 1858, East India Proclamations, en ligne, 30 mai 2017 <http://www.csas.ed.ac.uk/mutiny/confpapers/Queen%27sProclamation.pdf>

⁷⁴³ *Ibid.*

états indiens et des villages plutôt que par une véritable prédisposition à la résistance anti-coloniale :

*The boundary between 'revolt' and 'collaboration' was often very faint, defined more by the prejudices of individual officials or by the internal factional politics of Indian states and villages than by any clear predisposition towards anti-colonial resistance*⁷⁴⁴.

4.3.2. La résistance des traditions indiennes

Comme nous l'avons déjà amplement souligné, la modernisation de la société indienne ainsi que la civilisation et l'occidentalisation des autochtones étaient au cœur des politiques réformistes *whigs*. Avec les Whigs utilitaristes à la tête de l'administration londonienne de la Compagnie et de celle du gouvernement de l'Inde, la mise en place de ce projet libéral et impérialiste était quasiment garantie. C'était sans compter avec la résistance des autochtones à leur soumission, à la discrimination dont ils faisaient l'objet et à leur élimination presque totale de l'administration du pays. La culture orientale réussit à se maintenir partout dans le sous-continent en dépit de 'l'intrusion' massive de la culture occidentale. Les coutumes musulmanes et hindoues étaient restées inchangées malgré les efforts des évangélistes et des missionnaires dans l'abolition de certains rites et dans l'aspiration à des conversions massives pour une transformation radicale de la société indienne. En ce qui concerne la situation des femmes, les Britanniques n'avaient pas réussi à moderniser la société hindoue et à en changer les traditions. En effet la réforme sur le remariage des veuves fut un échec, parce que les veuves ne souhaitaient pas se remarier et d'ailleurs, même aujourd'hui, les remariages des veuves hindoues sont rares. Si l'abolition du Sati, un rituel considéré comme odieux et barbare, était justifiée aux yeux des britanniques, elle ne l'était pas pour la communauté hindoue qui refusait cette législation imposée par le gouvernement colonial.

Les autochtones étaient très attachés à leurs coutumes sociales et religieuses. Au sein de l'armée de l'EIC, le mode de vie des Cipayes était très différent de celui des Européens. Certains Cipayes maintenaient leur code vestimentaire, leurs règles de vie familiales et communautaires, leurs castes, leur culture et leur religion. De même, les élites indiennes occidentalisées selon le projet de Macaulay d'établir une classe d'intellectuels modernes

⁷⁴⁴ C. A. Bayly, *Indian Society and the Making of the British Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 170.

durent retourner à leurs communautés d'origine pour se ressourcer et se désaliéner. Dans la culture orientale et dans leurs religions respectives, les élites retrouvèrent la force dont elles avaient besoin pour faire face à l'irrésistible progression du contrôle britannique de leur pays et de ses institutions. Afin de résister aux autorités coloniales, les intellectuels indiens se mirent à fonder des organisations dont le but était essentiellement de revendiquer la liberté politique des Indiens. Encouragés par leur professeur, Derozio, les intellectuels avaient entamé un processus de résistance politique face à l'indifférence du gouvernement de l'Inde vis à vis de leurs demandes insistantes de participer activement dans l'administration du pays.

4.3.2.1. Persistance de la culture des cultes

Les autorités britanniques étaient conscientes que ce pays multiconfessionnel était désormais sous leur responsabilité mais en connaître les traditions ne constituait pas une de leurs priorités. D'ailleurs, les hauts fonctionnaires de la Compagnie arboraient un sentiment de supériorité spirituelle et religieuse très marquée à l'égard des autochtones. Au début du XIX^{ème} siècle, la politique religieuse de la Compagnie était tolérante. Comme de nouveaux territoires venaient continuellement agrandir ses possessions indiennes, il n'était pas question pour la Compagnie, pendant cette période, de toucher aux religions autochtones et d'adopter des politiques religieuses répressives contre ses sujets. Selon l'historienne Katherine Prior, cette tolérance religieuse était conditionnée par un pur pragmatisme lié à ses intérêts stratégiques dans le sous-continent⁷⁴⁵. C'est seulement à partir des années 1830, avec l'influence des évangélistes, qu'elle vira à l'interférence voire au prosélytisme religieux.

Depuis la renaissance intellectuelle au Bengale, les élites conservatrices présidées par Radhakanta Deb préféraient leurs langues orientales comme le persan et le sanscrit. Ces intellectuels reconnaissaient néanmoins la nécessité d'apprendre la langue anglaise, même si l'enseignement de l'anglais et de la culture occidentale leur était imposé par le pouvoir britannique. Tout en apprenant la langue et la littérature anglaises, qu'ils considéraient utiles pour leur commerce et leurs artisanats sous la souveraineté de la Compagnie, ils continuaient de maintenir leurs usages coutumiers et de préserver leur culture orientale, limitant ainsi l'intrusion de la culture occidentale dans la société indienne. En revanche, une minorité d'intellectuels autochtones radicaux, conduite par H. L. V. Derozio fut, dans un premier temps, fascinée par la culture occidentale et par son rationalisme laïc, s'opposant aux rites

⁷⁴⁵ Katherine Prior, "Making History: the State's Intervention in Urban religious Disputes in the North-Western Provinces in the Early Nineteenth Century", *Modern Asian Studies*, vol. 27, n°1, February 1993, p. 191.

hindous archaïques. Ces intellectuels publièrent en anglais leur hebdomadaire *Parthenon* attaquant la religion et la communauté hindoues. Dans les années 1830, le conflit entre les deux groupes, à savoir les traditionalistes et les radicaux parmi les intellectuels autochtones ne cessait de s'agrandir. Alors que les quelques radicaux s'identifiaient davantage avec la culture occidentale et la langue anglaise, les conservateurs cherchaient à préserver leur culture orientale et mettaient en valeur leurs coutumes orthodoxes face à la menace de conversions massives d'autochtones au Christianisme⁷⁴⁶.

Même si l'enseignement occidental était en forte demande, cela ne voulait pas dire que les intellectuels autochtones étaient fascinés par cette culture, au contraire, leur préférence pour ces savoirs était liée à la facilité avec laquelle l'acquisition des savoirs occidentaux se distinguait. En revanche, ils étaient restés très fidèles à leurs communautés et fiers de leur propre culture orientale. Dans les années 1840, les deux groupes d'intellectuels fusionnèrent afin d'articuler leurs demandes politiques contre le pouvoir du gouvernement de l'Inde. A partir de 1856, l'opinion publique indienne était divisée, une division accentuée par la politique agressive de Dalhousie vis à vis des usages coutumiers courants chez les Indiens. En outre, sa politique d'annexions démesurées n'avait pas cessé de créer d'innombrables clivages. Lorsque les Britanniques introduisirent les chemins de fer en Inde, ils étaient fiers du progrès technique et logistique qu'ils apportaient dans cette colonie. Cependant, les Hindous orthodoxes considéraient ce nouveau moyen de transport comme une menace à l'intégrité de leur système de castes puisqu'au milieu des trains bondés, il était inévitable que les castes se croisent et se côtoient, alors que tout contact physique avec d'autres castes est interdit aux castes supérieures⁷⁴⁷.

Les élites indiennes qui toléraient théoriquement les réformes sociales et économiques mises en place par le gouvernement de l'Inde, prirent le chemin de la résistance et dénièrent au colonisateur le droit de s'immiscer dans leurs religions, leurs traditions et leur identité culturelle orientale. Entre la culture occidentale et la culture orientale, les intellectuels se retrouvèrent aliénés et firent de cette aliénation un problème national. Lorsque les attaques

⁷⁴⁶ "Hindu Conservatives, by contrast, wanted the practical advantages afforded by a command of English, but were willing to make only those changes in customary behavior needed to work with the new rulers. They defended the status quo from the external criticisms of the Christian missionaries and the internal attacks of Hindu radicals. For those who lived and worked within the sphere of this new power and its accompanying culture, that is, within the colonial milieu, they had no choice but to examine a set of questions that affected their lives." Kenneth, W. Jones, *The New Cambridge History of India, Socio-religious Reform Movements in British India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 29.

⁷⁴⁷ Denis Judd, *The Lion and the Tiger : the Rise and Fall of the British Raj, 1600-1947*, New York, Oxford University Press, 2004, p. 68.

des missionnaires contre l’Hindouisme se succédèrent, les intellectuels hindous, même ceux qui étaient plutôt rationalistes comme Bankim au Bengale, devinrent les défenseurs de leur religion, celle de leurs ancêtres aussi. Dans sa théorisation sur « l’Hindouisme rénové », Bankim s’inspira des idées prônées par les Utilitaristes de son époque et fut principalement influencé par les philosophes européens Auguste Comte et Herbert Spencer. Dans son essai, *Mill, Darwin et le Dharma hindou* publié en 1875, Bankim soulignait que la religion hindoue privilégiait la souveraineté de la loi. Il en établit même des similarités avec l’œuvre de John Stuart Mill, *A System of Logic* (1843) et également entre les théories de ces philosophes et la pensée hindoue⁷⁴⁸. Plus tard, Bankim se dissocia des principes utilitaristes qui le fascinaient et se refugia dans sa religion.

Dans les années 1840 et 1850, le *Brahmo Samaj* fut présidé par Debendranath Tagore après la mort de son père, Dwarkanath Tagore et du fondateur Ram Mohan Roy. Debendranath Tagore dut faire face à l’aliénation des intellectuels et pensait qu’un grand retour aux traditions culturelles et religieuses hindoues leur était indispensable pour garder leur dignité et leur estime de soi⁷⁴⁹. Ils auraient alors la possibilité de retrouver dans leur identité orientale et leur héritage culturel et religieux la voie du progrès qui devait se substituer à celle proposée, voire imposée, par les Britanniques. Cette prise de conscience marqua la fin de l’expérience libérale et le début d’une deuxième renaissance, cette fois nationale et pas uniquement bengalie. La classe d’Indiens instruits voulue par Macaulay n’était pas aussi anglicisée qu’il le souhaitait et était restée fidèle à sa propre culture orientale. La communauté musulmane était encore plus réticente quant aux changements parce qu’elle était très attachée à ses usages et coutumes religieuses inspirés directement de l’Islam. En dépit des tentatives des missionnaires de convertir les Musulmans indiens au Christianisme, ces derniers continuaient à célébrer leurs festivités religieuses et donnaient beaucoup d’importance au pèlerinage à la Mecque. La Mecque et la Medina occupaient et occupent encore une place spéciale chez les Musulmans indiens, symboles forts d’appartenance religieuse à une communauté musulmane voisine plus large, celle des pays du Golf et du Moyen Orient et d’intégrité identitaire. D’ailleurs, les mosquées impressionnantes de Delhi incarnaient bien l’engagement des Musulmans à entretenir leurs lieux de culte et reflétaient un passé glorieux sous les Moghols, compare à un présent éphémère sous les Britanniques: “As

⁷⁴⁸ France Bhattacharya, *op. cit.*, p. 213.

⁷⁴⁹ T. Koditschek, *op. cit.*, p. 265. David Kopf, *The Brahmo Samaj and the Shaping of the Modern Indian Mind*, New Jersey, Princeton University Press, 1979, pp. 42-46.

long as a Mughal reigned in Delhi, aristocratic Muslims could persuade themselves that the old order was not dead and the East India Company was merely an occupying power."⁷⁵⁰.

Dans la vie quotidienne, les Musulmans indiens s'étaient toujours référés au texte coranique, en particulier dans le domaine des finances et dans les affaires juridiques. Lorsque les Britanniques établirent des réformes juridiques anglicisantes et occidentalistes radicales à partir de 1790 et, en particulier, en imposant le code pénal de Macaulay en 1837, une turbulente réaction lui succéda. En effet, c'était souvent des Indiens instruits qui déclenchaient ce genre de réaction, tels que Shah Wali-Allah qui protesta contre les premières interférences de la Compagnie (1790) dans le contenu substantiel de lois islamiques et coraniques lors de la réforme de la justice pénale. En outre, l'intolérance religieuse du gouvernement de l'Inde à l'égard des Musulmans indiens s'était révélée dans la suppression des prières du Vendredi et de la fête de l'Aïd. L'administration coloniale britannique fut à l'origine de bouleversements remettant en cause leur mode de vie et leur fierté :

*The establishment of British rule in India affected different classes of Muslims in different ways. For a minority it destroyed not a livelihood, but a way of life, and damaged not so much their pocket as their pride*⁷⁵¹.

Les Musulmans indiens résistèrent de plus en plus au pouvoir colonial qui s'immisçait sans cesse dans leurs usages coutumiers et dans leur religion. Le mouvement *Wahabite*⁷⁵² incarna cette résistance islamique contre la présence britannique pendant longtemps jusqu'à ce qu'il devienne très populaire avec la révolte de 1857. Pour W. W. Hunter, ce n'était qu'une 'rébellion' *wahabite* dont la menace grandissante posait de sérieux problèmes au pouvoir britannique en Inde. Ce dernier y répondit par la force en faisant arrêter et juger de nombreux dirigeants et militants *wahabites* en 1868:

*The Wahhabi rebellion which had started long before the Sepoy Mutiny assumed menacing proportions during that widespread uprising, and continued almost unabated till the Wahhabi trial of 1868*⁷⁵³.

William Bentinck avait discuté des moyens de neutraliser les révolutionnaires musulmans, en particulier les Wahabites, dans un compte-rendu daté du 30 mai 1829:

⁷⁵⁰ Peter Hardy, *The Muslims of British India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972, p. 34.

⁷⁵¹ Peter Hardy, *op. cit.*, p. 49.

⁷⁵² Son dirigeant, Abdoul Wahab professait un retour aux sources de l'islam et il adopta exclusivement et strictement le Coran comme référence pour établir ce mouvement de renaissance islamique.

⁷⁵³ William. W. Hunter, *The Indian Musalmans*, London, Trübner and Company, 1876, pp. 66-139.

*So long as they profess the intolerant doctrines of their prophet and remember the station they once held, their hostility can be neutralised by their interests and their fears and by their knowledge of our power*⁷⁵⁴.

Bien que les gouverneurs et hauts fonctionnaires britanniques aient été initialement impressionnés par le succès des nobles musulmans et affichaient une attitude respectueuse à l'égard de la culture moghole, la prise de contrôle politique par les Britanniques les avait conduits à supprimer les signes de respect mutuel entre les deux cultures. La domination britannique s'imposa au détriment des relations indo-britanniques de haut niveau. En 1844, Lord Ellenborough abolit une longue tradition consistant à offrir des cadeaux aux gouverneurs. Il était évident qu'à partir des années 1830, le gouvernement colonial contrôlait les intérêts économiques et politiques des grands aristocrates musulmans, des nobles et des *Achrafs*. Ainsi, les élites musulmanes indiennes étaient liées au pouvoir colonial et comme Bentinck l'évoqua, elles n'étaient pas en mesure de contester l'autorité britannique dont dépendaient principalement leurs intérêts commerciaux. Cependant, les autorités britanniques avaient négligé l'importance que les Musulmans indiens accordaient à la ville de Delhi englobant les réminiscences d'un pouvoir moghol tolérant, selon eux, contrairement à celui des Britanniques qu'ils considéraient comme des étrangers non-musulmans et, en plus, intolérants :

*The British in India had, by 1857, persuaded themselves without difficulty that the Mughals in Delhi were an anomaly and their existence a matter of indifference even to the Muslim population of the East India Company's territories*⁷⁵⁵.

Dans leur discours colonial, les Britanniques mettaient en lumière les bienfaits de la colonisation pour les Musulmans indiens quitte à ce que cette domination soit maintenue par la force militaire. La prise de contrôle du sous-continent par les Britanniques avait encouragé les Musulmans indiens à enterrer l'image nostalgique et vivante que symbolisait le souverain moghol :

The East India Company should 'rest satisfied with the degree of respect, submission and attachment which [its] strength and skill in arms, [its] wisdom and beneficence

⁷⁵⁴ *Irish University Press Series of British Parliamentary Papers*, Colonies East India 5, p. 279.

⁷⁵⁵ Peter Hardy, *op. cit.*, p. 33.

*in governing any procedure for [it]’ ; it was unnecessary to derive from the King of Delhi any additional title to the Allegiance of our Indian subjects*⁷⁵⁶.

L’enjeu majeur pour les *Wahabites* était de transformer le sous-continent en une terre d’Islam et d’établir un gouvernement islamique en vainquant les infidèles qui ne devaient pas les gouverner. La menace évangéliste contre l’Islam liée à l’accroissement de l’activité des missionnaires à partir des années 1830 fut contrée avec succès par les Musulmans indiens qui réussirent à bâtir une barrière solide pour protéger leur religion. La résistance musulmane contre la suprématie britannique s’explique par le souhait des Musulmans indiens de rétablir la suprématie moghole par tous les moyens. Les Hindous, quant à eux, avaient leurs propres ressources spirituelles et religieuses constituant leur identité et leurs traditions millénaires.

Les Hindous étaient toujours très attachés au *dharma*⁷⁵⁷, le pilier de leur religion, sur lequel repose toute leur organisation sociale. En effet, c’était les Brahmanes, considérés par le reste de la société comme les modèles à suivre, qui avaient toujours fixé des règles essentielles au maintien de la coexistence pacifique au sein de leurs communautés. Après la révolte de 1857, les Hindous, y compris les plus instruits parmi eux, furent de plus en plus fiers de leur religion et s’y référèrent de plus en plus dans leur vie quotidienne : défiant ainsi le christianisme que les britanniques avaient tenté de leur imposer. Les colonisateurs britanniques qui les avait privés de leur langue, de leur indépendance politique et avait systématiquement éliminé leurs pratiques religieuses ‘archaïques’ en imposant des réformes occidentalistes radicales avaient désormais affaire à une communauté hindoue plus résistante que jamais.

Le système des castes hindoues reposait sur des règles strictes empêchant le mélange des ‘races’ que la diversité ethnique d’une société peut produire. Ce système, tant critiqué par les Britanniques et les Européens, permit pourtant aux Hindous de préserver les interdits de commensalité et de garder leurs distances à l’égard des étrangers. Pour Bhudev, il était important de se sentir soi-même au moins au niveau du système des castes pour exprimer sa fierté en tant qu’Hindou, puisque les Britanniques, dans leur désir de transformation de la

⁷⁵⁶ “True policy prescribes that we should rest satisfied with the degree of respect, submission and attachment which our strength and skill in arms, our wisdom and beneficence in governing may procure for us...” Political Despatch to Bengal, 1811, in Percival Spear, *Twilight of the Mughuls : Studies in Late Mughul Delhi*, Cambridge, Cambridge University Press, 1951, p. 44, in Peter Hardy, *op. cit.*, p. 33.

⁷⁵⁷ “Loi socio-cosmique qui s’impose à chacun suivant son âge, sa classe, son sexe, son stade de vie ; parfois traduit par religion” France Bhattacharya, *Les intellectuels bengalis et l’impérialisme britannique (Publications de l’Institut de Civilisation Indienne, fascicule 78, Diffusion de Boccard), Paris, Collège de France, 2010, p. 392.*

société indienne, n'avaient épargné aucun domaine de leur existence : de la politique à la propriété foncière et aux pratiques religieuses. D'ailleurs, il refusa de déjeuner avec un hôte anglais malgré les invitations pressantes de ce dernier :

Manger avec un Européen est un acte hostile à notre société. Peut-il y avoir une raison plus importante [de refuser l'invitation] ? Réfléchissez, que nous reste-t-il ? Nous avons perdu notre indépendance politique ; vous attaquez notre religion ; notre littérature régionale jusqu'à présent n'a pas atteint un niveau qui nous donne de la fierté... Ce qui nous reste c'est le système des Castes et le maintien de notre conduite juste et de nos usages, je ne pourrai jamais les abandonner, que vous appeliez cela de la superstition ou de simples coutumes⁷⁵⁸.

L'affirmation de sa différence et de sa dignité en tant qu'Hindouiste sont dans cette citation bien exprimée par Bhudev et illustrent l'incarnation même de la résistance religieuse et culturelle face aux Britanniques. Pour désintégrer le système des castes hindoues, le gouvernement de l'Inde n'avait cessé de prendre des mesures et de promulguer des lois, dont celle de 1850, adoptée pour permettre aux convertis d'hériter, et celle de 1856, promulguée pour permettre aux veuves de se remarier, alors que ces deux pratiques étaient formellement interdites dans la religion hindouiste. Cependant, la pérennité du système des castes, interdisant, en particulier, les mariages mixtes, prouva que les Hindous résistaient fortement à l'interférence démesurée des Britanniques dans le domaine de la religion et des coutumes locales⁷⁵⁹.

C'est la société elle-même qui doit modifier ou faire évoluer ses codes, ses lois et ses mœurs comme H. Maine l'a bien analysé en insistant sur le rôle important des usages coutumiers. Pour Bhudev, une société ne pouvait pas être réformée de l'extérieur parce que chaque société constitue un tout fermé. L'ensemble d'éléments la constituant ne pouvant subir aucune suppression ou modification, il fallait donc faire comprendre aux Britanniques qu'ils perdraient leur temps à essayer de changer la société indienne parce que cette dernière ne permettrait pas à des étrangers de se mêler de ses institutions, de ses coutumes et de ses préférences religieuses.

⁷⁵⁸ Mukundadeva Mukhopadhyaya, *Bhudeva Carita*, 3, Chinsura, 1927, p. 263 in France Bhattacharya, *op. cit.*, p. 152.

⁷⁵⁹ France Bhattacharya, *Les intellectuels bengalis et l'impérialisme britannique (Publications de l'Institut de Civilisation Indienne, fascicule 78, Diffusion de Boccard), Paris, Collège de France, 2010, pp. 144-154.*

La territorialité est également un aspect de l'identité musulmane et hindoue. Le sens d'appartenance au pays donnait aux communautés musulmane et hindoue une justification supplémentaire pour préserver leurs traditions religieuses et culturelles. La localisation territoriale faisait partie de l'identité culturelle et religieuse des autochtones parce qu'elle s'opposait systématiquement à celle des étrangers les gouvernant sur leur propre sol. L'identité religieuse des autochtones était ainsi fortement liée aux territoires qu'ils occupaient depuis des siècles et à l'origine de leurs ancêtres. L'Inde du Nord était donc considérée par quelques Indiens comme le royaume des Musulmans et préservait bien un passé proche, celui de l'empire moghol préféré à l'empire britannique⁷⁶⁰.

Le communautarisme musulman naquit avec le transfert du pouvoir colonial entre la Compagnie et la Reine-Impératrice. En effet, les différences culturelles dans le sous-continent avaient toujours eu des connotations religieuses. Par conséquent la résistance au pouvoir étranger des Britanniques, qui n'étaient ni musulmans ni hindous, montrait bien leur refus total d'être gouvernés selon les principes et les injonctions d'une culture rivale. Les Musulmans voulaient, par exemple, gouverner en cohérence avec leurs propres lois façonnées par leur propre religion⁷⁶¹. Pour s'imposer comme des gouverneurs efficaces, les Britanniques avaient besoin de s'approprier tout ce qui pouvait rendre leur administration culturellement légitime et donc la religion demeurait une question qui ne pouvait pas être politiquement considérée avec indifférence. Le gouvernement de l'Inde lui-même employait la religion au service de ses propres intérêts, et son recours aux collaborateurs musulmans n'était qu'un exemple parmi d'autres⁷⁶².

Les Britanniques dépendaient considérablement des riches dynasties musulmanes de l'Inde du Nord, et par crainte d'hostilités locales, les hauts fonctionnaires et les marchands britanniques avaient longtemps gardé une certaine distance. A l'approche de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, les agissements des missionnaires évangélistes auprès des communautés et tribus musulmanes créa des tensions théologiques et 'raciales'. Les deux communautés musulmane et hindoue considérèrent l'interférence religieuse d'étrangers dans leurs usages, coutumes et traditions comme une injustice coloniale. Même les collaborateurs qui avaient longtemps soutenu financièrement les Britanniques se rangèrent aux côtés de leurs

⁷⁶⁰ Ayesha Jalal, "Negotiating Colonial Modernity and Cultural Difference: Indian Muslim Conceptions of Community and Nation, 1878-1914, in Leila Tarazi Fawaz and C. A. Bayly, eds., *Modernity and Culture: from the Mediterranean to the Indian Ocean*, New York, Columbia University Press, 2002, pp. 231-235.

⁷⁶¹ Leila Tarazi Fawaz and C. A. Bayly, eds., *Modernity and Culture: from the Mediterranean to the Indian Ocean*, New York, Columbia University Press, 2002, p. 235.

⁷⁶² Ayesha Jalal, in Leila Tarazi Fawaz and C. A. Bayly, eds., *op. cit.*, pp. 235-236.

compatriotes et résistèrent au pouvoir colonial. Le pouvoir britannique, s’immisçant dans la vie quotidienne, culturelle et cultuelle des autochtones en imposant sa langue, sa culture et sa religion étrangères, déstabilisa leur identité et les aliéna entre deux mondes totalement opposés. L’aliénation des autochtones fut de plus en plus accentuée face à la suprématie de l’autorité coloniale étrangère imposant, souvent par la force, ses règlements et ses politiques :

*The violent means by which Foreign Supremacy has been established and the entire alienation of the people of the soil from any share in the Government, nay, even from all offices of trust and power, are circumstances which humanity must ever regret, and which the heart of every lover of his species will tell him no commercial, no political benefits can ever authorise or justify*⁷⁶³.

C’était justement dans cette aliénation commune que la résistance culturelle et politique des intellectuels et futurs nationalistes indiens prit racine.

La religion était pour la majorité des élites indiennes une arme de résistance contre l’intrusion et l’injustice coloniale. Même les Indiens instruits et fascinés, à un certain moment, par la modernité et les savoirs de l’Occident comprirent qu’il ne leur était plus possible d’ignorer ce qui constituait leur identité enracinée dans la culture orientale. Afin d’avancer et de progresser, ils savaient alors qu’en s’appuyant sur leur héritage culturel et religieux, ils seraient capables d’améliorer la situation de leur pays. Dans sa défense de la religion hindoue, Bhudev Mukherjee (1827-1894) trouva que les Britanniques voulaient instaurer de nombreux changements que les Indiens trouvaient inutiles. Il existait, selon Bhudev, des divergences multiples entre l’Inde et la Grande-Bretagne et leurs cultures respectives. La différence culturelle se renforça avec les multiples tentatives de conversion subies par les autochtones. Les élites indiennes trouvèrent refuge dans leur religion. Leur souffrance en tant que colonisés allait être compensée par un militantisme qui prit racine dans leur identité religieuse. Face au ‘racisme’ qu’ils enduraient sous le pouvoir colonial, leur identité ethnique et religieuse était devenue une force qui leur permit de résister à l’intrusion subite et forcée de la culture occidentale étrangère.

⁷⁶³ M. K Haldar, *Renaissance and Reaction in Nineteenth Century Bengal: Bankim Chandra Chattopadhyay*, An English Translation of the Bengali Essay SAMYA written by Bankim Chandra Chattopadhyay, the father of Indian Nationalism, Calcutta, Minerva Associates, 1977, p. 73.

4.3.2.2. Défiance de la subordination

En réaction à la conquête intellectuelle, culturelle et religieuse britannique, des intellectuels tels que Debendranath Tagore invitèrent les Indiens à préserver leur identité culturelle face à la domination coloniale. En effet, à l'époque de Macaulay et d'Elphinstone, les *Bhadraloques* avaient des amis britanniques parmi les hauts fonctionnaires de la Compagnie, mais vers le milieu du XIX^{ème} siècle tout avait changé. La fin des années 1850 fut marquée par la montée en puissance de la théorie de Charles Darwin sur l'évolution des espèces suite à la publication de son livre *De l'Origine des espèces par la sélection naturelle ou la préservation des races favorisées dans la lutte pour la vie* en 1859. L'évolutionnisme ou le Darwinisme marqua un tournant dans les relations coloniales dans le sous-continent, déjà sous tension. En outre, l'occidentalisation de quelques *Brahmanes* était à l'origine d'antagonismes sociaux et culturels. George Campbell, un évolutionniste libéral radical mit en valeur les bienfaits de la domination britannique dans l'élaboration de l'infrastructure du pays notamment des chemins de fer. Par contre, il reprochait aux Whigs tels que Macaulay de vouloir établir une bourgeoisie indienne qui devint, dans les années 1860, difficile à gérer. Henry Maine était considéré comme un évolutionniste ayant une vision égalitaire. Dans ce contexte, il parlait de l'égalité entre les autochtones et les Britanniques à laune du principe égalitaire de « La République des lettres » (*The Republic of Letters*, cf. p. 252) et n'était pas théoriquement inquiet que ces nouveaux diplômés autochtones puissent un jour devenir ses égaux. Toutefois la mise en pratique de ces idéaux dévoila l'inverse ; H. S. Maine trouva l'idée que les Indiens instruits soient ses égaux au niveau du statut 'racial', social, économique etc déconcertante comme l'explique Théodore Koditschek :

*Just when members of Dutt's own liberal, urban bhadralock class were becoming effective Macaulayite mediators between British modernity and Indian tradition, the British concluded that India was unfit to be modern, and that these anglicized Indians were a dangerous mongrel breed*⁷⁶⁴.

Même si les intellectuels autochtones pouvaient fréquenter des fonctionnaires britanniques, ils se sentaient trahis parce que la population indienne était la cible d'un 'racisme' accentué par l'injustice sociale sous administration britannique. Le gouvernement de l'Inde était loin d'infliger des sanctions contre les Européens 'racistes' pour rendre justice aux autochtones. Par contre, ces derniers pouvaient être la cible de complots 'racistes'

⁷⁶⁴ T. Koditschek, *op. cit.*, pp. 233-236.

s'achevant par des pendaisons d'innocents propriétaires terriens autochtones. Par exemple, certains entrepreneurs britanniques au bord de la faillite, et souhaitant se débarrasser de propriétaires indiens auprès desquels ils s'étaient endettés, n'hésitaient pas à leur intenter des procès gagnés d'avance⁷⁶⁵. Les magistrats coloniaux, quant à eux devaient obtenir le maximum de condamnations au risque d'être disqualifiés. Les commissaires de police, solidaires avec leurs compatriotes britanniques quel que soit leurs erreurs ou leurs actes, jouaient un rôle majeur dans ces procès injustes, manipulant les preuves, recrutant des intermédiaires autochtones et jouant également les complices de crimes par patriotisme et arrogance⁷⁶⁶.

La population autochtone était maltraitée et soumise à l'injustice et à la discrimination 'raciale' : des qualificatifs tels que « nègres » ou « nègres indigènes » étaient courants pour désigner les paysans travaillant dans les plantations de thé par exemple. Les eurasiens étaient une autre cible du comportement 'raciste' de la plupart des Britanniques travaillant au sein du gouvernement de l'Inde⁷⁶⁷. Par exemple, James Skinner exprima sa déception à l'égard de la Compagnie, du gouvernement de l'Inde et des Britanniques en général. Dans son journal, il écrit qu'il croyait servir une nation qui n'avait pas de préjugés vis à vis des castes et de la couleur de peau, mais qu'il se trompait complètement :

*James Skinner was the son of the Provost of Montrose; his mother was a Rajputni...Having fought bravely for the Marathas, he eventually found himself ejected from their ranks because of his British blood ; later he fought for the English, only to be increasingly discriminated against by the East India Company because of his Indian blood*⁷⁶⁸.

Le neveu de Macaulay, G. O. Trevelyan était en Inde lorsque les relations entre autochtones et colonisateurs commencèrent à subir des tensions grandissantes en raison de la montée de l'hostilité. Il dénonça le racisme contre les « nègres » de l'Inde et condamna leur exploitation et leur répression menées par les autorités britanniques. C'était un homme d'état *whig* dont la vision libérale était proche des pensées visionnaires de John Malcolm au sujet de

⁷⁶⁵ TV Series, Paul Rutman, *Indian Summers*, Arte, October 2016.

⁷⁶⁶ David Gilmour, *The Ruling Caste, Imperial Lives in the Victorian Raj*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005, p. 126.

⁷⁶⁷ Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, p.76.

⁷⁶⁸ "I imagined myself to be serving a people who had no prejudice against caste or colour. But I found myself to be mistaken." William Fraser, *Military Memoirs of James Skinner*, p. 105, William Darlymple, "Transculturation, Assimilation, and its Limits: the Rise and Fall of the Delhi White Mughals 1805-57", in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, p.76.

l'éventualité des révoltes de la population autochtone contre le gouvernement colonial. D'ailleurs, G. O. Trevelyan blâmait la manière atroce avec laquelle les Britanniques avaient réprimé les mutins de la révolte de 1857.

Il y avait eu plusieurs cas de révoltes antérieures à celle de 1857, généralement dans les campagnes indiennes, mais aussi en milieu urbain, occasionnées en 1833 et en 1854 à Madras par les prix exorbitants du riz par exemple. Les insurrections se multiplièrent contre les marchands du riz qui avaient bien profité de la situation favorable du marché. De même, les impôts élevés renforcèrent tellement le mécontentement public qu'en 1844, une foule de 30.000 personnes exigea du magistrat de la présidence de Madras de retirer la récente mesure du gouvernement de l'Inde sur l'augmentation de la taxe sur le sel. Ces protestataires se mobilisèrent également contre la politique fiscale excessive du gouvernement colonial, qui, pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle, selon C. A. Bayly, s'attaqua aux biens et aux propriétés terriennes autochtones :

Even on the fringes of arable society, the nomads, pack-bullock drivers, hill and jungle tribes felt the harsh edge of Pax Britannica and found their realms invaded by money-lenders and loggers. The stresses caused by these social changes were to be furiously released during the Rebellion of 1857⁷⁶⁹.

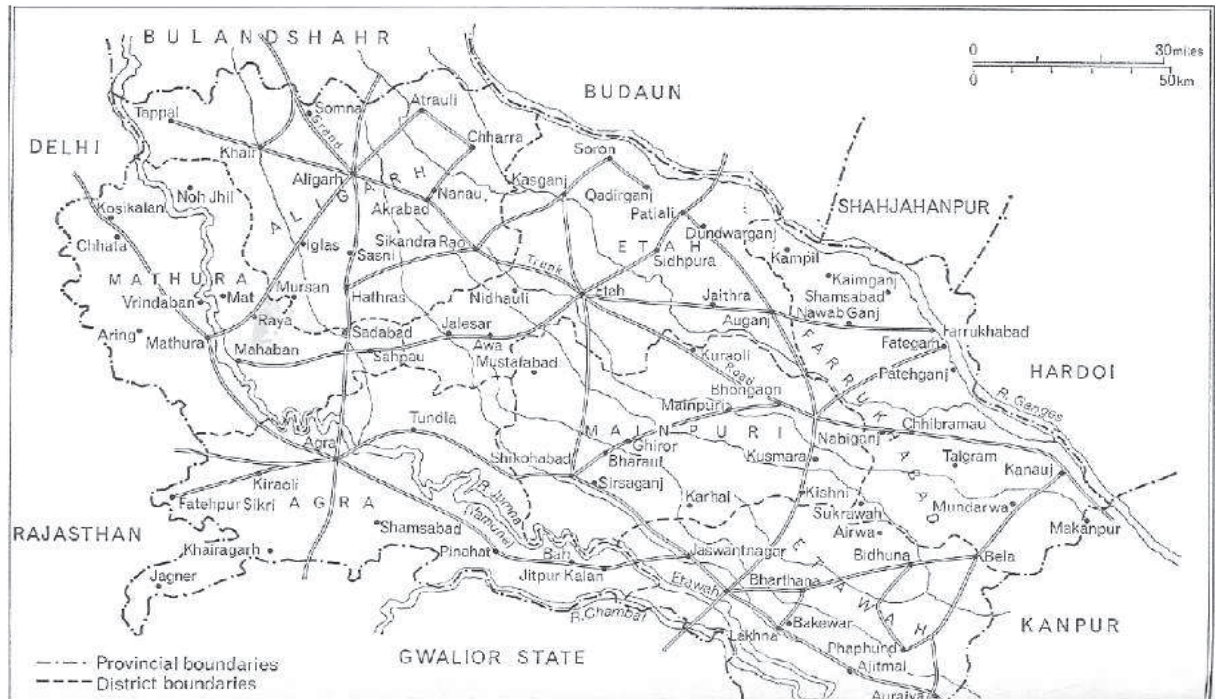
Pour Eric Stokes, les révoltes rurales, comme celle dans la région d'Agra en 1857 (Carte 8) étaient souvent mais pas exclusivement liées au rôle majeur des élites et de l'aristocratie indiennes et pouvaient facilement rassembler des anciens propriétaires terriens partiellement ou entièrement dépossédés par l'administration britannique et des tribus autochtones en colère. Autour d'un leader souvent associé à une tribu, une religion, une caste ou un village, ils se révoltèrent contre l'interférence britannique dans leurs traditions et leurs usages coutumiers :

Rural revolt in 1857 was essentially elitist in character...in the countryside the mass of the population appears to have played little part in the fighting or at most tamely followed the behests of its caste superiors...Between 1840 and 1857 some 32% of the cultivated areas of Mainpuri district changed hands, although the proportion lost by the original owners was probably nearer 25%. The transfers affected, however, a

⁷⁶⁹ C. A. Bayly, *The Raj: India and the British, 1600-1947*, London, National Portrait Gallery Publications, 1990, p. 134.

much smaller displacement of caste. Rajputs, easily the largest landholders, held 48% of the villages in 1840 and still retained 44% in 1870⁷⁷⁰.

Carte 8: La révolte dans la province d'Agra en 1857



Source : Eric Stokes, *The Peasant and the Raj: Studies in Agrarian Society and Peasant Rebellion in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 186.

La population autochtone se revoltait contre le pouvoir étranger et chrétien qui les avait longtemps exploité. Cette quête de justice collective se traduisait par une forte instabilité politique dont les Britanniques avaient mésestimé les répercussions possibles et imminentes capable de désagréger leur influence et faire vaciller leur pouvoir dans le sous-continent.

⁷⁷⁰ Eric Stokes, *The Peasant and the Raj: Studies in Agrarian Society and Peasant Rebellion in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, pp. 185-199, Carte, p. 186.

C. A. Bayly fournit une justification plausible à la colère de la population autochtone pendant la révolte :

*The destruction of British lives and property by rebellious town and country mobs also reflected the deep hatred of many poor and dispossessed people for a regime which they saw as alien, Christian and exploitative*⁷⁷¹.

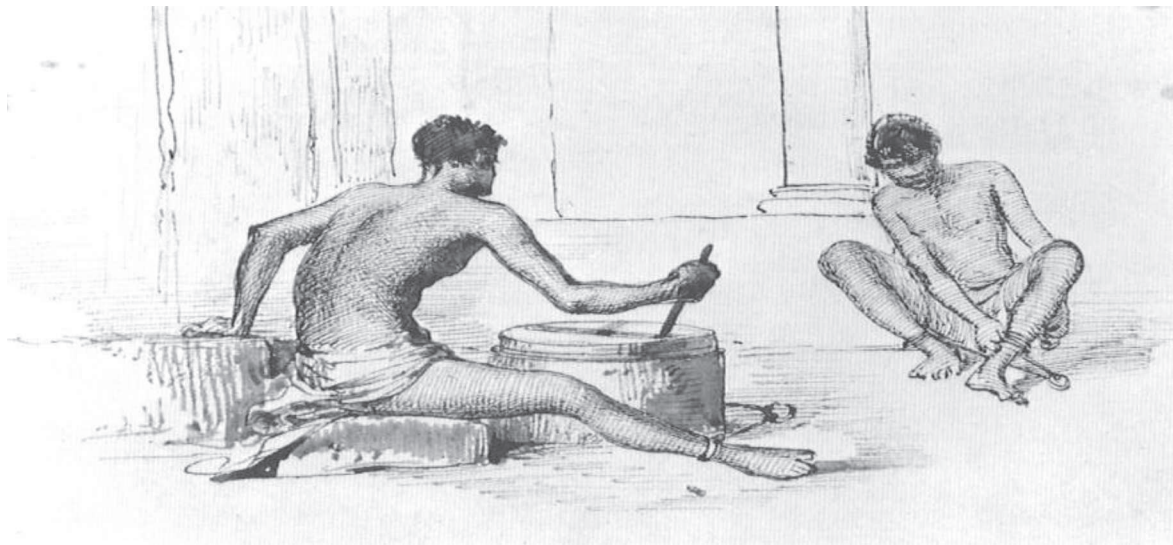
Après la révolte de 1857, le Raj s'employa à calmer les tensions populaires et élitistes. En s'appuyant sur une vision plutôt conservatrice de l'empire avec l'influence des Tories sur le façonnement des nouvelles politiques indiennes, la Couronne gouverna son empire indien dans l'apaisement et la tolérance. La vision *tory* se fondait sur un antagonisme vis à vis de la vision *whig* dont la modernité occidentale, mise en avant pour imposer des réformes culturelles et socio-économiques étrangères, n'avait fait que renforcer les différences entre la métropole et la colonie. Contrairement à l'autoritarisme libéral des Whigs et leurs explications quasiment scientifiques de la « race », la conception *tory* de l'empire reposait sur un respect de l'histoire et des coutumes locales, seul moyen d'en garantir la pérennité : leur but n'étant pas de transformer les pays colonisés en de pâles copies des états européens mais d'exploiter leurs ressources humaines et naturelles avec la plus grande efficacité et le plus longtemps possible. Cette vision conservatrice de l'empire à l'égard des autochtones et le respect de leurs différences perdura pendant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle comme le socle anti-libéral et anti-réformes au sein même du congrès indien. C'était aussi une stratégie pour maintenir l'empire tout en renforçant les relations de la Couronne avec les princes indiens et consolidant le rôle de l'impératrice vis à vis de ses sujets. Avec les Orientalistes et les administrateurs coloniaux d'une part, et les penseurs et hommes politiques conservateurs en métropole, d'autre part, le pouvoir colonial du Raj et ses fondements furent profondément redéfinis⁷⁷².

Néanmoins, les antagonismes qui avaient mené à la révolte de 1857 n'avaient pas disparu avec ce changement de perspective politique. Les inégalités, l'indifférence et l'injustice endurées par les autochtones demeuraient les mêmes que ce soit sous le gouvernement de l'Inde ou sous administration royale directe. Dans son ouvrage illustratif sur le Raj, C. A. Bayly souligne un point très important relatif aux représentations de la révolte dans les tableaux de l'époque : tous les tableaux se concentrent sur les massacres commis par les mutins contre les Européens. Le massacre des résidents et militaires européens à

⁷⁷¹ C. A. Bayly, ed., *The Raj: India and the British, 1600-1947*, London, National Portrait Gallery Publications, 1990, p. 137

⁷⁷² Matthew Stubbings, *op. cit.*, p. 749

Cawnpore, largement illustré dans les tableaux de l'époque, marqua la mémoire britannique et donc la vengeance atroce et démesurée du Général James Neill était justifiée⁷⁷³. Bayly conclut que si des artistes indiens ou eurasiens avaient eu la possibilité de décrire leur réalité quotidienne sur des toiles de l'époque, les choses auraient pu changer drastiquement. Sur la révolte, comme moment historique confrontant les Britanniques à une réalité, celle du conflit social, culturel et religieux qu'ils avaient eux-mêmes créé, aucun peintre ou artiste britannique n'avait osé laisser une trace dépeignant l'atrocité de la réaction britannique et du massacre de milliers d'autochtones. A l'exception d'un seul tableau élaboré par un artiste suédois, Egron Lundgren, aucun britannique n'avait transmis la réalité de la Révolte telle qu'elle avait été vécue par les Indiens. Lundgren élaborait un tableau représentant deux prisonniers autochtones broyant du maïs, à Bénarès, pendant la Révolte, les représentations artistiques de la population rurale et urbaine en révolte furent inexistantes : « *The full-blooded participation of many peasants and of the urban poor is hardly represented at all in the pictures and drawings* »⁷⁷⁴.



Egron Lundgren, Two Native prisoners, Windsor Castle, Royal Library, *Indian Sketches Album*⁷⁷⁵.

⁷⁷³ James Neill of the Madras Fusileers regiment played a vital role in putting down the Indian Rebellion of 1857. He was killed during the Siege of Lucknow and was reviled as the "Butcher of Allahabad" by the Indians. Lots of Indians are not aware of the British Army officer who was behind the killing of thousands of Indians during the Sepoy Mutiny and the accolades he won after this mass slaughter operation, en ligne, 28 septembre 2017

<http://navrangindia.blogspot.fr/2016/08/james-george-smith-neill-butcher-of.html>

⁷⁷⁴ C. A. Bayly, ed., *The Raj: India and the British, 1600-1947*, London, National Portrait Gallery Publications, 1990, p. 137.

⁷⁷⁵ C. A. Bayly, *op. cit.*, p. 137.

Les Indiens eux-mêmes ne s'étaient pas encore rendu compte de l'importance des illustrations pour pouvoir témoigner des faits atroces qui s'étaient produits contre les Cipayes et la population pendant la révolte. Ce n'était qu'à la fin du XIX^{ème} siècle que les autochtones utilisèrent la peinture comme preuve de l'injustice coloniale qu'ils avaient vécue. Ces jeunes artistes militaient pour la justice sociale à travers leurs tableaux en représentant des autochtones en situation de souffrance comme illustré dans *Indian Summers*. Plus tard, les nationalistes affirmèrent leur mécontentement avec beaucoup plus de détermination et transformèrent les leaders autochtones de la révolte en héros et martyrs : telle était l'image de l'héroïne Rani de Jhansi, la dirigeante spirituelle souvent comparée à Jeanne d'Arc.

Pour les autochtones qui éprouvaient des difficultés à vivre comme au temps des Moghols, qu'ils considéraient comme des dirigeants plus tolérants que les Britanniques, il n'était pas question de se laisser assujettir davantage par ces étrangers. D'ailleurs maints historiens confirment l'aspect politisé des révoltes successives contre la présence des Britanniques en général et contre le pouvoir colonial. Les gouverneurs *whigs* qui prétendait à l'universalisme en mettant en avant les droits individuels et en prônant l'égalité devant la loi en finirent par élucider la primauté des intérêts des Britanniques et leur suprématie. Les tensions culturelles et religieuses n'avaient cessé de s'accroître en raison des politiques religieuses du gouvernement de l'Inde s'immisçant dans les pratiques confessionnelles locales. C'est au gouvernement de l'Inde et à la Compagnie que l'on reprocha d'avoir accordé aux missionnaires l'autorisation d'agir activement dans les régions indiennes avec le renouvellement de la charte de 1813. Les missionnaires trouvèrent dans la 'dégénérescence morale' liée, selon eux, à la pratique du *Sati* par les veuves hindoues la clé pour pénétrer le territoire indien. Des fonctionnaires employés par la Compagnie et au gouvernement de l'Inde les avaient assistés dans leur entreprise. Ils avaient conjointement œuvré pour s'attaquer à tous les autres rituels hindous, de l'infanticide au mariage des enfants et à la question du remariage des veuves hindoues orthodoxes.

D'un point de vue postcolonial, on considère que les Britanniques ne s'intéressaient qu'aux pratiques rituelles hindoues les plus aberrantes, à savoir le *Sati* afin de fonder leurs arguments réformistes sur la barbarie indienne. Le gouvernement de Bentinck réussit en 1829 à abolir cette pratique hindoue, mais son ordonnance sur l'abolition du *Sati* opposait intentionnellement cette coutume 'barbare' à l'humanisme chrétien de la civilisation occidentale. Une telle pratique profondément ancrée dans la tradition hindoue fut ainsi considérée comme un crime condamnable par la loi dans le Code pénal établi par T. B.

Macaulay. Le fameux débat parlementaire initié par Disraeli avait mis en garde les Britanniques contre la menace de révolutions populaires. Les militaires, les princes autochtones, les propriétaires terriens et les paysans avaient contribué considérablement à la révolte et des hommes d'état britanniques comme Disraeli s'en firent l'écho en soulignant sa réelle intensité et en se demandant si l'Inde n'était pas en train de vivre une grande révolte nationale.

L'armée de la Compagnie était dispersée dans les différentes régions indiennes. Pendant la révolte, les troupes étaient concentrées dans les provinces du Bengale et du Pendjab, ce qui ralentissait leur pénétration dans les zones mutinées du centre, en particulier à Cawnpore et à Delhi. Les massacres d'Européens et d'autochtones pendant la révolte devint un fait historique qui affecta à jamais les relations entre les Indiens et les Britanniques. Ces faits transformèrent la perception du contact entre l'Orient et l'Occident.

La liberté du réformateur indien était désormais confinée par la pression qu'exerçait le colonisateur. Tandis que Ram Mohan Roy croyait en la capacité des Indiens d'apporter des changements dans la société, Bankim et Bhudev insistèrent sur les difficultés d'y parvenir en tant que colonisés. Ils évoquèrent la responsabilité de la domination britannique dans la mauvaise situation économique du pays, dans l'appauvrissement généralisé des Indiens ainsi que son indifférence à l'égard de leurs conditions de vie. Ils débattirent également de l'éducation et de la place que devait y prendre la langue maternelle et utilisèrent la presse pour faire connaître leurs idées. Ils pensaient pouvoir proposer une meilleure alternative d'administration dans l'intérêt général des Indiens, mais le pouvoir britannique n'admit aucun Indien aux hauts postes décisionnels. A la frustration d'intellectuels délibérément éliminés de la direction des affaires du pays s'ajouta le désenchantement général de la population. Les Indiens avaient cru en leurs nouveaux gouverneurs étrangers qui leur avaient promis la prospérité mais avaient été rapidement déçus par les injustices criantes et l'intolérance de l'administration coloniale. Pour illustrer le désarroi des Indiens, Bankim compara la situation des veuves hindoues qui ne pouvaient pas se remarier à celle des élites incapables d'obtenir des postes importants dans le gouvernement de l'Inde⁷⁷⁶.

Les Indiens supportaient de plus en plus difficilement leur soumission aux Britanniques. Alors que le pouvoir et les résidents britanniques n'avaient cessé de manifester leur supériorité culturelle et institutionnelle, les autochtones commencèrent à exprimer leur refus d'une telle infériorisation. C'est ainsi que des contestations politisées contre le pouvoir

⁷⁷⁶ Bankim Chandra Chattopadhyay, *Sâmya*, 1872, in France Bhattacharya, *op. cit.*, pp. 274-309.

britannique et contre le ‘colonialisme’ en général furent articulées non seulement par les intellectuels mais aussi par les paysans, les artisans et les propriétaires terriens. Ces contestations sporadiques à l’encontre de l’administration Britannique qui s’exprimaient depuis longtemps s’organisèrent et se renforcèrent lors de la révolte de 1857. La mémoire collective indienne de la férocité avec laquelle les Britanniques étaient parvenus à mettre fin à la révolte nourrit la résistance des Indiens au pouvoir colonial et facilita, par la suite, la création en 1885 du mouvement nationaliste indien, incarné par la fondation de *l’Indian National Congress*. Ce mouvement commença spontanément contre l’injustice coloniale et devient une revendication plus radicale chez les étudiants et quelques lettrés, celle de l’indépendance.

Le mouvement de la libération de l’Inde de l’emprise du pouvoir colonial ne fut pas dirigé par les quelques descendants moghols qui avaient survécu à la révolte, ni par les héritiers des gouverneurs d’états princiers mais, paradoxalement, par l’élite anglicisée et occidentalisée. C’était donc cette élite éduquée dans des écoles anglaises qui émergea et occupa la scène publique avec son militantisme à l’européenne. Pour obtenir leur liberté, ces Indiens instruits et militants eurent recours aux méthodes occidentales pour exprimer leur colère et faire valoir leurs revendications. Ils organisèrent des manifestations, des marches et des grèves générales tout en s’affiliant dans des associations, structures et partis politiques telles que la *British Indian Association*. On peut se demander si la révolte de 1857 n’avait pas eu lieu, quel aurait été le destin des Indiens. Seraient-ils toujours colonisés et le sous-continent n’aurait-il pas été entièrement christianisé ? Une chose est sûre, la révolte de 1857 avait bel et bien démontré la force de la résistance des Indiens et façonné l’histoire moderne du sous-continent.

4.3.2.3. La force de la résistance

Contrairement à toutes attentes, les élites indiennes hindoues et musulmanes qui avaient étudié les sciences et la langue anglaises furent les premières à s’armer d’une philosophie nationaliste contre le gouvernement de l’Inde. Les élites ayant exclusivement étudié les langues, littératures et sciences orientales n’étaient qu’une minorité tandis que les Indiens qui avaient été influencés par H. Derozio et David Hare étaient nombreux. Les enseignements de Derozio éveillèrent chez les élites les premiers sentiments nationalistes. Derozio enseignait à ses étudiants que la misère de l’Inde était une conséquence directe du fait que les Indiens étaient privés de leur liberté politique. Il les incita également à prendre

conscience de l'importance de leur dignité pour pouvoir protéger et mettre en valeur leur droit de penser en toute liberté et avec rationalité. Le 6 octobre 1841, Le *Bengal Hurkaru* publia une déclaration de l'un de ses étudiants, Sarada Prasad Ghose : « *Our deprivation of the enjoyment of political liberty is the cause of our misery and degradation* ». Mais très vite cette liberté de pensée chère aux Derozians engendra la réaction hostile des communautés locales parce que, fascinés par la science et la philosophie de leur maître, ces jeunes autochtones s'attaquèrent aussi à la religion : en particulier à l'obscurantisme hindou. Ils critiquèrent aussi librement et publiquement les politiques néfastes du gouvernement colonial, s'engageant dans la publication de journaux pour informer le public et le faire réagir aux errements, qu'ils dénonçaient.

Les « *Derozians* » inaugurèrent en 1842 un journal nommé *the Bengal Spectator* et en 1843, Radhakanta Sikdar y décrivit dans un article le déroulement de sa lutte contre les hauts fonctionnaires du gouvernement de l'Inde, qui imposaient aux autochtones du travail forcé et des tâches difficile pour accomplir le recensement de l'Inde⁷⁷⁷. En outre, les réunions mensuelles à caractère politique des intellectuels indiens au sein de la *Society for the Acquisition of General Knowledge* commencèrent le 16 mai 1838. Après avoir réalisé l'importance des ingénieurs dans le processus du développement de leur pays, Tarachand Chukerburtee, Peary Chand Mitra, Ramgopal Ghosh ainsi que d'autres Derozians fondèrent le *Calcutta Mechanical Institute* en 1839. D'autres initiatives d'intellectuels, indépendamment du gouvernement de l'Inde, prirent un caractère social en rassemblant 200 personnes dans le nord de Calcutta en 1841, lorsqu'ils fondèrent la *Society for the Welfare of the Country*. Les élites déroziennes ne s'arrêtèrent pas là. Elles établirent des partenariats avec la *British India Society of England*, une organisation regroupant et représentant toutes les communautés indiennes et cherchant à attirer l'attention de l'opinion publique britannique sur les injustices subies par les Indiens.

Dwarkanath Tagore était activement associé à ce militantisme nationaliste. Il invita George Thompson, qui était célèbre pour son soutien à l'abolition de l'esclavage dans les colonies britanniques. Il fut l'un des fondateurs de la *British India Society*, connus sous le nom du groupe « *Young India* » défendant les victimes indiennes de l'injustice britannique. Les militants indiens de la *Society for the Acquisition of General Knowledge* s'inspirèrent de l'exemple de G. Thompson qui assista et présida la réunion de la fondation de la nouvelle

⁷⁷⁷ Haldar, M. K., *Renaissance and Reaction in Nineteenth Century Bengal: Bankim Chandra Chattopadhyay*, An English Translation of the Bengali Essay SAMYA written by Bankim Chandra Chattopadhyay, the father of Indian Nationalism, Calcutta, Minerva Associates, 1977, p. 57.

organisation qui changea de nom et devint la *Bengal British India Society* en 1843. Dans sa déclaration liminaire, Thompson précisa qu'il s'agissait d'une organisation qui défendrait les droits des Indiens en collectant et diffusant des informations sur leurs conditions actuelles sous dominance britannique. L'objectif de cette organisation était aussi d'informer les autochtones sur les lois, les institutions, les ressources du pays et de mettre en œuvre les moyens pacifiques et légaux nécessaires au maintien du bien être et des intérêts des autochtones. Les membres de la *Bengal British India Society*, avec le soutien du secrétaire général, Peary Chand Mitra, publièrent en 1844 un livre intitulé, *Evidences Relating to the Efficiency of Native Agency in the Administration of the Affairs of this Country*⁷⁷⁸, mettant publiquement en lumière les politiques injustes et non représentatives du gouvernement de l'Inde et l'importance que représentait la participation des Indiens dans l'administration de leur pays, chose que les Britanniques leur interdisaient.

Lorsque le gouvernement de l'Inde imposa sa décision concernant la taxe foncière sur les terres non-louables (*rent-free land*, des terres exemptées de taxe foncière sous les Moghols), un mouvement militant orthodoxe, présidé par Rathakanta Deb, lui résista et le 19 mars 1838, la *Landholders' Society* fut fondée pour protéger les droits des propriétaires terriens. R. Deb présida la réunion d'inauguration et devint membre du comité exécutif de cette dernière. Le 29 octobre 1851, la *British Indian Association* fut fondée à Calcutta. Les propriétaires terriens aisés de Calcutta de la *Landholders' Society* intégrèrent la *Bengal British India Society*. Les deux organisations fusionnèrent sous le nom de la première, à savoir, la *British Indian Association*. R. Deb fut élu président et Debendranath Tagore fut élu secrétaire général, Degumber Mitra son assistant et le comité exécutif regroupa les élites de Calcutta, à savoir Raja Pratap Chandra Singh, Raja Satya Churn Ghosal, Hara Kumar Tagore, Durga Charan Datta, Joy Kissen Mukherjee, Harimohan Sen, Ashutosh Deb et Ramgopal Ghose⁷⁷⁹. C'était la première organisation politique de son genre à voir le jour sous la domination britannique, rassemblant à la fois des intellectuels *dérozis*, d'autres Indiens instruits orthodoxes et des propriétaires terriens mécontents du pouvoir britannique. Ces organisations indiennes reçurent l'aide et le soutien de philanthropes et militants sociaux britanniques tels que G. Thompson, ce qui eut pour conséquence bénéfique de les protéger des réactions policières, voire militaires, excessives du gouvernement de l'Inde.

⁷⁷⁸ Under the Superintendence of the Bengal British India Society, *Evidences Relating to the Efficiency of Native Agency in the Administration of the Affairs of this Country*, Calcutta, P. S. D'Rozario & Co, Tank-Square, 1844, 56 p.

⁷⁷⁹ M. K. Haldar, *op. cit.*, pp. 61-65.

Les autochtones subirent pendant longtemps la répression et furent objets d'attaques en tout genre. Tout était excuse pour justifier des augmentations de recettes fiscales ou de possessions territoriales. Les élites qui se sentaient de plus en plus écartées de l'administration se mobilisèrent via des organisations politiques militantes et voulurent, dans la limite du possible, reprendre les rênes de l'administration de leur pays. Radhakanta Deb fut membre dans plusieurs associations, telles que celles du *Hindu College*, *Calcutta School Book Society*, *Calcutta school Society*, *Agricultural and Horticultural Society of India*, *Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, *Asiatic Society of Bengal*, *Saugur Island Society*, *Landholders' Society*, *British Indian Association*, *Dharma Shabha*, etc. La soif associative d'intellectuels tels que Deb fut commentée par M. K. Haldar ; il la compara à celle d'un poisson dans l'eau : « *The English educated orthodoxy took to these Associations and Societies as a fish takes to water.* »⁷⁸⁰, mais cette soif politique ne s'arrêta pas là. Deb fut également membre honoraire d'autres organisations étrangères, principalement européennes, notamment l'*Imperial Academy of St. Petersburg*, la *Royal Academy of Berlin*, l'*Asiatic Society of Paris* et l'*Oriental Societies of Germany and America*.

Les dirigeants de la *British Indian Association* éditaient un journal intitulé *the Hindoo Patriot*, dans lequel des articles de tendance nationaliste et patriotique avaient toujours été publiés. Bankim, à qui on attribua le titre du « fondateur du nationalisme hindou », intégra la *British Indian Association* lorsqu'il étudiait au *Presidency College*. Les écrits à caractère nationaliste et religieux de Bankim furent découverts au début des années 1860 dont son roman en bengali, *Durgeshnandini*, publié en 1865 : il continua d'ailleurs à publier des romans jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. Bankim admirait Bentham et J. S. Mill. L'impact de l'utilitarisme de Mill et du positivisme d'Auguste Comte sur Bankim était évident. Il considérait Mill comme le précurseur du socialisme et défendit en partie ses idées dans une approche plutôt romantique. En ce qui concerne sa pensée religieuse, il prit une position rationaliste. Avec ses analyses approfondies, il démontra que la religion hindoue était la meilleure des religions. En se réfugiant dans sa religion et dans son travail intellectuel, Bankim résista ainsi aux missionnaires de l'époque et à leurs activités de conversions intensifiées. Son nationalisme était façonné par la religion hindoue et c'est donc par l'intermédiaire de la religion hindoue qu'il put s'identifier comme un Indien patriote. Il mit en avant la culpabilité des infidèles étrangers et leur responsabilité dans l'origine de la misère

⁷⁸⁰ M. K. Haldar, *op. cit.*, p. 66.

indienne parce qu'ils ne faisaient que dérober les biens et les richesses de son pays⁷⁸¹. En dépit de l'influence de Bentham et de Mill sur ses idées, Bankim pensait que le conflit entre les nations était nécessaire pour atteindre le progrès et regagner la gloire hindoue qui, selon lui, existait bien avant les conquêtes mogholes et britanniques⁷⁸².

Le militantisme des intellectuels contre les abus du gouvernement de l'Inde était resté confiné aux sphères des sociétés savantes et académiques. Ce sont ces intellectuels professionnels qui ouvrirent la voie au nationalisme politique au milieu du XIX^{ème} siècle; ils furent qualifiés de « *cultural brokers* » par des historiens comme Milton Singer :

*A new type of professional intellectuals...who stand astride the boundaries of the cultural encounter, mediating alien cultural influences to the natives and interpreting the indigenous culture to the foreigners*⁷⁸³.

Parmi les élites de Delhi, Master Ram Chandra, professeur de sciences et de mathématiques à l'université de la ville était une icône dans la résistance des intellectuels contre le colonialisme et son imposition de la langue anglaise que finalement, peu d'Indiens étudiaient. Il enseigna les mathématiques et les sciences occidentales en ourdou dans la section orientale du *Delhi College*. En enseignant les sciences européennes à ses compatriotes, dans leur langue vernaculaire, il réussit à populariser l'enseignement. Dans son rôle de médiateur entre deux cultures différentes, il souligna l'importance de la tradition indienne de l'enseignement des mathématiques, à laquelle il rajouta les nouvelles méthodologies venant de l'Occident. Pour rendre accessible à ses étudiants l'acquisition des savoirs occidentaux en mathématiques, il traduisit en ourdou plusieurs ouvrages, ce qui faisait partie de son travail au sein de la *Delhi Vernacular Translation Society*, fondée au début des années 1840 par le principal du *Delhi College*, Felix Boutros. En 1850, Chandra publia en Anglais *A Treatise on Problems of Maxima and Minima Solved by Algebra* et il obtint un prix du gouvernement de l'Inde. Cet ouvrage fut publié une deuxième fois à Londres en 1859 et eut la reconnaissance de sa valeur scientifique de la part du professeur de mathématiques à l'Université de Londres, *London's University College*, Augustus De Morgan qui rédigea l'introduction à l'édition anglaise et y souligna l'importance de la tradition indienne dans le domaine des mathématiques et

⁷⁸¹ "For all the miseries of the Hindus only the foreign and infidel marauders were responsible." M. K. Haldar, *op. cit.*, p. 104.

⁷⁸² "So long as the conflict between the native and the foreigners, the conqueror and the vanquished continue to exist, we shall remember our past glory, and there shall be no possibility of resolution of the conflict between nations.", in M. K. Haldar, *op. cit.*, pp. 104-105.

⁷⁸³ M. Singer, "The Great Tradition in a Metropolitan Center: Madras", in *Traditional India and Structural Change*, Philadelphia, 1959, p. 141.

l'ingéniosité de Chandra d'avoir développé cette solution. Deux historiens scientifiques indiens, S. Irfan Habib et Dhruv Raina, glorifièrent à leur tour l'originalité de l'œuvre de Chandra qui n'était pas du simple 'conduit du savoir occidental en mathématiques'⁷⁸⁴. Chandra publia également des articles scientifiques dans la presse et les revues du *Delhi College*, tels que la revue bimensuelle *Fawa'idu'n-Nazirin* dont la valeur scientifique ne se dissociait pas de la simplicité du moyen de sa communication afin de populariser les savoirs essentiellement en ourdou, la langue vernaculaire principale de l'Inde⁷⁸⁵. Au milieu de la controverse entre les Anglicistes-Occidentalistes et les Orientalistes sur la langue à adopter dans l'enseignement des autochtones au sein du gouvernement de l'Inde à Calcutta, Chandra avait déjà combiné les deux cultures en favorisant le rationalisme scientifique européen et l'enseignement en ourdou qui devenait populaire à Delhi. Cependant, sa conversion au Christianisme secoua le monde académique à Delhi : en réaction, 25 de ses étudiants arrêtaient leurs études. Les craintes de la population du transfert de la religion chrétienne par l'intermédiaire de la culture occidentale furent confirmées et en tant qu'académicien populaire, le cas de Chandra avait nourri les appréhensions et approfondi les clivages culturels existants entre les Indiens et leurs colonisateurs.

L'élite indienne musulmane du cercle du *Delhi College* était très conservatrice. Avril A. Powell nous dévoile le cas de Maulawi Karimu'd-Din qui se distingua par son talent de traducteur des classiques littéraires arabes en ourdou. Il fut alors recruté au sein de la *Delhi Vernacular Translation Society*. Il fut également recruté en tant que responsable du projet gouvernemental consistant à cataloguer les bibliothèques du roi de l'Oudh en 1847. Il devint ensuite le directeur de la *Madrassa* de Calcutta. En 1848, il fut nommé maître de la seconde classe d'ourdou pendant une dizaine d'année au sein du département oriental de l'Université gouvernementale d'Agra, *Agra Government College*. Dans ce milieu socioculturel indo-musulman des provinces du nord-ouest, l'hostilité des professeurs indiens atteignit son maximum contre les prédications évangélistes attaquant l'Islam dans les années 1850, mais Karimu'd-Din ne s'en était pas directement mêlé. Il était soutenu par deux de ses successeurs dans la direction du *Delhi College*, Aloys Sprenger et Abraham Fuller, qui eux, privilégiaient

⁷⁸⁴ Dhruv Raina and S. Irfan Habib, "Cultural Foundations of a Nineteenth Century Mathematical Project", *Economic and Political Weekly*, vol. 24, n° 37, 1989, pp. 2082-6.

⁷⁸⁵ Gail Minault, "The Perils of Cultural Mediation: Master Ram Chandra and Academic Journalism at Delhi College", in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, pp. 189-202.

l'enseignement en ourdou alors que la politique du gouvernement de l'Inde soutenait plutôt l'enseignement en langue anglaise⁷⁸⁶.

En 1854, l'Université de Delhi comptait 333 étudiants dont 112 musulmans. Dans ce contexte, Maulawi Muhammad Zaka Ullah représentait la noblesse musulmane de l'Inde du nord qui était très attachée à ses valeurs et ses traditions musulmanes. Son biographe Charles Freer Andrews qui était le fils d'un ministre de l'Eglise catholique épiscopale raconte que Zaka Ullah lui avoua qu'il 'se sentait dévalué lorsqu'il s'inclinait devant un gouverneur étranger'⁷⁸⁷. La communauté musulmane dans le nord du pays avait été fragilisée par la chute de l'empire moghol et l'arrivée des Britanniques au pouvoir. Contrairement au reste de la population locale paupérisée, seule une minorité d'élites issues de la noblesse s'en sortait bien. C'était essentiellement parce que ces élites maîtrisaient bien l'ourdou, une langue qui constituait un critère indispensable au recrutement promis par les Britanniques au sein des bureaux et des conseils du gouvernement de l'Inde. Les musulmans indiens se concentrant dans les provinces du Nord-ouest de l'Inde représentèrent seulement 12% de la population de la région en 1850 et donc furent à la tête de 72% des postes juridiques ouverts aux Indiens⁷⁸⁸. Ces musulmans faisaient partie de la noblesse et donc étaient des anciens employés de la cour royale moghole à Delhi. L'élite musulmane de Delhi réussit à maintenir son influence parce que l'ourdou était encore la langue officielle et critère indispensable pour devenir l'un des employés du gouvernement dans les provinces de l'Inde du Nord. Saiyid Ahmad n'avait jamais étudié la langue anglaise mais il était toujours recruté dans le bureau du *Sadr Amin* à Delhi (18 janvier 1837)⁷⁸⁹. Mushirul Hasan parle de la résilience de ces élites qui émanait de la position de force de certaines familles en Inde moghole. La perte de ce pouvoir en avait amené quelques uns à lever l'étendard de la révolte et d'autres à affirmer que l'Inde sous domination britannique avait été transformée en terre de guerre. Les craintes des musulmans indiens vis à vis de la menace britannique ne cessait de s'accroître. Ceux qui alimentaient ces craintes étaient les *Mujahidin* du Mouvement *wahabite* de l'Inde⁷⁹⁰.

⁷⁸⁶ Avril A. Powell, "Scholar Manqué or Mere Munshi? Maulawi Karimu'd-Din's Career in the Anglo-Oriental Education Service", in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, pp. 203-231.

⁷⁸⁷ Mushirul Hasan, "Maulawi Zaka Ullah: Sharif Culture and Colonial Rule" in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, p. 270.

⁷⁸⁸ Thomas R. Metcalf, *Aftermath of Revolt: India, 1857-1870*, Princeton, Princeton University Press, 1964, p. 301.

⁷⁸⁹ Mushirul Hasan, in Margrit Pernau, ed., *op. cit.*, p. 265.

⁷⁹⁰ Qeyamuddin Ahmad, *The Wahabi Movement in India*, Delhi, 1994. Peter Hardy, *The Muslims of British India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972.

Après la chute de l'empire moghol, l'élite musulmane tentait de retrouver un style de vie traditionnel et islamique résistant à l'intrusion de l'Occident et de sa culture hégémonique. Dans sa conviction nationaliste, Zaka Ullah avait toujours persuadé ses confrères de préserver leur langue maternelle et de résister aux tentations de la modernité en étant obligé d'utiliser une nouvelle langue comme l'anglais. Lui-même connaissait l'anglais mais ne l'utilisait que lorsque c'était nécessaire. Comme d'autres intellectuels de son temps, il se mit à traduire les grands textes scientifiques modernes en ourdou⁷⁹¹. D'ailleurs, la traduction de quelques textes de prose britannique avait déjà commencé à l'Université de Fort William, *Fort William College* en 1800, et puis s'était répandue dans le nord : à Patna, Faizabad, Hyderabad, Lucknow, Delhi et Ghaizipur avec la mise en place du nouveau programme de traduction via le Bureau royal de traduction à Hyderabad et à Lucknow fondé en 1834 et bien sûr, la *Vernacular Translation Society of Delhi College* fondée en 1842 et la *Scientific Society* fondée plus tard en 1863 ainsi qu'à travers les sociétés missionnaires avec leur presse à Serampore, Sardhana à Meerut, Mirzapur, Ludhiana etc.

La presse indienne connut son apogée dans les années 1840 : à Delhi, il y avait sept maisons de presses publiant en ourdou comme *Dihli Urdu Akhbar* et *Sadiqu'l-Akhbar*. En effet, l'Inde du Nord en particulier connut une Renaissance comparable à celle du Mouvement du Bengale mais beaucoup plus tardive. Zaka Ullah glorifia la Compagnie qui modernisa l'Inde dans son ouvrage en plusieurs volumes, *History of the Rise of the British Empire*. Cependant, il était resté très attaché à sa culture musulmane. Par ailleurs, il publia des ouvrages traitant des mathématiques modernes lorsqu'il n'avait que 19 ans, dont le fameux *Tuhfatu'l-hisab*, qui signifie en arabe chef d'œuvre du calcul, et *Risala-e 'ilm-e masahat* sur les mesures. Ce dernier ouvrage fut commandité par la société scientifique d'Aligarh (*Aligarh's Scientific Society*) et l'Institut de Génie civil de Thomson à Roorkee (*Thomson Civil Engineering College*). Plus tard, dans les années 1890 ses écrits se concentrèrent plutôt sur des questions culturelles, tels son ouvrage sur les mœurs et la culture des Hindous et un autre titrant en arabe *Muhasinu'l-akhlaq* (Les mœurs louables) qui s'attaqua directement au mariage précoce. L'académicien français, Garcin de Tassy (1794-1878) trouva chez Zaka Ullah un talent exceptionnel. L'intellectuel musulman que représentait Zaka Ullah fut d'une singularité exceptionnelle. Dans ses écrits, il montra qu'il était conscient de son identité

⁷⁹¹ "Zaka Ullah's intervention illustrates the self-pride in a linguistic-cultural tradition and his creative attempt to safeguard it with the aid of translations of scientific work into Urdu." Mushirul Hasan, "Maulawi Zaka Ullah: Sharif Culture and Colonial Rule" in Margrit Pernau, ed., *op. cit.*, p. 267.

culturelle musulmane, mais aussi de sa vocation en tant qu'historien. Ainsi, la culture musulmane avait survécu malgré la domination coloniale.

Swapna Liddle qui étudia le cas d'Azurda, poète, juge et professeur à la *Delhi College* nous donne une idée sur l'effectif des étudiants inscrits dans les différents départements orientaux ainsi qu'au département d'anglais. En 1845 il y avait au total 460 étudiants, dont 245 qui étudiaient l'anglais, 75 l'arabe, 109 le persan et 31 le sanscrit. Liddle souligne qu'à l'époque d'Azurda toute tentative de promouvoir un enseignement plus traditionnel n'était possible que par l'initiative individuelle. D'autant plus que la dotation d'*E'timadu'd'-Daula*, une allocation qui avait été attribuée au *Delhi College* en 1829 pour soutenir l'enseignement oriental, avait été réaffectée par le gouvernement de l'Inde pour développer la branche occidentale de l'établissement. Les élites de la ville de Delhi n'avaient pas accepté l'intrusion de l'enseignement occidental au *Delhi College*. En 1848, Saiyid Ahmad Khan écrivit un tract refusant la théorie de Copernic sur l'Univers⁷⁹². En outre, les craintes du prosélytisme, des tentatives d'évangélisation et de conversion au Christianisme s'étaient renforcées au sein de l'établissement. D'ailleurs, Azurda tenta de dissuader les étudiants de lire les pamphlets et les tracts des missionnaires, et empêcha également des conversions potentielles au sein du *College*⁷⁹³. Lors de la grande révolte de 1857, selon les récits de Mohan Lal, *Munshi* au service de renseignement britannique, le roi de Delhi Bahadur Shah voulut désigner Azurda comme magistrat de la cité, mais ce dernier refusa le poste sous prétexte qu'il ne le ferait pas « tant que les Britanniques ne sont pas battus »⁷⁹⁴. Dans la foulée des événements de la révolte, Azurda fut soupçonné d'avoir aidé les rebelles, fut amené à comparaître devant une commission spéciale travaillant sur sa complicité avec les mutins et fut congédié de son poste gouvernemental en tant que membre du comité de direction du *Delhi College*. Il choisit d'aller à Lahore après avoir été dépossédé de ses biens par le gouvernement colonial. Son énorme et riche bibliothèque fut saisie et mise en vente aux enchères à Delhi. Avec l'aide d'amis britanniques comme Saunders, il put récupérer la moitié de sa propriété. Sa déception et son amertume vis à vis de l'injustice du gouvernement de l'Inde furent immortalisées dans ses poèmes, ce qui constitua sa carrière en tant que poète pour le reste de son existence.

⁷⁹² Swapna Liddle, "Azurda, Scholar, Poet, and Judge", in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, pp. 125-144.

⁷⁹³ Avril A. Powell, "Muslim Reaction to Missionary Activity in Agra", in C. H. Philips and M. D. Wainwright eds, *Indian Society and the Beginnings of Modernisation, 1830-1850*, London, School of Oriental and African Studies, 1976, p. 51. Avril A. Powell, *Muslims and Missionaries in Pre-Mutiny India*, Surrey, Curzon Press, 1993, p. 216.

⁷⁹⁴ Charles Theophilus Metcalfe, *Two Native Narratives of the Mutiny*, Westminster, Archibald Constable & Co., 1898, pp. 73-168.

Michael H. Fisher nous présente l'intellectuel Mohan Lal qui incarnait le modèle d'élite indienne voulue par Macaulay et Trevelyan pour véhiculer le processus de modernisation de l'Inde, voire son anglicisation. M. Lal était devenu une figure emblématique de l'élite indienne mais était aussi très populaire en métropole grâce à ses écrits commandités par les grands professeurs de l'époque tels James Todd, James Prinsep et particulièrement par le soutien de Charles E. Trevelyan. En 1833, il soumit une partie de son journal de voyage en Asie à l'*Asiatic Society of Bengal* à Calcutta qui le publia dans le *Journal* de cette dernière permettant au public britannique de découvrir et de connaître Mohan Lal. Une année plus tard, à Calcutta, il publia un livre en anglais contenant un récit de ses aventures en Asie centrale, *Travel in the Punjab, Afghanistan and Turkistan to Balk, Bokhara and Herat*. Sa notoriété était le produit de ses exploits diplomatiques sous les Britanniques et aussi littéraires et ethnographiques⁷⁹⁵. Il soumit de nombreux articles à la *Delhi Gazette* et au *Journal* de l'*Asiatic Society*. C'était l'exemple même de la réussite indienne et son anglicisation l'a rapproché du milieu culturel de la métropole, d'autant plus qu'il intégra la société de la franc-maçonnerie. Cependant, il n'avait pas été complètement submergé par la culture britannique car il avait également gardé des liens avec ses traditions hindoues et jouissait d'une certaine estime chez les empereurs afghans et persans. Ces derniers cherchèrent à exploiter sa relation d'agent de renseignement sous les Britanniques pour servir leurs intérêts. Ainsi, il dut faire face à une ambivalence d'appartenance brahmanique et de loyauté envers les Britanniques.

Certes les élites autochtones contribuèrent à la controverse entre les Anglicistes et les Orientalistes sur les politiques à adopter par le gouvernement via leurs pétitions récurrentes, mais leur déception à l'égard de l'administration britannique était beaucoup plus accentuée. Les diplômés dits 'anglicisés' du *Delhi College* ressentirent la trahison des Britanniques qui les employaient mais œuvraient délibérément pour que ces jeunes dépendent d'eux perpétuellement. Homi K. Bhabha les qualifiait d'hommes imitateurs ou '*mimic men*', imitant les Britanniques et incapables de devenir eux-mêmes en raison du 'racisme' colonial⁷⁹⁶. En

⁷⁹⁵ Munshi Mohun Lal, "Further information regarding the Siah Posh Trive, or reputed Descendants of the Macedonians", *Journal of the Asiatic Society*, 3rd series, 3 February 1834, pp. 76-9, in Michael H. Fisher, "Mohan Lal Kashmiri (1812-77), An initial student of Delhi English College", in Margrit Pernau, ed., *op. cit.*, p. 244.

⁷⁹⁶ Homi K. Bhabha, 'Of Mimicry and Man', *Location of Culture*, London, Routledge, 1994, pp. 85-92.

outré, ils subirent une crise identitaire et culturelle puisqu'ils s'étaient éloignés de leur culture en s'ouvrant sur la culture occidentale qui les avait encore aliénés⁷⁹⁷.

Le désenchantement des élites indiennes était évident. Même Mohan Lal, le protégé de Charles E. Trevelyan et d'Alexander Burnes se sentait abandonné par les Britanniques à l'issue de la première guerre afghane (1839-42). Mohan Lal était un grand négociateur et diplomate célèbre mais ses origines culturelles mixtes alimentaient les soupçons et la méfiance de ses supérieurs britanniques incapables de le classer dans une catégorie culturelle précise⁷⁹⁸. Les élites indiennes telles que Mohan Lal réussirent à s'intégrer jusqu'à un certain point, mais leur différence ethnique, à vrai dire phénotypique, constituait un obstacle majeur et les Britanniques ne les considérèrent jamais comme faisant partie des leurs⁷⁹⁹. Pour celui qui croyait en l'anglicisation de l'Inde comme étant la clé de la réussite et de la gloire de son pays, la désillusion était totale⁸⁰⁰. Même s'il partageait librement des repas avec ses amis britanniques, Mohan Lal était pourtant resté attaché à sa propre culture. D'ailleurs lorsqu'il se rendit en Angleterre en 1844 pour demander au Conseil des directeurs de la Compagnie une récompense pour ses efforts à Kaboul, il était habillé en vêtements traditionnels indiens. Dans sa recherche de compensation financière en métropole, la reine Victoria et le prince Albert l'invitèrent à un bal royal. Il leur dédia son livre publié à Londres chez Longman, Brown, Green, and Longmans en 1846 en deux volumes, *Life of Amir Dost Mohammed Khan of Kabul* en 900 pages de documents illustrant ses efforts et ceux de Burnes à Kaboul. Cette année là, il republia également son premier livre *Travel* chez W. H. Allen en rajoutant au titre sa visite de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, *Travel in the Punjab, Afghanistan and*

⁷⁹⁷ "Not just Mohan Lal's classmates and contemporaries, but later generations of Indians in his intermediary position, including Jawaharlal Nehru, both openly admired his accomplishments and also shared his pain of cultural and social estrangement from both Britons and other Indians. Like him they frequently felt the frustration of their consequent dependence on, and, often, betrayal by their British employers. They also suffered deracinization and distancing from their natal communities." Michael H. Fisher, "Mohan Lal Kashmiri (1812-77), An initial student of Delhi English College", in Margrit Pernau, ed., *op. cit.*, p. 234.

⁷⁹⁸ "Most British officials under whom he served distrusted him, due to his complex financial and moral relations with the government following Kabul, their sense that he had risen above his proper station, and his ambiguous cultural identity that did not easily fit British cultural categories for Indians." Michael H. Fisher, "Mohan Lal Kashmiri (1812-77), An initial student of Delhi English College", in Margrit Pernau, ed., *op. cit.*, p. 250.

⁷⁹⁹ "Yet Britons would never let him become one of themselves. He always remained distinct from the Britons around him." Michael H. Fisher, *Ibid.*, p. 251. "Mohan Lal admired British culture, but from the perspective of an outsider, aware of the limitations it placed on him.", *Ibid.*, p. 252. "Despite Anglicization and dedicated service to the British cause in Asia, Mohan Lal never received recognition or acceptance by the British, especially those in India, as being one of them.", *Ibid.*, p. 255.

⁸⁰⁰ "India will never regain the zenith of its former glory, nor even prosper, until the whole population becomes acquainted with the language of the government, and then, entertaining the pacific sentiments of loyalty and homage to her present honourable British masters, claim and enjoy her rights like the other subjects of Britain." Mohan Lal, *Travel*, p. 319, in Michael H. Fisher, "Mohan Lal Kashmiri (1812-77), An initial student of Delhi English College", in Margrit Pernau, ed., *op. cit.*, p. 251.

Turkistan to Balk, Bokhara and Herat and a Visit to Great Britain and Germany. Dans ses ouvrages, Mohan Lal reprocha au gouvernement de l'Inde quelques-unes de ses mesures officielles. Il dévoila, par exemple, la trahison des Britanniques à l'égard des Mirs du Sind en annexant leur territoire alors qu'il avait lui-même réussi à négocier avec ces derniers des traités au nom des Britanniques, leur garantissant la continuité de la souveraineté de leurs états princiers. Après sa visite en métropole, M. Lal ne fut plus affecté au service des Britanniques en Inde. En somme, Mohan Lal, selon les administrateurs coloniaux avait dépassé les limites de sa 'race' en osant critiquer les politiques du gouvernement de l'Inde et de continuer en parallèle de demander des récompenses jusqu'en Grande-Bretagne. En 1853, une commission enquêta sur ses requêtes et lui attribua la somme de 12000 roupies, mais le gouverneur général Lord Dalhousie les lui refusa⁸⁰¹. L'aliénation culturelle de Mohan Lal s'était accentuée avec la grande révolte de 1857 lorsque les mutins le poursuivaient comme agent des Britanniques. L'icône de l'élite indienne du *Delhi English College* s'éteignit à Delhi en 1877. Son ami et proche Shahamat'Ali avait le même parcours dans la même université. Dans ses écrits, il se concentra davantage sur la défense de Mohan Lal comme le modèle de l'élite anglicisée et aussi sur les trahisons à caractère 'racial' des Britanniques à l'égard des autochtones, ce qui était contradictoire avec leurs promesses initiales. S. Ali mit l'accent sur l'aliénation des élites indiennes et leur dégoût vis à vis des coutumes et des manières 'superficielles' des Britanniques. Ces derniers leur avaient menti et continuaient à les décevoir en les sous-employant au sein du gouvernement de l'Inde. Seuls les postes fastidieux et secondaires leur étaient réservés où des intellectuels indiens hautement qualifiés devaient se soumettre à l'autorité d'agents britanniques qui l'étaient beaucoup moins qu'eux⁸⁰². Ils n'étaient que des subordonnés sous les ordres de *Civil Servants* qu'E. M. Forster qualifia plus tard de stupides et de philistins⁸⁰³. Ainsi, l'exemple que représentait Mohan Lal avait servi

⁸⁰¹ "After his return to India, Mohan Lal never again received employment from the government despite his many requests. Most British colonial officials felt him multiply corrupted by his honoured reception in London that raised his expectations above his race, by his complex financial claims on the government, and by his attacks on the Government of India's policies... Mohan Lal never received the Rs 79, 496 which he claimed that he had personally paid for supplies for the army in Afghanistan." Michael H. Fisher, in Margrit Pernau, ed., *op. cit.*, p. 256.

⁸⁰² "...He described the growing resentment among the 'natives of India' to the distinctions of colour and creed...which...have marked...the policy of the British towards its Indian subjects, [and] which has proved to be not only ruinous to them and their country, but to have destroyed the good name of the English in the estimation of the Asiatic nations in general...Yet, despite their accomplishments, sacrifices, and suffering, such men were underemployed by the government of India, and subordinated to less qualified British officials." Shahamat 'Ali, *Notes and Opinions of a native on the Present State of India and the Feelings of its Peoples*, Ryde, Isle of Wight, George Butler Printer, 1848, p. 75, in Michael H. Fisher, in Margrit Pernau, ed., *op. cit.*, p. 258.

⁸⁰³ David Gilmour, *The Ruling Caste, Imperial Lives in the Victorian Raj*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005, p. xvi.

comme modèle d'anglicisation, mais avait également rappelé les limites de l'occidentalisation et mis en garde les intellectuels indiens contre les risques de s'angliciser, de s'occidentaliser et de subir une aliénation culturelle et identitaire.

Au début des années 1850, les intellectuels commencèrent à chercher des modes de protestation publiques modernes et associatives, tels que les assemblées publiques, les associations réformistes et les groupes de pression afin de manifester leurs griefs et de contester le pouvoir des autorités britanniques. A l'occasion du renouvellement de la charte de 1853, les demandes de réformes par les activistes politiques indiens s'accrochèrent. En 1851, l'association de l'Inde britannique (*British India Association*) fut créée pour exiger des réformes foncières ainsi que le recrutement des autochtones aux postes de hauts fonctionnaires au sein de la branche exécutive du gouvernement de l'Inde. Le discours libéral des Whigs, incarné par T. B. Macaulay, s'accordait parfaitement à l'idée de transférer les rênes de l'administration du pays aux mains des intellectuels indiens anglicisés et occidentalisés, mais pour les militaires britanniques ce n'était qu'un 'petit' rêve nationaliste autochtone naissant. Ces derniers étaient déterminés à maintenir le pouvoir britannique et l'intégralité de l'empire. Ils défendirent leur vision par une rhétorique fondée sur la force et la coercition refusant toute concession politique aux autochtones. A leurs yeux, seule la force permettrait de garantir la pérennité de la domination britannique en soulignant son utilité pour le bien et le progrès du pays :

*The typical Britisher in the cantonments, clubs and hill stations was unwavering in his conviction that India had been won by the sword and that the unquestioned superiority of British ways and character rendered any talk of transferring power toward the Indians naïve nonsense*⁸⁰⁴.

Toutefois, cette culture de la force allait s'éclipser devant la force de la civilisation.

L'absence de la cohésion sociale en Inde, selon Karl Marx, avait favorisé les conquêtes. Il considérait que l'histoire indienne s'était bâtie sur une série de conquêtes effectuées par des envahisseurs étrangers qui avaient réussi à fonder des empires en utilisant à leur profit les faiblesses d'une société divisée par l'opposition religieuse entre Hindous et Musulmans et une structure sociale complexe archaïque opposant dans un équilibre fragile les tribus et les castes entre elles⁸⁰⁵. Marx qualifia cette société en dissolution comme « un

⁸⁰⁴ Ian St. John, *The Making of the Raj: India under the East India Company*, Santa Barbara, Praeger, 2012, p. 152.

⁸⁰⁵ "A country not only divided between the Mohammedan and Hindu, but between tribe and tribe, between caste and caste; a society whose framework was based on a sort of equilibrium, resulting from a general repulsion

ensemble d'atomes déconnectés » produisant une discontinuité entre la base sociale et la superstructure politique. Des villages autonomes persistèrent pourtant en s'autogouvernant et en assurant leur autosuffisance comme des petites républiques. La société de villages gouvernés par des institutions, relevant du système des castes, avait pu se maintenir en dehors de l'autorité politique supérieure. En effet, les liens agricoles et industriels des castes réussirent à maintenir cette structure sociale économiquement indépendante. Ainsi, la société indienne du milieu du XIX^{ème} siècle résista par sa culture et ses religions face aux injustices économiques, sociales et religieuses endurées sous la domination britannique.

and constitutional exclusiveness between all its members. Such a country and such a society were they not the predestined prey of conquest?... Indian society has no history at all, at least no known history. What we call its history is but the history of the successive intruders who founded their empires on the passive basis of that unresisting and un-changing society.” K. Marx, New York Daily Tribune, 8th August 1853, cited in Eric Stokes, “The First Century of British Colonial Rule in India: Social Revolution or Social Stagnation?”, *Past and Present*, n° 58, 1973, pp. 136-137.

CONCLUSION

« Nous étions les sujets de l'histoire et nous en sommes à présent les objets. Le rapport de force s'est renversé, la décolonisation est en cours... »⁸⁰⁶.

Cette thèse est une étude de la vision *whig* de l'empire britannique en Inde ainsi que des grandes réformes *whigs* introduites dans cette vaste colonie sur la période entre 1830 et 1857, date de la grande révolte. Le point de départ de ma thèse a été les réformes introduites, soutenues et mises en œuvre par les ministres *whigs* du gouvernement de Lord Grey en métropole pendant *l'Age de la Réforme* dans les années 1830, une période qui coïncidait aussi avec l'élargissement et le renforcement de l'empire britannique dans le sous-continent. Durant les dernières décennies, les études en histoire coloniale et postcoloniale ont été principalement influencées par des études culturelles critiques du colonialisme. Mon travail de recherche, dont l'objectif principal a été de réévaluer les réformes *whigs* introduites en Inde britannique ainsi que leurs conséquences sociales, économiques et politiques, s'inscrit dans ces nouvelles approches postcoloniales de l'histoire de l'Empire.

Le discours réformiste *whig* fut élaboré en plein essor des idées universalistes à l'Age de la réforme, alors partagées par les nouveaux mouvements évangéliques et philanthropiques des missionnaires et des réformistes abolitionnistes. Ce système réformiste du *Whiggisme* se voulait comme le modèle exemplaire d'administration possible pour gouverner les territoires et les communautés indiennes. La société indienne subissait un processus de réformes qui remit en question les fondements mêmes de l'Hindouisme, à savoir le système des castes, si ancré dans la culture hindoue. Les Whigs évangélistes, très influents et au pouvoir, ouvrirent la voie à la grande immixtion des missionnaires dans les coutumes et les religions locales en vue de conversion massive au Christianisme. Ainsi, ils voulaient démontrer l'intérêt de rendre universelle leur religion si bien que cela leur permit également de garantir les intérêts économiques britanniques et de maintenir leur colonisation de l'Inde.

L'universalisme, le libéralisme et l'impérialisme étaient indissociablement liés en Inde britannique. L'esprit universaliste des Whigs réformistes les amena à considérer la possibilité d'introduire des réformes en Inde ciblant le progrès et le développement de la colonie. Le libéralisme se vit alors entremêlé à l'universalisme et à l'impérialisme. La vision

⁸⁰⁶ Frantz Fanon, *op. cit.*, préface de Jean Paul Sartre, p. 24.

paternaliste chez les Whigs se traduit par un patriotisme fort dans le contexte des luttes d'influence entre anglicistes-occidentalistes et évangélistes. Cette vision fut incarnée par Macaulay et son soutien exclusif à l'anglicisation de l'enseignement des autochtones pour garantir leur progrès à l'aune des exigences du monde scientifique et technique moderne. Pour continuer à moderniser les autochtones, il fallait, d'après les Whigs évangélistes comme Charles Grant et Charles E. Trevelyan les convertir au Christianisme pour perfectionner cet esprit universaliste dans le domaine de l'éducation et de la religion. Ainsi, les Whigs se voulaient réformistes dans une époque de grande expansion impériale, d'où cette complémentarité entre libéralisme et impérialisme.

L'Empire et le Libéralisme étaient indissociables parce que l'enjeu principal était de maintenir un commerce britannique mondialisé. La tendance européenne était de conquérir des nouveaux territoires, y établir des marchés et renforcer les échanges commerciaux. Le Libéralisme du XIX^{ème} siècle était pro-impérialiste au moment où la Grande-Bretagne était dominatrice et totalement confiante en sa culture et ses institutions. Les intérêts commerciaux de la métropole étaient maintenus par le biais de principes économiques libéraux fondés sur le libre-échange. Le commerce sur une échelle mondiale, en l'absence de gouvernements puissants ou de structures administratives fiables dans les colonies permit aux Britanniques de mettre en place des structures qui facilitent le libre-échange, notamment en cassant les barrière douanières et en utilisant l'anglais dans les échanges commerciaux, ce qui leur procura une justification légitime de l'impérialisme. Tout était permis dans cette colonie lointaine, immense, et largement peuplée. Le commerce était l'activité principale de la Compagnie dans le sous-continent et la présence britannique en Inde se traduisait par l'abondance des revenus extraits de ses terres immenses et extrêmement fertiles. Pour garantir la pérennité de ces revenus devenus indispensables pour les finances des Britanniques, il leur fallait maintenir leur souveraineté en Inde en y renforçant leur pouvoir et en y affirmant leur supériorité. L'impérialisme rend ainsi légitime la domination britannique des populations étrangères. Ce qui renforça davantage cette légitimité était bien les théories libérales, *whigs* et utilitaristes qui furent adoptées, façonnées et remodelées dans le contexte de l'empire.

Le libéralisme se caractérise par son élasticité et son universalisme, ce qui permet aux principes et aux politiques des Whigs de s'adapter à différents contextes politiques. En outre, les Whigs réformistes y compris les Whigs libéraux, les Whigs utilitaristes et les Whigs évangélistes constituèrent une fédération idéologique *whig* dont le pouvoir et la panoplie des idées réformistes furent à l'origine de maintes réformes. Les Whigs utilitaristes se focalisaient

sur l'idée que le développement de cette colonie bénéficierait à la fois à la métropole et à l'Empire. Les réformes adoptées par les Whigs visaient une uniformité administrative et institutionnelle entre la métropole et la colonie à l'aune de l'universalisme, du progrès et de la mission civilisatrice si ancrés dans la vision *whig*. Par contre, à la mise en application de ces réformes dans le sous-continent, des contradictions avec les idées et les principes prônés par les Whigs survinrent. En se préoccupant des intérêts britanniques dans le sous-continent, ces derniers ignoraient leurs promesses de progrès à l'égard des autochtones.

Les Whigs étaient poussés par des intérêts commerciaux, économiques et géostratégiques. Afin de garantir au mieux les intérêts de la métropole en Inde, la Compagnie et les gouvernements de l'Inde *whigs* empêchèrent les élites autochtones d'occuper des postes décisionnels dans l'administration de leur pays. Cependant, leur promotion du libre-échange, qui s'opposait directement au monopole commercial exercé par la Compagnie, constitua le pilier principal de leurs réformes économiques. Le libre-échange prôné par les Whigs était considéré comme le vecteur principal et exclusif du développement économique, indispensable pour garantir la pérennité de la richesse britannique reposant sur la libéralisation du commerce mondial. D'ailleurs, leur soutien spécial pour diffuser, généraliser, et populariser l'usage de la langue anglaise était motivé par leur préoccupation de faciliter les échanges commerciaux, ce qui était bien au service de leur stratégie impériale globale. Pour les Whigs, l'imposition de l'anglais comme langue impériale avait pour avantage de faciliter l'administration coloniale en formant une élite anglicisée et en simplifiant les échanges commerciaux entre les différentes régions de l'Empire.

L'Inde constituait un champ d'action rêvé pour mettre en application les ambitions occidentalistes des Whigs utilitaristes qui calquèrent leurs réformes sur le modèle social, religieux, juridique, économique et politique britannique. Dans une colonie aussi lointaine que l'Inde, les gouverneurs *whigs* crurent pouvoir être à l'abri des critiques anti-libérales émanant principalement de leurs adversaires, les *Tories*, des réformistes orientalistes et d'une opinion publique métropolitaine forte, consciente, engagée, humanitaire et abolitionniste. Néanmoins, ce projet *whig* réformiste ambitieux rencontra de sérieux obstacles qui ralentirent considérablement son exécution. D'une part, les élites indiennes, ayant dominé le domaine du religieux, du politique, de l'économique, de l'agricole et du militaire, s'opposèrent au pouvoir britannique craignant perdre leur statut social et leur influence sur un peuple indien vivant dans une extrême pauvreté. La prise de conscience populaire qui culmina en une révolte sans précédent en 1857 prit racine dans le militantisme politique des élites indiennes arc boutées

contre les Britanniques au pouvoir qui cherchaient depuis longtemps à s’immiscer dans leurs religions, leurs usages traditionnels et leurs pratiques coutumières. D’autre part, les Tories et leurs critiques incessantes contre les Whigs et leurs réformes dites ‘utiles’ - qu’ils considéraient eux comme inutiles, voire dangereuses pour l’empire - furent à l’origine de l’abolition de la Compagnie et de son gouvernement colonial *whig* et réformiste. Certes les Tories proposèrent leur alternative politique prônant essentiellement la tolérance religieuse et le respect de la culture indienne considérée comme différente et étrangère, mais l’oppression des Indiens sous une nouvelle administration britannique centralisée persista et continua à alimenter l’hostilité des autochtones contre leur colonisateur.

Dans cette thèse, il ne s’agit donc pas de prendre position en faveur des Anglicistes-Occidentalistes ou des Orientalistes, mais de proposer une réévaluation critique des réformes *whigs* introduites en Inde de 1830 à 1857. Pour ce faire, j’ai tenté d’établir un bilan de ces réformes en analysant les répercussions bénéfiques ou néfastes sur la société indienne. Les réformes *whigs* anglicistes et occidentalistes par excellence furent celles concernant l’enseignement et la question de l’éducation indienne. Le débat sur la question de l’éducation indienne prit de l’ampleur en raison des divisions entre les réformistes anglicistes et leurs adversaires orientalistes. Dans les années 1830, le débat fut stimulé par le projet anglicisant de T. B. Macaulay qui consistait à introduire l’anglais comme la langue d’enseignement la plus appropriée pour les autochtones. Son projet ne se limitait pas à la question linguistique qui provoqua un conflit au sein de la GCPI entre ceux qui prônaient l’utilisation de la langue anglaise et ceux qui voulaient maintenir les traditions linguistiques locales. En effet, Macaulay voulait également substituer l’étude des savoirs et des connaissances européennes aux études traditionnelles. H. T. Prinsep, l’adversaire déclaré de Macaulay, prit la tête des réformistes orientalistes car il trouvait le projet d’anglicisation, encouragé par le gouvernement de William Bentinck, absurde. Le débat sur la question de l’éducation indienne fut éminemment conflictuel et ne cessa de diviser les réformistes jusqu’aux années 1850. A cette époque, J. E. Bethune était à la tête des réformistes anglicistes prônant l’anglicisation en calquant au plus près le modèle britannique, tandis que J. P. Willoughby conduisait l’opposition à cette démarche à la tête des réformistes orientalistes favorables au maintien de l’enseignement en langues vernaculaires et à la traduction des ouvrages en anglais dans ces langues pour faciliter l’apprentissage des autochtones.

La gouvernance *whig* avait contribué à apporter des développements considérables dans l’infrastructure de la plus vaste colonie de l’empire britannique, dans ses institutions et

dans son système d'éducation. C'était sous le gouvernement de Dalhousie que le chemin de fer et l'aménagement des routes furent développés. De surcroît, les moyens de communications modernes furent introduits, et la technologie du télégraphe relia de plus en plus toutes les régions indiennes. Dans une vision angliciste et occidentaliste, T. B. Macaulay travailla sur une réforme indispensable dans le domaine juridique, selon lui et les Whigs, qu'il couronna par la codification historique des lois indiennes. Les réformes *whigs* permirent d'augmenter le nombre des écoles, des universités et des étudiants y inscrits. Dès ses premiers jours en Inde T. B. Macaulay contribua considérablement à la modernisation de l'enseignement indien, notamment en y introduisant la langue anglaise, porteuse de progrès, selon lui, car facilitant l'accès des autochtones aux connaissances européennes.

Certes les réformistes anglicistes avaient largement contribué à la fondation d'écoles et d'universités et à la diversification de l'enseignement professionnel ainsi qu'à la promotion de l'enseignement féminin, mais ils furent également à l'origine de l'abolition de la *Madrassa*, l'institution indienne de référence dans l'enseignement traditionnel. La suppression d'allocations longtemps attribuées aux étudiants simplement parce que ces derniers avaient choisi de continuer leurs études dans l'enseignement traditionnel plutôt que dans l'enseignement anglicisé engendra le mécontentement de l'élite indienne. Les pétitions rédigées par les Indiens instruits contre de telles mesures discriminatoires à l'encontre de l'enseignement traditionnel se multiplièrent dans le pays. Supprimer les aides financières aux étudiants parce que les disciplines enseignées ne correspondaient pas aux priorités occidentalistes de l'administration coloniale ou encore réduire drastiquement les fonds prévus pour le soutien et la publication d'ouvrages d'études classiques orientales pour les transférer à la branche occidentale de l'enseignement constituaient des provocations évidentes pour les élites indiennes. Le gouvernement de l'Inde, soumis à la pression des réformistes anglicistes ne faisait que réduire l'influence de la culture orientale dans l'enseignement pour imposer une culture occidentale, source de division et de mécontentement. D'ailleurs, l'anglais devint la langue officielle de l'administration coloniale en 1835 en remplacement du persan. Parmi les adeptes de l'anglicisation et de l'occidentalisation des Indiens, il y avait des évangélistes qui se servirent de l'éducation, entre autres, comme moyen efficace pour diffuser leur religion.

L'aspect religieux des réformes sociales, économiques et culturelles mises en place en Inde fut de plus en plus prononcé avec l'arrivée des missionnaires. L'évangélisation des autochtones constitua rapidement une priorité pour le gouvernement colonial grâce au soutien de hauts fonctionnaires évangélistes tels que Charles Grant à la tête de la commission de

contrôle. Pour les Whigs évangélistes comme Charles Edward Trevelyan, l'enseignement était le moyen le plus efficace et non-conflituel permettant l'éradication progressive des 'fléaux' et de la 'dégénérescence morale' qui pesaient lourdement sur la société indienne et empêchait son évolution. La question du *Sati* ou la crémation des veuves hindoues et son abolition par ordonnance sous William Bentinck en 1829 suscita la colère des Hindous orthodoxes d'une part, et d'autre part, divisa les réformistes britanniques. Alors que les Whigs utilitaristes privilégiaient l'imposition de lois pour ce genre de réformes, les réformistes orientalistes préféraient plutôt conduire les Indiens eux-mêmes à se défaire de tout leur « système d'idolâtrie ». Par exemple, dans sa vision *whig* utilitariste, Bentinck voulut absolument éradiquer la criminalité de la société indienne et y faire régner la paix en déracinant par la même occasion toutes les coutumes idolâtres. Il recruta donc le Colonel Sleeman qui réussit à mettre fin à la pratique, à la fois criminelle et idolâtre du thuggisme en 1836. Comme l'influence des évangélistes était grandissante au sein de la Compagnie et, en particulier, sur la prise de décisions par les gouverneurs *whigs* de l'Inde, tels que Lord Auckland, l'abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou fut décrétée et adoptée en 1840 (Annexe 3). Bien que l'esclavage ait été pratiqué dans le sous-continent depuis toujours comme dans les pays de la péninsule arabique et en Perse, les réformistes *whigs* utilitaristes occidentalistes promulguèrent une loi en 1843 pour l'abolir. Encore une fois, l'esprit réformiste et abolitionniste de l'Age de la Réforme ne se confinait pas à la métropole en dupliquant l'abolition de l'esclavage dans la colonie. Les deux contextes n'étaient pas identiques et en mettant en œuvre cette réforme, le colonisateur ne prit pas en considération les usages coutumiers et communautaires locaux liés à l'esclavage. Paradoxalement, la Grande-Bretagne avait eu recours à la traite des esclaves pour répondre aux besoins de son commerce impérial. D'autres pratiques d'esclavage perdurèrent en développant les traites ouvrières notamment sous la forme de travailleurs contractuels où les contrats n'étaient qu'une forme plus raffinée du commerce des esclaves. En abolissant l'esclavage en Inde, les réformistes *whigs*, pour la plupart des évangélistes, prétendaient vouloir libérer les esclaves du despotisme oriental dans un grand élan humanitaire s'adossant aux valeurs protestantes les plus rigides. Sous Lord Dalhousie, non seulement les missionnaires furent plus actifs que jamais en multipliant les conversions, mais les évangélistes dominèrent l'administration indienne.

En reconsidérant les réformes *whigs* introduites dans le sous-continent tout au long des trois décennies de la période étudiée (1830-1857), on peut conclure que si cette gouvernance

coloniale avait certainement réussi à angliciser une partie des élites autochtones, elle n'avait pas réussi à les occidentaliser. La résistance des Indiens face à l'intrusion britannique via ces réformes prit une dimension culturelle et religieuse soulignant ainsi la différence accrue entre les Indiens et les Britanniques. Cette résistance à l'occidentalisation se renforça davantage lorsque les attentes ambitieuses des autochtones se transformèrent en désespoir, désillusion et colère. Quelque soit l'approche des réformistes anglicistes-occidentalistes, l'assimilation culturelle forcée mais inachevée des autochtones en leur imposant la langue anglaise dans l'enseignement, l'évangélisation massive dans le domaine du religieux et l'abolition de certains de leurs usages coutumiers et certaines de leurs pratiques religieuses ainsi que la modification radicale du système fiscal traditionnel furent à l'origine de l'échec des réformes *whigs*.

La politique réformatrice *whig* n'avait pas qu'échoué à occidentaliser les Indiens, elle échoua également à apporter la prospérité promise. Sous domination britannique, les Indiens étaient paupérisés, affamés et réduits en esclavage. Les Indiens vivaient dans une extrême pauvreté principalement en raison de la politique fiscale abusive du gouvernement de l'Inde qui reposait sur un système de taxation excessif, imposant à de simples paysans vivant dans des communautés rurales des impôts fonciers et agricoles exorbitants et de lourdes taxes sur les produits commercialisés. En outre, les Britanniques furent à l'origine de la destruction de l'industrie locale et de l'artisanat indien. L'extraction forcée de revenus constants et réguliers par le gouvernement colonial affaiblit les ressources indiennes, engendra la paupérisation des paysans indiens et nourrit les sentiments révolutionnaires populaires émanant de l'injustice, de l'insécurité et de l'oppression.

Dans le cadre de leur discours colonial, les Whigs utilitaristes devaient en théorie privilégier le développement économique et le progrès du pays, mais leur échec créa une confusion entre les principes de la gouvernance *whigs* et leur réelle mise en pratique. L'échec de la politique *whig* à moderniser, à angliciser et à évangéliser entièrement la société indienne n'était que le produit de ses contradictions inhérentes prônant le progrès et le développement des Indiens tout en soumettant ces objectifs à des conditions rendant leur réalisation impossible. Par conséquent, l'année 1857 fut déterminante dans l'histoire de la colonie. Une révolte de cette ampleur permit aux Cipayes ainsi qu'à la majorité des autochtones d'exprimer leur colère contre les Britanniques qui les avaient appauvris, opprimés, voire réduits en esclavage et dépossédés de leurs terres.

Afin de garantir la sécurité de ses territoires et de ses frontières dans le sous-continent, le gouvernement de l'Inde adopta une politique annexionniste à l'égard des royaumes et des états princiers indiens d'une part, et une politique étrangère agressive, d'autre part. La politique étrangère agressive des Whigs fut un fiasco. Guidés par une russophobie démesurée, ils intervinrent en Afghanistan (1839-1842) et mobilisèrent des fonds colossaux sur des campagnes militaires coûteuses et désastreuses dans l'Inde du nord, en particulier au Sind (1843) et au Pendjab (1848-1849) ainsi qu'au-delà de la frontière nord (Afghanistan). Les difficultés financières de la Compagnie engendrées par cet interventionnisme militaire auraient pu être évitées, mais l'expansionnisme faisait partie de l'impérialisme britannique.

La politique annexionniste fut entamée dès les années 1830 sous William Bentinck et les annexions d'états princiers se succédèrent sous Lord Dalhousie d'après la doctrine de la déshérence (*Lapse*). Ces annexions considérées comme injustes par les autochtones furent couronnées par l'annexion du Royaume de l'Oudh. Les troupes de la Compagnie étaient constituées de Cipayes parmi lesquels se trouvaient de nombreux soldats du roi de l'Oudh qui intégrèrent l'armée irrégulière. Ces derniers étaient considérés par le colonel Henry Lawrence comme une menace dans l'éventualité de l'annexion de ce royaume par la Compagnie. Après son annexion effective, en plus des autres annexions menées par Dalhousie (Sind, Satara, etc.), les craintes de Lawrence se confirmèrent. La révolte lui donna raison.

Depuis les années 1840, les Cipayes étaient conscients que leur statut se détériorait, et ils le remirent constamment en question à la fois dans sa dimension professionnelle et sociale⁸⁰⁷. Les soldes des Cipayes demeuraient inférieurs à ceux des soldats britanniques, mais ils se souciaient davantage de la façon avec laquelle ils étaient maltraités par leurs supérieurs. Ils savaient également que les Britanniques faisaient plutôt confiance aux *Sikhs* et aux *Gurkhas*. Les injustices, les mauvais traitements et le manque de confiance des autorités coloniales à leur égard, le tout renforcé par un 'racisme' discriminatoire, furent à l'origine de la révolte. La dissidence devint alors un aspect essentiel de la relation entre les autochtones et leur colonisateur. En effet, le gouvernement de l'Inde et toutes ses institutions furent localement considérés comme illégitimes, étrangers et indifférents aux attentes des autochtones alors que ces derniers souhaitaient un gouvernement proche d'eux, quitte à ce qu'il soit incompetent ou despote.

⁸⁰⁷ Nadine André, *L'Inde de Lord Dalhousie, 1848-1856: le sous-continent indien, nation en devenir*, Université Jean Moulin- Lyon 3, 2007, p. 437.

Certes les Britanniques d'esprit *whig* apportèrent des avantages linguistiques, logistiques et technologiques dans le sous-continent, mais la prise de position des élites indiennes dénonçant les méfaits de la colonisation britannique bouleversa l'ordre colonial établi et provoqua la colère du reste de la population. Tout au long de ma thèse j'ai réitéré l'idée que le maintien du pouvoir aux mains des Britanniques et l'exclusion systématique des élites indiennes de l'administration de leur pays n'avait cessé de creuser le fossé entre le gouvernement de l'Inde et les autochtones. Les colonisateurs britanniques y compris les Whigs à la tête de la gouvernance de l'Inde se méfiaient de la société indienne, qui, pour eux, n'était pas socialement et politiquement prête à bénéficier des avancées qu'apporterait un modèle de gouvernance démocratique similaire à celui en vigueur en métropole. Dans cette optique évolutionniste, la répression contre les autochtones était justifiée.

Au XIX^{ème} siècle, la hiérarchisation 'raciale' était constitutive de la vision *whig* de l'empire notamment vis à vis des liens à établir entre les Britanniques et les autochtones. En effet, contrairement à l'approche 'humaniste' des penseurs libéraux et *whigs* du XVIII^{ème} siècle (tels que Smith, Bentham et Burke) vis à vis de l'empire et des autochtones, les Whigs du XIX^{ème} siècle (T. B. Macaulay, J. S. Mill) avaient une toute autre vision coloniale privilégiant des réformes essentiellement anglicisantes mais aussi répressives à l'égard des autochtones et de leurs libertés pour atteindre l'ultime objectif, selon eux, c'est-à-dire le progrès et la civilisation des nations colonisées. C'était tout le paradoxe de la colonisation britannique *whig* qui mettait en avant le concept de la 'mission civilisatrice' de l'empire pour imposer ses propres normes sociales, politiques et culturelles à des populations ayant des langues, des religions et des coutumes différentes, insinuant ainsi un contraste indispensable à la pérennisation du pouvoir colonial, à savoir la supériorité de l'Occident sur un Orient dévalorisé.

Le discours colonial s'alimentait bien de cette différence culturelle afin de justifier son pouvoir dans des territoires étrangers souvent hostiles. Toutefois, c'était cette même différence culturelle qui avait provoqué sa désagrégation. Comment entend-on cette différence dans le discours colonial ? Cette différence existe à partir du moment où l'on considère l'autre comme inférieur, faible, et nécessitant une protection coloniale. La notion de différence est le pilier des approches postcoloniales parce que le regard que porte un historien issu d'un passé colonial, riche en différences culturelles opposant l'Orient, tel qu'il le conçoit et pas tel qu'il fut construit par l'Occident, comme le précisait E. W. Saïd, apporte certainement des preuves à l'histoire. Le vécu des parents et des grands-parents des

générations nées après la décolonisation leur rappelle l'amertume de voir le colonisateur s'emparer des richesses humaines et matérielles de leur pays, et puis ce colonisateur se permet de raconter sa propre histoire choisie de la colonisation ne dévoilant pas toute la vérité. Chez les historiens et écrivains postcoloniaux, on retrouve cette 'autre' vérité, une vérité tangible issue du réel et s'appuyant sur des faits historiques et la réalité des pratiques politiques et militaires du colonialisme, ce qui donne une valeur précieuse à ces histoires écrites par des historiens de 'l'Orient' dont le militantisme est une contestation évidente du colonialisme.

Le colonisateur ne se limitait pas à son pouvoir politique et militaire parce que même après la décolonisation, le pouvoir hégémonique des nations colonisatrices avait pendant longtemps dominé culturellement les écrits émanant des ex-colonies. Ces écrits sur l'histoire coloniale ne pouvaient se libérer de l'emprise d'un discours colonial façonné par l'Européen, en tant que colonisateur 'blanc' et pour le *whig* James Mackintosh (1765-1832), cet européen est non seulement 'blanc' mais aussi 'mâle'. Pour Mackintosh, qui avait passé des années à Bombay en tant que haut fonctionnaire de l'empire, la domination britannique du sous-continent était légitime. Il s'appuyait dans son argumentation sur le contraste qui existait, selon lui, entre les 'vertus britanniques' et la 'dégénérescence' indienne. En utilisant ces stéréotypes radicalisés et en glorifiant au même temps sa conception de l'identité britannique et européenne comme supérieure à celle des colonisés, Mackintosh, justifia la colonisation britannique de l'Inde, qu'il considérait comme à la fois le devoir du 'civilisé' et une faveur rendue au 'non civilisé'. Tout comme T. B. Macaulay, il congédia la culture orientale, de la manière la plus acerbe, en la considérant comme « inepte » ('*trash*') et pendant sa mission en Inde il évita tout contact avec les autochtones⁸⁰⁸. L'histoire ne peut être mieux écrite que par les Européens selon J. Mackintosh et T. B. Macaulay. Macaulay publia en 1828 son essai sur l'histoire, *History*⁸⁰⁹ et il en était devenu quasiment un héros national, vu le grand succès que son ouvrage lui procura auprès des Britanniques. Deux ans plus tard, James Mackintosh publia son ouvrage *History of England* en 1830, mettant en lumière la différence entre l'Europe et le reste du monde. L'Européen était alors considéré comme le seul connaisseur de l'histoire. Son histoire prend racine dans la perpétuelle opposition qu'il établit sur un

⁸⁰⁸ Anna Louise Gust, *Empire, Exile, Identity: Locating Sir James Mackintosh's Histories of England*, PhD Thesis, University College, London, 2011, pp. 252-253.

⁸⁰⁹ William Thomas, Thomas Babington Macaulay, Baron Macaulay (1800–1859), *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 1^{er} septembre 2017 <http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/17349>

paradigme de progrès social entre deux mondes, deux cultures, entre celle des Lumières et du progrès scientifique et 'l'autre' qui reste en retrait, comme figée loin derrière.

La colonisation n'apporte pas que des bienfaits mais elle est également à l'origine de la stagnation générale des pays conquis. L'histoire de l'Empire révèle que le colonisateur n'a cessé d'attaquer directement les traditions, les langues et les cultures autochtones. La société indienne était composée essentiellement de communautés et de tribus rurales dont le mode de vie dépendait largement de l'agriculture. Le colonisateur britannique, quant à lui, le savait et vint les exploiter, les opprimer et les réduire en esclavage sans se rendre compte qu'un jour cette même violence pourrait se retourner contre lui. Pour justifier le processus de la colonisation, les Britanniques soulignèrent l'importance des réformes à introduire dans la société indienne et ses institutions. En éliminant l'idolâtrie et l'ignorance, ils ne faisaient que véhiculer et promouvoir l'anglicisation, l'occidentalisation et l'évangélisation des autochtones. En somme, le passé colonial s'était bâti sur l'infériorisation et l'oppression du colonisé ainsi que sur la glorification du colonisateur, dit porteur du progrès. Néanmoins, il n'y avait qu'un ultime objectif pour la présence des Britanniques et leur domination de l'Inde, et ce consistait à renforcer leur suzeraineté en possédant des colonies et des nouveaux territoires, préserver leurs intérêts commerciaux et maintenir leurs marchés dans une telle zone d'influence si stratégique. Les productions de thé d'Inde leur servirent dans leurs échanges commerciaux, particulièrement contre l'opium de Chine. L'Inde servit à maintenir cet échange commercial indispensable pour la Grande-Bretagne et en était même la pièce maîtresse. Ainsi, les Britanniques distinguèrent l'Inde du reste des colonies de l'empire parce que cette colonie était la source de leur richesse, « le joyau de la Couronne » selon B. Disraeli.

La relation entre les Indiens et les Britanniques était fondée essentiellement sur la collaboration. Sans l'aide des *Munshis* qui maîtrisaient les outils linguistiques et diplomatiques de l'administration indienne, les premiers gouverneurs britanniques de l'Inde n'auraient jamais pu dominer le sous-continent. Sans le soutien des états princiers, des *Sikhs* et des quelques *Cipayes* restés loyaux, les Britanniques n'auraient jamais pu maîtriser les mutins et mettre fin à la révolte de 1857. Les liens historiques entre l'Inde et la Grande-Bretagne façonnent encore la relation actuelle entre les deux nations en termes d'économie et de commerce. En revanche, les Indiens considèrent la révolte de 1857 comme un événement significatif dans l'histoire de leur pays qu'ils célèbrent en lui attribuant une importance singulière.

La révolte de 1857 fut un tournant dans l'histoire indienne ainsi que dans l'histoire de l'impérialisme. La révolte fut interprétée par des nationalistes indiens tels que Rajani Kanta Gupta, le disciple de Bankim Chandra Chatterji et Vinayak Damodar Savarkar⁸¹⁰ comme la guerre de l'indépendance de l'Inde. Des historiens comme Eric Stokes, Ranajit Guha et Rudrangshu Mukherjee la considèrent comme une révolution populaire et paysanne⁸¹¹. John Kaye et Karl Marx avait interprété la révolte de 1857 comme une guerre provoquée par des raisons religieuses et poussée par des sentiments religieux⁸¹². Aujourd'hui, les historiens la considèrent comme une guerre de religion⁸¹³. Biswamoy Pati, Basudeb Chattopadhyay, Pradip Chattopadhyay⁸¹⁴, Sumanta Niyogi⁸¹⁵, Sabyasachi Bhattachary⁸¹⁶, Shireen Moosvi⁸¹⁷, Marina Carter et Crispin Bates⁸¹⁸ et d'autres historiens traitent des aspects religieux de la révolte de 1857. Cette tendance a pu s'élaborer en se référant essentiellement aux papiers privés des Cipayes dont le contenu confirme cette thèse⁸¹⁹.

La révolte de 1857 fut le moment de schisme irréversible dans le rapport de force entre les autochtones et les Britanniques. En mettant les Hindous et les Musulmans en difficulté contre leurs religions, les Britanniques furent à l'origine d'un grand déséquilibre social. Leur politique consistait à diviser pour régner et ils l'avaient fait en divisant la communauté hindoue entre orthodoxes et libéraux ainsi qu'en créant des hostilités entre les Musulmans et les Hindous. A cette profonde division se rajoutèrent des lois répressives adoptées par le

⁸¹⁰ Vinayak Damodar Savarkar, *The Indian War of Independence of 1857 by an Indian Nationalist*, London, 10 May 1909. Snigdha Sen, ed., *The Historiography of the Indian Revolt of 1857*, Calcutta, Punthi-Pustak, 1992.

⁸¹¹ Eric Stokes, *The Peasant Armed, the Indian Revolt of 1857*, ed. Chris Bayly, New York, Clarendon Press-Oxford, 1986. Ranajit Guha, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Durham, Duke University Press, 1999. Rudrangshu Mukherjee, *Awadh in Revolt, 1857-1858: A Study of Popular Resistance*, Delhi, Oxford University Press, 1984.

⁸¹² John William Kaye, *A History of the Sepoy War in India, 1857-1858, Volume I*, ninth edition, London, Longmans, Green, and Co, 1896, p. 201. Karl Marx, "The Indian Revolt", *The New York Daily Tribune*, n° 5119, September 16th 1857, in K. Marx and F. Engels, *The First Indian War of Independence, 1857-1859*, London, Lawrence and Wishart, 1960, p. 91.

⁸¹³ Biswamoy Pati, ed., *The 1857 Rebellion*, New Delhi, Oxford University Press, 2007.

⁸¹⁴ Pradip Chattopadhyay, « An Analysis of the Religious Dimension of the Revolt of 1857 », in Chittabrata Palit and Mrinal Kumar, eds., *Revisiting the Revolt of 1857*, New Delhi & Kolkata, B. R. Publishing Corporation & Corpus Research Institute, 2009, pp. 89-100.

⁸¹⁵ Sumanta Niyogi, "The Revolt of 1857 and the Wahabi Movement: A Case Study of Bihar", in Chittabrata Palit and Mrinal Kumar, eds., *Revisiting the Revolt of 1857*, New Delhi & Kolkata, B. R. Publishing Corporation & Corpus Research Institute, 2009, pp. 1-18.

⁸¹⁶ Basudeb Chattopadhyay, « Panic Sunday in Calcutta: 14 June 1857 », in Sabyasachi Bhattacharya, ed., *Rethinking 1857*, New Delhi, Orient Longman, 2007.

⁸¹⁷ Shireen Moosvi, ed., *Facets of the Great Revolt: 1857*, New Delhi, Tulika Books, 2008.

⁸¹⁸ Marina Carter and Crispin Bates, "Religion and retribution in the Indian rebellion of 1857", *Leidschrift*, volume 24, n° 1, 2009, pp. 51-58.

⁸¹⁹ « In the rebels' own papers, they refer over and again to their uprising being a war of religion. There were no doubt a multitude of private grievances, but it is now unambiguously clear that the rebels saw themselves as fighting a war to preserve their religion, and articulated it as such. » William Darlymple
http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/5312092.stm

gouvernement de l'Inde comme celle promulguée en 1857 sur l'abrogation de la liberté de la presse. Aux annexions, aux injustices et à la répression s'ajoutèrent les tensions religieuses créant un malaise général. La présence britannique était plus que jamais contestée par les Indiens, en particulier par les Musulmans et les Hindous qui étaient d'accord sur ce point. La révolte de 1857 présida donc à la naissance d'une conscience nationaliste jusqu'alors inconnue en Inde. Pour la première fois, les communautés musulmane et hindoue avaient fait taire leurs divisions et s'étaient unies contre un ennemi commun, leur colonisateur. Après la révolte, l'hostilité persistante des Indiens les conduisit à se détacher progressivement de l'emprise britannique et à s'engager sur la voie de la décolonisation.

Ce sont les Britanniques, en particulier les réformistes *whigs* privilégiant l'anglicisation des autochtones qui avaient mis en place les outils permettant aux intellectuels indiens de devenir les futurs nationalistes. Ces derniers mirent en œuvre les valeurs apprises à l'enseignement occidental et s'associèrent dans des organisations politiques contestant la présence britannique. Le pionnier parmi les intellectuels et réformistes indiens fut Ram Mohan Roy qui établit en 1830 le *Dharma Sabha* pour tenter d'arrêter l'intrusion de la culture britannique et occidentale dans son pays. Après la révolte de 1857, la méfiance réciproque entre les Indiens et les Britanniques encouragea les Indiens instruits à s'affilier dans des associations politiques pour réclamer leur droit de s'autogouverner. Leur prise de conscience était manifeste lorsqu'ils réussirent avec le soutien de quelques Britanniques à créer des associations à caractère politique et incarnant leurs revendications politiques et ce à la veille de la révolte, telles que La *British Indian Association* en 1851. La révolte de 1857 fut l'embryon d'un nationalisme indien qui se crée et qui va déboucher sur l'*Indian National Congress* en 1885 et ensuite la *Muslim League* en 1906⁸²⁰. La décolonisation de l'Inde de l'emprise britannique fut progressive et mouvementée. La colonisation britannique de l'Inde prit fin avec l'indépendance du pays en 1947.

⁸²⁰ *Indian National Congress*: <http://www.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain/content/indian-national-congress>

Muslim League: <https://www.britannica.com/topic/Muslim-League>, en ligne, 14 septembre 2017

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES PRIMAIRES

Collections

-British Library : India Office Records : *Board's Collections*

India Office Records and Private papers

European Manuscripts: *European Miscellaneous, Home Miscellaneous, Military Records, Military Reports and Correspondence Plan of Attack &c, Educational Records, East India Native Press Collections, India Political Collections*

Western Manuscripts : *Additional Manuscripts*

-National Archives : Public Record Office

Revues et journaux

Edinburgh Review, The Times, Bengal Hurkaru, Punch, The Spectator, The New York Times

1. Dépêches, débats, rapports et correspondance officielles

East India Company

-Reports of the East India Company, first part, session 24 November 1812-22 July 1813, vol. VII, Committee of the Whole House, and the Select Committee on the Affairs of the East India Company, London, the House of Commons, 1813.

Code penal et codification des procédures juridiques

-Evidence of James Mill before the Select Committee: 21 February 1832. *Bentinck's Papers, Mss. Eur. 424, folio 7.*

-Extract Legislative Letter, 24 August 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4, India Office Records.*

-From the Government in Council, signed R. T. Porter, Acting Secretary to the Board of Revenue Fort St George, 21st April 1842, *Board's Collections, 86062-86094, 1841-1842, vol. 1964, folio 4, India Office Records.*

-India Board, 8th May 1835, *Bentinck Papers, Mss Eur, E 424/10, India Office Records.*

-Minute by the Hon'ble T. B. Macaulay, May 28th 1835, Extract from the Proceedings of the Government of India, the Legislative Department Dated the 6th July 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4, India Office Records.*

- Minute by the Hon'ble T. B. Macaulay, Calcutta, June 4th 1835, Extract from the Proceedings of the Government of India in the Judicial Department dated 15th June 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.
- Minute by the Hon'ble A. Ross Esqre, 6th June 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records
- Minute by the Honble H. T. Prinsep Esqre, Calcutta, 11th June 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.
- Minute by the Hon'ble T. B. Macaulay Esqre, Calcutta, June 13th 1835, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.
- Meeting of the Council of India held on the 6th of July 1835 Resolved that the following rules be adopted as Standing Orders of the Council of India in its Legislative Department, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.
- Penal Code of India: A Penal Code Prepared by the Indian Law Commissioners (T. B. Macaulay, J. M. Macleod, G. W. Anderson and F. Millett), and Published by Command of the Governor General of India in Council*, Calcutta, Bengal Military Orphan Press, 1837, 130 p.
- Standing orders of the legislative Council of India, *Board's Collections, 63491 to 63526, 1836-1837, vol. 1555, folio 4*, India Office Records.
- Wood to Law Commissioners, 30 novembre 1853.

Sati

- Extract from the petition of the Madras Native Association to the House of Commons, Commons' First Report, 1853.
- Macnaghten, W. H., Acting Register, *Papers Related to East India Affairs viz Hindoo Widows, and Voluntary Immolations, Parliamentary Papers on Heathen Sacrifices in India*, the House of Commons, 10 July 1821, Mss. Eur. E. 50
- Minute by sir John Malcolm, subscribed by the Commander-in-Chief and Mr. Goodwin, *Bentinck's Papers*, Mss. Eur. E 424-4
- The Petition of the Hindus against the abolition of Sati, *Bentinck's Papers*, Mss. Eur. E 424-11.

Systeme fiscal

- Appointment of Commissioners of Revenue and Circuit, Bengal Government to the Court of Directors, 10th December 1828, *Revenue Letters from Bengal, Bentinck's Papers*, Mss. Eur. 424, folio 2, India Office Library.

-Bird, R. M., Minute, 31 January 1840, North Western Provinces Board of Revenue Proceedings, India Office Records.

-Minute of the Marquis of Tweeddale on the Survey and Assessment of Land, Guindy, 12th January, 1848, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

-Minute of his Excellency the Commander in Chief, on the Proposed General Survey and Assessment; dated 10th January 1855, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

-Minute of the Honorable Mr. Walter Elliot, on the Subject of Revenue Survey; dated 8th June, 1854, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

-Minute of the Honorable Mr. J. F. Thomas, on the General Revenue Survey and Assessment of the Madras Presidency; dated 26th August 1854, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

-Minute of the Honorable Sir H. C. Montgomery, Bart., on the Proposed General Survey and Assessment; dated 12th of May, 1855, *Papers Relating to the Proposed General Revenue Survey of the Madras Presidency*, Madras, 1855, V/27/310/41, India Office Records.

Droit de transit

-Cropper, James, « Letters addressed to William Wilberforce, M. P., Recommending the Cultivation of Sugar in our Dominions in the East Indies, as the natural and certain means of effecting the total and general Abolition of the Slave Trade », *Edinburgh Review*, vol. 38, n° 75, 1823, p. 209.

-Draft to the Chairs, March 17th 1835 on Transit duties in Bengal, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, National Archives.

-*India Office Financial Department Records, c1800-1948, Territorial Finance Despatches to Bengal, 1832-1845, L/F/3/678.*

-Macaulay, Thomas Babington, “A speech delivered in the House of Commons on the Sugar Duties”, London, 26th February 1845 in *Macaulay's Speeches*.

La Taxe sur le pèlerinage hindou et son abolition

-Bengal Government to the Court of Directors, 15 September 1808, Revenue Letters from Bengal and India (Board's Copies) L/E/3/16, folio 57, India Office Records.

-Bengal Revenue Despatch, 20 February 1833, *Bengal Despatches*, E/4/736, India Office Records.

- Bengal Revenue Despatch, 18 October 1837, *Bengal Despatches*, E/4/752, India Office Records.
- From F. J. Halliday Esq. Junior Secretary to the Government of India to H. Chamier Esq., Chief Secretary to the Government of Fort St George, Dated 10th August 1840, Revenue Department, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.
- From C. Currie Esq., Secretary Sudder Board of Revenue to F. J. Halliday, Esq. Secretary to the Government of Bengal in the Revenue Department, Fort William, dated the 29th December 1838, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.
- Legislative Department to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, 27th April 1840, signed Auckland, J. Nicolls, W.W. Bird, W. Casement, H.I. Prinsep, and A. Amas, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.
- Poynder, J., Speech before the Court of Proprietors, 21 December 1836, quoted in *The Times*, London, 16 March 1837.
- Revenue Department to The Governor General of India in Council, London, 2nd June 1840, signed W. B. Bayly, P. Lyall, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.
- Revenue Department to the Governor General of India in Council, 2nd June 1840, India Office Records.
- Stainforth, F. and R. W. Skinner, local agents Beerbhoom to J. Lowis, Commissioner of Revenue, 14th Division, Calcutta, dated 31st October 1837, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.
- The Petition to Lord Dalhousie from J. Stubbin, Chairman and A Sutton, Secretary of the Orissa Baptist Missionary Committee, December 1853*, Memorial of the Missionaries, 12 August 1852, n° 220: Public Consultations: National Archives.
- Trevelyan, C. E. Esq to the Commissioner of Moorshedabad, 11th July 1837, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.
- To W. B. Jackson Esq., Commissioner of Revenue for the 14th Division, Moorshedabad, The Humble Petition of Isreenund Dutt Ron of the late Oojah of the Deoghur Temple, *Board's Collections*, 78219 to 78386, 1840-1841, vol. 1852, India Office Records.

-Webb, George Collector of Cutack, to H. T. Colebrooke, President and Members of the Board of Revenue, 7 March 1808, *Bengal Revenue Consultations*, 8 April 1808, N° 18, Range 55, vol. 11. India Office Records.

Les agissements des missionnaires

-From the Government in Council, signed R. T. Porter, Acting Secretary to the Secretary to the Board of Revenue Fort St George, 21st April 1842, *Board's Collections*, 86062-86094, 1841-1842, vol. 1964, folio 4. India Office Records.

-*Irish University Press Series of British Parliamentary Papers*, Colonies East India 5.

-Letter dated 27th August 1846, n° 54, relative to a Memorial from certain native gentlemen of Bombay complaining against the missionaries and respecting the distribution of missionary Books and Tracts, *Board's Collection*, 80871 to 81150, 1840-1841, vol. 1902, India Office Records.

-Letter from the Judicial department, 26th August 1840 to the Governor in Council at Bombay, *Board's Collection*, 1840-1841, 81052, India Office Records.

-Letter from Charles Metcalfe to William Bentinck, *Bentinck's Papers*, Mss. Eur. 424-5, India Office Records.

-Lord Brougham on Importation of Hindoos into Guiana', *Parliamentary Debates, House of Lords*, 6 March 1838, vol. 41

-Montgomery, H. C., Collector and Magistrate, 29th March 1842, *Board's Collections*, 86062-86094, 1841-1842, vol. 1964, folio 4, India Office Records.

Abolition du Thuggisme

-Correspondence of the Right Honourable John Shore, B. C. S., 1822-37, *Home Miscellaneous*, vol. 790, India Office records.

-Extract Letter from the Court of Directors, 28 November 1832, Home Department, India Office Records.

-India, Political, 30th April 1856, *India and Bengal Despatches*, E/4/835, Record Department, India Office Records.

-Letter from J. Paton to Major Sleeman, Commissioner for the suppression of Thuggee and Dacoittee Mooradabad, Lucknow Residency, 29 August 1834, *Captain J. Paton Collections on Thuggee and Dacoittee*, *Additional Manuscript*, 41,300.

-Letter from W. A. Pringle, Sessions Judge to W. Ramsay, Assistant General Superintendent, Zillah Sarun, 3rd February, 1836, *Papers on Thuggee*, V/27/161/1, India Office Records.

Abolition de l'esclavage

- Despatch from the Legislative Department to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 22 January 1842, *Ellenborough Papers*, National Archives.
- East India Slavery, Answers to the Questions circulated by the Board of Control in August 1832, signed F. C. Brown, *Board's Collections*, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.
- From H. Torresis Esqre, Secretary to the Government of India, with the Governor General to J. H. Maddock Esqre, Secretary to the Government of India, dated the 18th December 1838, *Board's Collections*, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.
- From the Indian Law Commission to the Honourable the President of the Council of India in Council, dated the 1st February 1839, *Board's Collections*, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.
- From J. H. Davidson Esq., Acting Register Sudder Udawlat, Fort St George to the Chief Secretary to Government Dated 17th July 1839, *Board's Collections*, 81861, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.
- Governor Farquhar, "Letter as to the Slaves in Mauritius", *Edinburgh Review*, vol. 23, n° 45, 1814, pp. 247-248.
- Heron, R, "A Letter to William Wilberforce on the Justice and Expediency of Slavery and the Slave Trade, and on the best means to improve the Manners and Condition of the Negroes in the West Indies", *Edinburgh Review*, vol. 8, n° 6, 1806, pp. 358-365.
- John, Jeremie, "Four Essays on Colonial Slavery", *Edinburgh Review*, vol. 55, n°109, 1832, pp.144-181.
- Legislative Department to the Honourable Court of Directors of the East India Company, Fort William, 27th January 1840, *Board's Collections*, 81861, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.
- Memorial of the Committee of the British and Foreign Anti-Slavery Society addressed to the Right Honorable Sir Robert Peel, Baronet, Her Majesty's First Lord of Treasury, London, September 10th 1841, *Ellenborough Papers*, Public Office Record, National Archives.
- Minute by the Honourable A. Amos, Esquire, dated 27th August 1839, *Board's Collections*, 81861, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

-Observations on the Minute by the Right Honourable the Governor General dated 6th May 1841 on slavery in India, Anti-slavery Society Upon Lord Auckland's Minute, November 1st 1841, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, National Archives.

-Secret Department to J. P. Willoughby Esquire, Secretary to Government, 81810, *Board's Collections*, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

-Second Part of Major Moody's Report on Social and Industrial Capacities of Negroes. Ordered by the House of Commons to be printed, 24th February 1826, *Edinburgh Review*, vol. 45, n° 90, 1827, pp. 383-423.

-Slavery- Minute by Lord Auckland. Minute by the Right Honourable the Governor General, dated 6th May 1841, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, National Archives.

-Sutherland, J. C. C., Esqre, Secretary to the Indian Law Commission to J. H. Maddock, Esqre, Secretary to the Government of India, Indian Law Commission, the 16th November 1838, Legislative Department, *Board's Collections*, 81807-81939, 1840-1841, vol. 1913, folio 4, India Office Records.

-To the Right Honorable Sir John Cam Hobhouse, President of the Board of Control, signed John Scoble, on behalf of the Committee, *Ellenborough Papers*, Public Office Record, National Archives.

-Wilberforce, William, "A Letter on the Abolition of the Slave Trade", *Edinburgh Review*, vol. 10, n° 19, 1807, pp. 199-206.

Les travailleurs contractuels (*Indentured Labourers*)

-Adjourned Meeting of the Committee, held in the Town Hall, on Monday, the 8th day of October, 1838, at 10 o'Clock a. m., Present, T. Dickens, Chairman, Revd. James Charles, Major Archer, William Dowson, J. P. Grant, Russomoy Dutt., Mr Longueville Clarke, Examined, Indian Laborers, Minutes of Evidence before the Committee at Calcutta, Formation of an Emigration Committee at the Mauritius, 77657, *Board's Collections*, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

-Exhibit N°23, J. Mackay, From R. Scott, Esq., of Glendon, Memorandum regarding the Import of Hill Dangahs of Bengal into New South Wales, shewing their Pay and Allowances and the Duties required of them. Indian Labourers 77657, *Board's Collections*, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

L., Indian Labourers 77657, *Board's Collections*, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

-Meeting of the Committee held in the Town Hall, on Thursday, the 20th day of September, 1838, at 10 o'Clock a. m., Present T. Dickens Esq. Chairman, Revd. James Charles, Major Archer, Russomoy Dutt, Esq., William Dowson, Esq., Bibee Zuhoorun, Examined, *Board's Collections*, 77645-77659, 1840-1841, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

-Prinsep, H. T., Secretary to Government to Captain Birch, Superintendent of Police, Fort William, 21st February, 1838, Appendix N° 325 Indian Labourers, 77657, *Board's Collections*, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

-Prinsep, H. T., Secretary to the Government of Bengal, Fort William, 1st August 1838, Communications from Government to the Committee. N°1, Appendix N° 873, Indian Labourers 77657, *Board's Collections*, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

-Prinsep, H. T., General Department, Resolution, Indian Labourers 77657, *Board's Collections*, 77645 to 77659, vol. 1847, folio 4, India Office Records.

La réforme de l'éducation indienne

-Bentinck, William, *Minutes of Bentinck*, dated 13th March 1835, India Office Records.

-Boutros, F., 'An enquiry into the system of Education most likely to be generally popular in Behar and the Upper Provinces.' Serampore, 1842, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, p. 6, V/27/860/2.

-Bureau of Education, India, *Selections from Educational Records, Part I & II, 1781-1839*, 1840-1859, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1920, 217 p. & 504 p. V/27/860/2.

-Bushby, G. A., Proceedings of the General Committee of Public Instruction, *Madrassa*, 30 August 1835, *Board's Collections*, 77589-77644, vol. 1846, folio 4, India Office Records.

-Captain I. W. I. Onseley, Secretary Madrassa Committee to H. H. Wilson Esq. Junior member and secretary to the General Committee of Public Instruction dated 21st February 1832, *Board's Collections*, 55228, vol. 1386, folio 4, India Office Records.

-Despatch from the Court of Directors of the East India Company, to the Governor General of India in Council, -(N°. 49, dated the 19th July 1854), in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. 364-393, V/27/860/2.

-Despatch from the Honourable the Court of Directors, dated the 20th January 1841, on the subject of Native Education, *Selections from Educational Record, Part II, 1840-1859*, p. 2, V/27/860/2.

- Despatch N°20 of 18th October 1843, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 331, V/27/860/2.
- Despatch from the Honourable the Court of Directors, dated the 20th January 1841, on the Subject of Native Education, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1922, p.5, V/27/860/2.
- Despatch, dated 4th September 1850, from the Court of Directors to the Governor General, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 61, V/27/860/2.
- Dick, GEO. F., Colonial Secretary to the Chief Secretary to the Government of Bengal, &c. &c., Colonial Secretary's Office, Port Louis, Mauritius, 22 April, 1837, Appendix N° 1. - Evidence of James Mill before the Select Committee : 21 February 1832, *Parliamentary Papers*, vol. 9, 1831-32, India Office Library, *Bentinck's Papers*, Mss. Eur. 424, folio 7.
- Extract, Public Letter from Bengal, dated 4th December 1832, *Board's Collections*, 55228, vol. 1386, folio 4, India Office Records.
- Extract from the Report of the Committee appointed by Government to Inquire into the State of Medical Education, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. V/27/860/2.
- Extract from Fisher's Memoir published in the minutes of Evidence taken before the Select Committee of the House of Commons in 1832, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 37, V/27/860/2.
- Extract from the Report on Public Instruction in Bengal, for the year 1849-50, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. 60-61, V/27/860/2.
- Extracts from a Note by J. R. Colvin, Private Secretary to the Governor General, referred to in Lord Auckland's minute of November 24th. 1839, *Selections from Educational Records, Part I: 1781-1839*, p. 172, V/27/860/2.
- From Alexander Duff Esq. to the Secretary of the General Committee of Public Instruction, dated 1st February 1832, Enclosures of the reports of the General Committee of Public Instruction, Chinsura Schools, *Board's Collections*, 55203 to 55228, 1833-1834, vol. 1386, folio 4, India Office Records.
- From the Superintendent of the Government schools (Signed Candy), dated 11th February 1840, *Board's Collections*, 81052, vol.1902, folio 4, India Office Records.

- From the General Committee of Public Instruction to the Honorable Sir C. Metcalfe Vice President in Council, Fort William, 25th May 1832, *Board's Collections*, 55203-55228, vol.1386, folio 4, India Office Records.
- From H. H. Wilson Esq. Junior member and secretary General Committee of Public Instruction to H. Shakespear Esq. President Sub Committee of the Sanscrit College, 1st February 1832. Enclosures in the reports of the General Committee of Public Instruction upon the different seminaries under the superintendence, *Board's Collections*, 55228, vol. 1386, folio 4, India Office Records.
- From Lieutenant H. Todd to Captain Ruddell, Secretary to the Madrasa Committee dated 13 December 1831, *Board's Collections*, 55228, vol.1386, folio 4, India Office Records.
- From Secretary to the General Committee of Public Instruction to Secretary to Government General Department, Fort William, 30th September 1835. *Board's Collections*, 77589-77644, 1840-1841, folio 1846, India Office Records.
- From the Judicial Department to the Governor in Council at Bombay, 26th August 1840 (Signed Bayley), *Board's Collections*, 81052, vol. 1902, folio 4, India Office Records.
- From the Secretary to the Government of India, dated 11 March 1840, Fort William, signed G. A. Bushby, *Board's Collections*, 81052, vol. 1902, folio 4, India Office Records.
- From H. I. Prinsep, secretary to the government to the Moosulman inhabitants of Calcutta whose names are subscribed to the petition against the abolition of the Mudrusa, Council Chamber, the 9th March 1835, *Papers regarding the promotion of native education in India*, *Board's Collections*, 77589-77644, India Office Records, IOR/F/4/1846.
- General Order of the Governor-General of India, dated Fort William, 28th January 1835, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. 317-318, V/27/860/2.
- Hansard's Parliamentary Debates, 1830-1851*, 118 vols., *Edinburgh Review*, vol. 95, n°193, pp.94-122, 1852.
- Hansard's Parliamentary Debates. (New Series)*, *Edinburgh Review*, vol. 101, n°205, pp.1-22, 1855.
- Hansard's Parliamentary Debates. 1831, 1832*, *Edinburgh Review*, vol. 161, n°330, pp.570-598, 1885.
- Letter from the Judicial department, 26th August 1840 to the Governor in Council at Bombay, *Board's Collection*, 1840-1841, 81052, India Office Records.

- Letter from W. H. Macnaghten to the Government Revenue Department, to the Sudder Board of Revenue, dated 10th July 1830. India Office Records, *Board's Collections*, volume 1386, folio 4, 55203-55228, India Office Records.
- Letter from J. C. C. Sutherland, Secretary to the General Committee of Public Instruction to H. T. Prinsep, Secretary to Government in the General Department, Fort William, dated 21st January 1835, *Board's Collections*, 77589-77644, 1840-1841, folio 1846, IOR/F/4/1846.
- Letter, dated 4th August 1853, from the Council of Education, to the Government of Bengal, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 111, V/27/860/2.
- Letter, dated 21st October 1853, from the Government of Bengal, to the Council of Education, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 113, V/27/860/2.
- Letter N^o 2174, dated 20th April 1835, from the General Committee of Public Instruction to the Government of India, *Educational Records*, p. 141, V/27/860/2.
- Letter from the Court of Directors of the East India Company to the Government of India, Public Department, - (N^o 62, dated 13th September 1854), in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 127, V/27/860/2.
- Lord Bentinck's Resolution of the 7th March 1835, Bureau of Education, India, *Selections from Educational Records, Part I, 1781-1839*, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1920, pp. 130-131, V/27/860/2.
- Macaulay, Thomas Babington, *Minute on Education in India*, London, 2nd February 1835.
- Macaulay, T. B., Propositions adopted by the General Committee of Public Instruction on the 11th April 1835, *Board's Collections*, 77589-77644, vol. 1846, folio 4, India Office Records.
- Macaulay, T. B., *Speeches*, 2 volumes, Leipzig, Bernhard Tauchnitz, 1853.
- Minute by Juggonath Sunkersett, Esq., dated 1st May, 1847, concurred in by Framjee Cowasjee, Esq., and Mohammad Ibrahim Muckba, Esq., *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, pp. 16-17, V/27/860/2.
- Papers regarding the promotion of native education in India*, Board's Collections, IOR/F/4/1846.
- Public Department, 29th September 1830, 39th Correspondence of the Court of Directors with the Bengal Government on the subject of Native Education, *Board's Collections*, 77639, vol. 1846, India Office Records.

- Public Department, 29th September 1830, 39th Correspondence of the Court of Directors with the Bengal Government on the subject of Native Education, *Board's Collections*, 77639, vol. 1846, India Office Records.
- Mill, John Stuart, *Collected Works, XXVIII & XXIX, Public and Parliamentary Speeches, 2 volumes, November 1850- November 1868 & July 1869- March 1873*, Toronto, The University of Toronto Press, 1988, 687 p.
- Minute by Sir E. Perry on Government Education in the Presidency of Bombay, dated 9th April 1848, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, p. 21, V/27/860/2.
- Minute by the Honourable Mr. Bethune dated 23rd January 1851, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 31, V/27/860/2.
- Minute of Mr. Macnaghten, 4th January 1835, *Board's Collections*, 77589-77644, vol. 1846, folio 4, India Office Records.
- Minute by the Marquess of Dalhousie, Governor-General of India, dated 30th December, 1854, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, pp. 394-408, V/27/860/2.

- Minute by H. T. Prinsep, dated 9th July 1834, *Board's Collections*, 77589-77644, Folio 1846, India Office Records.
- Minute by H. T. Prinsep, dated the 20th May 1835, *Educational Records*, p. 138, V/27/860/2.
- Minute by the Right Honorable the Governor General of India, dated Delhi, November 24th, 1839. *Board's Collections*, 77638, vol. 1846, India Office Records.
- Minute by the Honorable the Governor, subscribed to by the Board, Signed J. R. Carnac, *Board's Collections*, 81052, vol. 1902, folio 4, India Office Records.
- Minute by the Marquess of Dalhousie, dated 1st April 1850, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 56, V/27/860/2.
- Minute, dated 24th August 1836, by Lord Auckland, on the petitions for the restoration of stipends to the Muhammadan and Sanskrit Colleges, Bureau of Education, India, *Selections from Educational Records, Part I, 1781-1839*, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1920, p. 147, V/27/860/2.
- Mountstuart Elphinstone's Minute, 13th December 1823, in *Selections from Educational Records, Part I: 1781-1839*, p. 176, V/27/860/2.

- Native Education, *Board's Collections*, 77638, vol. 1846, folio 4, India Office Records.
- Nisbet, P. Esq. Collector Furruckabad to the Secretary of the Committee of Public Instruction, Fort William, dated 2nd February 1832, Enclosures Furruckabad Madrassa, *Board's Collections*, 55228, vol. 1386, folio 4, India Office Records.
- Note by I. R. Colvin Esquire. Private Secretary to the Right Honorable the Governor General of India, Native Education, 77638, *Board's Collections*, vol. 1846, folio 4, India Office Records.
- Parliamentary Reports and Papers, volume II, Report of the East India Company, the Fifth Report from the Select Committee on the Affairs of the East India Company, July 28, 1812, London, the House of Commons.
- Petition of the Mussulmann Inhabitants of Calcutta whose names are subscribed to the Petition against the abolition of the Mudrassa, *Papers regarding the promotion of native education in India*, *Board's Collections*, 77589-77644, India Office Records, IOR/F/4/1846.
- Prinsep, H. T., 3rd September 1834, Proceedings of the General Committee of Public Instruction, *Madrassa*, *Board's Collections*, 77589-77644, vol. 1846, folio 4, India Office Records.
- Prinsep's note 15th February 1835, *Educational Records*, Part I, p. 121, V/27/860/2.
- Provincial developments, Bengal, (e) Failure of the vernacular schools, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 68, V/27/860/2.
- Public Department, 24th August 1831 to the Governor in Council at Fort William in Bengal, *Correspondence of the Court of Directors with the Bengal Government on the subject of Native Education*, *Board's Collections*, 77639, vol. 1846, folio 4, India Office Records.
- Report of the Board of Education for 1845, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1922, p. 23, V/27/860/2.
- Report of Captain Candy, Superintendent of the Poona Sanskrit College, 1840, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, p.2, V/27/860/2.
- Resolution of the Government of India, dated the 10th October, 1844, *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 90, V/27/860/2.

-The Humble petition of the Students of the Government Sanskrit College of Calcutta, to the Right Honourable Lord George Auckland, Governor-General of India in council, dated 9th August 1836, *Board's Collections*, 77589-77644, vol. 1846, folio 4, India Office Records.

-To the Superintendent of the Government schools in the Deckan, 2nd March 1840, Signed W. R. Morris, secretary to the Government, Bombay Castle, *Board's Collections*, 81052, vol. 1902, folio 4, India Office Records.

L'abrogation de la liberté de la presse

-Act N°. XV of 1857, *East India Native Press*, L/PARL/2/71 Collection.

-Connon, John, To Sir James Melvill, Secretary to the East India Company, London, 21 August 1857.

-Fort William, Home Department, 3 July 1857, Resolution, *East India Native Press*, L/PARL/2/71 Collection.

-From F. C. Sandes, Solicitor to the East India Company to C. Beadon, Esq. Secretary to the Government of India, Fort William, 29 July 1857, *East India Native Press*, L/PARL/2/71 Collection.

-From the "Hurkaru" of the 15th September 1857. Indian Administration. To the Editor of the "Bengal Hurkaru.", signed Militaire, Bengal Club, 13 September 1857, *East India Native Press*, L/PARL/2/71 Collection.

-From C. Beadon, Secretary to the Government of India, to W. Sims, Esq., Proprietor of the "Bengal Hurkaru" 11 September 1857, *East India Native Press*, L/PARL/2/71 Collection.

-Home Department N° 72 of 1857, To the Honourable Court of Directors of the East India Company, 31 July 1857. And Fort William, Home Department, 12 June 1857, Resolution, *East India Native Press*, L/PARL/2/71 Collection.

-Home Department. -N° 62 of 1857, Letter of the Governor General to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 4th July 1857, signed Canning, Dorin, J. A., J. Low, J. P. Grant and B. Peacock, *East India Native Press*, L/PARL/2/71 Collection.

-Militaire, Extreme Measures, From the "Hurkaru" of the 5th September 1857 to the Editor of the "Bengal Hurkaru" Bengal Club, 4 September 1857, *East India Native Press*, L/PARL/2/71 Collection.

-Minute by Elphinstone, 24 June 1857, *East India Native Press*, L/PARL/2/71 Collection.

-Minute by the Right Honourable the Governor General Dated 8th August 1836, *Board's Collections*, 71052 to 71072, 1838-1839, vol. 1746, folio 4, India Office Records.

-Minute by the Honourable H. Shakespear Esqre, dated the 13th of August 1836, Legislative Department, Board's Collections, 71052 to 71072, 1838-1839, vol. 1746, folio 4, India Office Records.

-Minute by the Honourable T. B. Macaulay, Legislative Department, India Office Records. Home Department. –N° 62 of 1857, Letter of the Governor General to the Honourable the Court of Directors of the East India Company, Fort William, 4th July 1857, signed Canning,

-Minute by the Honourable the Governor Sir Thomas Munro (referred to in the Letter of the Governor-General, dated 4 July 1857), Appendix (A.) to Act N° XV of 1857, East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection.

-To the Honourable the Court of Directors of the East India Company, The Memorial of John Connon, 21 August 1857, *East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection*.

-Resolution, Fort William, Home Department, 18 June 1857, signed C. Beadon, Secretary to the Government of India, *East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection*.

-Resolution by the Honourable Board, dated 15 July 1857, *East India Native Press, L/PARL/2/71 Collection*.

La révolte de 1857

-Brigadier J. Polwhele, Commanding Agra Mintra District, to the Deputy Adjutant General of the Army headquarters, Calcutta, Fort Agra, 20th July 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Military Reports and Correspondence Plan of Attack &c.*, Home Miscellaneous, 724A, India Office Records.

-From Brigadier J. Polwhele to the Honorable J. R. Colvin, Lieutenant Governor North Western Provinces, Fort Agra, 5th August 1857, *Papers of Sir J. W. Kaye, Military Reports and Correspondence Plan of Attack &c.*, Home Miscellaneous, 724A, India Office Records.

-From Colonel Fraser C. B. Chief Commissioner to the Right Honorable Charles John viscount Canning, Governor General of India in Council, Agra Fort, 15th October 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series, H/ 725, Part 2*, India Office Records

-From Mohan Lal to Brigadier Chamberlain, 8th November 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series, H/ 725, Part 1*, India Office Records.

-From Colonel H. Fraser, October 15th 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Home Miscellaneous Series, H/ 725, Part 2*, India Office Records.

-Governor General, Monday 25th May 1857, 7:40, to Lieutenant General, Agra, *Mss. Eur. F 470/4*, India Office Records.

- Governor General, Calcutta to Lieutenant General, Agra, *Mss. Eur. F 470/4*, India Office Records.
- Halliday, F. J., Minute by the Lieutenant Governor of Bengal on the Mutinies as they affected the Lower Provinces under the Government of Bengal, Calcutta, Bengal Hurkaru Press, 1858, 88 p. *Military Records*, L/MIL/17/2/503.
- Letter from Canning to Vernon Smith, 19th June 1857, Correspondence, Lord Canning to the Honourable R. Vernon Smith, from 23rd January to 20th June 1857, vol. 2, *Mss Eur, F 231/10*, India Office Records.
- Letter from Canning to Vernon Smith, 19th June 1857, Correspondence, Lord Canning to the Honourable R. Vernon Smith, from 23rd January to 20th June 1857, vol. 2, *Mss Eur, F 231/10*, India Office Records.
- Letter from Lord Elphinstone to Vernon Smith, Bombay, June 14th 1857, Right Honourable Vernon Smith, *Mss Eur F 231/ 5*, India Office Records.
- Letter to the General in Command at Dinapore, Tirhoot, July 29th, 1857, *Papers of Sir J. W. Kaye, Military Reports and Correspondence Plan of Attack &c., Home Miscellaneous*, 724A, India Office Records.
- Telegraph from Raven to Sir James Melvill, East India House, London, 17th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.
- Telegraph from Alex Turnbull to Sir James Melvill, East India House, London, 17th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.
- Telegraph from Raven to Sir James Melvill, East India House, London, 12th August 1857, Extract from the Bombay Times, July 14th, 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.
- Telegraph from Birch to Melvill, 13 aout 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.
- Telegraph from H. Johnson, Agent H.E.I. Company to Sir James Melvill, East India House, London, 27th August 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.
- Telegraph from Captain Wilson to Sir James Melvill, East India House, London, 20th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.
- Telegraph from Raven and H. L. Anderson, Secretary to Government to the Honourable Company of the Court of Directors, East India House, London, 12th October 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

-Telegraph from Captain Wilson to Sir James Melvill, East India House, London, 20th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

-To the Honourable J. R. Colvin, Beaur, 29 May 1857, *Mutiny Papers of Sir J. W. Kaye, Military Reports and Correspondence Plan of Attack &c., Home Miscellaneous, 724A*, India Office Records.

-Telegraph from Alex Turnbull to Sir James Melvill, East India House, London, 29th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

-Telegraph from Raven and H. L. Anderson, Secretary to Government to the Honourable Company of the Court of Directors, East India House, London, 12th October 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

-Telegraph from Birch to James Melvill, Secretary East India House, London, 12 July 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

-Letter from Lord Elphinstone to Vernon Smith, Bombay, June 14th 1857, Right Honourable Vernon Smith Papers, Mss Eur F 231/ 5, India Office Records.

-Telegraph from Alex Turnbull to the Secret Committee, East India Company, London, 29th September 1857, *Military Records*, L/MIL/9/13, Range n° 12, Shelf n° 3.

Colonisation

William Bentinck, *Minutes on Colonisation*, May 30, 1829

Abolition de la Compagnie

Sykes, W. H., India Disarmament Despatch, East India House, 30 August 1858. IOR/B/246 - 7 Jan 1852 - 1 Sep 1858, India Office Records.

Le Direct Rule

Foreign Department, Secret, Letter from Lord Canning to Lord Stanley, Her Majesty's Secretary of State for India, Allahabad, 17th November 1858, India, Political Department, Collection 13, Governor-General's secret Letters, Oude, Her Majesty's Proclamation, *India Political Collections*, L/ PS/6/474, ff. 322- 324.

Recrutement des indiens:

-Briggs, John, *Speech Delivered by Major-General Briggs, Author of the Work on the Land Tax of India, at the Annual Meeting of the Glasgow Aborigines Society, and for Improving the Condition of the Natives in India*, Glasgow, George Richardson, August 1st, 1839, 18 p.

-Under the Superintendence of the Bengal British India Society, *Evidences Relating to the Efficiency of Native Agency in the Administration of the Affairs of this Country*, Calcutta, P. S. D'Rozario & Co, Tank-Square, 1844.

Gouvernement de l'Inde

-Darlymple, John, *A Plan for the Government of the Provinces of Bengal. Addressed to the Directors of the East India Company*, London, J. Wilkie, 1772, 43 p.

-Debates at the East India House, *The Asiatic Journal and Monthly Register for British India and its Dependencies*, vol. VII, from January to June 1819, London, Black, Kingsbury, Parbury, & Allen, 1819.

-*Letters Received by the East India Company from its Servants in the East Transcribed from the 'Original Correspondence' Series of the India Office Records, volume I, 1602-1613*, London, Sampson Low, Marston & Company, 1896, 364 p.

-*Letters Received by the East India Company from its Servants in the East Transcribed from the 'Original Correspondence' Series of the India Office Records, volume II, 1613-1615*, London, Sampson Low, Marston & Company, 1897, 373 p.

-*Letters Received by the East India Company from its Servants in the East Transcribed from the 'Original Correspondence' Series of the India Office Records, volume III, 1615*, London, Sampson Low, Marston & Company, 1899, 360 p.

-*Letters Received by the East India Company from its Servants in the East Transcribed from the 'Original Correspondence' Series of the India Office Records, volume IV, 1616*, London, Sampson Low, Marston & Company, 1900, 379 p.

-*Letters Received by the East India Company from its Servants in the East Transcribed from the 'Original Correspondence' Series of the India Office Records, volume V, 1617 (January to June)*, London, Sampson Low, Marston & Company, 1901, 374 p.

-*Letters Received by the East India Company from its Servants in the East Transcribed from the 'Original Correspondence' Series of the India Office Records, volume VI, 1617 (July to December)*, London, Sampson Low, Marston & Company, 1902, 340 p.

-Malcolm, John, *Speech of Sir John Malcolm in the Court of Proprietors on the preliminary papers respecting the East India Company's Charter*, London, April 1838.

-Manners, Speech to the House of Commons, 4 March 1856, PD, Commons, 3rd ser., vol. 140, 1856, col. 1855.

Réformes parlementaires en métropole

- A Letter from the King to Earl Grey on public opinion and reform, Brighton, Feb. 4, 1831. Earl Henry Grey, ed., *The Reform Act, 1832: The Correspondence of the Late Earl Grey with His Majesty King William IV and with Sir Herbert Taylor, from November 1830 to June 1832*, 2 vols., London, John Murray, 1867, vol. 1
- A Letter from Sir H. Taylor to Earl Grey on the Reform Bill, Brighton, 5 Feb. 1831.
- A Letter from Earl Grey to Sir H. Taylor on Timber duties and Reform, Downing Street, 19 March 1831.
- A Letter from Sir H. Taylor to Earl Grey on the King's satisfaction with Grey's government, Brighton, 4 Dec. 1831.
- A Letter from Earl Grey to Sir H. Taylor on Macaulay and Adjournment of the House of Lords, 17 Dec. 1831.
- A Letter from Earl Grey to Sir H. Taylor on the question of metropolitan representation, East Sheen, 19 Dec. 1831.
- Minute of Conversation with the King, 4 Jan. 1831.
- A Letter from the King to Earl Grey on the rejection of the bill in the House of Lords, Brighton, 5 Jan. 1832.
- A Letter from Earl Grey to the King on the question of the addition of peerage appealed to by the Duke of Buckingham, Downing Street, 19 Jan. 1832.
- A Private Letter from Sir H. Taylor to Earl Grey on the possible effects of the Reform Bill, Brighton, 2 Feb. 1832. P. 181 VOL 2
- Grey, Henry, Earl, ed., *The Reform Act, 1832: The Correspondence of the Late Earl Grey with His Majesty King William IV and with Sir Herbert Taylor, from November 1830 to June 1832*, 2 vols., London, John Murray, 1867.
- Dunlop, Alexander, *Letter to the Freeholders of the County of Dumbarton, on Parliamentary Reform*, *Edinburgh Review*, vol. 52, n°103, pp.208-227, 1830.
- Lord Brougham's Reply to Lord John Russell's Letter to the Electors of Stroud on the Principles of the Reform Act, London, May, 1839.
- Lord John Russell, *Letter to the Electors of Stroud on the Principles of the Reform Act*, London, 1839.
- Marshall, James Garth, *Minorities and Majorities, their relative Rights: A Letter to the Lord John Russell, M. P., on Parliamentary Reform*. London: 1853, *Edinburgh Review*, vol. 100, n°203, pp.226-235, 1854.

Mill, John Stuart, “*Thoughts on Parliamentary Reform*”, *Edinburgh Review*, vol. 112, n° 227, 1860, p. 266.

-Palgrave, Francis, *Conciliatory Reform, A letter addressed to the Right Honourable Thomas Spring Rice, M.P., on the means of reconciling Parliamentary Reform to the interests and opinions of the different orders of the community; together with the draft of a Bill, founded on the Ministerial Bill, but adapted more closely to the principles and precedents of the Constitution.*, *Edinburgh Review*, vol. 53, n°106, pp.502-544, 1831.

-Roscoe, William, *A Letter to H. Brougham Esq. M. P., on the Subject of Parliamentary Reform - And a Letter to W. Roscoe Esq., occasioned by his Letter to Mr Brougham upon Parliamentary Reform.* By J. Merritt, *Edinburgh Review*, vol. 20, n°39, 1812, pp.127-143.

2. Papiers privés

Elgin, James Bruce, *The Elgin-Grey Papers, 1846-1852*, 4 vols., Ottawa, J. O. Patenaude, 1937.

Guedalla, Philip, ed., *The Palmerston Papers: Gladstone and Palmerston, Being the Correspondence of Lord Palmerston with Mr. Gladstone: 1851-1865*, Covent Garden, Victor Gollancz, 1928, 367 p.

Kriegel, Abraham D. ed., *The Holland House Diaries, 1831-1840*, London, Routledge and Kegan Paul, 1977, 513 p.

Lord Ellenborough, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, National Archives.

Markham, Clements R., ed., *The voyages of Sir James Lancaster, Kt., to the East Indies, with Abstracts of Journals of Voyages to the East Indies, during the Seventeenth Century, Preserved in the India Office*, London, the Hakluyt Society, 1877, 314 p.

Prinsep's Diary, *Educational Records*.

Thomas, William, ed., *The Journals of Thomas Babington Macaulay*, 5 volumes, London, Pickering and Chatto, 2008, vol. 1: 193 p, vol. 2: 273 p., vol. 3: 315 p.

Trevelyan, George Otto, *The Life and Letters of Thomas Babington Macaulay*, 4 volumes, Paris, Leipzig: Bernard Tauchnitz, 1876.

Gouvernement de l'Inde

-*An Authentic Sketch of the Life and Public Services of His Excellency Sir Charles Theophilus Metcalfe*, Montreal, Robert W. S. Mackay, 1845.

-Bentinck to Lord Ellenborough, Private, 5 November 1829, in C.H. Philips, ed., *The Correspondence of Lord William Cavendish Bentinck*, Vol. 1, p. 332.

-*Broughton Correspondence*, vol. XVIII, *Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839*, Additional Manuscript 36473.

--- vol. XIX, *Correspondence with Lord Auckland, May 1839-May 1841*, Additional Manuscript 36474.

-Correspondence of Mountstuart Elphinstone for April to June 1841, *Mss. Eur* F88/119, F21, F33 Elphinstone.

Herries Papers, vol. XLVI, Additional Manuscript 57411, *Correspondence of Herries with James 1st Marquis of Dalhousie, Governor General of India, 1852-1853*.

-Letter, dated 15 August 1833, from Charles Grant to W. Courtenay, Folio 1, file IOL/C/14, purchased from Ifan Kyrle Fletcher, acquired 24 September 1959, *Mss. Eur* B156.

-Letter from Charles Trevelyan to the Right Honourable Lord William Bentinck, Governor-General, dated 12th May 1830, *Mss. Eur* B 201.

-Malcolm, John, *Letter on the State of Public Affairs from Sir John Malcolm to a Friend in India*, London, 1831.

- Metcalfe, Charles Theophilus, *Private Papers*, *Mss Eur* F 656/1/2

-Philips, C. H., ed., *The Correspondence of Lord William Cavendish Bentinck, Volume I, 1828-1831*, Oxford, Oxford University Press, 1977, 740 p.

---, *The Correspondence of Lord William Cavendish Bentinck, Volume II, 1832-1835*, Oxford, Oxford University Press, 1977, 1483 p.

-Private Letter from Bentinck to William Astell, Calcutta, 17 October 1828, *Bentinck Papers*, *Mss. Eur.* E 424-2, p. 1.

Administration de la justice

-Auckland to Hobhouse, Private, Calcutta, May 26 1837, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII, *Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839*, Additional Manuscript, 36473, folio 155-158.

-Private Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Calcutta, June 20th 1836, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII., *Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839*, Additional Manuscript, 36, 473.

-Private letter from Auckland to Hobhouse, Calcutta, March 21, 1841, *Broughton Correspondence*, vol. XIX, *Correspondence with Lord Auckland*, Additional Manuscript, ff. 466-475.

-Sir Erskine Perry (Chief Justice of Bombay) to the President, Bombay, 14 October 1848, *Broughton Papers*, Governors to Presidents, 1848-9, Mss. Eur. F 213/23, *India Office Records and Private Papers*.

-Wood to Dalhousie, 8 July 1853, *Wood Papers*.

-Endorsed Judicial Department, February 1853, *Wood Papers*, 14.

Systeme fiscal

J. Crawford Papers, Mss. Eur. D. 457/b, *India Office Private Papers*, India Office Records.

Private, Bentinck to William Astell, 17 October 1828, *Bentinck's Papers*, Mss. Eur 424, folio 2.

-Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Calcutta, June 20th 1836, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, *Additional Manuscript*, 36, 473.

-Private Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Simla, April 9, 1838, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII, *Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839*, *Additional Manuscript*, 36473, F. 234.

-Private Letter from Auckland to Hobhouse, Camp near Loodiana, November 15, 1838, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII, *Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839*, *Additional Manuscript*, 36473, f. 339.

Droits de transit

-Letter from Lord Auckland to R. Grant, Barrackpore, June 17th 1836, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, *Additional Manuscript*, 36, 473.

-Private Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Calcutta, June 20th 1836, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII., Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839, *Additional Manuscript*, 36, 473.

75, 1823, p. 209.

La Taxe sur le pèlerinage hindou et son abolition

-Private Letter from Auckland to Hobhouse, Calcutta, May 1840, folio 280-287, *Broughton Correspondence*, vol. XIX.

-Private letter from Auckland to Hobhouse, *Broughton Correspondence*, vol. XIX, Calcutta, March 21, 1841, ff. 466-475 (472)

-Private Letter from Auckland to Hobhouse, Simla, August 23 1838, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII, *Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839*, Additional Manuscript, 36473, ff. 308-318.

Le Libre-échange

J. Crawford Papers, Mss. Eur. D. 457/a, *India Office Private Papers*, India Office Records
Sati

-Major Hardy to Captain Benson, 15 December 1828, Calcutta, *Bentinck's Papers*, India Office Records, Mss. Eur. E424, folio 2.

-Private letter from Bentinck to John Astell, Malda, 2 January 1829, *Miscellaneous European* 424-3, India Office Records.

Abolition de l'esclavage

-Private Letter from Auckland to Hobhouse, November 15, 1838, *Broughton Papers*, vol. XIX, ff. 339-352, F342.

-Private letter from Auckland to Hobhouse, Calcutta, March 21, 1841, *Broughton Papers*, vol. XIX, ff. 466-474.(f.467).

-Private letter from Ellenborough to Peel, Grosvenor Place, 3 October 1841, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, 30/12/8, National Archives.

-Private letter from Ellenborough to George Lyall, India Board, October 6th, 184, *Ellenborough Papers*, Public Record Office, 30/12/8, National Archives.

Réforme de l'éducation indienne

-Letter from the Honourable J. E. D. Bethune, to the Marquis of Dalhousie, Governor General, dated Calcutta, the 29th March 1850, in *Selections from Educational Records, Part II, 1840-1859*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1922, p. 52.

-Sen to Wilson, 15 August 1839, India Office Records, H. H. Wilson Collection, Mss. Eur. E303/4, ff. 86-7

L'abrogation de la liberté de la presse

-Private Letter from Lord Auckland to John Hobhouse, Calcutta, June 20th 1836, *Broughton Correspondence*, vol. XVIII., *Correspondence with Lord Auckland, 1835-April 1839*, Additional Manuscript, 36, 473.

-Private letter from Auckland to Hobhouse, Simla, July 14, 1839, *Broughton Correspondence*, vol. XIX., *Correspondence with Lord Auckland*, Additional Manuscript, 36, 473.

La révolte de 1857

-Letter from Canning to Colvin, Calcutta, May 28, 1857, Mss. Eur. F 470/4, India Office Records.

-Letter from Canning to Colvin, Calcutta, June 10, 1857, Mss. Eur. F 470/4, India Office Records.

Direct Rule

Disraeli to Derby, 18 November 1857, in Disraeli, Letters, 7:93–96; Disraeli to Stanley, 27 July 1857, *Papers of Edward Geoffrey Stanley 14th Earl of Derby*, 920 DER 14/145/3/31, Liverpool Records Office.

Critique des politiques annexionnistes

Disraeli to Derby, 18 November 1857, in Disraeli, Letters, 7:93–96; Disraeli to Stanley, 27 July 1857, *Papers of Edward Geoffrey Stanley 14th Earl of Derby*, 920 DER 14/145/3/31, Liverpool Records Office.

Ellenborough to Derby, *Ellenborough Papers*, 9 May 1858, fol. 3131, National Archives

3. Livres

Le gouvernement de l'Inde

Auber, Peter, *Rise and Progress of the British Power in India*, 2 volumes, London, H. Allen & Co, 1837, 713 p.

A Civilian in the East India Company's service, *A Memoir on the Land Tenure and Principles of Taxation, Obtaining in the Provinces Attached to the Bengal Presidency, under the Ancient Hindoo System, pending the Duration of the Mohummedan Rule, and under the British Government, anterior and Subsequent to the Promulgation of Lord Cornwallis's Code of Revenue Regulations*, Calcutta, Bengali Hurkaru and Chronicle Press, 1832, 160 p.

Crawfurd, John, *A View of the Present State and Future Prospects of the Free Trade and Colonization of India*, London, James Ridgway, 1829, 124 p.

Dharker, C. D., ed., *Lord Macaulay's Legislative Minutes*, Madras, Geoffrey Cumberlege, Oxford University Press, 1946, 312 p.

Ilbert, Courtenay, *The government of India, Being a Digest of the Statute Law Relating thereto*, with historical introduction and Illustrative documents, London, the Clarendon Press, 1898, 607 p.

Kaye, John William, ed., *Memorials of Indian Government, Being a Selection from the Papers of Henry St. George Tucker*, London, Richard Bentley, 1853, 507 p.

Lyall, Alfred, *The Rise and Expansion of the British Dominions in India*, London, John Murray, 1898, 288 p., 5th ed. 1910.

Maine, Henry Summer, *Village-Communities in the East and the West: Six Lectures Delivered at Oxford*, London, John Murray, 1876, 226 p.

Malcolm, John, *Sketch of the Political History of India, from the Introduction of Mr. Pitt's Bill, A. D. 1784, to the Present Date*, London, William Miller, 1811, 549 p.

---, *Political History of India, II*, London, J. Murray, 1826, 623 p.

Mill, John Stuart, *Writings on India*, ed. John M. Robson et al., Toronto, The University of Toronto Press, 1990, 331 p.

Morley, William H., *The Administration of Justice in British India, Its Past History and Present State, Comprising an account of the Laws Peculiar to India*, New Delhi, Metropolitan Book Co. Pvt, Ltd., 1858, 357 p.

Reginald, Herber, *Narrative of a Journey through the Upper Provinces of India from Calcutta to Bombay, 1824-1825, Vol. 1*, London, 1861, 522 p.

Sleeman, W. H., *Rambles and Recollections of an Indian Official*, London, J. Hatchard and Son, 1844, 478 p.

Strachey, John, *India, its Administration and Progress, The Cambridge History of India IV*, London, Macmillan, 1903, 515 p.

Schwartzberg, Joseph, E., ed., *A Historical Atlas of South Asia*, New York, Oxford University Press, 1992, 376 p.

Sketch of the Commercial Resources and Monetary and Mercantile System of British India, with Suggestions for their Improvement, by means of Banking Establishments, London, 1837, 109 p.

Young, Gavin, *A Further Inquiry into the Expediency of applying the Principles of Colonial Policy to the Government of India and of effecting an essential change in its Land Tenures and Consequently in the Character of its Inhabitants*, London, J.M. Richardson, 1828, 317 p.

Réforme de l'éducation indienne

Forbes, Duncan, *A Dictionary, Hindustani & English, to which is added a reversed part, English and Hindustan*, London, W. H. Allen and Co., 1848, 1st part: 585 p., 2nd part: 318 p.

---, *The Hindustani Manual, a Pocket Companion for those who visit India in any Capacity; Intended to facilitate the Essential Attainments of Conversing with Fluency, and Composing*

with Accuracy, in the Most Useful of all the Languages Spoken in Our Eastern Empire, London, W. H. Allen & Co (Booksellers to the Honourable East India Company, 1845, 166 p.
Grant, Charles, *Observations on the State of Society among the Asiatic Subjects of Great Britain, Particularly, with Respect to Morals ; and on the Means of Improving it*, 1792, 234 p.
Trevelyan, Charles Edward, *On the Education of the People of India*, London, Longman, Orme, Brown, Green & Longmans, 1838, 220 p.

Trevelyan, Charles Edward, *Papers Originally Published at Calcutta in 1834 and 1836, on the Application of the Roman Letters to the Languages of India; to which is added A Letter from the Rev. R. C. Mather to Sir C. E. Trevelyan, Showing the Progress Made up to the Commencement of the Great Mutiny*, London, Longman, Brown, Green, Longmans & Roberts, 1858.

---, *The Letters of Indophilus to "The Times"*, Knowsley Pamphlet Collection, London, Longman, Brown, Green, Longmans, and Roberts, 1858, 110 p

La révolte de 1857

Bird, Robert Wilberforce, *Dacoitee in Excelsis or the Spoliation of Oude by the East India Company*, London, J. R. Taylor, 1857, 214 p.

---, *The Indian Mutiny: Two lectures Delivered at the Southampton Athenaeum, Feb. 16, and March 30, 1858, Lecture I: The Necessity of India as a Possession to Great Britain-the Causes of the Mutiny- Lecture II: India and its Capabilities- The Mutiny and our responsibilities*, London, Bosworth & Harrison, 1858, 37 p.

Crawshay, Geo, *The Immediate Cause of the Indian Mutiny, as Set forth in the Official Correspondence*, London, Effingham Wilson, Royal Exchange, 1857.

Harrison, A. T., ed., *The Graham Indian Mutiny Papers, with an Historical Essay by T. G. Fraser*, Public Record Office of Northern Ireland, Belfast, 1980, 167 p.

Kaye, John William, *A History of the Sepoy War in India, 1857-1858*, Volume I, ninth edition, London, Longmans, Green, and Co, 1896, 708 p.

Malleson, G. B., *The Indian Mutiny of 1857*, London, Seeley and Co., 1891, 421 p.

Malleson, G. B., ed., *Kaye's and Malleson's History of the Indian Mutiny of 1857-8, in six volumes*, London, Longmans, Green and Company, 1914-1971.

Marx, Karl and F. Engels, *The First Indian War of Independence, 1857-1859*, London, Lawrence and Wishart, 1960, 245 p.

Owen, Arthur, *Recollections of a Veteran of the days of the Great Indian Mutiny of 1857, Being an Autobiographical Sketch of His Life and Work during Sixty Years in India*, Lucknow, Spectamora Agendo, 1916, 189 p.

Trevelyan, George Otto, *Cawnpore*, London and Cambridge, Macmillan and CO., 1865, 366 p.

---, *The Competition Wallah*, London and Cambridge, Macmillan and Co., 1866, 355 p.

Wilberforce, Reginald G., *An Unrecorded Chapter of the Indian Mutiny: Being the Personal Reminiscences of R. G. Wilberforce, Compiled from a Diary and Letters Written on the Spot, with illustrations*, London, John Murray, 1894.

Les réformes religieuses

Kaye, John William, *Christianity in India, An Historical Narrative*, London, Smith, Elder and Co, 1859, 521 p.

Hunter, William. W., *The Indian Musalmans*, London, Trübner and Company, 1876, 219 p.

Critique des réformes whigs

Disraeli, Benjamin, *Tancred or the New Crusade*, Volume I & 2, London, Leipzig, Bernh Tauchnitz, 1847, 292 p.

Histoire de la Grande-Bretagne

Douglas, David C., General ed., Aspinall, A. and E. Anthony Smith, eds., *English Historical Documents, volume XI, 1783-1832*, London, Eyre & Spottiswoode, 1971, 992 p.

Macaulay, Thomas Babington, *Historical Essays, contributed to the Edinburgh Review*, London, Humphrey Milford: Oxford University Press, 1913, 821 p.

---, *Essays, Critical and Miscellaneous*, Paris, Baudry's European Library, 1843, 572 p.

Mackintosh, James, *The History of England by the Right Honourable Sir James Mackintosh*, London, 1830.

Young, G. M. and Handcock W. D., eds., *English Historical Documents, volume XII, 1833-1874*, London, Eyre & Spottiswoode, 1956, 1017 p.

Droits de transit

Trevelyan, C. E., *A Report upon the Inland Customs and Town Duties of the Bengal Presidency*, Calcutta, The Baptist Mission Press, 1835, 180 p.

Empire, Whigs et Libéralisme

Ashley, Evelyn, *Life of Viscount Palmerston, 1846-1865*, 2 vols., 1876.

Burke, Edmund, *Reflections on the Revolution in France*, Conor Cruise O'Brien, ed., Harmondsworth, Penguin, 1969, 400 p.

Ferguson, Adam, *An Essay on Civil Society*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1767, 290 p.

Fletcher, Andrew, *A Discourse of Government with Relation to Militia's*, Edinburgh and London, Bettenham & Bettesworth, 1737, 457 p.

Forbes, Duncan, *Oriental Penmanship; an Essay*, London, W. H. Allen & Co., 1849, 22 p.

Hutcheon, William, ed., Benjamin Disraeli, *Whigs and Whiggism, Political Writings*, Londres, John Murray, 1913, 476 p.

Mill, John Stuart, *Collected Works VI, Essays on England, Ireland, and the Empire*, ed. John M. Robson, Toronto, University of Toronto Press, 1982, 677 p.

Mineka, Francis E., ed., *Collected Works XII & XIII, The Earlier Letters of John Stuart Mill, 1812-1848*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, vol. 1: 366 p, vol. 2: 784 p.

Smith, Adam, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, London, 1776.

Spencer, John Charles, *The Reform Ministry and the Reformed Parliament*, Londres, Ridgway, 1833.

East India Company

Björnstjerna, Count, "The British Empire in the East", *The Edinburgh Review*, vol. 71, n°144, 1840.

Mill, John Stuart, *Memorandum on the Improvements in the Administration of India during the Last Thirty Years and the Petition of the East India Company to Parliament*, London, WM. H. Allen & Co. 7, Leadenhall Street, 1858, 129 p.

4. Articles

Le gouvernement de l'Inde

"Address to Lord Grey", *The Times*, June 5, 1834.

Affaires de l'Inde, *Courrier d'Angleterre*, Vendredi 26 janvier 1810.

Macaulay, Thomas Babington, "Mill's Essays on Government, jurisprudence, the Liberty of the Press, Prisons and Prison Discipline, Colonies, the Law of Nations, and Education", *Edinburgh Review*, vol. 49, n° 97, 1829, pp. 159-189.

"Affairs of the East India Company", *The Times*, 28 Jan., 1833."

"Affairs of the East India Company", *The Times*, 26 Jan. 1833.

Burnes, Alexander, "Travels into Bokhara ; being the account of a journey from India to

Cabool, Tartary and Persia, also Narrative of a voyage on the Indus, from the sea to Lahore : performed under the orders of the Supreme Government of India, in the years 1831, 1832, and 1833”, *Edinburgh Review*, vol. 60, n° 122, 1835, p. 395-422.

“Canada”, *The Times*, 4 September 1849.

“Cape of Good Hope”, *The Times*, 13 December 1851.

Dawson, G. R., Parliamentary Papers. “Present and Proposed Import Duties in the American colonies”. *The Times*, Monday, Nov 15, 1830, p. 7, issue 14384, col A.

“H. W. Smith to Earl Grey”, *The Times*, 30 August 1848.

“The final resolution of Lord Grey”, *The Times*, 18 June 1851.

Mill, James, “Publications on the Affairs of India”, *Edinburgh Review*, vol. 16, n° 31, pp. 128-157, 1810.

P. Paulin de S. Barthélemy, James Mill, “Review of Voyage aux Indes Orientales”, *Edinburgh Review*, 1810.

Schultes, H., “Reflections on the Progressive Decline of the British Empire, and on the Necessity of Public Reform”, *Edinburgh Review*, vol. 27, n° 53, pp.245-263, 1816.

“Substance of the Debate in the House of Commons, on Tuesday the 1st, and Friday the 11th, of June 1824, on a Motion of Henry Brougham, Esq. respecting the Trial and Condemnation to Death, by a Court Martial, of the Rev. John Smith, late Missionary in the Colony of Demerara. With a Preface, containing some new Facts illustrative of the Subject. Published with the Sanction of the London Missionary Society”, *Edinburgh Review*, vol. 41, n° 81 1824, pp. 194-195.

Elliott, C. A., Sir John Strachey. [To the editor of the Spectator], *The Spectator*, vol. 99, n° 4148, 1907, pp.1087-1089.

“House of Commons: Mr. Ross on high duties”, *The Times*, 9 Mar. 1832, col. E

“Lord Grey’s colonial policy”, *The Times*, 29 March 1853.

“Lord Grey and Lord Palmerston”, *The Times*, 31 December 1845.

“Lord Grey and the ordnance...”, *The Times*, March 15, 1855.

“The Colonial Office ...”, *The Times*, 23 June 1847.

“Memoirs of the Life of Warren Hastings, first Governor-General of Bengal. Compiled from Original Papers by the Rev. G. R. Gleig”, *Edinburgh Review*, vol. 74, n° 149, 1841, p.160-255.

Mill, John Stuart, *Collected Works XXII, XXIII, XXIV, XXV, Newspaper Writings, 4 volumes: 1822-1831, 1831-1834, 1835-1847, 1847-1873*, ed. Robson, Ann P. and John M. Robson,

Toronto, University of Toronto Press, 1986, 1526 p.

“Note to the Article on Warren Hastings”, *Edinburgh Review*, vol. 74, n°150, 1842, p. 538.

“Sugar Duties: Lord Althorp to the committee”, *The Times*, 8 Mar. 1832, col. E

“The Australian Colonies ...” *The Times* 18 March 1852.

“West Indies”, *The Times*, 25 September 1848.

Abolition de l’esclavage

-Anti-Slavery Monthly Reporter , *Edinburgh Review*, vol. 45, n°89, 1826, pp.174-189.

“Publications concerning the Revival of the Slave Trade”, *Edinburgh Review*, vol. 24, n°47,1814, pp.106-133.

-“A Short Review of the Slave Trade and Slavery, with Considerations on the Benefit which would arise from Cultivating Tropical Productions by Free Labour”, *Edinburgh Review*, vol. 46, n° 92, 1827, pp. 490-497.

Clarkson, T., “History of the Abolition of the Slave Trade”, *Edinburgh Review*, vol. 12, n° 24, 1808, pp.355-379.

Clarkson, T. “Thoughts on the Necessity of Improving the Condition of the Slaves in the British Colonies, with a View to their ultimate Emancipation; and on the Practicability, the Safety, and the Advantages of the latter Measure”, *Edinburgh Review*, vol. 39, n° 77, 1823, pp. 118-140.

-“Colonial Slavery”, To the Editor of the Times, *The Times* 28 March 1833

-“Minute of Conference with His Majesty’s Ministers, West India Question”, *The Times*, Tuesday, May 14, 1833, p. 4, Issue 15164, col. A.

-“Ministerial Plan for the extinction of slavery”, *The Spectator*, vol. 255, n°6, 1833.

-“Negro Slavery or a Creed of some of the more prominent Features of that State of Society, as it exists in the United States of America and in the Colonies of the West Indies, especially in Jamaica”, *Edinburgh Review*, vol. 38, n°75, 1823, p.168

-“Notice respecting Mr Brougham's Speech in the House of Commons, on the 13th July, on Colonial Slavery”, *Edinburgh Review*, vol. 51, n°102, 1830, p. 583-584.

-“Papers relating to Captured Negroes. No. I. Tortola Schedules. Ordered by the House of Commons to be printed, 16th March 1825 “, *Edinburgh Review*, vol. 45, n° 90, 1827, p. 383.

-“Report of the Committee of the Society for the Mitigation and Gradual Abolition of Slavery throughout the British Dominions; read at the General Meeting of the Society, held on the 25th day of June 1824. Together with an Account of the Proceedings which took place at that Meeting”, *Edinburgh Review*, vol. 41, n°81, 1824, p.195.

-“The Horrors of the Negro Slavery existing in our West India Islands, demonstrated from Official Documents recently presented to the House of Commons” , *Edinburgh Review*, vol. 7, n°13, 1805, pp. 244-248.

-Stephen, James “The Slavery of the British West India Colonies delineated, as it exists both in Law and Practice, and compared with the Slavery of other Countries, Ancient and Modern, Vol. I., being a Delineation of the State in point of Law”, *Edinburgh Review*, vol. 41, n° 82, 1825, pp. 464-488.

-“West India Colonies”, *The Times*, Friday, Jan 11, 1833, p. 1, issue 15059, col E.

-“West India Slavery”, *The Spectator*, vol. 99, n° 3, 1830.

-Winchester, Dean, “The Later Years of Warren Hastings”, *Edinburgh Review*, vol. 249, n° 507, 1929, pp.160-179.

Taxe sur le pèlerinage hindou et son abolition

« *Pilgrim Tax* », *The Times*, London, 16 March 1837.

Friend of India, June 25, 1846.

Abolition du Thuggisme

The Bengal Chronicle, 17th July, 1832.

Réformes parlementaires

“A German translation to the pamphlet entitled the Reform Ministry and the Reformed Parliament”, *The Times*, Monday, Jun 16, 1834, p. 2, issue 15505, col C.

“Bristol Meeting for Reform in Parliament”, *The Times*, Monday, Jan 24, 1831, p. 3, issue 14444, col D.

“Colonial Legislation”, *The Times*, 15 May 1850.

Grey, Earl, “Parliamentary Government considered with reference to a Reform of Parliament”, *Edinburgh Review*, vol.108, n°219, 1858, pp.271-297.

“House of Commons, Tuesday...”, *The Times* 21 February 1849.

“Lord Grey’s plan on Parliamentary Reform”, *The Times*, Thursday, Dec 30, 1830, p. 2, issue 14423, col B.

Lord John Russell, “Parliamentary Papers. Reform of Parliament (England), Amendments proposed in the Committee on the Reform of Parliament Bill”, *The Times*, Wednesday, Apr 20, 1831, p. 4, issue 14518, col C.

“Lord Grey’s Reply to the Address from Members of the House of Commons.” *The Times*, Wednesday, Jun 04, 1834, p. 5, issue 15495, col. C.

“Parliamentary intelligence”, *The Times* 13 February 1851.

“Reform in Parliament. Cornwall County Meeting”, *The Times*, Saturday, Jan 22, 1831, p. 3, issue 14443, col D.

“Reform of Parliament. Berkshire County Meeting”, *The Times*, Thursday, Mar 17, 1831, p. 2, issue 14489, col F.

“Reform of Parliament. City Meeting”, *The Times*, Saturday, Mar 26, 1831, p. 6, issue 14497, col C.

“Some of the proceedings of Lord Grey’s cabinet have more than once been made subjects of general animadversion”, *The Times*, Tuesday, May 13, p. 2, issue 15476, col. E.

“The following is the clause intended to be proposed in the committee on the Reform of Parliament Bill”, *The Times*, Tuesday, Apr 19, 1831, p. 4, issue 14517, col B.

“The measure which Lord Grey...”, *The Times*, 1 June 1850.

“The Ministerial Crisis”, *The Times* 22 December 1845.

“The Society for the Reform...”, *The Times*, 2 January 1850. To the editor of the Times,

“When Lord Grey and others of his colleagues are asked why they have introduced the reform question”, *The Times*, Monday, Dec 26, 1831, p. 2, issue 14731, col C.

La révolte de 1857

Kitchen, J. F., *Extracts from Indian Journals: A Narrative of the Outbreak in the Goorgaon District: To the Editor of the Delhi Gazette*, 1894, 24 p.

Cartes

Hunter, William W., *The Imperial Gazetteer of India, Director General of Statistics to the Government of India, vol. IV*, London, Trübner & Co, 1885, 479 p.

SOURCES SECONDAIRES

1. Livres:

Empire, Libéralisme, Whigs et réformes

Armitage, David, *The Ideological Origins of the British Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 239 p.

Bang, Peter Fibiger and C. A. Bayly, eds., *Tributary Empires in Global History*, New York, Palgrave Macmillan, 2011, 294 p.

- Bellamy, Richard, *Rethinking Liberalism*, London, Pinter, 2000, 249 p.
- , ed., *Victorian Liberalism, Nineteenth-Century Political Thought and Practice*, London, Routledge, 1990, 215 p.
- Biagini, Eugenio F., *Liberty, Retrenchment and Reform: Popular Liberalism in the Age of Gladstone, 1860-1880*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 476 p.
- Biagini, Eugenio F. et Alastair, J. Reid, eds., *Currents of Radicalism: Popular Radicalism, Organised Labour and Party politics in Britain, 1850-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, 305 p.
- Brocke, Michael, *The Great Reform Act*, London, Hutchinson University Library, 1973, 411p.
- Burns, Arthur et Joanna Innes, eds., *Rethinking the Age of Reform, Britain: 1780-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 346 p.
- Burton, Antoinette, *Empire in Question, Reading, Writing, and Teaching British Imperialism*, Durham and London, Duke University Press, 2011, 392 p.
- Chase, Malcolm, *Chartism: A New History*, Manchester, Manchester University Press, 2007, 421 p.
- Chase, Malcolm, *Early Trade Unionism, Fraternity, Skill and the politics of Labour*, Aldershot, Ashgate, 2000, 286p.
- Chase, Malcom, 'The People's Farm', *English Radical Agrarianism, 1775-1840*, Oxford, Clarendon Press, 1988, 221p.
- Clive, John, *Thomas Babington Macaulay : The Shaping of the Historian*, New York, Harvard University Press, Knopf, 1973, 538 p.
- Evans, Eric J., *Britain before the Reform Act: Politics and Society 1815-1832*, London, Longman, 1989, 138 p.
- Farnie, Douglas A., and David J. Jeremy, ed., *The Fibre that Changed the World: The Cotton Industry in International Perspective, 1600-1990s*, New York, Oxford University Press, 2004, 614 p.
- Fawaz, Leila Tarazi and C. A. Bayly, eds., *Modernity and Culture: from the Mediterranean to the Indian Ocean*, New York, Columbia University Press, 2002, 410 p.
- Forbes, Duncan, *The Liberal Anglican Idea of History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1952, 208 p.
- Gellner, Ernest, *Culture, Identity, and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 189 p.

Hall, Catherine, ed., *Cultures of Empire: Colonizers in Britain and the Empire in the Nineteenth and Twentieth Centuries: A Reader*, Manchester, Manchester University Press, 2000, 390 p.

Hamburger, Joseph, *Macaulay and the Whig Tradition*, Chicago, Chicago University Press, 1976, 274 p.

Hammond, J. L. et Barbara Hammond, *The Town Labourer*, London, Longman, 1978, 238 p.

Hammond, J. L. et Barbara Hammond, *The Labourer: 1760-1832*, Gloucestershire, Alan Sutton Publishing, 1995, 1167 p.

Hay, William Anthony, *The Whig Revival, 1808-1830*, London, Palgrave Macmillan, 2005, 235p.

Hill, B. W., *British Parliamentary Parties, 1742-1832, from the Fall of Walpole to the First Reform Act*, London, John Allen and Unwin, 1985, 272 p.

Hobsbawm, E. J., *Worlds of Labour*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1984, 369 p.

Hilton, Boyd, *A Mad, Bad, and Dangerous People? England, 1783-1846*, Oxford, Clarendon Press, 2006, 757 p.

Isabella, Maurizio, *Risorgimento in Exile, Italian Emigrés and the Liberal International in the Post-Napoleonic Era*, Oxford, Oxford University Press, 2009, 296 p.

Koditschek, Theodore, *Liberalism, Imperialism, and the Historical Imagination*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, 351 p.

Lee, Stephen J., *Aspects of British Political History, 1815-1914*, New York, Routledge, 1994, 367 p.

Lenin, Vladimir, *Imperialism: The Highest Stage of Capitalism*, New York, International, 1939.

Mandler, Peter, *Aristocratic Government in the Age of Reform, Whigs and Liberals, 1830-1852*, Oxford, Oxford University Press, 1990, 307p.

Mantena, Karuna, *Alibis of Empire : Henry Maine and the Ends of Liberal Imperialism*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2010, 280 p.

Mehta, Uday Singh, *Liberalism and Empire, A Study in Nineteenth-Century British Liberal Thought*, Chicago, The University of Chicago Press, 1999, 237 p.

Mitchell, Leslie, *The Whig World, 1760-1837*, London, Hambledon Continuum, 2005, 211 p.

Moore, Robin James, *Sir Charles Wood's Indian Policy, 1853-1866*, Manchester, Manchester University Press, 1966, 284 p.

Morgan, Hiram, ed., *Information, Media and Power through the Ages*, Dublin, University College Dublin Press, 2001, 321p.

Mowat, R. B., *The Victorian Age: The Age of Comfort and Culture*, London, George G. Harrap & Co Ltd, 1939, 251 p.

Newbould, Ian, *Whiggery and Reform, 1830-1841*, Londres, Macmillan, 1990, 401p.

Parry, Jonathan Philip, *The Politics of Patriotism: English Liberalism, National Identity and Europe, 1830-1886*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 424 p.

Parry, Jonathan Philip, *The Rise and Fall of Liberal Government in Victorian Britain*, London, Yale University Press, 1993, 383p.

Perkin, Harold, *The Origins of Modern English Society*, London, Routledge, 2002, 465 p.

Pitts, Jennifer, *A Turn to Empire: the Rise of Imperial Liberalism in Britain and France*, New Jersey, Princeton University Press, 2005, 382 p.

Porter, Bernard, *The Lion's Share: A Short History of British Imperialism, 1850-1970*, London, Longman, 1975, 408 p.

Ray, Ajit Kumar, *Widows Are Not for Burning: Actions and Attitudes of the Christian Missionaries, the Native Hindus and Lord William Bentinck*, New Delhi, ABC Publishing House, 1985, 161 p.

Rosselli, John, *Lord William Bentinck: the Making of a Liberal Imperialist, 1774-1839*, London, Sussex University Press, 1974, 384 p.

Saïd, Edward Wadie, *Culture and Imperialism*, London, Chatto and Windus, 1993, 444 p.

Samson, Jane, ed., *British Imperial strategies in the Pacific, 1750-1900*, Hampshire, Ashgate, 2003, 370 p.

Schumpeter, Joseph Alois, *Capitalism, Socialism, and Democracy*, London, G. Allen & Unwin, 1943, 381 p.

--- *Imperialism and Social Classes*, Cleveland, World Publishing, 1966, 181 p.

Smith, E. A., *Lord Grey, 1764-1845*, Oxford, Clarendon Press, 1990, 338 p.

Stephen, James Fitzjames, *Liberty, Equality, Fraternity*, London, Cambridge University Press, 1967, 290 p.

Strong, Rowan, *Anglicanism and the British Empire, 1700-1850*, New York, Oxford University Press, 2007, 323 p.

Taylor, Alan John Percival, *The Struggle for the Mastery of Europe, 1848-1918*, Oxford, Clarendon Press, 1954, 638 p.

Taylor, Philip A. M. ed., *The Industrial Revolution in Britain, Triumph or Disaster?*, Massachusetts, D. C., Heath and Company, 1970, 113p.

Thompson, E. P., *The Making of the English Working Class, London*, Penguin Books, 1991, 958 p.

Webster, Charles, *The Foreign Policy of Palmerston, 1830-1841: Britain, The Liberal Movement and the Eastern Question*, London, G. Bell and Sons, 1951, 914 p.

Wilson, Kathleen, *The Sense of the People: Politics, Culture and Imperialism in England, 1715-1785*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, 460 p.

Winch, Donald, *Adam Smith's Politics, an Essay in Historiographic Revision*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, 206 p.

Winch, Donald and Patrick K. O'Brien, eds., *The Political Economy of British Historical Experience, 1688-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2002, 453 p.

Young, Robert J. C., *Postcolonialism: A Very Short Introduction*, New York, Oxford University Press, 2003, 178 p.

---, *Signs of Race in Poststructuralism*, Maryland, University Press of America, 2009, 163 p.

---, *White Mythologies: Writing History and the West, 2nd Edition*, London, Routledge, 2004, 287 p.

L'Empire britannique

Bayly, Christopher, Alan, ed., *Atlas of the British Empire*, New York, Facts on file, 1989, 256 p.

---, *Imperial Meridian: The British Empire and the World, 1780-1830*, London, Longman, 1989, 295 p.

Blyth, Robert J., and Keith Jeffery, eds., *The British Empire and its Contested Pasts*, Dublin, Irish Academic Press, 2009, 286 p.

Bradley, Mark, ed., *Classics and Imperialism in the British Empire*, New York, Oxford University Press, 2010, 335 p.

Brendon, Piers, *The Decline and Fall of the British Empire, 1781-1997*, London, Vintage Books, 2007, 793 p.

Bridge, Carl and Kent Fedorowich, *The British World: Diaspora, Culture and Identity*, London, Frank Cass, 2003, 240 p.

Brown, Judith M. and Louis, Roger, eds., *The Twentieth Century*, in Louis, Roger, ed., *The Oxford History of the British Empire, volume IV*, Oxford, Oxford University Press, 1999, 773 p.

Canny, Nicholas, ed., *The Oxford History of the British Empire, volume I, The Origins of Empire: British Overseas Enterprise to the Close of the Seventeenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1998, 533 p.

Chatterjee, Partha, *The Black Hole of Empire, History of A global Practice of Power*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2012, 425 p.

Doyle, Michael W., *Empires*, Ithaca (New York), Cornell University Press, 1986, 407 p.

Etherington, Norman, ed., *Missions and Empire in The Oxford History of the British Empire*, New York, Oxford University Press, 2005, 332 p.

Ferguson, Niall, *Empire: How Britain Made the Modern World*, London, Penguin Books, 2007, 422 p.

Harlow, Vincent, T., *The British Colonies, Oxford Pamphlets on World Affairs*, n°68, London, Oxford University Press, 1944, 40 p.

---, *The Founding of the Second British Empire, 1763-1793, Volume 1, Discovery and Revolution*, London, Longmans, Green and Co, 1952, 664 p.

---, *The Founding of the Second British Empire, 1763-1793, Volume 2, New Continents and Changing Values*, London, Longmans, 1964, 820 p.

--- and Frederick Madden, *British Colonial Developments, 1774-1834, Select Documents*, Oxford, Clarendon Press, 1953, 619 p.

Hay, Douglas et Paul Craven eds., *Masters, servants, and Magistrates in Britain and the Empire, 1562-1955*, London, University of North Carolina Press, 2004, 592 p.

Hyam, Ronald, *Britain's Imperial Century, 1815-1914: A Study of Empire and Expansion*, Lanham, Barnes & Noble Books, 1993, 349 p.

---, *Empire and Sexuality: the British Experience*, Manchester, Manchester University Press, 1992, 233 p.

--- and Peter Henshaw, *The Lion and the Springbok: Britain and South Africa since the Boer War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 379 p.

---, *Understanding the British Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 552 p.

James, Lawrence, *The Rise and Fall of the British Empire*, London, Little, Brown and Company, 1994, 704 p.

Jenks, Edward, *The Government of the British Empire*, Boston, Little, Brown & Co, 1919, 369 p.

Marshall, P. J., ed., *The Cambridge Illustrated History of the British Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 400 p.

---, *The Eighteenth Century*, in Louis, Roger W., *The Oxford History of the British Empire*, volume 3, Oxford, Oxford University Press, 1998, 639 p.

Morgan, Kenneth, *The Bright-Meyler Papers: A Bristol-West India Connection, 1732-1837*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 706 p.

Porter, Andrew and Alaine Low, eds., *The Nineteenth Century*, in Louis, Roger, *The Oxford History of the British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 1999, 774 p.

Stone, Lawrence, ed., *An Imperial State at War: Britain from 1689 to 1815*, London, Routledge, 1994, 372p.

Samson, Jane, ed., *The British Empire*, New York, Oxford University Press, 2001, 330 p.

Webb, Stephen Saunders, *The Governors-General: The English Army and the Definition of the Empire, 1569-1681*, Virginia, The North Carolina Press, 1979, 549 p.

Winks, Robin W. and Alaine Low, eds., *Historiography*, in Louis, Roger, *The Oxford History of the British Empire*, volume V, Oxford, Oxford University Press, 1999, 731 p.

L'Inde britannique

Achaya, K. T., *The Food Industries of British India*, Delhi, Oxford University Press, 1994, 316 p.

Agha, Sameetah and Elizabeth Kolsky, eds., *Fringes of Empire: Peoples, Places and Spaces in Colonial India*, New Delhi, Oxford University Press, 2009, 256 p.

Arasaratnam, Sinnappah, *Maritime India in the Seventeenth Century*, New Delhi, Oxford University Press, 1994, 294 p.

Bailey, F. G., *Caste and the Economic Frontier: A Village in Highland Orissa*, Manchester, Manchester University Press, 1957, 292 p.

---, *Tribe, Caste, and Nation: A Study of Political activity and Political Change in Highland Orissa*, Manchester, Manchester University Press, 1960, 279 p.

Bayly, Christopher A., *Recovering Liberties, Indian Thought in the Age of Liberalism and Empire* (The Wiles Lectures given at the Queen's University of Belfast, 2007), Cambridge, Cambridge University Press, 2012, 383 p.

---, *Empire and Information: Intelligence Gathering and Social Communication in India, 1780-1870*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 412 p.

--- et al. ed., *India and the British, 1600-1947*, London, National Portrait Gallery Publications, 1990, 432 p.

---, *Indian Society and the Making of the British Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, 230 p.

---, *Rulers, Townsmen and Bazaars: North Indian Society in the Age of British Expansion, 1770-1870*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 489 p.

---, ed., *The Raj: India and the British, 1600-1947*, London, National Portrait Gallery Publications, 1990, 432 p.

--- and Tim Harper, *Forgotten Armies: The Fall of British Asia, 1941-1945*, Cambridge, Penguin Books, 2004, 555 p.

---, *Forgotten Wars: the End of Britain's Asian Empire*, London, Penguin Books, 2007, 673 p.

Bayly, Susan, *the New Cambridge History of India, volume IV, 3, Caste, Society and Politics in India from the Eighteenth Century to the Modern Age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 421 p.

Blyth, Robert J., *The Empire of the Raj: India, Eastern Africa and the Middle East, 1858-1947*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, 270 p.

Bose, Sugata, *The New Cambridge History of India, III, 2, Peasant Labour and Colonial Capital: Rural Bengal since 1770*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 203 p.

Boulger, Demetrius C., *Indian Rulers, Lord William Bentinck and the Company as a Governing and Non-Trading Power*, New Delhi, Cosmo Publications, 2004, 214 p.

Bowen, Huw V., *Revenue and Reform: the Indian Problem in British Politics, 1757-1773*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, 204 p.

---, *The Business of Empire: The East India Company and Imperial Britain, 1756-1833*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 304 p.

Brown, Judith M., *Modern India: The Origins of an Asian Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1994, 459 p.

Burke, S. M. et Salim Al-Din Quraishi, *The British Raj in India*, Karachi, Oxford University Press, 1995, 699 p.

Chakravarty, Gautam, *The Indian Mutiny and the British Imagination*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 242 p.

Chatterjee, Kumkum, *Merchants, Politics and Society in Early Modern India : Bihar, 1733-1820*, Köln, Brill, 1996, 273 p.

Collingham, E. M., *Imperial Bodies: the Physical Experience of the Raj, 1800-1947*, Cambridge, Polity Press, 2001, 273 p.

Dirks, Nicholas B., *The Scandal of Empire: India and the creation of Imperial Britain*, Cambridge, Massachusetts, The Belknap Press of Harvard University Press, 2006, 389 p.

Dutt, Romesh Chunder, *The Economic History of India*, 2 volumes, Delhi, Low Price Publications, 1902, 476 p.

---, *Open Letters to Lord Curzon on Famines and Land Assessments in India*, London, Kegan Paul, Trench, Trübner & Co. Ltd, 1900, 322 p.

---, *England and India: A Record of Progress during a Hundred Years, 1785-1885*, London, Chatto & Windus, 1897, 166 p.

Forbes, Geraldine, *The New Cambridge History of India, IV, 2, Women in Modern India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 289 p.

Frazer, Robert Watson, *British India*, New York, Books for Libraries Press, 1896, 399 p.

Furber, Holden, *Rival Empires of Trade in the Orient, 1600-1800*, New Delhi, Oxford University Press, 2004, 408 p.

Gilmour, David, *The Ruling Caste, Imperial Lives in the Victorian Raj*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005, 381 p.

Gordon, Stewart, *The New Cambridge History of India, II, 4, The Marathas, 1600-1818*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 202 p.

Gottschalk, Peter, *Religion, Science, and Empire: Classifying Hinduism and Islam in British India*, New York, Oxford University Press, 2013, 421 p.

Green, Nile, *Islam and the Army in Colonial India: Sepoy Religion in the Service of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 217 p.

Grewal, Jagtar Singh, *The New Cambridge History of India, II, 3, The Sikhs of the Punjab*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 264 p.

Gupta, Pratul Chandra, *Nana Sahib and the Rising at Cawnpore*, Oxford, Clarendon Press, 1963, 227 p.

Harrington, Jack, *Sir John Malcolm and the Creation of British India*, Palgrave Studies in Cultural and Intellectual History, New York, Palgrave Macmillan, 2010, 253 p.

Hutton, J. H., *Caste in India: its Nature, Function, and Origins*, Cambridge, Cambridge University Press, 1946, 279 p.

James, Lawrence, *The Making and Unmaking of British India*, New York, St. Martin's Griffin, 1997, 722 p.

Jones, Kenneth, W., *The New Cambridge History of India, Socio-religious Reform Movements in British India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, 243 p.

Judd, Denis, *The Lion and the Tiger : the Rise and Fall of the British Raj, 1600-1947*, New York, Oxford University Press, 2004, 234 p.

Kaye, John William, *The Administration of the East India Company, A History of Indian Progress*, Allahabad, Kitab Mahal, 1966, 712 p.

Kolsky, Elizabeth, *Colonial Justice in British India*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 252 p.

Kumar, Deepak, *Science and the Raj: A Study of British India*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, 309 p.

Kumar, Dharma and Meghnad Desai, eds., *The Cambridge Economic History of India, volume 2: c. 1757- c. 1970*, 1983, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 1073 p.

Kumar, Dharma, *Land and Caste in South India: Agricultural Labour in the Madras Presidency during the Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1965, 211 p.

Kumar, J. *Company India, A Comprehensive History of India: 1757-1858*, Delhi, Janaki Prakashan, 1980, 304 p.

Lawson, Philip, *The East India Company: a History*, New York, Longman, 1993, 188 p.

Losty, J. P., *Calcutta: City of Palaces, A Survey of the City in the Days of the East India Company, 1690-1858*, London, The British Library Board, 1990, 136 p.

Ludden, David, *the New Cambridge History of India, volume IV, 4, An Agrarian History of South Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 261 p.

Majeed, Javed, *Ungoverned Imaginings: James Mill's The History of British India and Orientalism*, Oxford, Clarendon Press, 1992, 225 p.

Marshall, Peter James, *The New Cambridge History of India, II, 2, Bengal: The British Bridgehead, Eastern India, 1740-1828*, Cambridge, Cambridge University Press, 195 p.

Mason, Philip, *A Matter of Honour, An Account of the Indian Army, its Officers and Men*, London, Jonathan Cape, 1974, 580 p.

McPherson, Kenneth, *The Indian Ocean: A History of People and the Sea*, New Delhi, Oxford University Press, 1993, 327 p.

Metcalf, Thomas R., *The New Cambridge History of India, volume III, 4, The Indian empire and the beginnings of modern society, Ideologies of the Raj*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, 244 p.

---, *An Imperial Vision, Indian Architecture and Britain's Raj*, London, Faber and Faber, 1989, 302 p.

Michell, George and Mark Zebrowski, *Architecture and Art of the Deccan Sultanates*, in Johnson, Gordon, C. A. Bayly, and John F. Richards, eds., *The New Cambridge History of India*, I, 7, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 297 p.

Misra, Bankey Bihari, *The Unification and Division of India*, Oxford, Oxford University Press, 1990, 422 p.

---, *The Central Administration of the East India Company, 1773-1834*, Manchester, Manchester University Press, 1959, 476 p.

Mitra, Sangh, *Administration of East India Company, 1740-1856*, New Delhi, Commonwealth, 2003, 400 p.

Muir, Ramsay, *The Making of British India*, Manchester, Manchester University Press, 1923, 398 p.

Omvedt, Gail, *Understanding Caste: from Buddha to Ambedkar and Beyond*, New Delhi, Orient Blackswan, 2011, 115 p.

Onley, James, *The Arabian Frontier of the British Raj: Merchants, Rulers, and the British in the Nineteenth-Century Gulf*, New York, Oxford University Press, 2007, 352 p.

Pande, Ishita, *Medicine, Race and Liberalism in British Bengal, Symptoms of Empire*, London, Routledge, 257 p.

Pandey, Bishwa Nath, *The Break-up of British India*, London, Macmillan, 1969, 246 p.

Patra, Atul Chandra, *The Administration of Justice under the East-India Company in Bengal, Bihar and Orissa*, London, Asia Publishing House, 1962, 233 p.

Pearson, Michael N., *The New Cambridge History of India, I, 1, The Portuguese in India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 178 p.

Prakash, Om, *The New Cambridge History of India, II, 5, European Commercial Enterprise in Pre-colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 377 p.

Qaisar, Ahsan Jan, *The Indian Response to European Technology and Culture (A.D. 1498-1707)*, Delhi, Oxford University Press, 1982, 225 p.

Ramusack, Barbara N., *the New Cambridge History of India, volume III. 6, the indian Princes and their States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 309 p.

Rapson, Edward. J., ed., *The Cambridge History of India, volume 1, Ancient India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1922, 736 p.

Raychaudhuri, Tapan and Irfan Habib, *The Cambridge Economic History of India, volume 1: c. 1200- c. 1750*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, 543 p.

Richards, John F., *The New Cambridge History of India, I, 5, The Mughal Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 320 p.

Riddick, John F., *The History of British India: a Chronology*, London, Praeger, 2006, p. 367.

Roberts, P. E., *A Historical Geography of the British Dependencies, vol. VII, India, Part I. History of the End of the East India Company*, Oxford, the Clarendon Press, 1916, 415 p.

---, *A Historical Geography of the British Dominions, vol. VII, India, Part II, History under the Government of the Crown*, Oxford, the Clarendon Press, 1923, 598 p.

Seton, Rosemary, *The Indian 'Mutiny', 1857-58: A Guide to Source Material in the India Office Library and Records*, London, the British Library, 1986, 99 p.

Spear, Percival, *Twilight of the Mughuls : Studies in Late Mughul Delhi*, Cambridge, Cambridge University Press, 1951, 270 p.

Stein, Burton, *A History of India*, edited by David Arnold, Oxford, Wiley-Blackwell, 2010, 444 p.

---, *Thomas Munro: The Origins of the Colonial State and His Vision of Empire*, New Delhi, Oxford University Press, 1989, 374 p.

Stockwell, Sarah E., ed., *The British Empire: Themes and Perspectives*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2008, 384 p.

Stokes, Eric, *The English Utilitarians and India*, Delhi, Oxford University Press, 1982, 350 p.

---, *The Peasant and the Raj: Studies in Agrarian Society and Peasant Rebellion in Colonial India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, 308 p.

Stern, Philip J., *The Company-State, Corporate Sovereignty and the Early Modern Foundations of the British Empire in India*, New York, Oxford university Press, 2011, 300 p.

St. John, Ian, *The Making of the Raj: India under the East India Company*, Santa Barbara, Praeger, 2012, 193 p.

Thomlinson, Brian R., *The New Cambridge History of India, III. 3, The Economy of Modern India, 1860-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 235 p.

Trautmann, Thomas R., *Aryans and British India*, Berkeley, University of California Press, 1997, 260 p.

Wiener, Martin J., *An Empire on Trial: Race, Murder, and Justice under British Rule, 1870-1935*, New York, Cambridge University Press, 2009, 255 p.

Yang, Anand A., *The Limited Raj : Agrarian Relations in Colonial India, Saran District, 1793-1920*, Berkeley, University of California Press, 1989, 271 p.

East India Company

Alavi, Seema, *The Sepoys and the Company: Tradition and Transition in Northern India, 1770-1830*, Delhi, Oxford University Press, 1995, 315 p.

Ballhatchet, Kenneth and John Harrison, eds., *East India Company Studies: Papers Presented to Professor Sir Cyril Philips*, Hong Kong, Asian Research Service, 1986, 319 p.

Bolts, William, *Considerations on India Affairs & Harry Verelst, A View of the Rise, Progress and Present state of the English Government in Bengal*, London, Routledge, 1998.

Chaudhuri, K. N., *The Trading World of Asia and the English East India Company, 1660-1760*, New York, Cambridge University Press, 1978, 628 p.

Heathcote, T. A., *The Indian Army: The Garrison of British Imperial India, 1822-1922*, Vancouver, David & Charles, 1974, 215 p.

Key, John, *The Honourable Company, a History of the English East India Company*, London, Harper Collins, 1991, 475 p.

Marshall, Peter James, *East Indian Fortunes, The British in Bengal in the Eighteenth Century*, Oxford, The Clarendon Press, 1976, 284 p.

Tuck, Patrick, ed., *The East India Company: 1600-1858, Volume I: William Foster, England's Quest of Eastern Trade*, London, Routledge, 1998, 354 p.

---, *The East India Company: 1600-1858, Volume II: P. J. Marshall, Problems of Empire: Britain and India, 1757-1813*, London, George Allen & Unwin, 1968, 239 p.

---, *The East India Company: 1600-1858, Volume III: Considerations on India Affairs: William Bolts, A View of the Rise, Progress and Present State of the English Government in Bengal*, New York, Routledge, 1998.

---, *The East India Company: 1600-1858, Volume IV: Trade, Finance and Power*, London, Routledge, 1998, 245 p.

---, *The East India Company: 1600-1858, Volume V: Warfare, Expansion and Resistance*, London, Routledge, 1998, 234 p.

---, *The East India Company: 1600-1858, Volume VI: C. H. Philips, The East India Company, 1784-1834*, Manchester, Manchester University Press, 1961, 374 p.

Webster, Anthony, *The Twilight of the East India Company, The Evolution of Anglo-Asian Commerce and Politics, 1790-1860* (Worlds of the East India Company, Volume 3) Woodbridge, The Boydell Press, 2009, 205 p.

Wink, André, *Land and Sovereignty in India: Agrarian Society and Politics under the Eighteenth-Century Maratha Svarajya*, Cambridge, The University of Cambridge, Faculty of Oriental Studies, 1986, 417 p.

Woodruff, Philip, *The Men Who Ruled India, The Founders, Volume 1*, London, Jonathan Cape, 1953, 402 p.

---, *The Men Who Ruled India, The Guardians, Volume 2*, London, Jonathan Cape, 1954, 385 p.

Réforme de l'éducation indienne

Zastoupil, Lynn and Martin Moir, eds., *The Great Indian Education Debate: Documents Relating to the Orientalist-Anglicist Controversy, 1781-1843*, Surrey, Curzon, 1999, 357 p.

Les réformes religieuses

Carson, Penelope, *The East India Company and Religion, 1698-1858*, Woodbridge, The Boydell Press, 2012, 277 p.

Cassels, Nancy Gardner, *Religion and Pilgrim Tax under the Company Raj*, New Delhi, Manohar, 1988, 184 p.

Hardy, Peter, *The Muslims of British India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972, 306 p.

Mohapatra, Gopinath, *Jagannatha in History and Religious Traditions of Orissa*, Calcutta, Punthi Pustak, 1982, 514 p.

Mukherjee, Prabhat, *History of the Jagannath Temple in the 19th Century*, Calcutta, Firma KLM Private Limited, 1977, 449 p.

---, *Pilgrim Tax and Temple Scandals, A Critical Study of the Important Jagannath Temple Records during British Rule*, Bangkok, Orchid Press, 2000, 160 p.

Neill, Stephen, *A History of Christianity in India, 1707-1858*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 555 p.

O'Connor, Daniel, *The Chaplains of the East India Company, 1601-1858*, London, Continuum, 2012, 167 p.

Abolition du thuggisme

Sleeman, Colonel James, L., *Thug or a Million Murders*, Delhi, Pilgrims Book, 1998, 246 p.

Abolition de l'esclavage

Blackburn, Robin, *The Overthrow of Colonial Slavery, 1776-1848*. London: Verso, 1988.

Brown, Christopher Leslie, *Moral Capital: Foundations of British Abolitionism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006.

Carey, Brycchan, *British Abolitionism and the Rhetoric of Sensibility: Writing, Sentiment, and Slavery, 1760-1807*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2005.

Drescher, Seymour, *Abolition, a History of Slavery and Antislavery*, New York, Cambridge University Press, 2009, 471 p.

---, *From Slavery to Freedom, Comparative Studies in the Rise and Fall of Atlantic Slavery*, New York, New York University Press, 1999, 454 p.

Morgan, Kenneth, *Slavery and the British Empire: from Africa to America*, New York, Oxford University Press, 2007, 221 p.

Oldfield, J.R., *Popular Politics and British Anti-Slavery: The Mobilisation of Public Opinion against the Slave Trade, 1787-1807*. Manchester: Manchester University Press, 1995.

L'influence des missionnaires

Bradley, Ian, *The Call to seriousness: The Evangelical Impact on the Victorians*, London, Jonathan Cape, 1976, 224 p.

Laird, M. A., *Missionaries and Education in Bengal, 1793-1837*, Oxford, Clarendon Press, 1972, 300 p.

Powell, Avril A., *Muslims and Missionaries in Pre-Mutiny India*, Surrey, Curzon Press, 1993, 339 p.

La révolte de 1857

Barter, Richard, *The Siege of Delhi : Mutiny Memories of an Older Officer*, London, the Folio Society, 1984, 130 p.

Bhattacharya, Sabyasachi, ed., *Rethinking 1857*, New Delhi, Orient Longman, 2007, 319 p.

Chanda, S. N., *1857 : Some Untold Stories*, New Delhi, Sterling Publishers, 1976, 119 p.

Darlymple, William, *The Last Mughal, the Fall of a Dynasty : Delhi, 1857*, London, Bloomsbury, 2006, 578 p.

Devi, Ritambhari, *Indian Mutiny : 1857 in Bihar*, New Delhi, Chetana Publications, 1977, 200 p.

Guha Ranajit, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Durham, Duke University Press, 1999, 361 p.

Hewitt, James, ed., *Eye-Witnesses to the Indian Mutiny*, London, Osprey Publishing, 1972, 176 p.

Majumdar, R. C., *The Sepoy Mutiny and the Revolt of 1857*, Calcutta, Firma K. L. Mukhopadhyay, 1957, 289 p.

Metcalf, Thomas R., *Aftermath of Revolt: India, 1857-1870*, Princeton, Princeton University Press, 1964, 352 p.

Moosvi, Shireen, ed., *Facets of the Great Revolt: 1857*, New Delhi, Tulika Books, 2008, 160 p.

Mukherjee, Rudrangshu, *Awadh in Revolt, 1857-1858: A Study of Popular Resistance*, Delhi, Oxford University Press, 1984, 219 p.

Palit, Chittabrata and Mrinal Kumar, eds., *Revisiting the Revolt of 1857*, New Delhi & Kolkata, B. R. Publishing Corporation & Corpus Research Institute, 2009, 218 p.

Pati, Biswamoy, ed., *The 1857 Rebellion*, New Delhi, Oxford University Press, 2007, 324 p.

Savarkar, Vinayak Damodar, *The Indian War of Independence of 1857 by an Indian Nationalist*, London, 10 May 1909. 451 p.

Sen, Snigdha, ed., *The Historiography of the Indian Revolt of 1857*, Calcutta, Punthi-Pustak, 1992, 304 p.

Srivastava, M. P., *Freedom Fighters of Indian Mutiny: 1857*, Allahabad, Chugh Publications, 1997, 184 p.

Stokes, Eric, *The Peasant Armed, the Indian Revolt of 1857*, ed. Chris Bayly, New York, Clarendon Press- Oxford, 1986, 261 p.

Critique des Whigs par les Tories

Borgstede, Simone Beate, *"All is Race": Benjamin Disraeli on Race, Nation, and Empire*, Zurich, 2011, 296 p.

Richmond, Charles and Paul Smith, eds., *The Self-Fashioning of Disraeli 1818–1851*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 212 p.

Orientalisme

Ballantyne, Tony, *Orientalism and Race, Aryanism in the British Empire*, New York, Palgrave Macmillan, 2002, 266 p.

Clayton, Martin and Bennett Zon, eds., *Music and Orientalism in the British Empire, 1780s-1940s*, Hampshire, Ashgate Publishing Limited, 2007, 347 p.

Dodson, Michael S., *Orientalism, Empire and National culture: India, 1770-1880*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, 268 p.

Saïd, Edward Wadie, *Orientalism*, London, Penguin, 2003, 396 p.

Les élites indiennes

Haldar, M. K., *Renaissance and Reaction in Nineteenth Century Bengal: Bankim Chandra Chattopadhyay*, An English Translation of the Bengali Essay SAMYA written by Bankim

Chandra Chattopadhyay, *The Father of Indian Nationalism*, Calcutta, Minerva Associates, 1977, 236 p.

Kopf, David, *The Brahmo Samaj and the Shaping of the Modern Indian Mind*, New Jersey, Princeton University Press, 1979, 399 p.

Pernau, Margrit, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, 340 p.

Résistance indienne

Majumdar, R. C., ed., *British Paramountcy and Indian Renaissance, Part I*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1963, 1205 p.

Majumdar, R. C., ed., *British Paramountcy and Indian Renaissance, Part II*, Bombay, Bharatiya Vidya Bhavan, 1965, 688 p.

Ouvrages en français

Bolts, William, *État civil, politique et commerçant du Bengale, ou, Histoire des conquêtes & de l'administration de la compagnie anglaise dans ce pays*. Ouvrage traduit de l'anglais par Mr. Demeunier, La Haye, Gosse Fils, 1903, 222 p.

Burke, Edmund, *Réflexions sur la révolution de France*, Paris, Adrien Egron, 1790, 448 p.

Fanon, Frantz, *Les damnés de la terre*, préface de Jean Paul Sartre, Paris, François Maspero, 1961, 242 p.

Frédéric, Louis, *Dictionnaire de la civilisation indienne*, Millau, Aylesbury, Robert Laffont, 1987, 1276 p.

Chassaing, Philippe, *La Grande-Bretagne et le monde : De 1815 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2009, 320 p.

L'Impérialisme et l'Inde britannique

Aprile, Sylvie *et al.*, *Le monde britannique, 1815-1931*, Neuilly, Atlante, 2010, 571 p.

Bhattacharya, France, *Les intellectuels bengalis et l'impérialisme britannique (Publications de l'Institut de Civilisation Indienne, fascicule 78, Diffusion de Boccard)*, Paris, Collège de France, 2010, 399 p.

Markovits, Claude, *L'histoire de l'Inde moderne, 1480-1950*, Paris, Fayard, 1994, 727 p.

Meyer, Eric Paul, *Une Histoire de l'Inde, les Indiens face à leur passé*, Paris, Albin Michel, 2007, 357 p.

Orientalisme et colonialisme

Pitts, Jennifer, *Naissance de la bonne conscience coloniale, les Libéraux français et britanniques et la question impériale, 1770-1870*, traduit par Michel Cordillot, Paris, Les Éditions de L'Atelier, 2008, 383 p.

Saïd, Edward Wadie, *L'Orientalisme: l'Orient créé par l'Occident*, traduit par Catherine Malamoud, Paris, Éditions du Seuil, 2005, 422 p.

Abolition du thuggisme

Sleeman, Colonel James L., *La secte secrète des thugs, Le culte de l'assassinat aux Indes*, traduction par R. Hendry-Charcot, Paris, Payot, 1934, 271 p.

La révolte de 1857

Darlymple, William, *Le dernier Moghol, la chute d'une dynastie : Delhi, 1857*, trad. France Camus-Pichon, Paris, 2006, 709 p.

2. Articles

Le Libéralisme et l'impérialisme

Bayly, Christopher Alan, "Knowing the Country: Empire and Information in India", *Modern Asian Studies*, vol. 27, n° 1, 1993, pp. 3-43.

Biagini, Eugenio, "Power Politics, Imperial Strategies, and Local Elites", *The Historical Journal*, vol. 45, n° 3, pp. 679-687, 2002.

Conway, Stephen, "Bentham versus Pitt: Jeremy Bentham and British Foreign Policy 1789?" *The Historical Journal*, vol. 30, n° 4, pp. 791-809, 1987.

Gallagher John et Ronald. E. Robinson, "The Imperialism of Free Trade", *Economic History Review*, 2nd series, vol. 6, n° 1, pp. 1-15, 1953

Harling, Philip and Peter Mandler, "From "Fiscal-Military" State to Laissez-Faire State, 1760-1850", *Journal of British Studies*, vol. 32, n° 1, 1993, pp. 44-70.

Kruger, Daniel H., "Hobson, Lenin and Schumpeter on Imperialism", *Journal of the History of Ideas*, vol. 16, n° 2, April 1955, pp. 252-259.

Martin, Ged, "Empire Federalism and Imperial Parliamentary Union, 1820-1870", *The Historical Journal*, vol. 16, n° 1, pp. 65-92, 1973.

Onley, James, "Britain's Informal Empire in the Gulf, 1820-1971", *Journal of Social Affairs*, vol. 22, n°87, 2005, pp. 29-45.

Parry, John Horace, "The Patent Offices in the British West Indies", *The English Historical Review*, vol. 69, n° 271, 1954, pp. 200-225.

Pitts, Jennifer, “Legislator of the World? A Rereading of Bentham on Colonies”, *Political Theory*, vol. 31, n° 2, 2003, pp. 200-234.

Taft Manning, Helen, “The Colonial Policy of the Whig Ministers, 1830-37”, *The Canadian Historical Review*, vol. 33, N° 3, 1952, pp. 203-236.

Wilson, Kathleen, “Empire, Trade and Popular-Politics in Mid-Hanoverian Britain: The Case of Admiral Vernon”, *Past and Present*, vol. 121, 1988, pp. 74-109.

L’Inde britannique et l’East India Company

Bayly, Christopher Alan, “The British Military-Fiscal State and Indigenous Resistance: India, 1750-1820”, pp. 322-350, in Lawrence, Stone, ed., *An Imperial State at War: Britain from 1689 to 1815*, Londres, Routledge, 1994, 372p.

Bowen, Huw V., “The ‘Little Parliament’: The General Court of the East India Company, 1750-1784”, *The Historical Journal*, vol. 34, n° 4, 1991, pp. 857-872.

Ditchfield, G. M., “The House of Lords and the Impeachment of Warren Hastings”, *Parliamentary History*, vol. 13, n° 3, 1994, pp. 277-296.

Dodwell, Henry “Warren Hastings' Letters to Sir John Macpherson”, *New Statesman*, vol. 30, n° 765, 1927, p. 361.

Fisher, Michael H., “The Office of Akhbār Nawīs: The Transition from Mughal to British Forms”, *Modern Asian Studies*, vol. 27, n°1, Special Issue: How Social, Political and Cultural Information Is Collected, Defined, Used and Analyzed, 1993, pp. 45-82.

Fromkin, David, “The Great Game in Asia”, *Foreign Affairs*, vol. 58, n°4, 1980, pp. 936-951.

Greenhill, Denis A., « Moon: Warren Hastings and British India (Book Review) », *Middle East Journal*, vol. 4, 1950, pp. 495-496.

Knight, L. A., “The Royal Titles Act and India”, *The Historical Journal*, Cambridge University Press, vol. 11, n° 3, 1968, pp. 488-489.

Owtram, T. C., « Warren Hastings », *History Today*, vol. 19, n° 7, 1969, pp. 486-494.

Sartori, Andrew, “A Liberal Discourse of Custom in Colonial Bengal”, *Past and Present*, n° 212, August 2011, pp. 163-197.

Stokes, Eric, “The First Century of British Colonial Rule in India: Social Revolution or Social Stagnation?”, *Past and Present*, n° 58, 1973, pp. 136-160.

Tunick, Mark, “Tolerant Imperialism: John Stuart Mill's Defense of British Rule in India”, *The Review of Politics*, vol. 68, n°. 4, 2006, pp. 586-611.

Taylor, Miles, "Queen Victoria and India, 1837-61", *Victorian Studies*, vol. 46, n° 2, Papers from the Inaugural Conference of the North American Victorian Studies Association, Winter 2004, pp. 264-274.

Critique des Whigs par les Tories

Brantlinger, Patrick, "Disraeli and Orientalism," in Charles Richmond and Paul Smith, ed., *The Self-Fashioning of Disraeli 1818-1851*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

Stubbings, Matthew, "British Conservatism and the Indian Revolt: the Annexation of Awadh and the Consequences of Liberal Empire, 1856-1858", *Journal of British Studies*, vol. 55, October 2016, pp. 728-749.

Abolition de l'esclavage

Drescher, Seymour, «Whose Abolition? Popular Pressure and the Ending of the British Slave Trade», *Past and Present*, n° 143, 1994, pp. 136-166.

Haskell, Thomas L., "Capitalism and the Origins of the Humanitarian Sensibility, Part 1", *The American Historical Review*, vol. 90, n° 2, 1985, pp. 339-361.

Les réformes

Brent, Richard, "The Whigs and Protestant Dissent in the Decade of Reform" (Book Review), *The English Historical Review*, vol. 102, n°405, 1987, pp.887-910.

Dyer, Michael, "'Mere Detail and Machinery': The Great Reform Act and the Effects of Redistribution on Scottish Representation, 1832-1868", *The Scottish Historical Review*, vol. 62, n° 173, April 1983, pp. 17-34.

Emsley, Clive, "'Terror' and the Rule of Law in England during the Decade of the French Revolution", *The English Historical Review*, vol. 100, n°. 397, 1985, pp. 801-825.

Ferguson, W., "The Reform Act (Scotland) of 1832: intention and effect, *the Scottish Historical Review*, vol. 45, n°139, April 1966, pp.105-114.

Kriegel, A. D., "The Irish policy of Lord Grey's government", *the English Historical Review*, vol. 86, n°338, 1971, pp. 22-45.

Milobar, David, "Quebec Reform, the British Constitution and the Atlantic Empire, 1774-1775", *Parliamentary History*, vol. 14, n° 1, 1995, pp. 65-88.

Mitchell, L. G., "Foxite Politics and the Great Reform Bill", *The English Historical Review*, vol. n° 427, 1993, pp. 338-364.

Ridden, Jennifer, "Irish Reform between the 1798 Rebellion and the Great Famine", in Burns, R. Arthur and Joanna Innes, ed., *Rethinking the Age of Reform: Britain, 1780-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, pp. 271-294.

Smith, John Milton, "Earl Grey's Cabinet and the Objects of Parliamentary Reform", *The Historical Journal*, vol. 15, n° 1, March 1972, pp. 55-74.

Taylor, Miles, "The 1848 Revolutions and the British Empire", *Past and Present*, vol. 166, n° 4, 2000, pp. 146-180.

---, "British Politics in the Age of Revolution and Reform, 1789-1867", *The Historical Journal*, vol. 45, n° 3, 2002, pp. 661-677.

---, "Empire and Parliamentary Reform: the 1832 Reform Act Revisited", in Burns, R. Arthur and Joanna Innes, ed., *Rethinking the Age of Reform: Britain, 1780-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, pp. 295-311.

Wasson, Ellis Archer, "The Crisis of the Aristocracy: Parliamentary Reform, the Peerage and the House of Commons, 1750-1914", *Parliamentary History*, vol. 13, n°3, 1994, pp. 297-311.

Western, J. R., "The Volunteer Movement as an Anti-Revolutionary Force, 1793-1801", *The English Historical Review*, vol. 71, n°. 281, 1956, pp. 603-614.

Faught, C. Brad, "An Imperial Prime Minister? W. E. Gladstone and India, 1880-1885", *the Journal of the Historical Society*, vol. 6, n° 4, December 2006, pp. 555-578.

Sati

Cassels, Nancy G., "Bentinck: Humanitarian and Imperialist –The Abolition of Suttee", *Journal of British Studies*, vol. 5, n° 1, 1965, pp. 77-87.

Abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou

Ingham, Kenneth, "The English Evangelicals and the Pilgrim Tax in India, 1800-1862", *The Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, n°1/2, April 1953, pp. 13-22.

Tripathy, Manorama, "A Brief History of the Pilgrim Tax in Puri", *Odisha Review*, January 2014.

Abolition du thuggisme

Singha, Radhika, "'Providential' Circumstances: The Thuggee Campaign of the 1830s and Legal Innovation", *Modern Asian Studies*, vol. 27, n°1, Special Issue : How Social, Political and Cultural Information Is Collected, Defined, Used, and Analyzed, February 1993, pp. 83-146.

Les réformes religieuses et les missionnaires

Powell, Avril A., "Muslim Reaction to Missionary Activity in Agra", in C. H. Philips and M. D. Wainwright eds, *Indian Society and the Beginnings of Modernisation, 1830-1850*, London, School of Oriental and African Studies, 1976.

Prior, Katherine, "Making History: the State's Intervention in Urban religious Disputes in the North-Western Provinces in the Early Nineteenth Century", *Modern Asian Studies*, vol. 27, n°1, February 1993, pp. 179-203.

Les répercussions des réformes *whigs* sur l'économie indienne

Bagchi, "Amiya Kumar, Transition from Indian to British Indian Systems of Money and Banking 1800-1850", *Modern Asian Studies*, vol. 19, n°3, Special Issue: Papers Presented at the Conference on Indian Economic and Social History, Cambridge University, April 1984 (1985), pp. 501-519.

Dewey, Clive, "Imperialism and Free Trade, Lancashire and India in the Mid-Nineteenth Century by Peter Harnetty", *Modern Asian Studies*, vol. 9, n°4, 1975, pp. 550-552.

Habib, Irfan, "Studying a Colonial Economy-Without Perceiving Colonialism", *Modern Asian Studies*, vol. 19, n°3, 1985, pp. 355-381.

Robb, Peter, "British Rule and Indian 'Improvement'", *The Economic History Review*, New Series, vol. 34, n°4, November 1981, pp. 507-523.

Simmons, Colin, "'De-Industrialization', Industrialization and the Indian Economy, 1850-1947", *Modern Asian Studies*, vol. 19, n° 3, Special Issue: Papers Presented at the Conference on Indian Economic and Social History, Cambridge University, April 1984 (1985), pp. 593-622.

Stein, Burton, "State Formation and Economy Reconsidered", *Modern Asian Studies*, vol. 19, N° 3, 1985, pp. 387-413.

Stokes, Eric, "Agrarian Society and the Pax Britannica in Northern India in the Early Nineteenth Century", *Modern Asian Studies*, vol. 9, n° 4 (1975), pp. 505-528.

Washbrook, D. A., "Progress and Problems: South Asian Economic and Social History: 1720-1860", *Modern Asian Studies*, vol. 22, n° 1, 1988, pp. 57-96.

L'éducation indienne et les élites

Ballhatchet, K. A., "John Stuart Mill and Indian Education", *The Cambridge Historical Journal*, vol. 11, n° 2, 1954, p. 228.

Darlymple, William, "Transculturation, Assimilation, and its Limits: the Rise and Fall of the Delhi White Mughals 1805-57", pp. 60-101, in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, pp.

Fisher, Michael H., "Mohan Lal Kashmiri (1812-77), An initial student of Delhi English College", in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, pp. 232-260.

Hasan, Mushirul, "Maulawi Zaka Ullah, Sharif Culture and Colonial Rule", in Margrit Pernau, ed., *The Delhi College, Traditional Elites, the Colonial State, and Education before 1857*, New Delhi, Oxford University Press, 2006, pp. 261-298.

Wagoner, Phillip B., "Precolonial Intellectuals and the Production of Colonial Knowledge", Wesleyan University, *Society for Comparative Study of Society and History*, vol. 45, n° 4, 2003, pp. 783-814.

Zastoupil, Lynn, "John Stuart Mill and India", *Victorian Studies*, vol. 32, n° 1, 1988, pp. 31-54.

Les intellectuels indiens face aux différences culturelles

Jalal, Ayesha, "Negotiating Colonial Modernity and Cultural Difference: Indian Muslim Conceptions of Community and Nation, 1878-1914, in Leila Tarazi Fawaz and C. A. Bayly, eds., *Modernity and Culture: from the Mediterranean to the Indian Ocean*, New York, Columbia University Press, 2002, pp. 230-260.

Price, Pamela G., "Ideology and ethnicity under British Imperial Rule, 'Brahmans', Lawyers and Kin-Caste Rules in Madras Presidency", *Modern Asian Studies*, vol. 23, n°1, 1989, pp. 151-177.

Raina, Dhruv and S. Irfan Habib, "Cultural Foundations of a Nineteenth Century Mathematical Project", *Economic and Political Weekly*, vol. 24, n° 37, 1989, pp. 2082-6.

La révolte de 1857

Alavi, Seema, "The Company Army and Rural Society: The Invalid Thanah 1780-1830", *Modern Asian Studies*, vol. 27, n° 1, Special Issue: How Social, Political and Cultural Information Is Collected, Defined, Used and Analyzed, 1993, pp. 147-178.

Ballhatchet, Kenneth, "Recent Historians of the Raj", *Victorian Studies*, vol. 12, n°4, June 1969, pp. 458-461.

Carter, Marina and Crispin Bates, "Religion and retribution in the Indian rebellion of 1857", *Leidschrift*, volume 24, n° 1, 2009, pp. 51-58.

Marshall, P. J., "Economic and Political Expansion: The Case of Oudh", *Modern Asian Studies*, vol. 9, n°4, 1975, pp. 465-482.

Mukherjee, R., "Satan Let Loose upon Earth : the Kanpur Massacres in India in the Revolt of 1857", *Past and Present*, n° 128, 1990, pp. 92-117

Prakash, Shri, "Models of Peasant Differentiation and Aspects of Agrarian Economy in Colonial India", *Modern Asian Studies*, vol. 19, n° 3, Special Issue: Papers Presented at the Conference on Indian Economic and Social History, Cambridge University, April 1984 (1985), pp. 549-571.

Roy, Tapti, "Visions of the Rebels: A Study of 1857 in Bundelkhand", *Modern Asian Studies*, vol. 27, n°1, Special Issue: How Social, Political and Cultural Information Is Collected, Defined, Used and Analyzed (Feb., 1993), pp. 205-228.

Thèses

André, Nadine, *L'Inde de Lord Dalhousie, 1848-1856: le sous-continent indien, nation en devenir*, Université Jean Moulin- Lyon 3, 2007, 553 p.

Bourne, John Michael, *The Civil and Military Patronage of the East India Company, 1784-1858*, the University of Leicester, 1977, 377 p.

Gust, Anna Louise, *Empire, Exile, Identity: Locating Sir James Mackintosh's Histories of England*, PhDThesis, University College, London, 2011, 275 p.

Sites et ressources en ligne

Macaulay on East India Company's Charter 10 July 1833. On the Motion that the East-India Company's Charter Bill be read a second time, HC Deb 10 July 1833 vol 19 cc479-550, 7 juin 2013.

http://hansard.millbanksystems.com/commons/1833/jul/10/east-india-companys-charter#S3V0019P0_18330710_HOC_25

Harold B. Lee Library, 29 octobre 2011, http://eudocs.lib.byu.edu/index.php/Britain_1816-1918

British Imperial History, 30 octobre 2011

<http://www.history.ac.uk/ihr/Focus/Empire/>

British History Online, 30 octobre 2011

<http://www.british-history.ac.uk/catalogue.aspx?gid=116>

Les Marathes, 31 octobre 2011

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Marathes>

Headlam, Cecil, Colonial Papers, 2 novembre 2011

<http://www.british-history.ac.uk/source.aspx?pubid=780>

British History Online, 3 novembre 2011

<http://www.british-history.ac.uk/period.aspx?period=7&gid=123>

Fordham University, Imperialism, 5 novembre 2011

<http://www.fordham.edu/halsall/mod/modsbook34.html#India%20Under%20the%20British>
Colonial India, 22 novembre 2011

<http://vos.ucsb.edu/browse.asp?id=4143>

History, Colonial Era, 27 novembre 2011

<http://vlib.iue.it/history/USA/ERAS/colonial.html>

The American Colonist's Library, A Treasury of Primary Documents, 14 décembre 2011

<http://www.freerepublic.com/focus/f-news/1294965/posts>

National Archives, Empire and Commonwealth Records, 19 décembre 2011

<http://www.nationalarchives.gov.uk/records/research-guides/imperial-commonwealth-history.htm>

Wheeler, Talboys J., *Early Records of British India*, 8 février 2012

<http://www.archive.org/details/earlyrecordsofbr00wheerich>

Steinberg, David, British Ruled India, Documentary Sources, Libraries and other Institutions, 15 mars 2012

<http://www.houseof david.ca/raj.htm>

Digital South Asia Library, Statistics, 1 avril 2012

<http://dsal.uchicago.edu/statistics/>

Indiablognote, 12 mai 2012

<http://www.indiablognote.com/article-23259855.html>

Henry R. West, Utilitarianism, 20 juin 2012,

<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/620682/utilitarianism>,

International Association for Scottish Philosophy, Dugald Stewart, 23 juin 2012

<http://www.scottishphilosophy.org/dugaldstewart.html>

Abolition of Suttees, Hansard, HC Deb 04 June 1830 vol 24 cc1355-6, 10 juillet 2012

http://hansard.millbanksystems.com/commons/1830/jun/04/abolition-of-suttees#S2V0024P0_18300604_HOC_27

The Victorian Web, 17 août 2012

<http://www.victorianweb.org/>

Encyclopedia Britannica, 5 septembre 2012

<http://www.britannica.com/>

Richard Evans, “Formal and Informal Empire in the 19th century” Lecture, 18 Octobre 2012
at Gresham College, London, 2 octobre 2012

<http://www.gresham.ac.uk/lectures-and-events/formal-and-informal-empire-in-the-nineteenth-century>,

BBC History, Vladimir Lenin, 7 octobre 2012

http://www.bbc.co.uk/history/historic_figures/lenin_vladimir.shtml

Colonial State Papers, 29 novembre 2012

<http://colonial.chadwyck.co.uk.janus.biu.sorbonne.fr/search/displayItem.do?FormatType=fulltext&extimsrc&QueryType=articles&ResultsID=139F8E10D641E65BD4&filterSequence=0&PageNumber=1&ItemNumber=3&ItemID=M01-0000079>

Frykenberg, Robert Eric, Sir John Malcolm (1769–1833), *The Oxford Dictionary of National Biography*, bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 30 novembre 2012

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/17864?docPos=3>

The Navigation Acts, 1650-1696, 24 décembre 2012

<http://thenagain.info/webchron/usa/navigation.html>

UK Parliament, 25 décembre 2012

<http://www.parliament.uk/about/livingheritage/transformingsociety/tradeindustry/importexport/overview/navigationlaws/>

Scottish Enlightenment, 28 décembre 2012

<http://www.educationscotland.gov.uk/scottishenlightenment/index.asp>

Dictionnaire Montesquieu, 29 décembre 2012

<http://dictionnaire-montesquieu.ens-lyon.fr/index.php?id=438>

Freemasonry, 29 décembre 2012, <http://www.ugle.org.uk/what-is-masonry/>

Informal Empire, 7 janvier 2013

<http://www.britishempire.co.uk/article/informalempire.htm>

Fromkin, David, The Great Game, 15 février 2013

<http://www.foreignaffairs.com/articles/33619/david-fromkin/the-great-game-in-asia>

East India Company at Home: 1757-1857, 28 février 2013, <http://blogs.ucl.ac.uk/eicah/>

Sir James Lancaster, East Indies, 06 mars 2013

<http://archive.org/details/voyagesofsirjame00markrich>

Watson, I. B., Aungier Gerald, *The Oxford Dictionary of National Biography*, bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 12 mars 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/67983?docPos=1>
Guerre de Sept Ans, 12 mars 2013

http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Sept_Ans/143938
Lally Tollendal, 1766, 12 mars 2013

<http://www.histoirepassion.eu/spip.php?article31>
UK Parliament, 14 mars 2013

<http://www.parliament.uk/about/livingheritage/evolutionofparliament/parliamentaryauthority/revolution/overview/actofsettlement/>
Bank of England Act 1694, 14 mars 2013

<http://www.bankofengland.co.uk/about/Documents/legislation/1694act.pdf>
Kallie Szczepanski, The Black Hole of Calcutta, 15 mars 2013

<http://asianhistory.about.com/od/asianhistoryfaqs/f/BlackHoleFAQ.html>
Sugihara, Karou, Notes on the Trade Statistics of British India, 29 mars 2013

<http://www.ier.hit-u.ac.jp/COE/Japanese/Newsletter/No.6.english/SUGI.html>
Fry, Michael, Henry Dundas, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 10 avril 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/8250?docPos=1>
Carson, Penelope, Charles Grant (1746–1823), director of the East India Company and philanthropist, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 13 avril 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/11248?docPos=1>
Rapson, E. J., rev. Katherine Prior, Sir Robert Grant (1780–1838), administrator in India, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 13 avril 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/11284?docPos=1>
Nightingale, Pamela, David Scott, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 13 avril 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/63537?docPos=1>
Richard Jenkins, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 16 avril 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/14733?docPos=2>
Bourne, John Michael, The Civil and Military Patronage of the East India Company, 1784–1858, 1977, University of Leicester, 17 avril 2013, <https://lra.le.ac.uk/handle/2381/8425>

Kuiters, Willem, Alexander Dow, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 26 avril 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/7957?docPos=1>

Rocher, Rosane, Nathaniel Halhed, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 26 avril 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/11923?docPos=1>

Prior, D. L., John Holwell, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 26 avril 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/13622?docPos=3>

Franklin, Michael, J., Sir William Jones, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 26 avril 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/15105?docPos=12>

Trautmann, Thomas, Charles Wilkins, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 26 avril 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/29416>

Anglo-Dutch Wars, 27 avril 2013

http://www.heritagehistory.com/www/heritage.php?Dir=wars&FileName=wars_anglodutch.php, the Anglo-Dutch Wars

Joukovsky, Nicholas, “Thomas Love Peacock”, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 29 mai 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/21681?docPos=1>

Hunt, William, rev. R. S. Simpson, “Edward Strachey”, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 29 mai 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/36335/64296?docPos=1>

Massie, Alastair, James Cockburn, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 7 juin 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/5772?docPos=2>

Martin, G. H., Francis Palgrave, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 14 juin 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/21157?docPos=1>

Wasson, Ellis Archer, Thomas Spring Rice, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 14 juin 2013

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/26179?docPos=1>,

Napoleonic Wars, *Encyclopaedia Britannica*, 24 juin 2013
<http://global.britannica.com/EBchecked/topic/403224/Napoleonic-Wars>

http://www.banglapedia.org/HT/M_0257.HTM, Banglapedia, *National Encyclopedia of Bangladesh*, Mir Qasim, 17 octobre 2013

<http://www.theeastindiacompany.com/index.php/24/remarkable-historical-figures/?iframe=true&width=800&height=400&phpMyAdmin=nuqL7SGICRYlruX3W1VQYbLGvx1>, Elihu Yale, le 25 octobre 2013.

<http://www.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain/content/queen-victoria-becomes-empress-india>, le 7 novembre 2013

Roland Breton, « Marathe Ou Mahrātte Confédération », *Encyclopædia Universalis*, 14 novembre 2013, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/marathe-mahratte>

The Indian Empire and Surrounding Countries, *Imperial Gazetteer of India*, v. 26, Atlas 1909 Edition, India and Surrounding Countries, 15 novembre 2013.
http://dsal.uchicago.edu/reference/gaz_atlas_1909/pager.html?object=08

Martha McLaren, Munro, Sir Thomas, first baronet (1761–1827), *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque Interuniversitaire de la Sorbonne, 24 novembre 2013
<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/19549?docPos=2>,
<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/2161?docPos=6>, Bentinck, 27 mars 2014.
<http://www.carleton.ca/history/wp-content/uploads/Extract-from-Wright-for-Mar-11-talk.pdf>,
 1er mai 2014.
<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/6651?docPos=1>, 13 mai 2014.
<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/27716?docPos=1>, 15 mai 2014.

John Stuart Mill, Mill's Minute on the Black Acts, 1836, *Victorian Web*, 23 mai 2014
<http://www.victorianweb.org/philosophy/mill/blackact.html>

1833 Charter Bill, Hansard, 25 avril 2014
http://hansard.millbanksystems.com/commons/1833/jul/10/east-india-companys-charter#column_504

Richard Melson, Bengal Famine 1770, Cambridge Forecast, 20 septembre 2014
<http://www.cambridgeforecast.org/MIDDLEEAST/BENGAL.html>

Andrew Bell (1753-1832), éducateur britannique connu pour son école mutuelle. Joseph Lancaster (1778-1838) crée une école élémentaire privée destinées aux pauvres, en ligne, 22 juillet 2016.

http://fr.m.wikipedia.org/wiki/Andrew_Bell/Joseph_Lancaster.

Les Jungs de Hyderabad de 1720 à 1948, 15 février 2017

https://en.wikipedia.org/wiki/Dinkar_Rao, https://en.wikipedia.org/wiki/Salar_Jung_family

Prior, Katherine, John Fryer Thomas (1797–1877), East India Company servant, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 12 janvier 2015 <http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/12587?docPos=1>

Lord Ellenborough on *Coolies*, 10 mai 2016.

http://hansard.millbanksystems.com/lords/1838/jul/19/government-of-india#S3V0044P0_18380719_HOL_8

Turnbull, C. M., John Crawford (1783–1868), orientalist and colonial administrator, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 21 mai 2016, <http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/6651?docPos=1>

Williams, W. R., Vernon Smith, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 9 juin 2016

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/25898>

Howlett, David, Lord Dalhousie, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 14 juin 2016

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/23088?docPos=4>

Disraeli, Benjamin on British India, Hansard, 17 juin 2016

http://hansard.millbanksystems.com/commons/1857/jul/27/motion-for-papers#column_444

Le code pénal indien, en ligne, 13 juin 2016

http://www.supremecourtfindia.nic.in/speeches/speeches_2008/abu_dhabi__as_delivered.pdf

Keene, H. G., The Marquess of Tweeddale, cf. George Hay, general lieutenant, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 juillet 2016,

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/12721?docPos=6>

Prior Katherine, George F. Harris, colonial governor, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 juillet 2016

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/12390?docPos=2>

Bernard, J. H., H. Dickinson, missionnaire, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 juillet 2016

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/32817?docPos=3>

Arbuthnot, A. J., Walter Elliot, fonctionnaire et archéologue de l'EIC, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 juillet 2016

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/8670?docPos=1>

Disraeli's Full Speech on the Revolt of 1857 and its causes, 25 juillet 2016

Benjamin Disraeli, <http://hansard.millbanksystems.com/commons/1857/jul/27/motion-for-papers#column>

Disraeli's Government: 1874-1880, Past Prime Ministers, Gov.UK, 26 juillet 2016

<https://www.gov.uk/government/history/past-prime-ministers/benjamin-disraeli-the-earl-of-beaconsfield>

La *Dharma Sabha*, 27 juillet 2016.

http://www.indianetzone.com/37/hindu_dharma_sabha_indian_renaissance_british_india.htm

Marshall, P. J., Sir George Hilaro Barlow, first baronet (1763–1846), acting governor-general of Bengal, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 8 août 2016

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/1433?docPos=1>

Stephens, H. M., rev. Roger T. Stearn, William Dowdeswell (1760–1828), army officer and art collector, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 8 août 2016

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/7960?docPos=2>

Pilgrim tax history

<http://odisha.gov.in/e-magazine/Orissareview/2014/Jan/engpdf/62-69.pdf>, 11 août 2016.

Kaye, John William, *Christianity in India*.

<https://archive.org/details/christianityini00kayegoog>, 9 septembre 2016

Prior, D. L., John Holwell, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 29 septembre 2016

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/13622?docPos=2>

Youtube video on the Mutiny

<https://www.youtube.com/watch?v=2owPRaYbxWw>, 10 octobre 2016

Nana Sahib, 23 octobre 2016

<https://www.britannica.com/biography/Nana-Sahib>

Petition against the Abolition of the EIC, 14 mars 2017

<http://hansard.millbanksystems.com/commons/1858/feb/09/the-east-india-companys-petition>

Sykes, W. H., India Disarmament Despatch, East India House, 30 August 1858.

http://www.eastindiacompany.amdigital.co.uk.janus.biu.sorbonne.fr/Documents/Images/BL_IOR_B_246/576/BL_IOR_B_246/0, le 20 mars 2017.

Russell, Lord John's debate of June 14th 1858 on the election of Members of the Council of India, 23 mars 2017

http://hansard.millbanksystems.com/commons/1858/jun/14/committee-fifth-resolution#S3V0150P0_18580614_HOC_20

Viscount Palmerston's Speech of the 25th of June 1858 in the House of Commons on the abolition of EIC, en ligne, 23 mars 2017

http://hansard.millbanksystems.com/commons/1858/jun/25/committee-1#S3V0151P0_18580625_HOC_147

http://www.history.ac.uk/makinghistory/resources/articles/imperial_post_colonial_history.html, Stephen Howe, University of Bristol, The Institute of Historical Research, The University of London, 2008.

Le débat du colonel Sykes sur la dissolution de la Compagnie, daté du 18 février 1858, en ligne, 7 mai 2017

http://hansard.millbanksystems.com/commons/1858/feb/18/adjourneddebate-third-night#S3V0148P0_18580218_HOC_31

Proclamation by the Queen in Council to the Princes, Chiefs, and People of India (published by the Governor-

General at Allahabad, November 1st 1858, East India Proclamations, en ligne, 30 mai 2017

<http://www.csas.ed.ac.uk/mutiny/confpapers/Queen%27sProclamation.pdf>

Le siège de Delhi, *Encyclopedia Britannica*, en ligne, 17 juillet 2017

<https://www.britannica.com/event/Siege-of-Delhi>

Thomas, William, Thomas Babington Macaulay, Baron Macaulay (1800–1859), *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 1^{er} septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/17349>

Portrait of T. B. Macaulay, 22 juillet 2017

<https://www.britannica.com/biography/Thomas-Babington-Macaulay-Baron-Macaulay>

Factory Acts: 1833, National Archives, en ligne, 28 juillet 2017

<http://www.nationalarchives.gov.uk/education/resources/1833-factory-act/>

1657 Charter of the East India Company, Charters of the East India Company with related documents: the 'parchment records', India Office Records (British Library), 1^{er} septembre 2017

<http://discovery.nationalarchives.gov.uk/details/r/16e42ef9-0b6c-4f6e-acb6-27cac99de0b4>

Map of British India, J. G. Bartholomew and Sons, *The Imperial Gazetteer of India*, 1909, Oxford University Press

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:British_Indian_Empire_1909_Imperial_Gazetteer_of_India.jpg

Indian National Congress and Muslim League :

<http://www.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain/content/indian-national-congress>

Muslim League: <https://www.britannica.com/topic/Muslim-League>, 14 septembre 2017

Bowen, H. V., Robert Clive, first Baron Clive of Plassey (1725–1774), army officer in the East India Company and administrator in India, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, le 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/5697?docPos=7>

Portrait de Robert Clive, *National Portrait Gallery*, 22 septembre 2017

<http://www.npg.org.uk/collections/search/portraitLarge/mw01349/Robert-Clive-1st-Baron-Clive?LinkID=mp00927&search=sas&sText=Robert+Clive&role=sit&rNo=2>

P. J. Marshall, Warren Hastings (1732–1818), governor-general of Bengal, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/12587?docPos=1>

Bayly, C. A. and Katherine Prior, Charles Cornwallis, first Marquess Cornwallis (1738–1805), governor-general of India and lord lieutenant of Ireland, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/6338?docPos=5>

Portrait de Charles Cornwallis, *National Portrait Gallery*, 22 septembre 2017

<http://www.npg.org.uk/collections/search/portraitLarge/mw01483/Charles-Cornwallis-1st-MarquessCornwallis?LinkID=mp01033&search=sas&sText=Charles+Cornwallis&role=sit&rNo=0>

Bayly, C. A., Richard Wellesley, Marquess Wellesley (1760–1842), governor-general of Bengal, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/29008?docPos=10>

Portrait de Richard Wellesley, Marquess Wellesley (1760–1842), *National Portrait Gallery*, 22 septembre 2017

[http://www.npg.org.uk/collections/search/portraitLarge/mw08026/Richard-Colley-Wellesley-](http://www.npg.org.uk/collections/search/portraitLarge/mw08026/Richard-Colley-Wellesley-Marquess-)

[Wellesley?LinkID=mp04750&search=sas&sText=Richard+Wellesley&role=sit&rNo=0](http://www.npg.org.uk/collections/search/portraitLarge/mw08026/Richard-Colley-Wellesley-Marquess-?LinkID=mp04750&search=sas&sText=Richard+Wellesley&role=sit&rNo=0)

Martha McLaren, Sir Thomas Munro, first baronet (1761–1827), army officer in the East India Company and administrator in India, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/19549?docPos=2>

Sir Thomas Munro, first baronet (1761–1827), *National Portrait Gallery*, 22 septembre 2017

<http://www.npg.org.uk/collections/search/portraitLarge/mw200642/Sir-Thomas-Munro-1st-Bt?LinkID=mp03221&search=sas&sText=Thomas+Munro&role=sit&rNo=1>

Frykenberg, Robert Eric, Sir John Malcolm (1769–1833), diplomatist and administrator in India, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/17864?docPos=3>

Portrait de Sir John Malcolm (1769–1833), diplomatist and administrator in India, *National Portrait Gallery*, 22 septembre 2017

[http://www.npg.org.uk/collections/search/portraitLarge/mw37893/Sir-John-](http://www.npg.org.uk/collections/search/portraitLarge/mw37893/Sir-John-Malcolm?LinkID=mp02924&search=sas&sText=John+Malcolm&role=sit&rNo=2)

[Malcolm?LinkID=mp02924&search=sas&sText=John+Malcolm&role=sit&rNo=2](http://www.npg.org.uk/collections/search/portraitLarge/mw37893/Sir-John-Malcolm?LinkID=mp02924&search=sas&sText=John+Malcolm&role=sit&rNo=2)

Bayly, C. A., Mountstuart Elphinstone (1779–1859), administrator in India, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/8752?docPos=16>

Bayly, C. A., Charles Theophilus Metcalfe, Baron Metcalfe (1785–1846), colonial governor, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 22 septembre 2017.

<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/18617?docPos=2>

Charles T. Metcalfe, Baron Metcalfe, British colonial official, *Encyclopædia Britannica*, 22 septembre 2017

<https://www.britannica.com/biography/Charles-T-Metcalfe-Baron-Metcalfe>

Portrait de Theophilus Metcalfe, Baron Metcalfe, *National Portrait Gallery*, 22 septembre 2017

<http://www.npg.org.uk/collections/search/portraitLarge/mw07679/Charles-Theophilus-Metcalf-1st-Baron-Metcalf?LinkID=mp05579&search=sas&sText=Charles+Metcalf&role=sit&rNo=0>
Prior, Katherine, Henry St George Tucker (1771/2–1851), East India Company servant, *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 23 septembre 2017
<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/27789?docPos=1>
V. E. Chancellor, Joseph Hume (1777–1855), *Oxford Dictionary of National Biography*, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, 25 septembre 2017,
<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/14148?docPos=2>
Général James Neill, Forgotten and unforgiven "butcher of Allahabad"
en ligne, 28 septembre 2017,
<http://navrangindia.blogspot.fr/2016/08/james-george-smith-neill-butcher-of.html>

Colloques internationaux et séminaires

Markovits, Claude, « La Company Raj en Inde : une chronologie impériale décalée ? », Colloque international : 'Les périodisations de l'histoire des mondes britanniques', à l'université Paris Diderot, « Mondes Britanniques », 23-24 Novembre 2012.

Pitts, Jennifer, IHR Seminar on 'Uniformity, Difference and Hierarchy in the Context of Empire: Bentham's 'Place and Time'', Séminaire franco-britannique, Maison de la Recherche, Université de la Sorbonne, 2011-2012.

Taylor, Miles, « Queen Victoria and India », Colloque international : le 2 avril 2014 « Power and Counter-Power » à l'Université de Tunis 9 Avril, Tunisie.

ANNEXES

Annexe 1

PROCLAMATION by the QUEEN IN COUNCIL to the PRINCES,
CHIEFS, and PEOPLE of INDIA (published by the GOVERNOR-GENERAL at
ALLAHABAD, November 1st, 1858).

VICTORIA, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the Colonies and Dependencies thereof in Europe, Asia, Africa, America, and Australasia, Queen, Defender of the Faith.

Whereas, for divers weighty reasons, We have resolved, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in Parliament assembled, to take upon Ourselves the Government of the Territories in India heretofore administered in trust for Us by the Honorable East India Company :

Now, therefore, We do by these Presents notify and declare that, by the advice and consent aforesaid, We have taken upon Ourselves the said Government ; and We hereby call upon all Our Subjects within the said Territories to be faithful, and to bear true Allegiance to Us, Our Heirs, and Successors, and to submit themselves to the authority of those whom We may hereafter, from time to time, see fit to appoint to administer the Government of Our said Territories, in Our name and on Our behalf :

And We, reposing especial trust and confidence in the loyalty, ability, and judgment of Our right trusty and well beloved Cousin and Councillor, Charles John Viscount Canning, do hereby constitute and appoint him, the said Viscount Canning, to be Our first Viceroy and Governor-General in and over Our said Territories, and to administer the Government thereof in Our name, and generally to act in Our name and on Our behalf, subject to such Orders and Regulations as he shall, from time to time, receive from Us through one of Our Principal Secretaries of State :

And We do hereby confirm in their several Offices, Civil and Military, all Persons now employed in the Service of the Honorable East India Company, subject to Our future pleasure, and to such Laws and Regulations as may hereafter be enacted.

We hereby announce to the Native Princes of India that all Treaties and Engagements made with them by or under the authority of the Honorable East India Company are by Us accepted, and will be scrupulously maintained ; and We look for the like observance on their part.

We desire no extension of Our present territorial Possessions ; and while We will permit no aggression upon Our Dominions or Our Rights, to be attempted with impunity, We shall sanction no encroachment on those of others. We shall respect the Rights, Dignity, and Honour of Native Princes as Our own ; and We desire that they, as well as Our own Subjects, should enjoy that Prosperity and that social Advancement which can only be secured by internal Peace and good Government.

We hold Ourselves bound to the Natives of Our Indian Territories by the same obligations of Duty which bind Us to all Our other Subjects ; and those Obligations, by the Blessing of Almighty God, We shall faithfully and conscientiously fulfil.

Firmly relying Ourselves on the truth of Christianity, and acknowledging with gratitude the solace of Religion, We disclaim alike the Right and the Desire to impose our Convictions on any of Our Subjects. We declare it to be Our Royal Will and Pleasure that none be in any wise favored, none molested or disquieted by reason of their Religious Faith or Observances ; but that all shall alike enjoy the equal and impartial protection of the Law : and We do strictly charge and enjoin all those who may be in authority under Us, that they abstain from all interference with the Religious Belief or Worship of any of Our Subjects, on pain of Our highest Displeasure.

And it is Our further Will that, so far as may be, Our Subjects, of whatever Race or Creed, be freely and impartially admitted to Offices in Our Service, the Duties of which they may be qualified, by their education, ability, and integrity, duly to discharge.

We know, and respect, the feelings of attachment with which the Natives of India regard the Lands inherited by them from their Ancestors ; and We desire to protect them in all Rights connected therewith, subject to the equitable demands of the State ; and We will that generally, in framing and administering the Law, due regard be paid to the ancient Rights, Usages, and Customs of India.

We deeply lament the evils and misery which have been brought upon India by the acts of ambitious Men, who have deceived their Countrymen, by false reports, and led them into open Rebellion. Our Power has been shewn by the Suppression of that Rebellion in the field; We desire to shew Our Mercy, by pardoning the Offences of those who have been thus misled, but who desire to return to the path of Duty.

Already in one Province, with a view to stop the further effusion of blood, and to hasten the Pacification of Our Indian Dominions, Our Viceroy and Governor-General has held out the expectation of Pardon, on certain terms, to the great majority of those who, in the late unhappy Disturbances, have been guilty of Offences against our Government, and has declared the Punishment which will be inflicted on those whose Crimes place them beyond the reach of forgiveness. We approve and confirm the said act of Our Viceroy and Governor-General, and do further announce and proclaim as follows:—

Our Clemency will be extended to all Offenders, save and except those who have been, or shall be, convicted of having directly taken part in the Murder of British Subjects. With regard to such, the Demands of Justice forbid the exercise of mercy.

To those who have willingly given asylum to Murderers, knowing them to be such, or who may have acted as leaders or instigators in Revolt, their lives alone can be guaranteed; but in apportioning the Penalty due to such Persons, full consideration will be given to the circumstances under which they have been induced to throw off their allegiance; and large indulgence will be shewn to those whose Crimes may appear to have originated in too credulous acceptance of the false reports circulated by designing Men.

To all others in Arms against the Government, We hereby promise unconditional Pardon, Amnesty, and Oblivion of all Offence against Ourselves, Our Crown and Dignity, on their return to their homes and peaceful pursuits.

It is Our Royal Pleasure that these Terms of Grace and Amnesty should be extended to all those who comply with their Conditions before the First Day of January next.

When, by the Blessing of Providence, internal Tranquillity shall be restored, it is Our earnest Desire to stimulate the peaceful Industry of India, to promote Works of Public Utility and Improvement, and to administer its Government for the benefit of all Our Subjects resident therein. In their Prosperity will be Our Strength; in their Contentment Our Security; and in their Gratitude Our best Reward. And may the God of all Power grant to Us, and to those in authority under Us, Strength to carry out these Our Wishes for the good of Our people.

Annexe 2 : Les *Thugs*

List of the heads of the Thug Families who occupied the Villages of the two Purgunnas of Sindouse and Sursae, in the Delta of the Sind and Roovaree Rivers, and near their confluence as they enter the Jamna.

Nos.	Names.	Birth.	Cast.	Residence.	Remarks by Captain Sleeman, Nov. 1835.
1	Hitelee, Jemadar,	Son of Chinsoo,..	Brahmin Pandé,	In the division of Laljees in the Town of Sindouse.	Died at Borhaapere on a Thug expedition : had no sons.
2	Ghansiam Jemadar,	Ditto,	Ditto,	Ditto,	Died at home : had two sons, Gopee and Bhimlae, both died without issue.
3	Dorjun Jemadar,	Ditto,	Ditto,	Ditto,	Died at home, had five sons—1st, Mahasook, died at home, and his son, Mungul, transported from Saugor 1832; 2d, Kimhar, executed at Muthura by Sindheea; 3d, Kothee alias Sontokerae, died without issue; 4th, Hurchund, died without issue; 5th, Nungoo, died without issue.

Nos.	Names.	Birth.	Cast.	Residence.	Remarks by Captain Sleeman, Nov. 1835.
4	Punchum Jemadar,	Son of Heera,....	Brahmin, Pa- choree,.....	In the division of Laljees in the Town of Sindouse,	Died at home : had five sons—Hutelee, hung at Saugor 1833; Chiddee, transported 1833; Gomance, transported 1834; Dorugna, hung 1830; Kohman, died at home.
5	Gokul Jemadar,	Lohar,.....	Ditto,	Died at home : had four sons—Dorgha, died at Kotah on a Thug expedition; Baljoo, died at Gwallor; Gunooa, died in the Duckun on a Thug expedition; Birghan, died on a Thug expedition.
6	Himmut Jemadar,	Son of Kishendas,	Brahmin,	Ditto,	Died at home: had three sons—Ajubee, hung at Saugor 1832; Nungooa, died at home; Budae, hung at Saugor 1832.
7	Madhoo Jemadar, Dandewur, ..	Son of Zore,	Brahmin,	Ditto,	Died on a Thug expedition : had two sons—Keerut, died at home; Madhoo, died on a Thug expedition, left one son; Dhurumpaul, died in the Jubulpore Jail.

8	Ruttun Jemadar, Dandewur, ..	Son of Mandhata, ..	Ditto,	Ditto,	Died at home : had two sons—Tunta, who died at home; Jychund, adopted, died in the Saugor Jail, and left a son, Jowahir, now in the Saugor Jail.	
9	Bikhhban Jemadar,	Son of Doorga, ..	Ditto,	Tuhngoria, ..	Ditto,	Died at home: had one son, Esure Jemadar, who is still at large on Thuggee, offer of two hundred rupees for his apprehension.
10	Newazee,	Brahmin,	Kunojea, ..	Ditto,	Died at home : had four sons—Munsook, who died at home and left a son; Mundhata, hung at Saugor 1833; Punchum, died at home, leaving six sons; Chunderbhan, died on a Thug expedition; Pukholee, hung at Saugor; Jowahir, died at home; Odeebhan, hung in Khandeish 1830; Moollooa, died at home; Sixth died at home; Jeswand, 3d son, died on a Thug expedition, leaving four sons; Deokee, dead; Nowul, dead; Bukut, dead; Surawun, at large, on Thuggee, offer of two hundred rupees for him; 4th son, Subsook, died on a Thug expedition.

Annexe 3 : Abolition de la taxe sur le pèlerinage hindou

FORT WILLIAM,
LEGISLATIVE DEPARTMENT,
THE 2D MARCH, 1840.

The following Draft of a proposed Act was read in Council for the first time on the 2d of March, 1840.
Act No. — of 1840.

An Act for the abolition of certain Pilgrim Taxes and for the superintendence of the Temple of Juggernath.

I. Whereas it is considered proper to abolish the exaction of all taxes or fees upon pilgrims resorting to Allahabad, Gya, and Juggernath, and to transfer the charge of the affairs of the Juggernath Temple exclusively to a competent Hindoo Superintendent, under a full responsibility to the established Courts of Justice, for the redress of any violence or wrong, upon the application of any party interested,

It is hereby enacted, that so much of Section 31, Regulation XII of 1805, as provides for the continuance of the duties levied from Pilgrims at Juggernath;

So much of Section 4, Regulation XXVII of 1793 as provides for the continuance of the duties levied on Pilgrims at Gya and other places of Pilgrimage;

Reg IV of 1806;
Reg V of 1806;
Sec. 9, Reg. VI of 1808;
Reg IV of 1809;
Sec. 4, Reg. IV of 1810;
Reg XI of 1810, and
Reg XVIII of 1810,

are repealed.

II. And it is hereby enacted, that the superintendence of the Temple of Juggernath, and its interior economy, the conduct and management of its affairs, and the control over the Priests, Officers, and Servants attached to the Temple, shall continue vested in the Rajah of Khoorda for the time being; provided always that the said Rajah, and all persons connected with the said Temple shall on all occasions be guided by the recorded rules and institutions of the Temple, or by ancient and established usage, so far as the same may be consistent with the Provisions of this Act.

III. And it is hereby enacted, that the said Rajah of Khoorda shall not receive or allow to be received by any person connected with the said Temple, any payment, other than such voluntary donations as may be freely offered, from any person resorting to the said Temple, for the performance of religious ceremonies.

IV. And it is hereby declared and enacted, that the said Rajah, and all Priests, Officers, and Servants attached to the said Temple, are and shall be liable to be sued or prosecuted by any party interested, in any Civil or Criminal Court of competent jurisdiction, for any breach of trust, or official misfeasance, committed in the conduct of their duties, or for any extortion or illegal violence exercised upon pilgrims or others under color of the authority conveyed by this Act.

Ordered, that the Draft now read be published for general information.

Ordered, that the said Draft be re-considered at the first Meeting of the Legislative Council of India after the 14th day of April next.

T. H. MADDOCK,
Secy to the Govt. of India.

Act. No. X of 1840.

Passed by the Right Honourable the Governor General of India in Council on the 20th April, 1840.

An Act for the abolition of certain Pilgrim Taxes and for the superintendence of the Temple of Juggernath.

I. *Whereas it is considered proper to abolish the exaction of all taxes or fees upon Pilgrims resorting to Allahabad, Gya, and Juggernath, and to transfer the charge of the affairs of the Juggernath Temple exclusively to a competent Hindoo Superintendent, under a full responsibility to the established Courts of Justice, for the redress of any violence or wrong, upon the application of any party interested;*

It is hereby enacted, that so much of Section 31, Regulation XII of 1805, as provides for the continuance of the duties levied from Pilgrims at Juggernath;

So much of Section 4, Regulation XXVII of 1793 as provides for the continuance of the duties levied on Pilgrims at Gya and other places of Pilgrimage;

XXVII

a. Les missionnaires et l'éducation indienne

180

the population of India, that a man may have some urgent business to call him suddenly elsewhere, and thus cause him to neglect his suit.

2. But it sometimes happens, that a man wilfully neglects his suit, to retain the power of annoying the opposite party by bringing it forward again. A case of this sort occurred, the Moonsiff of Chattramow. The claim was nominally for a piece of ground; in reality it arose from unjustifiable bigotry on the part of the plaintiffs who wished to prevent the erection of a mosque in their village. They had first preferred the case in the Magistrate's Court, on its being thrown out there sued in the Civil Court for the ground on which the mosque was being erected. The plaintiff having filed his suit took no further means of prosecuting it beyond making excuses to the Moonsiff to prevent its being nussed. The defendant represented the nature of the case, stating that he knew it to be the plaintiff's intention to proceed in this way as long as he was allowed, and that as soon as the cause should be nussed, plaintiff would file it again; and so on as often as he was allowed, in order to prevent the erection of the mosque; and praying that as he was ready to file his proofs, the case might proceed to a decision. This being a case not provided for in the regulations; the Moonsiff was informed that after serving a notice to that effect on the plaintiff, if the latter still neglected his suit, he (the Moonsiff) was at liberty to decide on the merits of the case, instead of merely nussing; such being obviously according to justice. It should be observed, that although the real ground of dispute, the prevention of the erection of the mosque, was brought forward in the Magistrate's Court; plaintiff in the Civil suit made no allusion to it, simply advancing a claim to the ground.

3. Two cases of a similar nature occurred in the Judge's Court of Purnuckabad. One, No. 24,193, Natoram *ver.* Gunapsaid; the other, No. 24,168, Lokman *ver.* Chedunne Lall. Some specific enactment on this head appears expedient. (To be continued.)

Original Correspondence.

NATIVE EDUCATION.

To the Editors of the Friend of India.

SIR,—All those who feel any interest in the question of Native Education must, I presume, have read with attention, the printed report of what took place at the recent biennial meeting of the School Book Society held at the Town Hall, on the 2d of May.

So interesting and instructive a discussion has never yet transpired—if it has occurred—in India, upon this topic; for, whatever the Education Committee are pleased to say and do in communication with Government, they say and do in secret, for reasons best known to themselves! Wherefore this secrecy? And why should Sir E. Ryan be reduced to congratulate the public upon the casual disclosure of the proceedings of that Committee on the present occasion? If there be any matter which publicity might benefit more than another, it is this one of Native Education, in the present divided state of opinion as to the expediency or otherwise of the primary steps required to be taken for the most effectual advancement of the cause.

The question itself is the largest and most general that can be proposed for human consideration; and, as it occurs to us in India, it is certainly perplexed with extraordinary difficulties.

Neither the Government, nor its immediate servants at Calcutta, have the requisite leisure to deal fully and fairly with so large and so difficult a topic. And, if they possessed that leisure, they would still want, as a basis of their consultations, the authentic sentiments of the more able portion of the community, European and Native, upon various important points. Momentary consideration, by the former, without any general or formal consultation with the latter, is, however, the *status quo* of the investigation, up to the present hour. Accordingly, we find the School Book Society entertaining all sorts of notions respecting the most efficient method of procedure; whilst similar discordancy of opinion in the Education Committee has only been silenced by the summary process of ejection: for such I consider the compulsory retirement therefrom of Messrs.

THE FRIEND OF INDIA.

Maensigten and Prinsep. Does it argue well for the cause when such men so retreat from its support? And when Government, instead of requiring or suffering the parties to deliberate more fully, with the aid of authentic reports from the Provinces, quashes the discussion by a mere act of authority?

The debate in the Committee, it now appears, was not allowed to go the length of enabling the disputants to understand each other; Messrs. Maensigten and Prinsep still object to the exclusive patronage of English; and Messrs. Malkin and Cameron still retort by ridiculing the absurdity of patronising Sanskrit and Arabic; each party denying that the other rightly interprets its sentiments! Turning, again, to the state of opinion in the School Book Society, we see Sir Edward Ryan felicitating the public on the spread of English, and Messrs. Adam and Lacroix lamenting the total neglect of the vernaculars. And whilst some members among the vernacularists, advocate the superior utility of Hindoo, others claim the preference for Hindoothane. Sir Edward Ryan, in reporting progress during the past two years, states with exultation, that 30,000 English books had been distributed in that period; and Mr. Adam, who has just returned from a tour of inspection of the native schools, avers that in those schools, the books of the Society are, either wholly unknown, or regarded merely as useless objects of curiosity. Sir B. Malkin and Mr. Cameron affirm, that 'the vernaculars have always been a primary object with the Committee;' whilst the report of the School Book Society, whence that Committee derive the works they cause to be taught, and learnt, does not exhibit a *tythe* of the English books printed, as having been printed in any vernacular language of the country. And Mr. Lacroix, the accuracy of whose information is undoubted, adds that the students in our English schools are ill versed in, or wholly ignorant of, their own tongue!!!

I think you will allow, with every impartial man, that such a state of things as above delineated, calls loudly for amendment; and that no catholic remedy can be suggested but the following. Let the more neutral members of the Education Committee and of the School Book Society meet and draw up a series of questions to be circulated among the heads of departments, with a request that the latter will associate with themselves such individuals of the European and Native communities as take an interest in the matter, and, in concurrence with them, furnish replies to the questions: the questions to be so framed as to elicit the inclination and the judgment of both communities respecting the several points raised by the Calcutta debates.

Until these preliminary doubts and difficulties are thus removed, it is quite vain to look for such a hearty and general co-operation with the measures of the Education Committee and School Book Society, as can alone give substantial effect to those measures. I repeat that neither the Government, nor those distinguished persons immediately connected with it, who now direct the Educational concerns of the country, have the requisite leisure for fully considering the numberless phases of so general and intricate a matter. And, that they must be more or less than men if they are insensible to the want of authentic data whereon to ground a sound judgment. Let them seek, then, the sentiments, authentically expressed, of the European and Native communities, by such a course of proceeding as I have suggested; and they may be assured that they will thus be enabled to carry those communities, to some considerable degree, along with them, to procure funds more adequate to the occasion, and such counsel and advice as shall enable them to turn those funds to the best account. Colonel Beeson advises some such course of proceeding as I have indicated, in order to ascertain whether Oordoo or Hindee be the preferable organ of instruction for the Western Provinces. I approve the proposition so far as it goes;

but it falls infinitely short of the mark which the Committee and the Society should aim at hitting. National Education is, pre-eminently, a national concern; and it should, I conceive, be the chief aim of the Committee and Society, to give it as popular and as diffusive a character as possible; and to chalk out such a path for the people as the people generally—shall and not merely the office-hunting tribe of them—shall be found, on careful enquiry, most able and most willing to follow. Into that willingness and *that* ability I call for general, impartial, and authentic investigation; call for reasons of expediency, all of which for a thousand reasons of instruction should be European science. I know not what may be the exact extent of the preference which the leading members of the Committee conceive due to the English language; but I do know that they rest that preference, be it more or less, upon extraordinary grounds; for they have just assigned those grounds. To wit, the report of the School Book Society's meeting states, that Sir B. Malkin and Mr. Cameron avowed themselves the supporters of the system of instructing the Natives in English; because "the people had *always* been indebted for knowledge to a foreign medium; and, surely, it that were still to be the case, English was entitled to the preference over Sanskrit, Arabic and Persian."

Granted at once: but are the latter languages the only ones contemplable? Are they contemplable solely as *immediate* and *direct* instruments of Education? And, above all, why that stupendous *if*? Nothing, I conceive, can more forcibly indicate the necessity of enquiry into the general question—what are the best means of communicating European knowledge to the people of India?—than *such* a statement of it, by men so able and so influential. I, for one, am satisfied that the uselessness and the viciousness of oriental learning are to be ascribed, principally, to its *vernacular media*: but I am equally satisfied that all the irresistible arguments from history and reason demonstrative of that conclusion, support the presumption and inference that occidental learning, similarly communicated, would be similarly corrupted!

This, however, by the way, and merely as an indication of the ultimate necessity of deep reflection, as well as of a present store of well-ascertained facts. I now call merely for the facts for the many urgent, practical, reasons above assigned. And I shall add only that the 'best use of the small funds at present at the disposal of the Committee surely implies, even more clearly than the best use of larger funds, the soundest application of complete and accurate information.

I am, Sirs, your obedient servant,
JUNUS.

To the Editors of the Friend of India.

DEAR SIR,—With reference to the remarks on my former letter contained in your paper of the 24th March, I am induced to crave a further portion of your space and indulgence; feeling assured that you will lend a patient ear even where you may be convinced of extravagance, provided serious and benevolent intention be apparent. Toleration, regarded as a negative principle, is I believe equally dear to us both; the only point on which we have differed is its application as an active one. As it is probable that in almost complete seclusion from European society, frequent intercourse with Hindoo and Moosulman teachers may have in some degree warped my judgment in their behalf, I am most willing, nay anxious to be chastened where my conclusions may exceed the legitimate bounds of religious toleration; but our position here is so unprecedented and fraught with wonder, and the vista now opening before us so dimmed with uncertainty, that the public must be prepared for occasional startling propositions from those who, to accommodate themselves to their new condition, have in a manner

b. Macaulay's Minute on Indian Education

Minute by the Honorable Mr. Macaulay.

As it seems to be the opinion of some of the Gentlemen who compose the Committee of Public Instruction that the course which they have hitherto pursued was strictly prescribed by the British Parliament in 1813, and, as, if that opinion be correct, a legislative act will be necessary to warrant a change, I have thought it right to refrain from taking any part in the preparation of the adverse statements which are now before us, and to reserve what I had to say, on the subject till it should come before me as a member of the Council of India.

It does not appear to me that the Act of Parliament can by any art of construction be made to bear the meaning which has been assigned to it. It contains nothing about the particular languages or sciences which are to be studied, and is set apart "for the revival and promotion of literature, and the encouragement of the learned natives of India, and for the introduction and promotion of a knowledge of the sciences among the inhabitants of the British Territories." It is argued, or rather taken for granted, - that by literature the parliament can have meant only Arabic and Sanscrit literature; that they never would have given the honorable appellation of "a learned native" to a

we have at present no right to the respectable name of a Board
of Public Instruction. We are a board for wasting the public
money - for printing books which are of less value than the
paper on which they are printed was while it was blank -
for giving artificial encouragement to absurd history, absurd meta-
physics, absurd physics, absurd theology - for raising up a breed
of scholars who find their scholarship an incumbrance and
a blemish, who live on the public while they are receiving their
education, and whose education is so utterly useless to them
that, when they have received it, they must either starve or
live on the public all the rest of their lives. Entertaining
these opinions I am naturally desirous to decline all share
in the responsibility of a body, which, unless it alters its
whole mode of proceedings, I must consider not merely as useless,
but as positively noxious. -

February 2^d 1835. -

Signed J. B. Macaulay.

I give my entire concurrence to the senti-
ments expressed in this Minute. -

Signed W. C. Bentinck -

(True copy)

c. La pétition des Musulmans de Calcutta contre l'abolition de la Madrassa

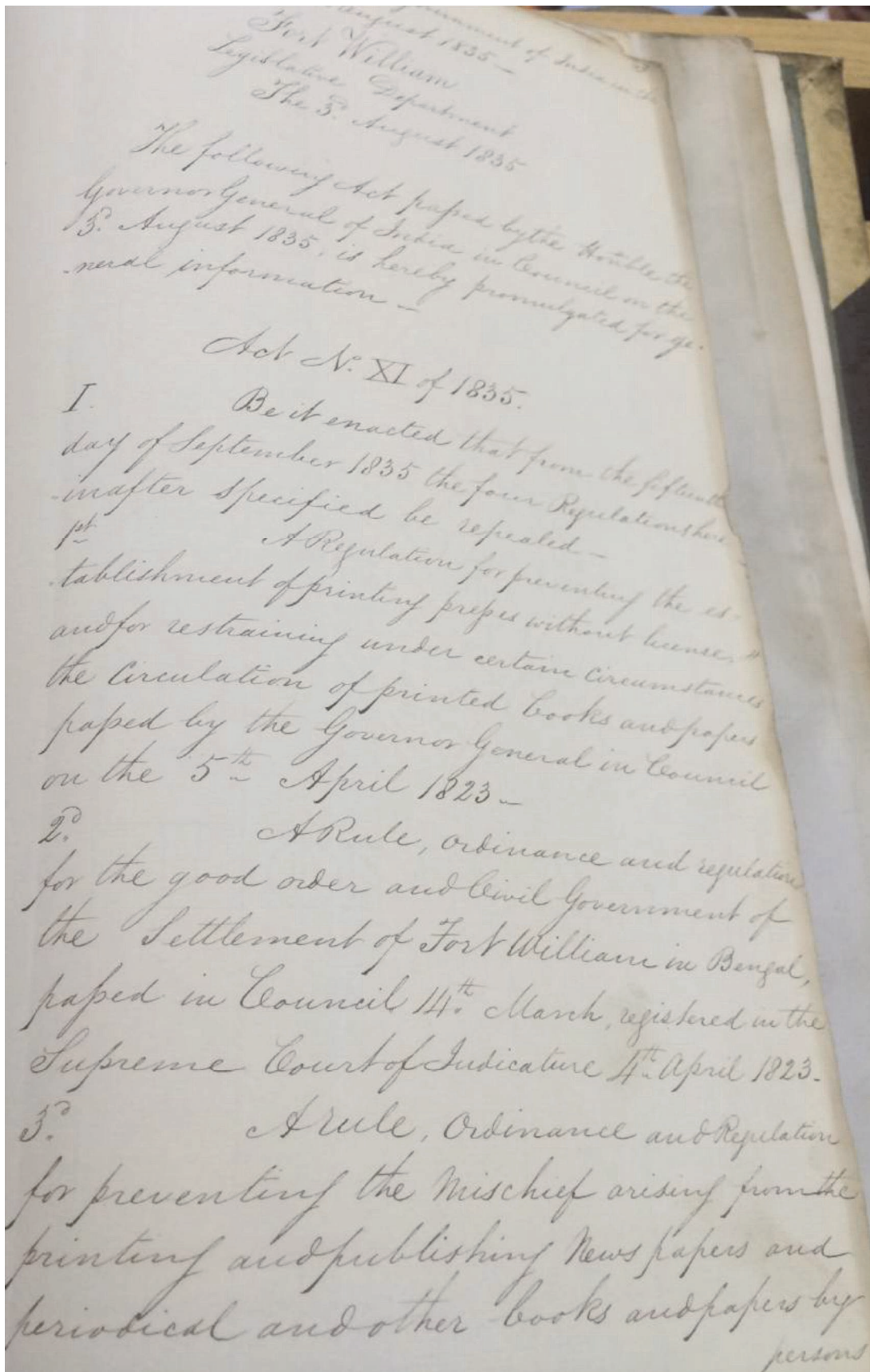
107
The Humble Petition of the
Muslim inhabitants of Bengal
To the Right Honorable the Governor General of India
in Council.
After Compliments,
May it please Your Lordships,
It was the practice of former Governors
with a view to the glory of the countries subject to their rule,
to disseminate various Sciences, and to cultivate the lan-
guages of the different tribes or Classes. The former Kings
of England were especially intent on improving the
condition, and increasing the happiness of all their
subjects which conduced to their own fame and to the
stability of their Government. The British rulers of India
from the time of subduing Bengal and Hindoostan, have
likewise been attentive to the happiness of all their subjects,
including the Musliman population, as is clearly proved
by the institution of the Offices of Cuzee, Mooftees &c. by
founding Madrussas (or Colleges) for the dissemination
of Muslim Science and Literature, wherefore when the
report of the abolition of the Calcutta Madrussa reached
us, we were much astonished and distressed, and being
contrary to the practice of former Governors, and at variance

variance with the principles of our English rulers, we
we at once concluded it was false, as indeed it proved
to be by the letter of the Governor General in Council
dated the 9th March 1835. But in this letter was con-
tained an order that in future a Monthly Stipend should
not be allowed to the Students, and from the perusal of
this, the comfort and consolation we had received were
entirely destroyed because the main design and advan-
tage of a Madrussa are, that each student being free
from the cares and trouble of providing for his daily ex-
penses, and from the annoyance of attending to other mat-
ters, may with comfort apply and devote himself to his
studies, for if the anxiety of providing for daily wants
which is so great an obstacle and hindrance to the
acquisition of knowledge be allowed to exist, then all the
evils consequent on the total abolition of the Madrussa
may be expected to happen; wherefore we have embod-
ied, the grounds on which in our humble opinions the
Stipends to the Students, should be continued, in the
following sections.

First. Ancient Kings from the remotest periods appoint-
ed monthly stipends for the Students of Colleges that they might
pursue their studies in competence and ease, and the rulers of
all Eastern Countries still pursue the same course, such
is the practice at the present day in the Colleges of Turkey
Syria, Egypt, Bokhara, Bussorah, Bagdad & many
others.

convinced that these gentlemen when well aware of the
advantages of a Madrassa will be disposed to con-
tinue and strengthen it but at present our only hope
is in the favour and justice of the Governor General
in Council. May his prosperity be perpetual.

Signed by the Bomsda Raja the
Vakil of the King of Oudh and all
the principal Moosulmans of
Calcutta to the number of upwards
of (18,000,) eighteen thousand.



persons unknown. Passed by the Honorable the
Governor in Council of Bombay on the 2^d day
of March 1825, and registered in the Honorable the
Supreme Court of Judicature at Bombay under
date the 11th of May 1825 -

11th A Regulation for restricting the established
mode of printing presses, and the circulation of
printed books and papers passed by the Governor
of Bombay in Council on the 1st of January
1827 -

II 1st And be it enacted, that after the
said fifteenth day of September 1835 no printed
periodical work whatever, containing public
news or comments on public news, shall be
published within the territories of the East India
Company except in conformity with the rules
hereinafter laid down -

2^d The printer and the publisher of
every such periodical work shall appear
before the Magistrate of the jurisdiction in
which such work shall be published
and shall make and subscribe in duplicate
the following declaration -

"I, A. B. declare that I am the printer
(or publisher, or printer and publisher), of the pe-
riodical work entitled _____ and prin-
ted (or published or printed and published) #
"at _____" And the last blank in this
form of declaration shall be filled up with
a true and precise account of the premises &

where the printing or publication is conducted -
3.
is changed, a new declaration shall be necessary -

II
As often as the printer or the publisher who
shall have made such declaration as is aforesaid, shall
have the territories of the East India Company, or have
declaration from a printer or publisher resident
within the said territories shall be necessary -

III
And be it enacted that whoever
shall print or publish any such periodical
work as is hereinbefore described, without conform-
ing to the rules hereinbefore laid down, or whoever
shall print or publish or shall cause to be printed
or published any such periodical work, knowing
that the said rules have not been observed with
respect to that work, shall, on conviction, be
punished with fine to an amount not
exceeding five thousand Rupees, and impris-
onment for a term not exceeding two years -

IV.
And be it enacted, that each of the
two Originals of every declaration so made and
subscribed, as is aforesaid, shall be authen-
ticated by the signature and official Seal
of the Magistrate before whom the said
declaration shall have been made, and
one of the said Originals shall be deposited
among the records of the Office of the said Magis-
trate, and the other original shall be deposited
among the records of the Supreme Court of
Judicature or other King's Court within
the

the jurisdiction of which the said declaration shall
have been made. And the Officer in charge of each
original shall allow any person to inspect that
original on payment of a fee of one Rupee, and shall
give to any person applying a copy of the said de-
claration attested by the Seal of the Court which
has the custody of the original, on payment of
a fee of two Rupees -

V And be it enacted that in any
legal proceeding whatever, as well civil as cri-
minal, the production of a copy of such a de-
claration as is aforesaid attested by the seal
of some Court empowered by this Act to have
the custody of such declarations shall be held
(unless the contrary be proved) to be sufficient evi-
dence as against the person whose name &
shall be subscribed to such declaration that
the said person was printer, or publisher or
printer and publisher (according as the words
of the said declaration maybe) of every portion
of every periodical work whereof the title shall
correspond with the title of the periodical
work mentioned in the said declaration -

VI Provided always that any person, who
may have subscribed any such declaration
as is aforesaid and who may subsequently cease
to be the printer or publisher of the periodical
work mentioned in such declaration, &
may appear before any Magistrate and
make and subscribe in duplicate the fol-
lowing

following declaration -

I, A. B. declare that I have ceased to be
the printer (or publisher, or printer and publisher)
of the periodical work entitled _____
each original of the latter declaration shall be
authenticated by the signature and seal of the Ma-
gistrate before whom the said latter declaration
shall have been made, and one original of the
said latter declaration shall be filed along with
each original of the former declaration, and the officer
in charge of each original of the latter declaration
shall allow any person applying to inspect that
original on payment of a fee of one Rupee, and
shall give to any person applying a copy of the said
latter declaration attested by the seal of the said
Magistrate, having custody of the original, on payment of a
fee of two Rupees: and in all trials in which a
copy attested as is aforesaid, of the former declara-
tion, shall have been put in evidence, it shall be
lawful to put in evidence a copy attested as is
aforesaid, of the latter declaration - and the former
declaration shall not be taken to be evidence that
the declarant was, at any period subsequent to
the date of the latter declaration, printer or publisher
of the periodical work therein mentioned -

VII. And be it enacted, that every
book or paper printed after the said fifteenth day
of September 1835 within the territories of the East
India Company, shall have printed legibly on it,
the name of the printer and of the publisher, and
the

the place of printing and of publication, and who
shall print or publish any book or paper o-
therwise than in conformity with this rule, &
shall on conviction, be punished by fine to an
amount not exceeding five thousand Rupees,
and by imprisonment for a term not exceeding
two years -

VIII. And be it enacted that after the
said fifteenth day of September 1835 no person
shall, within the Territories of the East India
Company keep in his possession any press for the
printing of books or papers who shall not have
made and subscribed the following declara-
tion before the Magistrate of the jurisdiction in
wherem such press may be and whoever shall
keep in his possession any such press without making
such a declaration, shall on conviction, be pu-
nished by fine to an amount not exceeding five
thousand Rupees, and by imprisonment for a
term not exceeding two years -

IAB declare that I have a press for printing
at _____ And this last blank shall be
filled up with a true and precise description
of the premises where such press may be -

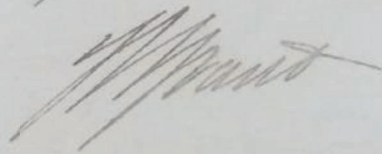
IX. And be it enacted, that any per-
son who shall, in making any declaration
under the Authority of this Act, knowingly af-
firm an untruth, shall, on conviction thereof,
be punished by fine to an amount not ex-
ceeding five thousand Rupees, and imprison-
ment -

imprisonment for a term not exceeding two
years -

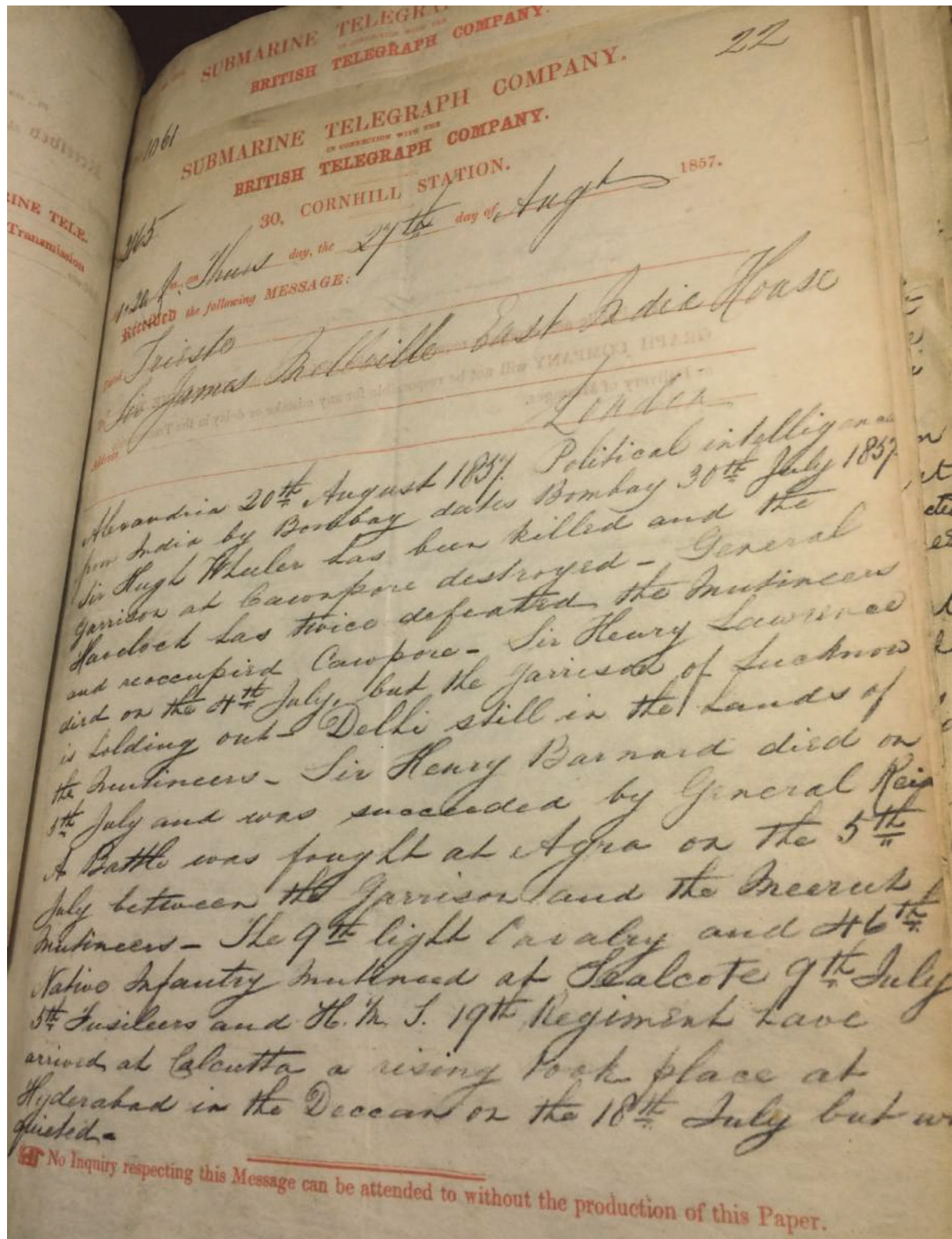
Signed W. H. Macnaghten
Secy to Govt. of India

Ordered that the Superintendent of the Bengal
Military Orphan Press be requested to insert the
foregoing Act in the next three regular Cal-
cutta Gazette for general information -
Ordered also that the Superintendent of the
Bengal Military Orphan Press be requested to
print 500 copies of the above Act for distri-
bution -

/ True Extract



Dy. Secy to the Govt. of India



SUBMARINE TELEGRAPH COMPANY.
BRITISH TELEGRAPH COMPANY.

SUBMARINE TELEGRAPH COMPANY.
BRITISH TELEGRAPH COMPANY.

30, CORNHILL STATION.

1857.

Received the following MESSAGE
No. of *Har* day, the *27th* day of *Aug*

The Public are expressly requested to take notice that the SUBMARINE TELEGRAPH COMPANY will not be responsible for any mistake or delay in the transmission of Messages.

Several massacres of Europeans have taken place thro' the North West Provinces - Bombay and Madras Presidencies perfectly tranquil - Latest intelligence from Delhi. To 14th July -

H. Johnson
Agent H. C. I. Company.

Tristo 3. p.m.
Wednesday -

Roor.

No Inquiry respecting this Message can be attended to without the production of this Paper.

3. Telegraph from Meerut reporting the arrival of 85 prisoners at the jail. (H.M. 724a p.33)

THE ELECTRIC TELEGRAPH.
INDIA.

(OPENED TO THE PUBLIC ON THE 1ST FEBRUARY 1855.)

Messages, (not exceeding 16 words,) can be sent at any distance not exceeding **400 Miles**, at a charge of **1 Rupee**.
 Ditto Ditto Ditto **800** " " **2 Rupees**.
 Ditto Ditto Ditto **1,200** " " **3** "
 Ditto Ditto Ditto **1,600** " " **4** "

No charge made for delivery within half-a-mile of the Office; a charge of **4 annas** a mile for all distances beyond that.

The following Message from *Meerut* To *Agra*
 from *Off. Magistrate* To *Off. Secy. to Govt.*
 Name and Address } Name and Address }

Number of Words. *43*

Received the 85 prisoners this morning. All is quiet. asked for assistance of Military guard, is to be at jail by sunset. Sentence of eleven of the prisoners reduced by Genl. Hewitt to five years. The remainder to be imprisoned for ten

Agra, Elec. Tel. Office.
the 9 of May 1857

No inquiry respecting this Message can be attended to without the production of this paper. }
M. S. ...
 Head Assistant in charge.

Please enter Time of delivery.

Canning's Letter to Colvin on Proclamation

Calcutta Aug 20. 1857

Dear Mr Colvin,

I never did an act that gave me more distress than that of superseding the Proclamation of the 25th. I would have rescinded it if I had thought escape possible, and would have made any safe sacrifice to support the one which had come from you. But I am strongly of opinion that it would not have been safe to leave that Proclamation unaltered.

The terms of the first paragraph open the door to every man - and I cannot see that the door was closed to the

such dignity; but I do not gather that they are such as to compel us yet to offer free pardon to the Murderers of our Officers. Certainly nothing which you have sent to me sets off an affair in that light. I am quite unable to imagine how your Proclamation and my message to the Commander-in-Chief accord; so far at least as regards the greatest criminals of officers who are not those who committed outrages on private persons, but those who killed their officers.

Do not suppose that sitting here in Calcutta I wish to carry things with a high hand without regarding the embarrassments and unavoidable weaknesses of those who are

to think of the difficulties - I have no doubt. Because are unwilling of a strong and just Government; - and things seem to a weak one. I would see none - The Proclamation which I have now sent has if possible less of leniency in it than your own - it has been more distinctly a free and unconditional pardon to one section of the Mutineers, - and it makes a difference between the private and public, which accords both justice and our duty to our Officers, whilst it may be expected to show disunion in Delhi.

I wish only add that I should have greatly preferred not to supersede your Proclamation, and to have asked you

you to put forth a supplementary one,
qualifying the first part of the original
one effectually - But after careful
consideration and discussion with my
colleagues it seemed to me that there would
be less risk of doubt and mistrust in
the minds of the Prudencers if an entirely
new one were issued -

base more I cannot express to
you the vexation with which I have
found myself unable to avoid this
course, or how strongly not only my
duty, but my inclination has urged
and

and will urge me at all times to support
you.

Believe me
dear Mr Cloin

Very faithfully yours

Canning

ANNEXES PORTRAITS



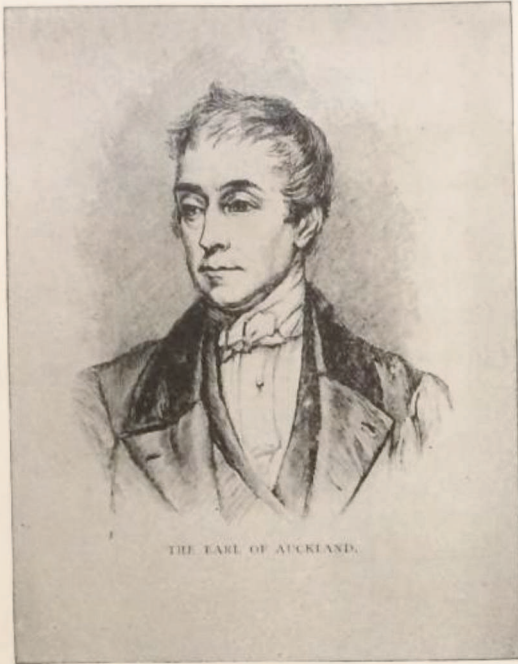
Lord William Bentinck



Thomas Babington Macaulay



Henry Thoby Prinsep



THE EARL OF AUCKLAND,
Governor General of India, 1836-1842.



VISCOUNT HARDINGE,
Governor General of India, 1844-1848.

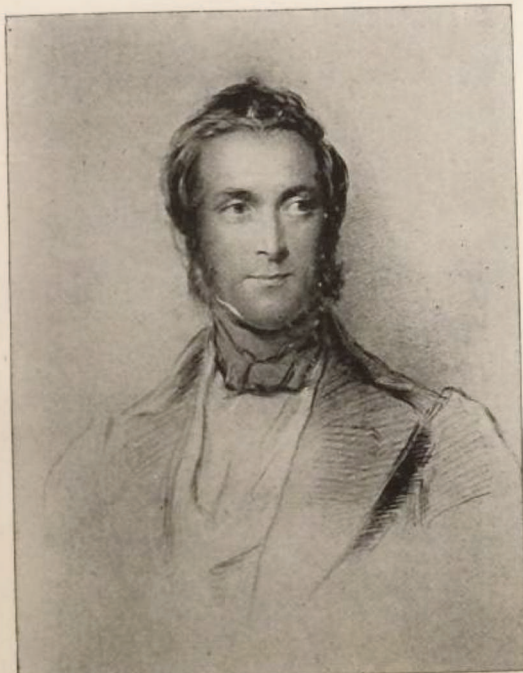


Photo-Mech. Dept., Thomason College, Roorkee.
MARQUESS OF DALHOUSIE,
Governor General of India, 1848-1856.



The Hon'ble Mr. Mountstuart Elphinstone,
Governor of Bombay, 1819-1827.



Clive, Robert, first Baron Clive of Plassey (1725–1774), studio of Nathaniel Dance (later Sir Nathaniel Holland, Bt), National Portrait Gallery



Warren Hastings (1732–1818), by Sir Joshua Reynolds, National Portrait Gallery



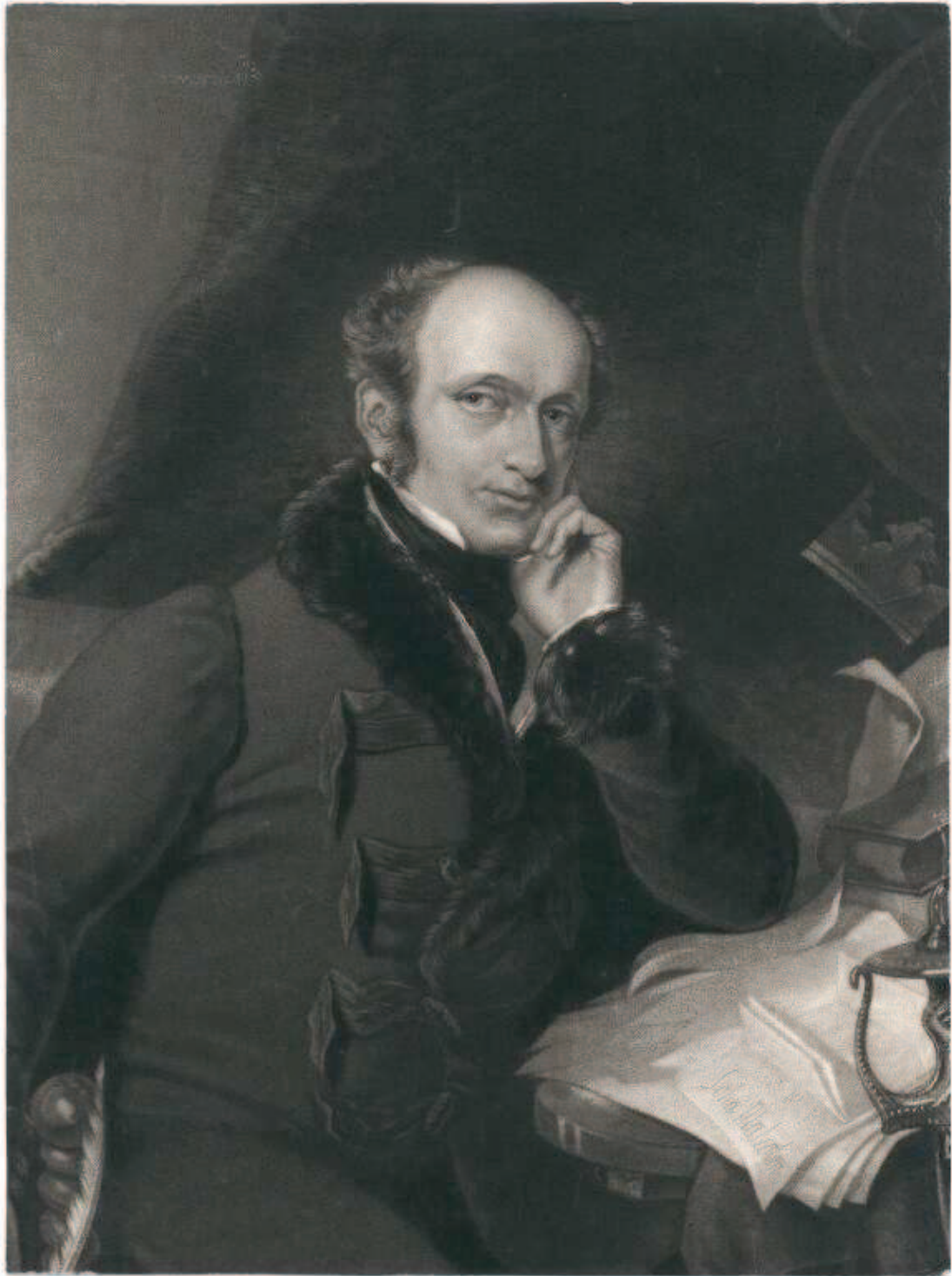
Charles Cornwallis first Marquess Cornwallis (1738–1805) by Thomas Gainsborough, National Portrait Gallery



Richard Colley Wellesley, Marquess Wellesley (1760–1842) by Ozias Humphry, National Portrait Gallery



Sir Thomas Munro, first baronet (1761–1827) by Samuel Cousins, National Portrait Gallery.

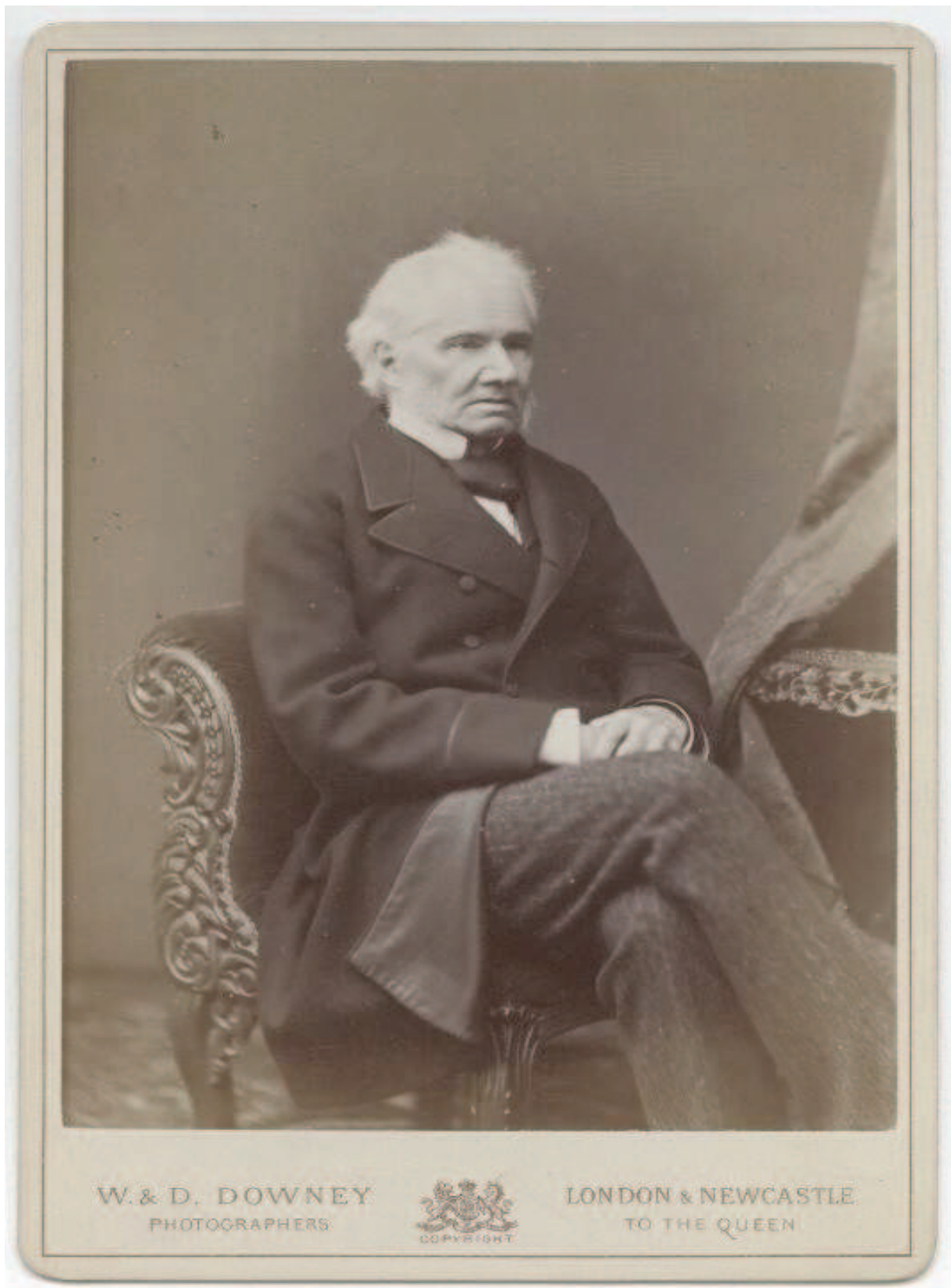


Sir John Malcolm (1769–1833) by John Porter, National Portrait Gallery

Governor of Bombay (1827-1830)



Charles Theophilus Metcalfe, Baron Metcalfe (1785–1846), colonial governor (1835-1838)
by George Chinnery, National Portrait Gallery



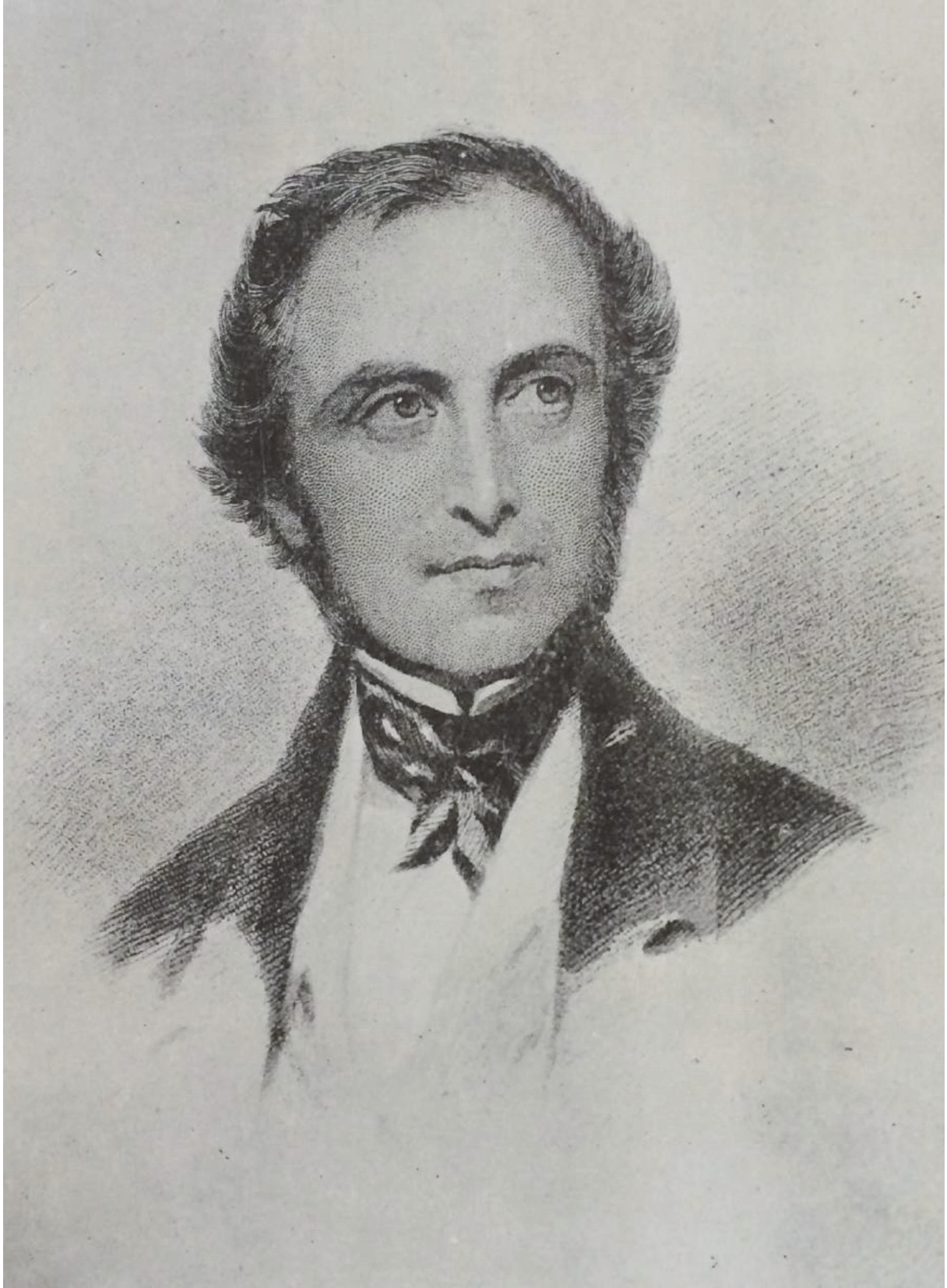
Charles Edward Trevelyan



John Stuart Mill



Charles Grant



THE HON'BLE Mr. J. E. D. BETHUNE
President of the Council of Education, 1848-1851



Charles Wood



James Silk Buckingham

GLOSSAIRE

Achrafs : nobles, terme associé à l'ensemble des Musulmans d'origine étrangère : Arabes etc.

Bhadralok : des Indiens riches et instruits de caste supérieure.

Brahman : l'Absolu indifférencié.

Chokeys : custom-houses ou toll-houses.

Crore ou **karor** : unité de 10 million.

Dacoit : brigands, pillards agissant en bandes.

Dastak : laissez-passer.

Dharma : religion.

Diwan : fonctionnaire responsable de l'administration des finances.

Diwani : service chargé de la perception des impôts.

Gurkha : soldat népalais de l'armée de la Compagnie.

Jageerdar : détenteur de jagir.

Jâgîr : revenu d'une terre déterminée assigné à un fonctionnaire en guise de salaire.

Jyziâ : capitation ; taxe discriminatoire frappant les non-musulmans dans un Etat musulman.

Lakh : unité de 100 000.

Meer Moonshee : secrétaire autochtone.

Mofussil : la province.

Munshi : agent.

Nabab : *Nawab* : pluriel honorifique de *naïb*, gouverneur de province.

Nazim : gouverneur de province, chargé de la défense, du maintien de l'ordre et de la justice.

Nizamât : charge du Nazim.

Panchayats : conseils, assemblées villageoises

Parsi : adepte de la religion zoroastrienne.

Rajahs ou **Rajas** : deuxième composante, guna, de la Nature : l'activité et le mouvement.

Ryotwari : système de prélèvement de l'impôt foncier, dans lequel le cultivateur paie directement l'impôt à l'Etat.

Ryot : les administrés, les paysans.

Sawars : monture, indice de la part de salaire consacrée par un noble à l'entretien d'un contingent de cavalerie.

Subadar : haut dignitaire moghol, placé à la tête d'un suba.

Suba : province, division de l'Empire moghol.

Sadr : le plus haut responsable des affaires religieuses et de la justice dans l'Empire moghol.

Sadr diwani adalat : cour civile suprême de l'Inde britannique, présidée par le gouverneur général britannique assisté de deux membres de son conseil.

Sadr nizamet adalat : cour criminelle suprême de l'Inde britannique.

Sati : la crémation de veuves hindoues, c'est l'acte de l'immolation d'une veuve hindoue sur le bûcher funèbre de son époux.

Talukdar : grand propriétaire foncier.

Zakat : Aumône obligatoire pour tous les Musulmans : le terme a pris le sens de droit de douane chez les Moghols.

Zamindar : chef local servant d'intermédiaire entre l'administration et la paysannerie à l'époque moghole ; puissant propriétaire foncier, qui collecte les revenus de la terre pour le compte du gouvernement colonial.

Zamindari : Système de propriété des terres institué en Orissa, au Bengale et dans le Bihar en 1793, et par lequel le *Zamindar* était propriétaire de la terre (*Jâgîr*) à la condition qu'il puisse payer au gouvernement un impôt se montant à environ 90% des revenus qu'il percevait directement des Ryât (*ryot*) ou paysans qu'il pouvait pressurer à loisir.

Zenana : harem, appartement des femmes.

INDEX DES MATIÈRES

A

Abolition, 96, 122, 123, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 135, 137, 138, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 151, 152, 156, 157, 159, 160, 161, 163, 176, 203, 212, 230, 231, 257, 258, 264, 267, 287, 291, 301, 305, 314, 321, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 331, 332, 342, 358, 361, 376, 377, 378, 379

Abolitionniste, 161, 163, 302, 373, 374, 375, 376, 378, 379

Addiscombe, 56

Administration, 2, 10, 24, 34, 36, 45, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 57, 62, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 87, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 100, 101, 102, 107, 112, 113, 114, 115, 116, 119, 120, 121, 122, 123, 126, 127, 128, 131, 136, 138, 150, 171, 172, 178, 179, 180, 183, 184, 187, 189, 190, 196, 208, 209, 210, 215, 225, 226, 230, 234, 245, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 260, 261, 263, 264, 279, 283, 285, 286, 287, 293, 297, 302, 304, 306, 309, 312, 313, 315, 318, 319, 320, 322, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 336, 337, 338, 341, 342, 343, 344, 347, 351, 353, 355, 357, 360, 363, 370, 372, 374, 376, 377, 378, 379, 381, 384

Age de la Réforme, 10, 11, 12, 87, 89, 180, 374, 379

Agency Houses, 65, 69, 124

Agricole, 64, 77, 80, 81, 115, 119, 122, 230, 232, 376

Anglais, 1, 14, 200, 210, 215, 229, 308, 365

Anglicisation, 13, 87, 93, 94, 95, 100, 102, 174, 175, 187, 195, 215, 225, 245, 247, 248, 255, 261, 262, 264, 265, 267, 290, 304, 307, 313, 314, 369, 370, 375, 377, 378, 383, 385

Angliciste, 114, 143, 178, 181, 182, 184, 190, 191, 200, 203, 204, 209, 211, 215, 247, 250, 255, 308, 377

Armée, 25, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 47, 48, 49, 56, 68, 69, 76, 77, 83, 84, 85, 98, 143, 148, 237, 240, 256, 265, 266, 270,

272, 273, 276, 279, 280, 281, 289, 290, 291, 294, 297, 298, 301, 303, 304, 318, 322, 333, 343, 359, 381

Association for Promoting Christian Knowledge, 120

Auditor, 57

B

Bank of England, 52

Baptist Mission, 71, 135, 140, 217, 218, 293

Bataille de Plassey, 48, 49, 264

Bengal British India Society, 362, 363

Black Acts, 108, 109

Black Hole of Calcutta, 48

Board of Control, 54, 56, 157, 160, 164

Board of Directors, 56

Brahmo Samaj, 144, 346

Britanniques, 2, 3, 9, 10, 12, 22, 26, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 53, 54, 55, 60, 61, 64, 67, 68, 69, 72, 76, 82, 88, 89, 92, 93, 94, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 108, 109, 112, 113, 114, 116, 122, 125, 126, 128, 130, 136, 140, 142, 150, 151, 157, 170, 176, 178, 201, 202, 216, 217, 225, 226, 230, 240, 245, 246, 248, 250, 252, 253, 254, 255, 256, 258, 262, 263, 264, 265, 266, 270, 271, 272, 275, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 285, 286, 289, 293, 294, 295, 296, 297, 299, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 308, 309, 310, 312, 313, 314, 315, 316, 318, 319, 321, 322, 324, 328, 329, 330, 333, 335, 336, 337, 338, 342, 343, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 358, 359, 360, 363, 366, 369, 370, 375, 376, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385

British and Foreign Anti-Slavery Society, 18, 156, 157, 158, 159

British and Foreign Bible Society, 140

C

Calcutta Ships, 66

Capitalisme, 29, 126

Changer, 9, 13, 18, 99, 140, 159, 161, 222, 223, 304, 309, 343, 350, 357

Charte, 14, 134, 153, 203, 204, 233, 278

Chartisme, 90

Chrétiens, 132, 260, 261
Christian Researches in India, 142
 Christianisation, 144
 Christianisme, 99, 142, 145, 146, 181, 215, 216, 232, 233, 237, 248, 256, 258, 259, 260, 261, 262, 279, 281, 293, 321, 345, 346, 366, 368, 374, 375
Church Missionary Society, 130, 181, 220, 293
 Cipayes, 15, 25, 36, 39, 48, 49, 61, 76, 83, 85, 87, 146, 150, 239, 240, 243, 266, 267, 270, 273, 274, 275, 276, 277, 279, 280, 281, 282, 285, 286, 289, 290, 291, 293, 295, 297, 298, 301, 306, 318, 333, 342, 343, 358, 380, 381, 384, 385
Civil College, 56
 civiliser, 13, 87, 99, 311
Clapham Sect, 18, 126, 257
 Code pénal, 102, 103, 346, 359
 Collaboration, 3, 10, 46, 63, 193, 200, 294, 298, 327, 333, 334, 336, 338, 339, 340, 342, 343, 384
 Colonial, 96, 166, 168, 179, 250, 251, 252, 300, 303, 304, 305, 317, 318, 350, 353, 354, 355, 356, 365, 366, 367, 368, 373, 384
 Colonialisme, 9, 22
 Colonie, 3, 8, 26, 34, 35, 38, 43, 71, 87, 89, 135, 141, 162, 163, 168, 206, 212, 245, 246, 257, 263, 264, 267, 286, 294, 303, 305, 324, 333, 338, 345, 357, 374, 375, 376, 377, 379, 380, 384
 Colonisation, 323
 Commerce, 59, 123, 245
 Commission de contrôle, 123, 126, 127, 132, 133, 135, 141
Committee of British and Foreign Anti-Slavery Society, 156, 157
Common Law, 26, 101, 255
 Compagnie, 1, 5, 11, 12, 13, 24, 25, 29, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 67, 68, 69, 70, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 93, 96, 97, 98, 99, 100, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 113, 115, 116, 118, 122, 124, 126, 127, 130, 131, 133, 134, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 147, 149, 150, 151, 152, 158, 160, 161, 170, 171, 178, 179, 182, 188, 189, 195, 196, 198, 199, 200, 202, 206, 211, 212, 213, 214, 218, 233, 234, 236, 237, 239, 241, 242, 245, 246, 248, 249, 250, 252, 253, 255, 256, 257, 258, 259, 261, 262, 264, 265, 267, 270, 272, 274, 276, 279, 280, 281, 282, 283, 285, 287, 288, 290, 291, 293, 294, 296, 297, 298, 300, 301, 303, 304, 306, 307, 309, 313, 314, 319, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 331, 332, 333, 335, 336, 337, 341, 343, 344, 347, 350, 352, 353, 359, 368, 371, 375, 376, 377, 379, 381
Company-State, 48, 50, 51, 55, 303
 Comptoirs, 35, 36, 44, 49, 60, 68, 74, 76, 229
 Conception, 6, 10, 17, 18, 88, 90, 93, 96, 98, 114, 121, 144, 162, 173, 174, 203, 249, 251, 256, 262, 263, 264, 304, 311, 334, 339, 357, 383
 Conscience, 2, 19, 79, 144, 176, 221, 236, 259, 276, 296, 310, 346, 361, 376, 385, 386
 Conseil, 56, 57, 59, 63, 65, 74, 75, 81, 93, 101, 102, 105, 106, 108, 110, 112, 116, 118, 119, 121, 123, 126, 127, 128, 131, 132, 133, 134, 135, 137, 144, 152, 161, 162, 182, 187, 188, 191, 192, 193, 194, 195, 197, 198, 199, 204, 206, 207, 208, 209, 211, 218, 221, 222, 227, 230, 232, 234, 235, 239, 253, 255, 256, 258, 259, 260, 288, 292, 309, 313, 319, 324, 326, 330, 331, 333, 371
 Conseil des directeurs, 56, 57, 59, 75, 81, 103, 110, 116, 119, 121, 123, 126, 127, 131, 132, 133, 134, 135, 144, 152, 161, 162, 188, 194, 195, 197, 198, 199, 204, 206, 207, 208, 218, 222, 227, 230, 239, 256, 258, 259, 288, 313, 324, 326, 330, 331, 333, 371
 Contrôleur, 177
 Convertir, 99, 140, 142, 232, 237, 258, 261, 281, 321, 346, 375
Coolie, 179
 Coutumes, 54, 93, 97, 110, 111, 130, 133, 144, 155, 172, 245, 248, 249, 250, 252, 261, 265, 292, 302, 305, 307, 314, 321, 334, 343, 345, 346, 349, 350, 351, 357, 372, 374, 379, 382

Covenanted Service, 248
Crémation, 142, 143, 378
Culture, 2, 14, 19, 32, 46, 54, 91, 99, 117,
170, 172, 174, 177, 179, 185, 187, 190,
192, 200, 201, 214, 225, 229, 231, 232,
247, 249, 252, 263, 292, 302, 304, 307,
310, 321, 343, 344, 345, 346, 347, 350,
351, 352, 365, 366, 367, 368, 369, 370,
371, 373, 374, 375, 377, 378, 383, 386
Culturelles, 178, 247, 263, 265, 267, 302,
304, 334, 338, 346, 350, 357, 359, 368,
370, 374, 378, 382
Custom Houses, 72

D

Décolonisation, 374, 382, 385, 386
Delhi College, 211, 303, 304, 305, 353,
354, 365, 366, 367, 368, 370
Delhi Vernacular Translation Society, 366
Déshérence, 284, 287, 307, 381
Dharma Sabha, 144, 190, 386
Direct Rule, 301, 325, 330, 333
Diwani, 49, 63, 74, 76, 77, 78, 107, 264
Domination, 1, 4, 9, 15, 18, 19, 23, 28, 30,
33, 35, 44, 48, 49, 54, 60, 61, 68, 69, 75,
76, 84, 87, 88, 89, 95, 96, 98, 115, 118,
126, 140, 145, 146, 152, 170, 172, 178,
192, 207, 216, 225, 226, 233, 239, 242,
245, 246, 250, 252, 254, 255, 256, 257,
264, 265, 267, 276, 282, 283, 287, 290,
296, 297, 298, 299, 300, 302, 303, 310,
313, 314, 320, 322, 323, 328, 329, 330,
333, 341, 347, 348, 352, 360, 363, 367,
368, 372, 373, 375, 380, 383, 384
Douanes, 69, 70, 71, 72, 123
Douanières, 61, 122, 123, 124, 254, 375

E

East India Act, 56, 57, 58, 97
East India Company, 1, 13, 42, 43, 44, 45,
46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 55, 56, 58, 59,
60, 61, 63, 64, 65, 68, 74, 80, 82, 92, 95,
96, 100, 119, 127, 134, 148, 161, 162,
163, 194, 195, 196, 220, 235, 236, 237,
238, 239, 245, 252, 285, 286, 295, 302,
303, 307, 323, 325, 332, 346, 348, 354,
373
East India House, 22, 55, 57, 241, 272,
273, 277, 281, 327

échanges, 31, 35, 57, 60, 63, 67, 69, 71,
106, 308, 375, 376, 384
économiques, 1, 4, 5, 8, 10, 18, 19, 24, 29,
31, 32, 38, 48, 59, 81, 100, 112, 126,
174, 265, 279, 282, 300, 309, 314, 315,
322, 345, 348, 373, 374, 375, 376, 378
Edinburgh Review, 10, 11, 19, 20, 21, 22,
39, 89, 91
Education, 171, 175, 176, 177, 178, 180,
186, 187, 188, 191, 192, 193, 197, 202,
204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211,
213, 217, 218, 220, 221, 222, 227, 228,
229, 230, 249, 303, 304, 305, 353, 354,
365, 366, 368
EIC, 1, 57, 315, 322, 327, 328, 330, 332,
333, 343
élites, 4, 24, 63, 83, 97, 102, 144, 182, 193,
200, 227, 242, 247, 248, 255, 256, 259,
285, 299, 301, 304, 307, 308, 309, 310,
319, 320, 322, 328, 339, 342, 343, 344,
345, 348, 352, 355, 360, 361, 362, 363,
365, 366, 368, 370, 376, 378, 379, 381
Empire, 2, 3, 4, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18,
23, 24, 27, 28, 31, 33, 34, 37, 38, 39, 48,
49, 51, 56, 62, 66, 68, 73, 81, 82, 87, 88,
89, 90, 96, 98, 100, 105, 107, 152, 159,
165, 170, 192, 242, 243, 247, 249, 254,
266, 290, 303, 311, 312, 334, 335, 343,
368, 374, 375, 376, 383
Enfield, 298
Entrepôts, 46, 292, 318
épices, 1, 42, 44, 46, 48, 64, 263
Europe, 3, 4, 19, 22, 23, 33, 35, 42, 47, 59,
63, 64, 84, 121, 122, 210, 235, 290, 312,
383
Européennes, 4, 23, 33, 36, 46, 47, 53, 55,
60, 64, 68, 84, 141, 178, 180, 186, 189,
198, 203, 209, 211, 217, 227, 263, 281,
302, 311, 364, 365, 377, 378
Européens, 4, 23, 33, 35, 44, 45, 60, 98,
108, 109, 238, 240, 256, 271, 272, 274,
280, 318, 343, 349, 353, 357, 360, 383
Evangélisation, 256
Examiner, 56, 100
Expansion, 43, 61, 314
Exporté, 63

F

Factory Acts, 12, 317

Famine, 70
Fiscal-Military State, 55
Foncier, 49, 81, 82, 115, 122, 249, 253, 289
Foncière, 77, 79, 119, 125, 249, 251, 253, 314, 317, 349, 363
Fort William, 48, 61, 74, 138, 161, 162, 163, 167, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 198, 202, 217, 218, 234, 235, 236, 237, 238, 241, 367
Forward School, 35
freight ships, 66
Friend of India, 131, 135, 151, 216, 237, 238

G

General Committee for Public Instruction, 171
General Missionary Society, 135
Gouverneur, 25, 35, 38, 40, 44, 49, 55, 61, 63, 65, 68, 74, 75, 78, 80, 84, 93, 95, 96, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 113, 115, 117, 123, 128, 130, 131, 133, 137, 142, 143, 151, 153, 160, 161, 171, 178, 187, 197, 198, 199, 204, 205, 211, 217, 220, 221, 222, 230, 231, 233, 234, 239, 255, 266, 270, 271, 275, 285, 286, 295, 296, 307, 308, 322, 329, 333, 334, 366, 371
Government of India Act, 324, 330, 332, 333
Gurkha, 83

H

Haileybury College, 56
Hégémonique, 312, 367, 382
hindoues, 93, 102, 103, 104, 107, 126, 141, 142, 144, 146, 154, 193, 194, 217, 237, 255, 265, 292, 293, 307, 314, 315, 320, 329, 341, 343, 344, 346, 349, 350, 359, 360, 361, 370, 378
Hindous, 36, 137, 139, 141, 143, 144, 151, 164, 176, 189, 210, 214, 222, 223, 225, 238, 257, 259, 260, 261, 267, 276, 279, 292, 295, 299, 310, 320, 345, 349, 350, 368, 373, 378, 385
Humanitaire, 376, 379

I

Idolâtre, 138, 379
Immolées, 142
Impératrice, 28, 297, 333, 337, 338, 340, 341, 357
Impérialisme, 1, 3, 9, 14, 375
Indian Law Commission, 102, 103, 163, 164
Indigo, 46, 65, 68, 70, 71, 72, 125, 282, 318
Infériorisation, 320, 360, 384
Influence, 1, 8, 10, 14, 15, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 51, 53, 55, 59, 60, 62, 82, 85, 88, 92, 99, 115, 126, 132, 134, 139, 140, 143, 144, 152, 178, 180, 185, 187, 192, 200, 210, 215, 222, 229, 231, 233, 248, 252, 254, 257, 258, 259, 261, 286, 288, 292, 293, 300, 303, 308, 329, 330, 344, 355, 357, 364, 367, 375, 376, 378, 379, 384
Informel, 30, 31, 32
Injustices, 16, 99, 249, 317, 319, 321, 360, 362, 373, 381, 385
Inland trading, 65
Insurrections, 239, 317, 318, 321, 354
Intellectuels, 315

L

Laissez-faire, 54
Land Tax, 79
Leadenhall Street, 58, 59, 302, 307, 325
Législatif, 75, 94, 101, 102, 104, 105, 106, 112, 161, 162, 234, 235, 239, 255, 256, 292, 319
Législatives, 9, 74, 101, 102, 104, 162, 331
Libéralisme, 1, 3, 4, 5, 13, 14, 15, 375
London Missionary Society, 140, 220, 293
Lumières, 1, 4, 5, 19, 22, 23, 99, 302, 311, 383

M

Madrasa, 173, 180, 183, 184, 188, 192, 194, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 209, 213, 225, 228, 230, 231, 232, 366, 378
Madrasa de Calcutta, 183, 188, 192, 200, 201, 202, 210, 213, 225, 228, 231, 366

Marathes, 67, 68, 69, 95, 115, 128, 131, 171
 Marchandises, 2, 66, 67, 69, 72, 78
 Mécontentement, 248, 255, 276, 282, 288, 289, 291, 297, 300, 319, 321, 336, 354, 358, 378
 Mercantilisme, 2, 31, 70
 Militaire, 2, 3, 4, 30, 32, 34, 35, 37, 38, 40, 44, 49, 56, 57, 74, 76, 84, 91, 98, 100, 114, 147, 198, 240, 241, 264, 272, 290, 291, 293, 300, 303, 305, 313, 323, 326, 331, 332, 333, 348, 376, 381, 382
Military Seminary, 56
Minute on the Indian Education, 175
 Moderne, 5, 7, 8, 13, 14, 15, 19, 20, 35, 36, 52, 61, 67, 104, 152, 176, 179, 182, 188, 215, 223, 226, 254, 263, 267, 302, 308, 310, 312, 361, 375
 Modernisation, 369
 Mogholes, 73, 276, 364
 Moghols, 50, 65, 71, 72, 80, 85, 113, 131, 139, 142, 145, 232, 278, 280, 285, 316, 320, 346, 359, 361, 363
 Mondial, 33, 35, 42, 60, 376
 Mondialisé, 375
Munro School, 95, 96, 99, 113, 249
 Musulmans, 36, 44, 61, 69, 103, 126, 138, 144, 145, 146, 163, 164, 174, 189, 192, 193, 194, 210, 214, 222, 225, 228, 231, 232, 238, 255, 257, 259, 260, 261, 267, 276, 278, 279, 280, 281, 289, 290, 292, 293, 294, 295, 298, 299, 301, 310, 315, 320, 341, 346, 347, 348, 350, 351, 366, 373, 385

O

Occidentaliser, 212, 243, 246, 302, 304, 307, 309, 337, 372, 379, 380
 Opium, 61, 63, 70, 71, 282, 297, 319, 384
 Oppression, 7, 25, 54, 99, 157, 158, 203, 252, 279, 377, 380, 384
 Orient, 46, 54, 176, 252, 267, 282, 299, 305, 335, 346, 360, 382, 385

P

Paradoxe, 9, 23, 245, 255, 292, 330, 382
 Parlement, 10, 11, 12, 13, 25, 29, 51, 52, 54, 59, 70, 81, 89, 90, 96, 99, 101, 103, 104, 109, 131, 134, 141, 142, 152, 157,

158, 160, 161, 163, 170, 255, 257, 258, 282, 294, 306, 324, 328, 331, 333, 336, 337

Paternalist School, 95, 98

Paupérisation, 254, 267, 314, 315, 380

Paysans, 26, 34, 60, 63, 76, 77, 79, 80, 82, 83, 109, 113, 114, 116, 117, 119, 120, 121, 196, 201, 249, 251, 253, 254, 267, 286, 289, 297, 298, 299, 300, 301, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 322, 353, 359, 360, 380

Pèlerinage, 44, 126, 127, 128, 130, 131, 133, 134, 135, 138, 139, 329, 346, 379

Pendjabes, 281, 294

Pérennité, 1, 12, 34, 77, 82, 85, 118, 121, 152, 170, 179, 190, 192, 249, 250, 252, 265, 279, 322, 323, 332, 337, 339, 350, 357, 372, 375, 376

Permanent Settlement, 81, 93, 96, 113, 115, 117, 196, 315, 316

Pétition, 135, 137, 143, 144, 157, 214, 230, 231, 232, 233, 260, 324, 325, 327, 328

Police Tax, 78

Populaire, 21, 144, 172, 181, 297, 298, 300, 307, 317, 322, 323, 336, 341, 347, 366, 369, 376, 384

Possessions, 27, 28, 34, 36, 39, 56, 98, 159, 245, 287, 344, 363

Principauté, 68

Prosélytisme, 132, 258, 293, 310, 320, 341, 344, 368

Protestant Missionary Societies, 260

Protestants, 140

Public Servants, 93

Puissance, 1, 27, 35, 40, 47, 48, 50, 76, 84, 85, 99, 225, 257, 290, 300, 303, 321, 328, 352

R

Raj, 15, 18, 44, 47, 88, 127, 133, 138, 152, 153, 250, 251, 252, 253, 263, 287, 297, 302, 303, 313, 314, 317, 323, 333, 338, 345, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 372, 373

Reform Act, 12, 25, 89, 100, 250

Réformes, 248

Regulating Act de 1773, 62, 74, 75

Regulations, 81, 101, 105, 107, 140, 151, 162, 255

Religion, 127, 133, 138, 145, 329, 342, 385
Religious Tract Society, 140
Résilience, 320, 367
Révolte, 15, 318, 358
Rites, 130, 131, 134, 141, 144, 146, 151, 262, 287, 313, 343, 344
Ryotwari, 81, 113, 115, 118, 119, 120, 121

S

Sati, 101, 103, 141, 142, 143, 144, 147, 151, 259, 292, 315, 329, 343, 359, 378
Sikhs, 280, 294, 295, 301, 381, 384
Sous-continent, 2, 3, 4, 9, 12, 14, 15, 22, 27, 28, 31, 34, 35, 36, 37, 42, 44, 48, 49, 50, 51, 52, 56, 75, 76, 77, 82, 88, 90, 92, 95, 96, 100, 101, 104, 115, 121, 124, 125, 126, 134, 140, 150, 152, 158, 159, 160, 163, 164, 165, 170, 176, 179, 181, 190, 191, 195, 200, 201, 215, 221, 225, 232, 239, 249, 251, 255, 256, 257, 258, 259, 261, 262, 264, 265, 282, 289, 293, 294, 301, 304, 306, 308, 310, 313, 319, 321, 322, 325, 326, 328, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 343, 344, 348, 350, 352, 355, 361, 374, 375, 376, 379, 380, 381, 383, 384
Souveraineté, 50
Suez, 32, 33, 66

T

Télégramme, 271, 272, 297
Terres, 30, 47, 54, 60, 69, 70, 77, 80, 82, 84, 95, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 128, 133, 134, 196, 250, 251, 253, 254, 287, 288, 289, 296, 316, 363, 375, 380
Territoriale, 30, 34, 48, 55, 68, 74, 75, 76, 82, 249, 283, 287, 299, 313, 350
Thé, 46, 50, 59, 63, 67, 70, 125, 353, 384
The Great Game, 37, 38
The India Bill, 54
The Missionary Register, 130
The Society for the Diffusion of Useful Knowledge, 21
The Society of Trade, 61
The Supreme Court, 74
The Times, 12, 20, 132, 215, 224, 227
Thug, 147, 148, 149, 150

Thuggisme, 146
Traditionnelles, 140, 226, 248, 305, 312, 377
Traditions, 127
Tribunaux, 14, 104, 107, 108, 112, 133, 134, 138, 149, 151, 154, 190, 211

U

Universaliste, 9, 87, 374
Utilitarisme, 6, 24, 27, 252
Utilité, 10, 12, 24, 81, 104, 175, 183, 190, 197, 212, 226, 234, 243, 293, 325, 328, 372

V

Vision, 5, 9, 11, 13, 15, 19, 23, 24, 26, 51, 81, 83, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 99, 100, 104, 110, 113, 117, 132, 155, 170, 174, 176, 187, 189, 191, 196, 203, 214, 229, 240, 247, 249, 250, 263, 264, 305, 310, 311, 313, 319, 321, 328, 334, 339, 352, 354, 357, 372, 374, 376, 377, 379, 382

W

Wahabites, 347, 348
Whiggisme, 18, 87, 114, 116, 302, 335, 374
Whigs, *Whig*, 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 22, 23, 25, 26, 27, 50, 51, 52, 53, 54, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 97, 98, 100, 101, 109, 112, 114, 137, 170, 171, 172, 174, 179, 180, 202, 213, 214, 225, 227, 234, 235, 242, 243, 245, 247, 248, 251, 252, 254, 256, 257, 265, 267, 293, 302, 304, 306, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 319, 328, 331, 334, 335, 337, 338, 343, 352, 357, 359, 372, 374, 375, 376, 377, 378, 380, 381, 382, 385

Y

Young Bengal, 279, 332

Z

Zamindar, 153, 186, 249, 275, 291, 315, 316

INDEX DES NOMS PROPRES

A

Abbott, James 37, 38
Ahmad Saiyid, 367, 368
Ahsanullah Khan, 295
Allen, William, 160, 325, 371
Amherst, Lady, 220
Amos, A., 162, 164
Anderson, W. G., 144, 218, 219, 273, 281
Astell, William, 100, 101, 116, 171
Auber, Peter, 58
Auckland, Lord, 38, 103, 108, 116, 122,
123, 124, 131, 132, 133, 135, 136, 139,
151, 153, 154, 155, 158, 160, 161, 162,
172, 199, 204, 205, 206, 207, 208, 212,
230, 234, 235, 252, 305, 306, 329, 336,
379
Auddy, Gaurmohan, 226
Aungier, Gerald, 44

B

Bahadur Shah, 275, 277, 285, 293, 294,
369
Baillie, Henry, 334, 335, 336
Bampton, William, 130
Baring, T., 324
Barlow, 128, 131
Bates, Crispin, 385
Bayley, W. B., 160, 256
Bayly, Christopher Alan, 3, 5, 51, 61, 63,
68, 73, 81, 93, 98, 103, 107, 136, 242,
243, 254, 261, 303, 314, 338, 342, 354,
355, 357
Beadon, Cecil, 237, 240, 241, 242
Bell, Andrew, 176
Benson, C., 142, 143
Bentham, J., 1, 6, 8, 9, 10, 18, 23, 87, 91,
101, 111, 114, 201, 364, 382
Bentinck, William, 26, 38, 95, 100, 101,
102, 104, 115, 116, 131, 132, 142, 143,
144, 145, 147, 150, 171, 172, 173, 187,
188, 189, 190, 197, 204, 205, 214, 226,
230, 232, 234, 255, 259, 308, 312, 313,

322, 329, 332, 336, 347, 348, 359, 377,
378, 379, 381

Best, Thomas, 44
Bethune, J. D., 191, 221, 222, 309, 377
Bhattachary, Sabyasachi, 282, 299, 385
Bhattacharya, France, 315, 316, 320, 346,
349, 350, 360
Birch, C., 148, 167, 168, 187, 272, 281
Bird, W. W., 134, 161, 182, 253, 285, 286
Biswamoy, Pati, 385
Blake, M., 73
Bolts, William, 61, 70
Boutros, F., 211, 212, 365
Bowen, H. V., 51, 54, 55, 57, 58, 60, 92
Brantlinger, Patrick, 335
Briggs, John, 79, 148
Brougham, Henry, 10, 21
Brown, C., 148, 163, 224, 259, 371
Buchanan, Claudius, 130, 140, 141, 259
Buckingham, James Silk, 107, 242, 285
Burke, Edmund, 26, 51, 53, 51, 246
Burnes, Alexander, 38, 39, 370, 371
Busby, Samuel, 128
Bushby, G. A., 199, 203, 234
Byron, Lord, 250

C

Cameron, C. H., 111
Campbell, George, 352
Campbell, R., 171, 218
Candy, C., 211, 218, 219, 220
Canning, Lord, 270, 271, 272, 275, 281,
284, 294, 295, 296, 334, 336, 337, 339
Carey, William, 140, 217
Carter, Marina, 385
Cassels, Nancy G., 127, 133, 138
Chandra, Ram, 365, 366, 384
Charles II, 44
Chatterjee, Kumkum, 78, 79
Chatterjee, Partha, 311
Chatterji, Bankim Chandra, 315, 320, 384
Chattopadhyay, Bankim Chandra, 299,
315, 320, 323, 351, 360, 362
Chattopadhyay, Basudeb, 282, 298, 385

Chattopadhyay Pradip, 270, 385
Child, Josiah, 51
Clarke, Longueville, 166
Clarkson, Thomas, 160
Clive, John, 21, 102
Clive, Robert, 48, 53, 61, 81, 83, 92, 93
Coble, John, 156, 160
Cockburn, Charles, 25
Colley, M., 51
Colvin, J. R., 212, 213, 227, 229, 271,
272, 274, 275, 276
Connon, John, 239
Conolly, Arthur, 38
Cornwallis, Lord, 72, 80, 81, 83, 93, 94,
96, 101, 103, 113, 114, 115, 249, 250,
301, 311, 316
Cotton, Général, 273
Cowasjee, Framjee, 232, 233
Crawfurd, John, 115, 125, 178, 179

D

Dalhousie, Lord, 105, 110, 111, 112, 150,
197, 221, 222, 256, 283, 284, 285, 286,
287, 292, 307, 335, 336, 345, 371, 377,
379, 381
Darwin, Charles, 258, 320, 345, 351
Derby, Lord, 323, 327, 332, 334, 335, 336
Derozio, Henry, 259, 343, 360
Dickens, Charles, 247
Disraeli, Benjamin, 286, 287, 288, 290,
293, 296, 333, 334, 335, 336, 358, 383
Dost Mohammed, 38, 39, 40
Dowdeswell, William, 131
Downton, Nicolas, 44
Duff, Alexander, 181, 217, 218, 220, 259
Dupleix, Joseph, F., 49
Dutt, Debee, 137
Dutt, Romesh C., 313, 314
Dutt, Russomoy, 165, 166

E

Eddawla, Siraj, 48
Edwards, Herbert, 269, 279
Elizabeth I, 42, 50
Ellenborough, Lord, 117, 122, 150, 160,
234, 235, 336, 347
Elliot, Walter, 120, 121
Ellis, T. F., 111

Elphinstone, Mountstuart, 98, 99, 113,
114, 123, 124, 171, 201, 239, 240, 241,
249, 250, 251, 279, 289, 351
Evans, De Lacy, 38

F

Ferguson, Adam, 6, 310
Fisher, Michael, H., 221, 302, 303, 368,
369, 370, 371
Fletcher, Andrew, 6, 7, 8, 19
Forbes, Duncan, 7, 90, 91
Foucault, Michel, 22
Fraser, Colonel, 273, 274, 293, 294, 353

G

Gallagher, John, 29, 30, 32
Gama, Vasco Da, 42
Gladstone, W. E., 245, 302
Grant, Charles, 99, 115, 126, 132, 141,
171, 181, 257, 258, 259, 307, 328, 374,
377
Grant, James, 150
Grant, Robert, 123, 199
Grey, Lord, 12, 13, 15, 87, 89, 132, 328,
374
Groeme, Charles, 127
Guha, Ranajit, 316, 317, 318, 299, 384
Gupta, Rajani, Kanta, 299, 384

H

Habib, Irfan, 365
Haidar Ali, 68
Halhed, Nathaniel, 93, 263, 264
Hall, Catherine, 28
Halliday, F. J., 138, 222, 297, 298
Hardinge, Lord, 84, 150, 208, 209
Hare, David, 166, 226, 259, 361
Harrington, Jack, 11, 96, 97, 102, 199, 250
Harrington, James, 6
Hasan, Mushirul, 304, 366, 367
Hastings, Warren, 83, 92, 93, 107, 170,
200, 202, 203, 214, 217, 225, 231, 263,
301
Hawkins, Francis, 111, 305
Hawkins, William, 43
Hay, William, 39, 61
Heber, Reginald, 140, 142

Hobhouse, John, 103, 108, 116, 117, 123, 124, 132, 133, 134, 135, 151, 155, 156, 157, 206, 234, 235, 305, 308, 329, 336
Hobsbawm, Eric, 318
Hobson, John A., 29
Hodson, William, 280, 295
Hume, David, 5, 6, 7, 245, 311
Hume, Joseph, 142
Hunter, James, 127, 128
Hunter, W. W., 347
Hutcheson, Francis, 6

J

Jackson, M. W. B., 137
Jahangir, 44, 45
Jeffrey, Francis, 10, 11, 245, 250
Jenkins, C., 154
Jervis, J., 111
Johnstone, John, 61
Jones, William, 14, 202, 264, 345

K

Kairanawi, Maulana Ralimat Allah, 146
Kaye, John, W., 134, 148, 265, 266, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 284, 285, 286, 289, 290, 293, 294, 296, 384
Koditschek, Theodore, 8, 51, 175, 309, 346, 358, 364

L

Lancaster, James, 43
Lancaster, Joseph, 176
Lawrence, Henry, 381
Lawrence, John, 332, 339
Lawson, P., 1, 45, 46, 48, 50, 51, 56
Lenin, Nicolai, 29
Liddle, S., 368
Lindsay, Colin, 297
Livingstone, D., 258
Locke, John, 1, 114
Low, C., 150, 235, 236, 237, 238
Lowe, Robert, 111, 287
Lowis, J., 136
Lytton, Lord 338, 339, 340

M

Macaulay, Thomas Babington, 1, 11, 13, 14, 19, 20, 21, 24, 53, 89, 91, 92, 102,

103, 104, 105, 106, 108, 109, 110, 111, 112, 170, 174, 175, 176, 177, 179, 180, 182, 187, 188, 189, 190, 191, 204, 209, 210, 214, 215, 227, 235, 247, 255, 257, 265, 301, 304, 307, 308, 309, 313, 319, 328, 330, 332, 339, 343, 346, 352, 353, 354, 359, 369, 372, 375, 377, 378, 382, 383

Macaulay, Zachary, 257, 258

Mackintosh, James, 24, 383

Macleod, J. P., 111, 148

Macnaghten, W. H., 39, 143, 182, 190, 191, 330

Maddock, J. H., 163, 164

Maine, Henry, S., 310, 311, 312

Malcolm, John, 11, 25, 26, 35, 95, 96, 97, 98, 102, 113, 114, 143, 171, 202, 245, 249, 250, 251, 305, 306

Malleson, G. B., 299

Manners, John, 335

Markovits, Claude, 47, 61, 62, 63, 67, 70

Marshall, P. J., 56, 60, 61, 64, 92, 131

Marx, Karl, 266, 311, 373, 384

May, Robert, 220

Mayo, Lord, 339

Mehta, Uday S., 10, 51

Metcalf, Thomas, 15, 18, 88, 152, 251, 263, 264, 336

Metcalf, Charles, 98, 114, 123, 145, 234, 236, 240, 250, 305, 330

Middleton, Henry, 43

Mill, James, 1, 10, 22, 23, 24, 26, 71, 80, 87, 92, 100, 104, 108, 115, 172, 173, 174, 177, 213, 253, 335

Mill, John Stuart, 1, 9, 20, 22, 23, 24, 91, 109, 114, 115, 171, 173, 177, 178, 241, 252, 306, 308, 324, 325, 326, 327, 328, 346, 364, 382

Millet, F., 105, 111

Mills, Charles, 330

Mir Jaafar, 73

Mir Qasim, 73

Misra, B. B., 56, 74, 80, 83, 87

Mohan Lal, 275, 276, 277, 279, 289, 292, 295, 302, 368, 369, 370

Moir, Martin, 177, 178, 200, 234, 213, 249

Moosvi, Shireen, 384

Mouat, Fred J., 192

Muckba, Mohammad, Ibrahim, 232, 233

Muhammad Zaka Ullah, 303, 365, 366,
367
Mukerji, Bhudev, 319
Mukherjee, Baidyanath, 226
Mukherjee, Prabhat, 135
Mukherjee, Rudrangshu, 302, 383
Mukherjee, Roy Kissen, 362
Munro, Thomas, 81, 82, 95, 96, 113, 114
Munro, Hector, 49

N

Nana Sahib, 272, 274
Naoroji, Dadabhai, 313, 314
Napoléon, 4, 31
Neill, James, 356
Neill, Stephen, 328
Nicholls, M., 212, 228, 229
Nicholson, John, 269, 279, 280
Nisbet, P., 184
Niyogi, Sumanta, 384
North, Lord, 54

O

Onley, James, 31
Outram, James, 271, 272, 285

P

Palmerston, Lord, 323, 327, 330, 331
Parish, M., 218, 219
Parry, J., 13, 51, 126, 140
Paton, C., 148, 149
Peel, Robert, 21, 157, 159, 160
Peggs, James, 130
Percival, John, 29

Perry, Erskine, 108, 191
Pfander, C. G., 146, 261
Pitt, William, 54, 56
Polwhele, J., 273, 274

Powell, Avril, A., 261, 365, 368
Poynder, John, 132
Price, Major, 50
Pringle, W. A., 149
Prinsep, H. T., 14, 104, 106, 116, 167, 168,
184, 185, 202, 203, 204, 205, 209, 210,
211, 214, 215, 227, 231, 232, 235, 276
Prinsep, James, 161, 199, 202, 368

Prior, Katherine, 93, 119, 123, 134, 343

R

Radhakant Deb, 200, 343, 362
Raina, Dhruv, 364
Raja de Khurda, 128, 134, 135
Raja Singh, 135, 362
Rajab Ali, 294
Ram Camul Sen, 200
Ramsay, W. M., 148, 149, 294
Reynolds, Capitaine, 148
Rice, Thomas Spring, 89
Richards, Capitaine, 151
Ricketts, Henry, 133
Robb, Peter, 313
Robinson, Ronald E., 29, 30, 32
Roe, Thomas, 45
Romilly, J., 111
Ron, Isreenund Dutt, 137
Roy, Ram Mohan, 5, 107, 144, 173, 179,
189, 215, 220, 226, 242, 243, 308, 346,
360, 386
Russell, John, 331, 364
Russell, Henry, 305
Rustum Khan, 148
Rutman, Paul, 321, 353
Ryan, Edward, 108, 110, 111, 187

S

Salisbury, Lord, 338, 339
Sarshar, Ratan Nath, 247
Savarkar, Vinayak Damodar, 299, 384
Schumpeter, Joseph, 29
Shah Shuja, 39, 40
Shah Wali-Allah, 347
Shakespear, H., 183, 202, 235
Shepherd, John, 330
Shore, John, 150, 151, 251, 257
Shuja-ud-daula, 49
Sikdar, Radhakanta, 361
Sims, W., 240
Skinner, James, 83, 136, 352, 353
Sleeman, William H., 147, 148, 149, 150,
284, 293, 306, 378
Sleeman, James, 148
Smith, Adam, 1, 5, 6, 7, 8, 9, 27, 53, 54,
245, 310, 381
Smith, Général Major, 149, 201
Smith, Paul, 334

Smith, Sydney, 10
Smith, Vernon, 269, 270, 271, 279, 280,
290, 295
Southey, Robert, 11, 250
Stainforth, F., 136
Stanley, Lord, 323, 333, 334, 336, 338
Stein, Burton, 96, 302
Stephens, Thomas, 43, 131
Stern, Philip, 48, 50, 51, 52, 302
Stewart, Dugald, 6
Stokes, Eric, 26, 92, 101, 108, 250, 297,
299, 274, 315, 354, 355, 383
Stubbings, Matthew, 333, 335, 338, 356
Sullivan, Lawrence, 51
Sunkersett, Juggonath, 232, 233
Sutherland, J. C. C., 151, 163, 184, 185,
186, 199, 202
Sykes, W. H., 323, 325, 326

T

Tagore, Rabindranath, 247, 345, 351, 361,
362
Tassy, Garcin De, 367
Taylor, Herbert, 12
Taylor, J. H., 303
Taylor, Miles, 89, 336, 337
Thomas, J. F., 119, 121
Thomason, James, 196, 199, 252
Thomason, Thomas, 259
Thompson, 335, 398, 400
Tipu Sultan, 68, 69
Tocqueville, Alexis De, 9
Todd, H., 183, 184
Todd, James, 368
Trevelyan, Charles E., 71, 72, 136, 179,
180, 181, 189, 190, 203, 212, 215, 216,
224, 226, 257, 249, 259, 265, 303, 307,
318, 331, 368, 369, 374, 377
Trevelyan, G. O., 109, 353
Tripathy, Manorama, 153
Trotter, A. J., 142
Tucker, H., 134, 135

Tweeddale, le Marquis de, 117, 118, 119,
120, 121, 122
Tytler, Dr, 197

V

Vansittart, 61
Victoria, 28, 222, 262, 284, 296, 309, 330,
332, 366, 333, 335, 336, 337, 339, 340,
370

W

Ward, William, 220
Webb, George, 127, 128
Wellesley, Richard, 35, 93, 94, 131, 250
Wellington, Lord, 35, 336
Wilberforce, William, 141, 142, 257, 258,
259
Wilkinson, William, 133, 135, 205, 261
Wilks, Mark, 113
Wilks, Samuel, 57
William et Mary, 1, 52
Willoughby, J. P., 163, 191, 330, 376
Wilson, Horace H., 144, 173, 174, 181,
183, 184, 189, 190, 200, 201, 202, 214,
307, 329
Wilson, Kathleen, 2
Wood, Charles, 105, 110, 111, 112, 195,
256, 339

X

Xavier, Francis, 140

Y

Yang, Anand A., 303
Young, Gavin, 179
Young, A. R., 237

Z

Zastoupil, Lynn, 177, 178, 200, 213, 249,
250, 307, 309, 318